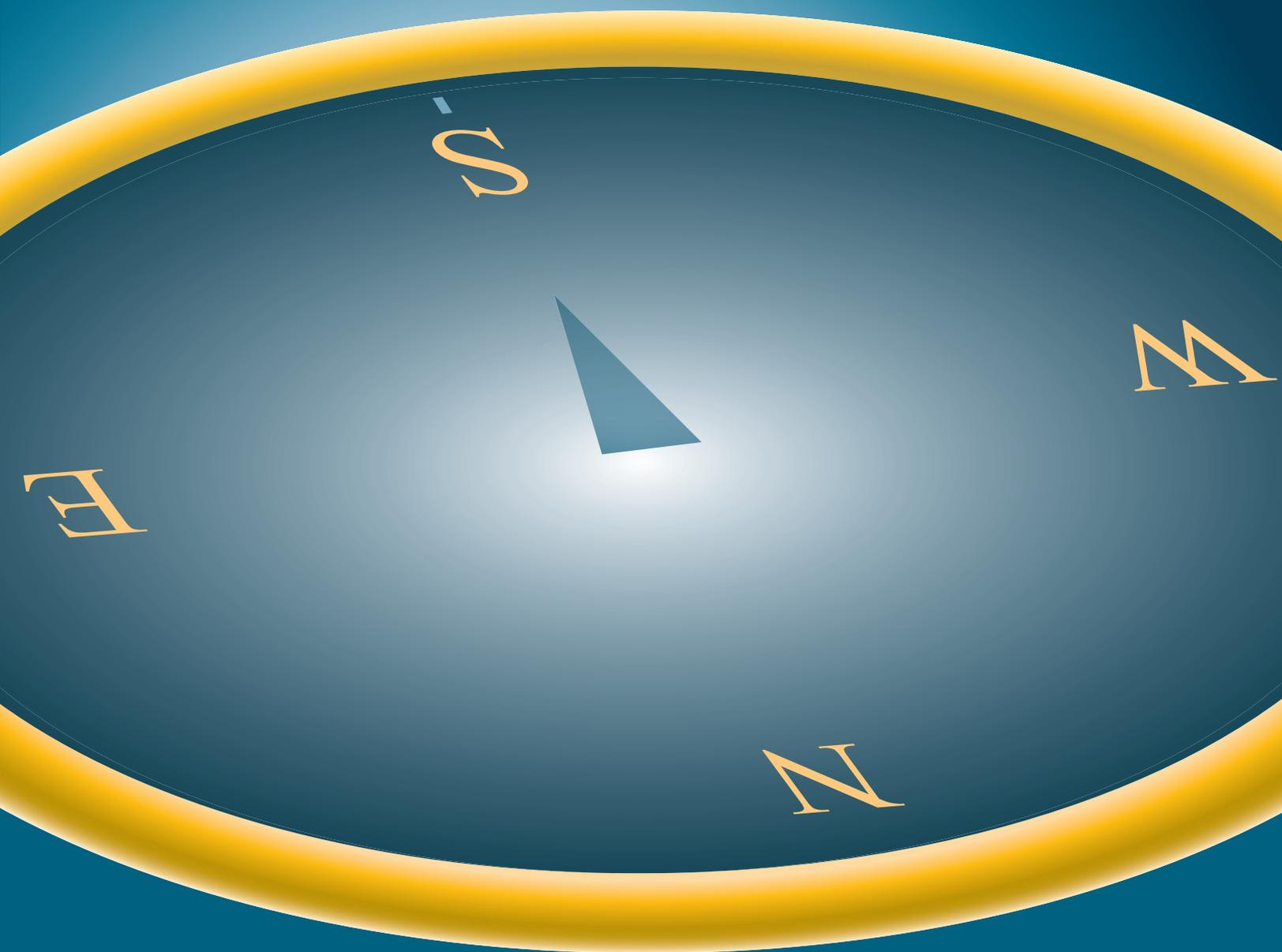


Rapport sur le développement humain 2013



L'essor du Sud :

le progrès humain dans un monde diversifié





Le Rapport sur le développement humain 2013 est le dernier des Rapports sur le développement humain publiés par le PNUD depuis 1990. Il présente une analyse indépendante et basée sur des données empiriques concernant les grandes questions, les évolutions et les politiques en matière de développement.

Des ressources supplémentaires liées au Rapport sur le développement humain 2013 peuvent être consultées en ligne à l'adresse <http://hdr.undp.org>, notamment des éditions complètes ou des résumés du Rapport dans plus de 20 langues, la série « Human Development Research Papers » (recherche thématique sur les questions clés en matière de développement humain) commandés pour le Rapport 2013, des cartes interactives et des bases de données des indicateurs nationaux du développement humain, des explications exhaustives des sources et des méthodologies employées pour les indices de développement humain du rapport, des profils de pays et autres documents de référence, ainsi que les Rapports mondiaux, régionaux et nationaux antérieurs sur le développement humain.

Rapport sur le développement humain 2013

L'essor du Sud :

le progrès humain dans un monde diversifié



*Au service
des peuples
et des nations*

Publié par le
Programme
des Nations
Unies pour le
développement
(PNUD)

Rapports mondiaux sur le développement humain 1990–2013

1990	Définir et mesurer le développement humain
1991	Le financement du développement humain
1992	Pour une vision nouvelle du développement humain au niveau mondial
1993	La participation populaire
1994	Les nouvelles dimensions de la sécurité humaine
1995	Égalité des sexes et développement humain
1996	La croissance au service du développement humain
1997	Le développement humain au service de l'éradication de la pauvreté
1998	La consommation au service du développement humain
1999	Une mondialisation à visage humain
2000	Droits de l'homme et développement humain
2001	Mettre les nouvelles technologies au service du développement humain
2002	Approfondir la démocratie dans un monde fragmenté
2003	Les objectifs du Millénaire pour le développement : un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté humaine
2004	La liberté culturelle dans un monde diversifié
2005	La coopération internationale à la croisée des chemins : l'aide, le commerce et la sécurité dans un monde marqué par les inégalités
2006	Au-delà de la pénurie : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau
2007/2008	La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé
2009	Lever les barrières : mobilité et développement humains
2010	La vraie richesse des nations : les chemins du développement humain
2011	Durabilité et équité : un meilleur avenir pour tous
2013	L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié

Rapports régionaux sur le développement humain : au cours des deux dernières décennies, des Rapports sur le développement humain à vocation régionale ont également été élaborés dans les principales régions du monde en développement, avec l'aide des bureaux régionaux du PNUD. À travers des analyses provocantes et des recommandations de politique claires, les Rapports régionaux sur le développement humain ont traité des questions clés comme l'autonomisation politique des États arabes, la sécurité alimentaire en Afrique, le changement climatique en Asie, le traitement des minorités ethniques en Europe centrale et les défis à relever en matière d'inégalité et de sécurité des personnes en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Rapports nationaux sur le développement humain : depuis la publication du premier Rapport national sur le développement humain en 1992, des rapports nationaux sont produits dans 140 pays par des équipes éditoriales locales avec le soutien du PNUD. Ces rapports (près de 700 sont publiés à ce jour) apportent une perspective de développement humain aux préoccupations politiques nationales au moyen de consultations et de recherches menées à l'échelle locale. Les Rapports nationaux sur le développement humain ont traité de nombreuses questions cruciales pour le développement, notamment le changement climatique et l'emploi des jeunes ou les inégalités liées au genre ou à l'appartenance ethnique.

Copyright © 2013

par le Programme des Nations Unies pour le développement, 1 UN Plaza, New York, NY 10017, USA

Tous droits réservés. Aucune partie de ce document ne peut être reproduite, enregistrée dans un système d'archivage ou transmise sous quelque forme ou quelque moyen électronique, mécanique, photographique, magnétique ou autre, sans autorisation préalable.

ISBN 978-92-1-126340-4

Cet ouvrage fait l'objet d'une entrée au catalogue de la British Library et de la Library of Congress.

Imprimé au Canada par Lowe-Martin Group sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council et sans chlore élémentaire. Imprimé avec des encres végétales et produit par le biais de technologies respectueuses de l'environnement.

Édition et production : Communications Development Incorporated, Washington DC

Conception : Melanie Doherty Design, San Francisco, CA

Pour une liste des erreurs ou omissions dans la présente publication trouvées après l'impression, veuillez visiter notre site Web à l'adresse <http://hdr.undp.org>



Équipe du Rapport sur le développement humain 2013

Directeur et auteur principal

Khalid Malik

Recherche et statistique

Maurice Kugler (responsable de la recherche), Milorad Kovacevic (statisticien en chef), Subhra Bhattacharjee, Astra Bonini, Cecilia Calderón, Alan Fuchs, Amie Gaye, Iana Konova, Arthur Minsat, Shivani Nayyar, José Pineda et Swarnim Waglé

Communication et production

William Orme (responsable de la communication), Botagoz Abdreyeva, Carlotta Aiello, Eleonore Fournier-Tombs, Jean-Yves Hamel, Scott Lewis et Samantha Wauchope

Rapports nationaux sur le développement humain

Eva Jespersen (directrice adjointe), Christina Hackmann, Jonathan Hall, Mary Ann Mwangi et Paola Pagliani

Opérations et administration

Sarantuya Mend (responsable des opérations), Ekaterina Berman, Diane Bouopda, Mamaye Gebretsadik et Fe Juarez-Shanahan

Avant-propos

Le Rapport sur le développement humain 2013 : *L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié* examine les évolutions géopolitiques de notre époque, en se penchant sur les questions et les tendances émergentes, ainsi que sur les nouveaux acteurs qui tracent les nouvelles lignes du paysage du développement.

Le présent Rapport estime que la transformation marquante d'un grand nombre de pays en développement en grandes économies dynamiques exerçant une influence politique croissante a un impact significatif sur les progrès en matière de développement humain.

Ce Rapport rend compte du rythme accéléré auquel tous les pays ont accompli d'énormes progrès dans les dimensions de l'éducation, la santé et le revenu, mesurées selon l'indice de développement humain (IDH), au cours de la dernière décennie. Au point qu'aucun pays pour lequel des données étaient disponibles n'a présenté en 2012 une valeur d'IDH inférieure à celle de 2000. Sur cette période, les pays à IDH faible affichent les progrès les plus rapides, mais il convient de noter la remarquable convergence globale des valeurs de l'IDH, même si les gains se sont avérés inégaux au niveau régional et interrégional.

En ce qui concerne plus spécifiquement les pays qui ont accru de manière significative la valeur de leur IDH entre 1990 et 2012, tant dans les dimensions du développement humain liées et non liées au revenu, le Rapport analyse les stratégies qui leur ont permis d'obtenir des performances satisfaisantes. À cet égard, le Rapport 2013 apporte une contribution majeure à la réflexion sur le développement en décrivant les moteurs spécifiques de la transformation du développement et en fixant des priorités politiques futures susceptibles de soutenir la dynamique actuelle.

En 2020, selon les prévisions établies pour le présent Rapport, les productions économiques combinées des trois principaux pays en développement (le Brésil, la Chine et l'Inde) seront supérieures à la production globale de l'Allemagne, du Canada, de la France, des États-Unis, de l'Italie et du Royaume-Uni. Les nouveaux partenariats commerciaux

et technologiques entre les pays du Sud constituent le moteur réel de cette expansion, comme le montre également le présent Rapport.

Néanmoins, l'un des messages clés transmis par le présent Rapport sur le développement humain et les précédents est que la croissance économique seule ne conduit pas automatiquement à un progrès du développement humain. Les politiques en faveur des pauvres et les investissements significatifs dans les capacités des personnes, en mettant l'accent sur l'éducation, la nutrition et la santé, ainsi que sur les compétences professionnelles, peuvent étendre l'accès à un travail décent et permettre un progrès durable.

Le Rapport 2013 identifie quatre domaines prioritaires spécifiques pour soutenir la dynamique du développement : favoriser l'équité, notamment dans les dimensions liées au genre ; permettre une participation accrue, notamment des jeunes ; faire face aux problèmes environnementaux ; et gérer les mutations démographiques.

Le Rapport estime également que les défis du développement mondial de plus en plus complexes et de nature transfrontière demandent une action coordonnée, essentielle pour affronter les questions les plus urgentes de notre époque, qu'il s'agisse de l'éradication de la pauvreté, du changement climatique ou de la paix et la sécurité. L'interconnexion entre les pays est de plus en plus profonde, à travers le commerce, les migrations, les technologies de l'information et de la communication ; il n'est donc pas surprenant que les décisions politiques prises en un lieu aient un impact significatif ailleurs. Les crises de ces dernières années (alimentaire, financière, climatique) qui ont détruit tellement de vies en constituent un exemple clair. Mais elles pointent également l'importance de travailler à réduire la vulnérabilité des personnes face aux chocs et aux désastres.

Pour mettre en œuvre le savoir, l'expertise et la réflexion sur le développement dans les pays du Sud, le Rapport appelle à la création de nouvelles institutions capables de faciliter



l'intégration régionale et la coopération Sud-Sud. Les puissances émergentes du monde en développement sont déjà à l'origine de politiques économiques et sociales innovantes et constituent des partenaires majeurs pour le commerce, les investissements, mais aussi, et de plus en plus, pour la coopération au développement d'autres pays en développement.

De nombreux autres pays du Sud ont connu un développement rapide, et leurs expériences et la coopération Sud-Sud constituent également une source d'inspiration pour les politiques de développement. Le PNUD est en mesure de jouer un rôle utile en tant que pourvoyeur de savoir, et rassembleur de partenaires (gouvernements, société civile et multinationales) pour partager leurs expériences. Nous avons également un rôle capital à jouer en faveur de l'apprentissage et du renforcement des capacités. Le présent Rapport apporte un éclairage très utile pour notre future implication en faveur de la coopération Sud-Sud.

En outre, ce Rapport appelle à jeter un regard critique sur les institutions de gouvernance globale en faveur d'un monde plus juste et plus équitable. Il montre du doigt des structures obsolètes, ne reflétant plus la nouvelle réalité économique et géopolitique décrite et suggère

des alternatives pour une nouvelle ère de partenariats. Il en appelle également à une responsabilité et une transparence accrues et souligne le rôle que peut jouer à cet égard la société civile mondiale. Celle-ci doit également plaider en faveur d'un pouvoir de décision accru octroyé à ceux directement affectés par les défis mondiaux, souvent les plus pauvres et les personnes les plus vulnérables de notre monde.

Étant donné que le débat sur les objectifs du développement mondiaux après 2015 se poursuit, j'espère que ce Rapport sera lu par le plus grand nombre et que ses leçons donneront matière à réflexion sur notre monde en évolution accélérée. Le Rapport renouvelle notre compréhension de l'état actuel du développement mondial et démontre que nous avons beaucoup à apprendre des progrès rapides réalisés en matière de développement dans de nombreux pays du Sud.

[Helen Clark](#)

Administratrice

Programme des Nations Unies pour le développement

Remerciements

Le Rapport sur le développement humain est le fruit d'un effort collectif du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Bureau du Rapport sur le développement humain (BRDH) et de nombreux conseillers et contributeurs externes de grande valeur. Cependant, les conclusions, analyses et recommandations politiques de ce Rapport, ainsi que celles des précédents, appartiennent exclusivement à ses auteurs.

La publication de ce Rapport en mars 2013 représente un retour au calendrier original des *Rapports sur le développement humain*, avec une publication et une diffusion mondiale dans la première partie de l'année. Cette date permet aux indices composites du Rapport d'intégrer les indicateurs statistiques les plus récents et offre l'occasion d'instaurer un débat sur les principales conclusions et messages tout au long de l'année.

La préparation du présent Rapport a été guidée par la relecture attentive des premiers *Rapports sur le développement humain* rédigés par Mahbub ul Haq. C'est la raison pour laquelle le Rapport s'ouvre par un passage en revue de « l'état actuel du développement humain », en examinant les tendances et les questions essentielles du développement humain dans le monde actuel. Il a également bénéficié des sages conseils d'Amartya Sen et de Frances Stewart, des collaborateurs proches de Mahbub ul Haq, qui ont généreusement apporté leurs avis critiques et des contributions écrites.

Nous sommes heureux que ce Rapport présente des contributions signées par le maire de New York, M. Michael Bloomberg, le président de l'Agence de coopération internationale japonaise, M. Akihiko Tanaka et par le ministre turc du Développement, M. Cevdet, entre autres. Nous souhaitons remercier tout particulièrement les auteurs des documents de recherche commandés par le BRDH, qui nous ont permis de mieux comprendre les questions auxquelles nous nous sommes confrontés : Fred Block, Nader Fergany, Ilene Gabel, Khalil Hamdani, Patrick Heller, Barr y Hughes, Inge Kaul, Peter

Kragelund, Shiva Kumar, Wolfgang Lutz, Deepak Nayyar, Leonce Ndikumana et Ngairé Woods.

Tout au long de la préparation du Rapport, nous avons bénéficié des conseils avertis du groupe consultatif du BRDH, notamment de Edward S. Ayensu, Cristovam Buarque, Michael Elliott, Jayati Ghosh, Patrick Guillaumont, Nanna Hvidt, Rima Khalaf, Nora Lustig, Sir James Alexander Mirrlees, Rajendra K. Pachauri, Samir Radwan, Rizal Ramli, Gustav Ranis, Frances Stewart, Miguel Székely et Kandeh K. Yumkella.

Nous tenons également à remercier le groupe sur les statistiques qui nous a prodigué d'excellents conseils quant à la méthodologie et aux données choisies pour le calcul des indices du Rapport sur le développement humain : Anthony Atkinson, Rachid Benmokhtar Benabdellah, Enrico Giovannini, Peter Harper, Anthony K.M. Kilele, Ben Paul Mung yereza, Hendrik Van der Pol, Marcia Quintsler et Eduardo Sojo Garza-Aldape.

Les indices composites du Rapport ainsi que d'autres ressources statistiques reposent sur l'expertise de fournisseurs de données internationaux de premier plan dans leurs spécialités. Nous tenons à leur exprimer notre gratitude pour leur collaboration collective ininterrompue avec le *Rapport sur le développement humain*. Par souci de précision et de clarté, les analyses statistiques présentées dans le Rapport ont également bénéficié d'un examen externe dont se sont chargés Akmal Abdurazakov, Sabina Alkire, Virginija Crujisen, Kenneth Harttgen, Jong-Wha Lee et Claudio Montenegro.

Les consultations organisées dans le monde entier pendant la préparation du présent Rapport ont pu l'être grâce au soutien généreux de nombreuses personnes et institutions, trop nombreuses pour les citer tous. Ces consultations se sont tenues entre septembre 2011 et juin 2012 à Addis-Abeba, Bonn, Brasilia, Colombo, Genève, New York, Rabat, Santiago et Tokyo. Nous tenons à remercier chaleureusement pour leur soutien les institutions partenaires, notamment les

bureaux nationaux et régionaux du PNUD, dont la liste peut être consultée à l'adresse : <http://hrd.undp.org/en/reprts/hdr2013/consultations>.

Beaucoup de nos collègues à travers le monde (notamment les membres du comité de lecture et du comité exécutif du BRDH) nous ont fourni des avis précieux pour la préparation et la rédaction finale du Rapport. Nous tenons à remercier tout particulièrement Adel Abdellatif, Ajay Chhibber, Pedro Conceição, George Gray Molina, Rebeca Grynspan, Selim Jehan, Olav Kjørven, Natalia Linou, Kamal Malhotra, Abdoulaye Mar Dieye, Charles McNeill, Shantanu Mukherjee, Heraldo Muñoz, Madi Musa, Thangaval Palanivel, Anuradha Rajivan, Turhan Saleh, Heather Simpson, Ben Slay, Mounir Tabet, Antonio Vigilante et Kanni Wignaraja.

Les jeunes collègues talentueux et impliqués ont été nombreux à apporter des contributions essentielles dans le cadre de la tâche de vérification des faits pour le rapport. Merci à Philip Bastian, Ni Gu, Joshua Greenstein, Diana Jimenez, Wanshan Li, Veronica Postal et Alyssa Vladimir.

Le Rapport a bénéficié de l'inestimable contribution de nombreux « amis du BRDH » qui se sont engagés totalement pour le renforcer. Outre une lecture critique de l'avant-projet du Rapport par Frances Stewart et Jomo K. Sunderam et une révision exhaustive de Khalil Hamdani, Shiva Kumar, Terry McKinley, Pedro Conceição et Peter Stalker, nous tenons à remercier pour leur travail consciencieux nos éditeurs chez Communications Development Incorporated, dirigés par Bruce Ross-Larson, avec Meta de Coquereumont, Christopher Trott et Elaine Wilson. Nous devons à Melanie Doherty le design du Rapport.

Mais, par-dessus tous, je tiens à exprimer ma profonde gratitude à l'équipe du BRDH pour son dévouement et son travail assidu dans la production d'un rapport qui répond aux normes d'érudition les plus élevées.



Khalid Malik

Directeur

Bureau du Rapport sur le développement humain

Table des matières

Avant-propos	iv
Remerciements	vi
Vue d'ensemble	1
Introduction	13
CHAPITRE 1	
État du développement humain	23
Le progrès des nations	25
Intégration sociale	37
Sécurité des personnes	40
CHAPITRE 2	
Un Sud plus mondialisé	45
Rééquilibrage : un monde plus global, un Sud plus mondialisé	45
Nouvelle dynamique fondée sur le développement humain	51
Innovation et entrepreneuriat dans les pays du Sud	57
Nouvelles formes de coopération	59
Poursuite des efforts dans un contexte d'incertitude	63
CHAPITRE 3	
Les moteurs de transformation du développement	67
Moteur 1 : un État développemental proactif	70
Moteur 2 : l'intégration dans les marchés mondiaux	79
Moteur 3 : des politiques sociales et une innovation définies	83
CHAPITRE 4	
Le maintien de la dynamique	93
Priorités politiques pour les pays en développement	93
Modéliser la démographie et l'éducation	104
L'impact du taux de vieillissement de la population	108
Le besoin de politiques ambitieuses	108
Saisir l'occasion	110
CHAPITRE 5	
Gouvernance et partenariat pour une ère nouvelle	113
Une nouvelle vision mondiale des biens publics	114
Une meilleure représentation pour le Sud	118
La société civile mondiale	119
Vers un pluralisme cohérent	121
Souveraineté responsable	124
Nouvelles institutions, nouveaux mécanismes	126
Conclusions : partenaires d'une ère nouvelle	129
Notes	135
Références	143

ANNEXE STATISTIQUE

Guide du lecteur	152
Légendes des pays et des classements IDH, 2012	155
Tableaux statistiques	
1 Indice de développement humain et ses composantes	156
2 Évolution de l'indice de développement humain, 1980-2012	160
3 Indice de développement humain ajusté aux inégalités	164
4 Indice d'inégalité de genre	168
5 Indice de pauvreté multidimensionnelle	172
6 Contrôle des ressources	174
7 Santé	178
8 Éducation	182
9 Intégration sociale	186
10 Flux commerciaux internationaux de biens et de services	190
11 Flux internationaux de capitaux et migrations	194
12 Innovation et technologie	198
13 Environnement	202
14 Évolution de la population	206
Régions	210
Références statistiques	211
Annexe technique : note explicative pour les exercices de projection	212

ENCADRÉS

1.1 Équité, macroéconomie et développement humain	24
1.2 Une réduction des dépenses à court terme a des conséquences à long terme : augmentation du taux de fécondité en Afrique	24
1.3 Quel effet cela fait-il d'être un être humain ?	26
1.4 Indicateurs subjectifs du bien-être : une acceptation accrue par les penseurs et les politiques	30
1.5 Les inégalités freinent le développement humain	33
1.6 Qualité de l'éducation : réalisation du Programme international pour le suivi des acquis des élèves	35
1.7 Compétences sociales : le développement humain au-delà de l'individu	39
1.8 Les dimensions structurelles de la pauvreté	40
2.1 L'intégration du Sud dans l'économie mondiale et le développement humain	46
2.2 Acquisitions par des pays du Sud de marques de pays du Nord	50
2.3 Liens qui unissent : la dépendance mutuelle du Nord et du Sud	51
2.4 Téléphones mobiles et satellite Palapa : l'Indonésie se connecte	54
2.5 Un emploi décent dans un monde concurrentiel	56
2.6 L'assemblage final ne peut être assuré qu'avec de bas salaires	57
2.7 Brésil, Chine et Inde sur le terrain en Zambie	60
3.1 L'histoire et les conditions initiales jouent un rôle significatif mais ne décident pas du destin d'un pays	69
3.2 Qu'est-ce qu'un État développemental ? Doit-il être autoritaire ?	71
3.3 Le Japon et la coopération triangulaire	72
3.4 Investir dans l'agriculture	74
3.5 L'Europe de l'Est et l'Asie centrale : là où le Nord rejoint le Sud	75
3.6 La Cour suprême de l'Inde rend une décision progressiste selon laquelle les enfants défavorisés pourront aller dans des écoles privées	85
3.7 Le Bangladesh enregistre des progrès spectaculaires en matière de survie de l'enfant	87
3.8 Renforcement de la protection sociale en Turquie	89

3.9	Les programmes de transfert monétaire assorti de conditions et le programme Oportunidades du Mexique	90
3.10	Pourquoi la ville de New York s'est tournée vers les pays du Sud à la recherche de conseils sur les politiques de lutte contre la pauvreté	91
4.1	Pourquoi les perspectives de la population seront probablement différentes entre la République de Corée et l'Inde	94
4.2	La Chine et le Ghana : qui profite du dividende démographique ?	107
5.1	La ligne mouvante entre public et privé dans le domaine du transport	114
5.2	Un parlement mondial pour une démocratie globale ?	121
5.3	Le financement régional en Asie : la multilatéralisation de l'initiative de Chiang Mai et la Banque asiatique de développement	124
5.4	La CAF : une banque latino-américaine de développement	125

FIGURES

1	Accélération des progrès dans les pays à faible IDH	14
2	Plus de 40 pays du Sud ont enregistré des hausses de la valeur de leur IDH entre 1990 et 2012 largement supérieures à celles envisagées au vu de la valeur de leur IDH en 1990	14
3	Le Brésil, la Chine et l'Inde combinés devraient représenter 40 % de la production mondiale en 2050, contre 10 % en 1990	15
4	L'expansion de la classe moyenne dans les pays du Sud devrait continuer	16
5	La hausse exponentielle de l'utilisation d'Internet dans les pays du Sud est particulièrement marquée au cours de la dernière décennie	18
6	Au moins 15 pays en développement entretiennent des relations commerciales importantes avec plus de 100 partenaires commerciaux, soit des exportateurs soit des importateurs	19
7	Réserves de devises officielles par groupe de pays	21
1.1	Le revenu par habitant augmente selon des degrés variables dans les quatre groupes de l'IDH	28
1.2	Au cours de la dernière décennie, l'Afrique subsaharienne a connu une croissance soutenue des revenus	28
1.3	Plus l'IDH est faible, plus l'écart se creuse entre la pauvreté de revenu et la pauvreté multidimensionnelle	31
1.4	Il existe un écart notable du fossé entre la pauvreté de revenu et la pauvreté dimensionnelle entre les pays	32
1.5	Pertes dues aux inégalités dans l'IDH et ses composants	33
1.6	De nombreuses régions affichent une augmentation des inégalités de revenus et une diminution des inégalités en matière d'éducation et de santé	34
1.7	Peu de pays montrent un IDH élevé et une empreinte écologique faible nécessaires à un développement humain durable	38
1.8	Le développement ne s'accompagne pas toujours d'une augmentation des dépenses militaires	43
2.1	La part du commerce Sud-Sud dans le commerce mondial de marchandises a plus que triplé entre 1980 et 2011, tandis que le commerce Nord-Nord déclinait	48
2.2	Les flux d'investissements directs à l'étranger entrants et sortants des pays du Sud ont augmenté très rapidement depuis les années 90	49
2.3	Entre 2000 et 2010, l'utilisation d'Internet a augmenté de plus de 30 % par an dans environ 60 pays en développement	52
2.4	Recettes d'exportation par habitant et développement humain sont étroitement liés	54
2.5	L'investissement direct à l'étranger actuel a contribué à la réalisation de solides performances en matière de santé et d'éducation de ces dernières années	56
2.6	Les économies de marché émergentes ont accumulé d'importantes réserves de change depuis 1995	61
3.1	Plusieurs pays ont réalisé de bonnes performances tant dans les composants liés au revenu que non liés au revenu de l'indice de développement humain (IDH)	67

3.2	Il existe une corrélation positive entre les valeurs de l'IDH actuel et les dépenses publiques antérieures . . .	76
3.3	. . . tout comme entre le taux actuel de survie des enfants et les dépenses publiques antérieures dédiées à la santé	76
4.1	Le scénario accéléré améliore les résultats en matière d'éducation	99
4.2	Dans la plupart des pays, les opportunités n'ont pas réussi à suivre le rythme de l'évolution du niveau d'instruction	100
4.3	À chaque niveau de l'IDH, certains pays ont une plus grande productivité carbone que d'autres	101
4.4	Des scénarios environnementaux différents ont des impacts différents sur l'extrême pauvreté	103
4.5	Les politiques en matière d'éducation peuvent altérer les taux de dépendance	105
4.6	Les populations vieillissent plus vite dans les pays en développement	109
4.7	Les perspectives de développement humain pour 2050 sont bien meilleures pour le scénario de progrès accéléré, en particulier pour les pays à faible IDH	109
4.8	Les résultats en matière de développement humain jusqu'en 2050 sont meilleurs selon le scénario de progrès accéléré	110
4.9	Les progrès au niveau du PIB par habitant jusqu'en 2050 sont particulièrement importants selon le scénario de progrès accéléré	111
5.1	Au titre du scénario de progression accélérée, les principales augmentations de l'indice de développement humain prévues concernent l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud	128
5.2	Utiliser une petite fraction des réserves internationales des neuf pays du Sud appartenant au G20 permettrait de fournir des ressources supplémentaires importantes pour l'investissement public dans les infrastructures en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud	128

CARTES

1.1	Il existe une légère corrélation négative entre les taux d'homicide et l'IDH	42
2.1	Évolution des exportations en Thaïlande pour la période 1995-2011	47

TABLEAUX

1.1	IDH et composants pour les régions et groupes de l'IDH, 2012	27
1.2	Les cinq pays les mieux classés au niveau de l'IDH qu'au niveau du revenu national brut par habitant en 2012	29
1.3	Inégalités et satisfaction vis-à-vis de la liberté de choix et de la communauté	41
2.1	Commerce des pays les moins avancés avec la Chine pour les périodes 2000-2001 et 2010-2011 (en millions de dollars selon les taux de change en vigueur)	48
2.2	Différents modèles de partenariats de développement	58
3.1	Pays en développement sélectionnés qui ont diminué considérablement leur déficit d'IDH ou qui ont augmenté de manière significative leur croissance en termes de revenu national brut par habitant. 1990-2012	68
3.2	Part des exportations mondiales de biens et de services des pays performants en matière de développement humain, 1985-1990 et 2005-2010 (%)	79
4.1	Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans et taux de fécondité total en fonction du niveau d'éducation de la mère	95
4.2	Nombre prévu de décès d'enfants de moins de cinq ans, en fonction du scénario éducatif, 2010-2015, 2025-2030 et 2045-2050 (milliers)	96
4.3	Changements au niveau de l'extrême pauvreté de revenu selon le scénario de catastrophe environnementale par région, 2010-2050 (en millions de personnes)	103
4.4	Tendance des taux de dépendance de quelques pays choisis, 1970-2050	106
4.5	Nombre de personnes vivant dans des conditions de pauvreté de revenu extrême, par région et pays sélectionnés, scénarios de base et de progrès accéléré, 2010-2050 (en millions de personnes)	111

**« C'est précisément lorsque
chacun joue la prudence
que nous construisons un
monde où prévaut la plus
grande insécurité ».**

Dag Hammarskjöld



Vue d'ensemble

Au cours des dernières années, les progrès considérables en termes de développement humain de plusieurs pays en développement, ainsi que l'essor de ces derniers sur la scène mondiale, a constitué l'une des évolutions les plus encourageantes : « l'essor du Sud ». Cette diversité croissante en matière de points de vue et de pouvoir est en train de remettre en cause les principes directeurs qui ont guidé les décideurs politiques et les grandes institutions issues de la Seconde Guerre mondiale. Des voix de plus en plus puissantes s'élèvent dans le Sud pour demander des cadres de gouvernance internationale plus représentatifs qui intègrent les principes de démocratie et d'équité.

Tout aussi importante est la façon dont de nombreux pays en développement s'attachent à repenser les idées concernant les moyens de réaliser le développement humain. L'essor du Sud n'est pas le résultat d'une adhésion inconditionnelle à un ensemble de recettes politiques fixées d'avance. Elle repose plutôt sur des politiques pragmatiques adaptées aux circonstances et aux opportunités locales, notamment un approfondissement du rôle de l'État en matière de développement, un engagement envers l'amélioration du développement humain (par le soutien à l'éducation et à la protection sociale) et une ouverture au commerce et à l'innovation. Néanmoins, les décideurs devront accorder une attention particulière à des questions clés comme l'équité, la participation et la responsabilité, les risques environnementaux et l'évolution démographique, s'ils veulent soutenir les progrès futurs.

Au cours des dernières décennies, de nombreux pays à travers le monde ont convergé vers des niveaux de développement plus élevés, comme le montre l'indice de développement humain (IDH), une mesure composite d'indicateurs dans trois dimensions : longévité, niveau d'instruction et maîtrise des ressources nécessaires pour un niveau de vie décent. Tous les groupes et régions ont connu des améliorations significatives dans tous les composants de l'IDH, avec des progrès plus rapides dans les pays à IDH faible et moyen. Dans ce contexte, le monde devient peu à peu moins inégalitaire. Il n'en reste pas moins que les moyennes nationales cachent d'importantes variations en termes d'expérience humaine. De grandes disparités, au Nord comme au Sud, sont toujours visibles et les inégalités de revenus au sein des pays, mais aussi entre les pays, n'ont fait qu'augmenter.

La plupart des pays en développement ont fait un bon travail, mais un grand nombre a fait des progrès particulièrement importants – ce que l'on peut appeler « l'essor du Sud ». Des progrès rapides ont été réalisés par quelques grands pays, notamment le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, l'Afrique du Sud et la Turquie. Néanmoins, certaines économies plus petites ont également réalisé des progrès importants, comme le Bangladesh, le Chili, le Ghana, Maurice, le Rwanda et la Tunisie.

Le Sud émerge à une vitesse et à un niveau sans précédent. Par exemple, le décollage économique actuel de la Chine et de l'Inde a commencé avec près d'un milliard de personnes dans chaque pays et la production par habitant a doublé en moins de 20 ans, une puissance économique qui concerne une population beaucoup plus importante que la révolution industrielle.¹ En 2050, en termes de parité de pouvoir d'achat, le Brésil, la Chine et l'Inde combinés devraient à eux seuls représenter 40 % de la production mondiale en termes de parité de pouvoir d'achat.

Dans cette période d'incertitude, les pays du Sud soutiennent collectivement la croissance économique mondiale : elles tirent vers le haut d'autres économies en développement, réduisent la pauvreté et augmentent la prospérité à grande échelle. Des défis importants subsistent et concernent la plupart des pauvres de la planète. Ils ont néanmoins démontré comment des politiques pragmatiques et la priorité accordée au développement humain pouvaient libérer les opportunités latentes de leurs économies, grâce à la mondialisation.

Un monde en mutation, un Sud plus mondialisé

Aux yeux d'un simple observateur, l'état des lieux en 2013 pourrait ressembler à un monde coupé en deux : d'une part, un Sud en plein essor, dont les pays les plus visibles sont la Chine et l'Inde, où les progrès en termes de développement humain sont importants, la croissance semble rester solide et les perspectives de réduction de la pauvreté encourageantes. D'autre part, un Nord en crise, où les politiques d'austérité et l'absence de croissance économique portent préjudice aux millions de chômeurs et de personnes privées de prestations sociales, les programmes sociaux étant soumis à des pressions intenses. Mais, tant le Sud que le Nord partagent des problèmes plus profonds : les inégalités croissantes dans plusieurs pays (développés et en développement) qui jettent une ombre sur la récupération mondiale et la durabilité des progrès à venir et limitent la réduction de la pauvreté, et de sérieuses inquiétudes liées à l'environnement.

Le présent rapport est non seulement axé sur l'essor du Sud, ainsi que sur les implications de cette situation pour le développement humain, mais également sur ce monde en mutation, dont les changements résultent en grande partie de ce même essor. Il analyse les progrès en cours, les défis futurs à relever (certains dus à cette évolution positive) et les nouvelles opportunités à saisir pour installer une gouvernance régionale et mondiale représentative.

Le remarquable essor du Sud est certes encourageant, mais, de bien des façons trompeur. Le Sud a besoin du Nord et le Nord a de plus en plus besoin du Sud. Le monde est de plus en plus connecté, cela ne fait aucun doute. Au cours des années récentes, nous avons assisté à une réorientation notable à l'échelle mondiale de la production, dont une partie toujours plus importante est destinée au commerce mondial, lequel représentait en 2011 près de 60 % de la production mondiale. Les pays en développement ont joué ici un rôle majeur : entre 1980 et 2010, leur part dans les échanges mondiaux de marchandises est passée de 25 % à 47 % et celle dans la production mondiale de 33 % à 45 %. Les régions en développement ont également renforcé les liens qui les unissent : entre 1980 et 2011, les échanges Sud-Sud sont

passés de moins de 8 % du commerce mondial de marchandises à plus de 26 %.

Les États-Unis restent néanmoins la plus importante économie du monde et conserveront ce statut dans l'avenir prévisible en termes monétaires. Si la récupération économique des États-Unis restait hésitante et l'Europe s'avérait incapable de sortir du marasme économique et social actuel, les effets seraient désastreux pour le monde en développement. Pour répondre aux défis globaux comme le changement climatique et l'épuisement des écosystèmes, la coopération entre les pays doit être encore plus étroite que par le passé. À maints égards, alors que l'essor du Sud est en train de modifier de fond en comble les rapports de force, les acquis durement gagnés en matière de développement humain seront plus difficiles à protéger si la coopération fait défaut et si les décisions difficiles à prendre sont reportées.

Par ailleurs, on pourrait aller plus loin et affirmer que le Nord à un « sud » et le Sud un « nord ». Aujourd'hui, les élites (qu'elles soient du Nord ou du Sud) sont de plus en plus mondialisées et connectées. Par ailleurs, elles bénéficient largement de l'énorme richesse créée au cours de la dernière décennie, en partie à cause de la mondialisation accélérée. Elles sont éduquées dans les mêmes universités et partagent des styles de vie et parfois des valeurs similaires.

L'économie mondiale en mutation est en train de faire naître des défis et des opportunités sans précédent pour le progrès continu du développement humain. Les structures politiques et économiques mondiales sont en constante évolution, à un moment où le monde est confronté à des crises financières récurrentes, à l'accentuation du changement climatique et à une agitation sociale croissante. Les institutions internationales semblent incapables de s'adapter aux changements dans les rapports de force, d'assurer la fourniture adéquate de biens publics mondiaux permettant de répondre aux défis régionaux et mondiaux, ou de répondre au besoin croissant de plus d'équité et de durabilité.

Ce phénomène, associé aux différentes voies en matière de développement suivies par ces pays du Sud, constitue une opportunité : les principes selon lesquels étaient régies les institutions issues de la Seconde Guerre mondiale et les politiques établies doivent être réévalués, ou

Le Sud a besoin du Nord
et le Nord a de plus en
plus besoin du Sud

même totalement revus. Ils doivent être adaptés à la diversité croissante des points de vue et des pouvoirs, et capables de soutenir les progrès du développement sur le long terme. Ces principes doivent être soumis à examen et les institutions internationales ont besoin d'une plus grande flexibilité pour renforcer les orientations qui donnent la priorité aux personnes et pousser les institutions à mettre tout en œuvre pour donner naissance à un monde plus équitable et plus juste. La diversité croissante des modèles de développement offre le potentiel nécessaire pour créer des espaces, peut-être même des demandes, pour ce dialogue et cette restructuration mondiaux. Il y a donc de la place pour l'innovation, et l'émergence de cadres de gouvernance mondiale, régionale et nationale qui intègrent les principes de démocratie, équité et durabilité.

Les modes de développement du Brésil, de la Chine et de l'Inde, ainsi que les réussites moins connues comme celles du Bangladesh, de Maurice et de la Turquie nous obligent à revoir les idées sur la façon dont le développement humain doit être réalisé. Le succès de ces pays remet en question la notion de « bonnes » politiques, mais cela ne signifie pas que des enseignements précieux ne peuvent pas être tirés des expériences de ces pays. Au contraire, des moteurs et des principes essentiels du développement commencent à émerger de la diversité des voies empruntées dans ce domaine, notamment l'approfondissement du rôle des États dans le développement, l'accent mis sur le développement humain et la protection sociale, ainsi que l'ouverture des marchés et l'innovation. Si le Rapport rend compte des aspects positifs de l'essor du Sud, il souligne également l'obligation de veiller à ce que les questions liées à l'équité et à la durabilité soient pleinement intégrées aux politiques et aux stratégies à venir. Comme le soulignait déjà le *Rapport sur le développement humain 2011*, le progrès continu du développement humain est peu probable si les inégalités et la destruction de l'environnement ne sont pas portées au premier plan des discussions politiques. Dans le pire des scénarios, l'acceptation du statu quo en matière de développement combiné aux crises environnementales pourrait compromettre les résultats obtenus dans ce domaine dans le Sud ou rendre ce progrès non durable.

Les inquiétudes à l'égard de l'avenir s'appliquent également au Nord, où la faible croissance économique, des taux de chômage élevés et les mesures d'austérité menacent les niveaux de développement humain élevés. Au Nord comme au Sud, les élites dirigeantes ne peuvent pas se permettre d'ignorer ces menaces qui pèsent sur l'inclusion sociale et le bien-être social, étant donné les appels de plus en plus pressants à plus de justice et de responsabilité – de la part des citoyens, des communautés et des organisations civiles, intérieures et à l'extérieur, favorisés par l'explosion des médias sociaux.

Des mesures et des analyses visant à élargir le concept de développement humain doivent être adoptées pour soutenir les politiques élaborées et la recherche destinées à affronter ces réalités contemporaines et émergentes au niveau mondial. Le Rapport sur le développement humain et la famille des indices de développement humain doivent relever ce défi en allant au-delà de la mesure des capacités individuelles, pour intégrer les capacités, les inquiétudes et les perceptions au niveau de la société. Les réussites individuelles dans les domaines de la santé, l'éducation et les revenus sont importantes, mais elles ne sont pas en mesure de garantir le progrès du développement humain, si les conditions sociales réduisent les possibilités de réalisation des individus et les perceptions relatives au progrès sont divergentes. Les bouleversements survenus dans plusieurs États arabes nous rappellent que les personnes (en particulier les jeunes) mieux éduquées et en meilleure santé que les générations précédentes, sont très attachées à trouver un emploi valorisant, à exercer leur droit d'expression au sujet de questions qui touchent à leur vie et à être traitées avec tout le respect auquel elles ont droit.

De plus, la promotion de la cohésion et de l'intégration sociales, un objectif déclaré des stratégies de développement de pays comme le Brésil, est basée sur l'impact positif avéré qu'une société unifiée a sur le développement. Les sociétés les plus égalitaires tendent à obtenir de meilleurs résultats dans la plupart des mesures du développement humain – depuis les grossesses chez les adolescentes jusqu'aux taux de suicide – que les sociétés inégalitaires. Cette conclusion se base sur des études menées aussi bien dans les pays développés et qu'en développement. Ces aspects du développement au niveau social

ont été sous-estimés dans les conceptualisations du développement antérieures, mais ils constituent des éléments essentiels de tout mode de développement à long terme viable et souhaitable.

Soutenir le rattrapage d'autres pays

Tous les pays en développement ne participent pas encore pleinement à l'essor du Sud. Le changement est plus lent dans la plupart des 49 pays les moins avancés, en particulier ceux qui n'ont pas d'accès à la mer ou sont éloignés des marchés mondiaux. Cependant, beaucoup de ces pays ont d'ores et déjà commencé à bénéficier du commerce, des investissements, des financements et du transfert de technologie Sud-Sud. Des retombées positives de la croissance chinoise ont par exemple bénéficié à d'autres pays, en particulier ses principaux partenaires commerciaux. Cela a permis de compenser jusqu'à un certain point le relâchement de la demande provenant des pays développés. Selon les estimations, la croissance dans les pays à faible revenu aurait été de 0,3 à 1,1 point de pourcentage plus faible entre 2007 et 2010, si la croissance avait chuté en Chine et en Inde comme dans les économies développées.²

De nombreux pays ont également bénéficié des retombées pour des secteurs importants du développement humain, en particulier la santé. Si l'on prend l'exemple des sociétés indiennes, elles fournissent des médicaments abordables, de l'équipement médical, des informations et des produits liés aux technologies de la communication et des services aux pays d'Afrique. Les sociétés brésiliennes et sud-africaines ont un impact similaire.

Augmenter la pression concurrentielle

Pourtant, les exportations provenant de pays plus grands peuvent également présenter des inconvénients. Les grands pays génèrent des pressions concurrentielles qui peuvent étouffer la diversification économique et l'industrialisation des pays plus petits. En revanche, des exemples montrent qu'une concurrence de ce type peut être suivie d'une renaissance industrielle. Un rôle concurrentiel aujourd'hui, peut facilement devenir un rôle complémentaire à l'avenir. Le passage de la concurrence à la coopération semble

dépendre des politiques qui permettent aux acteurs locaux de tirer le plus grand avantage de la nouvelle situation.

Dans les pays du Sud, le principal moteur de croissance est de plus en plus le marché intérieur. La classe moyenne est en expansion, que ce soit en termes de taille ou de revenu moyen. Selon les estimations, en 2025, la consommation annuelle sur les marchés émergents devrait s'élever à 30 000 milliards de dollars. Sur le milliard de foyers dont le revenu est supérieur à 20 000 dollars par an, la part du Sud représentera alors trois cinquièmes. Néanmoins, une telle expansion sera entravée, et aussi entachée, par des poches de misère importantes. Ces disparités ne sont pas seulement indésirables en elles-mêmes ; elles sapent la durabilité des progrès, créant également des tensions sociales et politiques.

Ces tendances nous conduisent vers un monde plus équilibré. Un centre constitué par les pays industrialisés et une périphérie de pays moins développés laisse place aujourd'hui à un environnement plus complexe et plus dynamique.

La prise de conscience à l'échelle mondiale et régionale d'un monde en pleine transition est aigüe, mais les dirigeants, les institutions et les universitaires semblent éprouver des difficultés à proposer des principes, des institutions et des recommandations politiques permettant de sécuriser les étapes suivantes menant à la création d'un monde plus juste et durable. Cela pourrait être en partie dû au fait que le monde change si rapidement et sur une telle multiplicité de fronts que les évaluations partagées s'avèrent difficiles et l'action collective difficile à définir. Ce Rapport contribue à ce débat en apportant une évaluation critique du contexte mondial contemporain et en promouvant des principes et des concepts susceptibles d'aider un monde complexe à adopter des stratégies en matière de développement humain capables de répondre aux nouveaux défis du XXI^e siècle, réduire, voire éliminer la pauvreté et mettre le progrès à la portée de tous.

Politiques, partenariats, principes

Comment autant de pays du Sud ont-ils pu réussir à transformer leurs perspectives de développement humain ? Dans la plupart de ces pays, le développement a été soutenu par trois moteurs principaux : un État proactif en matière

Es réussites individuelles dans les domaines de la santé, l'éducation et les revenus sont importantes, mais elles ne sont pas en mesure de garantir le progrès du développement humain, si les conditions sociales réduisent les possibilités de réalisation des individus et les perceptions relatives au progrès sont divergentes

de développement, des marchés mondiaux accessibles et une innovation déterminée en matière de politique sociale. Ces moteurs ne dérivent pas de conceptions abstraites relatives à ce que doit être le développement. Ils ont plutôt été éprouvés par les expériences de développement transformationnel menées dans de nombreux pays. En outre, ils constituent un défi pour les approches préconçues et normatives : d'une part, ils remettent en cause un nombre de préceptes collectivistes et de gestion centralisée, d'autre part, ils divergent de la libéralisation sans limites défendue par le consensus de Washington.

Moteur 1 : un état proactif en matière de développement

Un État fort, dynamique et responsable élabore des politiques pour les secteurs public et privé, fondées sur une vision et un leadership à long terme, des normes et des valeurs partagées et des lois et des institutions qui favorisent la confiance et la cohésion. Pour parvenir à une transformation durable, les nations doivent adopter une approche du développement cohérente et équilibrée. Celles qui ont réussi à stimuler et à soutenir leur croissance, en termes de revenu et de développement humain, n'ont pourtant pas suivi une recette unique. Confrontées à différents défis, elles ont adopté des politiques diverses relatives à la réglementation du marché, la promotion des exportations, le développement industriel et les progrès technologiques. Les priorités doivent être axées sur les personnes et favoriser les opportunités tout en protégeant ces mêmes personnes contre les risques potentiels. Les gouvernements peuvent soutenir des industries qui, à cause de marchés incomplets, n'auraient aucune chance d'émerger autrement. Cette situation risque de favoriser la recherche de rente et le « copinage », mais elle a néanmoins permis à plusieurs pays du Sud de transformer des industries inefficaces en premiers moteurs d'exportations, alors que leurs économies devenaient plus ouvertes.

Dans des sociétés complexes et de grande taille, les résultats d'une politique quelle qu'elle soit sont toujours incertains. Les États favorisant le développement doivent donc être avant tout pragmatiques et tester un large éventail d'approches différentes. Certains traits dominants se dégagent : les États en faveur du développement ont notamment étendu les services sociaux de

base. Investir dans les capacités des personnes – à travers la santé, l'éducation et autres services publics – n'est pas un élément parmi d'autres du processus de croissance, il en fait partie intégrante. Le déploiement rapide d'emplois de qualité constitue un élément critique de la croissance qui favorise le développement humain.

Moteur 2 : l'accès aux marchés mondiaux

Les marchés mondiaux ont joué un rôle important dans les progrès réalisés. Tous les pays nouvellement industrialisés ont établi une stratégie visant à « importer ce que le reste du monde connaît et à exporter ce qu'il veut ». Mais, encore plus importantes ont été les « conditions d'engagement » avec ces marchés. Sans un investissement dans les personnes, les avantages offerts par les marchés mondiaux tendent à être limités. Le succès ne semble pas découler d'une ouverture soudaine, mais d'une intégration graduelle et par étapes à l'économie mondiale, en fonction des circonstances nationales, et accompagnée d'un investissement dans les personnes, les institutions et les infrastructures. Les petites économies se sont orientées avec succès vers les produits de niche. Ce succès est souvent le fruit d'aides d'État sur le long terme apportées aux compétences existantes ou à la création de nouvelles.

Moteur 3 : innovation en matière de politique sociale

Rares sont les pays qui ont maintenu une croissance rapide sans avoir investi massivement dans le secteur public, non seulement dans les infrastructures, mais également dans l'éducation et la santé. L'objectif est de créer des cercles vertueux destinés au renforcement réciproque des politiques sociales et de la croissance. Dans les pays où les inégalités de revenus sont faibles, la croissance réduit de manière plus efficace la pauvreté que dans ceux où ces inégalités sont élevées. La promotion de l'égalité, surtout entre les différentes religions, groupes ethniques ou raciaux, permet également de réduire les conflits sociaux.

L'éducation, la santé, la protection sociale, l'autonomisation juridique et l'organisation sociale permettent aux personnes pauvres de participer à la croissance. L'équilibre entre les

Le succès semble découler d'une intégration graduelle à l'économie mondiale et accompagnée d'un investissement dans les personnes, les institutions et les infrastructures

secteurs, avec une attention toute particulière portée au secteur rural, ainsi que la nature et le rythme de l'expansion de l'emploi sont des facteurs clés pour déterminer jusqu'à quel point la croissance augmente les revenus. Cependant, ces instruments politiques simples ne sont pas toujours capables de démarginaliser les laissés-pour-compte. Les marges pauvres de la société luttent pour faire entendre leurs problèmes et les gouvernements ne veillent pas toujours à ce que tout le monde bénéficie de leurs services. La politique sociale doit promouvoir l'inclusion, la garantie de non-discrimination et d'un traitement équitable constituant les piliers d'une stabilité sociale et politique. Elle doit également offrir des services sociaux de base capables de soutenir une croissance économique à long terme en aidant à la création d'une main d'œuvre éduquée et en bonne santé. De tels services ne doivent pas nécessairement être prêtés par le secteur public. Mais l'État doit s'assurer que tous les citoyens disposent d'un accès sûr aux besoins fondamentaux propres au développement humain.

Par conséquent, un programme de transformation du développement doit posséder plusieurs facettes. Il améliore les ressources des personnes pauvres par l'augmentation des dépenses publiques consacrées aux services de base. Il améliore le fonctionnement de l'État et des institutions sociales afin d'encourager la croissance et l'équité. Il diminue les contraintes bureaucratiques et sociales qui pèsent sur l'action économique et la mobilité sociale. Il exige des responsabilités aux dirigeants. Il implique les communautés dans l'élaboration des priorités budgétaires et exige des responsabilités aux dirigeants.

Maintenir la dynamique

De nombreux pays du Sud ont connu un succès important. Cependant, même dans les pays dont la réussite a été la plus éclatante, les succès futurs ne sont pas garantis pour autant. Que doivent faire les pays du Sud pour maintenir leurs progrès en matière de développement humain et comment répercuter ces avancées à d'autres pays ? Le présent Rapport signale quatre domaines importants pour y parvenir : renforcer l'équité, permettre l'expression des points de

vue et la participation, ainsi qu'une plus grande responsabilisation des dirigeants ; affronter les pressions environnementales ; et gérer le changement démographique. Le présent Rapport souligne le coût élevé de l'inaction politique et plaide en faveur de politiques plus ambitieuses.

Renforcer l'équité

Une plus grande équité (entre les hommes et les femmes, et entre d'autres groupes) n'est pas seulement importante en elle-même, mais aussi pour la promotion du développement humain. L'éducation est l'un des instruments les plus efficaces dans ce domaine car elle stimule la confiance en soi des personnes, ce qui leur permet de trouver de meilleurs emplois, de s'engager dans le débat public et de revendiquer auprès des gouvernements des droits en matière de santé, de sécurité sociale et autres.

L'éducation a également un impact profond sur la santé et la mortalité. Les recherches réalisées dans le cadre du présent Rapport ont montré que le niveau d'instruction d'une mère est plus important pour la survie de son enfant que le revenu du foyer. Les projections montrent également que les interventions politiques ont un impact plus significatif dans les pays et les régions où les résultats scolaires sont initialement plus faibles. Ceci a de profondes implications politiques et peut provoquer que les efforts réalisés pour augmenter le revenu des foyers soient portés vers l'amélioration de l'éducation des filles.

Le présent Rapport insiste sur l'importance de politiques ambitieuses. Un scénario de progrès accéléré suggère que les pays avec un IDH faible peuvent converger vers les niveaux de développement humain atteints par des pays avec un IDH élevé ou très élevé. En 2050, l'IDH agrégé pourrait s'élever à 52 % dans l'Afrique subsaharienne (de 0,402 à 0,612) et 36 % en Asie du Sud (de 0,527 à 0,714). Ce type d'interventions politiques aura également des effets positifs sur la lutte contre la pauvreté. Par contre, le coût de l'inaction augmentera, en particulier dans les pays à faible IDH qui sont les plus vulnérables. Par exemple, si des politiques universelles ambitieuses en matière d'éducation ne sont pas mises en œuvre, des piliers essentiels du développement humain pour les générations futures seront affectés négativement.

Rares sont les pays qui ont maintenu une croissance rapide sans avoir investi massivement dans le secteur public, non seulement dans les infrastructures, mais également dans l'éducation et la santé

Permettre l'expression des points de vue et la participation

Sans la participation concrète des personnes aux événements et aux processus qui affectent leurs vies, les modes de développement humain nationaux ne seront ni souhaitables ni durables. Les personnes doivent être en mesure d'influencer les décisions et les résultats et il est crucial d'offrir aux jeunes des perspectives économiques et une participation politique plus importantes, et de la redevabilité.

Le mécontentement est de plus en plus important, au Nord comme au Sud, car les peuples veulent pouvoir exprimer davantage leurs inquiétudes et influencer les décisions politiques, afin de garantir une protection sociale et un progrès social basiques. Les jeunes se trouvent parmi les contestataires les plus actifs. Il s'agit en partie d'une réaction à la pénurie d'emplois et aux possibilités réduites d'en trouver un pour des jeunes gens instruits. L'histoire fourmille d'exemples de rébellions populaires contre des gouvernements irresponsables. De tels soulèvements peuvent faire dérailler le développement humain car les troubles sociaux entravent l'investissement et la croissance et les gouvernements autoritaires dévient les ressources pour maintenir la loi et l'ordre.

Il est difficile de prévoir le moment où les sociétés atteindront les seuils de basculement. Les manifestations massives, en particulier des personnes instruites, surviennent souvent lorsque les populations se sentent exclues des décisions politiques et que les perspectives économiques moroses réduisent le coût économique d'y participer. Ces « formes de participation politique intense » sont aujourd'hui plus faciles à coordonner grâce aux nouveaux outils de communication de masse.

Affronter les défis environnementaux

Les menaces environnementales comme le changement climatique, la déforestation, la pollution de l'air et de l'eau et les catastrophes naturelles touchent tout un chacun. Les pays et les communautés pauvres sont néanmoins les plus affectés. Le changement climatique a d'ores et déjà exacerbé les menaces environnementales et la destruction des écosystèmes réduit les

moyens de subsistance, en particulier pour les personnes pauvres.

Bien que les pays à faible IDH participent peu au changement climatique global, ils semblent devoir subir les pertes les plus importantes en termes de précipitations annuelles et l'augmentation accélérée de leur variabilité, ce qui a des implications directes sur la production et les moyens d'existence agricoles. L'ampleur de ces pertes révèle l'urgence de mesures d'adaptation.

L'inaction pourrait s'avérer très coûteuse. Plus l'inaction se prolonge, plus le coût est élevé. Si l'on veut garantir des économies et des sociétés durables, de nouvelles politiques et des changements structurels doivent être mis en œuvre, capables d'harmoniser le développement humain et les objectifs de réduction des émissions pour lutter contre le changement climatique, des stratégies de résilience au climat et des dispositifs de financement public-privé innovants.

Gestion de l'évolution démographique

Entre 1970 et 2011, la population mondiale est passée de 3,6 milliards à 7 milliards de personnes. Plus le niveau d'instruction de la population mondiale augmente, plus son taux de croissance diminue. De plus, les perspectives de développement sont influencées non seulement par le nombre de personnes, mais aussi par la pyramide des âges de la population. Un sujet d'inquiétude de plus en plus alarmant est le rapport de dépendance d'un pays, c'est-à-dire le nombre de personnes les plus jeunes et les plus âgées divisé par la population en âge de travailler de 15 à 64 ans.

Certaines régions plus pauvres pourraient bénéficier d'un « dividende démographique », au fur et à mesure que la part de leur population en âge de travailler augmente, mais uniquement si cela s'accompagne d'une action politique déterminée.³ L'éducation des filles peut être un moyen clé pour obtenir un dividende démographique éventuel. Les femmes instruites ont généralement moins d'enfants, lesquels sont mieux instruits et en meilleure santé. De plus, dans de nombreux pays, les femmes ont des salaires plus élevés que les travailleurs sans instruction.

En revanche, les régions du Sud les plus riches sont confrontées à un problème tout autre : à

Sans la participation concrète des personnes aux événements et aux processus qui affectent leurs vies, les modes de développement humain nationaux ne seront ni souhaitables ni durables

mesure que la population vieillit, la part des personnes en âge de travailler chute. L'âge de la population constitue un élément important car les pays en développement incapables de sortir de la pauvreté devront lutter pour répondre aux besoins d'une population plus âgée. De nombreux pays en développement disposent actuellement d'une possibilité réduite de tirer tous les avantages du dividende démographique.

Les tendances en matière de démographie ne sont néanmoins pas fatales. Elles peuvent être modifiées en grande partie à travers des politiques d'éducation. Le présent Rapport présente deux scénarios pour 2010-2050 : un scénario de base dans lequel les tendances actuelles en matière d'éducation continuent et un scénario à voie rapide dans lequel les pays présentant les conditions de départ les plus négatives se fixent des objectifs ambitieux en matière d'éducation. Pour les pays à faible IDH, la diminution du rapport de dépendance dans le cadre du scénario à voie rapide est deux fois plus élevée que dans le scénario de base. Des politiques éducatives ambitieuses peuvent permettre aux pays à IDH élevé et moyen de freiner l'évolution à la hausse du rapport de dépendance, facilitant ainsi la transition démographique vers un vieillissement de la population.

Pour résoudre ces défis démographiques, il faudra relever les niveaux d'instruction tout en augmentant les opportunités d'emploi productif, en réduisant le chômage, en encourageant la productivité et en accroissant la participation de la main d'œuvre, en particulier pour les femmes et les travailleurs âgés.

Gouvernance et partenariats pour une nouvelle ère

L'essor du Sud révèle des opportunités, mais pose aussi des défis face aux problèmes considérables de notre monde de plus en plus interconnecté : la gestion du changement climatique, l'utilisation de biens communs et la régulation du commerce, des finances et des migrations, le tout ayant des conséquences qui dépassent les frontières. Certains éléments des biens publics mondiaux peuvent être fournis au niveau régional, mais une fourniture efficace

demande généralement une coordination et une coopération multilatérale importantes. Ni le Nord ni ce Sud de plus en plus influent ne peuvent faire l'économie d'un dialogue à l'échelle régionale ou mondiale pour parvenir à des accords sur ces questions. Les pays du Sud ont à offrir des ressources économiques destinées à renforcer les processus régionaux et multilatéraux. Néanmoins, ils peuvent également apporter une expérience significative tirée de leurs succès en matière de développement humain et des politiques pragmatiques dans beaucoup de ces domaines.

Le Sud a promu de nouveaux arrangements et de nouvelles institutions, notamment des accords commerciaux bilatéraux et régionaux et des mécanismes financiers. Les systèmes de gouvernance internationaux actuels sont dès lors une mosaïque constituée d'anciennes structures et de nouveaux mécanismes. Il se peut d'ailleurs qu'ils soient plus diversifiés : la coopération internationale devrait intégrer un réseau encore plus complexe de processus bilatéraux, régionaux et mondiaux.

La plupart des institutions et des principes actuels de gouvernance internationale ont été conçus pour un monde très différent de celui que nous connaissons aujourd'hui. Dans ce contexte, le Sud est donc sous-représenté. Si elles veulent survivre, les institutions internationales doivent être plus représentatives, transparentes et responsables. Par ailleurs, l'ensemble des processus intergouvernementaux serait dynamisé par une participation accrue des pays du Sud, lesquels peuvent apporter d'importantes ressources financières, technologiques et humaines, et contribuer à la résolution des problèmes urgents à l'échelle mondiale.

Dans ce contexte, les gouvernements sont logiquement inquiets de préserver leur souveraineté nationale. Bien que réelle dans certains cas, cette priorité risque de favoriser une logique à somme nulle. La stratégie idéale consisterait à établir une « souveraineté responsable » par laquelle les nations engagent une coopération internationale juste, réglementée et responsable, dans le cadre d'efforts collectifs susceptibles d'améliorer le bien-être mondial. Une souveraineté responsable exige également des États qu'ils garantissent le respect des droits de l'homme

L'ensemble des processus intergouvernementaux serait dynamisé par une participation accrue des pays du Sud, lesquels peuvent apporter d'importantes ressources financières, technologiques et humaines, et contribuer à la résolution des problèmes urgents à l'échelle mondiale

et la sécurité de leurs citoyens. Conformément à ce point de vue, la souveraineté n'est pas seulement considérée comme un droit, mais comme une responsabilité.

Les implications du contexte actuel pour la fourniture de biens publics sont profondes. Parmi les domaines qui méritent une attention urgente se trouvent ceux liés au commerce, aux migrations et au changement climatique. Il arrive que les biens publics puissent être délivrés par des institutions régionales capables d'éviter la polarisation qui ralentit parfois les progrès dans le cadre de forums multilatéraux plus importants. Une coopération régionale accrue peut néanmoins présenter des inconvénients, notamment une mosaïque d'institutions fragmentée, complexe et à niveaux multiples. Le défi est donc d'assurer un « pluralisme cohérent » pour que les institutions travaillent à tous les niveaux de manière coordonnée à grande échelle.

Les institutions internationales de gouvernance peuvent être tenues pour responsables, non seulement par leurs États membres, mais aussi par la société civile mondiale. Les organisations de la société civile ont déjà exercé une influence sur la transparence mondiale et l'établissement de règles, notamment pour des questions liées à l'aide, la dette, les droits de l'homme, la santé et le changement climatique. Les réseaux de la société civile peuvent utiliser aujourd'hui les nouveaux médias et les nouvelles technologies de la communication. Mais ces organisations sont confrontées à des questions concernant leur légitimité et leur responsabilité et peuvent prendre des formes indésirables. Il n'en reste pas moins que la légitimité future de la gouvernance internationale dépendra de la capacité des institutions à dialoguer avec les réseaux et les communautés de citoyens.

Priorités pour une nouvelle ère

Dans un tel contexte, les principes fondamentaux du développement humain demeurent essentiels. Comme toujours, l'objectif est d'élargir les possibilités de choix et les capacités de tous les individus, où qu'ils vivent. De nombreux pays du Sud ont d'ores et déjà montré ce qui peut être fait. Mais ils

n'ont parcouru qu'une partie du chemin. Pour les années à venir, le présent Rapport offre cinq conclusions générales :

L'essor économique du Sud doit aller de pair avec un engagement total en faveur du développement humain

Les investissements dans le développement humain se justifient non seulement par des raisons morales, mais également parce que des améliorations dans le domaine de l'éducation, la santé et le bien-être social sont essentielles pour réussir dans une économie mondiale toujours plus compétitive et dynamique. Ces investissements doivent surtout être destinés aux pauvres, en les reliant aux marchés et en augmentant leurs possibilités de subsistance. La pauvreté est une injustice qui peut et qui doit être résolue par une action déterminée.

Des politiques bien élaborées doivent également être orientées vers l'amélioration des capacités sociales, pas uniquement individuelles. Les individus évoluent au sein d'institutions sociales susceptibles de limiter ou d'améliorer leur potentiel de développement. Les politiques visant à changer les normes sociales limitant le potentiel humain, notamment en matière de discrimination entre les sexes, de mariages précoces et de dots procurent des opportunités permettant aux individus d'atteindre leur plein potentiel.

Les pays moins avancés ont des leçons et des avantages à tirer de la réussite des économies émergentes du Sud

L'accumulation sans précédent de réserves financières et les fonds souverains, au Nord comme au Sud, constituent une opportunité unique d'accélérer le progrès pour le plus grand nombre. Une petite part de ces fonds devrait être consacrée au développement humain et à l'éradication de la pauvreté. Par ailleurs, les échanges Sud-Sud et les flux d'investissements peuvent pénétrer les marchés extérieurs par des moyens nouveaux, susceptibles d'élargir les opportunités de développement, notamment par la participation dans les chaînes de valeur régionale et mondiale.

Le commerce Sud-Sud florissant et les investissements en particulier peuvent poser les

L'accumulation sans précédent de réserves financières constitue une opportunité unique d'accélérer le progrès pour le plus grand nombre

bases d'un transfert de la capacité de fabrication vers d'autres régions et pays moins développés. Les récentes coentreprises chinoises et indiennes et le lancement en Afrique d'investissements dans la fabrication pourraient représenter un prélude à une puissance beaucoup plus importante. Les réseaux de production internationaux fournissent des opportunités d'accélérer le développement en permettant aux pays de faire le saut vers des modes de production plus sophistiqués.

De nouvelles institutions peuvent favoriser l'intégration régionale et les relations Sud-Sud

De nouvelles institutions et de nouveaux partenariats peuvent aider les pays à partager le savoir, les expériences et la technologie. Cela peut s'accompagner d'institutions nouvelles et plus fortes destinées à la promotion du commerce et des investissements et à accélérer le partage des expériences dans tout le Sud. La première étape devrait être l'établissement d'une nouvelle Commission du Sud pour apporter une nouvelle vision de la façon dont la diversité du Sud peut constituer un atout pour la solidarité.

Une représentation accrue du Sud et de la société civile peut accélérer les progrès dans la résolution des principaux défis mondiaux

L'essor du Sud favorise une plus grande diversité d'opinions sur la scène mondiale. Il convient de saisir cette opportunité pour édifier des institutions de gouvernance pleinement représentatives de tous leurs membres, capable d'utiliser au mieux cette diversité pour trouver des solutions aux problèmes mondiaux.

Les organisations internationales ont besoin de nouveaux principes directeurs qui intègrent l'expérience du Sud. L'essor du Groupe des 20 constitue une étape importante dans cette direction, mais les pays du Sud ont également besoin d'une représentation équitable au sein des institutions de Breton Woods, des Nations Unies et d'autres organismes internationaux.

Une société civile et des mouvements sociaux actifs, tant à l'échelle nationale qu'internationale, utilisent les médias pour

amplifier la portée de leurs revendications en faveur d'une gouvernance juste et équitable. Face à l'ampleur des mouvements et à la multiplication des plates-formes susceptibles de transmettre des messages et des demandes fondamentales, les institutions de gouvernance doivent adopter des principes plus démocratiques et inclusifs. Plus généralement, un monde plus juste et moins inéquitable doit permettre à la multiplicité des voix de s'exprimer et instaurer un système de débat public.

L'essor du Sud offre de nouvelles opportunités capables de créer une offre accrue de biens publics

Un monde durable nécessite une offre accrue de biens publics mondiaux. Les problèmes mondiaux augmentent en nombre et en urgence, depuis l'atténuation du changement climatique et de l'instabilité financière et économique internationale, jusqu'à la lutte contre le terrorisme et la prolifération nucléaire. Ils exigent une réponse globale. Néanmoins, dans de nombreux domaines, la coopération internationale fait toujours preuve de lenteur et se révèle parfois dangereusement hésitante. L'essor du Sud offre de nouvelles opportunités pour un approvisionnement plus efficace en biens publics mondiaux et pour la résolution des nombreux problèmes mondiaux bloqués dans une impasse.

Dans la plupart des cas, les caractères public et privé ne sont pas des propriétés inhérentes aux biens publics, mais des constructions sociales et en tant que telles, elles représentent un choix politique. Les gouvernements nationaux peuvent intervenir en cas de manque au niveau national, mais face à des défis mondiaux, la coopération internationale est incontournable, et elle ne peut survenir que par des actions volontaires de plusieurs gouvernements. Étant donné les nombreux défis urgents, les progrès dans la définition de ce qui est public et de ce qui est privé demandent un leadership fort, engagé et institutionnel.

* * *

Le présent Rapport montre le contexte mondial actuel et trace une voie que les

L'essor du Sud offre de nouvelles opportunités pour un approvisionnement plus efficace en biens publics mondiaux et pour la résolution des nombreux problèmes mondiaux bloqués dans une impasse

décideurs politiques et les citoyens peuvent suivre pour s'orienter dans un monde de plus en plus interconnecté et pour affronter les défis mondiaux croissants. Il décrit la façon dont les dynamiques de pouvoir, les voix qui s'élèvent et la richesse dans le monde sont en mutation. Il identifie également les politiques et les institutions nouvelles indispensables pour affronter les réalités du XXI^e siècle et promouvoir le développement humain dans un plus grand souci d'équité, de durabilité et d'intégration sociale. Les progrès en matière de développement humain exigent des actions et des institutions, tant à l'échelle mondiale que nationale. À l'échelle mondiale, les réformes et les innovations au plan des institutions sont indispensables pour protéger et fournir des biens publics mondiaux. À l'échelle nationale, l'engagement des États en faveur de la justice sociale est important, tout comme le fait que les politiques technocratiques reposant sur une solution unique ne sont ni réalistes ni efficaces compte tenu des contextes et des cultures nationaux et des conditions institutionnelles. Néanmoins, des principes fondamentaux tels que la stimulation de la cohésion sociale, l'engagement de l'État en matière d'éducation, de santé et de protection sociale, ainsi que l'ouverture à une intégration commerciale, émergent comme des moyens de s'orienter vers un développement humain équitable et durable.

« Sur toute la planète, les peuples s'unissent dans une lutte commune : participer librement aux événements et aux processus qui modèlent leur vie ».

Mahbub ul Haq



Introduction

Si la croissance des économies des pays développés a cessé en raison de la crise financière de 2008-2009, celle des pays en développement s'est poursuivie, et le monde a subitement pris conscience du changement.¹ L'essor du Sud, considérée dans le monde en développement comme un rééquilibrage nécessaire, a depuis fait l'objet de nombreux commentaires. Cependant, ce débat a été généralement axé en priorité sur le PIB et l'augmentation des échanges dans quelques grands pays. Toutefois, une dynamique plus large est à l'œuvre, impliquant plus de pays et des tendances plus profondes avec des implications d'une portée potentiellement plus vaste pour la vie des personnes, l'équité sociale et la gouvernance démocratique, tant au niveau local que mondial. Comme le montre le présent Rapport, l'essor du Sud est non seulement les réalisations rendues possibles par des investissements continus dans le développement humain, mais constitue une opportunité de parvenir à un progrès encore plus important au plan humain sur l'ensemble de la planète. Pour que ces progrès soient réels, une politique nationale et mondiale informée et éclairée est nécessaire et doit se baser sur les leçons politiques analysées dans le présent Rapport.

L'essor du Sud se produit à une vitesse et à un niveau sans précédent. Jamais dans l'histoire les conditions de vie et les perspectives d'avenir de tant de personnes n'avaient changé si radicalement et si vite. En Grande-Bretagne, le pays où a commencé la Révolution industrielle, il a fallu 150 ans pour doubler la production par habitant ; aux États-Unis, dont l'industrialisation a été plus tardive, 50 ans ont suffi.² Au début de leur industrialisation, ces deux pays avaient une population inférieure à 10 millions d'habitants. En revanche, les décollages économiques actuels de la Chine et de l'Inde ont commencé avec une population de près d'un milliard d'habitants dans chaque pays et en moins de 20 ans, la production par habitant y a été multipliée par deux, une transformation qui touche cent fois plus de personnes que ne l'a fait la Révolution industrielle.³

L'essor du Sud doit être appréhendée comme l'histoire d'une expansion exceptionnelle des capacités individuelles et du progrès continu du développement humain dans des pays où vivent la grande majorité des habitants de la planète. Lorsque des dizaines de pays et des milliards de personnes montent dans l'échelle du développement, comme c'est le cas aujourd'hui, l'impact est immédiat sur la création de richesse et le progrès humain général dans tous les pays et régions du monde. De nouvelles opportunités de croissance sont à saisir pour les pays les moins développés et pour les initiatives politiques novatrices, susceptibles de bénéficier également aux économies les plus avancées.

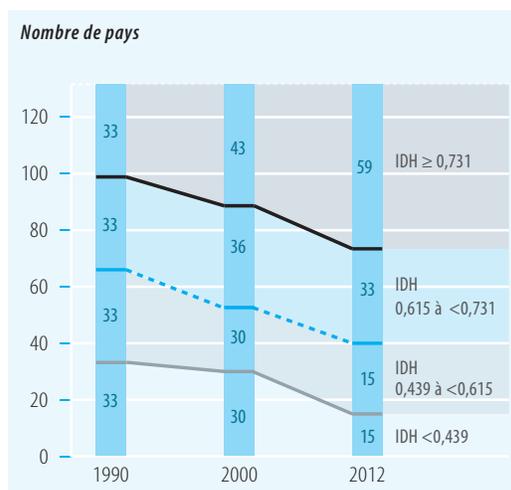
Un examen attentif des différentes voies empruntées par les pays en développement pour

atteindre leurs objectifs nous permet d'enrichir l'éventail d'options politiques disponible pour toutes les nations et les régions. Il nous offre également un aperçu des valeurs et des visions mondiales susceptibles de donner forme à la coopération pour le développement à venir et aux réactions constructives face aux défis mondiaux les plus sérieux. Comme toujours, le but est d'accélérer, si possible, le progrès général permettant de relever les normes et d'élargir les choix des personnes de tous les pays et communautés dans toutes les dimensions clés du développement humain : la santé, l'éducation et les moyens de subsistance ou encore la liberté personnelle de contrôler et d'améliorer la vie de tout un chacun.

Transformer le Sud nécessite des changements dans les règles qui sous-tendent les relations mondiales. La plupart des organisations multilatérales ont été conçues pour refléter un nouvel ordre mondial issu de la Seconde Guerre mondiale. Au XXI^e siècle, cette vision du monde n'existe plus suite au « rééquilibrage » démographique et à l'influence de la richesse et de la géopolitique. L'influence croissante du Sud en matière d'élaboration des politiques est évidente dans la réaction internationale à la crise financière de 2008. Par le passé, les décisions financières étaient prises par les grandes puissances industrielles, comme ce fut le cas pour les Accords du Plaza en 1985. Aujourd'hui, un groupe élargi, le Groupe des 20 (G20), qui comprend les plus grandes économies des pays en développement, a joué un rôle central. Les habitants du Sud occupent une place de plus en plus importante dans les plus prestigieuses organisations internationales.⁴

FIGURE 1

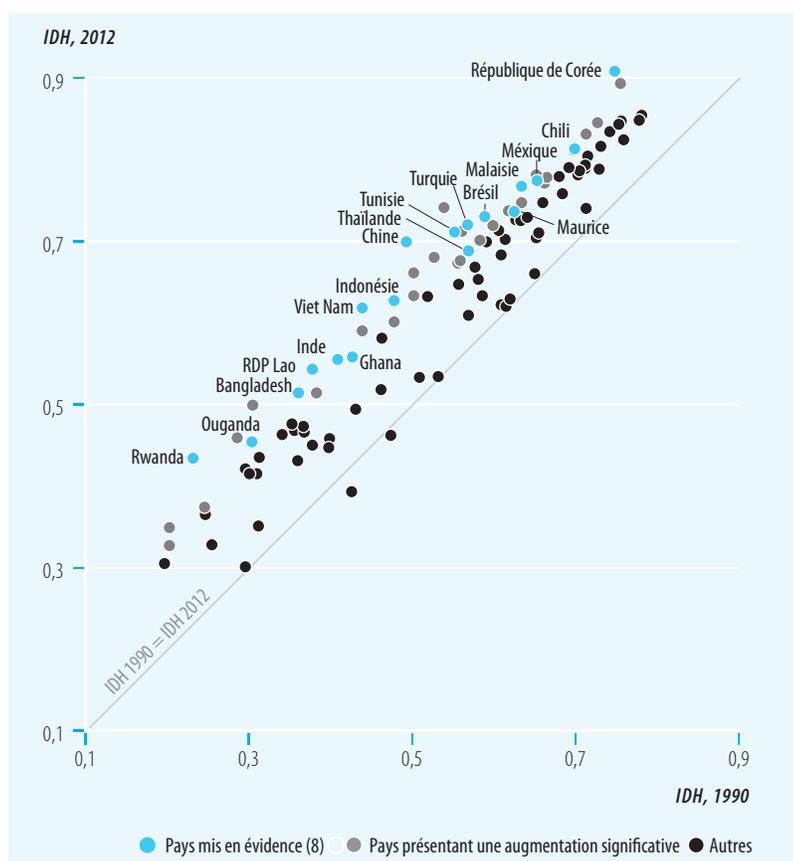
Accélération des progrès dans les pays à faible IDH



Remarque : les seuils de l'IDH sont déterminés par les 25e, 50e et 75e percentiles des valeurs de l'IDH pour 132 pays en 1990. Source : BRDH.

FIGURE 2

Plus de 40 pays du Sud ont enregistré des hausses de la valeur de leur IDH entre 1990 et 2012 largement supérieures à celles envisagées au vu de la valeur de leur IDH en 1990



Remarque : les pays qui se situent au-dessus de la ligne des 45 degrés avaient des valeurs d'IDH plus élevées en 2012 qu'en 1990. Les marqueurs gris et bleu indiquent les pays présentant une augmentation significative supérieure à la valeur de l'IDH prévue entre 1990 et 2012, compte tenu de la valeur de leur IDH initial en 1990. Ces pays ont été identifiés sur la base des variances résiduelles obtenues à partir d'une régression du changement du logarithme de l'IDH entre 2012 et 1990 sur le logarithme de l'IDH de 1990. Les pays signalés font partie du groupe de ceux qui ont amélioré rapidement leur IDH, lesquels seront analysés dans le détail au Chapitre 3. Source : calculs du BRDH.

Il s'agit des signes avant-coureurs du changement en cours au sein des institutions internationales et des possibilités dont disposent les nouveaux acteurs des pays du Sud pour renforcer leurs efforts visant à fournir des biens publics mondiaux de meilleure qualité. En effet, l'essor du Sud souligne davantage l'urgence pour les gouvernements et les organisations internationales d'affronter les défis importants qui devraient survenir dans le futur : égalité des chances, engagement civique dans les processus de gouvernance, durabilité environnementale et explosion démographique, pour n'en citer que quelques-uns. Les sections suivantes décrivent certaines caractéristiques spécifiques de l'essor du Sud.

Un progrès à vaste portée

La transformation des pays du Sud au XXIe siècle s'est accompagnée d'avancées majeures dans les domaines de la santé, l'éducation, les transports, les télécommunications et l'engagement civique dans la gouvernance nationale. Les conséquences pour le développement humain ont été profondes : la proportion de personnes vivant dans une pauvreté extrême est passée de 43,1 % en 1990 à 22,4 % en 2008 ; plus de 500 millions de personnes sont sorties de la pauvreté, uniquement en Chine.⁵

Au cours de la dernière décennie, des pays présentant de faibles niveaux de développement humain ont accéléré leurs réalisations dans les domaines de l'éducation, la santé et les revenus de manière plus notable que lors des dix années précédentes. Le nombre de pays présentant une valeur de l'Indice de développement humain (IDH) inférieure au 25e percentile en 1990 est passé de 33 à 30 entre 1990 et 2000 et de 30 à 15 entre 2000 et 2012 (Figure 1). À l'extrémité supérieure de la répartition, le nombre de pays présentant des valeurs d'IDH supérieures au 75e percentile est passé de 33 à 43 entre 1990 et 2000, et de 43 à 59 entre 2000 et 2012. Dans les quartiles moyens de l'IDH, la situation est plus mitigée. Dans l'ensemble, aucun pays ne présente une valeur de l'IDH inférieure en 2012 à ce qu'elle était en 2000, en contraste avec la décennie précédente où 18 pays avaient une valeur de l'IDH inférieure en 2000 par rapport à 1990.

Entre 1990 et 2012, la quasi-majorité des pays ont amélioré leur situation en termes de développement humain. Sur 132 pays pour lesquels nous disposons d'une série de données complète, seuls deux d'entre eux avaient une valeur de l'IDH inférieure à celle de 1990 (Lesotho et Zimbabwe). Les progrès ont été particulièrement soutenus dans plus de 40 pays du Sud, dont les avancées en termes de valeur de l'IDH ont été largement supérieures à celles prévues pour les pays se trouvant à un niveau similaire en 1990.⁶ Ces pays sont aussi différents que le Ghana, le Rwanda et l'Ouganda en Afrique subsaharienne ; le Bangladesh et l'Inde en Asie du Sud ; la Tunisie pour les États arabes ; la Chine, la RDP Lao et le Viet Nam en Asie de l'Est et Pacifique ; et le Brésil, le Chili et le Mexique en Amérique latine et les Caraïbes (Figure 2).

Rééquilibrage mondial

Pour la première fois en 150 ans, le produit combiné des trois principales économies du

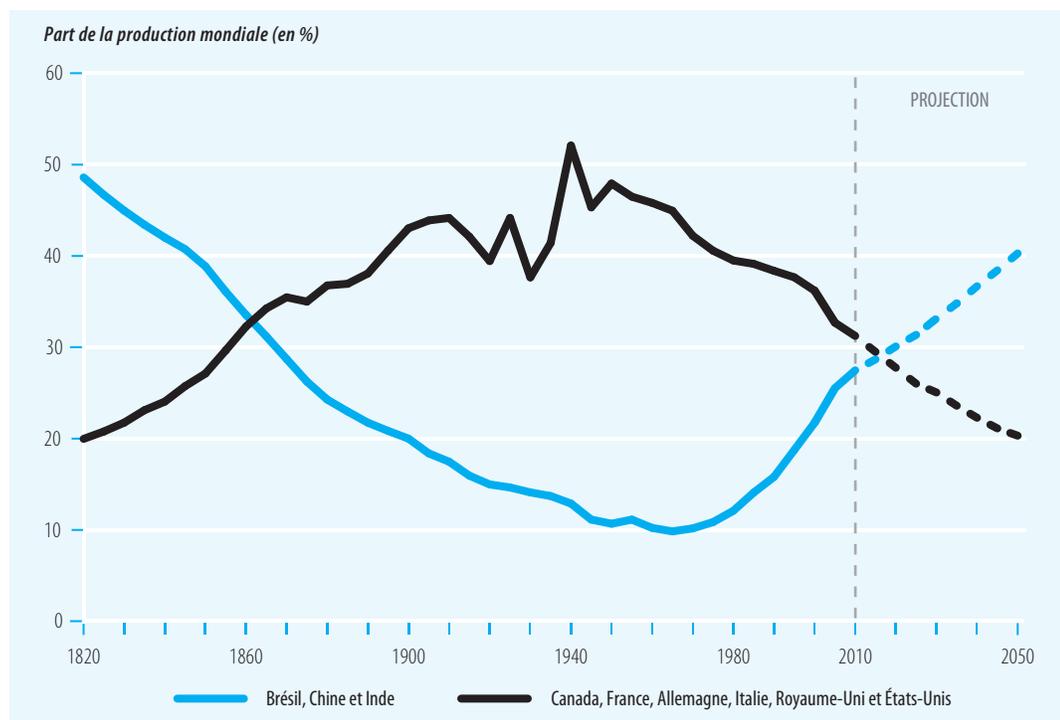
monde en développement – le Brésil, la Chine et l'Inde – est presque égal à lui seul aux PIB combinés des vieilles puissances industrielles du Nord : Canada, France, Allemagne, Italie, Royaume-Uni et États-Unis.⁷ Cette donnée illustre un rééquilibrage profond de la puissance économique mondiale : en 1950, la Chine, l'Inde et le Brésil ne représentaient à eux trois que 10 % de l'économie mondiale, alors que les six puissances économiques traditionnelles du Nord comptaient pour plus de la moitié. De plus, en 2050, selon les prévisions du présent Rapport, la Chine, l'Inde et le Brésil représenteront ensemble près de 40 % de la production mondiale (Figure 3), dépassant largement les productions combinées du bloc du Groupe des Sept actuel.⁸

Aujourd'hui, les pays du Sud dans leur ensemble fournissent près de la moitié de la production mondiale, contre un tiers en 1990. Les PIB combinés des huit grands pays en développement – Argentine, Brésil, Chine, Inde, Indonésie, Mexique, Afrique du Sud et Turquie – sont actuellement équivalents au PIB des États-Unis,

Aujourd'hui, les pays du Sud dans leur ensemble fournissent près de la moitié de la production mondiale, contre un tiers en 1990

FIGURE 3

Le Brésil, la Chine et l'Inde combinés devraient représenter 40 % de la production mondiale en 2050, contre 10 % en 1950



Remarque : la production est mesurée en parité de pouvoir d'achat du dollar de 1990.

Source : interpolation par le BRDH des données historiques à partir de Maddison (2010) et projections tirées de Pardee IFS Center (2013).

encore, et de loin, la plus grande économie nationale du monde.⁹ Il suffit de remonter à 2005 pour constater que le poids économique combiné de ces huit pays était à peine équivalent à la moitié de celui des États-Unis.

Cette augmentation significative dans la part de la production économique ne serait pas si significative en termes de développement humain si elle n'était accompagnée d'une réduction de la pauvreté et d'une expansion des capacités humaines sans précédent. Le premier objectif du Millénaire pour le développement de réduire de moitié le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 \$ par jour a été atteint trois ans avant la date prévue. La raison principale en est que certains des pays les plus peuplés ont réussi à éradiquer la pauvreté extrême : le Brésil, la Chine et l'Inde ont réduit de manière drastique la proportion des personnes à faibles revenus – le Brésil de 17,2 % de la population en 1990 à 6,1 % en 2009, la Chine de 60,2 % en 1990 à 13,1 % en 2008 et l'Inde de 49,4 % en 1983 à 32,7 % en 2010.¹⁰

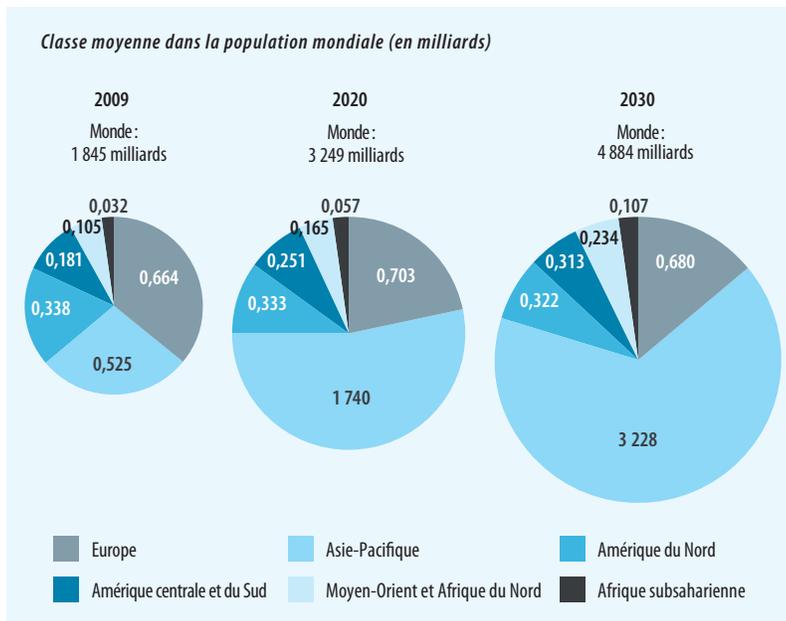
Cependant, des défis importants en termes de développement n'ont pas été résolus. Selon les estimations, environ 1,57 milliard de personnes, soit plus de 30 % de la population des 104 pays

étudiés dans le présent Rapport, vit dans une pauvreté multidimensionnelle,¹¹ une mesure du nombre et de l'intensité des privations multiples dont souffre chaque individu sur le plan de la santé, l'éducation et du niveau de vie. Dans de nombreux pays du Sud qui présentent une croissance rapide, la population vivant dans une pauvreté multidimensionnelle est supérieure à celle vivant dans la pauvreté liée au revenu. De plus, l'inégalité des revenus augmente dans de nombreux pays. Selon des calculs relatifs à l'IDH ajusté aux inégalités pour 132 pays en 2012, près du quart de la valeur de l'IDH, 23 % est perdu en raison des inégalités. Entre 1990 et 2005, les tendances de l'IDH ajusté aux inégalités dans 66 pays montrent que les inégalités générales ne diminuent que de manière marginale, car la réduction des inégalités en matière d'éducation et de santé a été compensée par une augmentation des inégalités de revenu.¹² L'Amérique latine, inversement aux tendances globales, a vu chuter ses inégalités de revenu depuis 2000, mais elle présente encore la répartition la plus inégalitaire de toutes les régions. L'Afrique subsaharienne présente les inégalités les plus importantes dans le domaine de la santé, alors qu'en Asie du Sud les inégalités les plus accentuées concernent l'éducation.

L'Amérique latine, inversement aux tendances globales, a vu chuter ses inégalités de revenu depuis 2000

FIGURE 4

L'expansion de la classe moyenne dans les pays du Sud devrait continuer



Remarque : la classe moyenne comprend des personnes qui gagnent ou dépensent entre 10 \$ et 100 \$ par personne et par jour (PPA en \$ en 2005).
Source : Brookings Institution 2012.

Expansion massive de la classe moyenne

Dans les pays du Sud, la classe moyenne connaît un essor rapide en termes de taille, de revenu et de perspectives. Entre 1990 et 2010, la part du Sud de la classe moyenne dans la population mondiale est passée de 26 % à 58 %. En 2030, on estime que plus de 80 % de la classe moyenne mondiale vivra dans les pays du Sud et représentera 70 % des dépenses totales de consommation.¹³ En 2030, près des deux tiers de la classe moyenne mondiale vivront dans la région Asie-Pacifique, 10 % environ en Amérique centrale et du Sud et 2 % en Afrique subsaharienne (Figure 4). En Asie, la Chine et l'Inde devraient représenter plus de 75 % de la classe moyenne ainsi que sa part dans la consommation totale (Figure 4). Selon d'autres estimations, en 2025, la consommation annuelle dans les économies des marchés émergents augmentera jusqu'à 30 mille milliards

de dollars, par rapport aux 12 mille milliards de 2010, et trois cinquièmes du milliard de foyers gagnant plus de 20 000 \$ par an vivra dans les pays du Sud.¹⁴ L'expansion continue de la classe moyenne est appelée à avoir un impact profond sur l'économie mondiale.

L'énorme quantité de personnes vivant dans les pays du Sud (les milliards de consommateurs et de citoyens) multiplie les conséquences des actions menées par les gouvernements, les entreprises et les institutions internationales de la région sur le développement humain. Le Sud émerge aujourd'hui à côté du Nord comme un terrain fertile pour l'innovation technique et l'entreprenariat créatif. Dans le cadre des échanges Nord-Sud, les économies nouvellement industrialisées ont développé des compétences pour fabriquer des produits complexes destinés aux marchés des pays développés. Cependant, les interactions Sud-Sud ont permis aux entreprises des pays du Sud de s'adapter et d'innover avec des produits et des processus plus adaptés aux besoins locaux. Tout cela suscite la création de nouveaux modèles économiques, car les sociétés élaborent des produits destinés à des consommateurs disposant de revenus plus faibles. L'essor du Sud favorise également la diffusion de la technologie à travers des modèles inédits de couverture étendue à faibles marges, ce qui avantage les ménages avec des revenus plus faibles et atteint un plus grand nombre de consommateurs sur des marchés dotés d'infrastructures de soutien réduites.

Par ailleurs, le niveau d'instruction augmente partout dans le monde. Selon l'hypothèse d'une expansion constante des taux de scolarisation, le nombre de personnes âgées de plus de 15 ans sans formation scolaire devrait chuter de 12 % en 2010 à 3 % en 2050 et la part de la population bénéficiant d'une éducation secondaire ou supérieure passera de 44 % en 2010 à 64 % en 2050. De plus, la brèche numérique se ferme rapidement, permettant ainsi à des personnes de disposer, où qu'elles se trouvent, d'un accès comparable à l'information, en particulier grâce à l'Internet haut débit mobile de plus en plus abordable.

L'augmentation rapide des personnes instruites dans une grande partie des pays du Sud souligne l'urgence de créer des emplois à une échelle massive. Les pays du Sud qui présenteront

de faibles niveaux de dépendance peuvent générer un « dividende démographique », mais uniquement si l'augmentation de la main-d'œuvre est accompagnée d'une expansion simultanée et rapide des opportunités d'emploi. Si des emplois décents ne sont pas disponibles en nombre suffisant pour répondre à la demande démographique, les conséquences risquent de se traduire par des turbulences civiles, comme l'ont démontré les insurrections menées par les jeunes lors du Printemps arabe.

Une connectivité sans précédent

Les échanges dans les domaines du commerce, des voyages et des télécommunications se développent à un rythme sans précédent dans le monde entier. Le nombre de personnes qui se déplacent constamment entre les pays n'a jamais été aussi élevé, notamment les professionnels des affaires, les touristes et les migrants. En 2010, la première génération d'immigrés représentait près de 3 % de la population mondiale, soit plus de 215 millions de personnes, plus du triple par rapport à 1960.¹⁵ Près de la moitié des virements réalisés par des immigrés vers les pays du Sud proviennent de travailleurs vivant dans d'autres pays en développement.

Les pays du Sud accueillent également plus de touristes que jamais issus d'autres pays en développement : en 2020, environ 1,6 milliard de touristes arriveront, dont 75 % devraient venir des régions voisines. La part des échanges Sud-Sud dans le commerce mondial total a plus que triplé au cours des trois dernières décennies pour atteindre 25 % ; les investissements étrangers Sud-Sud représentent actuellement entre 30 % et 60 % de l'ensemble des investissements étrangers dans les pays les moins avancés.¹⁶

Le nombre d'utilisateurs du réseau mondial (Internet) a connu une augmentation exponentielle dans les pays du Sud. Le décollage est particulièrement marqué au cours de la dernière décennie (Figure 5). Entre 2000 et 2010, la croissance annuelle moyenne dans l'utilisation d'Internet a dépassé les 30 % dans près de 60 pays en développement avec une population d'un million d'habitants ou plus. En septembre 2012, le site de réseaux sociaux en ligne, Facebook, a enregistré un milliard d'utilisateurs actifs par mois, avec 140,3 milliards

L'augmentation rapide des personnes instruites dans une grande partie des pays du Sud souligne l'urgence de créer des emplois à une échelle massive

de connexions entre « amis ». Quatre des cinq pays avec le plus grand nombre d'utilisateurs de Facebook sont des pays du Sud : le Brésil, l'Inde, l'Indonésie et le Mexique.¹⁷

L'interdépendance commerciale permet à davantage de gens de participer au marché mondial, depuis les exportateurs de bananes d'Ouganda jusqu'aux éleveurs de crevettes du Mékong. Une mesure traditionnelle de l'intégration du commerce, le rapport entre le commerce mondial et le PIB, atteignait 22 % en 1913, une très grande augmentation par rapport aux 2 % estimés en 1800.¹⁸ Actuellement, ce rapport est supérieur à 56 %.¹⁹ Au moins 15 pays en développement entretiennent des relations commerciales importantes avec plus de 100 partenaires commerciaux, soit des exportateurs soit des importateurs, contre 6 en 1996 (Figure 6). Aujourd'hui, le Sud représente la moitié des flux d'échanges mondiaux, alors qu'il y a 30 ans il représentait le quart. Cette augmentation des relations commerciales est encore plus rapide au niveau « horizontal » – sur une base Sud-Sud – que sur l'axe traditionnel Nord-Sud.

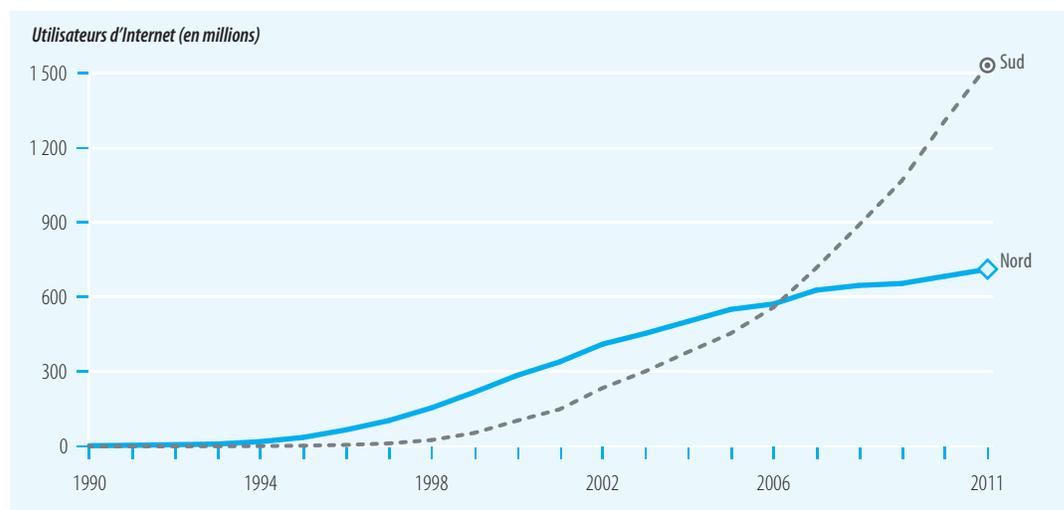
Une part importante des échanges Sud-Sud continue de dépendre de la demande du Nord, mais l'inverse est également vrai : les pays en développement sont les plus grands importateurs de produits en provenance du Nord. Après 2007, par exemple, les

exportations des États-Unis vers des partenaires solides de l'Organisation du commerce et du développement économiques (OCDE) ont augmenté de 20 %, mais celles vers l'Amérique latine, les Caraïbes et la Chine ont augmenté de 50 %. Le Sud a besoin du Nord, mais le Nord a également de plus en plus besoin du Sud.

Les pays du Sud commencent à s'imposer comme des centres naturels d'absorption des technologies et de développement de nouveaux produits. Le potentiel le plus important pour le développement humain réside dans le transfert de technologie depuis le Sud. Ce même transfert de technologie depuis le Nord exige souvent une adaptation onéreuse en raison des différences en termes de capacités d'absorption. Le transfert technologique depuis le Sud s'est prêté davantage à l'adoption directe.²⁰ De plus, l'adaptation technologique par le Sud a également créé de nouvelles sortes d'innovations impliquant des avantages immédiats pour le développement humain. Il suffit de considérer la façon dont les Africains se servent des téléphones portables asiatiques à bas coût : les services bancaires par téléphone mobile, notamment, sont moins chers et plus faciles que l'ouverture d'un compte en banque traditionnel, les fermiers peuvent obtenir des informations météorologiques et vérifier le prix du grain, les entrepreneurs peuvent fournir des services aux entreprises à travers les kiosques téléphoniques. Ces transformations, ainsi que de

FIGURE 5

La hausse exponentielle de l'utilisation d'Internet dans les pays du Sud est particulièrement marquée au cours de la dernière décennie



Source : Banque mondiale (2012a).

FIGURE 6

Au moins 15 pays en développement entretiennent des relations commerciales importantes avec plus de 100 partenaires commerciaux, soit des exportateurs soit des importateurs



Remarque : les valeurs sont des moyennes pour 1995 et 1996 et pour 2010 et 2011. Seuls sont comptabilisés les pays ayant des échanges bilatéraux supérieurs à 1,5 million de dollars américains entre 1995 et 1996 et 2 millions \$US entre 2010 et 2011. Source: UNSD 2012.

nombreuses autres, multiplient les possibilités d'utilisation de la technologie par les personnes : participer à des décisions qui affectent leurs vies, obtenir un accès rapide et peu coûteux aux informations, produire moins cher, souvent des médicaments génériques, de meilleures semences et de nouvelles variétés de cultures, et créer de nouvelles opportunités d'emploi et d'exportation. Ces nouvelles technologies relient entre elles des personnes longtemps isolées dans des communautés rurales marginalisées et des quartiers urbains pauvres. Elles leur donnent également accès à des outils, des ressources et des informations importants et leur permettent de participer plus activement à une société nationale et même mondiale plus étendue.

Des politiques de développement pragmatiques

L'essor du Sud repose sur des expériences différentes en fonction des pays, ce qui démontre qu'il existe de multiples façons de réaliser et de soutenir le développement humain. Certains pays ont fait preuve de pragmatisme en adoptant des politiques adaptées aux circonstances locales uniques : à titre d'exemple, entre 1979 et 1989, pas moins de 40 % des réglementations nationales chinoises étaient jugées expérimentales.²¹ Il y avait en outre d'autres approches largement partagées. Les pays du Sud dont le développement a été le plus rapide se sont ouverts au commerce, aux investissements et aux technologies étrangers. Mais cette ouverture ne

Le Sud se trouve aujourd'hui en position d'influencer les vieux modèles de coopération pour le développement, avec des ressources accrues et des solutions propres. Mais cette nouvelle situation comporte également de nouvelles pressions d'ordre compétitif sur d'autres aspects de la coopération bilatérale

constituait pas une garantie de succès. Ils ont également investi dans leurs propres capacités de développement humain par le renforcement des institutions internes et mis en place de nouveaux secteurs présentant un avantage comparatif. La combinaison critique d'ouverture vers l'extérieur et d'une préparation intérieure a permis à ces pays de prospérer sur le marché mondial, avec des résultats positifs en termes de développement humain pour l'ensemble de leur population.

L'engagement actif des gouvernements a constitué un élément clé pour accélérer les progrès économiques et minimiser les conflits sociaux. La croissance a créé la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour investir dans la santé et l'éducation et a préparé la voie pour une synergie vertueuse entre les politiques économique et sociale. Les programmes innovants bien connus du Brésil, de l'Inde et du Mexique (des mécanismes de transfert d'espèces sous condition et des programmes d'emplois ruraux garantis) illustrent l'intérêt que présente une répartition plus équitable des opportunités économiques et sociales. La Chine a également mis en avant l'importance d'une telle approche quant à sa stratégie de recherche d'une « société harmonieuse ». Certains éléments de ces programmes ont été repris par plusieurs autres pays du Sud.

L'objectif central de ces initiatives sociales a été la promotion des égalités et de l'intégration sociale, des aspects souvent sous-estimés dans les modèles de développement antérieurs, mais qui se sont révélés des éléments essentiels de tout modèle de progrès humain durable. Les élites dirigeantes reconnaissent de plus en plus que le progrès social et économique peut avoir une profonde influence sur leur propre légitimité. Les investissements réalisés dans la protection sociale et les biens publics sont devenus des piliers du développement à long terme. Ces initiatives exemplaires – qui combinent les politiques en matière d'éducation, de santé et d'économie dans le cadre d'un programme plus général favorisant l'équité, l'autonomisation et la participation – soulignent l'importance de soutenir la justice sociale non seulement pour des raisons morales, mais également comme un moyen fondamental de faire avancer le développement humain.

De nouveaux partenaires pour le développement

Le Sud se trouve aujourd'hui en position d'influencer, voire même de redessiner les vieux modèles de coopération pour le développement, avec des ressources accrues et des solutions propres. Mais cette nouvelle situation comporte également de nouvelles pressions d'ordre compétitif sur d'autres aspects de la coopération bilatérale. L'essor du Sud participe à l'impulsion de la coopération régionale et de partenariats bilatéraux innovants, générant des possibilités plus importantes dans la région pour la finance concessionnelle, l'investissement dans les infrastructures et le transfert de technologie. L'aide croissante provenant du Sud manque souvent de conditions explicites relatives à la politique économique ou aux approches de la gouvernance. L'accent mis par le développement sur l'amélioration des infrastructures a été notamment redécouvert en raison de l'expérience interne et des leçons de certaines économies émergentes. Au cours de la dernière décennie, près de la moitié des fonds destinés aux infrastructures en Afrique subsaharienne a été apportée par des gouvernements et des fonds régionaux provenant de tout le Sud.²²

De plus, l'extraordinaire augmentation de capital accumulé dans les économies du Sud dont la croissance a été la plus rapide, et dont l'exemple le plus notable est la forte hausse des réserves en devises, représente un filon largement inexploité du capital du développement. Les trois quarts de l'augmentation de réserves en devises entre 2000 et 2011 ont été accumulés par des pays du Sud, en partie pour se préserver des difficultés et des crises financières à venir (Figure 7).

Dès 1995, le Programme des Nations Unies pour le développement a identifié 23 pays en développement jouant le rôle de pivots dans la coopération Sud-Sud. Au cours de la dernière décennie, ils ont accéléré leur engagement envers d'autres pays en développement.²³ Hors de l'OCDE, le Brésil, l'Inde et la Chine sont les trois donateurs les plus importants.²⁴ D'autres comme la Malaisie, la Thaïlande et la Turquie sont également des acteurs importants du développement régional. De nouveaux partenariats pour le développement, sur le mode « gagnant-gagnant » pour

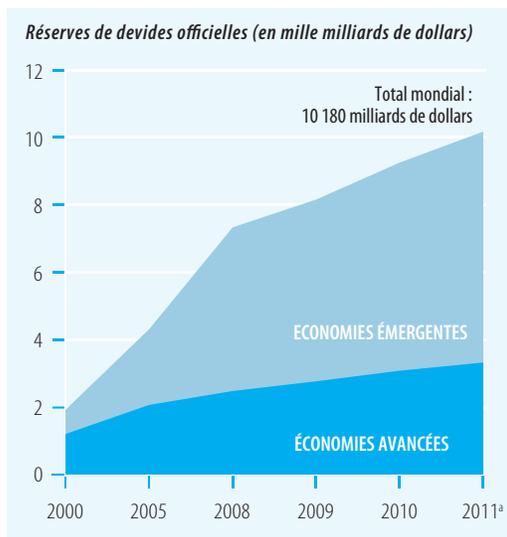
toutes les parties, ont soutenu les efforts de développement et ouvert des possibilités pour les échanges bilatéraux et les investissements, soutenant l'essor du Sud. Dans le cadre de ce processus, les régimes internationaux sont en cours de réajustement et les organisations internationales effectuent une réorientation pour répondre aux changements en matière de puissance économique mondiale dus à l'essor du Sud.

* * *

Le présent Rapport étudie de plus près de nombreux aspects de l'essor du Sud et leurs implications pour le développement humain. Le Chapitre 1 dresse un état des lieux de l'état actuel du développement humain à l'échelle mondiale et régionale, en mettant l'accent, entre autres, sur les dynamiques, les défis et les progrès réalisés dans des domaines clés intimement liés comme la pauvreté, les inégalités, l'intégration sociale et la sécurité humaine. Le Chapitre 2 expose la façon dont se produit l'essor du Sud en tant qu'acteurs incontournables de l'économie mondiale, devenant ainsi des facteurs de croissance, mais aussi des catalyseurs pour le changement dans les autres pays en développement, et identifie quelques défis liés à cet essor. Le Chapitre 3 analyse les politiques et les stratégies sur lesquelles ont reposé les progrès de certains des pays du Sud qui ont vu leurs efforts couronnés de succès. Le Chapitre 4 pose deux questions fondamentales : ces progrès peuvent-ils être durables et quels seraient les défis à venir pour le développement humain durable ? Le Chapitre 5 analyse les perspectives en matière de politiques et de principes pour un nouveau cadre de gouvernance régional et mondial pleinement représentatif de l'essor du Sud et correspondant à cette réalité, dans l'intérêt à long terme tant du Sud que du Nord. Comme le montre le Rapport, les défis de plus en plus complexes surgis au XXI^e siècle exigent de nouveaux partenariats et de nouvelles approches capables de refléter les nouvelles réalités de ce monde en mutation rapide.

FIGURE 7

Réserves de devises officielles par groupe de pays



a. Données provisoires du troisième trimestre.
 Remarque : le classement des pays est celui établi par le Fonds monétaire international (FMI). Il inclut 34 économies avancées et 110 émergentes et en développement correspondant à la base de données du FMI.
 Source : Gabel 2013.

De nouveaux partenariats pour le développement ont ouvert des possibilités pour les échanges bilatéraux et les investissements, soutenant l'essor du Sud

« Le problème politique de l'humanité consiste à combiner trois choses : l'efficacité économique, la justice sociale et la liberté politique ».

John Maynard Keynes

État du développement humain



Du Brésil à l'Afrique du Sud, de l'Inde à la Chine, les plus grands pays en développement sont devenus des moteurs puissants de l'économie mondiale. En 2012, cependant, même les économies les plus solides de la région ont commencé à être touchées par les problèmes financiers du Nord. Dans le cadre de leur lutte pour sortir de la crise de la dette et de déficits budgétaires importants, de nombreux pays développés ont imposé de sévères programmes d'austérité qui ne sont pas seulement problématiques pour leurs citoyens, mais qui minent également les perspectives de développement humain de millions d'autres personnes dans le monde.

En 1990, le premier Rapport sur le développement humain exposait une vision du progrès économique et social essentiellement centrée sur des personnes élargissant leurs possibilités et leurs capacités. Depuis, des progrès significatifs ont été accomplis : de nombreuses économies en développement continuent à croître rapidement et élèvent les niveaux de développement humain. L'essor du Sud est l'une des caractéristiques d'un monde en évolution rapide. Aujourd'hui, le Sud représente presque le tiers de la production¹ et de la consommation mondiales.² Sans la croissance solide de ces économies, dominées par la Chine et l'Inde, la récession économique mondiale aurait été encore plus profonde.³

Néanmoins, certains signes montrent des risques de contagion, avec l'inquiétude réelle que dans un monde interconnecté, la crise du Nord ralentisse les progrès des pays en développement. Les gouvernements des pays industrialisés, sauf quelques exceptions notables, ont mis en œuvre des mesures d'austérité visant à réduire le rôle de l'État dans le bien-être social et à diminuer les dépenses publiques et les services,⁴ provoquant ainsi des difficultés et exacerbant les contractions économiques. Dans le monde développé, de nombreuses personnes voient leur niveau de vie chuter. Dans un certain nombre de pays, des manifestations massives ont été organisées et un sentiment de désillusion à l'égard des politiciens et de la gestion économique s'est fait jour en raison de cette situation.

Le monde a déjà connu des crises similaires : en Europe et aux États-Unis dans les années 1930, en Amérique latine dans les années 1980 et en Asie dans les années 1990. Mais cette fois-ci, alors que la deuxième décennie du XXI^e siècle est bien entamée, la crise survient à nouveau au cœur de l'Europe.

Les gouvernements imposent des programmes d'austérité en raison d'une inquiétude légitime à

l'égard de la soutenabilité de la dette souveraine. Cependant, ces mesures à court terme risquent de causer des dommages à long terme en minant les fondations du développement et du bien-être social, lesquelles permettent aux économies de croître, aux démocraties de s'épanouir et aux sociétés d'être moins inégalitaires et moins vulnérables aux chocs.⁵

Il semble également évident que le déploiement précipité de programmes d'austérité risque d'approfondir et de prolonger la récession. La consolidation budgétaire a déjà entraîné une contraction de la demande privée intérieure et du PIB⁶ ce qui a aggravé les conditions économiques et augmenté le taux de chômage.⁷ Des réductions dans les domaines de la santé, l'éducation et autres services publics risquent d'affecter la santé de la population, la qualité de la main d'œuvre et l'état de la recherche scientifique et de l'innovation pour les années à venir (encadré 1.1). Tout ceci pourrait mettre les progrès en matière de développement humain entre parenthèses pour un certain temps (encadré 1.2). De plus, la stagnation économique réduit les recettes fiscales dont les gouvernements ont besoin pour financer les services sociaux et les biens publics.

Bon nombre de ces dommages peuvent être évités. L'histoire nous montre que le meilleur moment pour réduire les déficits se situe après le démarrage de la croissance économique.⁸ Comme John Maynard Keynes l'a indiqué succinctement il y a 75 ans, « L'expansion, non la récession, est le bon moment pour l'austérité ».⁹

Il est également vital de prendre en compte non seulement la quantité de la dépense publique, mais également sa composition et de quelle façon elle peut être modifiée. Selon l'Organisation internationale du travail, une modification fiscalement neutre de la composition des recettes et des dépenses publiques visant à fomentier l'emploi et à promouvoir le développement

ENCADRÉ 1.1

Équité, macroéconomie et développement humain

L'inégalité croissante des revenus aux États-Unis et dans certains pays européens pose la question de l'équité en matière de répartition des revenus et de qui bénéficie de la croissance. Ces préoccupations commencent à s'intégrer au débat politique des pays développés, mais leur impact sur les politiques a été jusqu'à présent très limité. Dans les pays développés, le chômage atteint des niveaux jamais vus depuis des années et une grande partie de la main d'œuvre n'a pas bénéficié de revalorisation salariale depuis plusieurs décennies, alors que les revenus des déciles supérieurs ont augmenté de manière considérable. L'augmentation des inégalités a été accompagnée de demandes de la part des plus nantis en faveur de la réduction de la taille de l'État et de restrictions budgétaires : les plus riches ont non seulement profité de manière disproportionnée de la croissance antérieure, mais se sont également engagés pour la protection de leur gain. On peut être surpris par le fait que dans des démocraties, malgré une pression considérable de la part de la société civile, les agendas des gouvernements soient dominés par des programmes d'austérité plutôt que par des programmes de protection sociale.

Le recours à des mesures d'austérité ne se limite pas aux pays de la zone euro. Le Royaume-Uni prévoit de réduire les investissements publics d'environ 2 % du PIB dans le cadre du programme d'austérité actuel. Cet appel à l'austérité survient à un moment où l'investissement public est à son niveau historique le plus bas. Au

Royaume-Uni notamment, l'investissement public net pour l'année fiscale 2011-2012 est inférieur à 2 % du PIB. Une lutte constante pour réduire les dépenses publiques et sociales pourrait bien aggraver les perspectives de récupération et de croissance.

Les politiques macroéconomiques peuvent avoir d'importantes conséquences pour le développement humain. La réduction des dépenses sociales pour diminuer la dette publique peut avoir des effets à long terme. Si les économies continuent à se contracter, des réductions successives de la dette auront un effet minimum sur la soutenabilité de la dette à venir. La réduction des dépenses diminue la demande agrégée, ce qui, associé aux inégalités élevées en matière de revenu, risque d'entraver la reprise économique et le retour à un niveau d'embauche raisonnable. Dans le cadre de la recherche du plein emploi, la demande agrégée réduite doit être compensée. Les États-Unis (et d'autres pays industrialisés) y sont parvenus grâce aux faibles taux d'intérêt, lesquels, associés à de nouveaux instruments financiers et à une régulation laxiste, ont causé une bulle qui a finalement conduit à la crise financière actuelle. Les pays de la zone euro, limités dans leur utilisation des instruments de politique, ne peuvent pas utiliser des politiques monétaires pour dévaluer [ou gonfler] et sortir de la crise.

Source : Atkinson 2011, 2012 ; Block 2012 ; HM Treasury 2010 ; Nayyar 2012a ; Sen 2012 ; Stiglitz 2012..

ENCADRÉ 1.2

Une réduction des dépenses à court terme a des conséquences à long terme : augmentation du taux de fécondité en Afrique

Pourquoi le taux de fécondité a-t-il augmenté entre 1970 et 1990 dans plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne, malgré une baisse dans toutes les autres régions ? L'évolution du taux de fécondité semble être liée aux réductions en matière de dépenses sociales, surtout dans l'éducation, appliquées dans le cadre des programmes d'ajustement structurels des années 1980.

La réduction des dépenses dans le domaine de l'éducation ne limite pas seulement les capacités humaines, elle affecte également la pyramide des âges de la population pendant des années, en raison de son impact sur le taux de natalité. Les pays avec un faible niveau d'instruction, surtout ceux où les filles n'ont pas accès à l'enseignement secondaire, présentent souvent un taux de fécondité élevé. En règle générale, les femmes dont le niveau d'instruction est plus élevé ont moins d'enfants. Ce qui affecte tout particulièrement les pays qui présentent

déjà une transition démographique et ont toujours un taux de fécondité global élevé. L'éducation réduit le taux de fécondité par la diffusion de l'information, des incitations à changer de comportement et en donnant aux personnes les moyens de suivre leurs propres préférences.

Dans les années 1980, l'Afrique subsaharienne a connu un recul partiel de sa transition démographique, avec une dépense en éducation par habitant réduite de près de 50 % en moyenne. De 1980 à 1986, le taux de scolarisation a chuté de 79 % à 73 % dans l'ensemble de la région (réduction dans 16 pays et augmentation dans 17). La réduction des dépenses en éducation a eu un impact négatif sur l'instruction des femmes, conduisant à des taux bruts moyens de scolarisation des femmes dans le primaire et le secondaire plus faibles que pendant la période antérieure aux programmes d'ajustement structurels.

Source : Lutz et K.C. 2013 ; Rose 1995.

humain pourrait créer 1,8 à 2,1 millions d'emplois dans 33 économies avancées au cours de l'année prochaine ou de la suivante.¹⁰

Bien que chaque pays dispose d'une marge de manœuvre propre pour ajuster ses priorités en matière de dépenses, ils sont nombreux à disposer d'une marge importante pour réorienter leurs priorités. Prenons l'exemple des dépenses militaires mondiales : elles ont été supérieures à 1 400 milliards de dollars en 2010, plus que le PIB combiné des 50 pays les plus pauvres. Bien que la consolidation budgétaire soit nécessaire,

elle ne doit pas intégrer de réductions dans les services sociaux. La consolidation au moyen d'une efficacité améliorée et des subventions réduites aux énergies fossiles, par exemple, pourrait permettre de laisser des dépenses sociales intactes.¹¹

Les pays du Sud ont démontré une plus grande résilience face à la crise financière mondiale actuelle. Après quelques coups durs suite à la crise de 2008, les pays africains et latino-américains ont repris leurs trajectoires ascendantes en matière de développement humain et de croissance. Cela est en partie dû

au fait qu'ils se sont montrés plus pragmatiques, en prenant des mesures contracycliques et en reportant la réduction de la dette à un moment plus approprié. La demande constante provenant du Sud a également permis à de nombreux pays en développement de soutenir leurs exportations, compensant ainsi les effets de l'activité économique atone du Nord.¹²

Dans le même temps, de nombreux pays en développement continuent à investir dans le développement humain à long terme. Ils ont pris conscience de la corrélation positive entre les investissements publics antérieurs dans des infrastructures sociales et physiques et les progrès réalisés dans l'indice de développement humain (IDH).¹³ Les dirigeants du Sud ont également compris que le progrès durable doit être fondé sur une intégration sociale. Le Brésil et l'Inde ont notamment soutenu des aspects du développement humain sous-estimés dans les modèles de développement antérieurs, en mettant en place des mécanismes de transfert de devises et des programmes de droit au travail.

De façon générale, de nombreux pays du Sud ont réalisé au cours des dernières décennies des progrès significatifs en termes de résultats de l'IDH, non seulement en stimulant la croissance économique et en réduisant la pauvreté, mais aussi en réalisant d'importantes avancées dans les domaines de la santé et de l'éducation (ce point sera traité de façon approfondie plus loin dans le chapitre). Ce succès global est remarquable car la croissance des revenus ne se traduit pas nécessairement par des avancées dans d'autres aspects du développement humain. La croissance peut générer des ressources pour investir dans la santé et l'éducation, mais la relation de cause à effet n'est pas automatique. De plus, la croissance peut avoir un impact superficiel sur d'autres priorités centrales du développement humain, notamment la participation et l'autonomisation.

Aujourd'hui plus que jamais, des indicateurs sont nécessaires pour appréhender ces dimensions ainsi que la durabilité environnementale des modes de développement.

Le progrès des nations

Chaque *Rapport sur le développement humain* a suivi les progrès humains, en particulier à travers l'IDH, une mesure composite qui inclut des

indicateurs correspondant à trois dimensions : longévité, niveau d'instruction et maîtrise des ressources nécessaires pour un niveau de vie décent. D'autres indices se sont attachés aux inégalités, à la pauvreté et aux inégalités entre les genres. Les valeurs de l'IDH 2012 sont présentées dans le tableau statistique 1.

L'IDH en 2012 révèle des progrès significatifs. Au cours des dernières décennies, des pays du monde entier ont convergé vers des niveaux de développement humain plus élevés. Le rythme des progrès de l'IDH a été plus rapide dans des pays classés dans les catégories inférieures ou moyennes du développement humain. C'est une excellente nouvelle. Mais les progrès exigent davantage qu'une amélioration moyenne de l'IDH. Des augmentations de l'IDH associées à une augmentation des inégalités des revenus, des modèles de consommation non durables, des dépenses militaires élevées et une faible cohésion sociale, ne sont ni souhaitables ni durables (encadré 1-3).

En 2012, la moyenne générale de la valeur de l'IDH était 0,694 : l'Afrique subsaharienne présentait l'IDH le plus faible (0,475), suivie par l'Asie du Sud (0,558). Parmi les régions en développement, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale possédaient l'IDH le plus élevé (0,771), suivies par l'Amérique latine et les Caraïbes (0,741).

De grandes différences sont visibles entre l'IDH de groupes et de régions parmi les composants de l'IDH – espérance de vie, durée moyenne de scolarisation et revenu. Le revenu national brut moyen (RNB) par habitant dans de nombreux pays à IDH élevé est plus de 20 fois supérieur que dans les pays à faible IDH (tableau 1.1). L'espérance de vie dans les pays à IDH très élevé est un tiers plus élevée que dans les pays à faible IDH, alors que la durée moyenne de scolarisation chez les adultes de plus de 25 ans dans les pays à IDH très élevé est près de trois fois plus grande que dans les pays à faible IDH. Cependant, la durée attendue de scolarisation, qui reflète mieux les opportunités d'évolution de l'éducation dans les pays en développement, offre des raisons d'espérer : les élèves qui commencent des études primaires dans un pays à faible IDH devraient y rester en moyenne pendant 8,5 ans, un chiffre presque équivalent aux années de scolarisation actuelles chez les adultes (8,8 ans) dans les pays à IDH élevé. En général, la plupart des pays à faible

Il existe une corrélation positive entre les investissements publics antérieurs dans des infrastructures sociales et physiques et les progrès réalisés dans l'indice de développement humain

Quel effet cela fait-il d'être un être humain ?

Il y a presque un demi-siècle, le philosophe Thomas Nagel a publié un célèbre article intitulé « Quel effet cela fait-il d'être une chauve-souris ? ». La question que je souhaite poser est la suivante : quel effet cela fait-il d'être un être humain ? En réalité, l'article éclairé de Thomas Nagel dans la *Philosophical Review* parlait en réalité des êtres humains et seulement en partie des chauves-souris. Parmi les questions abordées, Nagel faisait preuve d'un profond scepticisme à l'égard de la tentation ressentie par les tenants de l'observation scientifique de réduire l'expérience d'être une chauve souris (ou de façon similaire, un être humain) aux phénomènes physiques associés dans le cerveau ou ailleurs dans le corps, auxquels on accède facilement à partir de l'examen extérieur. Le sentiment d'être une chauve-souris ou un humain peut difficilement être réduit à la sensation de certaines vibrations dans le cerveau et dans le corps. La complexité de la première question ne peut être résolue par un traitement simple de la deuxième (bien qu'il soit tentant de le faire).

La fine pointe de la notion de développement humain est également basée sur une distinction, mais d'un type différent du contraste épistémologique de base établi par Nagel. L'approche pionnière de Mahbub-ul-Haq à travers les Rapports sur le développement humain successifs qui a débutée en 1990 se situe entre, d'une part, l'épineux problème d'évaluer la richesse des vies humaines, notamment les libertés que les êtres humains considèrent, avec raison, importantes, et d'autre part, l'exercice beaucoup plus facile de suivre les revenus et autres ressources externes que les personnes, ou les nations, possèdent. Le produit intérieur brut (PIB) est beaucoup plus facile à constater et à mesurer que la qualité de vie des personnes. Cependant, le bien-être et la liberté, ainsi que les liens qu'ils entretiennent avec l'équité et la justice dans le monde, ne peuvent pas simplement se réduire à la mesure du PIB et à son taux de croissance, comme beaucoup de personnes sont tentées de le faire.

La complexité intrinsèque du développement humain doit absolument être reconnue, en partie parce que cela ne devrait pas nous empêcher de changer la question : il s'agissait là du point central qui avait suscité l'audacieuse initiative de Mahbub-ul-Haq, de compléter, et dans une certaine mesure de remplacer, le PIB. Mais, outre cela, une question difficile se posait, laquelle est également une partie inévitable de ce qu'on appelle « la notion de développement humain ». Nous pourrions, pour des raisons de facilité, utiliser plusieurs indicateurs simples du développement humain, notamment l'IDH basé sur trois variables seulement, avec une règle très simple pour les pondérer, mais la quête ne s'achève pas ici. Nous ne devrions pas faire fi des raccourcis utiles et valables – l'IDH pourrait nous en apprendre beaucoup plus sur la qualité de la vie que le PIB – mais nous ne devrions pas davantage nous contenter entièrement des résultats immédiats obtenus à l'aide de ces raccourcis, dans un monde de pratique constante. L'évaluation de la qualité de vie constitue un exercice beaucoup plus complexe que ce qui peut être obtenu grâce à un seul nombre, même si la sélection des variables à inclure est réellement judicieuse, ainsi que le choix de la procédure de pondération.

Mais, la prise de conscience de la complexité a d'autres implications tout aussi importantes. Le rôle crucial de la raison publique, particulièrement mise en valeur dans le présent Rapport sur le développement humain, provient en partie de la reconnaissance de cette complexité. Seul celui qui porte la chaussure sait où elle meurtrit le plus, mais des arrangements destinés à éviter la douleur ne peuvent être appliqués de manière efficace sans laisser s'exprimer la voix des personnes et leur offrir des opportunités concrètes de débat public. L'importance des différents éléments pour évaluer le bien-être et la liberté des personnes peut facilement être appréciée et évaluée à travers un dialogue constant parmi la population, avec un impact sur l'élaboration des politiques publiques. L'importance cruciale de telles initiatives, notamment ce que l'on appelle le Printemps arabe et les manifestations de masse ailleurs dans le monde, correspond à l'importance épistémologique des personnes s'exprimant par elles-mêmes, en dialogue avec les autres, sur ce qui les fait souffrir et les injustices qu'elles souhaitent éliminer. Les questions à débattre sont nombreuses, entre nous et avec les fonctionnaires qui élaborent les politiques.

Les responsabilités dialogiques, correctement appréciées à tous les niveaux de gouvernance, doivent également inclure la représentation des intérêts des personnes qui ne sont pas présentes pour exprimer leurs inquiétudes de vive voix. Le développement humain ne peut pas rester indifférent aux générations futures, juste parce qu'elles ne sont pas là – encore. Mais les êtres humains possèdent la capacité de penser sur les autres, et leurs vies, et l'art des politiciens responsables et qui rendent des comptes, est d'élargir le dialogue depuis des inquiétudes étroitement individuelles jusqu'à la compréhension sociale générale de l'importance des besoins et des libertés des personnes, tant dans le futur qu'aujourd'hui. Il ne s'agit pas d'inclure simplement ces inquiétudes dans un indicateur individuel, par exemple en surchargeant l'IDH déjà très chargé (lequel ne représente, de toute façon, que le bien-être et la liberté actuels), mais il s'agit certainement de s'assurer que les débats sur le développement humain intègrent ces autres préoccupations. Les Rapports sur le développement humain peuvent continuer à contribuer à cette expansion à travers des explications et des tableaux contenant des informations pertinentes.

L'approche du développement humain constitue une avancée majeure dans le périlleux exercice consistant à comprendre les réussites et les privations de la vie humaine, et à apprécier l'importance de la réflexion et du dialogue, grâce auxquels il est possible de créer un monde plus équitable et plus juste. Il se pourrait que nous ressemblions à des chauves-souris en n'étant pas facilement accessibles aux mesures de l'impatient observateur scientifique, mais nous sommes également capables de penser et de parler de nos vies aux multiples facettes et de celles des autres (aujourd'hui et demain) d'une façon difficilement accessible aux chauves-souris. Être un être humain est semblable à être une chauve-souris, mais aussi très différent.

IDH ont atteint ou sont en passe d'atteindre un taux d'inscription maximum au niveau de l'école élémentaire et plus de 50 % d'inscriptions pour les enfants en âge d'assister à l'école secondaire.

Les régions et les groupes de l'IDH présentent des disparités importantes en termes de réalisations. Une manière d'évaluer les disparités entre les groupes de pays est de comparer le ratio de la valeur de l'IDH la plus faible par rapport à la plus élevée parmi les pays du groupe. Ce ratio est plus élevé en Afrique subsaharienne, suivie

par les États arabes, l'Asie du Sud et l'Amérique latine et les Caraïbes. En Afrique subsaharienne, la plupart des disparités proviennent des différences substantielles dans le revenu par habitant (avec un ratio de 70,1¹⁴) et la durée moyenne de scolarisation (avec un ratio de 7,8). En Asie du Sud, les disparités proviennent principalement des différences de revenu par habitant (avec un ratio de 10,7) et de la durée moyenne de scolarisation (avec un ratio de 4,0). Dans les États arabes, et dans une moindre mesure en Amérique latine et

TABLEAU 1.1

IDH et composants pour les régions et groupes de l'IDH, 2012

Région et groupe de l'IDH	IDH	Espérance de vie à la naissance (années)	Durée moyenne de scolarisation (années)	Durée attendue de scolarisation (années)	Revenu national brut par habitant (PPA en \$ en 2005)
Régions					
Afrique subsaharienne	0,475	54,9	4,7	9,3	2 010
Amérique latine et Caraïbes	0,741	74,7	7,8	13,7	10 300
Asie de l'Est et Pacifique	0,683	72,7	7,2	11,8	6 874
Asie du Sud	0,558	66,2	4,7	10,2	3 343
États arabes	0,652	71,0	6,0	10,6	8 317
Europe et Asie centrale	0,771	71,5	10,4	13,7	12 243
Groupes de l'indice de développement humain					
Développement humain très élevé	0,905	80,1	11,5	16,	33 391
Développement humain élevé	0,758	73,4	8,8	13,9	11 501
Développement humain moyen	0,640	69,9	6,3	11,4	5 428
Développement humain faible	0,466	59,1	4,2	8,5	1 633
Monde	0,694	70,1	7,5	11,6	10 184

Remarque : les données sont pondérées en fonction de la population et calculées selon les valeurs de l'IDH pour 187 pays. PPA signifie parité de pouvoir d'achat. Source : calculs du BRDH. Consulter également le tableau statistique 1.

les Caraïbes, le problème principal réside dans les différences de revenu par habitant.

En général, les valeurs de l'IDH ont présenté une convergence accrue au cours de la dernière décennie, favorisant un développement humain accéléré parmi les pays à l'IDH le plus faible. Tous les groupes et régions de l'IDH ont connu des améliorations significatives dans tous les composants de l'IDH, avec des progrès plus rapides dans les pays à IDH faible et moyen. L'Asie de l'Est et le Pacifique, ainsi que l'Asie du Sud, ont enregistré des progrès continus au cours des décennies précédentes, alors que l'Afrique subsaharienne a progressé plus rapidement pendant la dernière. La convergence des valeurs de l'IDH s'est accentuée au cours de la dernière décennie.

L'un des composants principaux de l'IDH est l'espérance de vie. En 2012, l'espérance de vie moyenne était de 70,1 ans, avec des différences prononcées entre les groupes de l'IDH : 59,1 ans dans les pays à faible IDH et 80,1 ans dans les pays à IDH très élevé. Les différences entre pays sont encore plus importantes, avec 48,1 ans en Sierra Leone et 83,6 ans au Japon. En Afrique subsaharienne, l'espérance de vie a stagné à 49,5 ans

entre 1990 et 2000, en raison de la pandémie de VIH et de SIDA. Pendant la période 2000-2012, elle a néanmoins augmenté de 5,5 ans.

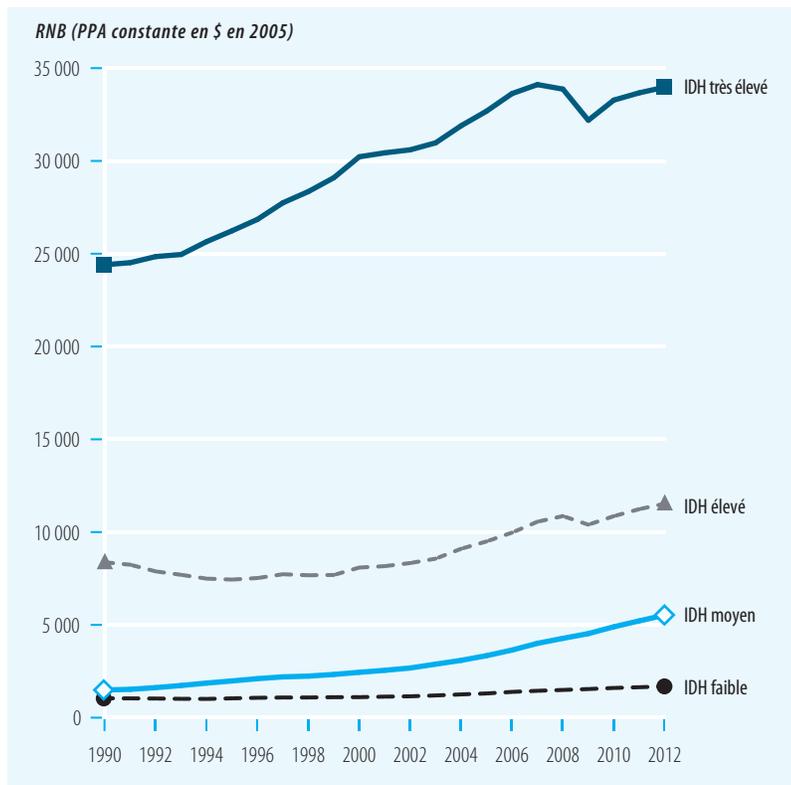
Un autre élément d'une importance décisive pour l'IDH, et l'un des indicateurs les plus sensibles du bien-être humain, est la survie des enfants. En 2010, le taux mondial de mortalité des enfants de moins de 5 ans était de 55 décès pour 1 000 naissances vivantes, inégalement réparti à travers les différents groupes de l'IDH. Les pays à faible IDH présentaient le taux le plus élevé (110 décès pour 1 000 naissances vivantes), suivis par les pays à IDH moyen (42), les pays à IDH élevé (18) et les pays à IDH très élevé (6). Une mauvaise santé des enfants constitue un risque permanent pour le développement cognitif de ces derniers et peut affecter par la suite la productivité à l'âge adulte.

Les comparaisons de l'IDH sont généralement réalisées entre des pays du Nord et du Sud et sur cette base, le monde est en passe de devenir moins inégalitaire. Il n'en reste pas moins que les moyennes nationales cachent d'importantes variations en termes d'expérience humaine et de grandes disparités demeurent entre les pays du

Les comparaisons de l'IDH sont généralement réalisées entre des pays du Nord et du Sud et sur cette base, le monde est en passe de devenir moins inégalitaire

FIGURE 1.1

Le revenu par habitant augmente selon des degrés variables dans les quatre groupes de l'IDH

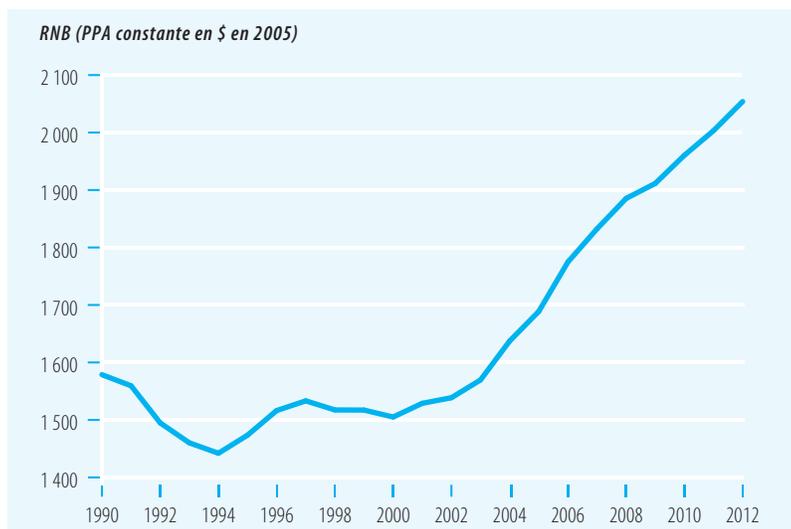


Remarque : PPA signifie parité de pouvoir d'achat.

Source : calculs du BRDH d'après un panel de ces mêmes 161 pays et territoires.

FIGURE 1.2

Au cours de la dernière décennie, l'Afrique subsaharienne a connu une croissance soutenue des revenus



Remarque : PPA signifie parité de pouvoir d'achat.

Source : calculs du BRDH.

Nord comme du Sud. Prenons les États-Unis : en 2012, la valeur de leur IDH s'élevait à 0,94, ce qui les classait au troisième rang mondial. L'IDH des résidents d'origine sud-américaine approchait 0,75, alors que celui des Afro-Américains était proche de 0,70, pour la période 2010-2011.¹⁵ Cependant, la valeur de l'IDH pour un Afro-Américain de Louisiane était de 0,47.¹⁶ Des différences ethniques similaires en termes de réalisation de l'IDH dans les pays à IDH très élevé peuvent être constatées parmi les populations Roms de l'Europe du Sud.

Certains pays en développement présentent également des larges variations en termes de développement humain. Au Brésil, par exemple, la valeur de l'IDH la plus élevée en 2000, l'année la plus récente pour laquelle nous disposons de données sous-nationales, était celle de São Caetano do Sul, dans l'État de São Paulo (0,92), et la plus basse celle de Manari, dans l'État de Pernambuco (0,47). En Chine, bien que moins marquées, les variations provinciales sont similaires, avec Shanghai en tête (0,91) et le Tibet bon dernier (0,63).¹⁷

Revenu et développement humain

Un autre composant essentiel du développement humain et de l'IDH est la maîtrise des ressources, mesurée en fonction du revenu par habitant. Entre 1990 et 2012, le revenu par habitant a augmenté dans les quatre groupes de l'IDH, mais selon des degrés variables (Figure 1.1). L'augmentation du revenu annuel moyen par habitant la plus forte a été enregistrée en Chine et en Guinée équatoriale, avec 9 % chacune. Seuls 12 pays ont connu une croissance supérieure à 4 %, alors que 19 ont vu leur revenu par habitant chuter.

L'une des réussites les plus frappantes a été celle de l'Afrique subsaharienne. De 2003 à 2008 (les cinq années antérieures à la crise financière mondiale), le revenu par habitant dans la région a augmenté de 5 % par an, plus du double qu'au cours des années 1990 (Figure 1.2).¹⁸ Cette tendance à la hausse était soutenue par les pays riches en ressources qui ont bénéficié de l'augmentation des prix des exportations des principales matières premières du continent, notamment le gaz, le pétrole, les minéraux et les produits agricoles, en particulier grâce à la forte demande provenant des pays du Sud, la Chine en tête.

Mais la croissance était également importante dans d'autres pays, avec des performances spectaculaires d'économies plus diversifiées et d'économies basées sur l'agriculture. Malgré l'augmentation du prix des matières premières, de nombreux pays importateurs nets de matières premières, notamment l'Éthiopie, le Rwanda et l'Ouganda, ont poursuivi leur croissance rapide. En outre, les économies de l'Afrique subsaharienne se trouvaient partiellement à l'abri des chocs mondiaux grâce à une intégration régionale plus élevée, en particulier en Afrique de l'Est.

Comme l'on souligné la plupart des *Rapports mondiaux sur le développement humain*, ce qui importe c'est non seulement le niveau de revenu, mais la façon dont il est utilisé. Une société peut dépenser ses revenus dans l'éducation ou dans l'achat d'armes pour faire la guerre. Les individus peuvent dépenser leurs revenus pour acheter des aliments de base ou des drogues. Qu'il s'agisse de sociétés ou d'individus, la maximisation de la richesse n'est pas l'élément crucial, mais la façon dont ils décident de convertir ces revenus en développement humain. Le tableau 1.2 montre les pays qui ont réussi à cet égard, en mesurant la différence positive la plus importante entre le RNB par habitant et les catégories d'IDH.¹⁹ Parmi les pays où le développement humain est très élevé, la Nouvelle-Zélande arrive en tête de la liste et Cuba occupe la première place de la liste des pays à développement humain élevé.

Pauvreté

L'éradication de la pauvreté et de la faim est l'une des principales priorités mondiales. Il s'agit du premier des huit objectifs du Millénaire pour le développement dont le but pour 2015 était de réduire de moitié la proportion de personnes vivant avec moins de 1,25 \$ par jour, comparativement à 1990. Cet objectif a été atteint trois ans avant la date prévue, principalement grâce à la réussite de quelques pays très peuplés : le Brésil (où le pourcentage de la population vivant avec moins de 1,25 \$ par jour (PPA en \$ en 2005) est passé de 17,2 % à 6,1 %), la Chine (de 60,2 % à 13,1 %) et l'Inde (de 49,4 % à 32,7 %).²⁰ Par conséquent, beaucoup moins de personnes sont pauvres. Par exemple, entre 1990 et 2008, rien qu'en Chine, 510 millions de personnes sont sorties de la pauvreté.²¹

Les personnes pauvres ne souffrent pas seulement du manque de revenus. La pauvreté a

TABLEAU 1.2

Les cinq pays les mieux classés au niveau de l'IDH qu'au niveau du revenu national brut par habitant en 2012

Groupe et pays de l'IDH	Valeur de l'IDH	Revenu national brut (RNB) par habitant (PPA en \$ en 2005)	Catégorie de RNB Moins catégorie d'IDH
Développement humain très élevé			
Nouvelle-Zélande	0,919	24 358	26
Irlande	0,916	28 671	19
Australie	0,938	34 340	15
République de Corée	0,909	28 231	15
Israël ^a	0,900	26 244	13
Développement humain élevé			
Cuba	0,780	5 539	44
Géorgie	0,745	5 005	37
Monténégro	0,791	10 471	24
Albanie	0,749	7 822	21
Grenade	0,770	9 257	21
Développement humain moyen			
Samoa	0,703	3 928	28
Tonga	0,710	4 153	26
Fidji	0,702	4 087	24
Kirghizstan	0,622	2 009	24
Ghana	0,558	1 684	22
Développement humain faible			
Madagascar	0,483	828	28
Togo	0,459	928	16
Kenya	0,519	1 541	15
Zimbabwe	0,397	424	14
Népal ^b	0,463	1 137	11

a. La différence entre les catégories d'IDH et de RNB est également 13 pour le Chili, l'Estonie et la Grèce, des pays à IDH très élevé.

b. La différence entre les catégories d'IDH et de RNB est également 11 pour le Liberia, un pays à faible IDH.

Source : calculs du BRDH. Voir également le tableau statistique 1.

de multiples dimensions, notamment des déficits en matière d'éducation et de santé. De plus, 10 % environ de la population mondiale est atteinte d'un handicap, ce qui limite potentiellement son niveau de vie, quel que soit le revenu.²²

Au début et au milieu du XXe siècle, les pays européens ont réduit la pauvreté non seulement en augmentant les revenus, mais aussi en fournissant des biens publics comme la santé et l'éducation.²³ Par ailleurs, lorsque l'on considère les niveaux de pauvreté relative, il est également important

Indicateurs subjectifs du bien-être : une acceptation accrue par les penseurs et les politiques

L'intérêt pour l'utilisation de données subjectives dans la mesure du bien-être et du progrès humain et l'élaboration de politiques publiques a augmenté au cours de ces dernières années.¹ Le gouvernement du Royaume-Uni s'est engagé à explorer l'utilisation d'indicateurs subjectifs du bien-être, comme l'ont suggéré Stiglitz, Sen et Fitoussi (2009). Le Bhoutan a intégré les sous-indicateurs qui constituent l'indice de bonheur national brut à toutes ses mesures de politique publique. Les données subjectives sont également de plus en plus employées pour l'élaboration de politiques publiques. Cette sorte de données peut compléter les données objectives, mais en aucun cas les remplacer

elon Kahneman et Krueger (2006), les bases analytiques pour la mesure du bien-être subjectif reposent sur le fait que le comportement des personnes ne correspond pas toujours à celui d'un « agent économique rationnel ». Faire des choix incohérents, ne pas revoir leurs croyances sur la base de nouvelles informations, renoncer à des échanges avantageux : tout ceci va à l'encontre du postulat de rationalité qui sous-tend la traduction du comportement observé en théorie des préférences révélées en matière d'économie. Si le lien supposé entre les données observées et les préférences réelles est tenu, l'argument en faveur de l'utilisation exclusive de données objectives devient fragile et celui en faveur des données subjectives est renforcé d'autant.

Stiglitz, Sen et Fitoussi (2009) adoptent le bien-être subjectif comme l'une des trois approches conceptuelles pour mesurer la qualité de vie. Ils signalent

que l'approche entretient des liens solides avec la tradition utilitariste mais offre également un intérêt plus étendu. Cependant, les mesures subjectives de la qualité de vie n'ont pas de contreparties objectives. Il n'existe pas de mesure observée du bonheur, par exemple, alors que l'inflation peut être mesurée soit en tant que fait avéré soit en tant que perception. Par ailleurs, ils remarquent que les approches subjectives permettent la distinction entre les dimensions de la qualité de vie et les facteurs objectifs qui les constituent.

Les mesures subjectives incluent certains problèmes. Elles sont ordinales par nature et ne sont généralement pas comparables entre les pays et les cultures, ni fiables sur le long terme. C'est pourquoi l'utilisation d'indicateurs subjectifs comme le bonheur peut conduire à des erreurs s'il s'agit de l'unique critère pour l'élaboration des politiques. Néanmoins, ces indicateurs (correctement mesurés et utilisés avec prudence) peuvent constituer un complément utile aux données objectives pour l'élaboration des politiques, en particulier au niveau national.

Un indicateur subjectif central du bien-être que l'on peut observer dans les études est la satisfaction de vivre globale, évaluée sur une échelle de 0 à 10. Les données issues de 149 pays donnent une moyenne de 5,3 (voir tableau) en ce qui concerne la satisfaction de vivre globale. Le Togo avec 2,8 affiche la note la plus basse et la plus élevée provient du Danemark avec 7,8 (consulter le tableau statistique 9). Comme il fallait s'y attendre, la satisfaction de vivre tend à être plus élevée dans les pays présentant un degré de développement humain plus avancé.

Satisfaction de vivre globale et satisfaction vis-à-vis de l'éducation et des soins de santé

Groupe et région de l'IDH	Satisfaction de vivre globale, 2007–2011 ^a (0, satisfaction minimale, 10, satisfaction maximale)	Satisfaction vis-à-vis des soins de santé, 2007–2009 ^a (réponses « oui » en %)	Satisfaction vis-à-vis de la qualité de l'éducation, 2011 (réponses « oui » en %)
Groupe de l'IDH			
IDH très élevé	6,7	61,9	61,3
IDH élevé	5,9	55,2 ^b	58,0
IDH moyen	4,9	68,7 ^b	69,2
IDH faible	4,5	50,0	56,5
Région			
Afrique subsaharienne	4,4	50,1 ^b	52,0
Amérique latine et Caraïbes	6,5	56,7	61,4 ^b
Asie de l'Est et Pacifique	5,1 ^b	79,5 ^b	68,2 ^b
Asie du Sud	4,7	64,8	73,3
Europe et Asie centrale	5,3	44,8	51,8
États arabes	4,8	50,1 ^b	52,0
Monde	5,3	54,3 ^b	50,0

a. Données relatives à l'année la plus récente disponible pendant la période spécifiée.

b. La valeur n'est pas affichée dans les tableaux statistiques car les données ne sont pas disponibles pour au moins la moitié des pays couvrant au moins deux tiers de la population du groupe.

Source : calculs du BRDH d'après Gallup (2012).

Un autre indicateur subjectif important pour le bien-être humain est la satisfaction vis-à-vis de la qualité des soins de santé et de l'éducation. Les études indiquent que des soins de santé et une éducation de bonne qualité peuvent être fournis dans une large gamme de niveaux de développement humain et de revenus. La satisfaction moyenne globale vis-à-vis de la qualité des soins de santé s'élevait à 61 %, avec 19 % en Éthiopie et 90 % au Luxembourg (consulter le tableau statistique 7). La satisfaction moyenne globale vis-à-vis de la qualité de

l'éducation s'élevait à 64 %, avec 35 % au Mali et 94 % au Cambodge (consulter le tableau statistique 8).

En Asie du Sud, 65 % des personnes interrogées étaient satisfaites de la qualité des soins de santé, 41 % au Pakistan et 83 % au Sri Lanka. Ce dernier exemple montre bien qu'à des faibles niveaux de revenu comparables, il est possible de renforcer les perceptions à l'égard de la communauté et de l'État. Par contre, la satisfaction vis-à-vis des soins de santé est de 45 % en Europe et Asie centrale.

1. Dolan, Layard et Metcalfe 2011. Krueger et Schkade (2008) notent qu'entre 2000 et 2006, 157 articles et de nombreux livres ont été publiés dans le domaine de l'économie dans lesquels étaient utilisées des données sur la satisfaction de vivre ou le bien-être subjectif.

Source : Kahneman et Krueger 2006 ; Stiglitz, Sen et Fitoussi 2009 ; Dolan, Layard et Metcalfe 2011 ; Stewart 2013.

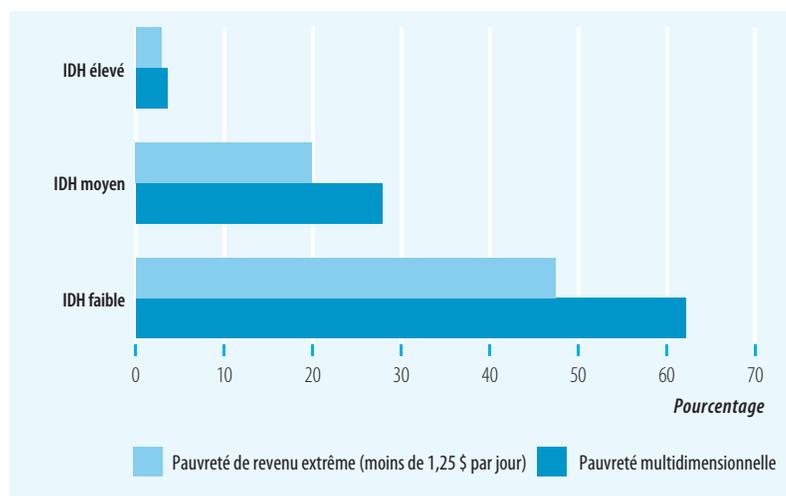
de tenir compte de la sphère politique et sociale afin de déterminer si la personne pauvre peut « apparaître en public sans ressentir de honte ». ²⁴ La transformation du revenu en niveau de vie décent dépend d'un large éventail d'éléments et de capacités. L'État a un rôle central à jouer dans toutes ces questions, en favorisant l'accès à la santé et à l'éducation et en assurant la sécurité publique et personnelle (encadré 1.4). La façon dont le revenu est converti en bien-être, en particulier pour les personnes pauvres, dépend également des circonstances environnementales. ²⁵

La pauvreté peut être mesurée de façon plus complète à l'aide de l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM), lequel se veut le reflet des privations multiples sur le plan de l'éducation, de la santé et du niveau de vie. L'IPM est le résultat du taux de pauvreté multidimensionnelle (la proportion de personnes vivant dans une pauvreté multidimensionnelle) et du nombre moyen de privations dont souffre chaque foyer pauvre multidimensionnel (le degré de leur pauvreté). En se centrant sur le degré de pauvreté, l'IMP peut fournir une image plus complète de la pauvreté au sein d'un pays ou d'une communauté que de simples mesures chiffrées. Dans les 104 pays couverts par l'IPM, on estime à environ 1,56 milliard – soit plus de 30 % de leur population – les personnes vivant dans une pauvreté multidimensionnelle. ²⁶ Ce chiffre est supérieur au 1,14 milliard de personnes de ces pays qui vivent avec moins de 1,25 \$ par jour, bien qu'il soit inférieur à la proportion de personnes vivant avec moins de 2 \$ par jour. ²⁷ Le modèle reste valable pour les quatre groupes de l'IDH, bien que la différence soit supérieure dans les pays à faible IDH que dans ceux à IDH moyen ou élevé (Figure 1.3). Cela demeure également vrai pour beaucoup des pays du Sud à croissance rapide (Figure 1.4).

Les pays affichant les pourcentages les plus élevés en fonction de l'IPM se trouvent en Afrique : Éthiopie (87 %), Liberia (84 %), Mozambique (79 %) et Sierra Leone (77 % ; consulter le tableau statistique 5). Les pays affichant l'intensité de pauvreté la plus haute (privations dans au moins 33 % des indicateurs pondérés) sont l'Éthiopie et le Mozambique (environ 65 % chacun entre 2007 et 2011), suivis par le Burkina Faso (64 %), le Sénégal (59 %) et le Liberia (58 %). Bien qu'il présente une proportion inférieure de pauvres multidimensionnels (ratio inférieur) que le Liberia, le Mozambique affiche une valeur d'IPM

FIGURE 1.3

Plus l'IDH est faible, plus l'écart se creuse entre la pauvreté de revenu et la pauvreté multidimensionnelle



Remarque : données pour la période 2002-2011. Les moyennes pondérées en fonction de la population sont établies sur la base de 22 pays pour le groupe à IDH élevé et de 36 pays chacun pour les groupes à IDH faible et moyen. Source : calculs du BRDH.

plus élevée (0,512). Cela s'explique par le fait qu'il possède le degré de privation le plus élevé des pays possédant des données.

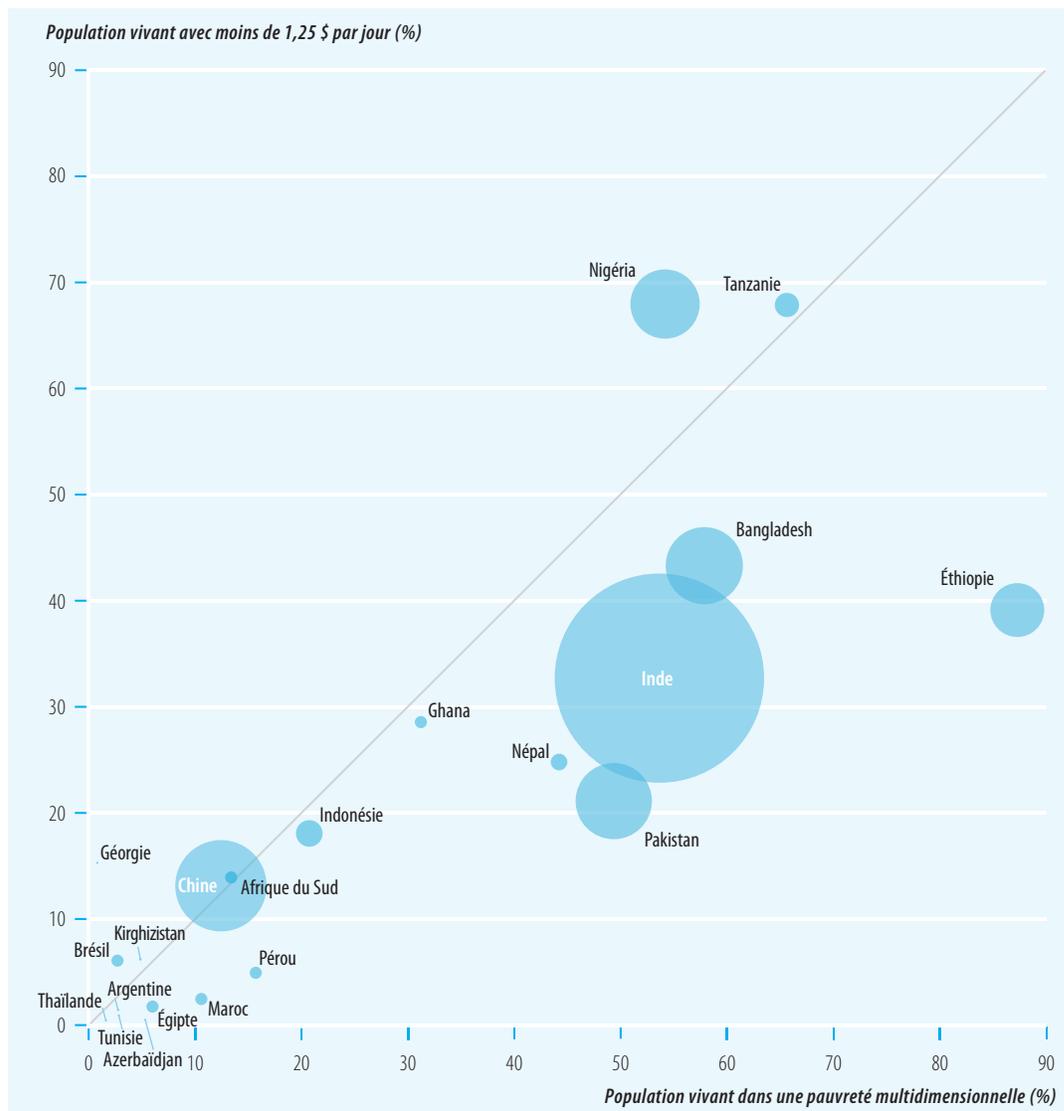
En Asie du Sud, l'IPM le plus élevé est au Bangladesh (0,292 selon des données pour 2007), suivi du Pakistan (0,264 selon des données pour 2007) et le Népal (0,217 selon des données pour 2011). La proportion de la population vivant dans une pauvreté multidimensionnelle s'élève à 58 % au Bangladesh, 49 % au Pakistan et 44 % au Népal. Le degré de privation est de 50 % au Bangladesh, 53 % au Pakistan et 49 % au Népal. Bien que la part de la population (incidence) vivant dans la pauvreté multidimensionnelle soit plus importante au Bangladesh qu'au Pakistan, le degré de privation est plus élevé au Pakistan. En outre, la dimension du niveau de vie contribue davantage que celles de la santé et de l'éducation au Bangladesh et au Népal, alors qu'au Pakistan, la dimension de la santé contribue davantage que les deux autres.

Équité et développement humain

L'équité est un élément essentiel du développement humain. Toute personne a le droit de mener une vie épanouissante selon ses valeurs et ses aspirations personnelles. Personne ne devrait être condamné à une existence brève et misérable du seul fait d'être né au sein de la « mauvaise » classe ou race, du « mauvais » groupe ethnique ou sexe, ou encore dans le « mauvais » pays.

FIGURE 1.4

Il existe un écart notable du fossé entre la pauvreté de revenu et la pauvreté dimensionnelle entre les pays



Personne ne devrait être condamné à une existence brève et misérable du seul fait d'être né au sein de la « mauvaise » classe ou race, du « mauvais » groupe ethnique ou sexe, ou encore dans le « mauvais » pays

Inégalités

Les inégalités freinent le rythme du développement humain, allant parfois jusqu'à l'empêcher totalement. Cela est d'autant plus vrai en ce qui concerne les inégalités en matière d'éducation et de santé, et moins pour les inégalités de revenu, pour lesquelles les effets sont moins accentués dans les pays à l'IDH élevé ou très élevé. L'analyse portant sur 132 pays développés et en développement réalisée dans le cadre de ce Rapport montre une relation inverse entre les inégalités et le développement humain

(encadré 1.5), ce qui vient renforcer les conclusions de plusieurs études sur les pays développés.²⁸

Les effets des inégalités sur le développement humain peuvent être mesurés par l'indice de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI), lequel analyse le niveau moyen de développement humain et sa répartition dans les dimensions d'espérance de vie, de niveau d'instruction et de maîtrise des ressources. En l'absence d'inégalités, l'IDHI est égal à l'IDH. Une différence entre les deux indique l'existence d'inégalités : plus la différence est grande, plus les inégalités sont importantes.²⁹

ENCADRÉ 1.5

Les inégalités freinent le développement humain

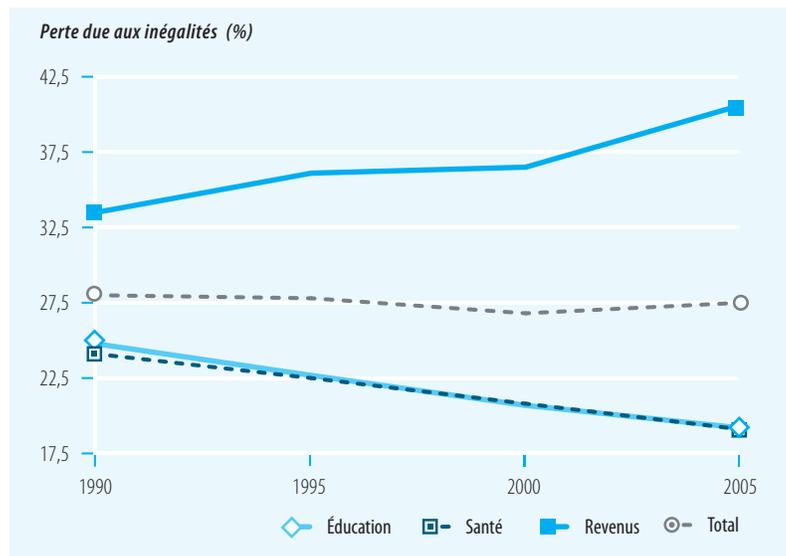
Les recherches réalisées par le BRDH au moyen des données de l'indice de développement humain (IDH) démontrent avec force un rapport inversement proportionnel entre les inégalités et les progrès ultérieurs du développement humain. Cette situation est principalement due aux inégalités dans les domaines de la santé et de l'éducation plutôt qu'à celles en matière de revenus.

Sur la base des données de 2012 concernant 132 pays, l'analyse de régression montre les effets des inégalités multidimensionnelles (mesurées comme la perte de l'indice de développement humain ajusté aux inégalités par rapport à l'IDH) sur l'IDH et chacun de ses composants (santé, éducation et revenu), imputables à quatre variables explicatives : les inégalités globales en matière de développement humain, d'espérance de vie, de niveau d'instruction et de revenu par habitant. Une régression différente a été utilisée pour chaque variable explicative et toutes les régressions ont intégré des variables muettes pour tenir compte du niveau de développement humain (faible, moyen élevé et très élevé). Les inégalités globales en matière de développement humain, d'espérance de vie, de niveau d'instruction ont montré une corrélation négative statistiquement très significative (au niveau de 1 %) mais les inégalités en matière de revenu par habitant n'ont permis d'établir aucune corrélation. Les résultats étaient solides pour différentes spécifications, notamment les groupes de pays avec un développement humain faible et moyen d'une part et les pays avec un développement humain élevé et très élevé d'autre part.

Source : BRDH.

FIGURE 1.5

Pertes dues aux inégalités dans l'IDH et ses composants



Remarque : selon un panel équilibré pondéré par la population de 66 pays.
Source : calculs du BRDH d'après des données de Milanovic (2010).

Selon les calculs du BRDH réalisés pour 132 pays en 2012, au total près d'un quart de la valeur de l'IDH, soit 23 %, est perdu en raison des inégalités (consulter le tableau statistique 3). Les pays à faible IDH sont les plus touchés car ils présentent souvent des inégalités plus importantes dans plus de dimensions. Ces pays perdent un tiers de l'IDH en raison des inégalités, alors que ceux à IDH élevé ne perdent que 11 %.

A l'échelle mondiale, les inégalités en matière de santé et d'éducation ont diminué davantage au cours de ces deux dernières décennies que celles liées au revenu.³⁰ Cela est en partie dû aux mesures utilisées car l'espérance de vie et la durée moyenne de scolarisation présentent des limites supérieures vers lesquelles tous les pays convergent finalement. En revanche, aucune limite supérieure n'existe pour le revenu. La plupart des études s'accordent sur l'ampleur des inégalités mondiales en termes de revenus, même si le consensus n'est pas total à l'égard des tendances récentes.³¹ L'une des études intègre la répartition des revenus dans 138 pays entre 1970 et 2000 et conclut que, malgré l'augmentation du revenu par habitant, les inégalités ont stagné.³² D'autres études arrivent à la conclusion inverse.³³ D'autres encore ne révèlent aucun changement.³⁴

Les tendances de l'IDHI pour 66 pays entre 1990 et 2005 montrent que le faible recul des inégalités globales est dû au fait que le recul des inégalités en matière de santé et d'éducation a été compensé par l'augmentation des inégalités de revenu (Figure 1.5). Dans de nombreuses régions, les inégalités de revenus augmentent, alors que celles en matière d'éducation et de santé diminuent (Figure 1.6). En Amérique latine, les inégalités de revenus ont diminué depuis 2000, mais la région demeure la plus inégale au monde en termes de répartition. L'Afrique subsaharienne présente les inégalités les plus importantes dans le domaine de la santé, alors qu'en Asie du Sud les inégalités les plus accentuées concernent l'éducation.

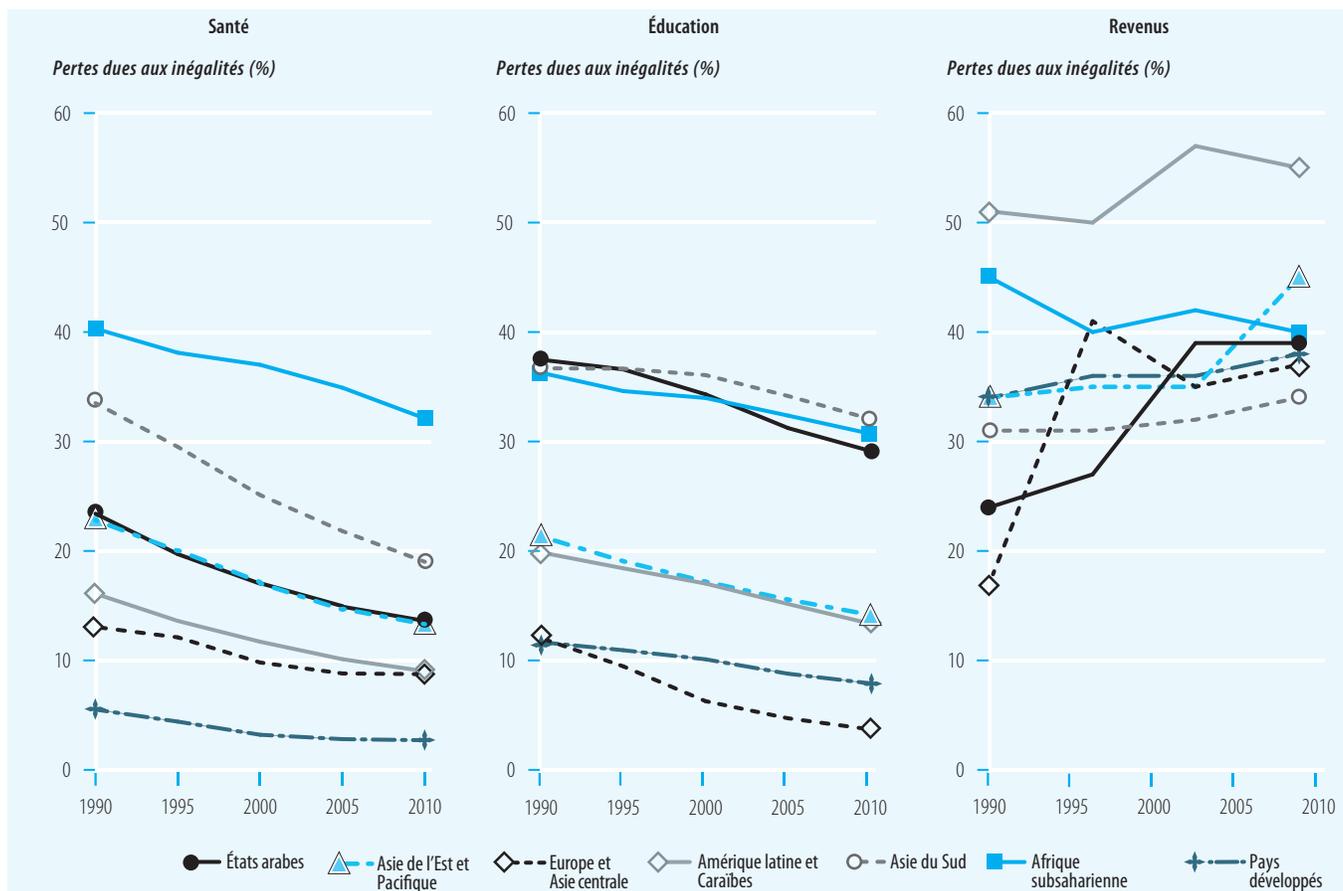
Entre 1990 et 2010, les progrès réalisés dans la réduction des inégalités liées au niveau d'instruction, taux de scolarisation et durée attendue de scolarisation, ont été significatifs, surtout en Europe et en Asie centrale (les pertes dues aux inégalités en matière d'éducation ont chuté de près de 68 %), en Asie de l'Est et Pacifique (34 %) et en Amérique latine et Caraïbes (32 %). Tant dans les pays développés que dans ceux en développement, le taux moyen

de scolarisation dans l'enseignement primaire est proche de 100 %. En outre, le nombre d'enfants achevant leurs études ne fait qu'augmenter.

La baisse des inégalités, tant dans le domaine de la santé que dans celui de l'éducation, reflète peut-être les priorités du gouvernement à cet égard et les innovations en matière de politique sociale. Mais il existe également un lien étroit entre la santé et l'éducation. Une meilleure éducation dispensée aux femmes entraîne souvent de meilleurs résultats au niveau de la santé, pour elles et pour

FIGURE 1.6

De nombreuses régions affichent une augmentation des inégalités de revenus et une diminution des inégalités en matière d'éducation et de santé



Remarque : selon un panel équilibré pondéré par la population de 182 pays pour les pertes dues aux inégalités en matière de santé, 144 pour les pertes dues aux inégalités en matière d'éducation et 66 pays pour les pertes dues aux inégalités de revenus. Les données sur les inégalités de revenus d'après Milanovic 2010 sont disponibles pendant l'année 2005.

Source : calculs du BRDH d'après les données sur la santé figurant dans les tables de mortalité du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, les données sur l'éducation de Barro et Lee (2010) et les données sur l'inégalité des revenus de Milanovic (2010).

la génération suivante. Ainsi, l'espérance de vie et l'éducation vont souvent de pair. La plupart des inégalités actuelles en matière d'éducation reflètent des disparités dans la qualité. En effet, beaucoup de pays en développement ont des systèmes à deux vitesses : de bonnes écoles et des universités pour les plus riches, la plupart financées par des fonds privés, et des installations inadéquates, généralement financées par des fonds publics, pour les plus pauvres (encadré 1.6).³⁵

L'augmentation des inégalités, en particulier entre les groupes, peut provoquer l'instabilité sociale et saper les progrès du développement humain à long terme. La persistance des inégalités résulte fréquemment d'un manque de mobilité sociale intergénérationnelle, laquelle peut également entraîner des troubles sociaux.

Par ailleurs, l'augmentation des inégalités en matière de revenus reflète dans une certaine mesure l'échec des régimes nationaux en matière

fiscale et en particulier de taxation. Cette situation peut être compensée par la protection sociale. En Amérique latine, notamment, les inégalités de revenus ont baissé grâce aux programmes de transfert d'espèces.

Le genre et le statut des femmes

L'égalité entre les sexes est une préoccupation majeure et un élément essentiel du développement humain. Trop souvent, les femmes sont discriminées en matière de santé, d'éducation et sur le marché du travail, ce qui restreint leurs libertés. L'étendue de cette discrimination peut se mesurer à l'aide de l'indice d'inégalité de genre (IIG), lequel reflète le déficit de progrès dû à l'inégalité de genre dans trois dimensions : santé reproductive, autonomisation et marché du travail. Plus la valeur de l'IIG est élevée, plus la discrimination est importante. Selon des données

de 148 pays en 2012, l'IIG montre d'importantes variations entre les pays, de 0,045 (aux Pays-Bas) à 0,747 (au Yémen), la moyenne étant de 0,463 (consulter le tableau statistique 4).

Les disparités élevées entre les sexes persistent en Asie du Sud (0,568), en Afrique subsaharienne (0,577) et dans les États arabes (0,555). En Asie du Sud, les trois facteurs centraux sont la faible représentation parlementaire des femmes (18,5 %), les déséquilibres dans le domaine de la réussite scolaire (28 % des femmes ont achevé au moins leurs études secondaires, à comparer aux 50 % des hommes), et la faible présence sur le marché du travail (31 % des femmes ont un travail, 81 % des hommes).

Entre 2000 et 2012, les progrès dans la réduction de l'IIG ont été pratiquement universels, mais très inégaux.³⁶ Les pays du groupe avec un développement humain très élevé ont dépassé ceux des autres groupes et affiché une parité accrue entre les hommes et les femmes en matière de réussite scolaire et de participation au marché du travail. Cependant, même au sein de ce groupe, plusieurs pays présentent des écarts très importants entre les sexes s'agissant de la représentation parlementaire. En Italie, notamment, la représentation des femmes a augmenté de plus de 50 % mais elles n'occupent toujours qu'un cinquième des sièges (20,7 %). En Irlande, la représentation parlementaire des femmes demeure sous la barre des 20 %, alors qu'au Rwanda, les femmes sont plus nombreuses que les hommes (52 % contre 48 %).

Même si certains pays de l'Afrique subsaharienne ont amélioré la valeur de leur IIG entre 2000 et 2012, leurs résultats demeurent inférieurs à ceux des pays d'autres régions, surtout à cause des taux de mortalité maternelle et des taux de fécondité chez les adolescentes plus élevés et des déficits profonds en matière de réussite scolaire.

L'une des tendances les plus inquiétantes concerne le rapport de masculinité à la naissance, lequel se détériore dans certains pays à croissance rapide. Le rapport naturel pour les enfants âgés de 0 à 4 ans est 1,05 (ou 105 garçons pour 100 filles). Mais, dans 175 pays pour lesquels nous disposons de données pour l'année 2012, la moyenne s'élevait à 1,07 et 13 pays affichaient un rapport de 1,08-1,18.³⁷

Dans certains pays, l'avortement en fonction du sexe et les infanticides sont en train d'altérer de manière artificielle le paysage démographique, ce

ENCADRÉ 1.6

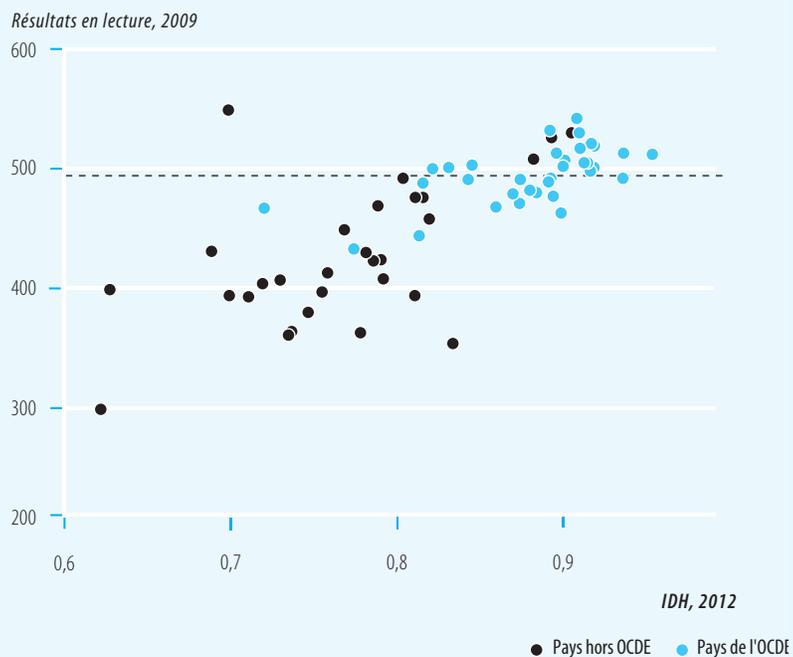
Qualité de l'éducation : réalisation du Programme international pour le suivi des acquis des élèves

La composante éducation de l'indice de développement humain comporte deux mesures : la durée moyenne de scolarisation et la durée attendue de scolarisation. Néanmoins, la qualité de l'éducation est encore plus importante que la durée de scolarisation. Il s'agit d'un facteur clé pour le développement des capacités de l'être humain.

Le programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques recueille des données compatibles à l'échelle mondiale relatives au niveau d'instruction des élèves et permet de comparer les taux moyens d'apprentissage entre les pays, de déterminer la proportion d'écoles peu performantes et la cohérence des résultats de la qualité. Par exemple, les avantages d'une main d'œuvre possédant un niveau d'instruction élevé, traditionnellement présente dans des pays comme les États-Unis, semblent s'éroder au fur et à mesure que de nombreux jeunes d'autres pays (notamment l'Irlande, le Japon et la République de Corée) obtiennent et dépassent les qualifications existantes aux États-Unis.

Dans l'enquête PISA la plus récente, menée dans 63 pays et territoires en 2009, de nombreux pays ont montré des progrès impressionnants quant à la qualité de leurs résultats d'apprentissage. Des étudiants de Shanghai, en Chine, ont démontré posséder de meilleures compétences en lecture, mathématiques et sciences que les étudiants de 62 pays. Venaient ensuite les étudiants de la République de Corée, de Finlande et de Hong Kong, de Chine (RAS) pour la lecture ; de Singapour, de Hong Kong, de Chine (RAS) et de la République de Corée pour les mathématiques ; et de Finlande, de Hong Kong, de Chine (RAS) et de Singapour pour les sciences. Les États-Unis ont obtenu des résultats inférieurs à la moyenne en mathématiques, partageant la 29e place avec l'Irlande et le Portugal ; légèrement supérieurs à la moyenne en sciences, à la 21e place et supérieurs à la moyenne en lecture, partageant la 15e place avec l'Islande et la Pologne. Des pays comme le Brésil, le Chili, l'Indonésie et le Pérou ont réalisé des progrès exceptionnels, en partant de résultats très faibles. Dans certains pays, les investissements en matière de qualité de l'éducation sont susceptibles de reporter des avantages futurs dans un monde globalisé fondé sur la connaissance.

Résultats du Programme international pour le suivi des acquis des élèves en lecture positivement corrélés à l'indice de développement humain



Source : valeurs de l'IDH, calculs du BRDH ; résultats du Programme international pour le suivi des acquis des élèves, OCDE (2010b).

qui provoque une pénurie de filles et de femmes. Il ne s'agit pas seulement d'une question de justice et d'égalité entre les sexes, car cette situation a des implications majeures pour la démocratie et risque de déboucher sur la violence sociale.

Le rapport de masculinité à la naissance élevé reflète le statut des femmes dans la société, les mœurs et les préjugés patriarcaux enracinés, lesquels illustrent des croyances socioculturelles profondément ancrées, les nouvelles aspirations des sociétés rurales et urbaines et le système des dots dans certains pays.³⁸ Dans les années récentes, le problème a été exacerbé par la diffusion et la mauvaise utilisation des technologies à ultrasons qui permettent aux parents d'exercer leur préférence pour les garçons. Mais la raison profonde de cette situation est la combinaison des coutumes patriarcales et de la valeur économique plus grande des garçons dans un système de dot. En l'absence de celle-ci, notamment dans les pays africains, les préjugés patriarcaux ne se manifestent pas par un rapport de masculinité à la naissance élevé.

Pour rétablir l'équilibre, il faudra modifier de nombreuses normes sociales, notamment celles relatives aux avantages économiques inhérents à la présence dans le foyer d'un garçon au lieu d'une fille. Cela implique effectivement d'abolir le système d'exploitation lié à la dot,³⁹ et générer des opportunités économiques plus nombreuses pour les femmes, en leur offrant un plus grand contrôle sur leurs vies et en favorisant leur participation dans le domaine politique et aux prises de décision au sein du foyer.

On a souvent avancé qu'une meilleure éducation pour les femmes entraîne une amélioration de la santé et de la nutrition, ainsi qu'une réduction des taux de fécondité.⁴⁰ Par conséquent, outre sa valeur intrinsèque pour élargir les possibilités de choix des femmes, l'éducation possède également une valeur instrumentale pour améliorer les résultats en termes de santé et de fertilité des femmes et des enfants. À cet égard, les pays à IDH faible et moyen ont encore du chemin à faire. Il y a eu également pendant la période 1970-2010, un déséquilibre entre les sexes parmi la population non instruite des pays à IDH élevé et très élevé, l'équilibre étant bien plus important, quel que soit le niveau d'instruction dans ces pays, pour les filles et les jeunes femmes en âge d'être scolarisées.

Aussi importantes que puissent être l'éducation et la création d'emploi pour les femmes, cela n'est pas suffisant. Les politiques habituelles visant

à améliorer les revenus des femmes ne tiennent pas compte des différences entre les sexes au sein du foyer, de la plus grande charge de travail non rémunéré qu'elles supportent ni de la division du travail entre les sexes imposée par les normes culturelles. Les politiques fondées sur une théorie économique ne tenant pas compte de ces facteurs risquent donc d'avoir des effets négatifs sur les femmes, même si elles créent une prospérité économique accrue.⁴¹ Les seules réformes sociales et politiques capables d'augmenter l'égalité entre les sexes sont celles visant à améliorer les droits humains des femmes, notamment la liberté, la dignité, la participation, l'autonomie et la gestion collective.⁴²

Équité intergénérationnelle et durabilité

La succession des crises risque de nous faire perdre le sens de la perspective en ce qui concerne les conséquences à long terme de nos actions actuelles. Il est donc primordial de ne jamais oublier que les choix que nous faisons aujourd'hui peuvent avoir une influence profonde et parfois décisive sur les possibilités de choix des décennies à venir. Un développement humain durable doit s'attacher à comprendre les liens entre les choix temporels des différentes générations et à attribuer des droits aux générations présentes et futures.

Un équilibre est clairement nécessaire. Étendre aujourd'hui les possibilités des personnes, en particulier les possibilités de ceux qui sont pauvres ou doivent faire face à de multiples privations, est une chose vitale. En effet, il s'agit d'une question de droits élémentaires et de l'universalité du droit à la vie.⁴³ De plus, la pauvreté et la misère actuelle ont des conséquences néfastes sur l'avenir. L'objectif devrait donc être tant l'égalité intragénérationnelle qu'intergénérationnelle.

Pour investir dans les personnes aujourd'hui, il convient de bien évaluer les dettes contractées et les obligations qu'elles imposent aux générations futures. Comme le souligne le *Rapport sur le développement humain* 1994 : « tout remboursement différé d'une dette, qu'elle soit économique, sociale ou écologique, hypothèque la durabilité du développement »⁴⁴ La crise économique récente a remis en question la durabilité de la dette économique, publique et privée, lorsque les économies ne croissent pas, mais elle a aussi détourné l'attention des questions essentielles liées aux dettes sociales et écologiques. Sur le front de l'environnement, les preuves

Les progrès réalisés quant à la durabilité du développement humain sont plus importants que les avantages acquis sur le dos des générations futures

sont criantes du grave dommage que subissent les écosystèmes en raison des choix réalisés par les générations passées et actuelles. Les pays pauvres ne peuvent pas et ne doivent pas imiter les modèles de production et de consommation des pays riches. Et les pays riches doivent réduire leur empreinte écologique, car d'un point de vue global, leur consommation et leur production par habitant ne sont pas soutenables.

Les questions les plus préoccupantes à l'heure actuelle sont les défis que posent le changement climatique et la fragilisation des écosystèmes. Une étude influente a conclu que « l'humanité a d'ores et déjà transgressé trois frontières planétaires »⁴⁵ un point repris dans le Rapport 2012 du Groupe de haut niveau des Nations Unies sur la durabilité de l'environnement mondial.⁴⁶ Actuellement, peu de pays ont emprunté une voie écologiquement durable, soulignant le besoin d'innovations technologiques et un changement des habitudes de consommation susceptible de favoriser la transition vers un développement humain durable.⁴⁷

La Figure 1.7 présente l'empreinte écologique de la consommation de 151 pays par rapport à leur IDH en 2012.⁴⁸ Très peu de pays possèdent une valeur de l'IDH élevée et une empreinte écologique inférieure à la moyenne mondiale. Cela ne présage rien de bon pour la planète. Plus le temps passe et plus la situation devient désastreuse. Alors que certains pays à IDH élevé ont une empreinte écologique par habitant inférieure à la moyenne mondiale (1,79 hectare global en 2008), leur empreinte a augmenté avec le temps.

Les personnes ne sont pas seulement prudentes à l'égard des choix dont ils disposent, mais également quant à la façon dont ces choix sont garantis, par qui et aux dépens de qui. Les progrès réalisés quant à la durabilité du développement humain sont plus importants que les avantages acquis sur le dos des générations futures. Enfin, un système de comptabilité approprié au développement humain durable devrait inclure tant le développement humain futur que les réalisations actuelles.

Il est également nécessaire de trouver de meilleures façons de surveiller la durabilité environnementale. La Conférence des Nations Unies sur le développement durable a appelé à l'adoption de mesures susceptibles d'intégrer les relations entre l'éventail des choix présent et futur. De telles mesures devraient effectuer le suivi de l'accumulation des dettes économiques et écologiques en se basant sur le principe que tout

citoyen de la planète, vivant ou à naître, dispose du même droit à mener une vie confortable et épanouissante. D'autre part, ces mesures devraient indiquer les frontières planétaires ou « seuils critiques », en reconnaissant que le changement climatique, notamment, impose déjà des coûts importants aux pays pauvres et aux communautés pauvres qui sont les premières victimes de cette situation.

Intégration sociale

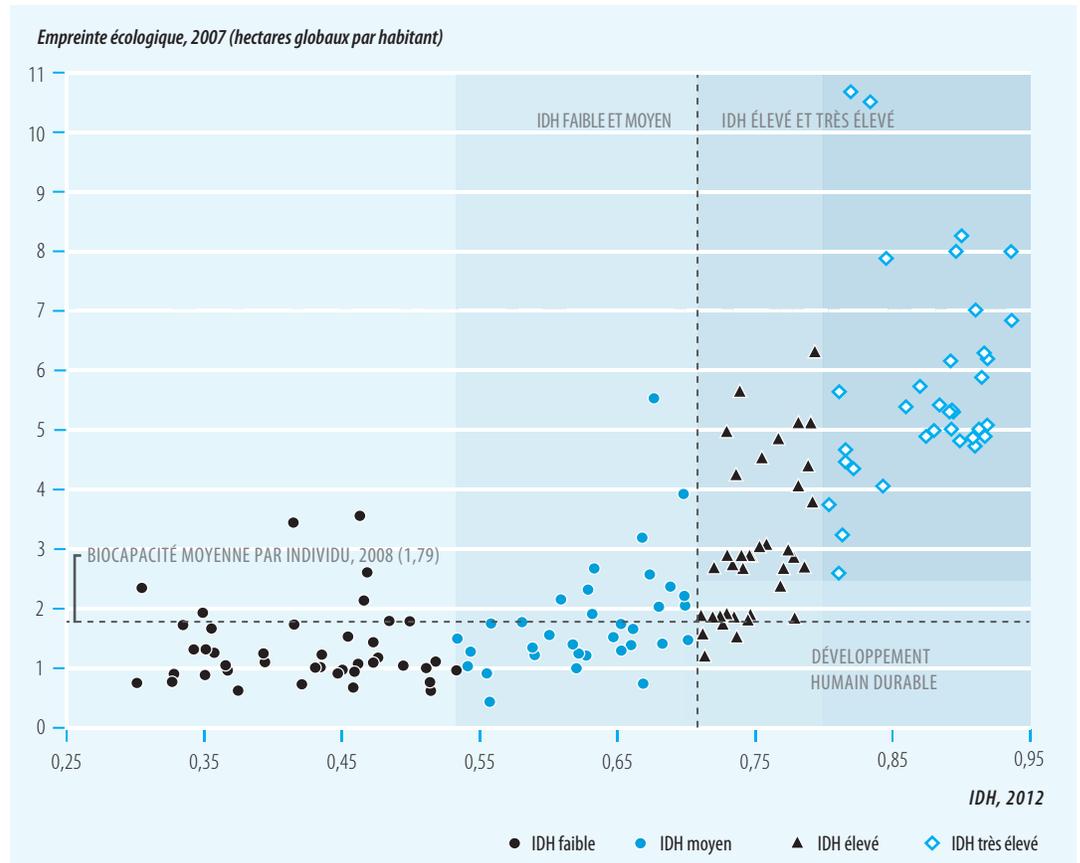
Le développement implique l'extension des capacités individuelles. Néanmoins, les individus sont liés entre eux. Par conséquent, le type de relation entre les individus est un élément important pour l'édification de sociétés durables et cohésives. L'intégration de groupes différents peut être critique tant pour le bien-être et la stabilité sociale que pour la réussite économique. Les inégalités et l'exclusion sont des injustices sociales qui affaiblissent profondément les libertés humaines.

Une société intégrée repose sur des institutions sociales efficaces qui permettent aux personnes d'agir collectivement, en accentuant la confiance et la solidarité entre les groupes. Ces institutions incluent des organisations officielles non gouvernementales, des associations et des coopératives non officielles, ainsi que des normes et des règles de comportement. Elles exercent une influence sur les résultats du développement humain individuel, la cohésion et la stabilité sociales. Pour les différencier des capacités individuelles, le fonctionnement de ces institutions et leur impact sur les personnes peuvent être décrits comme « compétences sociales » (encadré 1.7). La mesure dans laquelle les compétences sociales favorisent des sociétés plus cohésives peut être évaluée en fonction de leur capacité à parvenir à l'inclusion sociale et à la stabilité sociale.

Certains pays en développement ont tenté de réduire l'exclusion sociale par une distribution plus égale des bénéfices de la croissance en améliorant la croissance par une stratégie de redistribution. Cependant, cette vision d'une croissance inclusive axée sur les produits ne peut pas grand-chose pour éliminer les discriminations économiques et sociales dont les racines culturelles et historiques sont souvent très lointaines. Ces discriminations peuvent être très répandues, y compris dans les pays affichant un revenu élevé par habitant. Par

FIGURE 1.7

Peu de pays montrent un IDH élevé et une empreinte écologique faible nécessaires à un développement humain durable



Remarque : l'empreinte écologique est une mesure de la biocapacité de la planète et de la demande en biocapacité. Elle dépend de la productivité moyenne de la surface bioproductive et de l'eau au cours d'une année donnée.
Source : calculs du BRDH et Global Footprint Network (2011).

conséquent, il est clair qu'une augmentation du revenu ne suffit pas à atteindre la cohésion sociale, mais que des politiques actives sont nécessaires.

L'impact des inégalités peut persister pendant des générations. Une étude réalisée dans huit pays développés a notamment démontré que les pays les plus inégalitaires présentaient généralement une mobilité sociale réduite.⁴⁹ Au Royaume-Uni en particulier, compte tenu de l'augmentation des inégalités, la mobilité intergénérationnelle déclinait.

Le *Rapport sur le développement humain en Amérique latine et Caraïbes 2010* soulignait le lien entre l'absence de mobilité sociale et la persistance des inégalités.⁵⁰ Au Brésil, au moins un quart des inégalités de revenus est associé à des circonstances domestiques, notamment le degré d'instruction des parents, la race ou l'appartenance ethnique ou encore le lieu de naissance.⁵¹ Cette persistance des modèles de répartition des revenus à travers les générations est également évidente au Chili

et au Mexique, même si ce dernier pays a vu la mobilité intergénérationnelle augmenter au cours des dernières années.⁵² En général, l'Amérique latine souffre d'une mobilité sociale réduite, ce qui restreint les possibilités des individus situés au bas de l'échelle de répartition des revenus et dont le rôle dans la société est largement déterminé par des caractéristiques du contexte qu'ils ne contrôlent pas. Le problème est particulièrement insoluble dans les sociétés hétérogènes, car les membres des groupes défavorisés y éprouvent beaucoup de difficultés à progresser.

Les inégalités et l'exclusion perdurent lorsque les exclus et ceux situés au bas de l'échelle de la répartition n'ont pas les moyens politiques de s'exprimer pour redresser la situation. Des sociétés plus égales et plus justes sont essentielles pour atteindre un progrès humain satisfaisant et durable, mais cela demande des moyens pour se faire entendre et participer à la vie politique, ainsi

Compétences sociales : le développement humain au-delà de l'individu

Les individus ne s'épanouissent pas seuls ; en fait ils ne peuvent pas fonctionner seuls. La notion de développement humain a néanmoins été essentiellement individualiste, reposant sur l'idée que le développement est l'accroissement des capacités ou des libertés de l'individu. Cependant, certains aspects de la société affectent les individus mais ne peuvent pas être évalués au niveau individuel parce qu'ils sont basés sur les relations, notamment le bon fonctionnement des familles ou des communautés. Ils sont synthétisés pour la société dans son ensemble dans les idées de cohésion et d'inclusion sociale. Les individus sont liés les uns aux autres. Les institutions sociales affectent les identités et les choix des individus. Faire partie d'une société saine est essentiel pour mener une vie épanouie.

Ainsi, l'une des tâches de l'approche fondée sur le développement humain est d'explorer la nature des institutions sociales qui favorisent l'épanouissement de l'homme. Il s'ensuit que le développement doit être évalué non seulement selon l'incidence à court terme des capacités humaines, mais aussi en posant la question de savoir si une société évolue de façon à favoriser l'épanouissement humain. Les conditions sociales affectent non seulement les réalisations des individus dans une société donnée aujourd'hui, mais également celles des futures générations.

Les *institutions sociales* sont des institutions qui permettent aux personnes d'agir collectivement (c'est-à-dire qu'elles impliquent plus d'une personne), différentes des institutions à but lucratif et de l'État. Les institutions incluent des organisations non gouvernementales officielles, des associations, des coopératives, des associations de producteurs, des associations de voisins, des clubs de sport, des associations d'épargne et beaucoup d'autres. Elles intègrent également des normes et des règles de comportement qui affectent les résultats du développement humain. Les attitudes envers l'emploi, par exemple, ont des effets sur le bien-être matériel, et les normes liées à la hiérarchie et aux discriminations affectent les inégalités, la discrimination, l'autonomisation et la liberté politique, et ainsi de suite. Pour examiner ce que ces institutions peuvent être et peuvent faire, et pour comprendre de quelle façon elles affectent les individus, nous pouvons adopter le terme de *compétences sociales*.

Du point de vue du développement humain, l'incidence des normes sociales sur les choix des personnes et sur leur comportement à l'égard des autres, affectant ainsi les réalisations de toute la communauté, est un élément central. Du point de vue du développement humain, les normes et les comportements de la communauté peuvent restreindre les choix de plusieurs façons négatives, notamment par l'exclusion ou dans des cas extrêmes, par le meurtre de ceux dont les choix vont à l'encontre des règles sociales. Les familles qui sont prises au piège de la pauvreté par des normes informelles qui soutiennent les mariages précoces et les régimes de dot peuvent rejeter les changements apportés à des normes sociales si enracinées. Les institutions sociales évoluent au cours du temps et ces évolutions peuvent s'accompagner de tensions sociales si elles portent atteinte aux intérêts de certains groupes et en favorisent d'autres.

Le changement de politique résulte de la lutte politique entre différents groupes (et individus) pour soutenir ou s'opposer à des changements précis. Dans cette lutte, les individus qui ne sont pas organisés ont généralement moins de

pouvoir, mais en se regroupant, ils peuvent acquérir un pouvoir collectif. L'action sociale en faveur du développement humain (comme les politiques visant à étendre l'accès à l'éducation, la taxation progressive et les salaires minimum) ne survient pas de façon spontanée, mais sous l'effet de groupes qui soutiennent les changements de manière concrète, notamment les groupes de producteurs, les associations de travailleurs, les mouvements sociaux et les partis politiques. Ces organisations sont surtout importantes pour les plus pauvres, comme l'ont prouvé un groupe de professionnelles du sexe à Calcutta et des femmes d'une communauté de squatters de Cape Town, qui ont amélioré leurs conditions de vie et leur respect de soi en regroupant leurs forces et en exerçant une pression collective.

Au sein de chaque société, les compétences sociales sont très variables en termes de nombre, de fonctions, d'efficacité et des conséquences. Les institutions et les normes peuvent être classées comme favorisant le développement humain, neutres pour le développement humain ou néfastes pour le développement humain. Il est donc vital d'identifier et de soutenir celles qui favorisent les capacités utiles et les relations parmi et entre les individus et les institutions. Certaines institutions sociales (normes incluses) peuvent soutenir le développement humain à certains égards, mais pas à d'autres : des liens familiaux étroits peuvent procurer un soutien décisif aux individus dans des moments de crise, mais sont également susceptibles de restreindre ses choix et ses opportunités.

De façon générale, les institutions qui favorisent la cohésion sociale et le développement présentent de faibles niveaux de disparité entre les groupes (notamment les groupes ethniques, religieux ou de sexe) et des niveaux élevés d'interaction et de confiance entre les personnes et entre les groupes, ce qui se traduit par une solidarité accrue et l'absence de conflits violents. Le fait qu'en 2012, 5 des 10 pays les plus paisibles du monde, selon l'indice de la paix mondiale, se trouvent parmi les sociétés les plus égalitaires, mesuré selon les pertes de valeur de l'indice de développement humain dues aux inégalités, n'est pas une coïncidence. Ils se caractérisent également par l'absence de discrimination et les faibles niveaux de marginalisation. Dans certains cas, les mesures contre les discriminations peuvent alléger le fardeau de la marginalisation et atténuer partiellement les pires effets de l'exclusion. La loi américaine, par exemple, obligeant les urgences des hôpitaux à offrir un traitement à tous les patients, qu'ils puissent payer ou pas, atténue en partie l'impact d'un système de santé onéreux avec une couverture limitée. D'autre part, la discrimination positive appliquée dans un grand nombre de pays (notamment le Brésil, la Malaisie, l'Afrique du Sud et les États-Unis) a amélioré la situation de groupes défavorisés et contribué à la stabilité sociale.

L'examen des institutions sociales et des compétences sociales doit constituer l'une des bases de la notion de développement humain, notamment la formation de groupes ; les interactions entre les groupes et les individus ; les incitations et les obstacles à l'action collective ; les relations entre les groupes et les politiques et les réalisations politiques ; le rôle des normes dans les comportements ; et comment ces dernières sont constituées et changées.

Source : Stewart 2013; Institute for Economics and Peace 2012.

que des gouvernements prêts à rendre des comptes (encadré 1.8).

Même au sein de l'Union européenne, où la plus grande partie de la population a connu une augmentation de la prospérité, certains groupes ont été laissés pour compte. Les Roms, notamment, font partie de la civilisation européenne depuis plus mille ans. Avec une population estimée entre 7 à 9 millions de personnes, ils constituent la minorité ethnique la plus importante d'Europe,

présente dans les 27 pays membres de l'Union européenne. La plupart sont des citoyens de l'Union, mais continuent à subir la discrimination et l'exclusion sociales. Comme l'ont révélé deux Rapports régionaux sur le développement humain, les Roms se trouvent souvent pris au piège dans un cercle vicieux d'exclusion sociale qui se perpétue de génération en génération.⁵³

Les inégalités peuvent affecter de manière négative les interactions sociales et restreindre la

liberté de choix. Les données subjectives peuvent fournir un aperçu de l'état de l'intégration sociale dans un pays ou une communauté. Les données disponibles indiquent une légère corrélation négative entre les pertes dues aux inégalités et la satisfaction vis-à-vis de la liberté de choix et de la communauté. Elles suggèrent également que les personnes vivant dans des sociétés à IDH élevé sont généralement plus satisfaites de leur liberté de choix et de leur communauté. L'analyse de ces associations permet aux pays de tirer d'importantes leçons sur le plan politique (tableau 1.3).

Les inégalités peuvent affecter de manière négative les interactions sociales et restreindre la liberté de choix

Sécurité des personnes

Le *Rapport sur le développement humain 1994* défendait la transition d'une défense militaire

des frontières des États vers une réduction de l'insécurité dans laquelle les personnes vivent quotidiennement (ou l'insécurité humaine).⁵⁴ Dans chaque société, la sécurité humaine se trouve sous le coup de diverses menaces, notamment la faim, la maladie, le crime, le chômage, les violations des droits de l'homme et les défis environnementaux. Selon les régions du monde, ces menaces sont plus ou moins accentuées, mais la sécurité humaine demeure l'une des quêtes universelles pour se mettre à l'abri du besoin et de la peur.

Prenons l'insécurité économique. Dans les pays du Nord des millions de jeunes gens se trouvent dans l'impossibilité de trouver un emploi. Par ailleurs, dans les pays du Sud, des millions de fermiers n'ont pas réussi à gagner décemment leur vie et se sont vus forcés à émigrer, avec tous

ENCADRÉ 1.8

Les dimensions structurelles de la pauvreté

Les programmes traditionnels pour réduire la pauvreté identifient ses racines structurelles, mais sans s'y attaquer de façon adéquate. Les interventions contemporaines visant à promouvoir une croissance inclusive ont généralement été axées sur les résultats du développement en s'attachant à étendre et à renforcer les dispositifs de protection sociale. Bien que de telles initiatives publiques doivent être encouragées, elles s'attaquent aux symptômes de la pauvreté, pas à ses racines.

Ce type d'interventions restrictives se traduit par la réduction de la pauvreté de revenu à divers degrés et par certaines améliorations en termes de développement humain. Mais, dans de nombreux pays du Sud, les inégalités n'ont fait qu'augmenter, les disparités sociales se sont étendues et les injustices restent omniprésentes, alors que les racines structurelles de la pauvreté demeurent intactes. Tout programme crédible visant à éradiquer la pauvreté doit impérativement remédier aux injustices structurelles qui la perpétuent.

Inégalité d'accès aux biens

L'inégalité d'accès à la richesse et au savoir empêche les exclus de participer à la concurrence sur le marché. La pauvreté rurale, par exemple, dérive de l'accès insuffisant à la terre et à l'eau pour les segments les moins privilégiés de la société rurale. La propriété de la terre ne représente pas seulement un privilège économique, mais a toujours été une source de pouvoir politique et social. Les structures dominantes relatives à la propriété de la terre demeurent incompatibles avec un régime démocratique efficace. De la même façon, les difficultés d'accès au capital et à la propriété perpétuent la pauvreté urbaine.

Inégalité dans la participation au marché

Étant donné les structures de propriétés dominantes de la société, les pauvres restent exclus des secteurs les plus dynamiques du marché. Les principaux acteurs de la production sont généralement les élites urbaines qui possèdent les actifs des entreprises qui stimulent les secteurs économiques les plus dynamiques. En revanche, les exclus ne participent qu'en tant que producteurs primaires ou salariés, aux extrémités inférieures des chaînes de la production et du commerce, ce qui leur laisse peu de chance de profiter des opportunités offertes par l'économie de marché pour ajouter de la valeur à leur travail. Les marchés de capitaux ont échoué à procurer un crédit suffisant aux exclus, même si leur solvabilité a été prouvée par les faibles

taux de défaut sur le marché du microcrédit. Par ailleurs, les marchés de capitaux officiels n'ont pas élaboré les instruments financiers en mesure d'attirer l'épargne des exclus et la transformer en actifs de placement dans le secteur des entreprises à forte croissance.

Gouvernance injuste

Cet univers socialement et économiquement inégalitaire et injuste peut être exacerbé par une gouvernance injuste. Les exclus ne disposent en général d'aucun moyen de faire entendre leur voix auprès des institutions de gouvernance et sont donc défavorisés vis-à-vis des services rendus par les institutions publiques. Les institutions de la démocratie demeurent insensibles aux besoins des exclus, tant au niveau de la conception du programme politique qu'à celui de la sélection des candidats aux élections. Par conséquent, les institutions représentatives sont généralement monopolisées par les riches et ceux qui disposent d'un pouvoir social, lesquels utilisent ensuite des bureaux pour augmenter leur richesse et conserver leur main mise sur le pouvoir.

Promouvoir un changement structurel

Pour remédier à ces injustices structurelles, les programmes politiques doivent être plus inclusifs, en renforçant la capacité des exclus à participer dans des conditions plus équitables à l'économie de marché et au régime démocratique. Ces programmes devraient replacer les exclus dans les processus de production, de distribution et de gouvernance. Le processus de production doit fournir aux exclus les moyens de vivre autrement que comme des salariés et des fermiers locataires. Ils doivent pouvoir devenir des propriétaires d'actifs de production. Le processus de répartition doit permettre aux exclus de s'élever au-dessus du rôle de producteurs primaires qu'ils ont reçu en héritage en leur donnant les moyens d'accéder aux positions élevées du marché en favorisant le partage d'ajout de valeur à travers l'action collective. L'accès aux biens et aux marchés doit reposer sur un accès équitable à une santé et à une éducation de qualité, essentiel pour leur autonomisation.

Le processus de gouvernance doit accroître la participation active des exclus aux institutions représentatives, un élément crucial pour faire entendre leur voix dans le cadre des prises de décision et leur procurer l'accès aux institutions de gouvernance.

Source : Sobhan, R. 2010. *Challenging the Injustice of Poverty*.

les effets négatifs que cela implique, en particulier pour les femmes. L'insécurité alimentaire et nutritionnelle est étroitement liée à celle des moyens de subsistance. Dans les pays en développement, de nombreux foyers font face à des prix alimentaires élevés et sont incapables de se permettre deux simples repas par jour, ce qui freine les progrès en nutrition infantile. Une autre cause majeure de l'appauvrissement de nombreux pays, riches et pauvres, réside dans les inégalités en termes d'accès à des soins de santé abordables. Les problèmes de santé dans le foyer (en particulier pour le chef de famille) sont l'une des causes les plus courantes d'appauvrissement, du fait de la perte de revenus et des dépenses médicales à engager.

Il est donc urgent de modifier les perspectives en matière de sécurité, pour passer d'une mise en avant de la force militaire à une conception équilibrée et centrée sur les personnes. Les progrès de cette transition peuvent être constatés en partie dans les statistiques concernant le crime, surtout les homicides, et les dépenses militaires.

Crime

La liberté face à la peur devrait se refléter dans les faibles taux de criminalité, en particulier les homicides. Certaines études ont également utilisé les taux d'homicide pour évaluer l'engagement et la confiance civiques.⁵⁵ Le *Rapport du développement humain dans les Caraïbes 2012* a notamment signalé que les crimes violents sapent la confiance mise dans le développement futur, réduisent la compétitivité des industries et des services en imposant des coûts importants en matière de sécurité, et portent préjudice au climat d'investissement. Le crime peut également entraîner une fuite des cerveaux depuis le pays ou la communauté concernés. De plus, l'affectation de ressources au contrôle de la criminalité réduit les fonds disponibles pour investir dans la santé et l'éducation, freinant ainsi l'intégration sociale et le développement.⁵⁶

Ces dernières années, le taux moyen d'homicide à l'échelle mondiale dans 189 pays disposant de données s'élevait à 6,9 pour 100 000 personnes,⁵⁷ avec un taux proche de zéro à Monaco et un niveau très élevé de 91,6 au Honduras (consulter le tableau statistique 9). Il existe une légère corrélation négative entre les taux d'homicide et les valeurs d'IDH :

TABLEAU 1.3

Inégalités et satisfaction vis-à-vis de la liberté de choix et de la communauté

Groupe et région de l'IDH	Pertes globales de l'Indice de développement humain dues aux inégalités, 2012	Satisfaction vis-à-vis de la liberté de choix, 2007-2011 ^a (en %)	Satisfaction vis-à-vis de la communauté ^b , 2007-2011 ^a (réponses « oui » en %)
Groupe de l'IDH			
IDH très élevé	10,8	81,5	85,9
IDH élevé	20,6	66,3	76,1
IDH moyen	24,2	77,8	79,9
IDH faible	33,5	61,8	72,2
Région			
Afrique subsaharienne	35,0	69,1	65,2
Amérique latine et Caraïbes	25,7	77,9	79
Asie de l'Est et Pacifique	21,3	78,7	80,1
Asie du Sud	29,1	72,9	83,2
États arabes	25,4	54,6	67,6
Europe et Asie centrale	12,9	58,5	76,5
Monde	23,3	73,9	79,0

a. Données relatives à l'année la plus récente disponible pendant la période spécifiée.

b. D'après la question de l'enquête Gallup portant sur la satisfaction globale vis-à-vis de la ville.

c. La valeur n'est pas affichée dans les tableaux statistiques car les données ne sont pas disponibles pour au moins la moitié des pays couvrant au moins deux tiers de la population du groupe.

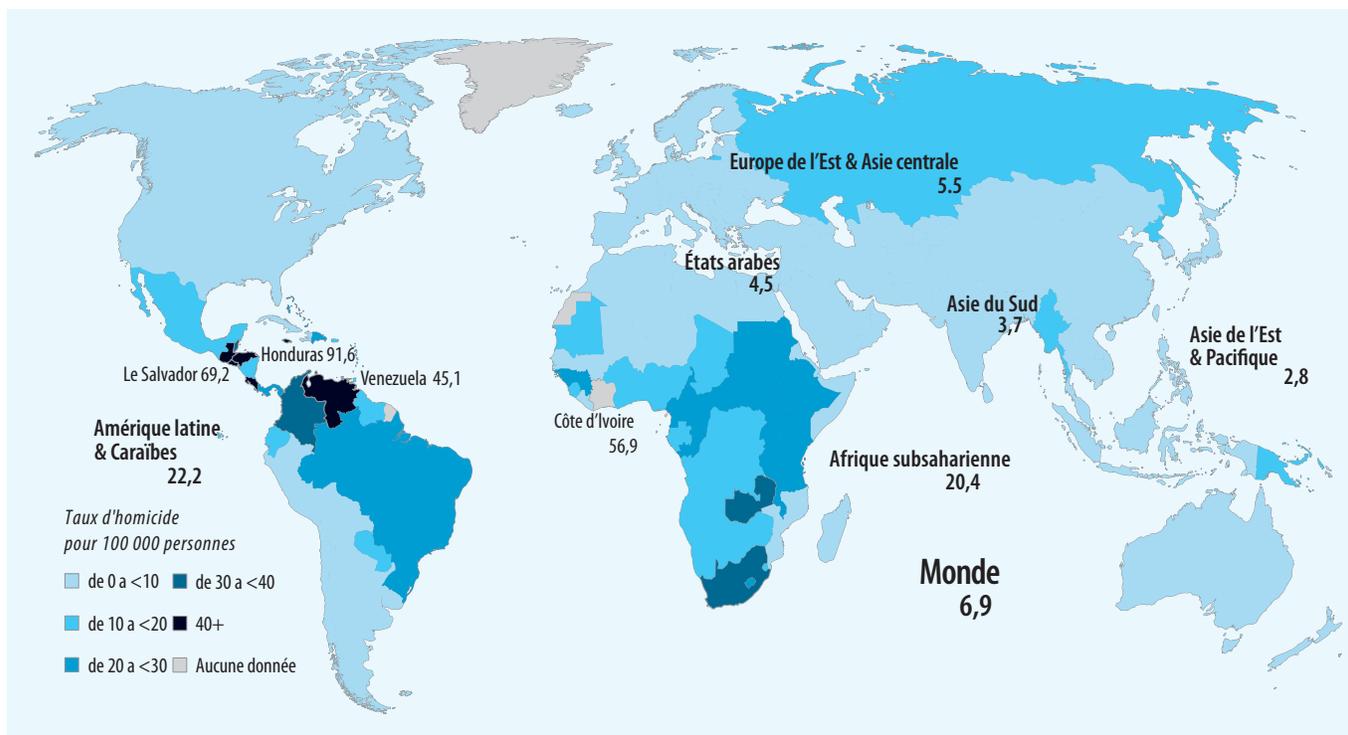
Source: pertes globales de l'indice de développement humain dues aux inégalités, calculs du BRDH basés sur l'indice de développement humain ajusté aux inégalités ; calculs du BRDH d'après Gallup (2012).

dans les pays à faible IDH, le taux est de 14,6 pour 100 000 personnes, dans les pays à IDH élevé 13 et dans les pays à IDH très élevé 2,1. Le taux d'homicide le plus élevé est détenu par l'Amérique latine et les Caraïbes (22,2 pour 100 000 personnes), suivi de l'Afrique subsaharienne (20,4), l'Europe et l'Asie centrale (5,5), les États arabes (4,5), l'Asie du Sud (3,7) et l'Asie de l'Est et le Pacifique (2,8).

Un examen des taux d'homicides dans les villes peut également s'avérer instructif. Contrairement à l'opinion courante, le crime n'est pas toujours plus élevé dans les villes pauvres. Amartya Sen remarque que Calcutta « n'est pas seulement l'une des villes les plus pauvres de l'Inde, voire du monde. Elle est également la ville indienne affichant le taux de crimes violents le plus faible ».⁵⁸ Ceci est également vrai pour les homicides : à Calcutta, le taux moyen de meurtres, 0,3 pour 100 000 personnes, est plus faible que dans les villes plus riches comme Londres (2,4) et New York (5,0).⁵⁹

Selon Sen, Calcutta bénéficie d'une très longue tradition de ville « métissée », sans séparations liées

Il existe une légère corrélation négative entre les taux d'homicide et l'IDH



Source : calculs du BRDH 2012.

aux revenus ou à l'ethnie entre les quartiers. Depuis plusieurs décennies, la ville a également mis en place un système de services publics de base, notamment des hôpitaux, des écoles, des universités publics et un système de transports publics peu coûteux, ce qui a atténué les effets de l'exclusion économique et sociale. Dans les trains locaux, des vendeurs pauvres voyagent quotidiennement aux côtés de journaliers et de cols blancs.

En revanche, lorsque les personnes n'ont pas accès aux services, ils deviennent plus enclins au crime. Selon une étude menée au Royaume-Uni sur les criminels récidivistes, notamment, de nombreux prisonniers sont pris au piège d'une existence d'exclusion sociale⁶⁰ et se retrouvent effectivement exclus de l'accès aux services basiques.⁶¹

Dépenses militaires

Depuis la fin de la guerre froide, aucune intensification globale de la militarisation n'est survenue, mesurée par les dépenses militaires en

tant que proportion du PIB, en partie à cause des changements dans la nature des menaces pesant sur la sécurité nationale. Alors que les conflits entre États semblent diminuer depuis le début des années 1990, le nombre de conflits au sein des États a augmenté depuis le milieu du XXe siècle.

Aujourd'hui, la majorité de menaces pesant sur la sécurité ne provient pas d'autres pays, mais d'insurrections, du terrorisme ou d'autres conflits civils.⁶² Les conflits de l'après-guerre froide ont causé plus 5 millions de morts, dont 95 % étaient des civils.⁶³

En Asie du Sud, par exemple, l'ensemble des neuf pays a connu au cours des deux dernières décennies des conflits internes et le nombre de morts qu'ils ont causés a dépassé celui des conflits entre États.⁶⁴ En outre, depuis 2001, les conflits ont été plus nombreux dans les régions pauvres de ces pays que partout ailleurs.⁶⁵

En 2010, les dépenses militaires mondiales, dans les 104 pays pour lesquels des données sont disponibles, ont été supérieures à 1,4 billion de dollars, soit 2,6 % du PIB mondial. La majorité

de ces dépenses ont été réalisées par des pays à IDH très élevé. Cependant, avec la croissance des économies d'autres pays, en particulier ceux à IDH moyen, leurs dépenses militaires ont suivi. Entre 1990 et 2010, les dépenses militaires ont plus que triplé dans les pays à IDH moyen, augmenté de près de 50 % dans les pays à IDH faible, de 22 % dans les pays à IDH très élevé et ont baissé de près de 47 % dans les pays à IDH élevé. Néanmoins, dans les trois groupes d'IDH où les dépenses militaires totales ont augmenté, l'augmentation a été inférieure à la croissance du PIB. Ces agrégats cachent des différences considérables. Entre 1990 et 2010, l'Europe et l'Asie centrale ont vu leurs dépenses militaires baisser de 69 %, alors qu'en Asie du Sud, de l'Est et Pacifique, ainsi que dans les États arabes, elles ont augmenté entre 43 % et 388 %.⁶⁶

Bien que le développement s'accompagne souvent d'une augmentation des dépenses militaires, ce n'est pas toujours le cas (figure 1.8). Les pays à IDH élevé et très élevé présentent les parts de dépenses militaires mesurées par rapport au PIB les plus élevées, mais certains de ces pays affichent une part inférieure à 1 % du PIB, notamment l'Autriche, l'Islande, l'Irlande et le Luxembourg.

Cela a une signification toute particulière pour les pays émergents du Sud. Prenons l'exemple du Costa Rica. Ce pays n'a plus d'armée depuis 1948.⁶⁷ Il ne dépense rien dans le domaine militaire et a été ainsi en mesure de consacrer davantage de fonds pour les programmes et les investissements sociaux.⁶⁸ En 2009, il a investi 6,3 % de son PIB dans l'éducation et 7 % dans la santé. Ces choix ont contribué à faire évoluer son IDH de 0,621 en 1980 à 0,773 en 2012.

Aujourd'hui, environ 20 pays ont des forces armées réduites ou inexistantes. Ils possèdent généralement de petits territoires et sont nombreux à dépendre de puissances extérieures pour leur sécurité nationale. Si tous les pays ne remplissent pas les conditions préalables pour une démilitarisation totale, ils sont nombreux à être en mesure de freiner leurs dépenses militaires. S'agissant des conflits internes en particulier, l'Inde a montré que si les forces de police peuvent être plus efficaces pour faire baisser la violence sur le court terme, la redistribution et le développement global constituent de meilleures stratégies pour prévenir et contenir les troubles civils à moyen terme.⁶⁹

* * *

Cette analyse de l'état du développement humain s'est révélée positive et encourageante. Pourtant, le travail à faire demeure considérable. La plupart des pays ont des défis à surmonter mais aussi des opportunités pour de nouvelles avancées. Le fait le plus inquiétant est que certains pays développés, en réaction à la crise de la dette, ont mis en place des politiques d'austérité susceptibles de limiter les choix et les options à la disposition des peuples du Sud.

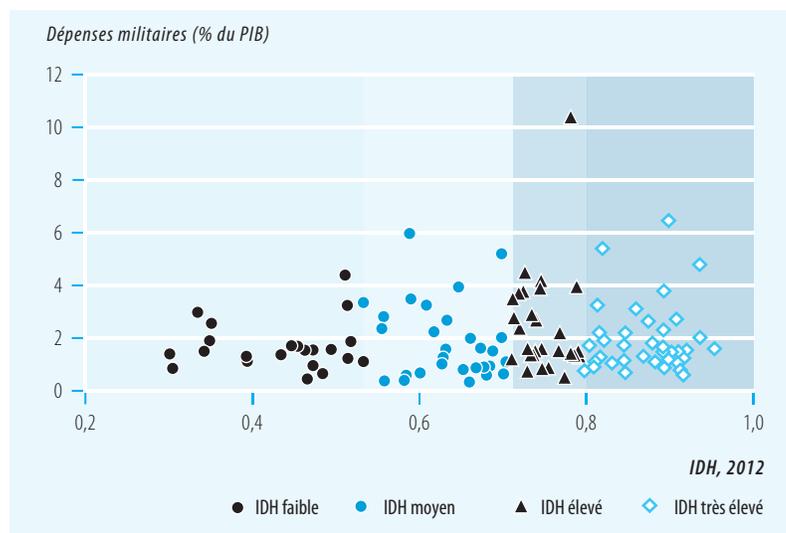
La seule voie viable pour un développement humain plus élevé passe par un investissement actif dans l'amélioration des capacités et la multiplication des opportunités. Comme le remarquait le *Rapport sur le développement humain 1991* : « Des individus en bonne santé, confiants et instruits seront mieux à même de s'adapter aux modifications rapides de l'environnement, de répondre aux exigences techniques et d'être compétitifs sur le marché international »⁷⁰

Le chapitre suivant indique dans quelle mesure de nombreux pays du Sud ont effectivement été capables de suivre cette voie, ainsi que leur impact à l'échelle mondiale. Les chapitres postérieurs examinent la façon dont ils y sont parvenus et analysent les implications de l'essor du Sud pour la gouvernance internationale et la refonte des relations de pouvoir à l'échelle mondiale.

Si tous les pays ne remplissent pas les conditions préalables pour une démilitarisation totale, ils sont nombreux à être en mesure de freiner leurs dépenses militaires

FIGURE 1.8

Le développement ne s'accompagne pas toujours d'une augmentation des dépenses militaires



Source : dépenses militaires, Stockholm International Peace Research Institute ; indice de développement humain, calculs du BRDH.

**« Si la musique change,
changeons aussi la danse ».**

Proverbe africain

**« Je ne veux pas d'une maison
entourée de murs et de fenêtres
obstruées. Je veux que les
cultures de tous les pays
s'épanouissent partout dans
ma maison, aussi librement que
possible, mais je refuse qu'elles
me fassent perdre pied ».**

Mahatma Gandhi

2.

Un Sud plus mondialisé



Un fait marquant de la scène internationale des dernières années est la transformation de nombreux pays en développement en économies dynamiques, performantes en termes de croissance économique et de commerce et avançant à grand pas en matière de développement humain. En ces temps d'incertitudes, ces pays soutiennent la croissance économique mondiale, font prospérer des économies en développement et réduisent dans une large mesure l'écart entre riches et pauvres. Ils sont toujours confrontés à de grandes difficultés et abritent une grande partie des populations défavorisées du monde.¹ Ils ont toutefois prouvé que des politiques pragmatiques ainsi qu'une meilleure prise en compte du développement humain permettaient de saisir les opportunités offertes par leur économie, favorisée par la mondialisation.

L'essor du Sud interpelle par sa diversité. Cette vague de pays en développement englobe des pays différents en termes de richesse, de structures sociales, de géographie et d'histoire, tels que l'Algérie, l'Argentine, le Brésil, le Bangladesh, la Chine, le Chili, le Ghana, le Guyana, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie et le Mozambique. Autant de situations et de contextes différents pourtant propices à un développement rapide axé sur l'être humain. L'expérience et le savoir-faire de ces pays constituent une source croissante de meilleures pratiques qui devraient permettre à d'autres pays en développement de combler leur retard.

Les liens qui s'établissent de plus en plus entre ces pays contribuent également à l'apparition d'une nouvelle forme de mondialisation, plus équilibrée. De nouvelles routes commerciales voient le jour : des pays aussi différents que le Maroc, l'Afrique du Sud, la Thaïlande, la Turquie et le Viet Nam entretiennent tous d'importantes relations d'import-export avec plus de 100 économies.² De nouvelles technologies améliorées et adaptées aux conditions locales favorisent la hausse de la productivité et permettent d'assurer la production au-delà des frontières nationales.

Et toutes ces évolutions se produisent dans un contexte d'« hyperconnexion » entre les individus et les continents, inenvisageable il y a encore peu. Plus de deux milliards d'individus utilisent Internet et chaque année, ils sont plus d'un milliard à voyager à l'étranger.³

Cette transformation a un impact sur les dynamiques des relations régionales et mondiales. Les principaux pays du Sud ont joué un rôle essentiel dans la réponse à la crise financière de 2008. Le dialogue s'est intensifié concernant l'encadrement juridique des biens publics mondiaux, à savoir la lutte contre le réchauffement climatique, l'adoption de règles à des fins de

stabilisation des marchés financiers, l'avancée des négociations commerciales multilatérales et la définition de mécanismes de financement et de production de technologies vertes. On pourrait penser que l'augmentation du nombre de participants rendrait difficile d'arriver à un consensus. Mais l'essor du Sud pourrait résoudre certains problèmes se trouvant actuellement dans l'impasse et contribuer à la conclusion future d'accords internationaux intégrant davantage le développement.

Rééquilibrage : un monde plus global, un Sud plus mondialisé

La production mondiale subit un processus de rééquilibrage inédit, allant à l'encontre des tendances des 150 dernières années. Les mouvements transfrontaliers de biens, de services, de personnes et d'idées ont connu une croissance remarquable. En 1800, le commerce représentait 2 % de la production mondiale.⁴ Ce chiffre était encore faible après la Seconde Guerre mondiale et n'atteignait toujours pas 25 % en 1960. En 2011, les échanges commerciaux représentent pourtant presque 60 % de la production mondiale.⁵ La croissance qu'ils engendrent est largement répartie, au moins 89 pays en développement ayant vu leur production commerciale augmenter au cours des vingt dernières années (encadré 2.1).⁶

À l'heure actuelle, suite à la réduction des barrières commerciales et des frais de transport, la production des fabricants n'a plus de frontières et de nombreux pays échangent des biens intermédiaires.⁷ En outre, les évolutions des technologies de l'information ont favorisé l'essor des échanges de services, ce qui a entraîné une hausse considérable du commerce intrasecteur et intrasociété.

L'intégration du Sud dans l'économie mondiale et le développement humain

Sur un échantillon de 107 pays en développement recueilli entre 1990 et 2010, environ 87 % peuvent être considérés comme mondialement intégrés : leur part du commerce dans la production a augmenté, ils disposent de nombreux partenaires commerciaux de premier ordre¹ et conservent une part du commerce dans la production élevée en comparaison avec des pays aux revenus similaires.² L'ensemble de ces pays développés sont également bien plus connectés au monde et entre eux : l'accès à Internet s'est considérablement amélioré, le taux de croissance annuel moyen du nombre d'utilisateurs ayant dépassé les 30 % entre 2000 et 2010.

Bien qu'ils ne soient pas tous mondialement intégrés, les pays en développement ont rapidement affiché un meilleur indice de développement humain. À l'inverse, tous les pays en développement dont l'IDH a le plus progressé en comparaison avec leurs homologues entre 1990 et 2012 (au moins 45 dans le présent échantillon) se sont mieux intégrés à l'économie mondiale au cours des vingt dernières années : l'augmentation moyenne de leur part du commerce dans la production est d'environ 13 points de pourcentage supérieure à celle enregistrée par le groupe de pays en développement dont la hausse de l'IDH reste modeste. Cette tendance confirme de précédentes recherches qui montraient que les pays s'ouvraient généralement davantage en se développant.³

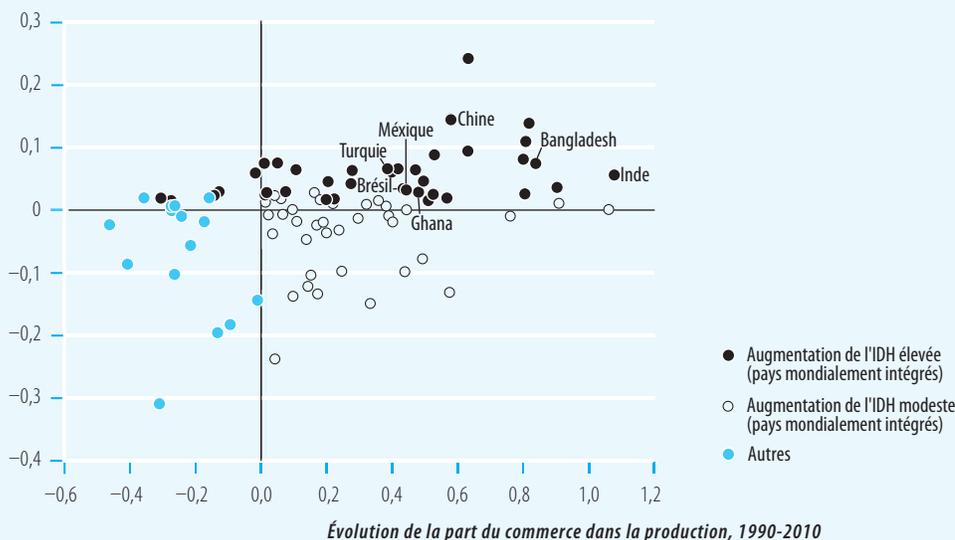
Les pays plus intégrés et qui ont amélioré considérablement leur IDH ne comprennent pas que les pays les plus grands et les plus médiatisés ; on compte également des dizaines de pays plus petits et les moins avancés. Ce groupe est

donc plus important et plus varié que les économies de marché émergentes, souvent désignées par les acronymes BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), IBSA (Inde, Brésil et Afrique du Sud), CIVETS (Colombie, Indonésie, Viet Nam, Égypte, Turquie et Afrique du Sud) et MIST (Mexique, Indonésie, Corée du Sud [République de Corée] et Turquie).

Les chiffres ci-dessous confrontent les améliorations d'IDH aux évolutions de la part du commerce dans la production, indicateur du degré de participation sur les marchés mondiaux. Plus des quatre cinquièmes de ces pays en développement ont augmenté leur part du commerce dans la production entre 1990 et 2012. À noter trois exceptions (Indonésie, Pakistan et Venezuela), à savoir trois grands pays ayant également amélioré notablement leur IDH et qui sont considérés comme acteurs globaux sur les marchés mondiaux, exportant ou important avec au moins 80 pays. Deux petits pays dont la part du commerce dans la production a baissé (Maurice et Panama) poursuivent leurs échanges commerciaux à des niveaux qu'on n'aurait imaginés de la part de pays aux revenus similaires. L'ensemble des pays ayant considérablement amélioré leur IDH et leur part du commerce dans la production entre 1990 et 2012 apparaissent dans la partie supérieure droite de la figure. Les pays de la partie inférieure droite (notamment le Kenya, les Philippines et l'Afrique du Sud) ont augmenté leur part du commerce dans la production mais leurs résultats en matière d'IDH sont restés modestes.

Progrès humain et expansion du commerce dans les pays du Sud

Amélioration relative de l'IDH, 1990–2012



1. Volume du commerce bilatéral dépassant 2 millions de dollars en 2010-2011.

2. Sur la base des résultats d'une analyse de régression transnationale de la part du commerce dans la production par rapport au revenu national brut (RNB) par habitant, prenant en compte la population et l'accès à la mer.

3. Voir Rodrik (2001).

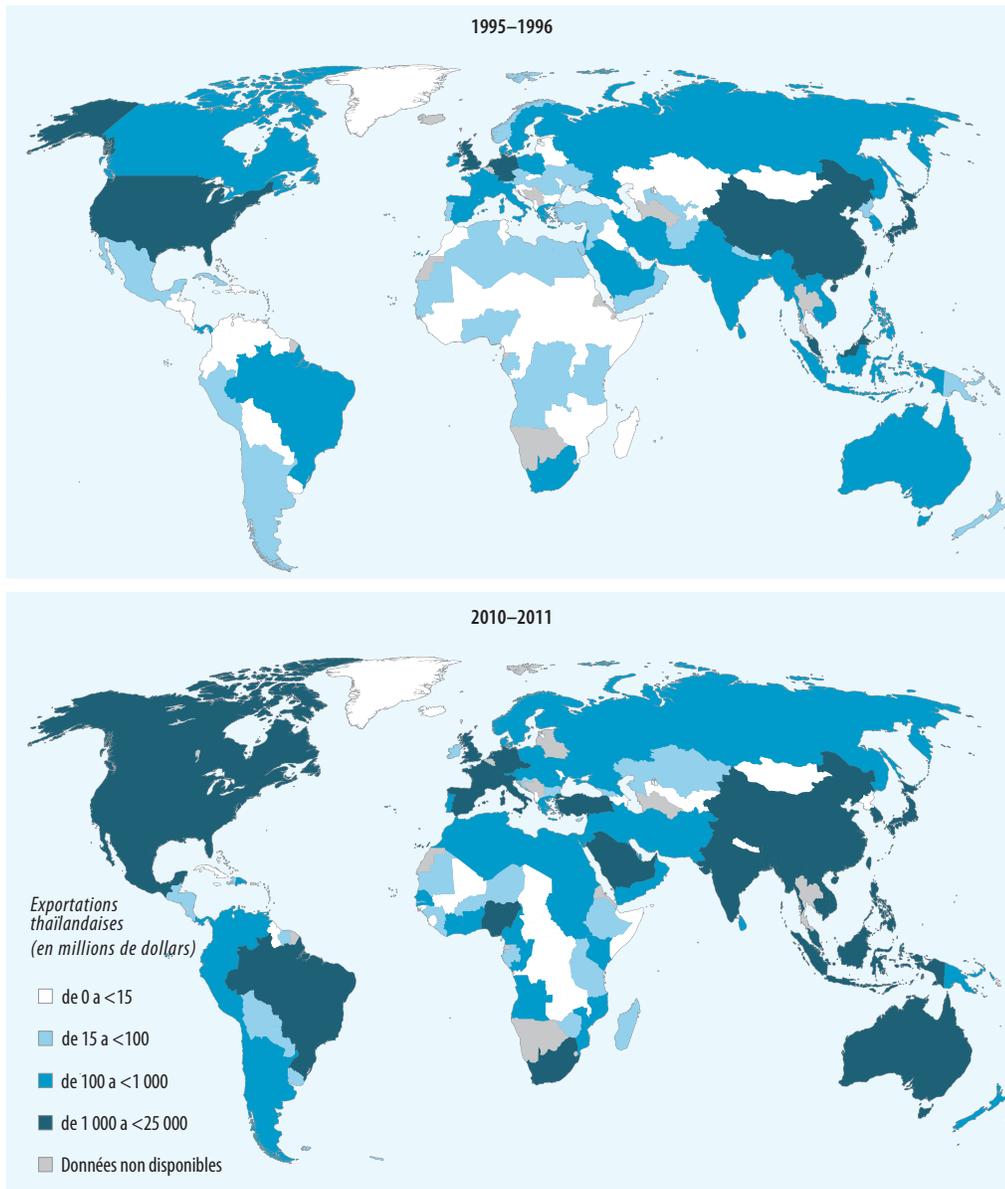
4. L'amélioration relative de l'IDH est mesurée par les valeurs résiduelles d'une analyse de régression du changement de logarithme de l'IDH entre 1990 et 2012 par rapport au logarithme du début de l'IDH en 1990. Cinq pays indiqués en gris dans la partie supérieure gauche ont amélioré considérablement leur IDH mais bien que leur part du commerce dans la production ait diminué entre 1990 et 2010, ils ont soit conservé un grand nombre de relations commerciales d'importance au niveau mondial, soit ont amplifié leurs échanges commerciaux plus que ne le font généralement les pays ayant un revenu par habitant comparable. Les pays indiqués en gris dans les parties inférieure droite et supérieure droite n'ont affiché que de modestes améliorations de leur IDH entre 1990 et 2012 mais ont augmenté leur part du commerce dans la production ou ont conservé un grand nombre de relations commerciales d'importance.

Source : calculs du BRDH ; parts du commerce dans la production relevées par la Banque mondiale (2012a).

Les pays en développement, et notamment les pays asiatiques, se sont adaptés à ces changements avec succès. Entre 1980 et 2010, leur part dans le commerce mondial des marchandises est passée de 25 % à 47 %⁸ et leur part dans la production

mondiale est passée de 33 % à 45 %. À présent, un tiers de la valeur ajoutée liée à la production mondiale de produits manufacturés est à mettre au crédit des pays en développement.⁹ Entre 1990 et 2010, les exportations de marchandises de huit

Évolution des exportations en Thaïlande pour la période 1995-2011



Remarque : les données indiquées sont des moyennes pour 1995 et 1996 ainsi que pour 2010 et 2011.
Source : UNSD 2012.

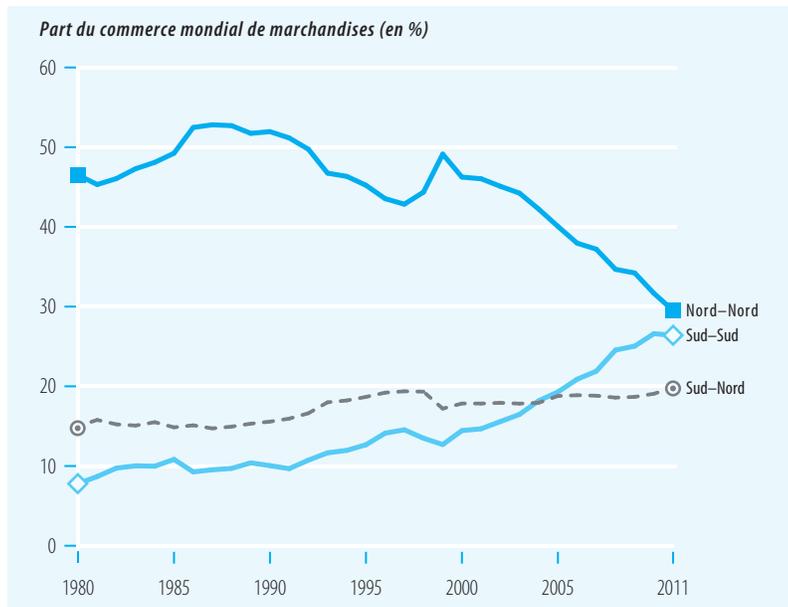
pays en développement membres du G20 ont été multipliées par 15 et sont passées d'environ 200 milliards à 3 000 milliards de dollars.¹⁰ Mais les échanges commerciaux ont également augmenté pour bien d'autres pays. En 2010, les exportations de marchandises par habitant en Afrique subsaharienne étaient plus de deux fois supérieures à celles d'Inde.¹¹ Entre 1995 et 1996, la Thaïlande avait environ 10 partenaires commerciaux ; elle exportait avec chacun d'entre eux des produits pour un montant supérieur à 1 milliard de dollars. 15 ans

après, elle a trois fois plus de partenaires présents partout dans le monde (carte 2.1).¹²

Le rééquilibrage global s'est accompagné de l'établissement de liens sans précédent entre les régions en développement. Entre 1980 et 2011, la part du commerce Sud-Sud dans le commerce mondial de marchandises est passée de 8,1 % à 26,7 %, avec une croissance particulièrement notable dans les années 2000 (figure 2.1). Sur la même période, la part du commerce Nord-Nord a diminué, passant de 46 % à moins de 30 %. Ces tendances se confirment même lorsque

FIGURE 2.1

La part du commerce Sud-Sud dans le commerce mondial de marchandises a plus que triplé entre 1980 et 2011, tandis que le commerce Nord-Nord déclinait



Remarque : en 1980, le Nord fait référence à l’Australie, au Canada, au Japon, à la Nouvelle-Zélande, aux États-Unis et à l’Europe occidentale.
Source : HDRO calculations based on UNSD (2012).

TABLEAU 2.1

Commerce des pays les moins avancés avec la Chine pour les périodes 2000-2001 et 2010-2011 (en millions de dollars selon les taux de change en vigueur)

Secteur	Importations de Chine		Exportations en Chine	
	2000-2001	2010-2011	2000-2001	2010-2011
Matières premières agricoles	16	105	243	1 965
Produits alimentaires et boissons	164	1 089	378	841
Carburants, minerais et métaux	42	323	3 126	44 244
Produits chimiques	232	2 178	1	93
Textiles et cuir	1 323	8 974	14	138
Fer et acier	61	1 642	0	1
Produits manufacturés à base d’autres matériaux	236	3 132	44	540
Machines industrielles	400	4 415	1	1
Électroménager	382	3 806	3	7
Road vehicles and equipment	266	6,691	0	1
Apparel and footwear	266	2,577	4	129
Professional equipment and fixtures	147	2 291	1	34

Remarque : les montants des exportations sont des moyennes pour 2000 et 2001 ainsi que pour 2010 et 2011 et sont arrondis au nombre entier le plus proche, tel que communiqué par la Chine ; les montants des importations sont exprimés en CIF (coût, assurance et fret).
Source : calculs du BRDH basés sur l’UNSD (2012).

les exportations et importations de ressources naturelles sont exclues.¹³ Le commerce Sud-Sud a été un important facteur de croissance lors du récent ralentissement économique. Les pays du Sud exportent plus de marchandises (et de produits manufacturés) entre eux qu’aux pays du Nord, et ces exportations concernent davantage des compétences et des technologies.¹⁴

L’Afrique subsaharienne est devenue une nouvelle source et destination phare du commerce Sud-Sud. Entre 1992 et 2011, les échanges entre la Chine et l’Afrique subsaharienne sont passés de 1 milliard à plus de 140 milliards de dollars. Les sociétés indiennes investissent dans des industries africaines spécialisées dans différents secteurs tels que les infrastructures, l’hôtellerie et les télécommunications, alors que les sociétés brésiliennes sont parmi les plus gros employeurs d’Angola.¹⁵

Commerce des biens d’équipement et services

Le commerce Sud-Sud permet aux pays en développement d’accéder à des biens d’équipement abordables qui sont souvent plus adaptés à leurs besoins que les biens d’équipement provenant de pays plus riches et qui sont donc plus susceptibles d’être achetés, adoptés et reproduits.¹⁶ Même l’Inde en a profité. En 2010, les biens d’équipement tels que les machines électriques, les réacteurs nucléaires et les chaudières constituaient les principaux produits importés par l’Inde de Chine (60 %) et si ces produits avaient été importés de pays plus riches, le coût aurait diminué de 30 %.¹⁷ Mais il est encore difficile d’imaginer la pleine dynamique de ces échanges. Par exemple, le quatrième producteur d’éoliennes de Chine, Mingyang, a récemment acquis 55 % de toute l’énergie éolienne d’Inde, l’objectif étant de doter l’Inde d’une capacité de production d’énergie éolienne et solaire de 2,5 gigawatts.¹⁸

En 2010-2011, des apports essentiels pour l’augmentation des capacités et infrastructures productives (véhicules et équipements routiers, machines industrielles, installations et équipements professionnels, produits chimiques, fer et acier) représentaient presque la moitié des importations de Chine des pays les moins avancés (tableau 2.1). La plus importante catégorie d’importations est constituée des textiles et du cuir, y compris l’igname et le tissu utilisés comme

moyens de production pour les exportations de produits vestimentaires des pays les moins avancés vers les marchés du Nord. Les appareils électroniques, les produits vestimentaires et les chaussures représentaient moins de 20 % des importations de Chine des pays les moins avancés.

Les pays en développement ont également su saisir les opportunités en matière de commerce de services. Les avancées des technologies de l'information ont favorisé l'échange des services à différents niveaux de compétences : travail peu qualifié tel que les centres d'appel et la saisie de données ; travail moyennement qualifié tel que la comptabilité, la programmation, la billetterie et la facturation du back-office ; travail hautement qualifié tel que la conception architecturale, l'animation numérique, les analyses médicales et le développement logiciel. On s'attend à une confirmation de cette tendance dans la mesure où les pays en développement tirent profit des économies d'échelle en couvrant leurs propres marchés en pleine expansion.

L'un des services les plus importants faisant l'objet d'échanges internationaux est le tourisme qui constitue 30 % des exportations mondiales de services commerciaux.¹⁹ Les touristes ont dépensé environ 1 billion de dollars en 2010, la Chine étant parmi les destinations les plus prisées (plus de 57 millions de visiteurs) aux côtés de l'Égypte, de la Malaisie, du Mexique, de la Turquie et de la Thaïlande. L'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies prévoit qu'en 2020, trois quarts de plus de 1,5 million de touristes se rendront au sein de ces zones géographiques.

Investissement direct à l'étranger

L'augmentation de la production et du commerce dans de nombreux pays en développement s'est accompagnée d'importants afflux d'investissements directs à l'étranger (IDE) : entre 1980 et 2010, la part des IDE des pays du Sud est passée de 20 % à 50 %.²⁰ Les flux d'IDE dans les pays en développement ont ouvert la voie aux IDE réalisés par les pays en développement. Le taux de croissance des IDE entrants et sortants des pays du Sud a vite augmenté dans les années 90 et du début au milieu des années 2000 (figure 2.2). Les IDE des pays du Sud destinés à d'autres pays du Sud ont augmenté de 20 % par an entre 1996-2009.²¹ Dans bien des pays les moins avancés, une part non négligeable des IDE entrants provient

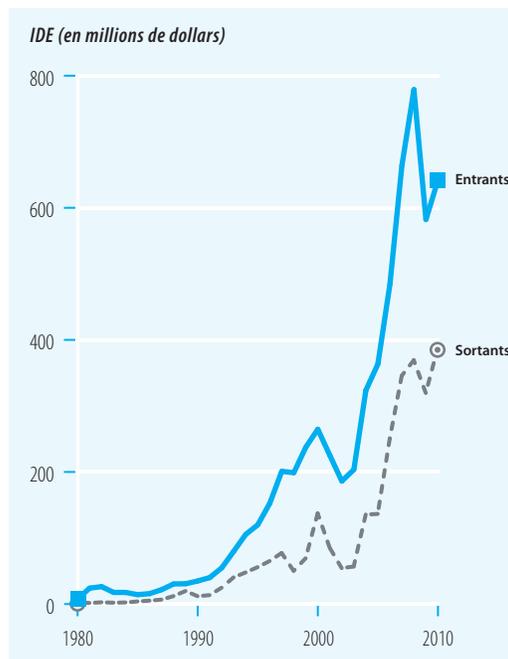
aujourd'hui d'autres pays en développement, notamment des multinationales en plein essor basées au Sud.

Ces investissements impliquent généralement des liens entre les sociétés locales et des transferts de technologie qui recourent largement à la main-d'œuvre et aux ressources locales. Il a été prouvé que l'IDE Sud-Sud a une dimension régionale importante, la plupart des investissements étant réalisés dans la même région et souvent chez des voisins et dans des pays de langues communes.²² Le principal investisseur des pays du Sud est la Chine avec des investissements s'élevant à 1 200 milliards de dollars.²³

En 1990, les sociétés des pays du Sud ne représentaient que 4 % de la liste Fortune Global 500 des plus grandes entreprises du monde ; en 2011, ce chiffre s'élevait à 22 %. À l'heure actuelle, une société transnationale sur quatre est basée dans les pays du Sud. En dépit du fait que les sociétés puissent être plus petites, elles sont nombreuses : les multinationales coréennes sont dorénavant plus nombreuses que les multinationales

FIGURE 2.2

Les flux d'investissements directs à l'étranger entrants et sortants des pays du Sud ont augmenté très rapidement depuis les années 90



Remarque : les données correspondent aux économies en développement et en transition telles que définies par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Les données sont converties en dollars américains selon les taux de change en vigueur.
Source : calculs du BRDH basés sur la CNUCED (2011a).

Acquisitions par des pays du Sud de marques de pays du Nord

En 2011, 61 des plus grandes entreprises du monde figurant sur la liste Fortune 500 étaient chinoises, 8 étaient indiennes et 7 étaient brésiliennes. Cinq ans plus tôt, 16 sociétés chinoises figuraient sur la liste, 5 sociétés indiennes et 3 sociétés brésiliennes. Les pays du Sud se mondialisent en réalisant des investissements à l'étranger via des fusions-acquisitions. L'acquisition de marques adulées des pays du Nord par des sociétés établies dans des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire supérieur est un signe de l'essor du Sud. En 2005, l'entreprise chinoise Lenovo a acheté la division ordinateur portable d'IBM pour un montant de 1,25 milliard de dollars et a pris en charge 500 millions de dollars de sa dette. En 2010, Zhejiang Geely a racheté la société automobile suédoise Volvo. En 2011, des sociétés chinoises ont dépensé à elles seules la somme de 42,9 milliards de dollars correspondant à un mélange éclectique de plus de 200 acquisitions : Sany Heavy Industry Co. a racheté Putzmeister, le plus grand fabricant allemand de pompes à béton ; Liugong Machinery Co. Ltd. a racheté le fabricant polonais d'équipements de construction Huta Stalowa Wola ; et le Groupe Shandong Heavy Industry a racheté 75 % du Groupe italien Ferretti, fabricant de yachts de luxe.

Le Groupe indien Tata a racheté en 2007 l'entreprise sidérurgique anglo-néerlandaise Corus pour un montant de 13,3 milliards de dollars, et en 2008 Jaguar Land Rover pour un montant de 2,6 milliards de dollars. Le Groupe Aditya Birla a racheté en 2007 la société d'aluminium américaine Novelis et en 2011 Columbian Chemicals. Mahindra and Mahindra a racheté Sangyong, un constructeur automobile coréen en faillite. Des entreprises agroalimentaires brésiliennes ont également participé activement à ces fusions-acquisitions : en 2007, JBS Friboi a racheté Swift,

société rivale américaine, afin de faciliter son entrée sur le marché américain. En 2011, des sociétés turques ont conclu 25 marchés d'un montant total de 3 milliards de dollars. L'une des plus célèbres acquisitions turques est Godiva, chocolatier belge racheté par Yıldiz Holding pour un montant de 850 millions de dollars. Il existe d'autres exemples de rachats moins connus de marques du Nord de moindre importance par des sociétés basées dans le sud-ouest de l'Asie et dans les États arabes. (D'autres grands rachats sont également le fruit de relations Sud-Sud. En 2010, la société indienne Bharti Airtel a racheté les activités africaines de Zain pour un montant de 10,7 milliards de dollars, et la Chine a consacré 9,8 milliards de dollars à la conclusion de marchés au Brésil, en Inde, en Russie et en Afrique du Sud.)

Les acquisitions relevant d'échanges Nord-Sud sont souvent interprétées d'un point de vue patriotique. Il n'est pas certain que ces marchés de fusions-acquisitions favorisent la rentabilité à court terme et la création de valeur. Sur le long terme, les raisons stratégiques (secteur des ressources non compris) s'avèrent être l'acquisition de connaissances, de compétences et de savoir-faire exclusifs qui permettra à la société de croître à l'étranger et sur le plan national. L'acquisition d'une marque des pays du Nord bien établie, bien qu'en difficulté, constitue pour les sociétés des pays du Sud une porte d'entrée sur des marchés arrivés à maturité. Les entreprises acheteuses baissent leur prix de revient en diversifiant et en globalisant les chaînes d'approvisionnement, et acquièrent la technologie et les savoir-faire (tels que la gestion des risques ou la notation de crédit dans le cas d'institutions financières) nécessaires à l'amélioration des capacités d'exploitation.

Source : BRDH ; *China Daily* 2012 ; *The Economist* 2011a,b ; Deloitte 2012a,b ; Luedi 2008.

japonaises, et il en va de même pour les multinationales chinoises, plus nombreuses que les multinationales américaines. Les entreprises des pays du Sud se mondialisent plus vite que ne l'ont fait les sociétés issues de pays développés à un stade équivalent de développement.²⁴ Elles accroissent leur compétitivité en faisant l'acquisition d'actifs stratégiques tels que des marques, des technologies et des réseaux de distribution (encadré 2.2).

Réseaux de production

L'augmentation des échanges commerciaux et des investissements par des multinationales ou d'autres entreprises est à mettre en lien avec le développement de réseaux de production internationaux, notamment en Asie. Un peu à l'image d'une troisième révolution industrielle²⁵, ces réseaux divisent les processus de production en de multiples étapes effectuées hors des frontières du pays. Les pays en développement ont ainsi été en mesure de diversifier leurs structures industrielles et de prendre part à des processus de production complexes. Les pays en développement s'engagent dans un premier temps dans les segments intensifs en main-d'œuvre, généralement l'assemblage de produits, puis se lancent dans la fabrication de

composants et d'équipements. Parallèlement, les étapes de production les moins complexes sont relocalisées vers des pays voisins moins avancés. Dans le même temps, ces usines de production créent une demande pour les sociétés nationales en fourniture de moyens de production et services à la production. Ce faisant, de nouveaux venus peuvent participer à la production internationale, comme la Malaisie dans les années 70, la Thaïlande dans les années 80, la Chine dans les années 90 et le Viet Nam de nos jours.

Les pays du Nord ont largement contribué à l'essor du Sud, et c'est maintenant le Sud qui aide le Nord à relancer l'activité économique (encadré 2.3). Les réseaux de production internationaux dépendent en grande partie de la demande finale des pays du Nord. Rien qu'en Asie, le développement des réseaux de production intégrés a entraîné une explosion des exportations de haute technologie, qui ont augmenté de 320 milliards de dollars entre 1995 et 2005.²⁶

Réseaux personnels

En matière de commerce et d'investissement, de nombreuses opérations transfrontalières sont à mettre au crédit des relations personnelles

L'augmentation des échanges commerciaux et des investissements par des multinationales ou d'autres entreprises peut être considérée comme une troisième révolution industrielle

Liens qui unissent : la dépendance mutuelle du Nord et du Sud

Une part importante du commerce Sud-Sud, notamment en matière de production de composants et pièces détachées, est soutenue par la demande des pays du Nord. Cette situation fragilise les pays du Sud qui peuvent subir les conséquences des crises des pays du Nord. À titre d'exemple, suite à la crise financière mondiale de 2008, les exportations du Sud-Ouest asiatique vers le Japon, l'Union européenne et les États-Unis ont chuté de 20 % entre 2008 et 2009. Les exportations de Chine vers ces pays ont également connu une baisse à deux chiffres.

Le Nord compte également largement sur le Sud pour dynamiser la reprise de son économie. Depuis 2007, les exportations américaines vers la Chine, l'Amérique latine et les Caraïbes augmentent deux fois et demi plus vite que pour les exportations américaines vers les marchés traditionnels des pays du Nord. Aidé par la faiblesse du dollar et l'augmentation du pouvoir d'achat des pays du Sud, le développement des exportations américaines ne relevait pas seulement des secteurs traditionnels tels que l'aéronautique, la machinerie, l'informatique et les films hollywoodiens, mais également de nouveaux services à forte valeur ajoutée tels que l'architecture, l'ingénierie et la finance. Derrière les merveilles architecturales de Shanghai (dont la Tour Shanghai qui sera le bâtiment le plus haut du pays en 2015) se cachent des designers américains

et des ingénieurs structureaux qui tirent d'inépuisables revenus des services exportés au Brésil, en Chine et en Inde.

Par ailleurs, l'« économie des applications », en pleine croissance et soutenue par des sociétés telles que Apple, Facebook et Google, emploie plus de 300 000 individus, dont la valeur ajoutée est aisément exportée à l'étranger. Zynga, grande entreprise spécialisée dans les jeux en ligne et les applications mobiles, a enregistré un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de dollars en 2011, un tiers provenant de joueurs ne vivant pas aux États-Unis. L'impact de l'augmentation du nombre de consommateurs dans les pays du Sud n'est pas limité aux services mais touche également les produits manufacturés et les produits de base. Un tiers des exportations américaines sont désormais à mettre au crédit de sociétés employant moins de 500 individus ; grâce à de nouvelles techniques telles que l'impression tridimensionnelle, bon nombre de ces sociétés reconquissent des marchés sur lesquels elles avaient perdu du terrain. Les marchés émergents ont également restauré le rôle des États-Unis de producteur de matières premières (de céréales, par exemple). Ces nouvelles tendances commerciales laissent penser qu'un ralentissement de l'activité des pays du Sud freinerait la croissance des nouvelles exportations des pays du Nord, tout comme la récession des pays du Nord avait frappé les pays du Sud.

Source : BRDH ; *The Economist* 2012b.

des individus, bien souvent entre des migrants internationaux et leur pays d'origine. En 2010, on estimait à 3 % de la population mondiale (soit 215 millions d'habitants) les migrants de première génération,²⁷ et près de la moitié d'entre eux vivaient dans des pays en développement.²⁸ Près de 80 % de la migration Sud-Sud relève de mouvements migratoires entre pays voisins.²⁹

Les diasporas constituent une importante source d'échanges avec l'étranger. En 2005, les transactions Sud-Sud étaient estimées à 30 %-45 % de l'ensemble des transactions mondiales.³⁰ Les diasporas constituent également une source d'information relative aux perspectives offertes par les marchés. Elles peuvent être associées à une augmentation du commerce bilatéral et des IDE.³¹ Par exemple, les multinationales américaines disposant d'un grand nombre d'employés provenant de pays donnés ont moins recours à la coentreprise dans les pays avec lesquels leurs employés ont maintenu des contacts.³²

Des liens peuvent également être renforcés lorsque les migrants retournent dans leur pays d'origine. À titre d'exemple, de nombreux professionnels experts en technologie de l'information de la Silicon Valley (Californie) ont ramené dans leur pays d'origine leurs idées, leurs capitaux et leurs réseaux. D'autres individus étant retournés dans leur pays d'origine construisent

de nouvelles infrastructures, des universités, des hôpitaux et des entreprises. Les chefs d'entreprise ayant réintégré leur pays d'origine restent en contact avec leurs anciens collègues, ce qui facilite la diffusion d'informations commerciales. La collaboration scientifique transfrontalière implique également dans une large mesure la participation de scientifiques ayant maintenu des liens avec leur pays d'origine.³³

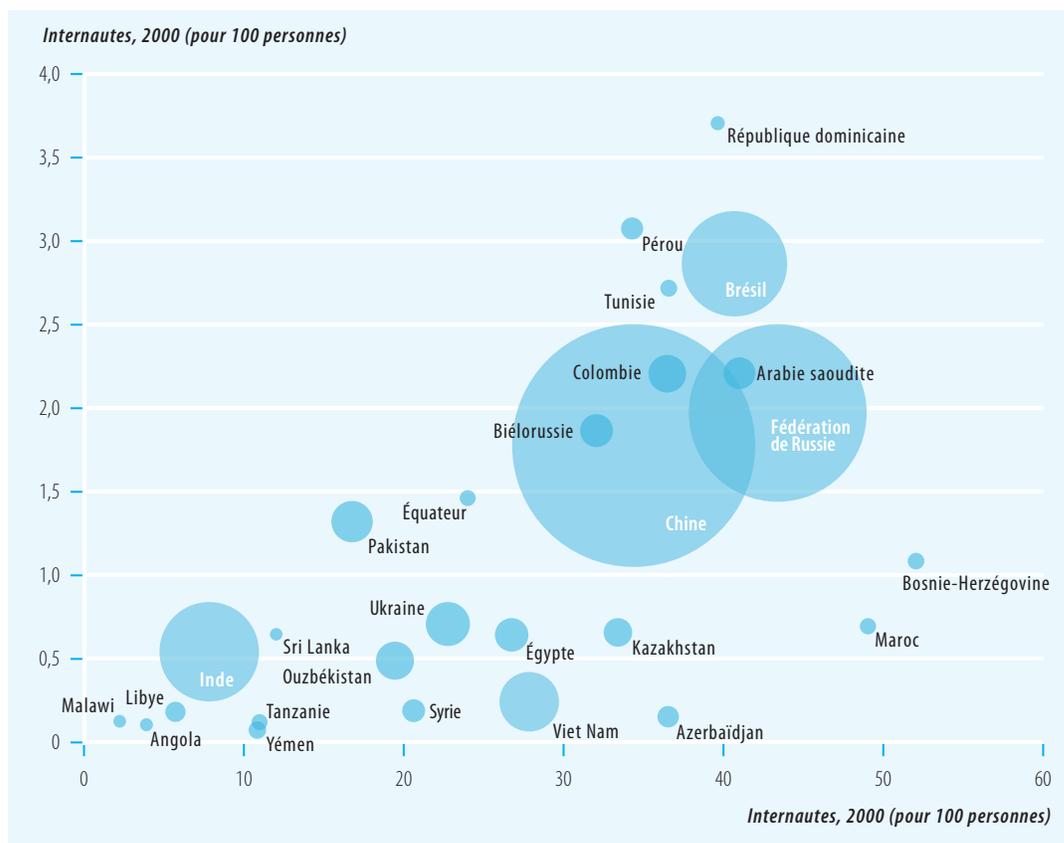
D'autres flux d'informations sont accessibles grâce au développement d'Internet et de nouveaux médias sociaux. Entre 2000 et 2010, la moyenne de l'augmentation annuelle des internautes a atteint un niveau inégalé dans environ 60 pays en développement (figure 2.3).³⁴ Parmi les 10 pays ayant le plus d'utilisateurs de réseaux sociaux tels que Facebook, 6 sont des pays du Sud.³⁵ Alors que ces chiffres reflètent les bas niveaux enregistrés par ces pays en 2000, l'expansion et l'adoption de nouveaux médias ont révolutionné de nombreux secteurs dans différents pays (encadré 2.4).

Nouvelle dynamique fondée sur le développement humain

La réalisation de solides performances en matière de commerce, d'investissement et de production internationale dépend également de l'augmentation des niveaux de développement

FIGURE 2.3

Entre 2000 et 2010, l'utilisation d'Internet a augmenté de plus de 30 % par an dans environ 60 pays en développement



Remarque : La taille des bulles n'est pas proportionnelle au nombre total d'abonnements Internet en 2010 (à titre de référence, 320 000 en Angola et 6,7 millions au Viet Nam). Seuls les pays en développement dépassant le 75^e percentile de la croissance annuelle composée du nombre des internautes sont présentés.
Source : UIT 2012 ; Banque mondiale 2012a.

Les pays hôtes se doivent d'investir dans les capacités de leurs individus afin d'identifier et d'utiliser les compétences utiles liées aux idées et capitaux étrangers

humain, comme le montre le lien entre recettes d'exportation par habitant élevées et acquises en matière d'éducation et de santé (figure 2.4). Les pays qui s'en sortent le mieux dans la partie supérieure droite de la Figure présentent généralement de meilleurs résultats en termes d'intégration des femmes sur le marché du travail. La hausse des échanges commerciaux attire de nouveaux travailleurs, souvent des femmes, sur le marché du travail, ce qui permet d'élargir leurs options. Ces nouveaux travailleurs ne bénéficient pas toujours de bonnes conditions de travail ; les objectifs de réduction des coûts du travail pèsent sur les salaires et les environnements de travail. Il se peut que certains gouvernements hésitent à augmenter les droits des travailleurs s'ils estiment que cela provoquera une hausse des coûts de production et une baisse de la compétitivité (encadré 2.5).³⁶

La capacité des individus et des institutions influence également les retombées des IDE. Les

pays hôtes se doivent d'investir dans les capacités de leurs individus afin d'identifier, d'assimiler et de développer les compétences utiles liées aux idées et capitaux étrangers.³⁷ En effet, une main-d'œuvre éduquée et prospère constitue souvent un facteur déterminant de la décision des investisseurs étrangers relative au siège de l'entreprise. Cette association positive entre les entrées d'IDE et les performances en matière de santé et d'éducation apparaît clairement pour un échantillon de 137 pays (figure 2.5).³⁸

Cette relation entre une population qualifiée et l'entrée d'investissements étrangers tend à se renforcer. Mais il existe bien sûr des exceptions. Des pays à faible IDH peuvent attirer des IDE s'ils sont considérablement dotés en ressources naturelles. À titre d'exemple, entre 2003 et 2009, de nombreux pays africains où les ressources abondent et dont la croissance économique a été boostée par des IDE présentaient des valeurs de l'indice de développement humain (IDH) non

Téléphones mobiles et satellite Palapa : l'Indonésie se connecte

L'Indonésie utilise la technologie des télécommunications afin de connecter l'ensemble de ses groupes d'îles et d'ouvrir le pays au monde extérieur dans une mesure encore inimaginable il y a 30 ans. Cette transformation ne s'est pas faite d'un coup : d'importants investissements publics et privés se sont avérés nécessaires ainsi que des orientations politiques avisées du Conseil national de l'information et de la technologie de l'information (Dewan Teknologi Informasi dan Komunikasi Nasional, DETIKNAS). Avec sa population diversifiée répartie sur un grand archipel composé de près de mille îles habitées, l'Indonésie a dû surmonter d'importants obstacles dans sa transition vers l'ère numérique. Les communications entre les îles étaient limitées. Les téléphones fixes étaient rares et seuls les citoyens ordinaires des grandes villes pouvaient s'en procurer à un prix élevé.

En revanche, on a recensé en 2010 220 millions de téléphones mobiles sur une population totale de 240 millions d'habitants. Environ 85 % des adultes disposaient d'un téléphone, et ce grâce aux aides d'État et à la concurrence du marché qui ont permis de réduire les prix des téléphones portables et des services téléphoniques connexes. Le nombre d'internautes indonésiens a également connu une croissance exponentielle. Dès 2008, on estimait à 13 millions le nombre d'individus disposant d'un accès régulier à Internet. Fin 2011, ce chiffre s'élevait à 55 selon des enquêtes sectorielles. La majorité des jeunes Indonésiens vivant en zone urbaine disposent maintenant d'un accès à Internet, principalement via leur téléphone mobile mais également grâce aux 260 000 cybercafés (warnets) du pays.

Par l'intermédiaire du DETIKNAS, le gouvernement a fait de l'accès à Internet une priorité nationale et a construit le Satellite Palapa de câbles à fibre optique dans tout l'archipel. Le gouvernement se rapproche de son objectif visant à connecter à Internet les écoles de mille villages et a introduit des

systèmes électroniques de budgétisation et d'achat pour ses propres opérations commerciales. Encore plus surprenante est l'explosion des médias sociaux. En juillet 2012, on recensait 7,4 millions d'utilisateurs de Facebook dans le grand Jakarta, soit la deuxième ville du monde la plus connectée au réseau social après Bangkok et ses 8,7 d'utilisateurs. Sur l'ensemble du pays, on dénombrait 44 millions de comptes Facebook, presque autant qu'en Inde (49 millions). À présent, les membres du gouvernement indonésien envoient tous les jours des tweets aux électeurs. Le nombre d'abonnés à Twitter en Indonésie est le troisième le plus élevé au monde et les écologistes utilisent des bases de données en ligne et les instruments cartographiques de Google Earth afin de sensibiliser la population à la déforestation.

D'après les analystes indonésiens, les avantages en termes de développement humain de cette révolution numérique sont indéniables, les téléphones mobiles permettant en effet aux communautés rurales d'accéder à des informations de santé publique, à des services bancaires ainsi qu'à des informations relatives au marché agricole. L'engagement civique a porté ses fruits, comme le prouve l'expansion des services d'information publique en ligne depuis la promulgation en 2010 de la loi relative à l'extension de l'accès à l'information. L'économie en a elle aussi profité. Une étude menée en décembre 2011 par Deloitte Access Economics a révélé que l'économie numérique représentait déjà 1,6 % du PIB de l'Indonésie (soit davantage que la part des exportations de gaz naturel), chiffre comparable à celui du Brésil (1,5 %) et de la Russie (1,6 %) mais inférieur à celui de la Chine (2,6 %) et de l'Inde (3,2 %). Selon Deloitte, ce chiffre atteindra au moins 2,5 % du PIB au cours des cinq prochaines années, ce qui contribuera à la réalisation de l'estimation du Fonds monétaire international en vertu de laquelle le taux annuel de croissance du PIB de l'Indonésie atteindra 6-7 % d'ici 2016.

Source : Karimuddin 2011 ; Deloitte 2011.

lié au revenu parmi les plus basses.³⁹ Toutefois, l'impact sur le développement est limité lorsque de tels investissements sont restreints à des enclaves et déconnectés du reste de l'économie. Il est peu probable que les retombées des IDE se répandent en l'absence d'investissement conséquent dans les capacités des individus. À cet égard, il est intéressant de relever les cas de l'Éthiopie et de la Tanzanie, deux pays aux ressources relativement limitées, dont la valeur de l'IDH non lié au revenu a considérablement augmenté entre 2000 et 2010 et qui ont reçu, sur la même période, des IDE supérieurs à la moyenne.

Le développement humain est également essentiel afin de participer aux chaînes d'approvisionnement mondiales. Contrairement aux idées reçues, le paiement de bas salaires et une grande force de travail peu qualifiée ne suffisent pas. Même l'assemblage des composants fabriqués dans un autre pays s'avère être une tâche complexe nécessitant des compétences individuelles et sociales afin d'assurer une coordination et une organisation à grande échelle. Les individus peuvent se doter de telles compétences à travers l'éducation, la formation et une politique de

soutien. Des capacités humaines de base sont également d'une extrême importance.⁴⁰ La Chine, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande en Asie de l'Est, le Brésil, le Costa Rica et le Mexique en Amérique latine et aux Caraïbes, et le Maroc et la Tunisie dans les États arabes ont des parts de marché parmi les plus élevées pour les composants et pièces détachées. La diffusion générale des bénéfiques n'aura lieu que si les activités sont reproduites à grande échelle (encadré 2.6). Toutefois, il convient également de noter qu'en matière de commerce de composants et pièces détachées, la valeur ajoutée des pays est en générale peu élevée. Dans les pays où la production est réalisée presque exclusivement dans des enclaves connectées à des chaînes d'approvisionnement étrangères et peu reliées à l'économie nationale, le reste de l'économie ne pourra que faiblement bénéficier de ces avantages.⁴¹

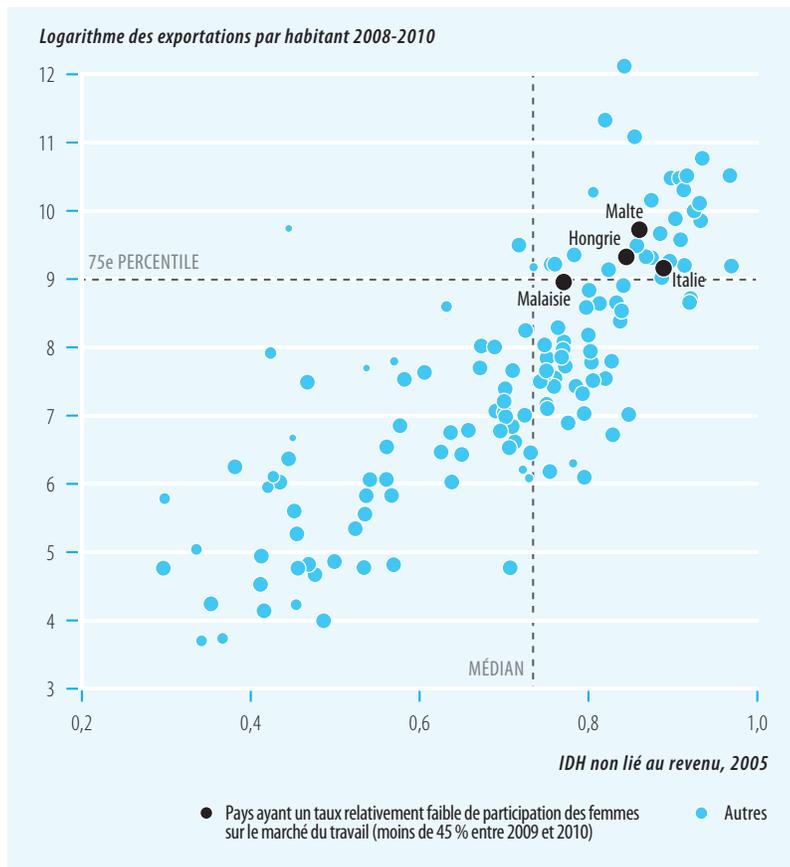
Aider les autres pays à rattraper leur retard

L'essor du Sud n'est pas encore homogène dans l'ensemble des pays en développement. Les évolutions sont lentes notamment dans

Le développement humain est essentiel afin de participer aux chaînes d'approvisionnement internationales ; le paiement de bas salaires et une grande force de travail peu qualifiée ne suffisent pas

FIGURE 2.4

Recettes d'exportation par habitant et développement humain sont étroitement liés



Remarque : la taille des bulles est proportionnelle à la part du secteur non primaire dans la production.
 Source : calculs du BRDH et Banque mondiale (2012a).

la plupart des 49 pays les moins avancés, surtout les pays enclavés et à l'écart des marchés mondiaux. Toutefois, bon nombre de ces pays pourraient tirer davantage parti du commerce, des investissements, des financements et des transferts de technologie Sud-Sud, comme le suggèrent de nouvelles données.

Une récente étude des tendances sur la période 1988-2007 a révélé des retombées positives en termes de croissance des pays en développement à mettre au crédit de la Chine, les principaux bénéficiaires de ces retombées étant ses partenaires commerciaux les plus proches.⁴² Ces avantages ont en quelque sorte compensé le fléchissement de la demande des pays en développement. On estime que la croissance des pays à faible revenu aurait perdu 0,3-1,1 point de pourcentage entre 2007 et 2010 si la croissance de la Chine et de l'Inde avait diminué dans la même mesure que celle des économies développées.⁴³ Les IDE de la

Chine ont largement contribué à l'augmentation des taux de croissance de plusieurs pays africains, notamment en 2008-2009 lorsque d'autres moteurs de la croissance se sont estompés. Entre 2003 et 2009, l'augmentation de la croissance liée aux IDE chinois était estimée entre 0,04 point de pourcentage en Afrique du Sud et 1,9 point de pourcentage en Zambie. La contribution chinoise était également élevée au Congo (1,0 point de pourcentage), au Nigeria (0,9), à Madagascar (0,5), au Niger (0,5) et au Soudan (0,3).⁴⁴

Les producteurs de matières premières d'Afrique subsaharienne et d'ailleurs ont bénéficié de l'essor prolongé du marché des matières premières au sud et à l'est de l'Asie. Des importations bon marché ont également fait augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs à bas revenu et la compétitivité des producteurs-exportateurs. Certains pays africains pourraient toutefois être limités par l'enclavement d'industries florissantes, ce qui réduirait les gains potentiels issus du commerce Sud-Sud et exposerait les économies au syndrome hollandais. Cependant, le secteur primaire est capable de générer d'importants liens réciproques, comme l'ont fait le Brésil, le Chili, l'Indonésie, la Malaisie et la Trinité-et-Tobago. Les débouchés comprennent l'agroalimentaire, les infrastructures logistiques et les services (transformation et distribution alimentaires, construction, entretien et réparation), ainsi que des secteurs créateurs d'emplois, générateurs de revenus et propices à l'apprentissage, et qui peuvent permettre aux chefs d'entreprise de mettre en place de nouveaux cycles d'innovation et d'investissement.

Plusieurs signes encourageants sont manifestes. Les investissements les plus récents provenant de l'est et du sud de l'Asie dans le secteur africain des matières premières indiquent une baisse des problèmes d'enclavement. Et bon nombre de gouvernements des pays du Sud adoptent une approche pragmatique. En élaborant des politiques macroéconomiques adaptées, en renforçant les institutions et en étant plus ouverts, ils se sont activement engagés dans des politiques industrielles et encouragé l'entrepreneuriat, l'éducation, le perfectionnement des compétences et l'amélioration de la technologie. En soutenant les groupes industriels et les zones économiques et en développant le commerce régional et l'investissement, ils ont également créé des systèmes de financement et de crédit pour les

petites et moyennes entreprises. Une politique macroéconomique adaptée permet d'assurer la gestion des risques d'importants flux d'échanges étrangers ; une politique industrielle avisée renforce quant à elle les liens nationaux et favorise l'entrée sur de nouveaux marchés.

De nombreux pays ont également profité du transfert de technologie et des IDE dans des secteurs contribuant au développement humain. Par exemple, les sociétés indiennes fournissent aux pays africains des médicaments bon marché, des équipements médicaux ainsi que des produits et services en matière d'information et de technologie des communications. Les sociétés brésiliennes et sud-africaines en font de même sur leurs marchés régionaux. Les IDE asiatiques en Afrique assurent également le développement des services publics et des infrastructures de télécommunications.

Accroissement des pressions concurrentielles

Pourtant, les exportations provenant de grands pays présentent également des inconvénients. Les grands pays génèrent des pressions concurrentielles dans les plus petits pays qui peuvent freiner la diversification économique et l'industrialisation. On trouve des exemples dans l'industrie électrique en Zambie, dans la production vestimentaire au Kenya et au Sénégal et dans le secteur du textile en Afrique du Sud.⁴⁵ Les exportations de vêtements en provenance d'Afrique auraient du mal à conserver leur part sur les principaux marchés sans les préférences commerciales et les règles d'origine souples disponibles dans la Loi américaine sur la croissance et les opportunités en Afrique (African Growth and Opportunity Act) et l'initiative « Tout sauf les armes » (Everything But Arms) de l'Union européenne.⁴⁶

Même les plus grands pays peuvent être soumis à des pressions concurrentielles. Les exportations chinoises affectent l'industrie manufacturière brésilienne de par les importations de produits manufacturés moins chers et indirectement via la concurrence sur les marchés tiers.⁴⁷ En septembre 2011, le Brésil a réagi de façon indirecte en présentant officiellement une proposition à l'Organisation mondiale du commerce examinant les options commerciales pour la correction des fluctuations du taux de change conduisant à la hausse des importations.⁴⁸

L'Inde a longtemps réclamé un accès réciproque au marché pour ses véhicules en Chine.

Afin d'évaluer les conséquences défavorables de l'augmentation des exportations sur certains de ses partenaires, la Chine propose des prêts préférentiels et met en place des programmes de formation afin de moderniser les secteurs de l'habillement et du textile dans les pays africains.⁴⁹ La Chine a encouragé ses industries plus développées telles que le cuir à se délocaliser de façon à se rapprocher de la chaîne d'approvisionnement en Afrique, et ses sociétés modernes spécialisées dans les télécommunications, les produits pharmaceutiques, l'électronique et la construction à former des coentreprises avec des entreprises africaines.⁵⁰

De plus, on a observé dans certains cas des chocs concurrentiels suivis d'un renouveau de l'industrie. Prenons l'exemple de l'Éthiopie. Son secteur de la chaussure a dans un premier temps été concurrencé par les importations d'Asie de l'Est, entraînant une réduction importante de la main-d'œuvre et la fermeture d'entreprises, notamment à l'autre extrémité du marché, segment traditionnellement occupé par des micro-entreprises éthiopiennes. Mais le secteur a été relancé et notamment sur le marché international.⁵¹ Une étude a révélé que 78 des 96 sociétés éthiopiennes qui ont déclaré en 2006 avoir été touchées par la concurrence à l'importation se sont adaptées et sont devenues compétitives en quelques années. Le secteur du plastique au Nigeria a connu un renouveau du même ordre.⁵²

Le fait que les tendances actuelles de la demande d'autres pays du Sud puissent renforcer la spécialisation chronique de nombreux pays africains dans la production de produits de base est un autre sujet d'inquiétude. La situation actuelle des pays les moins avancés, dont 33 pays africains, est là pour en témoigner (voir tableau 2.1). En 2011, les matières premières agricoles, le carburant, les métaux et les minerais représentaient plus de 96 % des exportations des pays les moins avancés en Chine. Le montant total des exportations de produits manufacturés des pays les moins avancés en Chine s'élevait à moins d'un milliard de dollar ; celui des importations de produits manufacturés de Chine dépassait les 38 milliards de dollars.

À long terme, la coopération Sud-Sud devrait toutefois inverser cette tendance en favorisant

Un emploi décent dans un monde concurrentiel

L'offre d'emplois décents et bien rémunérés contribue à l'indépendance économique, notamment chez les femmes. Pourtant, l'environnement mondial concurrentiel d'aujourd'hui oblige les travailleurs à produire plus en moins de temps et pour un salaire plus faible. Tant au niveau du développement humain qu'au niveau commercial, la compétitivité est améliorée en augmentant la productivité du travail. Une compétitivité basée sur de bas revenus et une hausse du temps de travail n'est pas viable. La flexibilité du marché du travail ne devrait pas conduire à l'adoption de pratiques qui remettraient en cause la décence des conditions de travail. Au moins 150 pays ont signé d'importantes conventions de l'Organisation internationale du travail portant sur des sujets tels que la liberté d'association et la discrimination sur le lieu de travail. Les lois relatives au travail portant sur le salaire minimum, la protection de l'emploi, les heures de travail, la sécurité sociale et les types de contrat visent toutes à réduire les inégalités, l'insécurité et le conflit social ; elles encouragent également des entreprises à poursuivre d'ambitieuses stratégies de gestion. L'opinion selon laquelle une plus grande régulation n'est jamais positive pour l'entreprise a fait son temps. L'un des principaux indicateurs « Doing Business » du Groupe de la Banque mondiale relatifs à l'emploi des travailleurs classait les pays en fonction de la clémence de leurs mesures concernant le recrutement et le licenciement de travailleurs ; cet indicateur a été abandonné car il laissait faussement entendre qu'une réduction des réglementations était en tout cas préférable.

Les distributeurs internationaux et les agents d'approvisionnement sont tenus de veiller à ce que les conditions de travail des sociétés dans lesquelles ils s'approvisionnent en intrants respectent les normes internationales. Prenons l'exemple d'une affaire récente opposant l'une des sociétés les plus importantes du monde, Apple, et son sous-traitant, Foxconn. Après une série de présentations par les médias des conditions de travail désastreuses des usines de Foxconn, Apple a enjoint à un groupe de contrôle, la Fair Labour Association, de procéder à une enquête. Lorsque l'association a publié ses résultats qui faisaient part des faibles salaires, d'un temps de travail élevé et de conditions de travail dangereuses, Foxconn a accepté de procéder à des réformes substantielles, telles que la réduction de la semaine de travail moyenne à 49 heures comme l'exige le droit chinois. En sa qualité de plus gros employeur du secteur privé, Foxconn était en mesure d'améliorer directement et d'influencer indirectement les conditions de travail de millions d'individus. Il convient de noter que l'opinion publique dans un pays du Nord (médias américains et groupes de pression) a fait pression sur une entreprise ayant son siège social dans ce même pays afin d'encourager un partenaire d'un pays du Sud à faire respecter les normes de travail de ce pays. Cette situation ne peut se présenter qu'à une époque où le commerce, les pratiques et l'éthique commerciales ainsi que l'universalité des droits fondamentaux de l'homme sont regroupés en une norme globale.

Source : BRDH ; Berg et Cazes 2007 ; Duhigg et Greenhouse 2012 ; Heller 2013.

les investissements séquentiels dans l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services tels que la finance et les télécommunications, au lieu de les cantonner aux industries du secteur des ressources naturelles. En Afrique, après avoir été délaissé des années par le

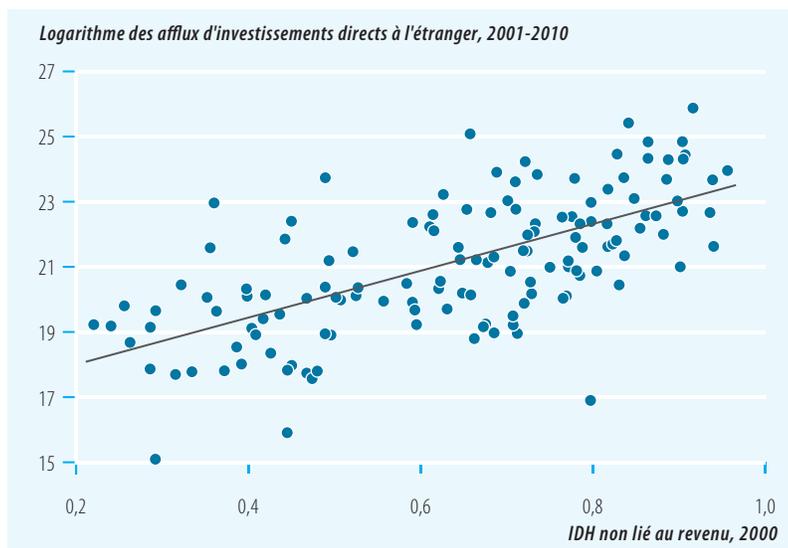
gouvernement et les donateurs traditionnels, les infrastructures sont redevenues une priorité, et il est fait appel à l'expérience et au soutien des nouveaux partenaires de développement de la région. Certains pays ont même eu recours à des facilités de crédit afin de financer la construction d'infrastructures, soutenue par des approvisionnements en produits de base.⁵³

Les interactions Sud-Sud ne peuvent être qualifiées seulement comme étant des relations concurrentielles ou des relations de coopération. Dans la mesure où du jour au lendemain, un pays concurrent peut devenir un partenaire, ces qualifications doivent être souples. Le passage de la concurrence à la coopération semble dépendre des politiques mises en œuvre pour répondre aux nouveaux enjeux. En Afrique subsaharienne, la réalité du terrain a fait taire les plus pessimistes qui doutaient d'une éventuelle industrialisation de la région. Elle a fait preuve de sa capacité à progresser en dépit de ou grâce à un environnement concurrentiel. À cet égard, des économistes africains tels que Dambisa Moyo restent positifs quant à la réciprocité des avantages dont profitent les nouveaux acteurs du continent.⁵⁴

Il est difficile de prévoir pour les pays les conséquences du passage des marchés traditionnels aux marchés émergents. Prenons l'exemple de l'industrie du bois en Afrique, qui approvisionnait

FIGURE 2.5

L'investissement direct à l'étranger actuel a contribué à la réalisation de solides performances en matière de santé et d'éducation de ces dernières années



Remarque : Moyenne des IDE entrants (en millions de dollars américains) entre 2001 et 2010. L'IDH non lié au revenu du Nigeria correspond à l'année 2005.

Source : calculs du BRDH et CNUCED (2011a).

L'assemblage final ne peut être assuré qu'avec de bas salaires

L'iPhone et l'iPad, deux produits technologiques très en vogue, sont assemblés dans une société basée à Shenzhen, en Chine, et vendus aux prix de détail s'élevant à quelques centaines de dollars. La valeur du travail réalisé en Chine, qui correspond à moins de 10 dollars, représente moins de 2 % du coût d'un iPad, et seuls 3,6 % du prix de gros d'un iPhone reviennent aux travailleurs chinois. Le reste revient aux fournisseurs de composants et pièces détachées dont le siège social se trouve en Allemagne, au Japon, en Corée du Sud et aux États-Unis. Les sociétés coréennes LG et Samsung s'occupent de l'affichage et des puces mémoire ; Apple se charge de la conception du produit, du développement logiciel et des activités de marketing aux États-Unis et la société d'assemblage est taïwanaise.

La part revenant aux travailleurs de Chine pourrait laisser penser que l'assemblage ne constitue pas une tâche complexe. C'est un leurre. Au-delà du fait que l'Asie soit attrayante en raison de ses bas salaires, notamment pour les travailleurs moyennement qualifiés, les entreprises du secteur technologique

sont confrontées à un défi d'une autre envergure : la gestion des chaînes d'approvisionnement mondiales impliquant l'achat de composants et pièces détachées provenant de centaines de sociétés. Ceci exige une savante combinaison de compétences industrielles, de flexibilité, de rapidité et de diligence au niveau individuel et collectif. Par exemple, un cadre d'Apple a déclaré au *New York Times* que « les États-Unis ont arrêté de produire des individus dotés des compétences que nous recherchons ».

L'exemple suivant mérite qu'on s'y attarde. À la mi-2007, Apple a revu à la hâte la conception du verre pour l'écran de l'iPhone. La première cargaison de verre renforcé sans rayure a été livrée à l'usine de Foxconn au milieu de la nuit et le travail a débuté immédiatement. En l'espace de trois mois, Apple a vendu un million d'iphones. Il a fallu 15 jours pour recruter 8 700 ingénieurs industriels chargés de superviser les travailleurs de la chaîne d'assemblage impliqués dans la fabrication d'iphones. Selon Apple, il aurait fallu neuf mois pour réaliser un tel tour de force aux États-Unis.

Source : BRDH ; Kraemer, Linden et Dedrick 2011 ; Xing et Detert 2010 ; Duhigg et Bradsher 2012.

principalement le marché européen et qui s'est tourné vers la Chine.⁵⁵ En volume net, la Chine constitue son marché le plus important, ce qui permet de concentrer ses activités. Le respect des normes techniques que la Chine exige de ses exportateurs engendre cependant un moindre coût que le respect des normes de l'Union européenne. Les normes concernent en autres les spécifications des produits, l'accréditation via des mécanismes de certification par des tierces parties à des fins de durabilité des forêts, ou encore des réglementations en matière de santé relatives aux émissions de formaldéhyde. Jusqu'à présent, rien ne prouve que le passage à des marchés émergents s'accompagne d'un renforcement des normes techniques, ce qui impliquerait un perfectionnement des compétences et capacités des travailleurs.⁵⁶

Innovation et entrepreneuriat dans les pays du Sud

Dans les relations Nord-Sud, les économies nouvellement industrialisées ont développé des capacités afin de produire efficacement des produits complexes à destination des marchés des pays en développement. Mais les interactions Sud-Sud ont permis aux sociétés du Sud de s'adapter et d'innover en suivant des schémas plus adaptés aux pays en développement. Cela comprend de nouveaux modèles commerciaux permettant aux sociétés de développer des produits pour un grand

nombre de consommateurs à bas revenu, souvent avec de faibles marges.

Les pays du Sud sont également le lieu privilégié d'expérimentations en matière de nouvelles technologies et de nouveaux produits, tels que ceux basés sur la norme Global System for Mobile Communications (GSM). Suite au lancement de l'initiative Emerging Markets de GSM en 2005, les fabricants ont réduit de plus de moitié les prix des téléphones mobiles et la base d'abonnés GSM a augmenté de 100 millions par an. Ce qui à son tour a stimulé l'investissement : en 2007, les opérateurs de téléphonie mobile, dont MTN (Afrique du Sud) et Zain (Koweït), ont annoncé la mise en œuvre d'un programme sur cinq ans visant à investir de nouveau 50 milliards de dollars en Afrique subsaharienne afin d'améliorer la couverture du réseau mobile et afin de l'étendre à 90 % de la population. Ainsi, l'augmentation spectaculaire de la connexion téléphonique est à mettre presque au seul crédit d'entreprises basées en Inde, en Afrique du Sud et aux Émirats arabes unis.⁵⁷

Les fabricants de téléphones mobiles disposent également de produits repensés pour les besoins des consommateurs à bas revenu. Par exemple, en 2004, IT India, centre de recherche et développement de Texas Instruments situé à Bangalore, a conçu un prototype à puce unique destiné à être utilisé dans des téléphones mobiles de haute qualité et bon marché. En 2005, Nokia, en lien avec TI, a lancé la commercialisation de téléphones mobiles à puce unique fabriqués en Inde sur les marchés indiens et africains ;

20 millions d'unités ont été écoulées. La conception à puce unique a également vu le jour pour d'autres dispositifs, dont des écrans numériques bon marché et des échographes. Intel a mis au point un appareil portatif pour services bancaires ruraux, et Wipro a commercialisé un ordinateur de bureau bon marché pour une connexion à Internet de base. Enfin, en 2008, Tata a présenté la Tata Nano, automobile exportable en kits et assemblée par des techniciens locaux.

La diffusion de la technologie via des investissements Sud-Sud est également un facteur de développement de l'esprit entrepreneurial, et ce notamment en Afrique. Bien souvent, les individus s'auto-organisent, développent des relations acheteur-vendeur et créent leur propre entreprise afin de répondre aux besoins non assurés par les nouveaux marchés. Il suffit de considérer la façon dont les Africains se servent des téléphones portables asiatiques à bas coût : les services bancaires par téléphone mobile, notamment, sont moins chers et plus faciles que l'ouverture d'un compte en banque traditionnel ; les fermiers peuvent obtenir des informations météorologiques et vérifier le prix du grain ; les entrepreneurs peuvent fournir des services aux entreprises à travers les kiosques téléphoniques. L'utilisation de téléphones mobiles au Niger a par exemple permis d'augmenter les performances du marché des céréales, et les agriculteurs ougandais utilisent des téléphones mobiles afin de vendre leurs bananes à un meilleur prix.

Ces transformations, ainsi que de nombreuses autres, multiplient les possibilités d'utilisation de la technologie par les personnes : participer à des décisions qui affectent leur vie, obtenir un accès rapide et peu coûteux aux informations, produire moins cher, souvent des médicaments génériques, de meilleures semences et de nouvelles variétés de cultures, et créer de nouvelles opportunités d'emploi et d'exportation. Ces options transcendent les catégories de revenus et sont ainsi offertes également aux plus bas revenus.

Afin de répondre aux besoins en constante évolution de la classe moyenne, les sociétés florissantes des pays du Sud prennent généralement des risques à long terme et savent adapter et innover leurs produits en fonction des acheteurs locaux. En règle générale, les consommateurs des pays du Sud sont jeunes, achètent des appareils sophistiqués pour la première fois, ont des comportements commerciaux différents et sont généralement plus réceptifs à la marque. Les sociétés des économies de marché émergentes présentent l'avantage d'adopter des approches de gestion différentes de celles des pays du Nord : la majorité des actionnaires ont plus de poids et réaffectent plus rapidement les ressources que ceux des sociétés des pays du Nord.⁵⁸

Certaines de ces évolutions sont fondées sur les interactions entre des instituts de recherche et développement, des entreprises et les acteurs de la communauté. De cette façon, l'innovation et les bénéfices qu'elle engendre accélèrent le processus. Une plus grande intervention de l'État est appréciée, en ce qu'il favorise la recherche et le développement et en ce qu'il développe des synergies à partir de la coopération entre le privé, le système universitaire et des instituts de recherche publics. Par exemple, de nombreux pays africains se sont inspirés de Maurice, qui a rapidement réussi à attirer des IDE de l'Asie de l'Est via la création de zones franches. Les politiques malaisiennes de promotion de l'investissement ont également été largement imitées.

De plus en plus souvent, le marché intérieur des pays du Sud constitue le principal moteur de leur croissance. La classe moyenne a augmenté, à la fois en matière de niveau de revenu et du nombre d'individus. D'ici 2030, on estime que 80 % de la classe moyenne mondiale vivra dans les pays du Sud. Des pays d'Asie du Sud et de l'Est et du Pacifique représenteront à eux seuls 60 % de la

Les sociétés florissantes des pays du Sud prennent généralement des risques à long terme et savent adapter et innover leurs produits en fonction des acheteurs locaux

TABLEAU 2.2

Différents modèles de partenariats de développement

Déclaration de Paris	Donateurs traditionnels	Nouveaux partenaires de développement
Propriété	Des stratégies de développement nationales indiquent les priorités des donateurs	Les dirigeants nationaux précisent les besoins de projets déterminés
Harmonisation	Mécanismes de partage afin de réduire la charge pesant sur les destinataires	Baisse des procédures administratives afin de réduire la charge pesant sur les destinataires
Gestion des résultats	Évaluation des performances des destinataires	Priorité donnée à une aide rapide et peu coûteuse
Responsabilité partagée	Responsabilité accrue par le biais d'objectifs et d'indicateurs	Respect mutuel de la souveraineté ; aucune condition politique posée

Source : adapté de Park (2011).

classe moyenne mondiale et 45 % des dépenses totales de consommation.⁵⁹ Selon une autre estimation, d'ici 2025, la majorité du milliard de foyers dont les revenus annuels dépassent 20 000 dollars vivront dans les pays du Sud.⁶⁰

Depuis 2008, les entreprises chinoises, indiennes et turques du secteur de l'habillement sont passées des marchés mondiaux saturés à des marchés intérieurs en plein essor. Une plus grande confiance accordée aux marchés intérieurs favorisera le dynamisme interne et contribuera à l'augmentation de la croissance inclusive. Au vu des tendances actuelles, les consommateurs africains continueront à bénéficier de la hausse des importations de produits bon marché. Les marchés locaux florissants sont plus à même de développer l'esprit entrepreneurial et d'attirer davantage d'investissements dans les industries extractives ainsi que dans les secteurs des infrastructures, des télécommunications, de la finance, du tourisme et de la production manufacturière (notamment les industries manufacturières légères dans lesquelles les pays africains disposent d'un avantage comparatif latent). Suivant ce scénario, déjà amorcé au cours des dix dernières années dans certaines régions, les économies hôtes subissent des changements structurels, et l'industrie nationale répond à la pression concurrentielle liée aux importations et aux entrées de capitaux en modernisant la production. Mais ce processus s'avère complexe pour les pays dotés de capacités et d'infrastructures technologiques moins développées.

Un tel développement des marchés intérieurs sera freiné par d'importantes poches de pauvreté et par le retard accumulé par certaines régions au sein des grands pays en développement. Bien que l'Asie du Sud, par exemple, ait réduit la part de sa population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour (en 2005, en termes de parité de pouvoir d'achat) de 61 % en 1981 à 36 % en 2008, plus de 500 millions d'individus vivent encore dans une extrême pauvreté.⁶¹

Ces disparités nuisent à la durabilité des progrès dans la mesure où elles créent des tensions sociales et politiques. En Inde, les rebelles maoïstes mènent des opérations dans une grande partie de l'arrière-pays. Au Népal, les maoïstes formaient auparavant une milice précaire mais sont devenus en l'espace de 12 ans le plus grand parti politique du pays.

Nouvelles formes de coopération

De nombreux pays en développement se posent en véritables pôles de croissance et moteurs de la connectivité et de l'établissement de nouvelles relations, offrant la possibilité à des pays du Sud moins développés de rattraper leur retard et posant les bases d'un monde plus équilibré. Le temps où il existait un centre de pays industrialisés avec à la périphérie des pays moins développés est révolu ; l'environnement est dorénavant plus complexe et dynamique. Les pays du Sud opèrent une refonte des règles et pratiques mondiales en matière de commerce, finance et propriété intellectuelle, et mettent en place de nouveaux dispositifs, de nouvelles institutions et de nouveaux partenariats.

Aide au développement

L'essor du Sud a un impact sur la coopération au développement bilatérale, régionale et mondiale. Sur le plan bilatéral, les pays innovent grâce à des partenariats portant sur l'investissement, le commerce, la technologie, le financement concessionnel et l'assistance technique. Au niveau régional, des dispositifs commerciaux et monétaires prolifèrent dans toutes les régions en développement, et des initiatives innovantes voient le jour afin de fournir des biens publics régionaux. À l'échelle mondiale, les pays en développement participent activement à des instances multilatérales (le G20, les institutions de Bretton-Woods, etc.) et relancent le processus de réformes des règles et pratiques mondiales.

Un nombre croissant de pays en développement fournissent de l'aide via la conclusion d'accords bilatéraux et la mise en place de fonds de développement régionaux. Cela implique de lier l'aide au développement traditionnelle au commerce, à l'octroi de prêts, au partage de technologie et à la réalisation d'investissements directs qui assurent la croissance économique tout en garantissant un certain degré d'autonomie. Les pays du Sud accordent des subventions à plus petite échelle que les donateurs traditionnels mais fournissent tout de même d'autres formes d'aide, souvent sans conditions explicites relatives à la politique économique ou aux approches de gouvernance.⁶² Dans le cadre d'un prêt projet, la transparence n'est pas forcément de rigueur mais la priorité est donnée aux besoins identifiés par les

Le temps où il existait un centre de pays industrialisés avec à la périphérie des pays moins développés est révolu ; l'environnement est dorénavant plus complexe et dynamique

ENCADRÉ 2.7

Brésil, Chine et Inde sur le terrain en Zambie

Le modèle de coopération bilatérale mise en place par les nouveaux partenaires de développement a rapidement évolué. Jusqu'à récemment, la contribution des nouveaux partenaires au financement du développement globale de la Zambie était réduite. Sur les prêts et subventions accordés à la Zambie entre 2006 et 2009 s'élevant à 3 milliards de dollars, le Brésil, la Chine et l'Inde n'y ont participé qu'à hauteur de 3 %.

En novembre 2009, la Chine et la Zambie ont annoncé que la Chine accorderait un prêt concessionnel d'un montant d'un milliard de dollars, versé en plusieurs fois, à la Zambie pour le développement des petites et moyennes entreprises. Cela correspond à 40 % de la dette publique extérieure totale. En 2010, la Banque chinoise d'import-export a octroyé un prêt d'un montant de 57,8 millions de dollars à la Zambie pour la construction de neuf hôpitaux mobiles. Toujours en 2010, l'Inde a annoncé une ligne de crédit de 75 millions de dollars, suivie d'une autre ligne de crédit de 50 millions de dollars, afin de financer un projet d'énergie hydroélectrique. Le Brésil a fortement investi dans les équipements miniers de Konkola Copper Mines dans la province du Nord-Ouest de la Zambie (gérée par une société indienne). Vale, grande compagnie minière brésilienne, a formé en Zambie une coentreprise avec la compagnie sud-africaine Rainbow dans le domaine de la prospection du cuivre et de l'exploitation minière, l'investissement de départ s'élevant à environ 400 millions de dollars. Le Brésil et la Zambie ont également conclu des accords de coopération technique en matière de bétail et de santé.

Source : BRDH ; Kragelund 2013.

pays bénéficiaires, assurant ainsi un degré élevé de contrôle national (tableau 2.2).

Le Brésil, la Chine et l'Inde sont des fournisseurs importants de l'aide au développement, ce qui est crucial pour les pays de l'Afrique subsaharienne.⁶³ Le Brésil a transposé à ses pays africains son programme de subventions aux écoles ainsi que son programme de lutte contre l'analphabétisme. En 2011, il disposait de 53 accords bilatéraux en matière de santé avec 22 pays africains.⁶⁴ La Chine a complété ses flux d'investissement et ses accords commerciaux par une aide financière et technique accordée à des fins de construction d'infrastructures lourdes. En juillet 2012, la Chine s'est engagée à doubler les prêts concessionnels afin d'atteindre 20 milliards de dollars au cours des trois prochaines années.⁶⁵ La Banque indienne d'import-export a dégagé 2,9 milliards de dollars de lignes de crédit aux pays d'Afrique subsaharienne et s'est engagée à apporter 5 milliards de dollars supplémentaires au cours des cinq prochaines années.⁶⁶ Entre 2001 et 2008, les pays et institutions des pays du Sud ont contribué à hauteur de 47 % au financement officiel d'infrastructures pour l'Afrique subsaharienne.⁶⁷

Les nouveaux partenaires de développement des pays du Sud suivent leur propre modèle de coopération bilatérale (encadré 2.7). L'ampleur de leur aide financière combinée à leur approche en matière de conditionnalité permet d'augmenter

l'autonomie politique des pays moins développés.⁶⁸ Les pays moins développés peuvent désormais se tourner vers davantage de partenaires émergents afin d'encourager leur développement.⁶⁹ Cela leur permet de disposer de plus d'options telles que le choix de la puissance étrangère vers laquelle se tourner, l'accès aux consommateurs locaux et des conditions d'investissement favorables.

La structure de l'aide au développement régionale évolue également en fonction de l'intervention des banques régionales de développement : la Banque africaine de développement (BAD), la Banque asiatique de développement (BAsD) et la Banque interaméricaine de développement (BID). En 2009, de par leur rôle contre-cyclique, les banques régionales de développement ont apporté 18,4 % (3,4 milliards de dollars) de l'ensemble de l'aide accordée par les institutions multilatérales, soit une augmentation de 42 % par rapport à 2005. L'aide au développement provenant des États arabes n'est pas non plus négligeable ; elle a atteint 6 milliards de dollars en 2008.⁷⁰ Parmi les principales sources de financement d'infrastructures en Afrique subsaharienne entre 2001 et 2008, on relève la présence de banques et fonds régionaux basés dans les États arabes.⁷¹ L'aide au développement provenant de banques régionales de développement et accordée aux pays à faible revenu pourrait s'intensifier dans les années à venir (tout comme l'aide au développement Sud-Sud) si les responsables politiques des pays riches réduisent leurs engagements en matière d'aide en raison de difficultés économiques et politiques sur le plan national.⁷²

Les partenaires de développement des pays du Sud n'ont pas cherché à participer à l'élaboration des règles relatives à l'aide au développement multilatérale ni à les invalider. Mais indirectement, ils ont introduit des pressions concurrentielles pesant sur les donateurs traditionnels et les ont encouragés à accorder une plus grande attention aux besoins et préoccupations des pays en développement. À la différence des donateurs traditionnels qui donnaient la priorité au secteur social, les nouveaux partenaires ont récemment réalisé de lourds investissements en infrastructures dans les pays à faible revenu. Ces investissements ont ainsi entraîné une augmentation de 35 % de la fourniture d'électricité, une hausse de 10 % des

infrastructures ferroviaires et une réduction du coût des services de télécommunications.⁷³

Accords commerciaux et financiers

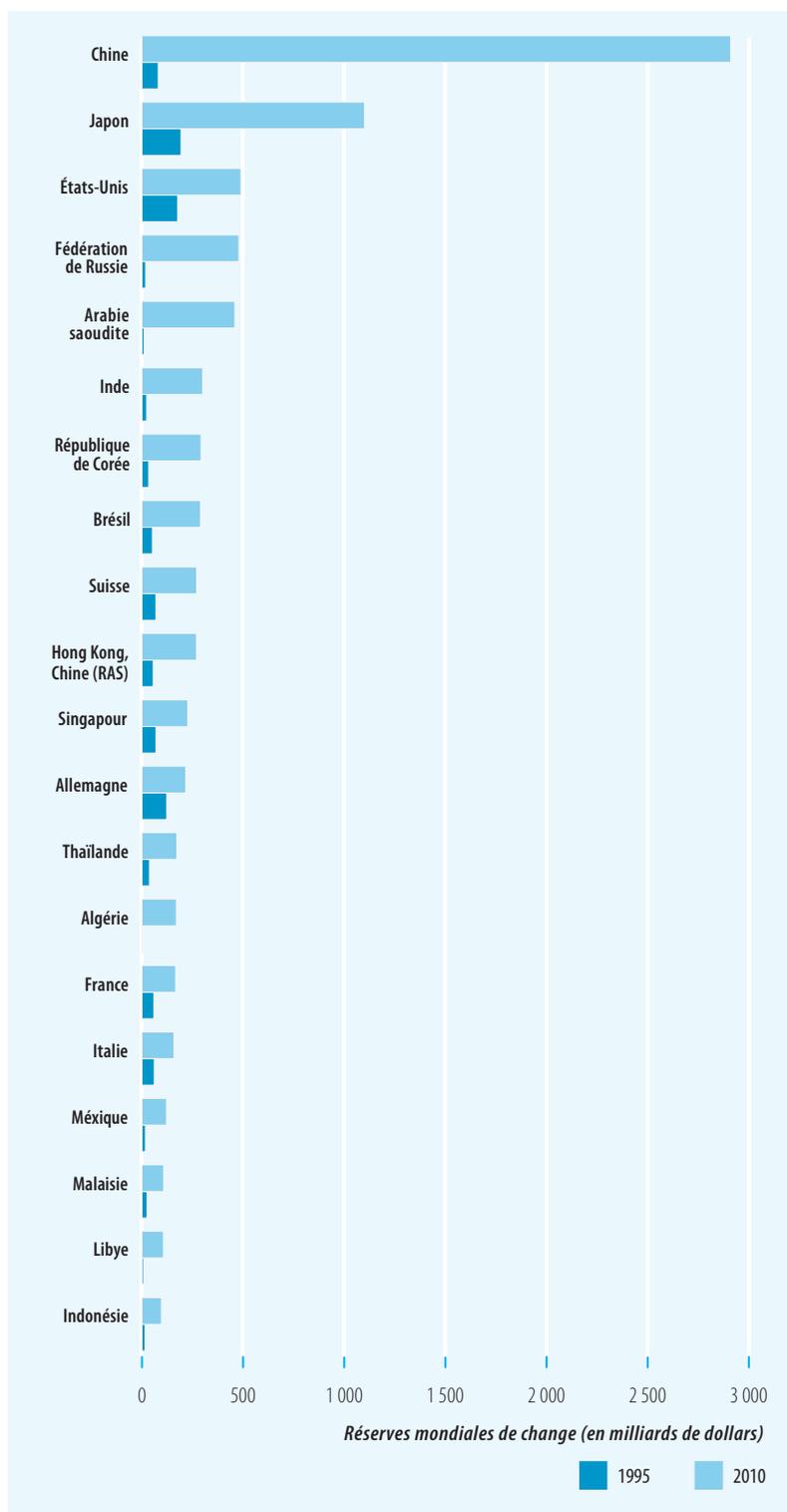
L'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine ont connu un développement de leurs accords commerciaux (bilatéraux, sous-régionaux et régionaux). En Asie du Sud, ces accords régionaux l'ont emporté sur les divergences politiques. En Afrique de l'Est, une meilleure intégration régionale a permis de protéger les économies des chocs mondiaux.⁷⁴ Il est possible de renforcer les dispositifs d'intégration régionaux via l'adoption de mesures pratiques telles que la rationalisation des procédures de transit, de transport et des douanes et l'harmonisation des systèmes de réglementation. Il est également envisageable de baisser les droits de douane sur le commerce Sud-Sud des produits finaux, qui sont plus élevés que ceux du commerce Nord-Sud.⁷⁵

Suite à la crise financière asiatique de 1997, un certain nombre de pays du Sud ont défini de nouveaux accords monétaires qui transforment actuellement la structure financière et permettent aux pays de formuler des politiques reflétant véritablement les priorités nationales. Les nouveaux dispositifs d'emprunt privilégient le pragmatisme au détriment de l'idéologie et de la conditionnalité.

De plus, la structure financière mondiale est façonnée par l'augmentation des grandes réserves financières des pays du Sud. Un certain nombre de pays, dont le Brésil, l'Inde et la Chine mais aussi l'Indonésie, la Corée du Sud, la Malaisie, le Mexique, la Thaïlande et d'autres, ont accumulé des réserves de change afin de se prémunir contre toutes difficultés ou crises financières futures (figure 2.6). Entre 2000 et le troisième trimestre 2011, les réserves mondiales de change sont passées de 1 900 billions à 10 100 billions de dollars, la majeure partie de cette augmentation étant à mettre au crédit des pays émergents et en développement dont les réserves totales s'élèvent à 6 800 billions de dollars.⁷⁶ Certains de ces pays ont eu recours à leurs réserves afin de stimuler la croissance suite à la crise financière mondiale de 2008. Les rôles ont été renversés et c'est alors le Fonds monétaire internationale qui a réclamé ces fonds afin de juguler la crise financière en Europe.

FIGURE 2.6

Les économies de marché émergentes ont accumulé d'importantes réserves de change depuis 1995



Remarque : stocks d'or compris.
Source : banque mondiale 2012a.

Il est possible de renforcer les dispositifs d'intégration régionaux via l'adoption de mesures pratiques telles que la rationalisation des procédures de transit et de transport

Les pays en développement détenant d'importantes réserves en transfèrent généralement une partie dans des fonds souverains. D'après les données du Sovereign Wealth Fund Institute, ces fonds étaient constitués de 4 300 milliards de dollars d'actifs à la fin 2010, dont 3 500 milliards de dollars sont détenus par des économies en développement et émergentes et 800 milliards de dollars uniquement par l'Est de l'Asie.⁷⁷ En mars 2011, les économies en développement et émergentes détenaient 41 fonds souverains, dont 10 avec des actifs d'une valeur comprise entre 100 et 627 milliards de dollars.

De grandes réserves de change et d'importants fonds souverains ne constituent pas la meilleure garantie contre les chocs financiers. Cette accumulation sans précédent de devises étrangères implique des coûts d'opportunité à la fois pour les pays détenteurs de réserves et pour d'autres pays en développement.⁷⁸ Les ressources pourraient être déployées plus efficacement afin de soutenir la fourniture de biens publics, d'apporter des capitaux aux projets renforçant les capacités productives et le développement humain et social, et de favoriser la stabilité financière régionale et sous-régionale en augmentant les réserves de ressources des organismes régionaux.

Globalement, l'essor du Sud introduit de nouveaux modèles d'accumulation de ressources dans le système financier mondial et crée une structure financière plus dense, multidimensionnelle et plus hétérogène. Ces dispositifs remplacent parfois les institutions de Bretton Woods, mais dans la plupart des cas, les nouveaux organismes et accords complètent la structure financière mondiale. L'environnement financier en pleine évolution des pays du Sud serait en mesure d'assurer la stabilité et la résilience financières, de soutenir le développement des capacités de production à long terme, de définir des objectifs respectueux du développement humain et d'étendre la marge de manœuvre politique au niveau national. En outre, les économies émergentes sont en train de s'émanciper en faisant pression sur les institutions de Bretton Woods afin qu'elles prennent en compte leurs revendications en matière de représentation, de principes de gouvernance et de recours aux conditionnalités.

Le G20 a accru sa participation dans des institutions financières internationales telles

que le Conseil de stabilité financière, et est ainsi chargé de garantir une plus grande responsabilité des institutions définissant les normes financières internationales. De même, l'ensemble des pays du G20, parmi d'autres, sont désormais représentés dans le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire et l'Organisation internationale des commissions de valeurs. Les pays du Sud sont également plus influents au sein du FMI ; la Chine occupe désormais le nouveau poste de directeur général adjoint et est en passe de devenir le troisième actionnaire.⁷⁹ Au sein de la Banque mondiale, le droit de vote des économies en développement et transition a augmenté de 3,13 points de pourcentage en 2010 pour atteindre 47,19 %.⁸⁰

Politique d'immigration

Des organisations internationales telles que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, l'Union africaine et le Marché commun du Sud ont ajouté l'immigration à leurs programmes. Cette nouvelle activité est menée via des consultations régionales qui sont informelles, non contraignantes et visent à trouver un terrain d'entente entre les pays. Bon nombre de ces processus sont interrégionaux et confrontent pays d'origine et pays d'accueil de façon à assurer le renforcement des capacités, la normalisation technique et la conclusion d'accords portant sur des thèmes comme la réadmission. Ils ont facilité la communication et permis aux pays de se rassembler afin de comprendre les perspectives de chacun et d'identifier les solutions envisageables.

Ces consultations ont eu le mérite d'ouvrir la voie à de futures initiatives fructueuses en matière d'immigration, dont la Berne Initiative 2001-2005, le Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement de 2006 accueilli par l'Assemblée générale des Nations Unies et la création ultérieure du Forum mondial sur la migration et le développement.⁸¹ Comme le suggérait le *Rapport sur le développement humain* 2009, de telles initiatives pourraient améliorer la situation des migrants et des communautés d'accueil en libéralisant et en simplifiant les circuits permettant aux individus de chercher un emploi à l'étranger, en garantissant les droits fondamentaux des migrants, en réduisant le coût des transactions lié à la migration, en tirant des avantages de la mobilité interne, et en intégrant

pleinement la mobilité aux stratégies nationales de développement.⁸²

Protection de l'environnement

La Conférence des Nations unies sur le développement durable qui s'est tenue à Rio de Janeiro laissait entrevoir la conclusion d'accords régionaux dans la mesure où les gouvernements des pays du Sud avaient affiché leur intention d'assurer la gestion des ressources réparties sur leur territoire. Une initiative, négociée par les gouvernements de la zone Asie-Pacifique, vise à protéger le Triangle de corail, zone la plus riche du monde en récifs coralliens qui s'étend de la Malaisie et de l'Indonésie aux îles Salomon et fournit des produits alimentaires et du bétail à plus de 100 millions d'individus. Dans le bassin du Congo, des pays s'unissent dans la lutte contre le commerce illégal du bois afin de préserver la deuxième forêt tropicale du monde.⁸³ Lors de la Conférence Rio+20, un groupe de banques régionales de développement a annoncé le lancement d'une initiative d'un montant de 175 milliards de dollars afin d'encourager les individus à emprunter les transports publics et les pistes cyclables dans certaines des plus grandes villes du monde.⁸⁴

L'essor du Sud se manifeste également par la conclusion de multiples accords bilatéraux portant sur la lutte contre le changement climatique. Au vu des catastrophes naturelles liées au climat et de l'augmentation du niveau de la mer menaçant de nuire aux progrès en matière de développement humain, les pays ont reconnu être dans l'obligation de mettre au point des politiques d'adaptation aux changements climatiques et de réduction de ses effets. Par exemple, les pays s'engagent à coopérer en matière de développement technologique et à définir des marchés du carbone en fonction de la zone en question. Un partenariat entre la Chine et le Royaume-Uni mettra à l'essai des techniques avancées de combustion du charbon, alors que les États-Unis et l'Inde sont parvenus à un accord visant au développement de l'énergie nucléaire en Inde.⁸⁵

Les pays du Sud développent et diffusent également de nouvelles technologies écologiques. La Chine, quatrième producteur d'énergie éolienne en 2008, est le premier producteur au monde de panneaux solaires et de

turbines.⁸⁶ En 2011, la Mission solaire nationale créée par l'Inde a entraîné une hausse de 62 % des investissements en énergie solaire pour atteindre 12 milliards de dollars, la hausse des investissements la plus rapide jamais enregistrée sur un grand marché de l'énergie renouvelable. Le Brésil a augmenté ses investissements en technologie des énergies renouvelables de 8 % pour atteindre 7 milliards de dollars.⁸⁷

Les initiatives régionales, bilatérales et nationales menées dans les pays du Sud afin de réduire les effets du changement climatique et protéger les ressources naturelles constituent autant d'étapes concluantes. Mais le changement climatique et l'environnement représentent des enjeux mondiaux par essence qui doivent être abordés à l'échelon global par le biais d'accords multilatéraux. La coopération et la participation des économies montantes des pays du Sud à de tels accords sont essentielles à leur réussite. La collaboration et l'entente régionales peuvent être un premier pas dans cette direction, signes d'un véritable désir de lutter contre le changement climatique.

Poursuite des efforts dans un contexte d'incertitude

L'essor du Sud a été facilitée par un essor mondial du commerce et des investissements jamais vus auparavant. Plus de 100 pays en développement ont enregistré une croissance du revenu par habitant supérieure à 3 % en 2007. Récemment, le ralentissement économique des pays en développement a poussé le Sud à se tourner vers la demande régionale.⁸⁸ On peut déjà constater que les pays en développement entretiennent davantage de relations commerciales entre eux qu'avec les pays du Nord, et cette tendance pourrait s'accroître. Les blocs commerciaux Sud-Sud restent entravés par des barrières non tarifaires qui réduisent les possibilités d'échanges à grande échelle. De larges réserves de change restent inutilisées lorsque les rendements augmentent et que les investissements Sud-Sud sont plus sûrs. Il existe un réel potentiel d'expansion des partenariats de développement et de coopération régionale et interrégionale.

L'essor du Sud a renforcé la rapide croissance économique de l'Afrique subsaharienne et a apporté ainsi de solides fondements au

Au vu des catastrophes naturelles liées au climat et de l'augmentation du niveau de la mer menaçant de nuire aux progrès en matière de développement humain, les pays ont reconnu être dans l'obligation de mettre au point des politiques d'adaptation aux changements climatiques et de réduction de ses effets

Les pays en développement entretiennent davantage de relations commerciales entre eux qu'avec les pays du Nord, et cette tendance pourrait s'accroître

développement humain. Un grand nombre des économies les plus florissantes de ce siècle affichent un IDH parmi les plus bas. Certaines ont effectué des progrès sur les indicateurs non liés au revenu, d'autres non.

Les gouvernements doivent profiter de cette dynamique de croissance et adopter des politiques capables de s'appuyer sur la hausse des revenus pour garantir le développement humain. Les politiques créatrices de capacités humaines et de capacités de production nationales permettront aux pays de ne pas se cantonner à la production de produits de base et de diversifier leurs activités économiques. La coopération Sud-Sud peut permettre de dégager le potentiel d'apprentissage et de diffusion des échanges commerciaux, de l'investissement et du partenariat et de l'appliquer à tous les secteurs, même celle des produits de base. Les ententes Sud-Sud peuvent faciliter la diversification industrielle par l'intermédiaire des IDE et des coentreprises, le partage de technologie via une formation en équipe et le recours à des produits bon marché et des pratiques innovantes répondant aux besoins de la classe entrepreneuriale. Cette coopération est déjà un fait et pourrait être reproduite à grande échelle au cours des années à venir.

Cela étant dit, l'essor du Sud a été fulgurante mais n'en est qu'à ses prémices. L'ampleur des liens sociaux, économiques, technologiques et entrepreneuriaux existant aujourd'hui entre les pays en développement est inédit. Les quotidiens peuvent véhiculer un bien triste message en relatant les nouvelles du monde. Malgré tout, parmi ce flot de mauvaises nouvelles se dégagent quelques exemples fructueux de créations d'entreprise et d'applications avisées de nouvelles technologies émanant de personnes dynamiques dans des endroits inattendus.

Multipliez chaque histoire par le nombre d'individus vivant dans des pays développés et vous obtiendrez un chiffre étonnant correspondant au potentiel de la montée des pays du Sud. Le chapitre 3 passe en revue ce potentiel en identifiant quelques moteurs qui ont permis aux pays leaders du Sud d'effectuer de rapides progrès, inspirant par là même d'autres pays.

Les perspectives globales sont incertaines et le ralentissement économique des pays du Nord a des retombées négatives sur les pays du Sud. Toutefois, avec des réformes adéquates, dont un changement d'orientation de la politique,⁸⁹ la promesse d'un développement humain durable est possible, et ce grâce aux évolutions apportées à l'économie mondiale par l'essor du Sud.

« Nous ne pouvons pas nous attendre à ce que toutes les nations adoptent des systèmes identiques, car le conformisme est le geôlier de la liberté et l'ennemi de la croissance ».

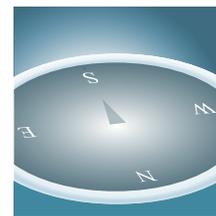
John F. Kennedy

« La sagesse ne se trouve ni dans l'immobilité ni dans le changement, mais dans la dialectique entre les deux ».

Octavio Paz

3.

Les moteurs de transformation du développement



Comment tant de pays du Sud ont-ils transformé leurs perspectives en matière de développement humain ? La diversité sociale et politique ainsi que les disparités en termes de ressources naturelles ont souvent contribué à ce que leur trajectoire diverge. Ils partagent, toutefois, certains aspects. Ce chapitre se penche sur l'expérience de certains pays ayant le mieux réussi et sur trois de leurs moteurs communs : l'État développemental proactif, la capacité à intégrer les marchés mondiaux et l'engagement en faveur des politiques sociales et de l'innovation.

Nombreux sont les pays qui ont réalisé des progrès remarquables au cours des deux dernières décennies : tous ont contribué de manière générale à l'essor du Sud. Toutefois, certains sont parvenus non seulement à augmenter de manière notable le revenu national, mais aussi à dépasser la moyenne des performances d'indicateurs sociaux tels que la santé et l'éducation. L'une des méthodes pour identifier les pays aux niveaux de réussite élevés consiste à rechercher ceux enregistrant une augmentation positive du revenu et une bonne performance des mesures adoptées en matière de santé et d'éducation par rapport à d'autres pays dont les niveaux de développement sont comparables. Dans ce groupe, certains des pays les plus grands tels que le Brésil, la Chine et l'Inde côtoient des nations plus petites comme le Bangladesh, le Chili, le Ghana, l'Indonésie, la République de Corée, la Malaisie, Maurice, le Mexique, la Thaïlande, la Tunisie, la Turquie, l'Ouganda et le Viet Nam (figure 3.1).

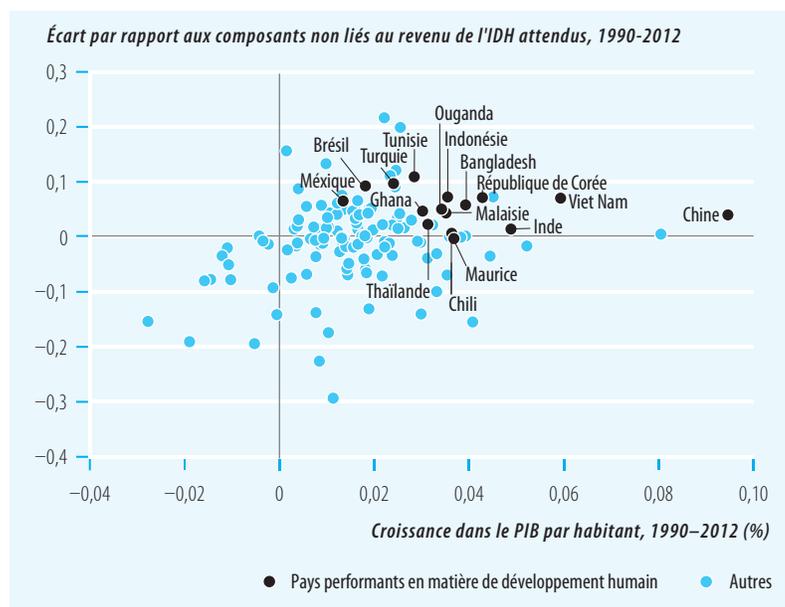
Ce chapitre analyse les performances d'un groupe de pays qui, depuis 1990, a réalisé d'énormes progrès tant dans la croissance liée au revenu que dans les composants non liés au revenu du développement humain (la santé et l'éducation). Certains pays ont réussi davantage dans certains domaines que dans d'autres : le Brésil et la Turquie ont enregistré de meilleurs résultats dans les composants non liés au revenu de l'indice de développement humain (IDH), tandis que les performances de la Chine au cours de la période 1990-2010 ont clairement été économiques (ceci s'explique en partie par le fait que, lorsque les réformes ont été mises en place à la fin des années 1970, les progrès obtenus en matière de santé et d'éducation étaient déjà importants dans ce pays).¹ En outre, comme indiqué dans le chapitre 1, le groupe des pays dont la progression de l'IDH les distinguent par rapport aux performances de leurs pairs entre 1990 et 2012 comprend des

pays figurant parmi les moins avancés tels que la République démocratique populaire lao, le Mali, le Mozambique, le Rwanda et l'Ouganda.

L'autre méthode pour identifier les pays ayant réellement progressé dans le domaine du développement humain consiste à rechercher ceux qui sont parvenus à mieux combler le « fossé du développement humain », c'est-à-dire, à réduire le déficit en termes d'IDH (la distance jusqu'à la valeur maximale de l'IDH).² Le tableau 3.1 dresse la liste des 26 pays qui figuraient parmi les 15 pays en développement arrivant en tête du classement pour avoir réduit de manière significative leur déficit d'IDH au cours de la période 1990-2012³ ou les 15 pays

FIGURE 3.1

Plusieurs pays ont réalisé de bonnes performances tant dans les composants liés au revenu que non liés au revenu de l'indice de développement humain (IDH)



Remarque : d'après un groupe équilibré de 96 pays.
Source : calculs du BRDH.

TABLEAU 3.1

Pays en développement sélectionnés qui ont diminué considérablement leur déficit d'IDH ou qui ont augmenté de manière significative leur croissance en termes de revenu national brut par habitant. 1990-2012

Pays	IDH (valeur)		Réduction du déficit d'IDH ^a		Croissance annuelle moyenne du revenu national brut par habitant	
	1990	2012	(%)	Position	(%)	Position
Corée (République de)	0,749	0,909	63,6	1	4,2	8
Iran (République islamique d')	0,540	0,742	43,9	2	2,5	32
Chine	0,495	0,699	40,5	3	9,4	1
Chili	0,702	0,819	39,4	4	3,8	13
Arabie Saoudite	0,653	0,782	37,3	5	0,4	77
Argentine	0,701	0,811	36,9	6	3,5	18
Malaisie	0,635	0,769	36,6	7	3,6	17
Qatar	0,553	0,712	35,6	8	2,9	29
Tunisie	0,569	0,722	35,5	9	2,5	33
Turquie	0,743	0,834	35,3	10	3,2	22
Mexique	0,654	0,775	35,0	11	1,3	58
Algérie	0,562	0,713	34,4	12	1,0	69
Brésil	0,666	0,780	34,3	13	3,9	11
Panama	0,590	0,730	34,1	14	1,7	50
Brunei Darussalam	0,782	0,855	33,4	15	-0,4	87
Viet Nam	0,439	0,617	31,8	21	5,9	3
Maurice	0,626	0,737	29,8	25	3,6	14
République dominicaine	0,584	0,702	28,3	28	3,9	12
Myanmar	0,305	0,498	27,8	30	7,9	2
Sri Lanka	0,608	0,715	27,3	31	4,4	7
République démocratique populaire lao	0,502	0,636	26,7	36	5,3	4
Guyane	0,379	0,543	26,5	39	4,4	6
Inde	0,410	0,554	24,5	45	4,7	5
Bangladesh	0,361	0,515	24,1	47	3,9	10
Trinité-et-Tobago	0,685	0,760	23,9	49	3,6	15
Mozambique	0,202	0,327	15,6	72	4,1	9

a. Réduction de la distance jusqu'à la valeur maximale de l'IDH.

Remarque : d'après un groupe équilibré de 96 pays en développement.

Source : d'après les calculs du BRDH.

Le premier groupe de pays a su accompagner une croissance économique rapide par des politiques sociales bénéficiant à la société dans une plus grande mesure et aux pauvres en particulier : la Chine, par exemple, a réduit son déficit d'IDH plus que tous les autres pays, exception faite de l'Iran et de la République de Corée. Cette dernière, en dépit d'un essor économique plus faible que la Chine, a connu les plus grandes avancées quant à la valeur de l'IDH. Le Viet Nam enregistre également une bonne prestation, sa croissance économique et ses améliorations en matière d'IDH lui permettant de figurer à la troisième position et parmi les 20 premiers du classement respectivement. Le Sri Lanka, quant à lui, affiche une croissance économique marquée ainsi qu'une réduction notable de son déficit d'IDH et ce, malgré de nombreuses années de conflit interne.⁴

Les performances économiques de l'Inde ont également été impressionnantes, avec une croissance de revenu moyenne de près de 5 % par an sur la période 1990-2012. Toutefois, son revenu par habitant reste faible et se situe à environ 3 400 dollars en 2012 ; une croissance plus poussée sera nécessaire pour améliorer les conditions de vie de ses habitants car il est difficile d'obtenir une réduction significative de la pauvreté en ayant recours uniquement à des mesures de répartition au niveau des populations à faible revenu. Concernant l'accélération du développement humain, les résultats de l'Inde sont moins spectaculaires que ses performances de croissance. Ainsi, le Bangladesh, qui affiche une croissance économique plus faible et possède la moitié du revenu par habitant de l'Inde, fait aussi bien, voire mieux, sur certains indicateurs.

Parmi les 15 pays en tête du classement pour avoir réduit leur déficit d'IDH figurent l'Algérie, le Brésil et le Mexique, même si leur revenu par habitant n'a augmenté que de 1 ou 2 % par an en moyenne sur la période 1990-2012. Leur trajectoire met en avant la deuxième grande stratégie qui a porté ses fruits en matière de développement humain : donner la priorité aux investissements publics consacrés au renforcement des capacités des individus, notamment à leur santé, à leur éducation et à leur alimentation, et contribuer à accroître la résilience des sociétés face aux menaces et chocs économiques et environnementaux, entre autres.

ayant obtenu les taux de croissance annuelle par habitant les plus forts pendant la même période.

L'enseignement à tirer ici est le suivant : les pays ne peuvent dépendre uniquement de la croissance. Comme l'ont montré les *Rapports sur le développement humain* 1993 et 1996, la croissance et le développement humain ne sont pas automatiquement liés.⁵ Cela requiert des politiques en faveur des pauvres doublées d'investissements dans les domaines de la santé et de l'éducation et de mesures favorisant le développement d'emplois décents, la protection des ressources naturelles contre une diminution ou une surexploitation, l'égalité des sexes et la répartition équitable des revenus, et le maintien des communautés sur leurs lieux de résidence.

Cela ne veut pas dire que la croissance économique n'a pas d'importance. Les pays pauvres et leurs nombreux habitants pauvres nécessitent des revenus plus élevés. À l'échelon national, une croissance plus rapide peut aider les pays à réduire leurs dettes et leurs déficits et à générer des revenus publics supplémentaires pour investir dans des biens et des services de base, particulièrement dans la santé et l'éducation. Au niveau des ménages, l'augmentation des revenus permet de pourvoir aux besoins essentiels et d'améliorer les conditions et la qualité de vie.

Quoi qu'il en soit, la hausse des revenus ne contribue pas nécessairement au bien-être des personnes. Ainsi, les populations des grandes villes bénéficient généralement d'un revenu par habitant élevé, mais elles souffrent également d'indices de criminalité, de pollution et d'embouteillages importants. Dans les zones rurales, les ménages agricoles peuvent voir leurs revenus augmenter, mais ils manquent d'écoles ou de centres de santé. Les conditions initiales ont une influence majeure sur le rythme de développement actuel et à venir des pays. Néanmoins, celles-ci sont importantes, mais d'autres facteurs entrent également en compte (encadré 3.1).

En fait, les liens entre croissance économique et développement humain se sont rompus à plusieurs reprises. Le Rapport sur le développement humain 1996 a identifié six types de croissance malvenue : la croissance du nombre de personnes sans emploi, qui n'augmente pas les chances d'accéder à un emploi ; la croissance impitoyable, qui s'accompagne d'une hausse des inégalités ; la croissance sans voix, qui prive les communautés les plus vulnérables du droit de participation ; la croissance sans racines, qui applique des modèles inappropriés pris ailleurs ; et la croissance sans avenir, qui repose

ENCADRÉ 3.1

L'histoire et les conditions initiales jouent un rôle significatif mais ne décident pas du destin d'un pays

Les « conditions initiales » ont des effets marquants car certaines caractéristiques sont non seulement difficiles à changer mais sont souvent perpétuées par les institutions et les politiques. Dans les sociétés nées avec de grandes inégalités, les élites peuvent établir un cadre juridique leur permettant de renforcer leur influence et de maintenir ces déséquilibres à leur profit. Prenons l'exemple des Amériques où trois types distincts de colonies ont vu le jour au XVII^e siècle, en fonction des conditions initiales du sol, du climat et de vie des populations indigènes.

Dans les Caraïbes, le sol et le climat ont favorisé la naissance de colonies adaptées à la production de produits de base lucratifs à grande échelle. La répartition de la richesse et du capital humain était extrêmement inégale, favorisant une élite qui pouvait créer de grandes compagnies d'esclaves. En Amérique hispanique, où les ressources minérales et les populations autochtones abondaient, les autorités ont distribué les terres aux colons espagnols. Les élites ont servi la couronne espagnole et ont maintenu leur statut après l'indépendance. Les inégalités de revenu ont renforcé les barrières raciales car seules les personnes possédant le plus grand nombre de terres pouvaient accéder à la citoyenneté. À l'heure actuelle, au Pérou, comme dans beaucoup d'autres pays, de graves inégalités horizontales subsistent entre les populations indigènes et les descendants des Européens. Dans le nord de l'Amérique, où les natifs n'étaient pas aussi nombreux, le sol et le climat n'ont pas permis de créer des économies d'échelle. Par conséquent, l'économie dépendant du travail des descendants des Européens, le capital humain était important et la répartition

de la richesse plus équitable. L'abondance des terres et les besoins faibles en capital ont contribué à ce que la plupart des hommes adultes deviennent des propriétaires indépendants.

Aujourd'hui, Haïti est le pays le plus pauvre des Amériques. À la veille de sa révolution en 1790, il était probablement le pays le plus riche du Nouveau Monde. De même, après la guerre de Sept Ans qui opposa l'Angleterre et la France (1756-1763), les britanniques, en position de force, ont hésité entre l'île de la Guadeloupe, dans les Caraïbes, et le Canada, en Amérique du Nord, en guise de réparation. Cependant, plusieurs siècles plus tard, ce dernier affiche une plus grande réussite que d'autres économies de l'hémisphère.

L'histoire et les conditions initiales ne sont pas des barrières insurmontables. Près de la moitié des performances en matière de développement mesurées par l'IDH ces 30 dernières années est inexplicable par la valeur de l'IDH initial de 1980. Des pays partant de niveaux similaires comme l'Inde et le Pakistan, le Chili et le Venezuela, la Malaisie et les Philippines ou le Liberia et le Sénégal connaissent des évolutions différentes. Comme exposé dans le *Rapport sur le développement humain* 2010, si des pays avec les mêmes points de départ s'engagent sur des voies de développement divergentes mais que les réussites globales moyennes n'ont pas changé, nous pouvons en conclure que ce sont les forces, les institutions, le contexte social et les chocs idiosyncrasiques d'un pays qui déterminent son développement. Aucun pays n'est prisonnier de son histoire longtemps s'il souhaite sortir du gouffre.

Source : Engerman et Sokoloff 2002 ; Hoff 2003 ; Thorp et Paredes 2011 ; PNUD 2010a.

sur une exploitation effrénée des ressources environnementales.⁶

Quels sont les éléments nécessaires pour générer une croissance de qualité et la transformer en développement humain ? Quels enseignements politiques pouvons-nous tirer des différentes expériences de développement humain de ces pays ? Quels sont les moteurs réels de transformation ? Ce chapitre en identifie trois :

- Un État développemental proactif.
- L'intégration dans les marchés mondiaux.
- Des politiques sociales et une innovation définies.

Ces moteurs ne découlent pas de conceptions abstraites sur le fonctionnement du développement ; ils sont démontrés par les expériences de transformation vécues par de nombreux pays du Sud. En fait, ils mettent en question les approches préconçues et prescriptives : d'une part, ils annulent un certain nombre de préceptes collectivistes, au modèle de gestion centralisé ; d'autre part, ils s'éloignent du principe de libéralisation sans entrave adopté par le consensus de Washington.

Ces moteurs suggèrent une évolution vers une nouvelle approche selon laquelle l'État est un catalyseur indispensable qui adapte de manière pragmatique ses politiques et ses actions aux nouvelles réalités et aux défis posés par les marchés mondiaux. Cette nouvelle perspective reconnaît que le développement ne se produit pas automatiquement et que la transformation ne peut pas être l'affaire uniquement des marchés. Au contraire, l'État doit activement mobiliser la société à travers des politiques et des institutions pouvant contribuer au développement économique et social.

Toutefois, ceci n'est pas une règle universelle. Le contexte et les caractéristiques du pays, les capacités du gouvernement et les relations établies avec le reste du monde déterminent la façon dont ces trois éléments se transforment en politiques.

Moteur 1 : un État développemental proactif

Le développement consiste à changer une société afin d'améliorer le bien-être des personnes à travers les générations, en élargissant leurs choix en matière de santé, d'éducation et de revenus, et leurs libertés

et leurs chances de jouir d'une participation significative au sein de celle-ci.

Les pays ayant connu ces transformations partagent un trait commun, à savoir un État proactif fort, aussi appelé « État développemental ». Ce terme fait référence à un État formé d'un gouvernement activiste et, la plupart du temps, d'une élite apolitique qui considère le développement économique rapide comme l'objectif premier à atteindre. Certains vont plus loin dans cette définition : un État qui confère l'autorité et les pouvoirs nécessaires à la bureaucratie pour qu'elle élabore et mette en œuvre les politiques. Une hausse conséquente de la croissance et l'élévation des niveaux de vie légitiment en retour l'appareil d'État et les élites dirigeantes.⁷

Dans certains cas notables, la progression développementale est guidée par une vision à long terme, des normes et des valeurs partagées, ainsi que des règles et des institutions qui instaurent un climat de confiance et de cohésion. De plus, envisager le développement comme une transformation requiert de prendre sérieusement en considération ces facteurs immatériels et de comprendre comment ils affectent l'organisation de la société et interagissent avec des politiques et des réformes au cas par cas.

L'appropriation de la stratégie de développement par le pays, de solides capacités bureaucratiques et des politiques adéquates constituent autant d'éléments essentiels à l'impulsion du processus de transformation.⁸ Les politiques doivent viser à faciliter la transformation en identifiant les obstacles au changement ainsi que ses catalyseurs potentiels. Dans ce processus, les institutions, les sociétés et les individus doivent définir leurs propres objectifs et identifier les stratégies et les politiques permettant de les atteindre. Bien que ce ne soit pas un objectif partout, l'ample participation des individus et le sentiment qu'ils sont entendus, que leurs opinions sont intégrées dans la prise de décision et qu'ils sont activement impliqués dans l'élaboration des programmes contribuent à un développement durable à long terme. Il est également souhaitable que les hautes instances dirigeantes restent cohérentes en se dotant d'équipes de technocrates fiables afin d'assurer la mémoire institutionnelle et la continuité politique (encadré 3.2).⁹

Ce chapitre identifie trois moteurs de transformation : un État développemental proactif, l'intégration dans les marchés mondiaux et des politiques sociales et une innovation définies

Les pays ayant connu ces transformations du développement partagent un trait commun, à savoir un État proactif fort, aussi appelé « État développemental »

Qu'est-ce qu'un État développemental ? Doit-il être autoritaire ?

Nous en savons plus sur les États développementaux grâce aux expériences des économies « miracle » de l'Asie de l'Est : le Japon, avant la Seconde Guerre mondiale, et Hong Kong, Chine (RAS), la République de Corée, Singapour et Taiwan Province de Chine, dans la seconde moitié du XXe siècle. De par leur trajectoire récente, la Chine et le Viet Nam (ainsi que la République démocratique populaire lao et le Cambodge) peuvent également être considérés comme des États développementaux. Tous ces pays ont en commun, entre autres, de promouvoir le développement économique en favorisant explicitement certains secteurs, de contrôler des bureaucraties compétentes, de placer des institutions publiques capables et robustes au centre des stratégies de développement, d'énoncer clairement les objectifs sociaux et économiques et de jouir de la légitimité politique accordée par les bons résultats obtenus en matière de développement.

Certains États développementaux d'Asie de l'Est n'étant pas des démocraties, beaucoup se sont empressés d'en déduire que le modèle d'État développemental est également autocratique. Mais, le lien entre autoritarisme et développement n'est pas toujours vrai.³ Des démocraties telles que le Japon et les États-Unis ont fonctionné comme des États développementaux. Après la Seconde Guerre mondiale, la France a entamé sa planification économique en créant le Commissariat Général du Plan et en élaborant des politiques industrielles sectorielles menées par des bureaucrates d'élite à grand renfort d'entreprises publiques. Depuis les années 1950, les pays scandinaves ont, par certains aspects, les caractéristiques d'un État développemental car ils bénéficient de la légitimité politique concédée par l'État providence et le plein emploi plutôt que par une croissance rapide. L'État suédois a développé des secteurs stratégiques au moyen de partenariats public-privé (fer et acier, chemins de fer, télégraphe et téléphone, et énergie hydroélectrique). Il a également fourni une protection ciblée pour soutenir l'émergence des industries lourdes en promouvant la recherche et le développement. Ses politiques de protection sociale ont été intégrées aux

stratégies visant à promouvoir les changements structurels nécessaires pour créer des secteurs hautement productifs.

L'histoire d'État développemental des États-Unis remonte aux premiers jours de la république.⁴ Alexander Hamilton, le premier Secrétaire au Trésor, est considéré, par la plupart, comme le père et l'inventeur de l'argument de l'industrie naissante. Entre 1830 et 1945, les États-Unis possèdent certaines des barrières commerciales les plus restrictives au monde. Dans la même période, ils investissent lourdement dans les infrastructures (chemins de fer du Pacifique, canaux du Mid-West et infrastructures agricoles), dans l'éducation supérieure, ainsi que dans la recherche et le développement.⁵ Même après la Seconde Guerre mondiale, lorsque les États-Unis se hissent au premier rang des puissances industrielles, l'État développemental subsiste et ce, en dépit de la montée du fondamentalisme de marché.

Block (2008) soutient que l'État s'est attaché à adapter la recherche technologique de pointe à un usage commercial à travers la coopération de réseaux de personnes extrêmement compétentes dans le domaine des technologies et évoluant au sein des agences, des industries, des universités et des instituts de recherche publics. Le développementalisme a vécu dans l'ombre de la politique des États-Unis car reconnaître le rôle central de l'État dans la promotion de l'évolution technologique est en contradiction avec le discours prônant une totale liberté et autonomie du secteur pour répondre aux signaux du marché. Cependant, malgré un champ d'action limité dû à un manque de légitimité, des financements précaires et d'autres obstacles liés à sa nature « cachée », l'État développemental des États-Unis s'est avéré relativement positif. Dans de nombreux secteurs, le pays est devenu très compétitif à l'échelon international grâce aux financements publics dédiés à la recherche et au développement et aux marchés publics pour la défense (ordinateurs, avions, Internet) et la santé (médicaments, génie génétique).

Source : Evans 2010 ; Chang 2010 ; Edigheji 2010 ; Block 2008.

Il n'y a pas de recette simple pour associer développement humain et croissance économique ou pour accélérer la croissance.¹⁰ L'étude de données transnationales sur la période 1950-2005 a montré que la plupart des réformes économiques majeures ne produisaient pas des hausses spectaculaires de la croissance.¹¹ Les pays ayant connu une croissance soutenue sont ceux qui ont éliminé progressivement les obstacles au développement et non ceux qui ont mis en œuvre une longue liste de politiques et de réformes. Ici, l'État joue un rôle essentiel. Les pays qui sont parvenus à entamer une croissance durable jalonnée de différents défis, ont adopté des politiques diverses sur la régulation du marché, la promotion des exportations, le développement industriel et l'adaptation et les progrès technologiques.¹² Lorsqu'un pays croît rapidement, le défi consiste à vaincre ou à anticiper les obstacles réels ou potentiellement contraignants. Les aspects positifs des chocs commerciaux, comme la récente expansion des produits de base entraînée par l'essor du

Sud, peuvent contribuer à l'accélération de la croissance mais pas à sa durabilité. Toutefois, des réformes économiques et institutionnelles ciblées semblent avoir des effets notables, tant sur le plan statistique que quantitatif, sur la durabilité des accélérations de la croissance.¹³

Dans nombre de pays en développement très performants, l'État agit différemment par rapport à l'État providence conventionnel dont l'action vise à corriger les défaillances du marché et à créer des mécanismes de protection sociale tout en promouvant une croissance stimulée par les marchés. Les États développementaux ont été plus proactifs en amorçant et contrôlant les transformations dans la vie des personnes.¹⁴ Ces États se sont souciés davantage du développement que des marchés. Ceux possédant des programmes sociaux innovants et solides se préoccupent également des personnes. Cette progression est vraiment nécessaire pour cibler davantage le développement humain que la croissance.

Les États développementaux se caractérisent également par la mise en place de politiques industrielles pour corriger les problèmes de coordination et les externalités en « gérant » les avantages comparatifs.¹⁵ Par exemple, l'État peut encourager les industries considérées comme ayant un avantage comparatif ou chercher à élever celles enlisées dans un avantage comparatif statique. Ainsi, plusieurs industries ayant bénéficié de la protection des droits de douane ont ensuite enregistré de bonnes performances sur les marchés mondiaux.¹⁶ Toutefois, il peut être difficile d'attribuer la réussite ou l'échec d'une industrie donnée à des politiques commerciales spécifiques car les interventions d'un gouvernement répondent à différentes motivations allant de la génération de revenus à la protection d'intérêts particuliers.

Les études menées dans les différents secteurs sur les bénéfices de la protection de l'industrie n'apportent pas de réponses claires. Elles distinguent, toutefois, la désirabilité générale des politiques industrielles « douces », comme l'amélioration des infrastructures et l'adoption des technologies, et des politiques industrielles « dures », telles que les impôts directs et les subventions visant à favoriser des secteurs spécifiques, dont l'efficacité dépend de la situation des pays. Cependant, il n'y a pas de règle générale : ce qui a fonctionné en Asie de l'Est peut ne pas convenir en Amérique latine.

- *Japon*. Le Japon a longtemps agi comme un État développemental. Dès les années 1870, un

groupe de « marchands et d'hommes d'affaires patriotes et instruits ainsi que le gouvernement s'attèlent à la modernisation économique ».¹⁷ Les nombreuses réformes qui s'ensuivent permettent de créer les infrastructures d'un pays moderne, mais aussi d'unifier la monnaie, les chemins de fer, l'éducation publique et les lois bancaires. Le gouvernement crée et exploite des usines et des industries publiques allant de la production de coton à la construction navale. Il favorise également la production nationale en élevant les droits d'importation sur de nombreux produits industriels. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Japon a subi une transformation capitale en passant du statut de pays bénéficiaire de l'aide à celui de pays donateur (encadré 3.3).

- *République de Corée*. Entre 1960 et 1980, la République de Corée affiche une réussite notable. Après 1961, le gouvernement parvient à s'imposer face aux acteurs commerciaux en introduisant une série de réformes, notamment des mesures pour accroître la cohérence institutionnelle de l'État, instituant le Conseil de planification économique, mais centrées sur le contrôle de l'État sur les affaires financières. Il évite également la capture des politiques publiques sur les subventions. Par la suite, il a été capable d'impulser le passage d'une politique de remplacement des importations à une politique de promotion des exportations.¹⁸

D'autres pays émergents du Sud ont poursuivi des politiques similaires. Les gouvernements ont

Les États développementaux se caractérisent par la mise en place de politiques industrielles pour corriger les problèmes de coordination et les externalités en « gérant » les avantages comparatifs

ENCADRÉ 3.3

Akihiko Tanaka, Président, Agence japonaise de coopération internationale

Le Japon et la coopération triangulaire

Soutenue par les remarquables performances économiques de pays émergents, la coopération Sud-Sud et triangulaire s'est développée rapidement ces dernières années. Au fil du temps, elle a laissé derrière elle son rôle traditionnel de complément de la coopération Nord-Sud et est devenue une source de partage d'informations et d'innovation indispensable pour nombre de pays en développement.

La coopération Sud-Sud et triangulaire possède quatre vertus : les bénéfices acquis par le partage des connaissances et des expériences entre pairs en vue de trouver des solutions plus efficaces ; le partage des technologies et des expériences pertinentes susceptibles de promouvoir la convergence avec les objectifs de la coopération Nord-Sud ; le respect conféré à l'appropriation réelle du Sud qui se retrouve aux commandes et l'émergence rapide potentielle de pays en développement en tant que nouveaux donateurs.

Dès 1975, le Japon reconnaît la valeur de la coopération Sud-Sud et triangulaire et entame un programme de formation triangulaire à grande échelle. La trajectoire de développement suivie par le Japon est similaire à celle de certains pays émergents aujourd'hui : pays bénéficiaire de l'aide étrangère d'abord qui endosse ensuite un double rôle, celui de bénéficiaire de l'aide et

donateur émergent pendant un nombre d'années, pour enfin devenir uniquement donateur en tant que premier membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques en 1964.

Cette voie a conduit le Japon à croire que le partage des expériences et des connaissances en matière de développement et des technologies appropriées entre les pays en développement peut se révéler très utile dans le cadre de la coopération pour le développement et garantir, par conséquent, le soutien des donateurs.

La coopération entre le Brésil, le Japon et le Mozambique en est l'illustration parfaite. Le Japon a aidé le Brésil à développer le Cerrado, une région de savane tropicale, pour en faire le premier producteur de soja et autres produits agricoles. Les deux pays ont étendu leur coopération au Mozambique qui bénéficie aujourd'hui de leur soutien pour développer son vaste territoire de savane.

Reste maintenant à imposer progressivement la coopération Sud-Sud et triangulaire comme une approche centrale de la coopération pour le développement tout en évitant une fragmentation excessive de l'aide entre des acteurs de plus en plus nombreux.

formé des partenariats avec le secteur privé afin de développer un avantage comparatif dans les secteurs les plus prometteurs tout en assurant une gestion macroéconomique efficace et en favorisant l'innovation. Ils ont également pris soin d'élargir les perspectives sociales en définissant les priorités politiques, en aidant certains secteurs, en encourageant les complémentarités État-marché, en s'engageant sur des réformes à long terme, en affirmant leur suprématie politique, en tirant les enseignements de leurs actions et en stimulant l'investissement public.

Définir les priorités politiques

Un État développemental doit, avant toute régulation des prix, définir correctement les priorités politiques. Celles-ci doivent être axées sur les personnes en promouvant leurs perspectives tout en les protégeant des risques d'effondrement. Mais, pour élaborer les bonnes politiques et priorités politiques, il convient de mettre en place des processus adéquats. Les institutions dirigeantes et les politiques sont intimement et inextricablement liées ; aucune ne peut réussir sans le concours de l'autre. Il est donc primordial que les processus politiques soient gérés par des personnes engagées évoluant au sein de structures gouvernementales compétentes et responsables. Les politiques changent également à différentes étapes du développement : dans les phases initiales, par exemple, beaucoup de pays mettent l'accent sur la création d'emplois et la réduction de la pauvreté.

- *Indonésie*. À partir du milieu des années 1970, grâce aux revenus générés par les nouvelles et importantes ressources de pétrole, l'Indonésie complète son industrialisation fondée sur le remplacement des importations par une stimulation majeure du développement agricole et rural (voir l'encadré 3.4 en ce qui concerne le potentiel de transformation des investissements stratégiques dans le secteur agricole). Cette stratégie de croissance équilibrée a créé des emplois, réduisant ainsi le taux de chômage et accroissant les salaires réels.¹⁹ Puis, au milieu des années 1980, avec le déclin des revenus issus du pétrole, l'Indonésie privilégie une industrialisation tournée vers l'extérieur plutôt que le remplacement des importations, attirant le surplus de travailleurs agricoles vers le secteur industriel qui offre des salaires plus intéressants.

Au début des années 1990, le contingent de travailleurs agricoles est épuisé, mais la réduction de la pauvreté se poursuit grâce à l'augmentation des salaires principalement. L'approche de chacune de ces phases était donc axée sur les personnes car la stratégie de croissance a été modifiée en fonction des conditions changeantes.

Améliorer l'investissement public

La pensée politique sociale et économique classique, comme mise en avant par le « consensus de Washington », défendait que les principes économiques fondamentaux devaient être respectés comme condition préalable à la croissance économique, soutenant que les améliorations du développement humain suivraient. À l'opposé, l'approche du développement humain exige que l'amélioration des conditions de vie des personnes pauvres ne soit pas remise à plus tard. Par conséquent, les États développementaux soucieux des individus sont ceux qui développent un certain nombre de services sociaux de base (encadré 3.5).²⁰ Dans cette approche, l'investissement dédié aux capacités des personnes, par le biais de la santé, de l'éducation ou d'autres services publics, n'est pas un appendice du processus de croissance, mais une partie intégrante de celui-ci.

Au-delà du montant des dépenses publiques, c'est leur composition et l'efficacité avec laquelle celles-ci sont distribuées qui influent sur la qualité de la prestation des services publics et du renforcement des capacités. L'efficacité des dépenses publiques diffère selon les pays. Une analyse transnationale globale montre une corrélation positive entre les dépenses par habitant effectuées antérieurement par le secteur public pour les domaines de la santé et de l'éducation et les avancées actuelles en matière de développement humain (Figure 3.2). En outre, l'augmentation des dépenses publiques par habitant dédiées à la santé est associée à un taux de survie des enfants plus élevé et à un taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans plus faible (figure 3.3). De tels résultats dépendent naturellement de la phase de développement d'un pays, mais aussi de la façon dont cet argent est employé. Les pays devraient mettre en place des contrôles et contreponds pour prévenir les emprunts irresponsables et les dépenses inutiles.

Un État développemental doit, avant toute régulation des prix, définir correctement les priorités politiques. Celles-ci doivent être axées sur les personnes en promouvant leurs perspectives tout en les protégeant des risques d'effondrement

Investir dans l'agriculture

Les investissements stratégiques dans le secteur agricole peuvent avoir des effets de transformation. Un meilleur rendement des cultures peut contribuer à améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs, mais aussi à accroître la demande de biens et de services dans les zones rurales et fournir ainsi de nouvelles perspectives de développement économique. Le prix des aliments peut également baisser, réduisant la part des dépenses que les ménages consacrent à la nourriture et créant des marchés pour d'autres secteurs de l'économie.

La recherche agricole est un bien public et tend à être délaissée par le secteur privé. En conséquence, la contribution des gouvernements dans ce domaine peut être utile. Des études récentes menées dans plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont montré que la hausse des dépenses publiques dédiées à l'agriculture était particulièrement favorable à la croissance. La répartition des dépenses entre les différents postes, y compris ceux consacrés à la recherche, indique que celles dédiées à la recherche portent leurs fruits. La fourniture d'autres biens publics tels que les services de vulgarisation agricole et les systèmes d'irrigation est également bénéfique.

La Chine possède la structure de recherche et développement en agriculture la plus ample au monde. La recherche s'effectue fondamentalement au sein de l'Académie des sciences agricoles chinoise, des universités et de l'Académie des

sciences chinoise qui englobent plus de 1 100 instituts de recherche. La Chine est en passe de devenir le leader en matière de coopération Sud-Sud avec les pays d'Afrique, lesquels pour beaucoup tirent profit de la recherche chinoise.

Les technologies agricoles ont également été l'un des points forts du Brésil, où selon les estimations, 41 % des dépenses totales consacrées à la recherche agricole en Amérique latine en 2006 l'ont été au Brésil. Le SRPA (System for Agricultural Research and Innovation) a eu une part importante dans la multiplication par quatre de l'efficacité agricole par ouvrier. Le rôle de l'Embrapa (Entreprise brésilienne de recherche agricole), une entreprise publique, a été fondamental dans l'augmentation des terres cultivables. Parallèlement, de nombreux programmes agricoles de ce pays ont été développés en prenant en compte la durabilité. Par exemple, les agriculteurs doivent respecter les lois sur l'occupation des sols afin de pouvoir bénéficier du contrôle des prix ou de programmes de crédit. Un autre programme, *Moderagro*, concède des crédits aux agriculteurs afin qu'ils puissent améliorer les pratiques agricoles et préserver les ressources naturelles. Le programme *Produsa*, quant à lui, octroie des crédits destinés à la plantation sur des sols agricoles dégradés et le programme *Propflora* utilise le crédit pour encourager la plantation de forêts (notamment pour l'huile de palme).

Source : OCDE 2006a, 2011a ; Fan et Saurkar 2006 ; Fan, Nestorova et Olofinbiyi 2010 ; Stads et Beintema 2009 ; Banque mondiale 2012a.

L'investissement dans les capacités des personnes, par le biais de la santé, de l'éducation ou d'autres services publics, n'est pas un appendice du processus de croissance, mais une partie intégrante de celui-ci

Une approche dynamique d'avantage comparatif a permis à plusieurs pays de transformer des secteurs inefficaces face à la concurrence étrangère en moteurs de stimulation des exportations après une plus grande ouverture de leurs économies

La question de savoir si les investissements publics laissent une marge de manœuvre aux investissements privés a fait débat. Les deux réponses sont possibles compte tenu de l'emploi hétérogène du capital public dans les pays en développement. Si l'on compare les faibles niveaux actuels de santé, d'éducation et de développement des infrastructures en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne et ceux des pays très performants de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, il est raisonnable de conclure que l'investissement public, ainsi que sa composition, joue un rôle crucial.

- *Bangladesh*. Le Bangladesh affiche une croissance durable grâce, en partie, à l'augmentation progressive du taux d'investissement public et au contournement des déficits fiscaux dont a souffert le reste de la région.
- *Inde*. L'Inde a augmenté les dépenses du gouvernement central dédiées aux services sociaux et au développement rural de 13,4 % en 2006-2007 à 18,5 % en 2011-2012.²¹ La part des services sociaux dans les dépenses totales est passée de 21,6 % en 2006-2007 à 24,1 % en 2009-2010, puis à 25 % en 2011-2012.

Aider certains secteurs

Les gouvernements peuvent encourager un secteur privé se pliant à la discipline du marché en adoptant une approche dynamique d'avantage

comparatif, aidant les secteurs qui ne pourraient croître en raison d'un marché incomplet.²² Bien que celle-ci ne soit pas exempte de risques politiques comme la connivence et la recherche de rente, elle a permis à plusieurs pays du Sud de transformer des secteurs précédemment qualifiés d'inefficaces et d'insignifiants face à la concurrence étrangère en moteurs de stimulation des exportations après une plus grande ouverture de leurs économies.

- *Inde*. Pendant des décennies après l'indépendance survenue en 1947, l'Inde a suivi pendant des décennies une stratégie d'industrialisation fondée sur le remplacement des importations et dirigée par l'État. Cette politique a entravé l'action du secteur privé et a conféré d'amples pouvoirs aux technocrates qui contrôlaient le commerce et les investissements, créant un système bureaucratique de plus en plus complexe (la « licence Raj »).²³ Toutefois, au cours de ces années, le gouvernement a poursuivi une politique visant à renforcer les capacités des individus et à investir dans l'enseignement supérieur de niveau international, au détriment peut-être de l'enseignement primaire. Après les réformes des années 1990, ces investissements ont été récompensés lorsque l'Inde a été capable, contre toute attente, de tirer profit du contingent de travailleurs qualifiés

L'Europe de l'Est et l'Asie centrale : là où le Nord rejoint le Sud

L'Est en transformation est l'association du Nord et du Sud émergent. L'Europe de l'Est et l'Asie centrale représentent 5 % de la population et de la production mondiales. Leurs expériences dans la gestion d'une transition rapide d'une économie planifiée vers une économie de marché fournissent des enseignements très utiles pour les pays en développement ailleurs. La première phase de transformation a commencé par une nette diminution des niveaux de vie et du développement humain. Alors que chaque pays a affiché une reprise spectaculaire grâce à des conditions politiques et économiques diverses, l'expérience globale met en avant l'importance de l'inclusion sociale et du rôle responsable de l'État.

Le Rapport régional sur le développement humain 2011 pour l'Europe et la Communauté d'États indépendants (CEI) a montré qu'il existait une corrélation négative entre les valeurs de l'indice de développement humain et les mesures d'exclusion sociale adoptées en Europe de l'Est et en Asie centrale. Il a relevé que les variables économiques représentaient moins d'un tiers des risques contribuant à l'exclusion individuelle. Le travail informel, la corruption et la lenteur des procédures de création d'entreprises étaient associés à un taux d'exclusion sociale élevé. À l'opposé, l'emploi favorisant l'inclusion, les institutions du marché du travail fonctionnelles et accessibles sont apparues comme un facteur de poids. L'enseignement majeur à tirer de deux décennies de transition reste que l'État détient un rôle crucial dans l'instauration d'un environnement où la

croissance et les sociétés sont sans exclusion. Le désengagement précipité de l'État dans certains domaines capitaux ou la persistance à vouloir mener une privatisation rapide de toutes les entreprises publiques peut coûter très cher aux sociétés à long terme. En même temps, que l'État conserve certaines responsabilités ne signifie pas que les structures restent inchangées. Au contraire, les réformes visant à renforcer la transparence et la responsabilité des institutions nationales et à limiter l'étendue de la corruption sont nécessaires pour améliorer la qualité de la gouvernance et l'efficacité des gouvernements.

De nombreux pays de la région sont aujourd'hui des membres actifs de l'Union européenne. Ils sont devenus, tout comme la Croatie, le Kazakhstan, la Fédération de Russie et la Turquie, des donateurs émergents dont les contributions à l'aide ont dépassé les 4 milliards de dollars en 2011. Ces donateurs émergents sont également actifs dans les échanges bilatéraux ou trilatéraux de connaissances avec, entre autres, des pays possédant un héritage commun. Ces dernières années, la Roumanie a partagé son expérience en matière d'organisation d'élections avec l'Égypte et la Tunisie ; la Pologne a aidé l'Irak à développer son tissu de petites et moyennes entreprises ; la République tchèque a coopéré avec l'Azerbaïdjan sur l'étude d'impact sur l'environnement et la Slovaquie a assisté la Moldavie et le Monténégro dans la gestion des finances publiques.

Source : BRDH ; PNUD 2011b.

évoluant dans les secteurs émergents liés aux technologies de l'information, lesquels engendraient, en 2011-2012, 70 milliards de dollars de recettes d'exportation. L'essor du secteur pharmaceutique date également de cette période résolument tournée vers l'intérieur. L'Inde avait concédé des brevets uniquement sur les processus, pas sur les produits, ce qui a encouragé les entreprises à inverser le génie et à se hisser au premier rang mondial de la fabrication de médicaments génériques.²⁴ D'autres histoires similaires de renforcement des capacités existent pour ses secteurs automobile, chimique et tertiaire, montés en force sur les marchés mondiaux.

- *Brésil.* Pendant longtemps, le Brésil a également mis en place des stratégies économiques tournées vers le marché intérieur. Au cours de ces périodes, les entreprises qui évoluaient sur les marchés nationaux de grande envergure n'étaient pas encouragées à exporter ni à accéder aux marchés mondiaux. Mais, quand finalement, elles y accédèrent, elles purent s'appuyer sur les capacités acquises au fil des décennies. Embraer, par exemple, se positionne aujourd'hui comme le plus important fabricant d'avions d'affaires régionaux dotés d'une capacité maximale de 120 sièges.²⁵ Les secteurs de l'acier et de la

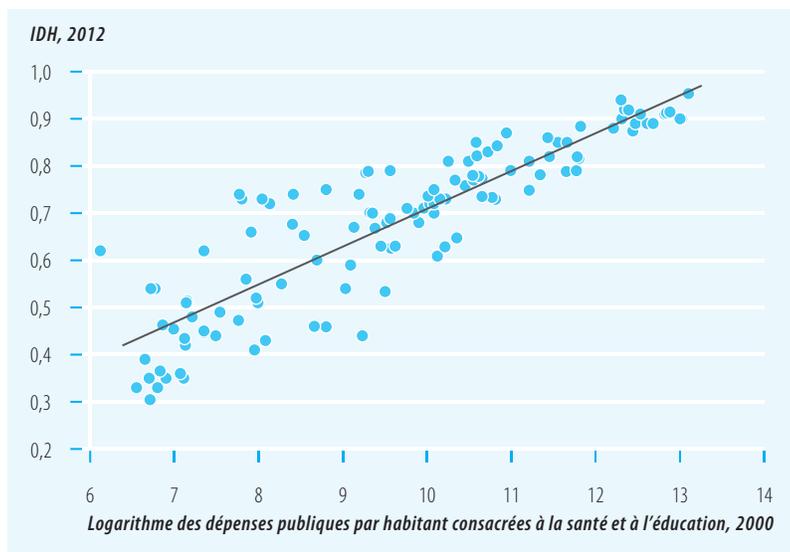
chaussure ont également connu une croissance sous gestion publique, la recherche et le développement ayant contribué à renforcer les capacités d'innovation nationales.

Faire de la création d'emplois une priorité

Il y a de fortes chances pour que les politiques pragmatiques destinées à créer des emplois stables et rémunérés aident à renforcer le lien entre croissance économique et développement humain. Les résultats obtenus en Asie suggèrent que les pays possédant des taux élevés de croissance économique et de réduction de la pauvreté connaissent également une expansion rapide de l'emploi. Ceci a été le cas pour la Malaisie et la Thaïlande dans les années 1970, la Chine et l'Indonésie dans les années 1980, et l'Inde et le Viet Nam dans les années 1990.²⁶ La première génération d'économies asiatiques très performantes, à savoir Hong Kong, Chine (RAS), la République de Corée, Singapour et Taiwan Province de Chine, créa des emplois à un rythme de 2 à 6 % par an avant les années 1990, tout en augmentant la productivité et les salaires. Ces modèles de croissance étaient souvent fondés sur l'agriculture à petite échelle comme à Taiwan Province de Chine et sur un secteur industriel orienté vers les exportations et

FIGURE 3.2

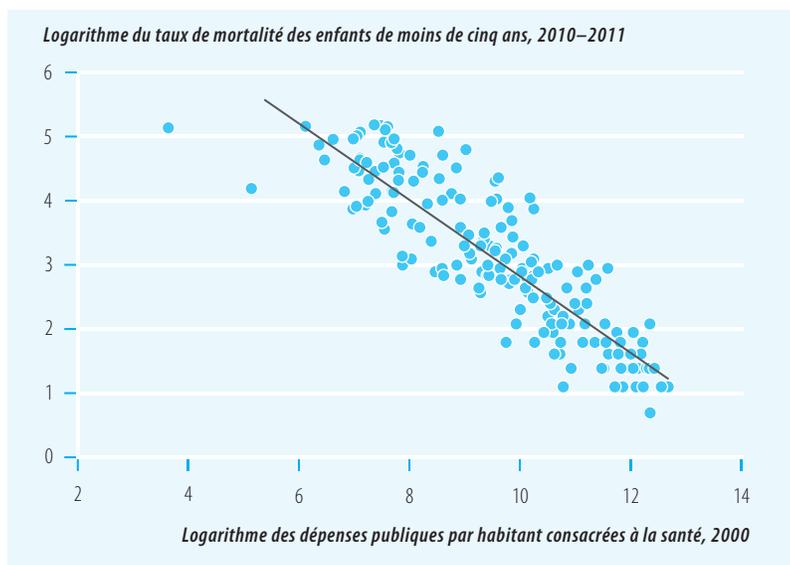
Il existe une corrélation positive entre les valeurs de l'IDH actuel et les dépenses publiques antérieures . . .



Source : calculs du BRDH et Banque mondiale (2012a).

FIGURE 3.3

. . . tout comme entre le taux actuel de survie des enfants et les dépenses publiques antérieures dédiées à la santé



Source : calculs du BRDH d'après les données de la Banque mondiale (2012a).

nécessitant une main-d'œuvre abondante comme à Hong Kong, Chine (RAS), en République de Corée et à Singapour.²⁷

La réussite de certains pays asiatiques tels que la République de Corée et, plus tard, la Thaïlande livre des leçons aux économies les moins avancées, notamment en Afrique subsaharienne, car ils ont été capables d'atteindre un taux de création

d'emplois deux à trois fois plus vite alors qu'ils se trouvaient tous à un niveau de développement comparable. Par exemple, ces 10 dernières années, la population active d'Afrique a absorbé 91 millions de personnes mais seuls 37 millions de ces emplois ont été créés dans des secteurs offrant des salaires.²⁸ Avec des politiques publiques proactives dans des sous-secteurs de l'industrie et de l'agriculture, ainsi que du commerce de détail, de l'accueil et de la construction, nécessitant une main-d'œuvre abondante, l'Afrique devrait créer jusqu'à 72 millions d'emplois d'ici 2020, 18 millions de plus par rapport aux niveaux de croissance actuels.²⁹ Toutefois, de telles politiques requièrent non seulement des investissements dans l'éducation et la formation des jeunes, mais aussi des améliorations en matière d'infrastructures afin de diversifier l'économie et d'éliminer les obstacles à l'entrepreneuriat privé tels que le manque de financement et les réglementations onéreuses.³⁰

- *Maurice*. Les possibilités d'une croissance à forte main-d'œuvre augmentent lorsque les pays se situent à un niveau d'industrialisation plus faible. Analysant les performances de Maurice sur deux décennies, une étude montre que, pour la première décennie (1982-1990), 80 % de la croissance économique annuelle se produit grâce aux nouveaux emplois et à l'accumulation de capital.³¹ Le taux de chômage est tombé de 20 % à moins de 3 %, le nombre d'emplois augmentant de 5,2 % par an. Toutefois, la décennie suivante (1991-1999) a été moins marquée par l'accumulation de capital que par la croissance de la productivité des travailleurs, fruit des investissements dédiés au renforcement des capacités des individus.³²
- *Bangladesh*. Le déclin plus rapide de la pauvreté dans les années 1990 par rapport aux années 1980³³ a été attribué au développement des exportations concentrant une main-d'œuvre abondante (comme l'habillement et la pêche) et à la création d'emplois dans le secteur rural non agricole (comprenant les petites industries et les industries artisanales, la construction et d'autres services non commercialisables). Quoi qu'il en soit, le stimulus résulte davantage de l'augmentation de la demande favorisée par un meilleur rendement des cultures, un apport de fonds et

des exportations plus conséquentes que d'une plus grande productivité.³⁴

- *Rwanda*. La création d'emplois n'est pas toujours la conséquence directe de la production orientée à l'exportation. Au Rwanda, la création d'emplois liée au tourisme a augmenté au cours de la dernière décennie. Les recettes d'exportation du secteur dépassent désormais celles du café et du thé et sa population active s'éleve à près de 75 000 personnes.³⁵
- *Ouganda*. À l'instar du Rwanda, la forte croissance de l'Ouganda au cours de années 1990 a permis d'atténuer la pauvreté des populations grâce à l'augmentation des revenus de l'agriculture rendue possible par l'absorption de main-d'œuvre à grande échelle, en particulier dans le secteur des cultures commerciales maintenu à flot par les prix mondiaux et l'amélioration des termes de l'échange dans l'agriculture.³⁶
- *Thaïlande*. Les pays en développement dotés de terres arables peuvent continuer à créer des emplois stables dans l'agriculture, même si la part de ce secteur dans la production nationale a généralement diminué au fil du temps. La Thaïlande est dans ce cas : le modèle d'emploi des années 1960 est comparable à celui de beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne aujourd'hui. Alors que la Thaïlande est depuis devenue un centre de production, des millions d'emplois stables sont créés dans des secteurs non industriels tels que le commerce de détail, l'accueil et la construction, ainsi que l'agriculture commerciale : le nombre d'emplois stables créés dans l'agriculture est passé de 519 000 en 1960 à près de 3 millions en 2008. De manière générale, pour la seule décennie des années 1990, la Thaïlande a accru sa part d'emplois stables de 11 points de pourcentage (comme ce fut le cas du Brésil entre 1970 et 1988).³⁷
- *Indonésie*. Avant la crise financière asiatique de 1997, l'Indonésie se distinguait des autres pays parce qu'elle poursuivait une croissance basée sur une main-d'œuvre abondante. Au cours des deux décennies qui ont précédé la crise, les salaires réels ont augmenté à un taux annuel moyen de 5 %. Rien que pour la période s'étalant entre 1990 et 1996, l'emploi non agricole formel est passé de 28,1 % à 37,9 % de la population active et la part de la population active dans l'agriculture a baissé de 55,1 % à

43,5 %.³⁸ Après la crise, lorsque certains gains du développement se sont inversés, la pauvreté a augmenté proportionnellement moins vite pour les travailleurs agricoles.³⁹

Comme le suggèrent ces exemples, les pays suivent rarement des modèles de croissance favorables aux pauvres de manière constante sur plusieurs décennies consécutives. Ceci est dû au fait que la transformation du développement est synonyme de changement de la structure de production et que les secteurs n'ont pas les mêmes capacités à créer des emplois. Les emplois qualifiés et non qualifiés, par exemple, requièrent différents ensembles de facteurs complémentaires comme un enseignement structuré et une formation spécifique. Le point le plus important étant que les politiques dédiées au développement humain nécessitent une croissance mais aussi une expansion équitable des perspectives. Par conséquent, les États développementaux doivent avoir conscience que la nature de la croissance (et l'utilisation intensive de main-d'œuvre dans les secteurs moteurs de celle-ci) évolue à mesure que l'économie se transforme, et qu'ils ont besoin de réaliser les investissements correspondants pour améliorer les compétences de leurs populations.

Encourager les complémentarités État–marché

Les marchés et les gouvernements peuvent échouer, mais des synergies se créent lorsqu'ils travaillent de concert. Les avancées du développement ne doivent pas être l'affaire uniquement des marchés. Tout simplement parce que certains peuvent ne pas parvenir à fonctionner, voire ne pas exister aux phases initiales du développement. La plupart des États développementaux performants ont introduit des politiques industrielles et connexes qui améliorent le potentiel de participation du secteur privé au développement humain, notamment en créant des emplois dans de nouveaux secteurs.

- *Turquie*. L'État a créé des conditions économiques favorables qui ont encouragé la construction et la fabrication de mobilier, de produits textiles et alimentaires, et d'automobiles, des secteurs très demandeurs en main-d'œuvre. Les exportations de ce pays ont depuis évolué vers des produits impliquant plus de processus, de technologies et de main-d'œuvre qualifiée.⁴⁰

Les États doivent avoir conscience que la nature de la croissance (et l'utilisation intensive de main-d'œuvre dans les secteurs moteurs de celle-ci) évolue à mesure que l'économie se transforme, et ils ont besoin de réaliser les investissements correspondants pour améliorer les compétences de leurs populations

Les États
développementaux
soucieux des personnes
requièrent des instances
politiques robustes
engagées en faveur de
l'équité et de la durabilité

- *Tunisie*. Depuis le début des années 1970, la Tunisie a mis en place des incitations financières et fiscales afin d'attirer le capital étranger et national et de favoriser les secteurs à vocation exportatrice, notamment l'habillement.⁴¹ Plusieurs formes de partenariats privé-public ont permis d'améliorer la mise à niveau du tissu industriel et de promouvoir des groupes sectoriels. Aujourd'hui, la Tunisie figure parmi les cinq premiers exportateurs de vêtements vers l'Union européenne.⁴² Elle possède également le potentiel pour exporter des services de santé en fournissant des traitements aux visiteurs en provenance des pays voisins, d'une valeur équivalant à un quart de la contribution du secteur privé de la santé tunisien.⁴³
- *Chili*. Avec le retour à la démocratie dans les années 1990, le Chili a encouragé les investissements et la mise à niveau technologique dans les secteurs possédant un avantage comparatif intrinsèque. Il a subventionné la formation et le fonctionnement de consortiums basés sur l'innovation entre entreprises privées et universités et s'est engagé dans d'autres activités favorisant l'innovation.⁴⁴

S'engager en faveur d'un développement et de réformes à long terme

Une transformation durable est un processus à long terme qui requiert des pays la définition d'une approche cohérente et équilibrée du développement. Certaines solutions techniques ou de gestion peuvent sembler convenir dans un premier temps, mais elles sont généralement inappropriées à long terme.

- *Chine*. Depuis l'adoption de réformes orientées vers les marchés à la fin des années 1970, la Chine a connu un ensemble de changements « complexes et étroitement liés : passage d'une économie dirigiste à une économie de marché ; d'une économie rurale à urbaine ; d'une économie basée sur l'agriculture à une économie de production et de services ; d'une activité économique informelle à formelle ; d'un ensemble fragmenté d'économies provinciales plutôt autosuffisantes à une économie plus intégrée ; et d'une économie assez isolée du monde à une économie centrale dans le commerce international ». ⁴⁵ Compte tenu de l'ampleur de ces changements, l'État

devait s'engager sur une approche à long terme afin de créer les institutions et les capacités requises. Les instances dirigeantes furent délibérément renouvelées afin de laisser la place à des bureaucrates plus jeunes, plus ouverts au changement et mieux instruits que la vieille garde, certainement plus réticente. De 1982 à 1988, 90 % des fonctionnaires au-dessus du niveau du canton est désigné.⁴⁶ La mise à niveau des capacités est toujours une priorité et les niveaux d'instruction des fonctionnaires ne cessent de s'améliorer. La bureaucratie chinoise est tenue d'obtenir des résultats significatifs, en liant étroitement le développement professionnel à la réalisation des objectifs de modernisation et de progrès économique fondamentaux pour le pays.⁴⁷

Les États développementaux soucieux des personnes requièrent des instances politiques robustes engagées en faveur de l'équité et de la durabilité. Un leadership efficace aligne les objectifs à long terme des décideurs et permet aux groupes intéressés d'apprécier les efforts déployés par l'État pour encourager les capacités individuelles et l'intégration sociale en faveur du développement humain. Une approche équilibrée du développement et la capacité à transformer les crises en autant d'occasions pour introduire des réformes économiques bénéficiant au plus grand nombre sont fondamentales.

- *Brésil*. Au moment où la transformation du Brésil en un État développemental débute (vers 1994), le gouvernement avait entrepris des réformes macroéconomiques pour contrôler, par le biais de son Plan Real, l'hyperinflation et achevé la libéralisation du commerce que le pays avait entamée en 1988 en baissant les droits de douane et en supprimant d'autres restrictions.⁴⁸ S'ensuivirent l'ouverture aux échanges et une politique monétaire et fiscale prudente, ainsi que des programmes sociaux novateurs qui réduisirent la pauvreté et les inégalités de revenu.

Dans les sociétés vastes et complexes, le résultat d'une politique spécifique est inévitablement incertain. Par conséquent, les États développementaux doivent rester pragmatiques et tester différentes approches.

- *Chine*. Les réformes et l'ouverture de la Chine sont le résultat d'un choix explicite pris à la fin des années 1970 pour relâcher les contraintes exercées sur la participation des personnes

dans les décisions économiques. Mais les innovations institutionnelles menées pour appuyer la transformation de la Chine furent, à l'image de la citation de Deng Xiaoping « franchir la rivière en sentant les pierres », Malik 2012.⁴⁹ Entre 1979 et 1989, pas moins de 40 % des règlements nationaux étaient jugés expérimentaux. Le premier groupe de réformes agraires permit aux agriculteurs de céder à bail des terres, de soumettre à l'État une partie des produits à des prix fixes et de vendre les excédents. Vint ensuite l'expansion des entreprises au sein des communes et des villages (Township and Village Enterprises, TVE).⁵⁰ L'approche graduelle reflétait le pragmatisme des dirigeants chinois. Un tel pragmatisme était également dû au fait que la transition était perçue comme impossible à planifier et qu'il existait un désenchantement quant à l'ensemble du système de planification.

TABLEAU 3.2

Part des exportations mondiales de biens et de services des pays performants en matière de développement humain, 1985-1990 et 2005-2010 (%)

Pays	1985-1990	2005-2010
Bangladesh	0,042	0,089
Brésil	0,946	1,123
Chili	0,232	0,420
Chine	1,267	8,132
Ghana	0,029	0,041
Inde	0,519	1,609
Indonésie	0,624	0,803
Malaisie	0,685	1,197
Maurice	0,038	0,027
Thaïlande	0,565	1,095
Tunisie	0,116	0,118
Turquie	0,449	0,852

Remarque : les valeurs sont des moyennes pour les périodes 1985-1990 et 2005-2010.
Source : Banque mondiale 2012a.

Moteur 2 : l'intégration dans les marchés mondiaux

Tous les pays du Sud au développement rapide ont renforcé les capacités des personnes et les compétences des entreprises alors qu'ils accédaient aux marchés mondiaux. Ceci leur a permis d'acquérir des apports intermédiaires et des biens d'équipement à des prix compétitifs, d'adopter des procédés et des technologies étrangers et de s'en servir pour vendre sur les marchés mondiaux.⁵¹ Tous les nouveaux pays en voie d'industrialisation ont appliqué la stratégie consistant à « importer ce que le reste du monde connaît et exporter ce qu'il souhaite ». ⁵² Peu de pays sont parvenus à se développer en boudant le commerce international ou les courants de capitaux à long terme ; très peu ont enregistré une croissance durable sans augmenter également la part du commerce dans la production et rien ne prouve qu'après la guerre les économies autarciques se sont développées systématiquement plus vite que celles plus ouvertes.⁵³

Toutefois, cette expérience ne signifie pas qu'il suffit aux pays d'éliminer les obstacles aux échanges et aux investissements pour stimuler la croissance. Certaines études transnationales influentes menées dans les années 1990 ont voulu montrer qu'une ouverture rapide entraînerait automatiquement une croissance

économique élevée. Mais ces études se sont avérées très limitées quant à la méthodologie employée.⁵⁴ Il est notamment impossible d'expliquer la croissance en profondeur en se fondant sur des niveaux de barrières tarifaires et non tarifaires moyennes.⁵⁵

Les expériences de développement réelles du Sud font l'objet d'un consensus plus nuancé.⁵⁶ Ainsi, il est plus probable que des progrès durables soient le résultat d'une intégration graduelle et séquentielle dans l'économie mondiale, en fonction de la situation nationale, accompagnée par des investissements dédiés aux personnes, aux institutions et aux infrastructures.⁵⁷ Des études réalisées au niveau des pays confirment que ce qui est nécessaire c'est un ensemble impliquant l'interaction de réformes en matière d'échanges, de taux de change et des politiques fiscales, monétaires et institutionnelles.⁵⁸ Un rapport récent conclut que des avantages plus décisifs sont obtenus de la libéralisation des échanges lorsqu'elle est intégrée dans des réformes plus amples : au cours de la période suivant la libéralisation entre 1950 et 1998, les pays considérés comme ayant appliqué ces politiques ont atteint des taux de croissance, des taux d'investissement et des parts de commerce dans la production de

À mesure qu'ils se développent, les pays tendent à éliminer les obstacles aux échanges et à s'ouvrir davantage

1,5, 1,5-2 et 5 points de pourcentage de plus respectivement.⁵⁹

À mesure qu'ils se développent, les pays tendent à éliminer les obstacles aux échanges et à s'ouvrir davantage.⁶⁰ L'analyse du BRDH sur l'association entre l'ouverture aux échanges et l'amélioration relative de la valeur de l'IDH entre 1990 et 2010 appuie cette conclusion (voir encadré 2.1 du chapitre 2). Tous les pays qui ont élargi l'ouverture aux échanges n'ont pas connu de grandes améliorations concernant la valeur de l'IDH par rapport à leurs pairs. Par contre, ceux dont la valeur de l'IDH a évolué de manière très positive ont généralement augmenté la part du commerce dans la production ou établi un réseau mondial de relations commerciales bilatérales très précieuses. Sur un groupe de 95 pays en développement et d'économies en transition, l'augmentation moyenne de la part du commerce dans la production des pays considérés comme rapidement performants sur l'IDH entre 1990 et 2012 était d'environ 13 points de pourcentage de plus que ceux aux performances plus modestes.

Comme exposé dans l'encadré 2.1, pratiquement tous les pays obtenant de très bons résultats sur la valeur de l'IDH au cours des deux dernières décennies se sont également mieux intégrés dans l'économie mondiale. Le tableau 3.2 confirme ce constat pour le groupe de pays très performants en matière de développement humain mentionnés dans ce chapitre qui se sont emparés sans hésiter des occasions offertes par la globalisation en élargissant la part de leurs exportations sur les marchés mondiaux entre 1990 et 2010. Maurice constitue la seule exception car il s'agit d'un des premiers pays du Sud à avoir poursuivi une stratégie de développement axée sur les exportations, la part de celles-ci dans les exportations mondiales atteignant son point culminant en 2001.⁶¹ À mesure que les pays les plus peuplés ont intensifié l'intégration dans l'économie mondiale, ils ont accéléré la diversification structurelle de l'industrie et des services et dynamisé la productivité agricole, contribuant, en quelques décennies, à sortir des centaines de millions de personnes de la pauvreté.

Opérer une intégration graduelle et séquentielle

Plutôt que de s'ouvrir brusquement aux marchés mondiaux, certains des pays aux meilleurs taux

de réussite ont préféré le faire graduellement lorsque la situation l'exigeait.

- *Chine.* Une ouverture rapide en Chine aurait signifié la fin des entreprises publiques sans création de nouvelles activités industrielles, raison pour laquelle l'État choisit d'introduire les réformes progressivement. Pour attirer l'investissement direct à l'étranger (IDE), créer des emplois et favoriser les exportations, l'État établit des zones économiques spéciales, souvent dans des environnements moins denses.⁶² Au même moment, la Chine renforça les compétences de sa main-d'œuvre et de ses entreprises afin d'intégrer des coentreprises, de transférer des technologies ou de remplir les exigences élevées requises à l'échelon national. Dès le début des années 1990, la Chine était prête à développer ses interactions externes, forte des investissements réalisés dans la santé et dans l'éducation au cours des années 1960 et 1970 et des compétences nouvellement acquises par les agriculteurs et les entreprises. Entre 1993 et 1996, la Chine recevait déjà plus de 10 % de l'IDE mondial.⁶³ Sa part du commerce dans le PIB a pratiquement doublé, passant de 21,7 % en 1980 à près de 42 % en 1993-1994. En 2011, le pays a fêté ses 10 ans au sein de l'Organisation mondiale du commerce et a devancé l'Allemagne en tant que deuxième plus gros exportateur de biens et de services.⁶⁴
- *Inde.* Les réformes nationales ont débuté au milieu des années 1980 et les poursuivit après la crise des paiements externes de 1990-1991. Avant les réformes, l'Inde imposait des quotas sur les importations et des droits de douane élevés sur les produits manufacturés et interdisait les importations de produits de consommation manufacturés.⁶⁵ Les premières réformes visèrent à éliminer les systèmes de licences pour les activités industrielles et les restrictions sur l'investissement.⁶⁶ Les restrictions quantitatives sur les biens d'équipement manufacturés furent abandonnées en 1993. Les droits de douane sur les biens manufacturés furent réduits très rapidement pour passer de 76,3 % en 1990 à 42,9 % en 1992, avec d'autres baisses réparties sur les deux décennies suivantes pour atteindre 8 % en 2009. Les restrictions établies sur les produits de consommation manufacturés furent progressivement levées et supprimées dès 2001. Dix ans après les réformes étaient lancées.⁶⁷ En 2010, la part du commerce dans

la production de l'Inde était de 46,3 %, contre seulement 15,7 % en 1990. L'IDE atteint son point culminant de 3,6 % du PIB en 2008 comparé au taux de 0,1 % de 1990.⁶⁸

Renforcer les compétences industrielles pour évoluer sur les marchés mondiaux

Plusieurs pays ont renforcé leurs compétences industrielles au cours des périodes de remplacement des importations, capacités qu'ils ont ensuite utilisées pour approvisionner les marchés étrangers.

- *Turquie.* Les performances commerciales obtenues après les années 1980 se sont appuyées sur les capacités de production acquises lors de l'industrialisation fondée sur le remplacement des importations survenue avant 1980.⁶⁹ Entre 1990 et 2010, la part du commerce dans le PIB de la Turquie a augmenté de 32 % à 48 %, une progression notable pour un pays à revenu intermédiaire disposant d'un grand marché national. En 2011, les principales exportations du pays (automobiles, fer et acier, électroménager et produits de consommation électronique) provenaient toutes de secteurs qui s'étaient développés pendant la période de protection du commerce.
- *République de Corée.* Lorsque la République de Corée et d'autres économies de l'Asie de l'Est connurent une phase modérée de remplacement des importations de biens de consommation, elles ne protégèrent pas les producteurs nationaux de biens d'équipement.⁷⁰ Même lorsqu'elles maintinrent une position ambivalente concernant l'IDE dans les années 1980, elles choisirent d'importer des technologies sous accords de licence et de tisser des liens avec des entreprises multinationales. L'objectif était de créer des capacités autochtones à long terme en empruntant et assimilant les technologies étrangères.
- *Thaïlande.* La prouesse productive de la Thaïlande continue à se consolider en participant à des réseaux de production internationaux. En 2009-2010, ses exportations de pièces et de composants, principalement dans les secteurs automobile et électronique, étaient évaluées à 48 milliards de dollars, un quart de ses exportations de marchandises. Le gouvernement tient à faire de la Thaïlande le « Détroit de l'Asie »,

c'est-à-dire une plate-forme logistique centrale, mais également un centre de hautes technologies permettant de forger des collaborations en matière de recherche entre les entreprises, les universités et le secteur public.⁷¹

- *Malaisie.* La suprématie de la Malaisie dans le domaine de l'électronique a commencé à l'aube de la division internationale du travail lorsqu'elle chercha à attirer les entreprises multinationales des pays du Nord. Des zones franches, principalement pour la production de biens électroniques,⁷² ont permis au pays de se développer rapidement entre les années 1970 et 1990. Toutefois, aujourd'hui, l'économie de la Malaisie semble ne pas pouvoir sortir de la catégorie « à revenu intermédiaire », incapable d'entrer en concurrence avec les pays voisins et dépourvue des compétences nécessaires pour réaliser des tâches très exigeantes au sein des réseaux de production mondiaux.⁷³ Le propre Conseil consultatif du gouvernement s'inquiète qu'une diminution des flux d'IDE puisse affecter les perspectives d'atteindre progressivement le statut de pays à revenu élevé.⁷⁴ Les bons résultats affichés par l'enseignement secondaire de la Malaisie paraissent insuffisants pour créer une base assez solide permettant de mener une économie fondée sur l'innovation : les progrès à venir de la Malaisie sont entravés par des capacités de recherche et de développement inadéquates et un manque d'ingénieurs pour la conception et les procédés, de techniciens et d'ouvriers de production.⁷⁵
- *Indonésie.* Dans les années 1990, l'Indonésie et d'autres pays d'Asie de l'Est ont instauré des zones franches industrielles, des entrepôts en douane et des systèmes de ristournes des droits de douane, tous ces éléments requérant une bureaucratie compétente, afin d'éviter les coûts élevés associés aux aspects de la protection du commerce. Lorsque les pays ont senti qu'ils n'avaient pas cette capacité, ils ont eu recours à des approches non conventionnelles. Pendant un temps, l'Indonésie a même privatisé sa propre administration des douanes.⁷⁶ Ayant réchappé à la crise financière de 1997 en Asie, l'Indonésie se distingue aujourd'hui par la gestion efficace de ses exportations de produits de base.⁷⁷

Plusieurs pays ont renforcé leurs compétences industrielles au cours des périodes de remplacement des importations, capacités qu'ils ont ensuite utilisées pour approvisionner les marchés étrangers

Ayant réchappé à la crise financière de 1997 en Asie, l'Indonésie se distingue aujourd'hui par la gestion efficace de ses exportations de produits de base

Miser sur les produits de niche

Les économies plus modestes peuvent miser sur les produits de niche pour accéder aux marchés mondiaux. Le choix des produits performants n'est pas le fruit du hasard : il représente souvent des années de soutien et de facilités de la part de l'État qui ont permis de consolider les compétences existantes ou d'en créer de nouvelles.

- *Chili*. Grâce au soutien actif de l'État, les entreprises chiliennes sont parvenues à mieux développer leurs exportations de produits alimentaires traités issus de l'agriculture, de boissons, et de produits de la pêche et de la forêt. Par exemple, dans les années 1960, la recherche et le développement publics en matière de culture des raisins pour la production de vin ont été significatifs. L'État a également subventionné pendant longtemps les plantations de forêts et déployé de grands efforts pour que le bois, la pulpe et le papier, ainsi que le mobilier deviennent un secteur d'exportation majeur.⁷⁸ Une aide similaire de l'association à but non lucratif, la Fundación Chile, a contribué à ce que la culture commerciale du saumon du pays figure parmi les plus prolifiques au monde.⁷⁹
- *Bangladesh*. Le Bangladesh a su tirer profit des imperfections du marché dans le commerce international de l'habillement.⁸⁰ Mais, sans l'initiative de ses entrepreneurs, il aurait facilement pu gâcher cette occasion. En 1978, la Dosh Company signa un contrat de collaboration de cinq ans avec Daewoo, une entreprise coréenne, qui rapprocha le Bangladesh des normes internationales et lui donna accès à un réseau d'acheteurs de vêtements. Daewoo délivra aux employés de Dosh une formation en production et marketing dans la République de Corée. En un an, 115 des 130 employés formés avaient quitté Dosh pour créer leurs propres entreprises d'exportation de vêtements.⁸¹ En 2010, la part du Bangladesh dans les exportations mondiales de vêtements atteignait environ 4,8 % contre près de 0,8 % en 1990.⁸²
- *Maurice*. Caractérisé par très peu de terres arables, une population en plein essor démographique et une forte dépendance à un seul produit de base (le sucre), Maurice devait chercher un marché étranger, plus large. Les exportateurs de vêtements asiatiques,

restreints par les quotas, furent séduits par ce pays. Jusqu'aux années 1990, Maurice était l'une des économies les plus protégées, mais fournissait un accès en franchise de droits aux biens importés, des allègements fiscaux et un marché du travail flexible, en encourageant notamment la participation des femmes dans les activités très demandeuses de main-d'œuvre réalisées dans les zones franches industrielles pour les exportations.⁸³

- *Ghana*. L'économie du Ghana a reposé pendant des décennies sur le cacao. Cependant, dans les années 1970 et le début des années 1980, le secteur a failli s'effondrer. Le Ghana a retrouvé sa compétitivité sur les marchés mondiaux grâce aux réformes amorcées en 1983, notamment en dévaluant sa monnaie, en augmentant la capacité du secteur privé en termes de marchés publics et de marketing et en concédant aux agriculteurs une part beaucoup plus grande des prix reçus. Entre 1983 et 2006, le pays a doublé sa production de cacao par hectare et, aujourd'hui, le secteur fait vivre 700 000 personnes.⁸⁴ Ces 10 dernières années, le Ghana a également développé ses services, le secteur des télécommunications affichant un essor soutenu et les agriculteurs disposant de plus grandes capacités pour se connecter aux sources d'information sur le marché. Une étude récente a montré que près de 61 % des producteurs de cacao possédaient un téléphone portable.⁸⁵

Les économies qui sont parvenues à se faire une place dans le commerce mondial partagent le même fil conducteur : elles ont su mener des investissements sociaux. La réforme des droits de douane, chez soi ou dans les pays partenaires, peut fournir un accès inattendu aux marchés des exportations ; certains pays peuvent engranger des bénéfices exceptionnels grâce à leurs ressources ou surfer sur la vague de la réussite à court terme en imitant d'autres pays. Toutefois, le développement ne peut être durable si les pays n'investissent pas correctement dans les compétences des personnes, fondamentales pour mettre à niveau en permanence la qualité des produits et les techniques de production. Les pays analysés ici sont partis avec des conditions initiales diverses et sont devenus experts dans l'art d'adapter les forces intérieures accumulées pour saisir les occasions offertes par les marchés mondiaux.

Moteur 3 : des politiques sociales et une innovation définies

L'expérience montre que des investissements publics conséquents, sagement déployés dans les infrastructures, mais aussi dans la santé et l'éducation, sont essentiels à un développement humain durable. Les stratégies de développement s'avèrent infructueuses sans un engagement en faveur de l'égalité des chances : tout individu doit pouvoir jouir des avantages de la croissance. La trajectoire de plusieurs pays a clairement démontré que la promotion de niveaux de développement humain plus élevés contribuait à accélérer la croissance économique.⁸⁶

La détermination d'un pays à fournir l'accès à l'éducation, notamment des filles, permet de se forger une idée précise sur son engagement en faveur de l'égalité des chances. Les pays jouissant d'une croissance forte et durable à long terme ont généralement déployé des efforts considérables pour scolariser les populations et renforcer le capital humain.⁸⁷ Il est important d'investir dans l'éducation pour améliorer les compétences cognitives telles que mesurées par les performances des étudiants aux tests de mathématiques et de sciences.⁸⁸ Mais pas seulement ; les investissements en faveur d'une « éducation pour tous » sont tout aussi, voire plus importants, que ceux dédiés à la création de capacités techniques spécialisées pour récolter des résultats positifs.⁸⁹ De même, une meilleure santé contribue à la croissance car elle stimule la productivité du travail.⁹⁰

Une croissance allant de pair avec des inégalités élevées ou en hausse implique généralement peu d'avancées en matière de développement humain, une faible cohésion sociale et un ralentissement de la réduction de la pauvreté. De plus, elle n'est généralement pas viable.⁹¹ Par conséquent, l'objectif devrait être de créer des cercles vertueux dans lesquels la croissance et les politiques sociales se renforcent mutuellement. La croissance a souvent été beaucoup plus efficace pour réduire la pauvreté dans les pays affichant moins d'inégalités de revenu que dans ceux présentant des écarts élevés. Celle-ci est également moins efficace lorsque la répartition des revenus se dégrade avec le temps.⁹²

La Chine et le Brésil semblent être l'exception. Ces 30 dernières années, la Chine a réduit la pauvreté grâce à des taux de croissance très élevés et ce, en dépit d'une hausse des inégalités

de revenu. De la même façon, au début des années 2000, le Brésil a employé des politiques ciblées pour réduire la pauvreté malgré de fortes inégalités de revenu. Toutefois, la répartition des revenus est devenue plus juste sur cette période.

La promotion de l'égalité, en particulier entre les groupes, connue sous le nom d'égalité horizontale, contribue également à la paix sociale. Les contractions les plus fortes en matière de croissance après 1975 ont eu lieu dans des pays présentant des sociétés divisées (comme l'ont mesuré les indicateurs d'inégalité et de fragmentation ethnique). Ils possédaient également des institutions gouvernementales faibles et de piètre qualité, incapables de gérer les conflits et de faire respecter l'État de droit, les droits démocratiques et les mécanismes de protection sociale.⁹³

L'éducation, les soins, la protection sociale, la démarginalisation par le droit et l'organisation sont autant de facteurs qui permettent aux pauvres de participer à la croissance. Mais, même ces instruments politiques de base peuvent ne pas garantir la démarginalisation des groupes privés du droit de représentation. Les pauvres en marge de la société se battent pour faire entendre leurs inquiétudes et les gouvernements ne contrôlent pas toujours si les services parviennent vraiment à toute la population.⁹⁴ Les problèmes sont souvent exacerbés par des chocs externes mais, dans nombre de cas, les politiques sont mises en œuvre avec peu de capacités institutionnelles locales et une faible implication de la communauté.

- *Ouganda.* Après la guerre en Ouganda, une série de réformes macroéconomiques allant de l'assouplissement de la politique de contrôle des prix et des taux de change aux changements dans les entreprises et la fonction publiques a ouvert la voie à l'adoption, en 1997, d'un plan de réduction de la pauvreté de grande envergure. L'Ouganda est devenu ainsi l'un des quelques pays d'Afrique subsaharienne à avoir réduit de moitié l'extrême pauvreté avant le délai pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement fixé en 2015, passant de 56,4 % en 1992-1993 à 24,5 % en 2009-2010. Cependant, la hausse des inégalités de revenu a freiné la réduction de la pauvreté.⁹⁵ Tout compte fait, la réussite économique de ces efforts montre que les programmes sont

Les stratégies de développement s'avèrent infructueuses sans un engagement en faveur de l'égalité des chances : tout individu doit pouvoir jouir des avantages de la croissance

La fourniture de services publics qui contribuent à développer une main-d'œuvre instruite et en bonne santé permet de consolider la stabilité nationale, en réduisant l'incidence de troubles politiques et en renforçant la légitimité des gouvernements

plus efficaces lorsque les instances dirigeantes s'engagent dans la réduction de la pauvreté, notamment en améliorant la cohérence des objectifs et des approches entre les agences gouvernementales.⁹⁶ En retour, de telles avancées peuvent accroître notablement la légitimité des dirigeants et de leurs gouvernements.

Promouvoir l'inclusion

Tous les pays possèdent, à différents degrés, des sociétés multiconfessionnelles, multiculturelles et pluralistes, et les divers groupes qui les composent présentent souvent des niveaux de développement humain inégaux. Même dans les pays avancés, certains groupes ethniques sont systématiquement discriminés sur les marchés du travail.⁹⁷ Les autres types de discrimination peuvent être tout aussi graves et déstabilisants. En outre, les discriminations historiques ont des effets de longue durée. La garantie d'un traitement non discriminatoire et égal, y compris la création de programmes destinés aux groupes défavorisés, est de plus en plus fondamentale pour assurer la stabilité politique et sociale.

Dans les pays du Sud également, les différents degrés de réussite ont souvent des origines historiques et/ou coloniales comme le système de castes en Inde ou les tensions entre Bumiputras (Malais), Chinois et Indiens en Malaisie. La prospérité économique ne peut pas, à elle seule, abolir les discriminations responsables de l'inégalité horizontale. Pour réduire les inégalités et corriger les discriminations historiques, l'Inde et la Malaisie, sensibilisées à ces questions, ont adopté délibérément des politiques, entre autres, de discrimination positive.

Fournir des services sociaux de base

Les États peuvent soutenir la croissance économique à long terme en fournissant des services publics contribuant à développer une main-d'œuvre instruite et en bonne santé. De telles mesures permettent également de consolider la stabilité nationale, en réduisant l'incidence de troubles politiques et en renforçant la légitimité des gouvernements.

Les pays en développement se voient parfois conseillés de considérer les dépenses publiques dédiées aux services de base comme un luxe

ou des frais qu'ils ne peuvent pas se permettre. Toutefois, dans une perspective à long terme, ces investissements sont payants. Bien que le secteur public ne doive pas obligatoirement fournir la totalité des services, un niveau minimum universel de soins, d'éducation et de protection sociale doit être établi afin de s'assurer que tous les ressortissants ont accès aux conditions de base du développement humain, quelle que soit la nature publique ou privée du prestataire de service. L'enseignement primaire et secondaire public et obligatoire a joué un rôle décisif dans le développement humain en Europe et dans certains pays en développement comme le Costa Rica.

Accéder à une éducation de grande qualité

La hausse de la valeur de l'IDH est liée à celle des dépenses publiques dans l'éducation. En moyenne, les pays dont les dépenses publiques sont plus élevées dans les domaines de la santé et de l'éducation ont connu de fortes croissances en développement humain, même s'il peut y avoir quelques variations locales.

- *Indonésie.* Au cours des années d'expansion économique de l'Indonésie (à partir de 1973), le gouvernement a financé la construction d'écoles d'éducation de base à travers des programmes de développement et, au cours de la décennie suivante, a plus que doublé les dépenses publiques consacrées à l'éducation.
- *Inde.* Après l'amendement à la constitution faisant de l'éducation un droit fondamental pour tous les enfants, l'Inde a progressivement adopté des mesures visant à abolir toute discrimination dans son système éducatif (encadré 3.6).
- *Ghana.* L'une des premières initiatives du Ghana après l'indépendance fut le Plan de développement accéléré pour l'éducation de 1951 qui visait à étendre massivement l'éducation primaire et secondaire. La loi sur l'éducation de 1961 supprima les frais pour l'éducation élémentaire afin que les ménages n'aient qu'une quantité modeste à payer pour les livres. Le taux de scolarisation dans les écoles élémentaires publiques doubla au cours des six années suivantes. Entre 1966 et 1970, l'accès à l'éducation était passé au second plan dans le discours public en faveur de la qualité.

Au début des années 1970, le débat se centra une nouvelle fois sur l'accès à l'éducation, cette fois pour l'éducation secondaire. La série de réformes majeures suivante se produisit en 1987. Elle visait fondamentalement à fournir aux enfants la capacité de lire et d'écrire en trois langues (deux langues ghanéennes et l'anglais) ainsi que des connaissances en agriculture moderne, des formations professionnelles et des connaissances en mathématiques pratiques.

- *Maurice*. Le gouvernement a atteint un consensus national quant à l'établissement d'un enseignement primaire, secondaire et supérieur gratuit et de bonne qualité.
- *Bangladesh*. Le Ministère d'éducation primaire et de masse a été créé en 1992 en vue d'universaliser l'éducation primaire et d'éliminer l'écart entre les sexes et entre les riches et les pauvres à ce niveau. D'autres actions parallèles comme les programmes d'aides aux filles scolarisées dans le secondaire et « Des vivres pour l'éducation » ont élargi le champ d'action aux filles notamment.
- *Chine*. En 1986, l'Assemblée populaire nationale de la Chine promulgua une loi instaurant un enseignement de base de neuf ans obligatoire sans distinction de genre, d'ethnie ou de race. De 1990 à 2000, la moyenne d'années de scolarisation pour les personnes de 15 ans et plus dans les zones rurales est passée de 4,7 ans à 6,8.

- *Ouganda*. Les frais de scolarisation ont été supprimés en 1997 dans le but d'universaliser l'éducation primaire. Dans un premier temps, cette mesure a affecté la structure éducative.⁹⁸ Pour améliorer la qualité, le Ministère de l'éducation a mis l'accent sur cinq domaines : le développement du programme éducatif, le matériel d'apprentissage de base, la formation des enseignants, la langue d'instruction et les standards de qualité. La tendance à la baisse de la qualité et des taux de réussite s'est depuis inversée. Les progrès réalisés ont été consolidés et étendus.
- *Brésil*. Les investissements publics dans l'éducation ont amélioré de manière notable les progrès en matière de développement au Brésil. La transformation de l'éducation débuta avec la répartition équitable des financements entre les régions, les états et les municipalités. Le Fonds pour le développement de l'enseignement primaire national, créé en 1996, garantit des dépenses publiques minimales par élève dans l'enseignement primaire, ce qui a permis d'augmenter les ressources des élèves dans les états du Nord-Est, du Nord et du Centre-Ouest, et en particulier des écoles municipales. Les financements impliquent le « suivi de l'élève », ce qui motive les structures éducatives à accroître le taux des inscrits. En parallèle, il a été demandé aux états de partager les ressources entre les municipalités afin que

ENCADRÉ 3.6

La Cour suprême de l'Inde rend une décision progressiste selon laquelle les enfants défavorisés pourront aller dans des écoles privées

La plupart des écoles dans les pays en développement sont publiques mais la demande en écoles privées tend à augmenter en raison des défaillances de l'école publique : mauvaises infrastructures, classes surpeuplées, accès difficile, pénurie d'enseignants et absentéisme. Les parents qui ont les moyens envoient leurs enfants dans des écoles privées, créant une société divisée entre enfants des structures privées et des structures publiques dans nombre de pays.

L'Inde a rendu l'éducation gratuite et obligatoire pour les enfants âgés de 6 à 14 ans. L'immense majorité des enfants est inscrite dans les écoles publiques, en particulier dans les zones rurales. Toutefois, la plupart des enfants issus de l'élite, notamment des ménages aisés, de la classe politique, des fonctionnaires et de la classe moyenne de plus en plus importante, sont envoyés dans les écoles privées. Dans nombre de cas, les garçons sont éduqués dans des structures privées et les filles le sont dans le public.

Afin de réduire cette tendance à la ségrégation, l'Inde a passé une loi sur le droit des enfants à une éducation gratuite et obligatoire en 2009. Celle-ci oblige les écoles privées à admettre au moins 25 % d'élèves provenant de milieux défavorisés et de ménages à faible revenu. En retour, l'État rembourse aux écoles privées les frais de scolarité ou les dépenses par élève dans les écoles publiques, en fait le montant le

moins élevé. La loi repose sur les principes suivants : les écoles doivent être des lieux d'intégration sociale ; les écoles privées ne peuvent exister sans l'État qui leur fournit des terrains et autres équipements ; les écoles privées ne peuvent se soustraire à leur obligation sociale sous le prétexte que seuls les enfants dont les parents paient les frais de scolarité ont le droit d'étudier dans ces écoles et l'exigence relative à l'admission d'au moins 25 % d'élèves issus de groupes défavorisés est juste compte tenu que ces derniers représentent environ 25 % de la population.

Dans une décision décisive rendue le 12 avril 2012, la Cour suprême de l'Inde confirme la constitutionnalité de cette loi, en apportant deux arguments. D'une part, étant donné que la loi oblige l'État à fournir une éducation gratuite et obligatoire à tous les enfants âgés de 6 à 14 ans, ce dernier est libre de décider s'il doit remplir ses obligations à travers ses propres écoles, les écoles subventionnées ou les écoles libres. La loi de 2009 est axée sur les enfants et non sur les institutions. D'autre part, le droit à l'éducation « prévoit un accord réciproque entre l'État et les parents, et impose une responsabilité positive à toutes les parties prenantes de notre société civile ». Les écoles libres et privées participent à l'obligation première de l'État de fournir une éducation gratuite et obligatoire à la catégorie d'élèves spécifiée.

Source : Gouvernement de l'Inde 2009 ; Cour suprême de l'Inde 2012.

toutes les écoles au niveau des états et des municipalités puissent atteindre le seuil de dépense par élève. Grâce à ces investissements, la note en mathématiques du Brésil dans le cadre du Programme international pour le suivi des acquis des élèves a augmenté de 52 points entre les années 2000 et 2009, la troisième meilleure performance enregistrée.

Accéder à des soins de grande qualité

Il faut plus que des services de qualité pour gagner peu à peu les enjeux liés à la santé.

Beaucoup de pays découvrent qu'ils doivent intervenir sur plusieurs fronts en même temps

Il faut plus que des services de bonne qualité pour gagner peu à peu les enjeux liés à la santé. Les *Rapports sur le développement humain* précédents ont démontré que la pauvreté humaine était multidimensionnelle. Beaucoup de pays découvrent qu'ils doivent intervenir sur plusieurs fronts en même temps. L'Algérie, le Maroc et la Tunisie, par exemple, ont réalisé des progrès spectaculaires dans l'allongement de l'espérance de vie ces 40 dernières années. Plusieurs facteurs tels que les avancées médicales et pharmaceutiques, la généralisation des vaccinations, les progrès en matière de technologie de l'information, l'accès à des points d'eau et des sanitaires salubres, une meilleure distribution de l'énergie, et des investissements publics et privés dans la santé peuvent expliquer ces résultats.

- *Bangladesh*. Pour améliorer les taux de survie des enfants, le Bangladesh a adopté une approche multisectorielle consistant à : faciliter l'éducation et l'accès des femmes à l'emploi ; améliorer le statut social des femmes ; accroître la participation politique, la mobilisation sociale et l'implication des communautés ; diffuser les connaissances sur la santé publique ; et fournir des services de santé essentiels, de qualité et implantés au niveau des communautés (encadré 3.7).

La prestation des services de santé bénéficiait surtout aux plus riches qui pouvaient accéder facilement aux services publics, mais aussi payer les soins privés. Les travailleurs du secteur formel, qui ont financé en partie leurs besoins avec des contributions annuelles, sont ceux qui ont joui d'un meilleur accès à la santé. Les travailleurs du secteur informel, quant à eux, ont rencontré plus de difficultés. En Inde, par exemple, aucun employeur de l'économie formelle pouvant contribuer pour la main-d'œuvre du secteur informel estimée à 93 % n'a été clairement identifié (OIT 2005).⁹⁹

Parce que tout le monde devrait avoir le droit à la même qualité de soins, plusieurs pays ont tenté de fournir et de financer une couverture de santé universelle. Certains l'ont fait à travers des services de santé publics destinés aux populations pauvres. Ce type d'initiative n'est ni souhaitable ni efficace car elle débouche généralement sur un système de santé délivrant des services de piètre qualité aux pauvres, souvent au sein d'établissements publics, pendant que les plus riches se tournent vers le secteur privé pour obtenir une meilleure prestation de soins. Les services de santé destinés aux populations pauvres demeurent généralement sous-financés en partie parce que les classes les plus puissantes n'ont aucun intérêt à améliorer le système. En outre, les régimes d'assurance spécifiques aux pauvres ne présentent pas l'avantage d'unifier les risques de toute la population et, par conséquent, risquent de devenir financièrement non viables, ce qui a souvent pour effet de dévier les ressources destinées à la prévention et aux soins primaires vers des soins supérieurs plus coûteux.

Les gouvernements tentent également de financer les soins de santé à travers des droits d'utilisation. Toutefois, tous s'accordent pour dire aujourd'hui que cette mesure a des conséquences négatives surtout pour les pauvres car elle les dissuade d'utiliser les services et mobilise généralement peu de ressources.¹⁰⁰

L'expérience acquise au niveau mondial indique que la principale source de financement pour assurer une couverture de soins universelle doit être l'impôt. La plupart des pays d'Asie du Sud-Est, par exemple, ont adopté cette idée. Les gouvernements ont cherché à réduire les dépenses privées non remboursées, à accroître le financement commun de la santé et à améliorer l'accès et la qualité des services de santé, bien que la couverture varie.¹⁰¹ L'identification et l'accès des populations pauvres demeurent des défis et les pays en développement aux ressources précaires tels que la République démocratique populaire lao et le Viet Nam se sont fortement reposés sur les fonds de placement soutenus par les donateurs.

- *Thaïlande*. La loi sur la sécurité sociale nationale de 2002 de la Thaïlande stipule que chaque citoyen a droit à une couverture médicale complète. En 2009, 76 % de la population, soit près de 48 millions de personnes, était inscrit au Régime de couverture de santé universelle qui prend

Le Bangladesh enregistre des progrès spectaculaires en matière de survie de l'enfant

Dès 2010, la tendance change et le taux de mortalité infantile au Bangladesh, avec 97 décès pour 1 000 naissances vivantes, était 16 % plus élevé que celui de l'Inde qui en enregistrerait 81. Dès 2004, la tendance change et le taux de mortalité infantile du Bangladesh (38) est 21 % en dessous de celui de l'Inde (48). Trois facteurs majeurs semblent expliquer ces progrès spectaculaires.

Premièrement, l'indépendance économique des femmes grâce à l'emploi dans le secteur textile et à l'accès aux microcrédits a modifié leur situation. La grande majorité des femmes dans le secteur de l'habillement proviennent des zones rurales. Cette surabondance d'emplois sans précédent pour les jeunes femmes a réduit les inégalités entre les sexes face à l'emploi et aux revenus. L'accès au microcrédit a également contribué à l'autonomisation des femmes. La Grameen Bank, à elle seule, a concédé 8,74 milliards de dollars à 8 millions d'emprunteurs, dont 95 % sont des femmes. Selon des estimations récentes, ces petits crédits ont permis à plus de la moitié des ménages emprunteurs de sortir du seuil de pauvreté et de nouvelles perspectives économiques sont apparues grâce à un meilleur accès au microcrédit. Les conséquences directes de cette autonomisation des femmes sont que l'âge au mariage et à la grossesse est repoussé, mais aussi que la survie des enfants augmente.

Deuxièmement, l'indépendance sociale et politique des femmes s'est forgée au fil de réunions de groupes de femmes régulières, coordonnées par des organisations non gouvernementales. Par exemple, le système Grameen a permis aux emprunteurs de se familiariser avec les processus électoraux, car les membres participent chaque année à l'élection des présidents, des secrétaires, des chefs centraux et des chefs centraux adjoints, ainsi qu'à celle des membres du conseil qui a lieu tous les trois ans. Cette expérience a préparé de nombreuses femmes pour postuler à des postes de la fonction publique. L'autonomisation sociale des femmes s'est également produite grâce à leur participation au sein de banques. Une analyse récente suggère que les

participants aux forums sur les crédits possèdent davantage de connaissances sur la santé que les personnes qui n'y assistent pas.

Troisièmement, les organisations non gouvernementales ont contribué à la plus grande présence des filles dans l'éducation formelle. Les écoles informelles gérées par l'organisation non gouvernementale BRAC proposent quatre années d'enseignement primaire accéléré aux adolescents qui n'ont jamais été scolarisés et obtiennent des taux de rétention scolaire de plus de 94 %. Après l'obtention du diplôme, les élèves peuvent rejoindre le système éducatif formel, ce que la majorité choisit de faire. Tous les mois, des séances de santé procréative sont intégrées au programme scolaire normal, au cours desquelles sont abordés des thèmes tels que l'adolescence, la procréation et la menstruation, le mariage et la grossesse, la planification familiale et la contraception, le tabac et l'abus de substances, et l'égalité des sexes. Aujourd'hui, le taux de scolarisation des filles dépasse celui des garçons (il y a 15 ans, les filles ne représentaient que 40 % des élèves).

L'autonomisation des femmes s'est faite de pair avec l'amélioration significative de la promotion de la santé et de la prestation des soins. L'emploi de la contraception s'est généralisé grâce aux contraceptifs injectables. Aujourd'hui, près de 53 % des femmes âgées de 15 à 40 ans utilise des contraceptifs, souvent à travers des services fournis par des travailleurs de proximité. La BRAC a également fourni à plus de 13 millions de femmes à l'échelon communautaire des consignes sur la réhydratation des enfants souffrant de diarrhée. Le Bangladesh possède à l'heure actuelle le taux le plus haut d'utilisation de la réhydratation orale et la diarrhée ne figure plus parmi les maladies les plus mortelles pour les enfants. Près de 95 % des enfants de ce pays est totalement immunisé contre la tuberculose, alors qu'en Inde ce taux s'élève à 73 % seulement. Dans les cas de la tuberculose chez les adultes, les volontaires communautaires soutenus par la BRAC traitent plus de 90 % des cas, le Bangladesh fait même mieux que son voisin indien qui peine à atteindre 70 % par le biais du système de santé formel.

Source : BRAC 2012 ; Grameen Bank 2012.

en charge gratuitement les traitements hospitaliers et ambulatoires, et les soins de maternité, dentaires et d'urgence. Ce régime est totalement financé par le gouvernement, avec un budget alloué en 2011 de 34 millions de dollars, soit 70 dollars par personne assurée, ce qui représente 5,9 % du budget national.¹⁰²

- *México*. En 2003, l'État a approuvé le Seguro Popular, un régime d'assurance public donnant accès à des soins de santé complets aux ménages pauvres auparavant exclus du système de sécurité sociale traditionnel. Les ressources publiques dédiées à la santé ont augmenté et sont réparties plus équitablement. L'accès aux services de santé et leur utilisation se sont étendus. Les indicateurs financiers de la protection sociale se sont améliorés. À la fin de l'année 2007, 20 millions de personnes démunies bénéficiaient de ce régime de couverture.¹⁰³ Le Mexique est le premier pays à s'orienter rapidement vers une couverture de santé universelle grâce à un mécanisme de financement novateur.

- *Rwanda*. L'accès aux services de santé se sont étendus en introduisant une assurance locale. En associant les ressources aux performances, l'autorité publique a voulu motiver les prestataires de soins de santé. Les soins de santé devinrent alors plus abordables dans les zones rurales et les résultats ne tardèrent pas à être visibles. La mortalité des enfants de moins de cinq ans passa de 196 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2000 à 103 en 2007 et le taux de mortalité maternelle chuta de plus de 12 % par an sur la période 2000-2008. Le Rwanda est en passe d'atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement relatif à la santé maternelle.

Un certain nombre de pays s'inquiètent de l'émergence d'un service de santé à deux voies. Même si celui-ci est universel en principe, un accès limité et une mauvaise qualité peuvent détourner les utilisateurs vers des prestataires privés onéreux.

- *Chine*. La réussite du modèle de santé chinois est surtout visible entre 1950 et 1980 lorsque le gouvernement mit en place un système

Il est possible de définir et de mettre en œuvre des politiques en faveur d'une éducation et d'une santé publiques et universelles sans sacrifier la qualité pour une couverture plus étendue

à trois niveaux de dispensaires, de centres de santé et d'hôpitaux dans les villages, les communes et les cantons respectivement dans les zones rurales et des centres de santé et des hôpitaux de quartier dans les zones urbaines. Toutefois, depuis les années 1980, le secteur de la santé fonctionne sur un modèle de facturation à l'acte. Par conséquent, même si la santé en Chine s'est améliorée de manière générale, les disparités entre les provinces de l'est et de l'ouest et entre les zones rurales et urbaines sont en hausse. Dans une bonne partie du pays, l'accès à des soins de qualité est devenu impossible pour les pauvres.

- *Chili.* Avant 1980, le système de santé chilien était financé par la sécurité sociale et des fonds publics. Toutefois, après la réforme de santé de 1981, l'assurance risque fut introduite et les mécanismes du marché commencèrent à réguler les niveaux de protection. En 2006, un système de couverture double était en place. Le Fonds national pour la santé FONASA, financé par les recettes fiscales du gouvernement fédéral et par les primes des bénéficiaires, couvrait 69 % de la population, mais ses ressources limitées ne lui ont pas permis de garantir des services de qualité en temps voulu. Les compagnies d'assurance de santé privées (Instituciones de Salud Previsional ou ISAPRE) couvraient 17 % de la population. FONASA propose une couverture de santé universelle. Ce système à double voie a été critiqué car il renvoie les populations à faible revenu et à haut risque exclusivement au système public de santé dont les ressources sont faibles et, par conséquent, la qualité de service moins bonne. Conscient des risques, l'État a mis en place, en 2004, El Plan de Acceso Universal de Garantías Explícitas, qui garantit un ensemble d'avantages médicaux comprenant une liste prioritaire de diagnostics et de traitements pour 56 pathologies, ainsi qu'une couverture universelle pour tous.

Fournir une couverture de santé universelle et une période d'éducation obligatoire de neuf ans requièrent de l'État un engagement, une implication et une constance fermes dans le temps. Les pays du Sud se trouvent face à un défi : ils doivent assurer un accès équitable aux services de santé et de l'éducation ainsi que des standards de qualité de base afin d'éviter un système à double voie offrant, d'un côté, des services publics de

mauvaise qualité pour les pauvres (ou zéro service) et, de l'autre, des services privés de meilleure qualité pour les riches.

Il est possible de définir et de mettre en œuvre des politiques en faveur d'une éducation et d'une santé publiques et universelles sans sacrifier la qualité pour une couverture plus étendue. Les populations pauvres n'ont pas d'autres choix que le système public, mais les populations riches peuvent se payer des services privés. Une telle dynamique enracine les inégalités, réduit l'intégration sociale et sape le développement humain durable. Les nouveaux programmes, comme ceux implantés en Chine, au Mexique et en Thaïlande, montrent qu'il est possible de garantir des services de base universels et de qualité raisonnable. Lorsque les services publics fournis disposent des ressources financières adéquates, ceux-ci ne sont pas nécessairement inférieurs aux services privés.

Accroître la cohésion sociale en élargissant le développement

Pour transformer le développement, les individus doivent s'investir dans la réalisation des objectifs plus ambitieux de la société, en montrant du respect et de l'empathie envers les autres et en s'engageant en faveur de la cohésion sociale. Il est donc primordial que les États et leurs ressortissants comprennent que le développement humain ne se résume pas à l'amélioration des capacités humaines. Celles-ci font partie d'un système social plus large dont la viabilité requiert des compétences sociales améliorées (voir encadré 1.7 du chapitre 1).

Des systèmes de protection sociale plus efficaces sont également nécessaires pour aider les individus et les communautés à gérer les risques qui menacent leur bien-être. La globalisation a contribué à supprimer certains aspects de la protection et de l'assurance sociales, notamment dans les systèmes proposant une couverture universelle et recevant des fonds publics substantiels. Mais, en même temps, elle a accru le besoin d'une protection sociale car les fluctuations de l'activité économique sont plus fréquentes. Par conséquent, les politiques sociales deviennent tout aussi importantes que les politiques économiques dans la progression du développement humain. En fait, les politiques sociales et économiques sont

souvent indissociables car leurs objectifs et leurs instruments sont analogues.¹⁰⁴

Dans de nombreuses régions du Sud, les États ont élaboré et mis en place des programmes de protection sociale visant à intégrer les populations défavorisées dans la nouvelle économie. Les programmes de transfert monétaire ont été particulièrement importants dans la réduction de la pauvreté et des inégalités de revenu grâce à une meilleure répartition. Mais les transferts ne peuvent remplacer l'apport en biens et services essentiels (encadré 3.8). Ils peuvent, au mieux, apporter des ressources supplémentaires aux pauvres. Il est peu probable que l'aide pécuniaire fournie aux ménages pour payer les soins de santé de leur choix soit une solution viable si la qualité fait sérieusement défaut. Tout comme il est peu probable que l'aide pécuniaire octroyée aux ménages pour choisir un centre scolaire soit utile si seul un nombre très limité d'écoles offre un enseignement de qualité. Enfin, les transferts monétaires ne peuvent

remplacer les revenus fournis par un travail décent.

- *Inde.* Le Régime de garantie de l'emploi rural national de l'Inde fournit jusqu'à 100 jours de travail manuel non qualifié aux personnes pauvres admissibles vivant en milieu rural pour un salaire de travail agricole minimum. Cette initiative est prometteuse car elle permet aux plus démunis d'accéder à un revenu et à une certaine stabilité face aux caprices du travail saisonnier, et leur apporte l'estime de soi et l'autonomisation associées au travail.¹⁰⁵ Elle vise, en outre, à contribuer aux économies des zones rurales en développant les infrastructures. Ce plan présente des éléments novateurs comme des audits sociaux et des systèmes de contrôle et d'information avancés.
- *Chine.* Le Régime de garantie minimale des moyens de subsistances est la principale réponse du gouvernement chinois pour préserver la protection sociale face aux nouveaux défis posés par la privatisation croissante et la présence

Es programmes de transfert monétaire – particulièrement importants dans la réduction de la pauvreté et des inégalités de revenu – ne peuvent pas remplacer l'apport en biens et services essentiels

ENCADRÉ 3.8

Cevdet Yılmaz, Ministre du développement, Turquie

Renforcement de la protection sociale en Turquie

En 2002, selon les estimations, 30 % la population turque vivait sous le seuil de pauvreté fixé par le gouvernement à 4,30 dollars par jour. Les dépenses publiques consacrées à la protection sociale représentaient seulement 12 % du PIB, moins de la moitié de la moyenne de 25 % de l'UE. En outre, les dépenses dédiées à l'assistance sociale des pauvres totalisaient uniquement 0,5 % du PIB, soulevant des critiques selon lesquelles les systèmes d'aide sociale de la Turquie étaient fragmentés et insuffisants.

Toutefois, au cours de la dernière décennie, les excellentes performances économiques de la Turquie, une approche en faveur des pauvres dans les politiques sociales et une assistance ciblée avec plus de ressources ont contribué à accélérer la réduction de la pauvreté. Le renforcement des programmes d'assistance sociale, les transferts monétaires assortis de conditions, les réformes de la sécurité sociale et une transformation ambitieuse du système de santé public national constituent les principaux changements opérés par le pays. Dans le cadre du programme de transfert monétaire assorti de conditions lancé en 2003, plus d'un million d'enfants ont reçu une assistance sanitaire et près de 2,2 millions ont bénéficié d'une aide à l'éducation. Les enfants scolarisés ont reçu plus de 1,3 milliards de livres depuis 2003 dans le cadre d'un nouveau programme de livres scolaires gratuits, et près d'un million a droit au transport scolaire gratuit.

Grâce à ces programmes et à d'autres initiatives, la part de la population vivant avec moins de 4,30 dollars par jour a considérablement chuté à 3,7 % en 2010 et la part du PIB consacrée à l'assistance aux pauvres et aux services sociaux connexes a pratiquement été multipliée par trois, atteignant 1,2 %.

La part des dépenses sociales dans le PIB de la Turquie se situe encore en dessous de la moyenne de l'Union européenne et les régimes d'assistance sociale n'ont pas encore produit les effets souhaités sur les taux de pauvreté. Pour accroître leur efficacité, le gouvernement se penche actuellement sur de nouvelles méthodes de mesure de la pauvreté et de protection sociale et sur de nouvelles approches pour une assistance en nature et monétaire, souhaite créer des liens plus solides vers des perspectives d'emploi et poursuit ses consultations avec des communautés et des ménages ciblés.

Parallèlement, l'élargissement et la modernisation des services de santé ont eu un effet direct mesurable sur la santé publique. L'assurance santé est maintenant disponible pour toute la population. Dans le cadre du programme de transformation de la santé lancé en 2003, des médecins ont été affectés aux familles pour renforcer les services de base, les soins de santé primaire et d'urgence étant gratuits. Les résultats ont été rapides et encourageants. Pour la première fois, presque tous les enfants sont vaccinés régulièrement et gratuitement. Chaque jour, sept millions d'enfants scolarisés consomment des rations de lait gratuitement. Des suppléments de fer et de vitamine D sont fournis aux mères et aux enfants sans frais. Les taux de mortalité infantile ont baissé de manière significative. Selon les chiffres du gouvernement, en 2010, il n'y a plus que 10 décès pour 1 000 naissances vivantes, alors qu'en 2003, le nombre de décès s'élevait à 29 pour 1000 naissances vivantes. Cette baisse de deux tiers en huit ans dépasse largement la réduction fixée dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement.

Les politiques en faveur des enfants vont au-delà des domaines de la santé et de l'éducation car elles offrent une plus grande prise en charge des communautés dont ces enfants sont issus. En 2008, le gouvernement a lancé un nouveau Programme de soutien social (SODES) en vue de développer la cohésion sociale et d'assurer une intégration sociale, notamment dans les régions moins développées de l'est du pays. Les projets SODES visent à accroître la participation à la vie économique et sociale du pays des personnes défavorisées marginalisées par la pauvreté et l'exclusion sociale. Les objectifs des milliers de projets du programme mis en place s'étendent au-delà de la création d'emplois dans ces régions à faible revenu et incluent le soutien aux jeunes et aux femmes afin qu'ils puissent s'exprimer à travers l'art, la culture et le sport.

Mais, ce qui importe le plus, c'est ce que ces améliorations signifient déjà pour la vie de familles turques ordinaires. Dans tout le pays, des parents et des enfants peuvent prétendre à une vie plus saine, plus sûre et plus enrichissante, principe fondamental et objectif sous-jacent du développement humain.

soutenue sur les marchés mondiaux. Il garantit un revenu minimum dans les zones urbaines en comblant le fossé entre le revenu réel et un seuil de pauvreté établi au niveau local. Donc, en dépit de la hausse des inégalités de revenu en Chine, les politiques de répartition peuvent contribuer à réduire la pauvreté et à améliorer la sécurité alimentaire. De plus, le fait d'étendre ces droits aux migrants installés en ville peut avoir un effet décisif sur leur capacité à accéder à des services sociaux comparables.

- *Brésil.* Malgré une croissance économique moins rapide qu'en Chine et en Inde, le Brésil a réduit les inégalités grâce à un programme de réduction de la pauvreté, à un meilleur accès à l'éducation et à l'élévation du salaire minimum. Son programme de transfert monétaire assorti de conditions Bolsa Escola, lancé en 2001, reprend le concept d'autres programmes mis en œuvre en Amérique latine, comme le Progresa (maintenant appelé Oportunidades ; encadré 3.9) du Mexique. En 2003, Bolsa Escola a été étendu au Bolsa Familia en intégrant plusieurs autres programmes de transferts monétaires et d'avantages en nature dans un système unifié sous l'autorité d'une administration simplifiée. En 2009, Bolsa Familia couvrait plus de 12 millions de ménages

dans tout le pays, soit 97,3 % de la population ciblée. Ces programmes ont également été pionniers en termes d'administration et d'autonomisation des femmes en développant des canaux de distribution novateurs, tels que les cartes pour guichets automatiques destinées aux mères à faible revenu ne possédant pas de comptes bancaires. Grâce à ces actions, la pauvreté et l'extrême pauvreté ont été considérablement réduites et les inégalités sont moins prononcées.¹⁰⁶

- *Chili.* Constatant que les aides publiques ne parvenaient pas aux populations très pauvres, l'État lança en 2002 Chile Solidario, un programme mêlant aide et développement des compétences. Axé sur l'assistance aux ménages, il intègre le principe multidimensionnel de la pauvreté extrême, en s'étendant au-delà du revenu pour inclure le capital humain et social limité et exigeant la réduction de la vulnérabilité face à des événements courants tels que la maladie, les accidents et le chômage. Associé à d'autres politiques sociales, le programme a augmenté la capacité d'absorption des services de santé et d'éducation dans les périodes critiques tout en jouant un rôle anticyclique lorsque l'économie ralentit en fournissant la protection sociale dont les pauvres ont tant besoin.

ENCADRÉ 3.9

Les programmes de transfert monétaire assorti de conditions et le programme Oportunidades du Mexique

Les programmes de transfert monétaire assorti de conditions sont conçus pour augmenter les revenus des bénéficiaires et l'accès de ces derniers à la santé et à l'éducation grâce à des transferts assortis de conditions telles que la visite aux dispensaires ou la présence à l'école. Ils visent certains bénéficiaires (généralement les personnes à faible revenu ou les ménages défavorisés) et fournissent une aide monétaire, plutôt que des avantages en nature, soumise à des conditions sur des activités liées à la santé et à l'éducation. En outre, les programmes peuvent être élaborés de manière à effectuer une évaluation rigoureuse de leur impact. Par exemple, le programme Tekopora au Paraguay s'est révélé positif pour la nutrition, la santé, l'éducation et la réduction de la pauvreté, et n'a eu aucun effet négatif sur l'apport de main-d'œuvre.

Le programme Oportunidades du Mexique est un programme de transfert monétaire dirigé aux ménages pauvres et assorti des conditions de présence à l'école, de contrôle médical et de participation des enfants aux réunions de la communauté, assemblées au cours desquelles les bénéficiaires reçoivent des informations sur la santé et l'hygiène personnelles. Ce programme vise à briser la transmission intergénérationnelle de la pauvreté. Appelé à l'origine Progresa, le programme a pour objet d'atténuer la pauvreté actuelle et à venir en donnant aux parents des incitations financières (transferts monétaires) afin qu'ils puissent investir dans la santé et l'éducation de leurs enfants. Lancé en 1997, il est l'un des plus importants programmes de transfert monétaire assorti de conditions au monde avec près de 3 milliards de dollars répartis à quelque 5 millions de ménages bénéficiaires en 2012.

Les transferts de Oportunidades, effectués tous les deux mois aux familles dirigées par une femme, se composent de deux parties. La première, reçue par tous les ménages bénéficiaires, correspond à un traitement alimentaire fixe assorti d'une condition selon laquelle les membres de la famille doivent obtenir des soins médicaux préventifs, et vise à aider les familles à dépenser plus et mieux en nutrition. La seconde est concédée sous la forme de bourses scolaires à la condition que les enfants soient présents en classe au moins 85 % du temps et ne redoublent pas plus de deux fois la même classe. L'aide à l'éducation fournie pour chaque enfant de moins de 18 ans scolarisé entre la troisième année d'enseignement primaire et la troisième (dernière) année de lycée varie selon la classe et le sexe. Celle-ci augmente de manière substantielle à la fin de l'enseignement primaire et est plus élevée pour les filles au cours de l'enseignement secondaire et supérieur. Les enfants bénéficiaires reçoivent également de l'argent pour les fournitures scolaires une fois par an.

Les programmes de transfert monétaire assorti de conditions coûtent moins cher que l'aide sociale en nature traditionnelle. Les plus grands programmes en Amérique latine, Bolsa Familia au Brésil et Oportunidades au Mexique, correspondent à moins d'un % du PIB. Dans certains cas, ils ont été perçus comme des outils favorisant l'accès des personnes à des droits fondamentaux universels tels que la santé et l'éducation, mais, dans d'autres, ils ont conduit à l'exclusion de certaines communes en raison d'une prestation de services inadéquante.

Source : Hailu et Veras Soares 2008 ; Ribas, Veras Soares et Hirata 2008.

Les pays du Sud en plein essor sont, par conséquent, en train de développer des programmes sociaux et de réduction de la pauvreté plus amples dont les politiques pour éliminer les inégalités, les défaillances institutionnelles, les barrières sociales et les vulnérabilités personnelles sont devenues tout aussi vitales que la promotion de la croissance économique. Ces pays prennent de plus en plus conscience que les défis sociaux vont bien au-delà de la pauvreté de revenu et qu'ils englobent le manque d'accès à l'éducation, la mauvaise qualité des services de santé, les inégalités sociales et l'intégration sociale limitée (encadré 3.10).

* * *

Les programmes de transformation du développement qui favorisent le développement humain comportent plusieurs aspects. Ils élargissent les ressources des personnes en universalisant l'accès aux services sociaux de base, en étendant le crédit aux populations, en particulier aux pauvres, en protégeant

les ressources communes et en menant des réformes agraires le cas échéant. Ils améliorent le fonctionnement de l'État et des institutions sociales pour promouvoir une croissance équitable où les bénéfices sont répartis. Ils donnent la priorité à une hausse rapide de l'emploi et visent à assurer la qualité de celui-ci. Ils réduisent les contraintes bureaucratiques et sociales sur l'action économique et la mobilité sociale. Ils responsabilisent les instances dirigeantes. Ils encouragent les communautés à participer à l'élaboration des priorités du budget et à la diffusion des informations. Et ils se concentrent sur les priorités sociales.

De nombreux pays du Sud ont montré ce qu'un État développemental pouvait parvenir à faire. Mais même dans les pays affichant les meilleurs résultats, cette réussite n'est pas garantie. Le monde fait face à une série de défis allant de la hausse des inégalités à la dégradation de l'environnement. Le chapitre suivant se penche sur ces menaces et analyse les aspects favorables à une progression durable du développement humain de demain.

Des programmes sociaux et de réduction de la pauvreté plus amples sont nécessaires, dont les politiques pour éliminer les inégalités, les défaillances institutionnelles, les barrières sociales et les vulnérabilités personnelles sont tout aussi vitales que la promotion de la croissance économique

ENCADRÉ 3.10

Michael Bloomberg, Maire, ville de New York

Pourquoi la ville de New York s'est tournée vers les pays du Sud à la recherche de conseils sur les politiques de lutte contre la pauvreté

À New York, nous travaillons pour améliorer les vies de nos résidents de multiples façons. Nous continuons d'améliorer la qualité de l'éducation dans nos écoles. Nous avons amélioré la santé des New-Yorkais en réduisant le tabac et l'obésité. Et nous avons embelli le paysage urbain en ajoutant des pistes cyclables et en plantant des centaines de milliers d'arbres.

Nous avons également cherché à réduire la pauvreté en nous dotant de nouveaux moyens pour préparer nos jeunes à de brillants avenir et les rendre autosuffisants. Pour guider nos efforts, nous avons établi le Center for Economic Opportunity. Sa mission est d'identifier les stratégies permettant de briser le cycle de la pauvreté grâce à des initiatives novatrices sur l'éducation, la santé et l'emploi.

Ces six dernières années, le Centre a lancé plus de 50 programmes pilotes en partenariat avec des agences municipales et des centaines d'organisations locales. Il a développé un plan d'évaluation personnalisée pour chacun de ces pilotes contrôlant leurs performances, comparant les résultats et déterminant les stratégies les plus efficaces pour réduire la pauvreté et créer des perspectives. Les programmes couronnés de succès sont financés par de nouveaux fonds publics et privés. Les programmes infructueux sont arrêtés et les ressources sont réinvesties dans de nouvelles stratégies. Les résultats du Centre sont ensuite diffusés au sein des agences gouvernementales et partagés avec les décideurs, les partenaires à but non lucratif et les donateurs privés, mais aussi avec les collègues qui, dans le pays et dans le monde, sont en quête de nouvelles solutions pour briser le cycle de la pauvreté.

New York a la chance de posséder les esprits les plus brillants au monde pour travailler dans nos entreprises et nos universités bien que nous ayons conscience qu'il reste encore beaucoup à apprendre des programmes développés ailleurs. C'est la raison pour laquelle le Centre a entrepris une étude nationale et internationale des stratégies prometteuses en matière de lutte contre la pauvreté.

En 2007, le Centre a lancé Opportunity NYC: Family Rewards, le premier programme de transfert monétaire assorti de conditions aux États-Unis. Fondé sur des principes similaires à d'autres programmes en place dans 20 autres pays, Family Rewards réduit la pauvreté en fournissant aux ménages des incitations pour les soins de santé préventive, l'éducation et la formation professionnelle. Nous nous sommes inspirés du Mexique, du Brésil et de dizaines d'autres pays pour élaborer Family Rewards. À la fin des trois années pilotes, nous savions quels étaient les éléments du programme qui fonctionnaient pour la ville de New York. Ce sont maintenant des informations précieuses pour une nouvelle génération de programmes dans le monde entier.

Avant le lancement de Opportunity NYC: Family Rewards, j'ai visité Toluca, au Mexique, pour apprécier de première main les résultats de l'excellent programme fédéral de transfert monétaire assorti de conditions du Mexique, Oportunidades. Nous avons également participé à l'échange d'apprentissage Nord-Sud organisé par les Nations Unies. Nous avons travaillé avec la Fondation Rockefeller, la Banque mondiale, l'Organisation des États américains et d'autres institutions et décideurs internationaux afin d'échanger des expériences sur les programmes de transfert monétaire assorti de conditions en Amérique latine, mais aussi en Indonésie, en Afrique du Sud et en Turquie.

Nos échanges ne sont pas limités à ce type de programme ; ils portent, entre autres, sur des approches novatrices pour le transport urbain et de nouvelles initiatives en faveur de l'éducation.

Personne n'a le monopole des bonnes idées, c'est pourquoi New York continuera de s'enrichir des meilleures pratiques d'autres villes et pays. Et, à mesure que nous adaptons et évaluons de nouveaux programmes dans notre propre ville, nous réitérons notre engagement à rendre service à notre tour et à marquer de notre empreinte durable les communautés autour du monde.

« Chaque génération récolte ce que la génération précédente a semé ».

Proverbe chinois

« Nous devons libérer la moitié de la race humaine, les femmes, afin qu'elles puissent nous aider à libérer l'autre moitié ».

Emmeline Pankhurst



Le maintien de la dynamique

La plupart des informations recueillies sur les pays en développement ces dernières décennies ont été positives, en particulier concernant la progression accélérée du développement humain. Mais qu'en est-il de l'avenir ? Ces pays peuvent-ils maintenir ce rythme effréné et d'autres pays du Sud peuvent-ils partager les bénéfices du développement ? Oui, mais avec les bonnes politiques. Celles-ci devront viser notamment à promouvoir l'équité, à accroître la représentation et la participation, à faire face aux pressions exercées sur l'environnement et à gérer le changement démographique. Les décideurs devront faire preuve d'une plus grande ambition politique et comprendre que l'inaction politique peut avoir un coût élevé.

Au cours des prochaines années, les décideurs des pays en développement devront suivre un programme ambitieux pour affronter les conditions mondiales difficiles, en particulier le ralentissement de l'économie qui a entraîné une diminution de la demande en provenance des pays du Nord. En même temps, ils devront s'attacher à résoudre en urgence leurs propres priorités politiques.

Priorités politiques pour les pays en développement

Quatre priorités politiques se détachent pour les pays en développement s'ils souhaitent poursuivre la progression de ces dernières décennies et en faire bénéficier les pays qui sont encore en retard :

- *Promouvoir l'équité.* L'équité et la justice sociale, qui ont une valeur intrinsèque, sont importantes pour développer les capacités.¹ La progression en matière de développement humain est difficile à maintenir face aux inégalités croissantes ou persistantes.² L'inégalité touchant des capacités spécifiques, par exemple, évaluées et mesurées comme étant des inégalités de résultats dans les domaines de la santé et de l'éducation, et de revenus, empêche également tout progrès en matière de développement humain, bien que les effets puissent être moins prononcés. L'inégalité entre les sexes se trouve au cœur de ces rapports négatifs : la santé et l'éducation des femmes sont primordiales pour relever les défis démographiques et du développement humain. Même si certains pays d'Amérique latine et d'ailleurs ont grandement réduit l'inégalité de revenus, tous les pays ne reconnaissent pas l'importance de s'attaquer aux inégalités en matière de santé, d'éducation, et de revenus.³

- *Accroître la représentation et la participation.* Alors que les niveaux d'instruction augmentent et que l'accès aux technologies de l'information et de la communication se répand dans le monde entier, les personnes exigent une plus grande participation aux processus politiques, une responsabilisation accrue des décideurs et un débat public plus ouvert. Une participation politique bridée, à un moment où le chômage croît et où l'environnement économique se détériore, peut alimenter les troubles civils. Au contraire, une participation politique plus ouverte et une implication plus nette des gouvernements pour assurer la couverture des besoins humains de base peuvent promouvoir les libertés individuelles et soutenir le développement humain. L'intégration des plus démunis dans la vie politique favorise les changements politiques en faveur d'un développement plus humain.
- *Affronter les pressions exercées sur l'environnement.* Le changement climatique et les contraintes locales sur les ressources naturelles et les écosystèmes exercent une pression croissante sur l'environnement dans pratiquement tous les pays, quel que soit leur niveau de développement. Si des mesures urgentes ne sont pas prises, les progrès à venir en matière de développement humain seront menacés. S'appuyant sur les scénarios développés dans le *Rapport sur le développement humain de 2011*, le présent Rapport défend une action agressive aux échelons national et international afin de relever ces défis.
- *Gérer le changement démographique.* Dans certains pays en développement, surtout en Afrique subsaharienne, le marché du travail voit arriver d'importants contingents de jeunes. Dans d'autres pays, notamment en Asie de l'Est, la part de la population en âge

de travailler tend à diminuer alors que celle des personnes âgées augmente. De nouvelles interventions politiques sont nécessaires afin de créer suffisamment d'emplois productifs tout en répondant à la demande croissante de protection sociale.

D'autres défis guettent le développement humain, comme la volatilité des prix des produits de base, en particulier ceux des aliments et du carburant. Dans un contexte de mondialisation croissante, ces problèmes, ajoutés à d'autres, créeront un environnement complexe non dénué de risques comme le recul du progrès et la hausse de l'insécurité et des inégalités. Dans une telle situation, il est difficile

de faire des prévisions car la modélisation peut ignorer des variables fondamentales telles que le progrès technologique, lequel peut modifier radicalement les possibilités de production et de développement personnel. Néanmoins, les scénarios de modélisation sont utiles pour illustrer les choix politiques et leurs implications.

Promouvoir l'équité

Une plus grande équité, y compris entre les hommes et les femmes et entre les groupes (religieux, raciaux et autres) est non seulement d'une grande valeur en soi mais aussi essentielle pour promouvoir le développement humain.

ENCADRÉ 4.1

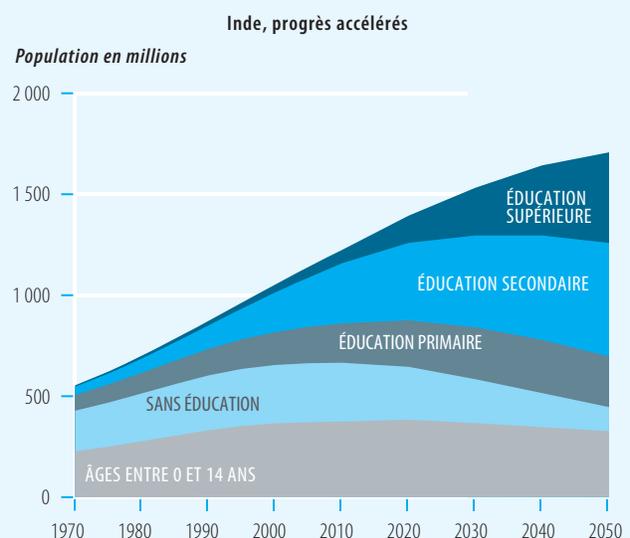
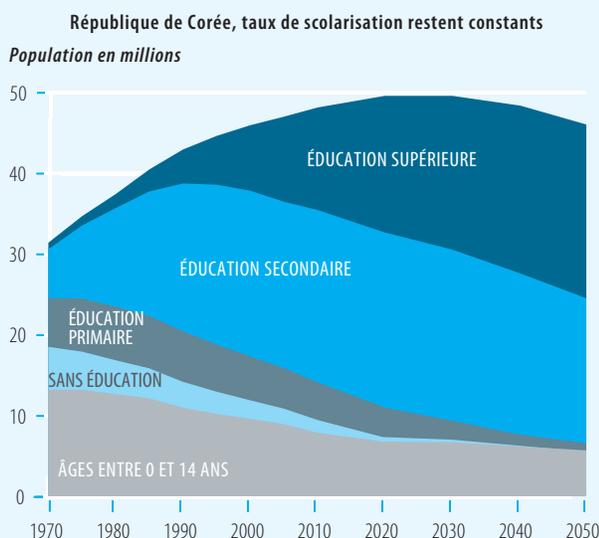
Pourquoi les perspectives de la population seront probablement différentes entre la République de Corée et l'Inde

Le niveau d'instruction a rapidement augmenté en République de Corée. Dans les années 1950, une grande proportion des enfants en âge scolaire ne recevait aucune éducation formelle. Aujourd'hui, les jeunes femmes coréennes se trouvent parmi les mieux éduquées au monde ; plus de la moitié d'entre elles ont achevé leurs études supérieures. Par conséquent, les personnes âgées coréennes de demain seront beaucoup mieux instruites que celles d'aujourd'hui (voir figure), et, grâce à la corrélation positive entre éducation et santé, elles sont susceptibles d'être en meilleure santé.

En supposant que les taux de scolarisation (qui sont élevés) restent constants, la part de la population âgée de moins de 14 ans passera de 16 % en 2010 à 13 % en 2050. Il se produira également un changement important au niveau de la composition éducative de la population, la part de l'éducation supérieure devant s'élever, selon les estimations, de 26 % à 47 %.

Quant à l'Inde, la situation est très différente. Avant l'année 2000, plus de la moitié de la population adulte n'avait reçu aucune éducation formelle. Cette part de la population ne diminuera que lentement et ce, malgré l'essor récent de l'éducation de base et une hausse très importante du nombre d'Indiens plus instruits (sans aucun doute un facteur fondamental dans la croissance économique récente de l'Inde). La population de l'Inde devrait croître rapidement, dépassant la Chine en tant que pays le plus peuplé, en partie à cause de ce plus faible niveau d'éducation, notamment des femmes. Même dans un scénario optimiste, qui envisage des avancées semblables à celles de la Corée, la répartition de l'éducation en Inde en 2050 sera toujours très inégale, avec un groupe assez important d'adultes sans éducation (des personnes âgées pour la plupart). Cependant, l'expansion rapide de l'éducation supérieure dans ce scénario générera une population active de jeunes adultes jouissant d'un niveau d'instruction très élevé.

Étude comparative sur l'avenir de la population et de l'éducation entre la République de Corée et l'Inde



Source: Lutz et KC 2013.

L'un des instruments les plus puissants pour œuvrer en faveur de l'équité et du développement humain est l'éducation car elle développe les capacités des personnes et élargit leur liberté de choix. L'éducation renforce la confiance en soi et facilite la recherche de meilleurs emplois, la participation au débat public et la revendication d'un droit d'accès à la santé et à la sécurité sociale, entre autres.

L'éducation a des effets positifs spectaculaires sur la santé et la mortalité (voir encadré 4.1 sur les différences entre l'avenir de l'éducation en République de Corée et en Inde). Les chiffres recueillis dans le monde entier montrent qu'une meilleure éducation des parents, en particulier des mères, améliore la survie des enfants. De plus, les femmes actives et les femmes plus instruites (qui ont tendance à achever leurs études avant d'avoir un enfant) ont plus de chances d'avoir moins d'enfants.⁴ Les femmes éduquées ont également des enfants en meilleure santé dont les chances de survie sont accrues (tableau 4.1), réduisant ainsi le désir d'élargir la famille.⁵ Elles accèdent, en outre,

plus facilement à la contraception et l'utilisent de manière plus efficace.⁶

Étayée par des études démographiques et de santé, et des études réalisées à l'échelle locale, la recherche effectuée pour le présent Rapport renforce ces arguments en concluant que l'éducation de la mère est plus importante pour la survie de l'enfant que les revenus ou la richesse du ménage. Ce constat a des implications politiques profondes car il peut contribuer à ce que les efforts déployés visent en priorité l'amélioration de l'éducation des filles que celle des revenus.

Ce rapport peut être illustré par des données relatives à la mortalité infantile (tableau 4.1). De nombreux pays africains, surtout le Mali et le Niger, affichent des taux de mortalité élevés chez les enfants âgés de moins de cinq ans. Cependant, dans tous les pays, le taux de mortalité est plus bas parmi les mères mieux instruites. Dans certains pays, comme le Nigeria, un taux de mortalité infantile beaucoup plus faible est associé à l'éducation primaire ; dans d'autres, comme le Liberia et l'Ouganda, la nette différence est associée à l'éducation secondaire.

L'éducation de la mère est plus importante pour la survie de l'enfant que les revenus ou la richesse du ménage

TABLEAU 4.1

Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans et taux de fécondité total en fonction du niveau d'éducation de la mère

Dans certains pays, année disponible la plus récente depuis 2005

Pays	Année de l'étude	Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (pour 1 000 naissances vivantes)				Taux de fécondité total (naissances par femme)			
		Sans éducation	Primaire	Secondaire ou plus	Ensemble	Sans éducation	Primaire	Secondaire ou plus	Ensemble
Bangladesh	2007	93	73	52	74	3,0	2,9	2,5	2,7
Égypte	2008	44	38	26	33	3,4	3,2	3,0	3,0
Éthiopie	2005	139	111	54	132	6,1	5,1	2,0	5,4
Ghana	2008	103	88	67	85	6,0	4,9	3,0	4,0
Inde	2005/2006	106	78	49	85	3,6	2,6	2,1	2,7
Indonésie	2007	94	60	38	51	2,4	2,8	2,6	2,6
Liberia	2009	164	162	131	158	7,1	6,2	3,9	5,9
Mali	2006	223	176	102	215	7,0	6,3	3,8	6,6
Niger	2006	222	209	92	218	7,2	7,0	4,8	7,0
Nigeria	2008	210	159	107	171	7,3	6,5	4,2	5,7
Rwanda	2007/2008	174	127	43	135	6,1	5,7	3,8	5,5
Uganda	2006	164	145	91	144	7,7	7,2	4,4	6,7
Zambia	2007	144	146	105	137	8,2	7,1	3,9	6,2

Remarque : Les données se réfèrent à la période de 10 années précédant l'étude.

Source : Lutz et KC 2013.

Une importance plus grande accordée aux progrès en matière d'éducation permet de réduire considérablement les taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans dans tous les pays et toutes les régions

Un exercice de modélisation conduit pour le présent Rapport projette l'impact sur la mortalité infantile des différences entre les niveaux d'éducation sur la période 2010-2050 suivant deux scénarios. Le « scénario de base » se fonde sur une continuation des tendances actuelles quant au niveau d'instruction à l'échelon national sans nouveaux engagements de financement ou initiatives politiques significatifs. Selon cette hypothèse, la proportion de chaque groupe d'enfants – classés par âge et par sexe – passant au niveau d'éducation suivant demeure constante (voir *Annexe technique*).

Le « scénario accéléré » se fonde sur des objectifs politiques en matière d'éducation beaucoup plus ambitieux, semblables à ceux atteints au cours de ces dernières décennies par la République de Corée, par exemple, où la proportion d'enfants scolarisés passant au niveau d'éducation suivant a augmenté régulièrement au fil des ans. Les résultats de ce scénario accéléré indiquent que le nombre de

décès des enfants baisse notablement à mesure que le niveau d'éducation des mères augmente. Le modèle montre également que, si une plus grande importance était accordée aux progrès en matière d'éducation, les taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans diminueraient considérablement et de manière continue dans tous les pays et toutes les régions grâce aux améliorations survenues dans l'éducation des filles (tableau 4.2).

L'Inde recense le plus grand nombre de décès de jeunes enfants prévus sur la période 2010-2015 : presque 7,9 millions, ce qui représente environ la moitié des décès des enfants de moins de cinq ans en Asie.⁷ Au cours de la période finale de projection, 2045-2050, près de 6,1 millions d'enfants devraient mourir suivant le scénario de base contre seulement la moitié (3,1 millions) suivant le scénario accéléré.

La Chine est beaucoup plus peuplée que l'Inde, mais devrait compter pour moins d'un quart (1,7 millions) des décès d'enfants sur

TABLEAU 4.2

Nombre prévu de décès d'enfants de moins de cinq ans, en fonction du scénario éducatif, 2010-2015, 2025-2030 et 2045-2050 (milliers)

Pays ou région	2010-2015		2025-2030		2045-2050	
	Scénario de base	Scénario de base	Scénario accéléré	Scénario de base	Scénario accéléré	
Pays						
Brésil	328	224	177	161	102	
Chine	1 716	897	871	625	526	
Inde	7 872	6 707	4 806	6 096	3 064	
Kenya	582	920	482	1 552	371	
République de Corée	9	8	9	7	7	
Mali	488	519	318	541	150	
Pakistan	1 927	1 641	1 225	1 676	773	
Afrique du Sud	288	198	165	134	93	
Région						
Afrique	16 552	18 964	12 095	24 185	7 495	
Asie	15 029	11 715	8 924	10 561	5 681	
Europe	276	209	204	196	187	
Amérique latine et Caraïbes	1 192	963	704	950	413	
Amérique du Nord	162	160	155	165	152	
Océanie	11	11	11	12	10	

Remarque : Voir l'*Annexe technique* pour un exposé des scénarios de base et accéléré.

Source : Lutz et KC 2013.

la période 2010-2015. De plus, compte tenu des progrès réalisés en matière d'éducation, les projections semblent optimistes en application des deux scénarios. Si la Chine suit le scénario accéléré, comme cela semble être le cas, les décès d'enfants diminueront à environ un demi-million pour la période 2045-2050, soit moins d'un tiers du niveau actuel.

Les projections sont moins optimistes pour d'autres pays. Selon le scénario de base, les décès d'enfants au Kenya, par exemple, passeront d'environ 582 000 en 2010-2015 à environ 1,6 million en 2045-2050. Selon le scénario accéléré, le nombre de décès sur la période 2045-2050 chuterait à 371 000, ce qui est beaucoup mieux, mais seulement très légèrement inférieur au niveau de 2010-2015.

Le recul projeté des décès d'enfants reflète les effets combinés d'un taux de fécondité plus faible chez les femmes plus instruites et d'une réduction du taux de décès de leurs enfants. Ces projections montrent également que les interventions politiques ont un plus grand impact là où les résultats obtenus en matière d'éducation sont plus faibles initialement.

Ces résultats soulignent combien il est important de réduire les inégalités entre les sexes, en particulier en matière d'éducation et dans les pays ayant un faible Indice de développement humain (IDH). Celle-ci est particulièrement dramatique non seulement parce qu'elle prive les femmes d'un statut social de base, mais aussi parce qu'elle met gravement en danger les perspectives d'avenir des générations futures.

Accroître la représentation, la participation et la responsabilisation

Dans le *Rapport sur le développement humain* de 1995, Mahbub ul Haq a souligné que tant que les personnes ne pourraient pas participer de manière significative aux événements et processus qui façonnent leurs vies, les voies de développement humain empruntées au niveau national ne seraient ni souhaitables ni durables.⁸

Un développement humain équitable et durable requiert des systèmes de débat public qui encouragent les citoyens à participer au processus politique en exprimant leurs points de vue et leurs préoccupations. Les personnes devraient pouvoir influencer les prises de décisions et les résultats, et les jeunes gens

devraient pouvoir aspirer à des perspectives économiques et une responsabilisation politique plus grandes. L'exclusion de ces processus limite la capacité des individus à communiquer leurs inquiétudes et leurs besoins, et peut perpétuer les injustices.

Les régimes autocratiques imposent des restrictions qui vont directement à l'encontre du développement humain car elles limitent les libertés fondamentales. Mais, même dans les démocraties, les personnes et les groupes pauvres souffrent souvent d'un accès restreint à l'information, à la représentation ou à la participation publique. Les personnes défavorisées doivent travailler ensemble pour parvenir à se faire entendre dans la sphère politique. Or, dans de nombreux pays, les organisations représentant ces personnes ne sont pas soutenues, mais découragées. Les démocraties peuvent aussi étendre la responsabilisation des élites souvent minoritaires au reste de la population, en particulier aux groupes sous-représentés dans le débat public, tels que les femmes, les jeunes gens et les plus démunis.

Les gouvernements qui ne répondent pas aux besoins des citoyens ou n'élargissent pas les perspectives de participation à la vie politique risquent de perdre leur légitimité. Le mécontentement est en hausse dans les pays du Nord et du Sud alors que la société réclame plus de pouvoir de revendication et d'influence sur les politiques, en particulier concernant la protection sociale de base. Selon un rapport récent de l'Organisation internationale du Travail, le mécontentement envers le gouvernement, mesuré par l'Indice de troubles sociaux, a augmenté dans 57 pays sur 106 de 2010 à 2011. Les plus grandes hausses sont recensées dans les pays du Nord, suivis des États arabes et de l'Afrique subsaharienne.⁹

Dans les pays du Nord comme la France, la Grèce, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni, les individus ont protesté contre les mesures d'austérité, les coupes dans les dépenses publiques et la pénurie d'emplois. Les citoyens ont exigé à leurs gouvernements de freiner les effets désastreux de leurs politiques sur la société, en dénonçant que le poids de l'austérité retombait injustement sur les personnes pauvres et socialement défavorisées.¹⁰ Le prix des denrées alimentaires, le chômage et la pollution ont également entraîné des troubles :

Le mécontentement est en hausse alors que la société réclame plus de pouvoir de revendication et d'influence sur les politiques, en particulier concernant la protection sociale de base

La participation et l'inclusion, qui ont une valeur intrinsèque, améliorent aussi la qualité des politiques et leur mise en œuvre, et diminuent la probabilité de futurs soulèvements

- *Hausse du prix des denrées alimentaires.* En 2008, en réponse aux prix élevés des denrées alimentaires, des émeutes ont mis à mal la stabilité de plus de 30 pays en Afrique et dans les États arabes.¹¹
- *Chômage et bas salaires.* Les travailleurs demandent aux gouvernements de répondre à leurs besoins. Les chômeurs expriment leur mécontentement dans de nombreux pays.¹² Au Viêt Nam, les grèves ont doublé en 2011 alors que les travailleurs luttent pour obtenir des salaires plus élevés face à l'inflation.¹³
- *Pollution de l'environnement.* La pollution de l'environnement a également fait l'objet de protestations massives. Ainsi, à Shanghai, en Chine, des manifestants ont marché contre la proposition d'installation d'un pipeline d'eaux usagées,¹⁴ et, en Malaisie, des habitants locaux se sont opposés à la construction d'une raffinerie de métaux précieux dans leur voisinage.¹⁵

Les jeunes constituent le noyau le plus actif des protestataires en raison notamment de la pénurie d'emplois et des possibilités limitées pour les jeunes diplômés. Sur un échantillon de 48 pays, le chômage des jeunes était supérieur à 20 % en 2011, bien au-dessus des 9,6 % du taux global.¹⁶ Le mécontentement de la jeunesse face à la montée du chômage est encore plus palpable dans les zones possédant des niveaux d'instruction élevés.¹⁷ L'éducation altère les attentes des individus envers le gouvernement et inculque les compétences politiques nécessaires pour contester les décisions gouvernementales. Cela ne veut pas dire que les personnes instruites ont plus de droits. Mais, tant que les gouvernements n'accorderont pas une plus grande priorité à la création d'emplois, ils risquent d'être confrontés à la grogne croissante de la jeunesse à mesure que la couverture de l'éducation s'étend (Figure 4.1).¹⁸

En même temps, l'Internet à haut débit mobile et d'autres technologies modernes constituent de nouveaux canaux au travers desquels les citoyens, en particulier les jeunes, peuvent exiger des responsabilités. Ils permettent également à des individus géographiquement éloignés de se rapprocher en partageant des valeurs et des expériences.

Internet et les médias sociaux, en tant que « rassembleurs à bas coût » d'opinions, amplifient les revendications des individus. En

Chine, par exemple, la génération née après les années 1990 est très instruite, affiche une conscience politique et s'exprime librement sur les médias sociaux.¹⁹ En juillet 2011, moins d'une semaine après l'accident d'un train à grande vitesse à Wenzhou, les deux microblogs (*weibos*) les plus importants de ce pays ont distribué quelque 26 millions de messages sur l'accident, témoignant de l'inquiétude de leurs auteurs sur la sécurité.²⁰

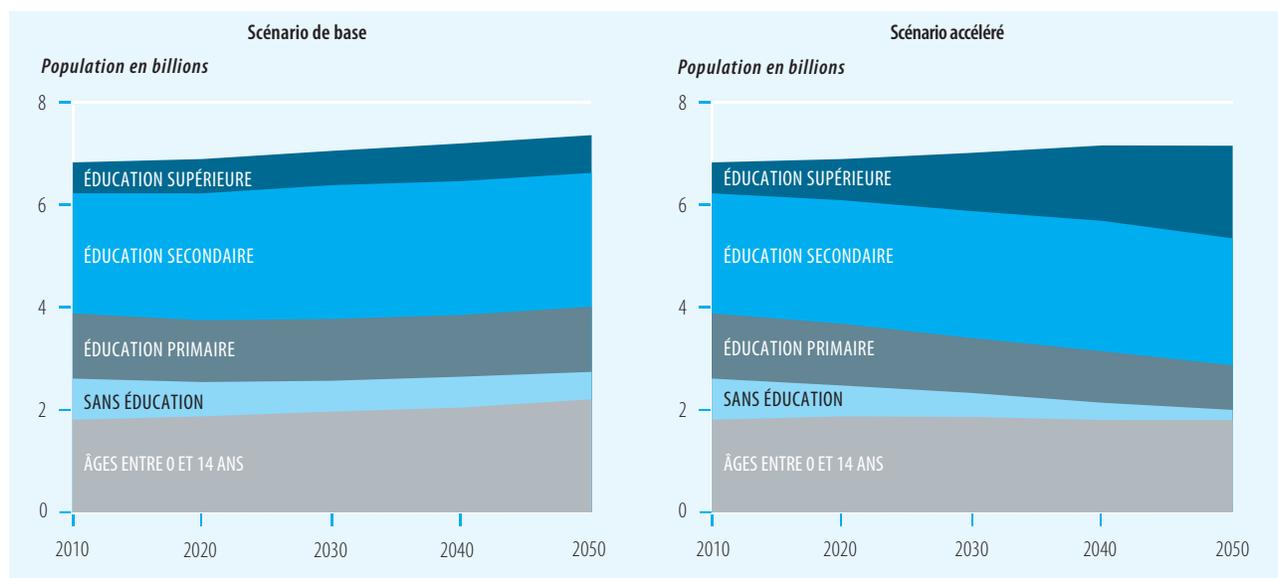
Les mouvements et les médias sociaux attirent l'attention sur des problèmes spécifiques, mais ne contribuent pas forcément aux transformations politiques qui profitent à la société en général. En Inde, par exemple, le mouvement Anna Hazare contre la corruption a exercé des pressions en faveur du changement. Néanmoins, certains dénoncent que de tels mouvements peuvent favoriser l'adoption de politiques ne bénéficiant pas du soutien d'un électorat large. Par conséquent, il est important d'institutionnaliser des processus participatifs à même d'instaurer un équilibre politique en fournissant une plateforme permettant aux citoyens exclus d'exiger des responsabilités et la fin d'inégalités telles que la discrimination systématique et l'exclusion injuste et inéquitable, entre autres.²¹

La participation et l'inclusion, qui ont une valeur intrinsèque, améliorent aussi la qualité des politiques et leur mise en œuvre, et diminuent la probabilité de futurs soulèvements. L'incapacité de construire une politique réceptive et responsable peut fomenter le mécontentement et les troubles civils et faire dérailler le développement humain. L'Histoire est remplie de rébellions populaires contre des gouvernements passifs, mais les troubles font fuir les investisseurs et brident la croissance, et les gouvernements doivent détourner des ressources pour maintenir l'ordre et faire respecter la loi.

Ces dernières années, les pays au Nord comme au Sud ont été confrontés à des crises aggravées de légitimité qui ont opposé les citoyens à leurs institutions. Des millions de personnes dans les États arabes se sont soulevées pour exiger des perspectives, le respect et la dignité, ainsi qu'une citoyenneté pleine et un nouveau contrat social avec ceux qui gouvernent en leur nom. En conséquence, l'Égypte, la Libye et la Tunisie ont été les témoins du renversement de gouvernements autocratiques, le Yémen s'est engagé dans une transition politique négociée

FIGURE 4.1

Le scénario accéléré améliore les résultats en matière d'éducation



Remarque : Consulter l'Annexe technique pour une définition des scénarios de base et de progression accélérée.
 Source : Calculs du HDRO d'après Lutz et K.C. (2013).

au niveau international ; la Jordanie et le Maroc ont entrepris des réformes politiques, et la Syrie est en pleine guerre civile.

Permettre à la société civile de mûrir au travers d'une pratique ouverte est un moyen de promouvoir un changement pacifique. Même sous des gouvernements autocratiques, l'Égypte et la Tunisie, par exemple, ont assez bien développé des structures associatives et des mouvements d'opposition politiques autodisciplinés. La Libye, par contre, n'a pas vécu cette expérience, ce qui a contribué au déclenchement d'une guerre civile acharnée. Il est difficile de bâtir une cohésion politique après un conflit dans des pays n'ayant pas de traditions de participation civile. Diverses expériences montrent que les changements de régimes politiques n'améliorent pas automatiquement la représentation, la participation, l'inclusion ou la responsabilisation, ou n'entraînent pas un meilleur fonctionnement de l'État.

La responsabilisation et l'inclusion sont vitales non seulement dans la sphère politique, mais aussi dans les domaines économiques et sociaux, au travers de la promotion de la création d'emplois et de l'inclusion sociale, en particulier dans les sociétés dont la part des personnes instruites est considérable et en hausse. Des institutions de médiation

efficaces sont nécessaires, car, autrement, la modernisation peut être déstabilisante.²² Cela ne veut pas dire que les personnes ne devraient recevoir une instruction que s'il y a des emplois pour elles ; dans le paradigme du développement humain, l'accès au savoir et à l'éducation est une fin en soi. Cependant, les récents troubles sociaux montrent qu'une discordance entre l'éducation et les perspectives économiques peut déboucher sur l'aliénation et le désespoir, en particulier parmi les jeunes.

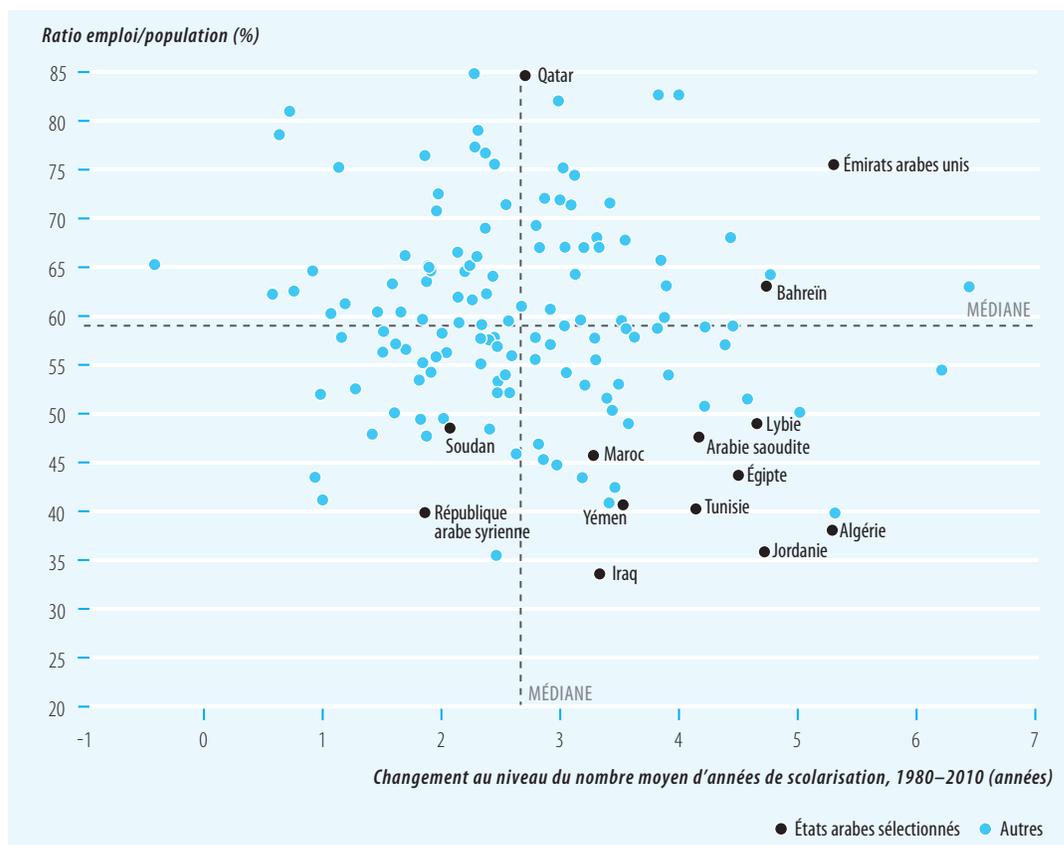
Huit des 20 pays ayant connu les hausses les plus importantes en matière de scolarisation moyenne sur la période 1980-2010 étaient des États arabes (figure 4.2). Dans la plupart de ces pays, les perspectives d'emplois n'ont pas réussi à suivre le rythme d'évolution du niveau d'instruction. La majorité des pays concernés par les derniers soulèvements dans les États arabes se trouvent dans la partie inférieure droite de la figure 4.2, car ils ont obtenu des gains importants en matière d'éducation, mais des ratios emploi/population inférieurs à la médiane.²³

Il est difficile de prévoir à quel moment les sociétés atteindront un point critique. De nombreux facteurs précipitent les demandes de changement. Lorsque des jeunes gens instruits sont dans l'incapacité de trouver du travail, ils finissent par se sentir mécontents. Le nombre

La responsabilisation et l'inclusion sont vitales non seulement dans la sphère politique, mais aussi dans les domaines économiques et sociaux, au travers de la promotion de la création d'emplois et de l'inclusion sociale

FIGURE 4.2

Dans la plupart des pays, les opportunités n'ont pas réussi à suivre le rythme de l'évolution du niveau d'instruction



Remarque : Cette analyse couvre 141 pays. Les ratios emploi/population correspondent à l'année disponible la plus récente au cours de la période 2006-2010. Source : Adapté de Campante et Chor (2012) en utilisant des données mises à jour.

Dans le monde entier, les populations exhortent les gouvernements à se montrer plus responsables envers les citoyens et à élargir l'influence de la société sur l'élaboration des politiques

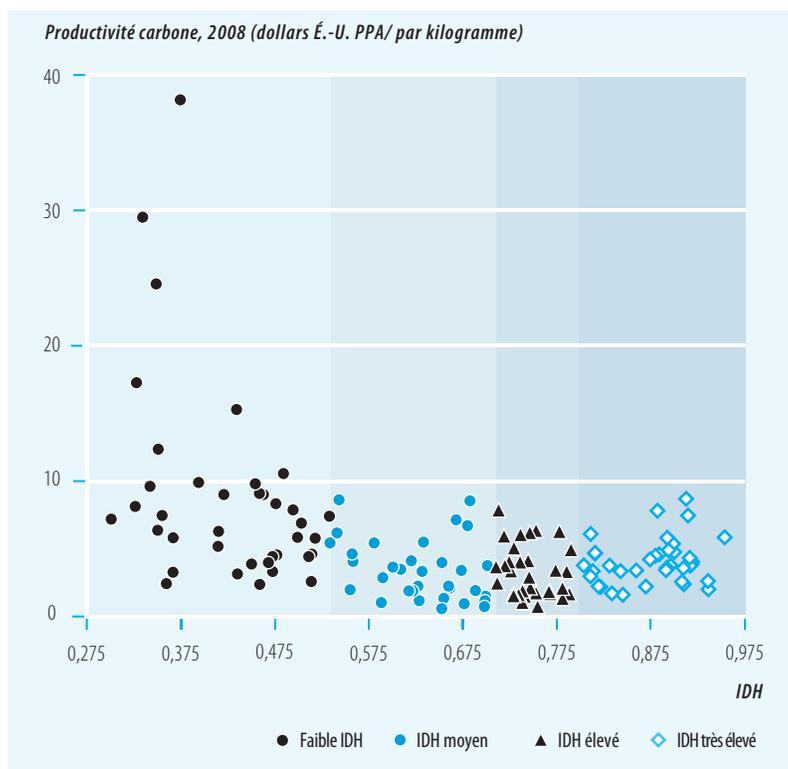
moyen d'années de scolarisation a augmenté au cours de ces 30 dernières années dans tous les pays pour lesquels nous disposons de données.²⁴ Cependant, le mécontentement à lui seul ne déclenche pas les soulèvements. Le peuple peut être en colère, mais si les personnes estiment que le coût d'une action politique en termes de temps et d'efforts est plus important que la probabilité d'un véritable changement, elles peuvent ne pas agir.²⁵ Les manifestations de masse, en particulier de personnes éduquées, ont tendance à éclater lorsque l'absence quasi totale de perspectives économiques rend l'action politique indispensable. Ces « formes d'efforts intensifs de participation politique »²⁶ sont alors facilement coordonnées au travers de nouvelles formes de communication de masse.

Dans le monde entier, les populations exhortent les gouvernements à se montrer plus responsables envers les citoyens et à élargir l'influence de la société sur l'élaboration des

politiques. De telles transformations se sont produites par le passé. Par exemple, Karl Polanyi a documenté la Grande Transformation de 1944, au cours de laquelle les gouvernements du Nord ont répondu aux demandes formulées par la société civile et les syndicats pour réguler le marché et étendre la protection sociale, afin que le marché se mette au service de la société, plutôt que de l'asservir.²⁷ De nombreux gouvernements ont introduit des réglementations restreignant les activités des entreprises et améliorant les conditions de travail, tout en élargissant la protection et les services sociaux. Les instances dirigeantes ont également pris en main la politique macroéconomique et ont introduit certaines restrictions sur le commerce international. L'heure de la transformation, adaptée aux préoccupations et aux conditions du XXI^e siècle, a peut-être sonné.²⁸

FIGURE 4.3

À chaque niveau de l'IDH, certains pays ont une plus grande productivité carbone que d'autres



Remarque : La productivité carbone correspond au PIB par unité de dioxyde de carbone.
Source : Calculs du HDRO d'après la Banque mondiale (2012a).

Affronter les pressions sur l'environnement

La réduction des émissions de gaz à effet de serre constitue un défi majeur pour le monde. Alors qu'il pourrait sembler évident que la productivité carbone (PIB par unité de dioxyde de carbone) augmenterait avec le développement humain, la corrélation est assez faible (figure 4.3). À chaque niveau de l'IDH, certains pays ont une plus grande productivité carbone que d'autres.

Observons les chiffres du Maroc et du Guatemala, deux pays affichant un IDH moyen avec des valeurs pratiquement identiques. La productivité carbone du Guatemala (5,0 dollars É.-U. par kilogramme dans la parité de pouvoir d'achat) est presque le double de celle du Maroc (2,6 dollars É.-U. PPA). Les différences peuvent être tout aussi grandes entre provinces ou États d'un même pays, à l'image de la Chine.²⁹ Ces constats renforcent l'argument selon lequel les progrès en matière de développement humain n'ont pas à empirer l'utilisation du carbone, et que de meilleures politiques environnementales

peuvent aller de pair avec le développement humain.

Afin de soutenir les progrès obtenus en matière de développement humain, il convient de faire beaucoup plus attention à l'impact de l'Homme sur l'environnement, l'objectif à atteindre étant un niveau de développement humain élevé et une faible empreinte écologique par personne (partie inférieure droite de la figure 1.7 du chapitre 1). Seuls quelques pays se rapprochent de ce modèle de développement humain sans exercer une pression insoutenable sur les ressources écologiques de la planète. Pour relever ce défi à l'échelle mondiale, tous les pays devront ajuster leur mode de développement : les pays développés devront réduire leur empreinte écologique alors que les pays en développement devront augmenter la valeur de leur IDH sans augmenter leur empreinte écologique. Les technologies propres innovantes joueront un rôle important en ce sens.

Elon le scénario de catastrophe environnementale, environ 3,1 milliards de personnes de plus souffriront d'extrême pauvreté de revenu en 2050 par rapport au scénario de progrès accéléré

Alors que les menaces environnementales telles que le changement climatique, la déforestation, la pollution de l'eau et de l'air, et les désastres naturels concernent tout le monde, elles touchent davantage les pays et les communautés pauvres. Le changement climatique exacerbe déjà les menaces chroniques d'ordre environnemental et les pertes d'écosystèmes provoquent la diminution des moyens de subsistance, en particulier pour les personnes pauvres. Un environnement propre et sûr devrait être considéré comme un droit, et non un privilège. Le *Rapport sur le développement humain de 2011* souligne que l'équité et le développement durable sont intimement liés. Les sociétés durables ont besoin de politiques et de changements structurels qui alignent les objectifs du développement humain sur ceux du changement climatique au travers de stratégies de réduction des émissions et de résilience face au changement climatique, et de mécanismes novateurs de financement public-privé.³⁰

Les personnes les plus défavorisées participent peu à la détérioration de l'environnement à l'échelle de la planète, mais elles sont souvent les plus touchées par ses impacts.³¹ Ainsi, bien que contribuant peu au changement climatique mondial, les pays à faible IDH seront probablement les plus touchés par la diminution et la variabilité croissante et prononcée des précipitations annuelles, avec des conséquences terribles sur la production agricole et les moyens de subsistance. L'ampleur de telles pertes montre combien il est urgent d'adopter des mesures visant à augmenter la résilience des personnes face au changement climatique.³²

Les catastrophes naturelles, qui augmentent en fréquence et en intensité, causent des dommages économiques et pertes en capacités humaines substantiels. Pendant la seule année 2011, les catastrophes naturelles provoquées par les tremblements de terre (tsunamis, glissements de terrain et affaissements du sol) ont entraîné la mort de plus de 20 000 personnes et des dommages à hauteur de 365 milliards de dollars, y compris la perte de l'habitat pour environ un million de personnes.³³ L'impact a été important pour les petits États insulaires en développement, dont les pertes, pour certains, ont atteint 1 % du PIB et, pour d'autres, jusqu'à

8 % ou même des multiples de leur PIB. Sainte-Lucie, par exemple, a perdu environ quatre fois son PIB en 1998 à cause de l'Ouragan Gilbert, et Grenade a perdu deux fois son PIB en 2004 à cause de l'Ouragan Ivan.³⁴

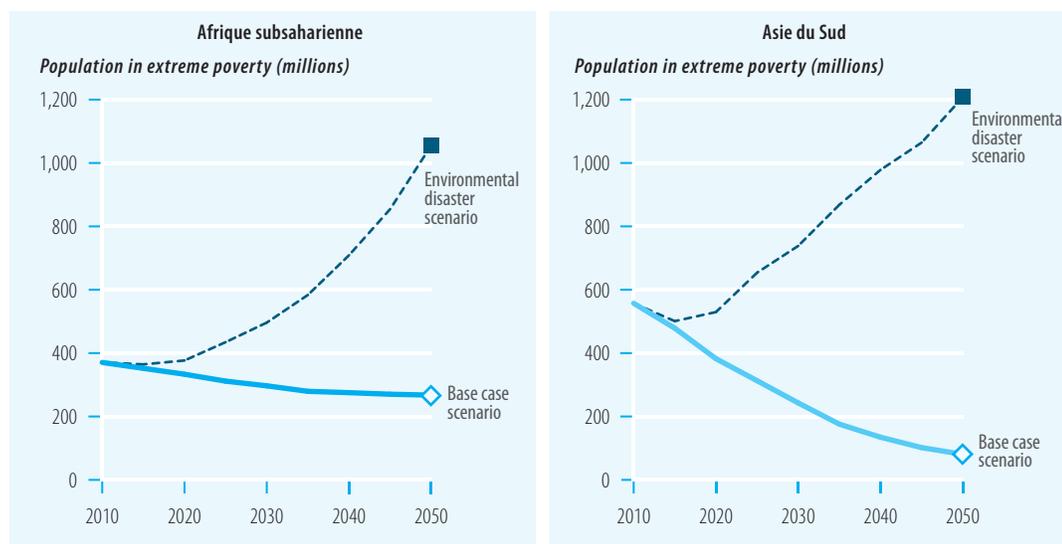
Le *Rapport sur le développement humain de 2011* a examiné plusieurs scénarios environnementaux. Le scénario de « défi environnemental » a pris en compte les effets négatifs anticipés du réchauffement planétaire sur la production agricole, l'accès à l'eau propre et à un meilleur assainissement, et la pollution. Selon ce scénario, la valeur mondiale moyenne de l'IDH serait 8 % plus basse en 2050 que selon le « scénario de base », qui se fonde sur une continuation et non une aggravation des tendances environnementales actuelles. Plus grave encore, la valeur régionale moyenne de l'IDH en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne serait 12 % plus faible selon le scénario de défi environnemental que selon le scénario de base. Selon un scénario de « catastrophe environnementale » encore plus sévère, la valeur d'IDH mondial en 2050 chuterait de 15 % en dessous de la valeur du scénario de base, de 22 % en Asie du Sud et de 24 % en Afrique subsaharienne, stoppant ainsi, et même annulant des décennies de progrès en matière de développement humain dans les deux régions.

Le présent Rapport analyse davantage l'impact de ces scénarios environnementaux sur le nombre de personnes vivant dans une extrême pauvreté de revenu (figure 4.4). Selon le scénario de catastrophe environnementale, environ 3,1 milliards de personnes de plus souffriront d'extrême pauvreté de revenu en 2050 par rapport au scénario de progrès accéléré, au lieu de 1,2 milliard en 2010 (tableau 4.3). Par contre, selon le scénario de base, le nombre de ces personnes diminuera dans le monde entier d'ici 2050.

Quelque 2,7 milliards de personnes supplémentaires vivraient dans une pauvreté de revenu extrême selon le scénario de catastrophe environnementale par rapport au scénario de base, une conséquence de deux facteurs liés entre eux. D'une part, le modèle montre une augmentation de 1,9 milliard de personnes se trouvant dans une situation d'extrême pauvreté de revenu du fait de la dégradation de l'environnement. D'autre part, les catastrophes environnementales empêcheraient près de 800 millions de personnes de sortir de cette situation, ce qui aurait normalement été

FIGURE 4.4

Des scénarios environnementaux différents ont des impacts différents sur l'extrême pauvreté



Remarque : Le seuil d'extrême pauvreté est défini comme correspondant à 1,25 dollar par jour en termes de parité de pouvoir d'achat. Consulter l'Annexe technique pour une définition des scénarios de base et de progression accélérée.
Source : Calculs du HDRO d'après Pardee IFs Center (2013).

TABLE 4.3

Changements au niveau de l'extrême pauvreté de revenu selon le scénario de catastrophe environnementale par région, 2010-2050 (en millions de personnes)

Région	2010	2020	2030	2040	2050	Increase, 2010-2050	Difference	
							Par rapport au scénario de base, 2050	Par rapport au scénario de progrès accéléré, 2050
Afrique subsaharienne	371	377	496	709	1 055	685	788	995
Amérique latine et Caraïbes	34	50	90	138	167	134	135	155
Asie de l'Est et Pacifique	211	142	211	363	530	319	501	522
Asie du Sud	557	530	738	978	1 207	650	1 126	1 194
États arabes	25	25	39	73	145	120	128	144
Europe et Asie centrale	14	6	17	32	45	30	41	44
Monde	1 212	1 129	1 592	2 293	3 150	1 938	2 720	3 054

Remarque : Extreme poverty is defined as \$1.25 a day in purchasing power parity terms. Consulter l'Annexe technique pour une définition des scénarios de base et de progression accélérée.
Source : HDRO calculations based on Pardee Center for International Futures (2013).

possible selon les projections du scénario de base (voir l'Annexe technique).

Ces résultats soulignent un message central du présent Rapport : les menaces environnementales font partie des dangers les plus graves pour le développement humain, et leurs conséquences sur la pauvreté risquent d'être extrêmement néfastes. Plus l'action est retardée, plus le coût sera élevé.

Gérer le changement démographique

Entre 1970 et 2011, la population mondiale est passée de 3,6 à 7 milliards d'habitants. Les perspectives de développement sont tout autant influencées par la pyramide des âges de la population que par sa taille.³⁵ Des taux de

fécondité en baisse et des changements au niveau des pyramides des âges peuvent avoir des effets considérables sur la croissance économique.³⁶ Sur la période 1970-2010, le taux de dépendance (le taux de personnes jeunes et âgées par rapport à la population en âge de travailler, soit entre 15 à 64 ans) a fortement diminué dans la plupart des régions – de façon plus spectaculaire en Asie de l'Est et dans le Pacifique, où il a chuté de 39,5 %, suivi de l'Amérique latine et des Caraïbes, et des États arabes, où il a baissé de 34 %.

Néanmoins, sur la période 2010-2050, les taux de dépendance devraient augmenter, dans les pays à IDH moyen, élevé et très élevé, en particulier dans les pays développés et dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique. Dans les régions les plus pauvres telles que l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne, les taux de dépendance continueront à baisser, mais plus doucement.

Une démographie changeante affectera profondément la plupart des pays du Sud dans les décennies à venir, mais de manières très différentes. Certaines nations plus pauvres profiteront d'un dividende démographique puisque la proportion de leur population présente sur le marché du travail augmentera.³⁷ Néanmoins, les régions plus riches du Sud devront faire face au défi posé par des taux de dépendance croissants, avec un vieillissement des populations et un niveau de scolarisation maximum reflété par un déclin du nombre de personnes gagnant un salaire.

À long terme, ces deux défis démographiques peuvent être atténués en augmentant le niveau d'éducation. En premier lieu, l'éducation accélère la baisse des taux de fécondité là où ils sont encore élevés. Deuxièmement, l'éducation peut stimuler la productivité du travail dans les pays plus riches disposant d'une main-d'œuvre relativement moins importante. En même temps, les gouvernements devront promouvoir activement la création d'emplois afin d'élargir les possibilités pour les jeunes travailleurs comme pour les travailleurs plus expérimentés d'accéder à des emplois plus productifs.

L'incapacité d'adapter les perspectives économiques et la productivité aux changements démographiques, peut non seulement priver les pays du dividende démographique, mais aussi menacer la stabilité sociale, comme cela a été le cas dans de nombreux pays au cours de ces dernières années.

Modéliser la démographie et l'éducation

Néanmoins, les tendances démographiques ne sont pas déterministes. Elles peuvent être altérées, au moins de manière indirecte, par des politiques en matière d'éducation, et parfois des politiques migratoires.³⁸ Des choix politiques efficaces peuvent être identifiés en modélisant les tendances relatives à la démographie et à l'éducation.³⁹ Deux scénarios pour la période 2010-2050 illustrent l'impact de réponses politiques différentes : un scénario de base dans lequel les taux de scolarisation restent constants à chaque niveau d'éducation et un scénario accéléré dans lequel les pays ayant les niveaux d'éducation initiaux les plus faibles adoptent des objectifs ambitieux en matière d'éducation.⁴⁰

Le taux de dépendance d'un pays, c'est-à-dire la proportion de personnes âgées de moins de 15 ans ou de plus de 64 ans par rapport à celles en âge de travailler (entre 15 et 64 ans) est un sujet d'inquiétude croissant car un taux élevé peut appauvrir une nation et faire reculer le développement humain. Le scénario de base projette une baisse de 9,7 point de pourcentage du taux de dépendance sur la période 2010-2050 pour les pays à faible IDH et une hausse de 9 points de pourcentage pour les pays à IDH moyen, de 15,2 points de pourcentage pour les pays à IDH élevé et de 28,7 points de pourcentage pour les pays à IDH très élevé (Figure 4.5). Selon le scénario accéléré, le taux de dépendance pour les pays à faible IDH baisse de 21,1 points de pourcentage sur la période 2010-2050 – plus du double que suivant le scénario de base. Le taux de dépendance augmente plus doucement dans le scénario accéléré que dans le scénario de base pour les pays à IDH moyen (6,1 points de pourcentage) et les pays à IDH élevé (4,9 points de pourcentage). Toutefois, cette hausse est moins prononcée pour les pays à IDH très élevés.

Selon le scénario de base, tous les groupes de niveau d'IDH voient la part de leur population âgée augmenter : 3,9 points de pourcentage pour les pays à faible IDH, 17,7 points de pourcentage pour les pays à IDH moyen, 20,2 points de pourcentage pour les pays à IDH élevé et 22,3 points de pourcentage pour les pays à IDH très élevé.⁴¹ Sur la période 2010-2050, la part de la population jeune devrait diminuer dans tous les groupes de niveau

d'IDH. Pour les pays à faible IDH, le taux de dépendance baissera parce que la diminution de la part de la population jeune est plus importante que l'augmentation de la part de la population âgée.

Dans les États arabes, l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne, le taux de dépendance devrait diminuer selon le scénario de base et encore plus rapidement selon le scénario accéléré. En Afrique subsaharienne, par exemple, le taux de dépendance diminue de 11,8 points de pourcentage selon le

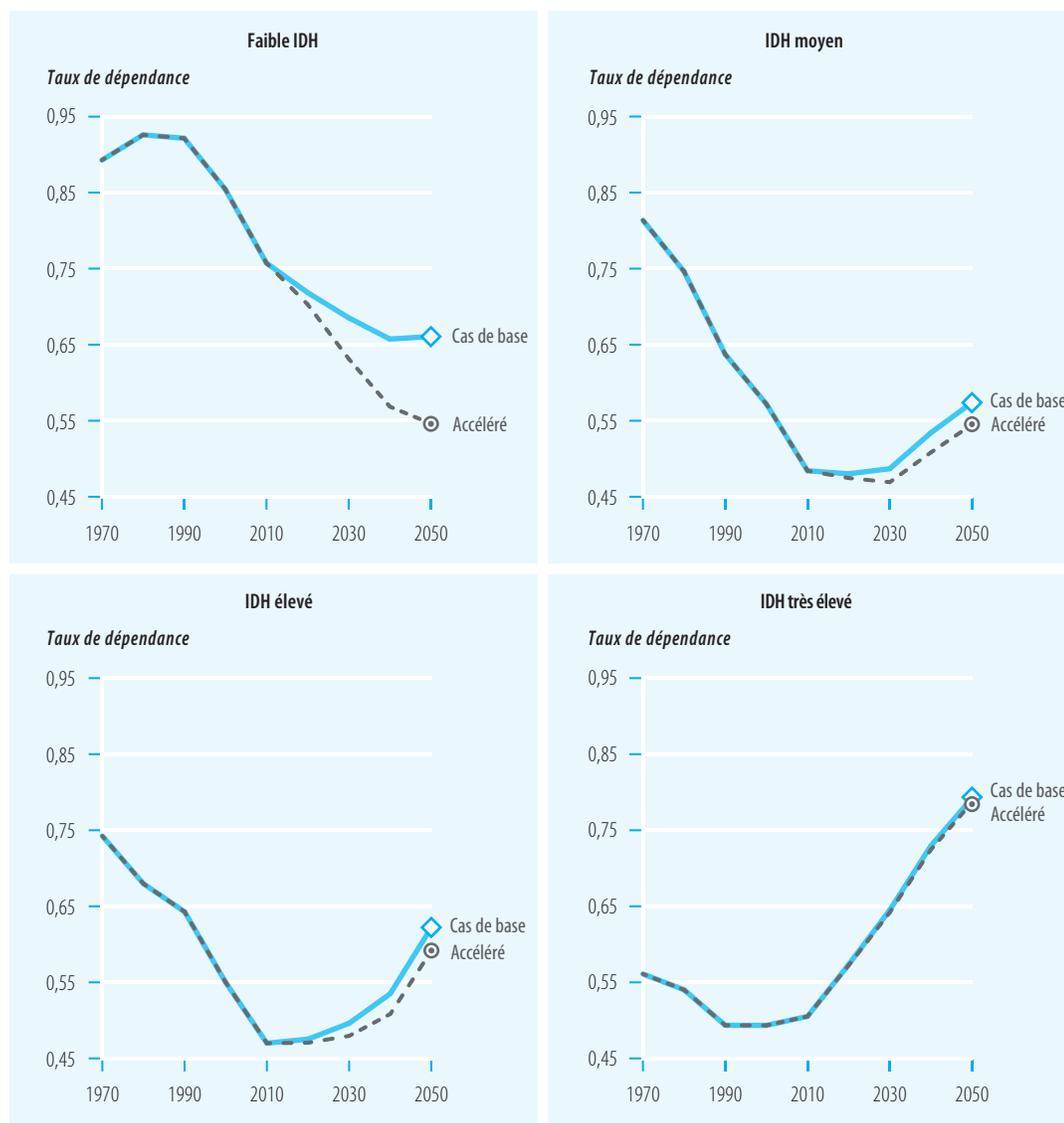
scénario de base et de 25,7 points de pourcentage selon le scénario accéléré.

En Asie de l'Est et dans le Pacifique, en Europe et Asie Centrale, et en Amérique latine et dans les Caraïbes, le taux de dépendance devrait croître. L'Asie de l'Est et le Pacifique connaîtront une augmentation spectaculaire de la part correspondant aux personnes âgées – jusqu'à 25,8 points de pourcentage, ce qui représente une augmentation encore plus importante que dans les pays à IDH très élevé.

Les tendances démographiques ne sont pas déterministes. Elles peuvent être altérées par des politiques en matière d'éducation, et parfois des politiques migratoires

FIGURE 4.5

Les politiques en matière d'éducation peuvent altérer les taux de dépendance



Remarque : Voir l'Annexe technique pour un exposé des scénarios de base et accéléré.
Source : Calculs du HDRO d'après Lutz et K.C. (2013).

TABLEAU 4.4

Tendance des taux de dépendance de quelques pays choisis, 1970–2050

Pays	1970	1980	1990	2000	2010	Scénario	2020	2030	2040	2050
Bangladesh	0,929	0,946	0,859	0,704	0,560	Scénario de base	0,462	0,434	0,433	0,481
						Scénario accéléré	0,457	0,422	0,418	0,465
Brésil	0,846	0,724	0,656	0,540	0,480	Scénario de base	0,443	0,484	0,540	0,637
						Scénario accéléré	0,437	0,460	0,499	0,589
Chili	0,811	0,629	0,564	0,540	0,457	Scénario de base	0,471	0,549	0,609	0,659
						Scénario accéléré	0,467	0,531	0,582	0,630
Chine	0,773	0,685	0,514	0,481	0,382	Scénario de base	0,408	0,450	0,587	0,655
						Scénario accéléré	0,404	0,434	0,562	0,628
Ghana	0,934	0,946	0,887	0,799	0,736	Scénario de base	0,704	0,656	0,643	0,645
						Scénario accéléré	0,686	0,595	0,548	0,532
Inde	0,796	0,759	0,717	0,638	0,551	Scénario de base	0,518	0,496	0,491	0,511
						Scénario accéléré	0,510	0,474	0,463	0,480
Indonésie	0,868	0,807	0,673	0,547	0,483	Scénario de base	0,452	0,457	0,504	0,571
						Scénario accéléré	0,451	0,454	0,501	0,567
Thaïlande	0,904	0,756	0,532	0,447	0,417	Scénario de base	0,426	0,488	0,576	0,656
						Scénario accéléré	0,425	0,484	0,570	0,650
Turquie	0,850	0,787	0,671	0,560	0,478	Scénario de base	0,458	0,467	0,504	0,585
						Scénario accéléré	0,450	0,443	0,473	0,547

Source : Calculs du HDRO d'après Lutz et K.C. (2013). Consulter l'Annexe technique pour une définition des scénarios de base et de progression accélérée.

Le Brésil et le Chili sont la preuve que des politiques ambitieuses en matière d'éducation peuvent contribuer à modifier les taux de dépendance. Au Brésil, le taux de dépendance augmente de 15,6 points de pourcentage selon le scénario de base, contre 10,8 points de pourcentage seulement selon le scénario accéléré (tableau 4.4). Le Chili devrait connaître une augmentation similaire, 20,2 points de pourcentage et 17,3 points de pourcentage.

Les défis diffèrent considérablement entre les pays selon les deux scénarios. Selon le scénario de base, la Chine serait le témoin d'une augmentation plus rapide de 27,3 points de pourcentage que, par exemple, la Thaïlande (23,9 points de pourcentage) ou l'Indonésie (8,7 points de pourcentage) où même une politique éducative encore plus ambitieuse n'aurait qu'un impact limité sur les taux de dépendance car les niveaux d'instruction sont déjà élevés.

Les pays peuvent faire face au problème de la diminution de la population active de plusieurs manières. Ils peuvent réduire le chômage, promouvoir la productivité du travail et encourager une plus grande participation de la population active, en particulier parmi les femmes et les travailleurs plus âgés. Ils peuvent également externaliser le travail vers une production offshore et attirer des migrants internationaux.⁴²

Sans des mesures politiques appropriées, les dynamiques démographiques peuvent accroître les inégalités à court terme, compte tenu que les différences au niveau de la vitesse de transition démographique donnent aux ménages les plus riches un avantage initial. Des taux de fécondité en baisse et des changements au niveau des pyramides des âges peuvent avoir des effets négatifs sur la croissance économique.⁴³ Renforçant les analyses transnationales effectuées dans le présent Rapport, une étude

La Chine et le Ghana : qui profite du dividende démographique ?

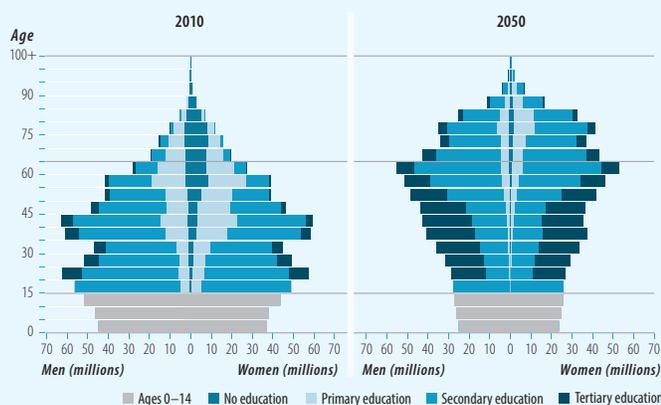
Pays le plus peuplé du monde, la Chine est en pleine transition démographique et mène en partie la tendance globale vers une croissance démographique et un vieillissement de la population lents. En ce qui concerne l’Afrique subsaharienne, une politique éducative accélérée avec une augmentation croissante des effectifs scolarisés pourrait activer la transition démographique et générer un dividende démographique pour la région. Les cas de la Chine et du Ghana illustrent ce qui pourrait se produire.

Chine

En 1970, la jeunesse constituait la part la plus importante de la population chinoise, entraînant un taux de dépendance élevé de 0,770, avec 1,08 garçon pour chaque fille parmi les enfants âgés de 0 à 4 ans (figure 1). En 2010, la pyramide des âges de la Chine revêtait un tout autre aspect. Alors que les taux de fécondité diminuent, la part de la population en âge de travailler augmenta plus vite que la part de la population jeune, faisant ainsi baisser le taux de dépendance à 0,382. Le déséquilibre entre les hommes et les femmes devint encore plus prononcé parmi les nourrissons, avec 1,18 garçon pour chaque fille. La tranche d’âge de la population la plus productive (35-50 ans) et actuellement la part de la population la plus importante, atteindra l’âge de la retraite dans 15-25 ans. D’ici 2030, la Chine sera donc confrontée au défi posé par le vieillissement de sa population, ce qui exercera une pression encore plus importante sur le secteur social et augmentera le taux de dépendance. À l’âge de la retraite, ce groupe aura un niveau d’instruction plus élevé que ses prédécesseurs 40 ans auparavant.

Selon le scénario accéléré, grâce à des politiques sérieuses en matière d’éducation, la pyramide des âges de la Chine en 2050 sera transformée, la tranche d’âge de 60 à 64 ans devenant le contingent le plus nombreux. Le niveau d’instruction du groupe en âge de travailler augmentera considérablement, contribuant à créer une main-d’œuvre plus productive. Une main-d’œuvre plus qualifiée et plus productive pourrait compenser certains des effets négatifs d’un taux de dépendance élevé et d’une large proportion de personne âgées. Dans ce scénario, le taux de garçons par rapport au nombre de filles baissera à 1,06, se rapprochant ainsi de la moyenne mondiale.

Figure 1 Perspectives démographiques pour la Chine



Source : Lutz et K.C. 2013. Consulter l’Annexe technique pour une définition des scénarios de base et de progression accélérée.

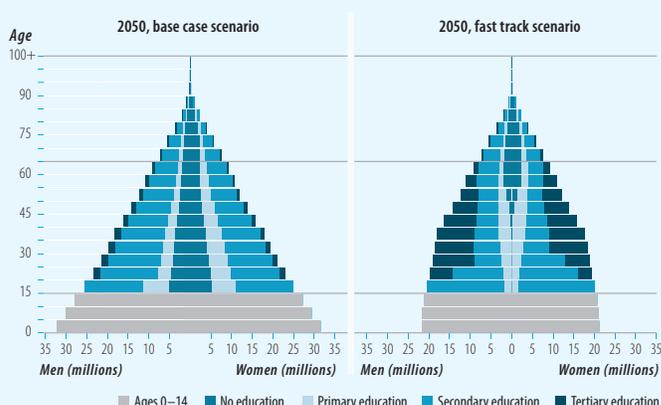
Ghana

En 1970, le Ghana avait une population de 8,7 millions d’habitants. Les jeunes constituaient la part la plus importante de la population, entraînant un taux de dépendance élevé (0,934). La proportion de la population sans éducation formelle était également élevée, en particulier parmi les femmes. En 2010, la population du Ghana avait pratiquement triplé en passant à 24,4 millions. Sa pyramide des âges avait peut-être changé, bien que des améliorations au niveau de l’espérance de vie donnaient de la consistance à la partie centrale de la pyramide. La proportion de la population jeune, bien que moins importante qu’en 1970, restait significative, et le taux de dépendance demeurait élevé, à 0,736. Néanmoins, les niveaux d’instruction s’étaient considérablement améliorés, et la proportion de personnes dotées d’une éducation primaire et secondaire avait augmenté.

Les perspectives en ce qui concerne le Ghana pour 2050 diffèrent sensiblement selon les deux scénarios de politique en matière d’éducation. Selon le scénario de base, qui se fonde sur des taux de scolarisation constants sur la période 2010-2050, la pyramide des âges de la population du Ghana restera triangulaire, avec une large proportion de jeunes gens et un taux de dépendance élevé (0,645 ; Figure 2). La population devrait atteindre les 65,6 millions d’individus selon le scénario de base, contre seulement 48,2 millions selon le scénario accéléré.

Selon le scénario accéléré, les perspectives démographiques devraient changer considérablement alors que les taux de fécondité décroissants font baisser le taux de dépendance à 0,532, principalement à cause de la diminution de la proportion des jeunes gens au sein de la population totale du Ghana. La part des personnes en âge de travailler et sans éducation diminuera également, entraînant une augmentation de la productivité et améliorant la capacité de profiter du dividende démographique, à condition que la création d’emplois corresponde à l’offre de main-d’œuvre de ces nouveaux contingents.

Figure 2 Perspectives démographiques pour le Ghana



Source : Lutz et K.C. 2013. Consulter l’Annexe technique pour une définition des scénarios de base et de progression accélérée.

récente a conclu que les taux de dépendance des jeunes tendent à être plus élevés pour les ménages pauvres et plus faibles pour les ménages plus prospères, en particulier en Amérique latine et en Afrique subsaharienne, et que les différences au niveau des taux de dépendance de la jeunesse entre les riches et les pauvres se

dissipent au fil du temps.⁴⁴ Lors de transitions démographiques, les catégories les plus prospères contribuent les premières au déclin de la fécondité, produisant une augmentation à court terme des inégalités de revenus puisqu’elles profitent avant tout le monde des avantages du changement démographique. Viennent ensuite

la classe moyenne, qui rattrape son retard car ses membres éduquent les filles et planifient les familles, puis les pauvres. Finalement, la fécondité est plus faible parmi tous les groupes de revenus, et les avantages économiques du dividende démographique sont mieux répartis.⁴⁵ Cela est en accord avec les études précédentes menées en Amérique latine et en Afrique.⁴⁶

Cette augmentation de l'inégalité à court terme n'est cependant pas inévitable et peut être influencée par des politiques publiques, en particulier, en matière d'éducation et de santé procréative, visant à faire bénéficier en même temps tous les groupes de revenus des avantages de la transition démographique. Observons les trois pays connaissant les diminutions de taux de dépendance des enfants les plus importantes : la Côte d'Ivoire (avec un PIB par habitant en 2011 de 1 800 dollars), la Namibie (6 800 dollars) et le Pérou (10 300 dollars). En Côte d'Ivoire, le taux de dépendance baisse plus parmi les riches que parmi les pauvres ; en Namibie, il diminue le plus au milieu de l'échelon de revenus, et au Pérou, il recule sur tous les plans à des niveaux à peu près égaux.⁴⁷ Voir l'encadré 4.2 pour un exposé de la distribution des bénéfices du dividende démographique en Chine et au Ghana.

Dans 13 des 18 pays ayant un taux de dépendance en baisse et une éducation des femmes en hausse sur la période 1970-2010, une productivité du travail en hausse sur la période 1980-2008 et un chômage en baisse sur la période 2005-2010, le taux de participation des femmes sur le marché du travail a augmenté plus rapidement que le taux de participation globale sur le marché du travail de la période 2000-2004 à la période 2005-2010, indiquant un meilleur équilibre entre les hommes et les femmes sur le marché du travail. L'emploi, néanmoins, n'est pas nécessairement devenu plus facile d'accès alors que les niveaux d'instruction ont augmenté. En effet, dans certains pays, la situation du marché du travail est devenue plus tendue pour les femmes actives plus instruites. Des mesures politiques supplémentaires sont nécessaires afin de promouvoir des conditions de fonctionnement du marché du travail qui offrent des perspectives productives à une population active plus qualifiée et diversifiée.

L'impact du taux de vieillissement de la population

Les populations vieillissent plus rapidement que par le passé car les taux de fécondité diminuent et l'espérance de vie augmente.⁴⁸ Par exemple, pour que la part de la population âgée double, passant de 7 % à 14 %, il a fallu plus d'un siècle (de 1865 à 1980) en France, 85 ans en Suède, 83 ans en Australie et 69 ans aux États-Unis. Le vieillissement progresse toujours plus rapidement dans les pays en développement. Sur un échantillon de pays en développement, la part de la population âgée devrait atteindre 14 % en 30 ans ou moins dans huit pays sur neuf (Figure 4.6). La seule exception est le Ghana, où cela devrait prendre 50 ans ou plus.

Le pourcentage de la population vieillissante est un élément important à prendre en compte. En effet, si les pays en développement sont encore pauvres après la transition démographique, ils auront du mal à répondre aux besoins d'une population plus âgée. De nombreux pays en développement n'ont qu'une fenêtre étroite de perspectives pour récolter tous les bénéfices du dividende démographique octroyé par une population en âge de travailler plus importante.⁴⁹

Le besoin de politiques ambitieuses

Afin d'accélérer et de soutenir les progrès en matière de développement, les pays doivent adopter des politiques ambitieuses afin de développer l'éducation des femmes et de mettre en œuvre d'autres mesures produisant des bénéfices convergents pour le développement humain. Le temps presse. Pour les pays agissant rapidement afin de profiter du dividende démographique et d'éviter une plus grande détérioration de l'environnement, les gains pourront être substantiels. Pour les autres, ils pourraient avoir à faire face à des coûts de plus en plus élevés au fil du temps.

L'importance d'une action politique rapide et audacieuse peut être démontrée par le biais de deux scénarios supplémentaires qui indiquent l'impact de différentes mesures politiques sur l'IDH projeté et ses composants en 2050. Le scénario de base se fonde sur la continuité des tendances historiques et des politiques au

cours de ces dernières décennies. Le scénario de progrès accéléré établit quelques-uns des choix et des objectifs avec 12 dimensions politiques d'interventions toutes agressives mais raisonnables afin de réduire la pauvreté, développer les infrastructures et améliorer la gouvernance. Le doublement du prêt par les institutions financières internationales sur 10 ans, une hausse de 50 % de la migration sur 20 ans⁵⁰ et de 20 % des dépenses de santé sur 10 ans, ainsi qu'un développement de 20 % des infrastructures sur 30 ans et de 20 % de la gouvernance sur 10 ans constituent des objectifs ambitieux.

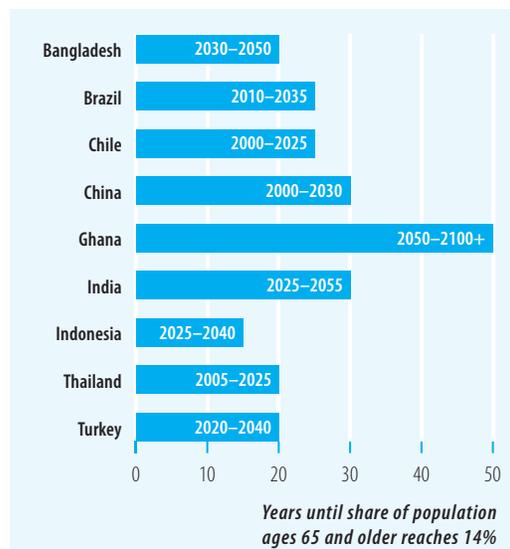
Les projections du scénario de base sont assez optimistes car elles reportent la dynamique de progrès vécue ces dernières décennies, y compris les améliorations spectaculaires réalisées en matière de développement humain. Les pays obtiennent de bien meilleurs résultats selon le scénario de progrès accéléré, avec une progression plus rapide dans les pays à faible IDH (Figure 4.7). L'IDH agrégé augmente de 52 % en Afrique subsaharienne (de 0,402 à 0,602) et de 36 % en Asie du Sud (de 0,527 à 0,714). Les pays à faible IDH convergent donc vers les niveaux de développement humain atteints par les pays à IDH élevé et très élevé.

Des politiques ambitieuses et complètement intégrées peuvent donc constituer un levier important dans la progression du développement humain (Figure 4.8). Les effets les plus forts sont ressentis en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, suivies des États arabes et de l'Amérique latine et des Caraïbes. Les impacts sont plus faibles en Europe et Asie centrale, et en Asie de l'Est et dans le Pacifique.

Dans toutes les régions, les interventions politiques dans les domaines de la santé et de l'éducation produisent les impacts les plus significatifs. En Afrique subsaharienne, par exemple, des politiques ambitieuses font passer la valeur de l'IDH en 2050 de 0,612 du scénario de base à 0,651. Dans la plupart des régions, le renforcement de la gouvernance grâce aux progrès en matière de réduction de la corruption et de renforcement des institutions démocratiques et du pouvoir d'action des femmes représente le deuxième impact plus important. En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, néanmoins, l'investissement consacré aux infrastructures est encore plus important.

FIGURE 4.6

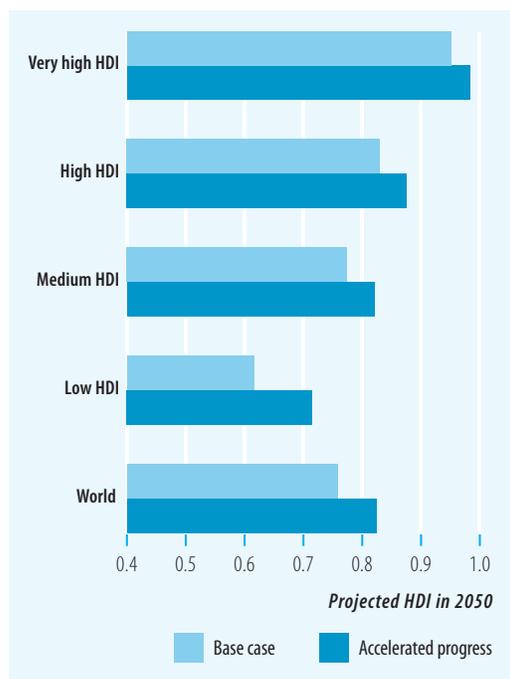
Les populations vieillissent plus vite dans les pays en développement



Source : Calculs du HDRO d'après Lutz et K.C. (2013). Consulter l'Annexe technique pour une définition des scénarios de base et de progression accélérée..

FIGURE 4.7

Les perspectives de développement humain pour 2050 sont bien meilleures pour le scénario de progrès accéléré, en particulier pour les pays à faible IDH



Remarque : Consulter l'Annexe technique pour une définition des scénarios de base et de progression accélérée.
Source : Calculs du HDRO d'après Pardee IFS Center (2013).

Les deux scénarios affichent des différences notables au niveau des dimensions humaines de l'IDH. En Afrique subsaharienne, l'espérance de vie passe de 53,7 ans en 2010 à 69,4 ans en 2050 selon le scénario de base, en partie en réponse aux progrès soutenus pour lutter contre le VIH/SIDA et d'autres maladies contagieuses, alors qu'elle passe à 72,9 ans selon le scénario de progrès accéléré. Au cours de la même période, le nombre moyen d'années d'éducation formelle en Afrique subsaharienne devrait passer de 4,3 à 6,7 selon le scénario de base, contre 8,1 selon le scénario de progrès accéléré.

Les progrès obtenus selon le scénario de progrès accéléré sont encore plus importants en ce qui concerne le PIB par habitant (figure 4.9). Cela est vrai pour tous les groupes d'IDH où les différences entre les scénarios sont considérables dans les deux cas. Globalement, le PIB par habitant passera de 8 770 dollars en 2010 à 17 873 dollars en 2050 selon le scénario de base et à 27 995 dollars selon le scénario de progrès accéléré. Les bénéfices différentiels les

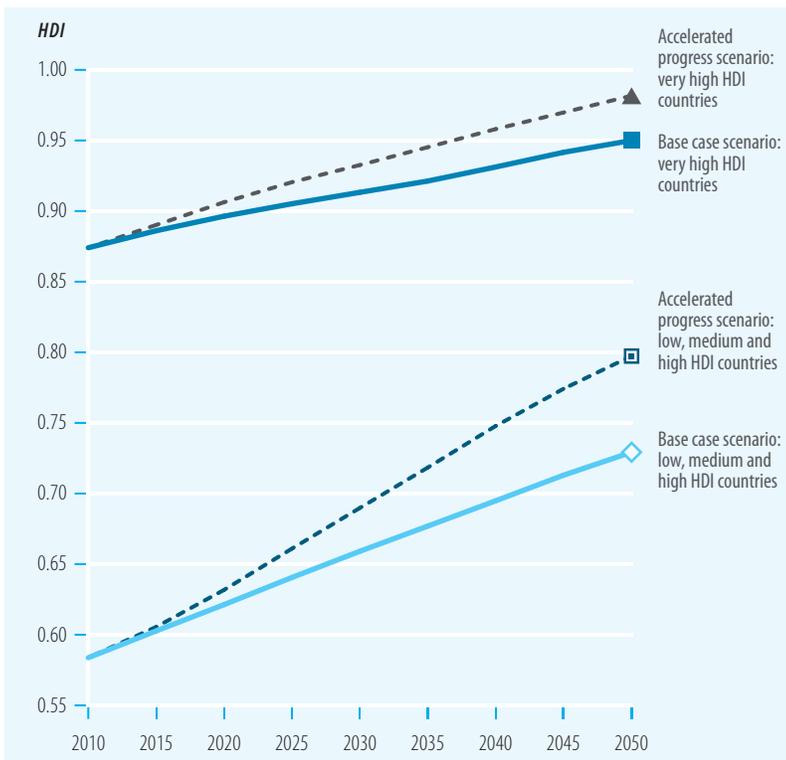
plus importants seraient obtenus en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. En Afrique subsaharienne, le PIB par habitant passerait de 1 769 dollars en 2010 à 5 730 dollars en 2050 selon le scénario de base et au montant impressionnant de 13 210 dollars selon le scénario de progrès accéléré – plus du double du niveau actuel dans le scénario de base. Selon le scénario de progrès accéléré, l'Asie du Sud serait le témoin d'une augmentation spectaculaire, passant de 2 871 dollars à 23 661 dollars.

L'augmentation différentielle en matière de revenus influence directement la réduction de la pauvreté de revenu. Selon le scénario de base, la pauvreté de revenu disparaît presque en Chine, mais ne diminue que légèrement en Afrique subsaharienne, alors que la population continue à croître, et reste élevée en Inde, qui compterait toujours plus de 130 millions de personnes pauvres en 2030. Selon le scénario de progrès accéléré, le nombre de personnes pauvres baisse beaucoup plus rapidement, et disparaît presque dans certains pays et certaines régions (tableau 4.5).

La réduction substantielle de la pauvreté d'ici 2050 dépend de l'adoption de mesures politiques ambitieuses. Ne pas agir de manière audacieuse afin d'éviter un scénario de catastrophe environnementale, par exemple, freinerait sérieusement la réduction de la pauvreté.

FIGURE 4.8

Les résultats en matière de développement humain jusqu'en 2050 sont meilleurs selon le scénario de progrès accéléré



Remarque : See *Technical appendix* for a definition of the base case and accelerated progress scenarios.
Source : Calculs du HDRO d'après Pardee IFS Center (2013).

Saisir l'occasion

Il est possible et impératif d'obtenir des progrès plus significatifs en matière de développement humain. Mais pour accélérer les avancées, des mesures politiques coordonnées sur les différents fronts du développement seront nécessaires. L'équité constitue l'un des fronts les plus importants, car une société plus équitable réussit mieux dans la plupart des aspects liés à l'État providence et est plus durable. Un autre front consiste à réduire la mortalité infantile : des progrès rapides sont possibles dans tous les pays au travers de l'éducation, en particulier des femmes.

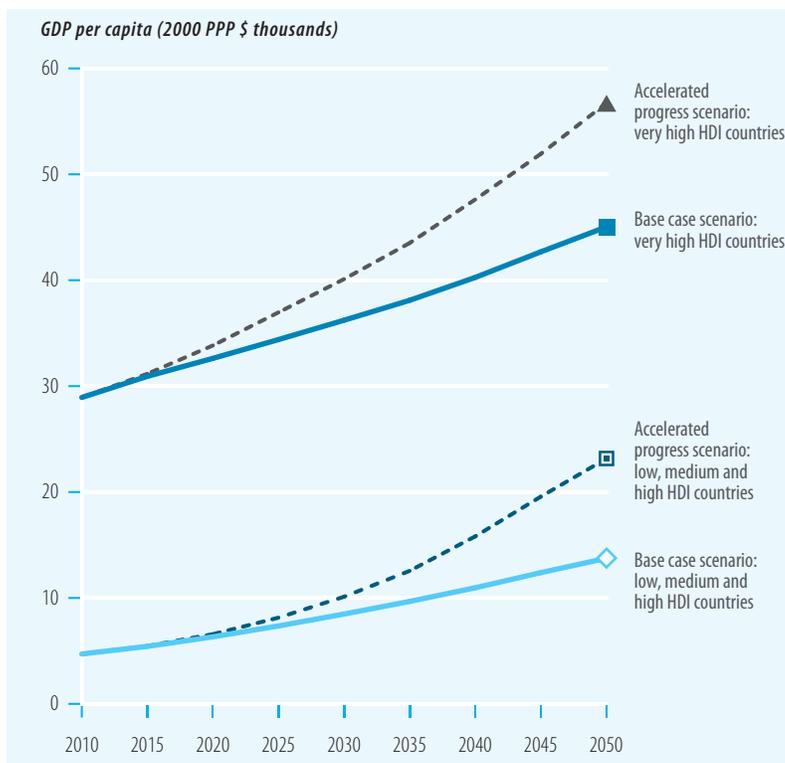
Les politiques doivent également prendre en compte d'autres forces qui influenceront le développement, en particulier la participation significative des individus aux processus qui façonnent leurs vies. La demande de

participation augmente à mesure que les individus sont plus instruits et connectés entre eux. Les changements démographique et environnemental représentent deux problèmes majeurs ; les pays doivent agir sur de courtes fenêtres de perspectives afin d'éviter des coûts élevés en termes de développement humain perdu.

La plupart des perspectives de maintien et même d'accélération de la dynamique en matière de développement humain demeure entre les mains des gouvernements nationaux. Toutefois, dans un contexte de mondialisation croissante, ceux-ci n'agissent pas seuls. Le dernier chapitre examine le complexe réseau d'accords internationaux auxquels les gouvernements nationaux doivent prendre part et la manière dont les institutions régionales et mondiales peuvent travailler plus efficacement en faveur d'un développement humain durable.

FIGURE 4.9

Les progrès au niveau du PIB par habitant jusqu'en 2050 sont particulièrement importants selon le scénario de progrès accéléré



Remarque : See *Technical appendix* for a definition of the base case and accelerated progress scenarios.
Source : Calculs du HDRO d'après Pardee IFs Center (2013).

TABLEAU 4.5

Nombre de personnes vivant dans des conditions de pauvreté de revenu extrême, par région et pays sélectionnés, scénarios de base et de progrès accéléré, 2010-2050 (en millions de personnes)

Région ou pays	2010	2020	2030	2040	2050 Scénario de base	2050 Progrès accéléré
Afrique subsaharienne	371	333	297	275	267	60
Amérique latine et Caraïbes	34	29	26	27	32	13
Asie de l'Est et Pacifique	211	74	42	29	29	9
Chine	94	13	5	1	1	0
Asie du Sud	557	382	243	135	81	13
Inde	416	270	134	53	21	2
États arabes	25	19	17	16	17	1
Europe et Asie centrale	14	2	3	3	4	1
Monde	1 212	841	627	485	430	96

Remarque : Le seuil de pauvreté est défini comme correspondant à 1,25 dollar par jour en termes de parité de pouvoir d'achat.
Source : Calculs du HDRO d'après Pardee IFs (2013).

« Unissons-nous pour créer un monde de paix où nous pouvons dormir en sécurité et nous réveiller heureux ».

Aung San Suu Kyi

« Les forces qui nous unissent sont intrinsèques et plus puissantes que celles que l'on nous impose et qui nous divisent ».

Kwame Nkrumah

5.

Gouvernance et partenariat pour une ère nouvelle



Les systèmes actuels de développement international et de gouvernance mondiale sont composés d'une mosaïque de vieilles structures et de nouveaux mécanismes. L'essor du Sud donnera lieu à la diversification de ces mécanismes : la coopération internationale évoluera probablement vers un entrelacs encore plus complexe de processus bilatéraux, régionaux et mondiaux. Cependant, toutes ces structures sont appelées à travailler davantage en commun, en particulier en ce qui concerne la mise à disposition des biens publics. Les doubles emplois et le manque de consensus sur les règles et objectifs communs ne sont pas seulement synonymes d'inefficacité ; ils ont aussi un effet potentiellement contre-productif, en retardant la progression du développement humain. Il est donc capital de renforcer les organisations mondiales et régionales, tout en étendant les principes de représentation et de responsabilisation à un plus grand nombre d'États et d'acteurs, pour refléter l'essor de ces nouvelles forces. Ce chapitre étudie plusieurs possibilités et tire quelques conclusions pour cette nouvelle ère de coopération.

Les pays du Sud se sont développés rapidement et bon nombre d'entre eux participent aujourd'hui de manière beaucoup plus active qu'auparavant à la scène mondiale. Ils ont défendu leurs intérêts individuels et collectifs par le biais de moyens divers, notamment des mécanismes régionaux et des partenariats bilatéraux qui leur permettent d'aborder les questions de leur choix, bien souvent selon leurs propres conditions. Le Brésil, la Chine, l'Inde et d'autres économies émergentes ont tissé des liens économiques solides et étroits avec leurs voisins et d'autres pays en développement : ils étendent rapidement leur production et leurs parts de marché à l'international ; ils ont mis au point des compléments innovants aux institutions financières de Bretton Woods ; ils exercent une influence croissante sur la régulation mondiale du commerce et des finances ; et ils jouent un rôle important dans les domaines de la culture, des sciences, de l'environnement, de la paix et de la sécurité.

Les nouveaux mécanismes promus par le Sud et le pluralisme qui en résulte remettent en cause les institutions et processus existants dans les domaines traditionnellement multilatéraux de la finance, du commerce, de l'investissement et de la santé, soit directement soit indirectement par le biais d'accords régionaux et intrarégionaux alternatifs. La gouvernance mondiale et régionale repose aujourd'hui sur un patchwork de nouveaux instruments et de vieilles structures, qui requiert une maturation collective sous de nombreux angles. Les réformes des institutions mondiales doivent être accompagnées d'un renforcement de la coopération avec les institutions régionales et, dans certains cas, d'un élargissement des mandats octroyés à

ces institutions régionales. L'obligation des organisations de rendre des comptes doit être étendue à un plus grand nombre d'États-nations, ainsi qu'à un cercle plus large de parties prenantes. À certains égards, les progrès sont devenus plus laborieux. Les groupes de pays changent constamment, leurs mécanismes de coordination sont de plus en plus difficiles à maîtriser et, dans bien des cas, les discussions entre les groupes sont actuellement au point mort.¹ La diversité grandissante des voix dans la gouvernance internationale est donc source de nouvelles opportunités mais aussi de nouveaux enjeux pour le développement humain.

Par ailleurs, il semblerait que la société civile mondiale se diversifie de plus en plus.² De nouvelles voix s'élèvent dans les pays du Sud pour réclamer davantage de responsabilisation et une représentation plus large. Des organisations de la société civile ont d'ores et déjà influencé les critères de transparence et l'établissement des règles au niveau mondial dans le domaine de l'aide internationale, de la dette, des droits de l'homme, de la santé et des changements climatiques. Les réseaux de la société civile savent aujourd'hui tirer parti des nouveaux médias et des nouvelles technologies de la communication. Ces dernières facilitent en effet l'établissement de liens entre les militants locaux et internationaux, tout en permettant aux individus d'échanger leurs opinions et de partager leurs préoccupations, pour générer des points de vue communs dans la sphère publique mondiale.

Dans notre monde interdépendant, les actions d'un pays ont des répercussions sur les pays voisins et, au bout du compte, sur des individus du monde

entier, aujourd'hui et à l'avenir. La souveraineté responsable suppose l'évaluation poussée et consciencieuse des répercussions mondiales et régionales du comportement national.

Il est possible de relever certains défis majeurs de façon constructive sur le plan régional voire bilatéral, y compris ceux liés au commerce et à la sécurité dans la région en question. Mais ces défis requièrent en outre des solutions internationales à plus long terme. La prolongation de l'impasse des négociations du cycle de Doha à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) entrave les progrès vers l'autosuffisance agricole et l'élimination de la pauvreté et de la faim en Afrique et ailleurs dans les pays en développement. Il existe de plus d'autres problèmes pressants tels que le changement climatique qui ne peut être résolu qu'au moyen d'efforts mondiaux. Tout manque de coordination aujourd'hui en ce sens ne fera qu'aggraver ces problèmes et les encherir à l'avenir.

Une nouvelle vision mondiale des biens publics

Les aléas de notre monde en pleine évolution ont de profondes implications sur la mise à

disposition des « biens publics » tels que l'air pur et d'autres ressources partagées que le marché seul ne produit ou ne distribue pas suffisamment voire pas du tout, et pour lesquels les mécanismes des États sont essentiels.³ Parmi les biens publics souhaitables au niveau mondial figurent la stabilité du changement climatique et la santé du patrimoine commun. Ceci requiert des règles pour accroître la stabilité des marchés financiers et faire progresser les réformes commerciales (telles que celles engagées à travers le cycle de négociations de Doha) ainsi que des mécanismes pour financer et produire des technologies vertes.

Dans cette optique, il est nécessaire de repenser la distinction entre ce qui est « public » et « privé », d'évaluer les biens qui doivent être procurés de manière unilatérale ou au contraire multilatérale et, essentiellement, de savoir quelles sont nos responsabilités respectives au moment d'entreprendre des actions collectives. La mise à disposition publique des biens est importante sur le plan national et international, mais la coexistence du public et du privé est inévitable (encadré 5.1). Par exemple, face au changement climatique et à l'épuisement des ressources naturelles telles que le charbon, le pétrole et l'eau, les gouvernements ont créé des partenariats avec le

Parmi les préoccupations internationales globales méritant une attention toute particulière figurent les échanges commerciaux, les migrations, le changement climatique et le développement. Chaque champ d'action, ainsi que la politique de gouvernance qui y est associée, a été bouleversé par l'essor du Sud

ENCADRÉ 5.1

La ligne mouvante entre public et privé dans le domaine du transport

Le fait que le transport collectif soit assuré par des services publics ou privés a une incidence considérable sur les objectifs de développement communs liés à la durabilité et à l'accès au service à un prix abordable. Il est probable que le système de transport public soit plus développé dans les sociétés qui sont plus enclines au respect de l'équité. Les économies d'échelle permettent de réduire les coûts, ce qui se répercute sur le prix du transport public pour les usagers, en le maintenant relativement bas. Dans les sociétés les plus égalitaires, les collectivités à faibles revenus, comme les étudiants, les personnes âgées et les handicapés, ont souvent droit à des allocations et des réductions supplémentaires. Le but est de réduire le caractère exclusif des services de transport.

Le transport collectif public est susceptible de réduire les embouteillages et les émissions de carbone des véhicules traditionnellement associés au transport privé. Là où un réseau de transport public d'une certaine ampleur est déjà en place, celui-ci est plus à même d'adopter rapidement des technologies vertes. Par exemple, la ville de New Delhi exige que les bus fonctionnent au gaz naturel comprimé, un carburant bien plus écologique que l'essence (ces bus sont gérés à la fois par le secteur public et le secteur privé).

Les sociétés soucieuses de l'environnement ont tendance à inciter leurs citoyens à utiliser le transport public au détriment du transport privé, par le biais de taxes sur la congestion et les émissions de carbone appliquées aux véhicules particuliers. Singapour, Milan et Londres ont déjà mis en place de telles taxes et San Francisco envisage de le faire. Rendre le transport public abordable n'est pas le seul défi à relever. Étant donné que les classes aisées

préfèrent généralement les moyens de transport privés, la solution réside dans l'amélioration de la perception générale du transport public en garantissant la sécurité, l'efficacité et la fiabilité de ce dernier.

Les partenariats public/privé pourraient être une bonne solution. Ils sont généralement le gage d'une meilleure conception et d'une mise en œuvre plus efficace des projets. Le partenaire public sauvegarde les droits de propriété, fournit le cadre réglementaire et utilise parfois des subventions pour combler les écarts entre les rendements privés et les rendements sociaux.

La plupart des projets ferroviaires en Amérique latine et dans les Caraïbes ont vu le jour grâce à des partenariats public/privé. L'Inde présente un programme de partenariats public/privé dans le domaine du transport ; entre 1995 et 2006, environ 230 projets de partenariats public/privé, représentant 15,8 milliards de dollars, ont été mis en œuvre. La Chine a eu amplement recours au modèle de partenariats public/privé « Build-Operate-Transfer » (construction, exploitation, transfert) pour les routes à péage et d'autres infrastructures, en particulier depuis les années 2000.

Poussées par la hausse des prix du gaz, les entreprises privées sont aujourd'hui plus enclines à mener des recherches à leur propre compte sur des carburants et des technologies plus écologiques. Cependant, les incitations et le financement publics sont également nécessaires pour garantir un niveau de recherche optimal pour la société en matière de carburants et de technologies écologiques. En fait, les progrès dans le domaine des technologies vertes constituent l'un des principaux biens publics mondiaux et doivent rester dans le domaine public.

Source : Banque mondiale 2003, 2012 ; Cheng et autres 2009.

secteur privé en vue d'investir dans la recherche et le développement d'autres sources d'énergie.

Parmi les préoccupations internationales globales méritant une attention et une coopération toutes particulières figurent les échanges commerciaux, les migrations, le changement climatique et le développement. Chaque champ d'action, ainsi que la politique de gouvernance qui y est associée, a été bouleversé par l'essor du Sud. Par ailleurs, le repositionnement du Sud est associé à de nouvelles opportunités d'accords et de coopération accrue.

Commerce

De nombreux pays du Sud ont beaucoup à gagner en cas de conclusion d'accords commerciaux de grande portée tels que ceux envisagés par le cycle de Doha pour le développement, mené sous l'égide de l'OMC. Cependant, le cycle de Doha reste dans l'impasse tandis qu'un éventail d'ententes commerciales bilatérales et régionales de plus en plus complexes a vu le jour. Ces ententes, formulées entre des acteurs moins nombreux et parfois plus homogènes, peuvent permettre aux parties concernées d'harmoniser leurs intérêts et d'obtenir des bénéfices mutuels, en surpassant le blocage actuel au niveau multilatéral.

Les groupes sous-régionaux de commerce et d'investissement, tels que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et le Marché commun du Sud, ont également favorisé l'interaction économique et la coopération stratégique dans d'autres domaines, comme la sécurité ou la gestion des ressources en eau. Ces accords bilatéraux et régionaux sont autant d'opportunités de renforcer l'intégration économique Sud-Sud et d'offrir un milieu de formation pour consolider les atouts concurrentiels.⁴

Pourtant, en dépit des avantages des accords commerciaux bilatéraux et régionaux, le manque de règles commerciales et de mécanismes de coordination adéquats au niveau international mine sérieusement leur efficacité. Tout en encourageant le libre-échange entre leurs membres, les blocs commerciaux ont tendance à mettre des barrières à ce libre-échange entre eux, ce qui réduit en fin de compte la prospérité mondiale.⁵ D'autres pertes d'efficacité peuvent découler de l'augmentation du pouvoir de marché des pays qui s'unissent au sein d'un bloc

économique.⁶ Les recherches effectuées pour le présent Rapport ont révélé que des règles commerciales favorisant un commerce plus libre et plus équitable sont susceptibles d'accélérer le développement humain si elles sont associées à un investissement public soutenu en matière de capacités humaines (santé, éducation et autres services sociaux notamment) et à des infrastructures de base telles qu'un réseau de transport et de télécommunications moderne.

Bien des aspects d'un système d'échanges plus libre et non-discriminatoire seraient mieux gérés dans le cadre d'une série d'accords multilatéraux plus solides et redynamisés. Toutefois, si le régionalisme est appelé à perdurer, une manière de progresser pourrait être de « multilatéraliser le régionalisme » de façon graduelle. Cela impliquerait pour l'OMC de mettre en œuvre les concepts de « soft law » (mesures juridiques non contraignantes), tels que la négociation de lignes directrices sur les meilleures pratiques volontaires pour les nouveaux accords commerciaux régionaux et la modification des accords existants. À titre d'exemple, l'OMC pourrait mettre en place un ensemble échelonné de lignes directrices pour les accords commerciaux régionaux Nord-Nord, Nord-Sud et Sud-Sud.⁷

Migration

En 2010, dans au moins 25 économies du Sud, les transferts de fonds de la main-d'œuvre émigrée représentaient plus de 10 % du PIB. Pourtant, la gouvernance des flux migratoires demeure largement unilatérale, par les pays de destination ou bilatérale. Il n'existe que peu de mécanismes de coordination multilatérale en la matière.⁸ Des aspects cruciaux du développement humain sont en jeu, dont notamment les droits des migrants. Même si les transferts de fonds procurent des revenus aux ménages pauvres, les bouleversements sociaux de taille entraînent des migrations de grande envergure. Des mécanismes multilatéraux pourraient libéraliser et simplifier les moyens qui permettent aux individus de chercher du travail à l'étranger, garantir des droits élémentaires aux migrants, réduire les frais de transaction associés aux migrations et améliorer les conséquences à la fois pour les migrants et pour les communautés de destination.⁹

Avec l'essor du Sud, les modèles migratoires sont en train de changer. Près de la moitié

Avec l'essor du Sud, les modèles migratoires sont en train de changer. Près de la moitié des envois de fonds des immigrés vers leur pays d'origine au Sud provient de travailleurs employés dans d'autres pays en développement

des envois de fonds des immigrés vers leur pays d'origine au Sud provient de travailleurs employés dans d'autres pays en développement. Depuis quelques années, les organisations régionales et les mécanismes d'intégration économique ont mis la migration à leur ordre du jour. C'est notamment le cas de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, de l'Union africaine, du Marché commun du Sud et de la Communauté de développement d'Afrique australe.¹⁰ En 2012, le Forum mondial sur la migration et le développement a accueilli des débats sur la migration Sud-Sud pour la première fois.

S'il est vrai que la gestion des migrations n'est pas inévitablement ni exclusivement une question multilatérale, les mécanismes internationaux de coordination pourraient tout de même fournir un cadre de soutien aux nouveaux réseaux d'ententes régionales et bilatérales. L'influence positive de ces dialogues pourrait être décuplée par des initiatives mondiales sur le thème des migrations.

Au vu de la progression constante des migrations internationales chaque année (on estime que ce phénomène concernait environ 70 millions de personnes il y a quarante ans, face à 200 millions aujourd'hui, originaires pour la plupart des pays du Sud), il devient de plus en plus urgent d'établir des règles pour protéger les droits des migrants et de définir des normes consensuelles à l'échelle mondiale sur les flux migratoires entre les pays d'origine et d'accueil.¹¹ De telles règles profiteraient à toutes les parties, tant sur le plan économique que social, alors que les coûts de l'inaction ne cessent de s'accroître. Ces derniers ne sont pas uniquement ni même essentiellement financiers : ils comprennent les coûts très lourds au niveau humain d'une séparation familiale inévitablement prolongée, de mauvais traitements trop fréquents sur les lieux de travail, et d'une dégradation inutile et injustifiable de la dignité humaine quand les travailleurs étrangers se voient refuser leurs droits les plus élémentaires.

Changement climatique

Le changement climatique est amplement considéré comme le problème mondial requérant une coopération mondiale à travers des accords multilatéraux. Les pays du Sud vont au-delà des

accords bilatéraux en intégrant de nouvelles stratégies de développement national pour lutter contre le changement climatique. Ainsi, la Chine s'est engagée à réduire son intensité de carbone (émissions de dioxyde de carbone par unité de PIB) de 40 % à 45 % par rapport aux niveaux de 2005 d'ici 2020.¹² En 2010, l'Inde a annoncé une réduction ciblée volontaire de 20 % à 25 % de l'intensité de carbone.¹³ Les autorités coréennes ont approuvé un programme national d'échange de droits d'émission en mars 2012 en vue de réduire les émissions des usines et des centrales électriques.¹⁴ Lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui s'est tenue à Rio de Janeiro en 2012, le Mozambique a annoncé une nouvelle feuille de route pour l'économie verte, tandis que le Mexique a récemment promulgué la première loi au monde entièrement consacrée au changement climatique, visant à réduire les émissions et à développer le secteur des énergies renouvelables.¹⁵

Mais les enjeux du changement climatique requièrent un véritable multilatéralisme. Par exemple, pour réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre au niveau établi, le Nord et le Sud doivent parvenir à un accord mutuellement acceptable et équitable sur la manière de partager leurs responsabilités, tout en garantissant que les aspirations légitimes des pays du Sud au développement puissent être satisfaites.

La Conférence des Nations Unies sur le développement durable, qui s'est tenue en 2012 à Rio de Janeiro, a suscité des possibilités de collaboration et des alliances entre des groupes d'acteurs riches et pauvres, publics et privés, issus de la société civile, de la sphère économique ou des institutions étatiques. Par exemple, Unilever, Coca-Cola et Walmart figuraient parmi les 20 grandes multinationales à s'être engagées, par le biais du Consumer Goods Forum, à éliminer les facteurs de déforestation dans leur chaîne d'approvisionnement.¹⁶ Microsoft a promis de parvenir à un bilan carbone neutre d'ici 2012. Pour sa part, FEMSA, entreprise latino-américaine de mise en bouteilles de boissons, a affirmé qu'elle couvrirait 85 % de ses besoins d'énergie au Mexique à partir de sources renouvelables.¹⁷ Cependant, en dépit d'une multitude d'initiatives prometteuses, il existe encore un écart considérable entre les réductions d'émissions requises et les modestes promesses réalisées.

Les enjeux du changement climatique requièrent un véritable multilatéralisme

Coopération au développement

L'une des composantes essentielles d'une gouvernance internationale plus ouverte est l'adoption de moyens plus intégrés et plus efficaces pour la coopération au développement. Les pays en développement fournissent de plus en plus fréquemment une aide au développement et des investissements à un niveau bilatéral et régional, à travers de nouveaux mécanismes de financement et une coopération technologique qui apportent des solutions autres que celles des donateurs traditionnels, ou complémentaires à celles-ci, tout en confortant les choix des bénéficiaires de l'aide.

En 2011, plusieurs pays en développement et organisations de la société civile ont approuvé le partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement lors du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui s'est tenu à Busan, en République de Corée. L'appropriation des priorités de développement par les pays en développement, l'orientation vers les résultats, des partenariats pour le développement ouverts à tous, la transparence et la redevabilité réciproque ont été choisis en tant qu'axes principaux d'un nouveau cadre mondial de suivi. Une attention particulière a été accordée au fait de respecter la manière d'agir des systèmes nationaux, associée à l'exigence de la part des pays partenaires d'expliquer tout écart. Les donateurs traditionnels de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont admis qu'il faudrait modifier la structure de gouvernance pour soutenir un partenariat plus large et accommoder les besoins des économies émergentes.¹⁸ Fondé sur les principes fondamentaux de l'appropriation et de la capacité nationales, ce partenariat établirait un mécanisme de gouvernance internationale et des indicateurs pour évaluer les progrès.

Tout comme les donateurs traditionnels, de nouveaux partenaires en développement, comme le Brésil, la Chine et l'Inde, ont approuvé les principes d'appropriation et de renforcement des capacités au niveau national. Néanmoins, la Déclaration de Busan a souligné que ces nouveaux partenaires ont tous leurs propres défis internes à relever en matière de développement et possèdent leurs propres méthodes de coopération à l'étranger. Cet aspect a été pris en compte dans le texte de la déclaration, qui stipule que, pour

ces pays, « les principes, engagements et actions convenus dans le document final de Busan serviront de référence aux partenaires Sud-Sud sur une base volontaire ».¹⁹ Dans cette optique, le Comité d'aide au développement et le Programme des Nations Unies pour le développement de l'OCDE devront soutenir conjointement le bon fonctionnement du nouveau partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement à travers le forum des Nations Unies pour la coopération en matière de développement. En dépit de l'engagement des signataires en matière de transparence, le document final en tant que tel ne contient pas d'autres engagements ou objectifs mesurables définis dans le temps auxquels les citoyens peuvent se référer pour demander des comptes.

L'architecture post-Busan doit encore prendre forme. Mais certaines priorités intermédiaires ont d'ores et déjà fait surface. L'une consiste pour les donateurs traditionnels à honorer l'engagement qu'ils ont pris au sommet du Groupe des Huit en 2005 à Gleneagles d'augmenter l'aide et d'assurer une meilleure coordination et une plus grande harmonisation.²⁰ Les donateurs traditionnels peuvent par ailleurs travailler avec les donateurs émergents et faire appel à leurs connaissances et leur expérience depuis la perspective d'un pays en développement. Les Nations Unies, de par sa composition universelle, est bien placée pour mobiliser les partenaires du Sud au sein d'une telle coopération au développement trilatérale par le biais du Forum des Nations Unies pour la coopération en matière de développement. L'une des principales tâches à accomplir est d'améliorer l'harmonisation des normes globales et de coopération au développement Nord-Sud et Sud-Sud.

L'accord de Busan pose un premier jalon sur la voie du remodelage de la coopération au développement pour la rendre plus efficace et pour mieux tirer parti du potentiel des pays émergents. À l'instar d'autres biens publics mondiaux, une fois qu'une entente se dégage au niveau mondial, la concrétisation des principes peut ensuite généralement être déléguée aux gouvernements nationaux selon les cadres d'action communs convenus. Prenons l'exemple de la Déclaration du Millénaire de septembre 2000 et l'accord mondial sur les Objectifs du Millénaire pour le développement qui s'en est suivi. L'accord relatif à ces objectifs a donné de l'élan à un large

éventail d'activités et d'institutions en affirmant une vérité toute simple : améliorer les capacités des individus et faire progresser le développement de toutes les sociétés sont des biens publics mondiaux de première importance.²¹ Les progrès réalisés vers l'accomplissement de ces objectifs se sont surtout produits au niveau des pays, à travers des initiatives et l'appropriation des priorités à l'échelle nationale.

Une meilleure représentation pour le Sud

Les institutions et principes actuels de gouvernance internationale doivent être repensés pour s'adapter à la diversité croissante des voix et des influences, et pour soutenir les avancées du développement sur le long terme

Les institutions et principes actuels de gouvernance internationale doivent être repensés ou tout du moins ajustés pour s'adapter à la diversité croissante des voix et des influences, et pour soutenir les avancées du développement sur le long terme. En effet, ils ont été conçus bien longtemps avant l'essor du Sud selon l'ordre mondial qui prévalait à l'issue de la Seconde Guerre mondiale et qui n'est plus d'actualité.

En conséquence, le Sud est largement sous-représenté dans ces institutions. Les quotas de vote dans les institutions de Bretton Woods font toujours peser la balance en faveur des pays du Nord, alors que la situation économique mondiale a changé. La Chine, par exemple, qui est la deuxième économie mondiale et détient plus de 3 000 milliards de dollars de réserves de change, possède des droits de vote plus limités à la Banque mondiale que la France ou le Royaume-Uni.

De même, le Conseil de sécurité des Nations Unies prend des décisions concernant la paix et la sécurité dans le monde selon une structure permanente qui reflète les circonstances géopolitiques de 1945. Lors de l'Assemblée générale des Nations Unies qui s'est tenue en 2012 à New York, plusieurs chefs d'État du Sud ont réitéré leur demande de longue date visant à obtenir des sièges permanents au conseil pour l'Afrique, l'Amérique du Sud et d'autres puissances émergentes sous-représentées, comme l'Inde.²²

Les principales institutions internationales doivent être plus représentatives et transparentes ; elles doivent aussi rendre des comptes de manière plus claire. Les institutions de Bretton Woods, les banques de développement régional et même les agences de l'ONU risquent toutes de perdre de l'importance si elles ne sont pas en mesure de

représenter leurs États membres et leurs citoyens de manière appropriée. Ces organismes doivent respecter les expériences du Sud et du Nord et en tirer des leçons constructives, en visant des résultats équitables et durables pour les générations présentes et futures.

Par ailleurs, le Sud émergent doit assumer davantage de responsabilités sur la scène mondiale, en accord avec sa puissance économique et son poids politique grandissants, en apportant notamment davantage de ressources aux organisations multilatérales.²³ Le Sud doit s'affirmer à l'échelle régionale et mondiale. Une plus grande transparence et redevabilité des institutions mondiales, qui est déjà souhaitable en soi, facilitera en outre une telle participation du Sud.

Certains progrès ont été relevés en ce sens. Les pays en développement jouent d'ores et déjà un plus grand rôle dans les institutions de Bretton Woods et dans les négociations mondiales grâce aux sommets du Groupe des 20 (G20) qui réunissent les chefs d'État ou de gouvernement. L'OCDE a admis certains pays en développement au nombre de ses membres. Les pays développés devraient applaudir ces initiatives, étant donné que la réussite du Sud a des effets positifs sur le Nord et accroît la prospérité de tous.

En fait, certains processus intergouvernementaux seraient renforcés par une plus grande participation du Sud, qui pourrait apporter des ressources financières, technologiques et humaines considérables. Les économies émergentes pourraient montrer la voie pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, innover en vue d'atténuer les effets des changements climatiques et parvenir à conclure le cycle de Doha pour le développement.

Les organisations mondiales qui offrent une représentation plus fidèle des pays du monde seraient en principe plus faciles à responsabiliser aux yeux des citoyens du monde à travers les gouvernements nationaux. Cependant, la médiation de l'État ne suffit pas à elle seule. La gouvernance internationale est de plus en plus influencée par une multitude de voix et d'acteurs à travers des mouvements mondiaux et des réseaux de militants transnationaux. C'est d'ailleurs l'idée centrale derrière les mouvements altermondialistes, qui se qualifient parfois de « mouvements démocratiques mondiaux ». Ces derniers abordent un large éventail de sujets,

donnent voix à des préoccupations très diverses et s'identifient à une infinité de messages politiques différents, mais partagent un même principe de base : faire en sorte que la gouvernance et le pouvoir transnationaux rendent des comptes à la société civile.

Dans cette optique, les institutions multilatérales d'aujourd'hui sont invitées à reconsidérer leurs principes directeurs et de représentation, dans les domaines suivants :

- *Voix* : faire converger le cercle des parties prenantes et celui des décideurs de sorte à ce qu'ils aient tous une voix effective dans les questions globales qui les concernent.
- *Biens publics* : établir des liens à tous les niveaux structurels pour favoriser la production multi-niveaux, multisectorielle et multi-acteurs requise pour un bon nombre de biens publics mondiaux.
- *Leadership* : encourager les dirigeants mondiaux, étatiques ou non-étatiques, individuellement ou collectivement, à exercer leur leadership pour aider la communauté internationale concernant les thèmes qui sont dans l'impasse au niveau politique mondial et les problèmes qui prennent les proportions d'une crise.
- *Rapprochement* : remanier les organisations existantes pour refléter les réalités économiques et politiques changeantes au niveau mondial, en leur conférant l'autorité et l'expertise nécessaires pour intervenir efficacement en tant que médiateurs entre des parties aux besoins divergents.
- *Informations et ressources* : aider les pays les plus pauvres au Sud à participer plus efficacement à la gouvernance mondiale, à travers un accès amélioré à l'information, à l'assistance technique et au financement.
- *Participation citoyenne* : tirer parti de la richesse des idées et des points de vue issus des réseaux citoyens et des participants qui étaient auparavant marginalisés par rapport au discours mondial.

Les organisations internationales deviennent de plus en plus ouvertes et sensibles aux exigences d'un monde en pleine évolution. Le Conseil économique et social des Nations Unies, par exemple, a établi un Forum pour la coopération en matière de développement afin d'encourager un débat plus vaste sur l'aide au développement. Un multilatéralisme rénové est donc possible.

Toutefois, seules quelques réformes modestes de gouvernance ont été entreprises au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale. Après de longues années de débat, la structure de base du Conseil de sécurité des Nations Unies reste inchangée. Une réforme plus poussée des institutions multilatérales est donc nécessaire pour que ces dernières puissent faciliter la collaboration transnationale sur des questions mondiales restées dans l'impasse, d'une manière considérée juste et équitable par tous les pays.

La société civile mondiale

Les institutions de gouvernance internationale peuvent être tenues de rendre des comptes non seulement à leurs États membres mais aussi à la société civile mondiale, qui peut modeler l'exercice du pouvoir et agir en tant que force d'opposition aux États et aux marchés. Des associations volontaires en tout genre, notamment des ONG, des mouvements sociaux, des groupes de revendication, des syndicats et des groupes communautaires ont utilisé des canaux d'influence tels que les élections, le lobbying, les médias et les campagnes de sensibilisation pour devenir des vecteurs du changement social dans de nombreux pays émergents du Sud, notamment le Brésil, l'Égypte, l'Inde et l'Afrique du Sud. Dans l'État du Kerala, en Inde, grâce à une longue tradition d'engagement civique, le gouvernement a été poussé à mettre en œuvre des politiques publiques privilégiant des droits sociaux étendus et encourageant l'égalité. Au Brésil, le mouvement Sanitarista, qui regroupe des professionnels de la santé, a joué un rôle clé dans le développement du système de santé publique du pays et dans l'élargissement des services offerts aux plus démunis.²⁴

À l'échelle nationale, des groupes de la société civile ont de plus en plus tendance à tirer parti de leur expérience auprès du gouvernement de leur pays pour établir des réseaux indépendants de dialogue Nord-Sud et Sud-Sud en dehors des canaux traditionnels de gouvernance internationale. Ces réseaux transnationaux jettent les bases d'une nouvelle société civile mondiale qui incite à passer à l'action vis-à-vis de problèmes variés, allant des changements climatiques aux politiques migratoires, en passant par les droits de l'homme.

La gouvernance internationale est de plus en plus influencée par une multitude de voix et d'acteurs à travers des mouvements mondiaux et des réseaux de militants transnationaux

La société civile mondiale a la capacité de propager de nouvelles normes capables de transformer le comportement des acteurs publics et privés

Le potentiel d'influence de la société civile mondiale sur la prise de décision quant aux problèmes mondiaux clés a été grandement amplifié par la révolution Internet. Ce phénomène permet en effet l'hyperconnectivité de groupes très divers et offre des plateformes de diffusion rapide d'idées et d'inquiétudes entre des citoyens du monde entier. Les individus peuvent s'adresser aux individus et les communautés scientifiques et d'autres professionnels peuvent échanger des opinions sans l'entremise de l'État ni des marchés. Cette nouvelle facilité de communication à l'échelle mondiale suscite des partenariats créatifs ainsi que l'autonomisation d'individus et d'organisations sociales ; elle est à l'origine de nouvelles formes de solidarité et permet aux gens d'interagir et d'exprimer leur avis à l'échelle planétaire.

Les récentes révolutions qui ont eu lieu dans plusieurs pays arabes et l'aboutissement d'évolutions historiques complexes ont montré que les médias sociaux constituent une force que les dirigeants mondiaux et les institutions internationales ignorent à leur risque et péril. La propagation rapide de la vidéo *Kony* 2012 au sujet de Joseph Kony, auteur présumé de crimes de guerre à la tête de l'Armée de résistance du Seigneur, et l'ampleur des réactions qu'elle a suscitées, sont la preuve que les médias sociaux sont capables de susciter un débat sur des questions d'importance entre des millions de personnes en seulement quelques jours.²⁵ Il peut y avoir quelques divergences quant à la légitimité de certaines questions et plateformes, mais il est indéniable que le partage rapide d'informations dans les réseaux sociaux influence l'opinion publique sur des sujets importants aux yeux des citoyens du monde, et a par conséquent une certaine emprise sur la gouvernance internationale.

En fait, l'un des outils les plus précieux de la société civile globale réside dans sa capacité à propager de nouvelles normes capables de transformer le comportement des acteurs publics et privés. En assimilant et en modelant certains problèmes, ainsi qu'en faisant pression sur les États, les réseaux de la société civile sont en mesure de mettre de nouvelles questions sur le tapis et d'influencer les mesures à prendre à l'échelle nationale et internationale quant à de nouveaux traités, un renforcement des mécanismes d'application voire une

intervention directe. Les preuves d'influence de la société civile sur les règles mondiales ne manquent pas depuis des décennies. Citons notamment l'expansion internationale du droit de vote des femmes, le mouvement contre l'esclavage et le mouvement de la Croix Rouge qui a donné naissance aux conventions de Genève et à la Fédération internationale des sociétés de la Croix Rouge et du Croissant Rouge. Plus récemment, les réseaux de la société civile mondiale ont joué un rôle avéré dans l'établissement de la législation relative aux mines anti-personnel, l'ouverture de l'accès aux médicaments contre le SIDA et les campagnes de lutte contre la violence à l'égard des femmes.

S'il est vrai que la société civile mondiale détient un fort potentiel d'influence sur les normes de gouvernance et les prises de décision internationales, il convient de relativiser la probabilité de contribution des organisations de la société civile et des réseaux transnationaux. En raison d'un niveau de ressources supérieur, les ONG internationales des pays du Nord exercent en effet une influence disproportionnée dans la sphère de la société civile mondiale.²⁶ Le régime international des droits de l'homme, par exemple, insiste souvent sur les droits civils et politiques qui préoccupent particulièrement les sociétés civiles de l'Europe de l'Est et non sur les droits sociaux qui figurent davantage parmi les principales demandes des mouvements populaires des pays du Sud. Les limites imposées dans l'espace civique et d'autres limites peuvent affecter la capacité des organisations de la société civile à fonctionner correctement.²⁷ Le facteur de la transparence doit lui aussi être pris en compte car il est difficile de savoir à quel point les groupes de la société civile sont indépendants de l'État et des forces du marché. Si les organisations de la société civile deviennent de simples prolongations du pouvoir de l'État, des forces économiques ou de l'autorité traditionnelle, leurs activités peuvent en fait accroître les inégalités et l'instabilité au lieu de les réduire.²⁸

La légitimité future de la gouvernance internationale dépendra de la capacité des institutions à s'engager auprès des réseaux et des communautés de citoyens, à comprendre leurs préoccupations et à tirer parti de leurs idées et de leurs méthodes pour guider leurs propres efforts et décisions. Un tel engagement accroîtrait

Un parlement mondial pour une démocratie globale ?

La légitimité et la représentativité des citoyens du monde dans les prises de décision mondiales sont cruciales pour la gestion des problèmes internationaux. Cependant, les organes internationaux de prise de décision ne possèdent aucun mécanisme institutionnel qui permet la participation effective et influente des citoyens. Alors que la prise de décision au niveau intergouvernemental a montré ses limites, il semble clair que la recherche de l'équité et de la durabilité, ainsi que la nécessité d'aborder de toute urgence des enjeux cruciaux pour la planète, requièrent l'engagement de la citoyenneté mondiale.

Le parlement mondial viendrait compléter l'Assemblée générale des Nations Unies, qu'il soit officiellement intégré dans le système de l'ONU ou bien instauré en tant qu'organe indépendant. Cette idée n'est pas nouvelle mais elle mûrit et fait l'objet d'un soutien grandissant de la part d'acteurs de la société civile, mais aussi de parlements régionaux (y compris les parlements de l'Europe, l'Amérique latine et l'Afrique) et a été récemment mise en avant dans le Manifeste pour une démocratie globale rédigé par un groupe multinational d'intellectuels.¹

Ce parlement mondial serait composé de délégués des parlements nationaux, qui représenteraient de multiples partis politiques de chaque pays. Étant donné que la grande majorité des parlements nationaux sont composés de députés démocratiquement élus, un tel organe présenterait un très haut degré

de représentativité et de responsabilisation politique. Le parlement mondial servirait de lien entre l'élaboration de politiques nationales et la prise de décision mondiale, en incitant les parlements et les gouvernements nationaux à considérer les implications de leur décisions au-delà des frontières nationales, et en procurant aux parlements nationaux des connaissances et des expériences sur la gestion des défis mondiaux.

Cette assemblée pourrait tenir une session annuelle prolongée, au cours de laquelle elle soumettrait des recommandations et des points à inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU. Elle pourrait également soumettre, à la majorité qualifiée, des éléments à l'ordre du jour du Conseil de sécurité de l'ONU, en vue de les mettre au débat et de statuer à leur sujet. Les délibérations seraient dotées d'une grande crédibilité morale et politique, même si le pouvoir de prise de décision finale resterait aux mains des gouvernements nationaux. La composition de chaque délégation nationale pourrait être établie soit par les parlements nationaux soit par le biais d'élections spéciales permettant aux citoyens d'élire directement leurs représentants au parlement mondial. La taille de la délégation serait proportionnelle à la population du pays concerné, ce qui constituerait une grande nouveauté par rapport aux organes internationaux, où les quotes-parts sont fondées sur des critères financiers.

1. Beeston 2012.

considérablement la légitimité de leurs actions et leur permettrait de rendre des comptes aux citoyens des États membres (voir également l'encadré 5.2). Le concept d'écocitoyenneté, par exemple, peut ouvrir une nouvelle voie prometteuse pour forger une opinion publique mondiale, partant de la base, sur la mise à disposition des biens publics mondiaux.²⁹

Pour être efficaces, les organisations internationales doivent créer des partenariats productifs avec les collectivités liées aux médias sociaux et avec les ONG aussi bien au Sud qu'au Nord. Elles doivent s'engager auprès des groupes de citoyens pour encourager des changements de politique et une transition vers des principes et des institutions de gouvernance internationale plus équitables. L'Organisation mondiale de la santé, par exemple, a dû gérer les intérêts des États avec précaution et s'adapter au courant qui prône la privatisation des services de santé, dominant depuis les années 1980. Néanmoins, son engagement fondamental à l'égard de la santé publique et ses liens avec la société civile lui ont permis de poursuivre des politiques qui mettent l'accent sur une approche de la santé fondée sur les droits humains.³⁰

Vers un pluralisme cohérent

Le défi auquel se trouve confronté le système multilatéral face à l'essor du Sud n'est pas celui d'un faux choix entre la mondialisation et le régionalisme, ni entre de vieilles structures conçues et pilotées par les pouvoirs traditionnels du Nord et les mécanismes plus récents créés pour répondre aux besoins des pays en développement. Il s'agit plutôt du défi de l'intégration, de la coordination et dans certains cas de la réforme de ces institutions de sorte à ce qu'elles travaillent plus efficacement ensemble. La diversité et la flexibilité des mécanismes de gouvernance mondiale peuvent être très bénéfiques au système international, mais cela ne peut pas remplacer la recherche globale de solutions à des problèmes qui sont mondiaux par nature. Les décideurs qui œuvrent sur le plan régional et international doivent aspirer à un pluralisme plus cohérent en matière de gouvernance multilatérale, selon lequel des règles et des objectifs communs viendraient soutenir des initiatives de développement régional et mondial très diverses mais qui n'en sont pas moins complémentaires.

Des expériences récemment menées à bien dans de nombreux pays du Sud ont révélé qu'il était possible de fournir certains biens publics

Le défi auquel se trouve confronté le système multilatéral n'est pas celui d'un faux choix entre de vieilles structures conçues par le Nord et des mécanismes plus récents créés pour répondre aux besoins des pays en développement. Il s'agit plutôt de l'intégration, de la coordination et dans certains cas de la réforme de ces institutions de sorte qu'elles travaillent plus efficacement ensemble

de manière efficace au niveau régional. Tel que mentionné au chapitre 2, les institutions régionales peuvent parfois répondre plus rapidement et plus efficacement que les instances mondiales aux besoins régionaux (par exemple les programmes d'éradication de maladies endémiques, la protection d'écosystèmes partagés et la suppression des obstacles au commerce intrarégional). Dans de tels cas, il peut être intéressant pour des États voisins animés du même esprit de relever ces défis conjointement, tout en cherchant des solutions globales à ces problèmes si besoin est.

L'accroissement de la coopération régionale n'est pas sans inconvénient : elle peut en effet aggraver la complexité du grand éventail d'institutions multilatérales déjà existantes, avec les risques d'exclusion, de dédoublement et de concurrence entre les organismes que cela comporte. Dans de nombreux domaines, les institutions régionales ont le potentiel nécessaire pour compléter les structures mondiales, même si ce genre de coopération reste rare de nos jours ou n'est pas suffisamment coordonnée.

Les dispositifs de gouvernance au niveau mondial doivent respecter les stratégies mixtes que les pays choisissent. Il est clair que les économies émergentes et en développement décident de coopérer de façons diverses (bilatérale, régionale et internationale). Au fil de temps, avec l'apparition de nouveaux enjeux, les pays ont créé de nouvelles formes de gouvernance pour aborder ces derniers. En matière de finances, par exemple, les pays cherchent à diversifier les risques et les « politiques d'assurance ». Ils ont généralement recours à une combinaison de réserves nationales, de lignes de crédit bilatérales et de fonds de dispositifs régionaux et du FMI. Le régime international doit être pluraliste, tout en garantissant la conformité de la coopération au niveau régional ou sous-régional avec les mécanismes et les politiques en vigueur au niveau international.

Le but ultime de ce « pluralisme cohérent » est de veiller à ce que les institutions travaillent en coordination à tous les niveaux pour mettre à disposition des biens publics mondiaux. La complémentarité des institutions mondiales et régionales, mais aussi des organisations publiques, privées et de la société civile est potentiellement constructive, même si elle semble encore bancale et inadéquate à ce stade. Là où

de nouveaux mécanismes et partenariats voient le jour pour combler les lacunes des anciens dispositifs, ils doivent être encouragés, en évitant la duplication des tâches dans la mesure du possible. Les nouveaux dispositifs doivent œuvrer de concert à tous les niveaux et en harmonie avec les organisations multilatérales existantes, en faisant converger les intérêts et en partageant les responsabilités.

Alors que le pluralisme et une diversité accrue sont deux aspects positifs à attendre, il faut souligner que l'apparition d'une multitude d'organisations va aussi de pair avec des doublons et une certaine inefficacité. Sur le chemin qui mène vers une structure cohérente, certaines organisations survivront, tandis que d'autres seront jugées superflues.

La gouvernance des biens publics mondiaux pour un progrès soutenu en matière de développement humain requiert un multilatéralisme efficace. Les institutions internationales peuvent par ailleurs fournir une orientation utile sur les droits de l'homme et d'autres principes universels, et jouer le rôle d'arbitres dans plusieurs domaines, dont le droit public international. Toutefois, un multilatéralisme plus flexible est nécessaire pour répondre aux nouveaux enjeux et réalités géopolitiques. Dans un système pluraliste cohérent, les institutions internationales peuvent faire office d'organes de coordination, en jouant un rôle de catalyseur et d'agent de rapprochement pour toutes les parties intéressées. Elles doivent avoir à la fois le mandat pour le faire et suffisamment d'expertise et de ressources pour agir comme médiatrices, pour analyser et trouver réponse à des intérêts souvent divergents et pour proposer des résultats viables et mutuellement avantageux. Pour que le Sud puisse participer pleinement, de nombreuses organisations internationales doivent être transformées et mises à jour. Pour sa part, il est plus probable que le Sud ait recours et soutienne pleinement les institutions multilatérales qui agissent aussi bien dans ses intérêts que dans ceux des pays développés.

Architecture financière : réorganisation pour le Sud émergent

L'essor du Sud crée de nouveaux modèles d'accumulation des ressources, qui peuvent donner lieu à une architecture financière plus

Le but ultime de ce « pluralisme cohérent » est de veiller à ce que les institutions travaillent en coordination à tous les niveaux pour mettre à disposition des biens publics mondiaux

dense, plus stratifiée et plus hétérogène. Ceci est susceptible de promouvoir la stabilité et la résistance financière, soutenir les capacités de production sur le long terme, faire progresser le développement humain et élargir la marge d'action nationale.

Dans certains cas, ces institutions et mécanismes émergents peuvent assumer certaines fonctions des institutions de Bretton Woods, mais dans la plupart des cas ils viennent simplement compléter l'architecture financière mondiale existante. Par ailleurs, les institutions émergentes peuvent jouer un rôle transformateur en poussant les institutions de Bretton Woods à justifier leurs critères de représentation, leurs principes de gouvernance et le recours à la conditionnalité.

Le Sud a d'ores et déjà mis sur pied un certain nombre d'institutions et de formules alternatives, notamment des accords monétaires et de soutien régionaux.

- L'initiative de Chiang Mai a vu le jour suite à la crise financière de 1997 en Asie, sous la forme d'une série de crédits croisés entre les pays asiatiques. Ceci a ensuite donné lieu à la multilatéralisation de l'initiative de Chiang Mai, qui permettait à ses membres d'avoir recours à l'accord multilatéral de swap pour redresser leur balance des paiements ou faire face à un manque de liquidité à court terme.
- Le Fonds monétaire arabe, fondé en 1976 par les 22 pays membres de la Ligue des États arabes, dispose de quelque 2,7 milliards de dollars pour garantir un secours financier à ses pays membres ainsi qu'une plus grande coopération monétaire. Il aspire également à créer une monnaie arabe unique.³¹
- La Banque de réserve de l'Inde a récemment annoncé l'établissement d'un accord de swap de 2 milliards de dollars pour les membres de l'Association d'Asie du Sud pour la coopération régionale.³²
- Le Fonds latino-américain de réserve, avec sa capitalisation d'environ 2,3 milliards de dollars, offre un soutien à la balance des paiements de ses membres en difficulté. Il propose en outre des prêts à des tiers et facilite les placements de réserve ainsi que la coordination régionale des politiques monétaires. Son potentiel est limité par la nature même de sa composition : le Brésil, qui est la principale économie de la région, n'y participe pas.³³

- La Société andine de développement fait beaucoup parler d'elle, en raison de la croissance de ses activités de prêt, qui ont quadruplé entre 1991 et 2007, et du fait qu'elle est détenue presque exclusivement par ses membres, qui sont quasiment tous des pays en développement (hormis le Portugal et l'Espagne).³⁴

Néanmoins, de tels mécanismes régionaux n'amoindrissent pas nécessairement le rôle du FMI. En cas de décaissements importants de ces fonds, il est possible que les pays emprunteurs soient soumis aux programmes de surveillance du FMI, comme dans le cas de la multilatéralisation de l'initiative de Chiang Mai (encadré 5.3).

L'évolution de l'architecture financière régionale promue par les pays du Sud offre une nouvelle marge de développement aux politiques qui mettent l'accent sur le pragmatisme plutôt que sur l'idéologie et garantit que la conditionnalité soit limitée et adaptée au pays (encadré 5.4).³⁵ Par ailleurs, les institutions régionales qui offrent des prêts dans leur zone d'influence sont sans doute plus enclines à concevoir des programmes plus adaptés aux préoccupations stratégiques et aux circonstances économiques de celle-ci, soumis à une surveillance plus légère et insistant moins sur la conditionnalité.

Certaines institutions, comme la Banque du Sud naissante³⁶, rejettent la conditionnalité d'emblée. D'autres, telles que la multilatéralisation de l'initiative de Chiang et le Fonds monétaire arabe, ont uniquement recours à la conditionnalité dans certaines circonstances et ce point fait l'objet de controverse parmi les membres. Enfin, un autre groupe d'institutions, comme le Fonds latino-américain de réserve, applique une certaine surveillance sans pour autant adopter l'approche descendante du FMI, en collaborant plutôt avec les gouvernements emprunteurs.

Accords commerciaux régionaux

Les accords commerciaux régionaux et intra-régionaux se sont multipliés et approfondis en Afrique, en Asie et en Amérique latine, même si le cycle de négociations sur le commerce mondial de Doha est pour l'heure paralysé. Les accords qui encouragent les échanges commerciaux Sud-Sud ont un potentiel gigantesque, associés à des avantages au moins aussi importants que ceux qui procurent un accès facilité aux marchés du Nord. L'OCDE estime que si les tarifs douaniers

Sud-Sud étaient abaissés au niveau des tarifs Nord-Sud, il en résulterait un gain de prospérité de l'ordre de 59 milliards de dollars pour le Sud.³⁷ Même en Afrique, avec des mécanismes institutionnels appropriés pour l'ouverture des marchés agricoles, il existe un vaste potentiel de croissance du commerce fondé sur les cultures agricoles très variées de la région.

Le cycle de Sao Paulo de 2010 est un bon exemple d'accord régional réussi. Lors de ce cycle, 22 pays en développement ont accepté de réduire les tarifs douaniers d'au moins 20 % sur près de 70 % des échanges qu'ils réalisent entre eux. Ces réductions ont été négociées dans le cadre du système global de préférences commerciales, établi en 1989 pour tirer parti de la clause d'habilitation des accords de l'Organisation mondiale du commerce, qui permet aux pays en développement de s'accorder des concessions entre eux sans remettre en cause leur obligation de traitement de la nation la plus favorisée.

Les accords bilatéraux peuvent relancer les échanges commerciaux en cas de stagnation des négociations multilatérales. D'autres possibilités telles que les accords commerciaux préférentiels visant à atteindre l'objectif d'un commerce plus

libre et non-discriminatoire, pourraient être supervisées par une institution multilatérale comme l'OMC ou par des organismes régionaux.

Prenons l'exemple des négociations qui visent à réduire les subventions à la production intensive et à l'exportation dans l'agriculture principalement octroyées par les pays développés. Ces subventions faussent le commerce mondial et exposent les agriculteurs des pays en développement à une concurrence déloyale. Cependant, il est pratiquement impossible de traiter ce problème de manière satisfaisante à un niveau bilatéral ou régional ; il requiert des disciplines multilatérales qui ne peuvent être négociées qu'à l'OMC. Face au dilemme selon lequel la plupart des pays admettent la nécessité impérieuse d'un organe multilatéral fort pour arbitrer les règlements du commerce mondial tout en sachant que le régionalisme est appelé à perdurer, l'une des solutions réside dans la « multilatéralisation du régionalisme » de façon graduelle.³⁸

ENCADRÉ 5.3

Le financement régional en Asie : la multilatéralisation de l'initiative de Chiang Mai et la Banque asiatique de développement

La crise financière actuelle a donné une forte impulsion à l'initiative de Chiang Mai, un accord régional conclu entre les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, plus la Chine, le Japon et la République de Corée (ASEAN+3). Début 2009, l'initiative a été « multilatéralisée » et rebaptisée « multilatéralisation de l'initiative de Chiang Mai ». À ce moment-là, tout décaissement de plus de 20 % des crédits disponibles en faveur d'un pays requerrait l'adhésion du pays emprunteur à un programme de surveillance du Fonds monétaire international (FMI), destiné à prendre en charge la tâche difficile consistant à élaborer et à mettre en œuvre la surveillance régionale.

Les membres de l'ASEAN+3 ont continué à approfondir la multilatéralisation de l'initiative de Chiang Mai. En mai 2012, les capacités du swap de devises ont été doublées pour être portées à 240 milliards de dollars. En 2012-2013, il n'est plus nécessaire d'être soumis à un programme du FMI tant que les décaissements n'excèdent pas 30 % du seuil maximum pour le pays (40 % en 2014, dans l'attente de l'aboutissement des discussions en cours). La durée des swaps, qu'ils soient soumis ou non au FMI, a été prolongée. Et pour la première fois, une facilité de financement appelée « ligne de crédit préventive » a été mise en place, pour permettre aux membres de recourir aux swaps selon une formule fondée sur la taille du pays. (L'initiative sur les marchés obligataires asiatiques a également été étendue en mai 2012.)

Le Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3 a vu le jour le 30 janvier 2012 avec pour vocation d'effectuer la surveillance des membres au titre de l'article IV du FMI. Il se décrit lui-même comme le « dispositif régional de

surveillance de la multilatéralisation de l'initiative de Chiang Mai ». Son rôle est de surveiller et d'analyser les économies régionales et de contribuer à la détection précoce des risques, à la mise en œuvre des actions de réparation et à une prise de décision efficace conformément à l'initiative. Certains observateurs ont constaté des tensions à l'égard de son mandat, sans compter la réticence persistante en Asie à critiquer les politiques des voisins de la région et par conséquent les obstacles à l'exécution d'une surveillance ferme.

Avant le déclenchement de la crise financière mondiale, les activités de prêt de la Banque asiatique de développement (BAD) dépassaient déjà celles de la Banque mondiale dans la région. La crise n'a fait que renforcer cette tendance. La BAD a parfois répondu plus vite aux besoins et avec des prêts plus importants que le FMI et la Banque mondiale. Elle a par ailleurs mis en place de nouveaux types de programmes de financement rapide temporaire et des mécanismes de prêts contracycliques pour soutenir les pays en développement et à faible revenu. En avril 2009, l'Indonésie a proposé qu'une partie des nouveaux financements du FMI soient décentralisés à la BAD. Avec le soutien du Groupe des 20, la BAD a mis au point un mécanisme de soutien contracyclique pour fournir jusqu'à 3 milliards de dollars aux pays d'Asie touchés par la crise.

Entre 2008 et 2009, les engagements de prêt de la BAD ont augmenté de 42 % et ses décaissements de 33 %. D'autres banques de développement régional n'ont pas tardé à suivre l'exemple de la BAD et se sont vu octroyer une partie des nouveaux fonds affectés au FMI pour établir de nouveaux mécanismes de prêt régionaux en vue de promouvoir un soutien contracyclique rapide dans leur région.

Source : Woods 2010 ; Chin 2010, 2012 ; Ocampo et autres 2010 ; ADB 2009 ; Giorciari 2011 ; AMRO 2012.

Souveraineté responsable

S'il est vrai que la plupart des gouvernements soutiennent les principes du multilatéralisme, ils sont à juste titre soucieux de préserver leur souveraineté nationale. Accorder trop d'importance à la primauté de la souveraineté nationale peut se traduire par des rivalités transfrontalières et une pensée stérile. Les pays pris séparément sont moins à même de se défendre contre les effets de contagion des crises financières ou les répercussions négatives du réchauffement climatique. Les mesures nationales ne garantissent pas aux citoyens d'un pays l'accès aux biens publics mondiaux. Certains gouvernements sont incapables de protéger comme il se doit les droits humains de leurs citoyens. La souveraineté responsable, qui consiste à prendre en considération les intérêts du monde en tant

que tout sur le long terme lors de l'élaboration des politiques nationales, constitue une meilleure stratégie pour tous les États.

La plupart des biens publics mondiaux dépendent d'une gestion efficace des répercussions transnationales et d'une mise à disposition adéquate des biens publics nationaux et régionaux, qui dépendent à leur tour de la capacité et de la volonté des institutions nationales de coopérer sur le plan régional et mondial. Les pays doivent tenir compte de leurs responsabilités respectives au niveau international en matière de mise à disposition des biens publics et éviter de saper la prospérité et le bien-être collectif des autres pays, à travers la pollution ou tout autre abus concernant les biens communs mondiaux et régionaux. La souveraineté responsable consiste en outre à soutenir les efforts collectifs, tels que la

La souveraineté responsable prend en considération les intérêts du monde en tant que tout sur le long terme lors de l'élaboration des politiques nationales

ENCADRÉ 5.4

Enrique Garcia, Président de la CAF

La CAF : une banque latino-américaine de développement

Lorsqu'elle a vu le jour en 1970, la CAF, une banque multilatérale, comptait cinq pays membres (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela). Aujourd'hui, ses actionnaires comprennent 18 pays d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Europe ainsi que 14 banques privées. Ses fonds proviennent en grande partie des marchés financiers internationaux. La CAF promeut le développement durable et l'intégration régionale par le biais d'opérations de crédit, de subventions et d'une assistance technique. Elle assure le montage financier de projets du secteur public et du secteur privé en Amérique latine. Son siège se trouve à Caracas, et elle possède des succursales à Asunción, Bogota, Brasília, Buenos Aires, La Paz, Lima, Madrid, Montevideo, Quito et Panama City. Ces dix dernières années, l'Amérique latine a connu une croissance économique rapide grâce à une conjoncture externe favorable, ce qui a abouti à une hausse des prix des produits de base, un environnement macroéconomique stable et un accroissement de la demande intérieure grâce à la réduction de la pauvreté et à l'augmentation des revenus. La CAF a aidé ses pays membres à tirer parti de ces conditions économiques favorables à travers un programme d'action complet en matière de développement qui comprend des projets et des programmes destinés à soutenir la transformation productive de la région et sa participation compétitive dans l'économie mondiale pour améliorer la qualité des institutions et pour promouvoir la conservation de l'environnement. La CAF a offert des fonds non négligeables à une époque où les marchés étaient tendus et alors que les autres institutions financières internationales imposaient des conditions particulièrement strictes pour accéder au financement.

Le succès de la CAF dans la région réside dans son essence latino-américaine, l'engagement politique et financier fort de ses États membres, le maintien de la prudence dans ses stratégies financières (en particulier en période de stress économique) et sa politique reposant sur l'absence de conditionnalité. Aujourd'hui, la CAF est l'une des principales sources de financement multilatéral pour les projets d'infrastructure et d'énergie dans la région : elle avait autorisé plus de 10 milliards de dollars de prêts à la fin 2011, soit plus de 30 % des financements multilatéraux totaux pour l'Amérique latine (par rapport aux 12,4 milliards de dollars de la Banque interaméricaine de développement et aux 13,9 milliards de dollars de la Banque mondiale ; voir Ocampo et Titelman 2012). Le rôle contracyclique de la CAF en période de turbulence économique dans les marchés internationaux a été particulièrement utile. Dans le processus

de financement, son soutien aux actionnaires s'est fait rare. Outre le fait de drainer les fonds des marchés internationaux dans la région, principalement à destination des projets d'infrastructure, la CAF a conçu et mis en œuvre, en partenariat avec ses pays membres, un programme ambitieux de plans et de projets soutenus par des subventions visant à supprimer certaines obstacles majeurs au développement de l'Amérique latine.

La CAF emprunte aux marchés internationaux de capitaux à travers une stratégie de financement qui vise à diversifier les sources de financement afin d'atténuer les risques liés aux taux d'intérêt et de change, tout en appariant l'échéance moyenne de ses actifs et celle de ses passifs pour conserver suffisamment de liquidités dans son portefeuille. La CAF a obtenu sa première notation de crédit en 1993, octroyée par les trois principales agences de notation. Ses notations n'ont cessé de s'améliorer, même pendant les crises économiques qui ont touché la région. La CAF est actuellement l'émetteur fréquent d'obligations le mieux noté d'Amérique latine. Depuis 1993, la CAF a emprunté plus de 13,9 milliards de dollars à travers 87 émissions obligataires sur les principaux marchés de capitaux internationaux en Amérique latine, en Asie, aux États-Unis et en Europe. Ses politiques financières prudentes ont fait de la CAF une institution rentable qui réinvestit ses fonds, à travers des subventions et une coopération technique, dans des programmes et des projets de soutien à ses États membres.

Les performances de la CAF ont été mises en avant en raison de sa capacité d'adaptation à un environnement changeant et exigeant. Sa structure de gouvernance a notamment beaucoup fait parler d'elle. Depuis la création de la CAF, ses actionnaires ont laissé à l'institution suffisamment d'autonomie pour concevoir et mettre en œuvre ses propres stratégies opérationnelles sans pression politique. Les pays membres ont toujours soutenu l'institution. Jamais dans l'histoire de la CAF un pays membre n'a manqué à ses obligations, même en période de crise économique. Appartenant presque exclusivement aux pays latino-américains (l'Espagne et le Portugal en sont des actionnaires minoritaires en raison de leur lien historique avec la région), la CAF a su éviter les conflits qui ont eu lieu dans d'autres institutions multilatérales où les objectifs des « donateurs » et des « destinataires » ne coïncidaient pas toujours. À cet égard, la CAF est reconnue comme une institution dirigée par et pour l'Amérique latine, et fournit un exemple intéressant d'intégration financière pragmatique.

libéralisation des échanges et l'atténuation des effets du changement climatique qui peuvent, s'ils sont bien conçus, accroître considérablement la prospérité collective mondiale.

Dans un monde interdépendant, il n'est pas concevable de prendre des décisions au niveau national sans tenir compte des politiques régionales et mondiales en vigueur. Les politiques nationales ont en effet des implications sur le plan régional et mondial. C'est notamment le cas des mesures nationales protectionnistes prises en réponse au ralentissement économique international, ou le fait de ne pas réglementer la surpêche et la pollution marine. De même, les politiques régionales et mondiales fournissent un cadre à prendre en compte pour l'élaboration des politiques nationales. Les États et les organisations régionales et multilatérales doivent unir leurs efforts et harmoniser les politiques nationales en vue d'atteindre des objectifs internationaux communs. Dans un monde de plus en plus mondialisé et interdépendant, cela relève de leur propre intérêt éclairé : les décisions prises à l'échelle nationale aujourd'hui peuvent avoir des répercussions sur des individus de tous les pays dans les générations à venir.

Si les dirigeants nationaux ne sont pas capables de faire abstraction des intérêts restrictifs et immédiats de leur pays, les gains potentiels de la coopération seront perdus et les coûts de l'inaction augmenteront. Les politiques nationales se nuiront les unes aux autres, au lieu de se renforcer et de se compléter. Il suffit de prendre l'exemple des politiques de dépenses publiques et de relance au lendemain de la crise financière mondiale : la coordination entre les banques centrales du monde pour réduire conjointement les taux d'intérêt a contribué à éviter l'aggravation de la récession mondiale.

Le Sud, en raison de son poids économique et politique croissant, acquiert de plus en plus d'importance dans les processus de prise de décision au niveau mondial. L'essor du Sud, accompagnée d'un renforcement des liens transnationaux, a rendu les prises de décision plus interdépendantes que jamais. Le Nord et le Sud doivent trouver un terrain d'entente pour progresser de façon notable sur les problèmes actuels mondiaux les plus pressants.

La souveraineté responsable requiert par ailleurs que les États respectent les droits humains universels et honorent leurs obligations à l'égard

des personnes qui vivent sur leur territoire, en garantissant leur sécurité. L'initiative « Responsabilité de protéger », par exemple, vise à établir une nouvelle norme de sécurité internationale et de droits humains pour pallier les échecs de la communauté internationale en matière de prévention et d'interruption des génocides, crimes de guerre, nettoyages ethniques et crimes contre l'humanité. Dans cette optique, la souveraineté n'est pas seulement vue comme un droit, mais aussi comme une responsabilité. Même s'il s'agit d'un pas en avant vers l'établissement de principes directeurs pour la gouvernance mondiale en matière de sécurité humaine, cette initiative n'est associée à aucune procédure pour garantir le respect de ces principes.³⁹ Aucun seuil précis n'a été fixé quant aux violations ou aux atrocités qui motiveraient l'intervention internationale. Cette discordance entre les principes et les procédures souligne l'importance de créer des dispositifs au sein des systèmes de gouvernance internationaux pour responsabiliser les gouvernements et les systèmes politiques aux yeux des citoyens qu'ils représentent. En l'absence de mécanismes contraignant les États à rendre des comptes à leurs citoyens, la légitimité d'institutions telles que le Conseil de sécurité de l'ONU est remise en question. Néanmoins, tout accord sur un éventuel principe de souveraineté responsable et de renfort mutuel n'a lieu d'être que si les conditions nécessaires pour une équité et une justice globales sont remplies.

Nouvelles institutions, nouveaux mécanismes

L'essor du Sud va de pair avec de nouvelles opportunités de création de structures innovantes de partenariat pour le développement, ainsi que de nouvelles méthodes concernant les politiques de développement, sur le plan international mais aussi régional. Les réserves de change accumulées dans de grandes économies du Sud pourraient être mise à profit pour le financement du développement des pays moins favorisés, par exemple. De nouveaux mécanismes consacrés à l'aide, au commerce et aux transferts de technologie au sein des régions en développement peuvent être utiles en parallèle

et en complément de ceux existants. Les nations du Sud elles-mêmes pourraient endosser un rôle plus important dans les concertations mondiales sur les besoins internationaux les plus pressants en matière de développement et sur les moyens les plus efficaces de relever ces défis du XXI^e siècle.

Banques de développement des infrastructures

L'essor du Sud crée en outre de nouvelles possibilités de financement pour un développement humain équitable et durable. Le Brésil, la Chine, l'Inde, la Russie et l'Afrique du Sud (BRICS), par exemple, ont proposé de mettre en place une banque de développement du BRICS qui tirerait parti de leurs réserves considérables pour financer des projets dans les pays en développement.⁴⁰ À l'instar de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, une telle banque pourrait offrir toute une gamme d'outils, notamment des prêts, des prises de participation et des garanties. En plus de financer des projets productifs, ce flux de ressources pourrait également contribuer au rééquilibrage financier mondial.

Ces réserves pourraient notamment être utilisées pour construire des infrastructures. Pour répondre aux besoins urgents, les dépenses en infrastructure dans les pays en développement doivent atteindre 1 800 à 2 300 milliards de dollars par an d'ici 2020, soit environ 6 % à 8 % du PIB, par rapport aux 800 ou 900 milliards annuels actuels, qui représentent environ 3 % du PIB.⁴¹ Une banque de développement consacrée aux infrastructures et au développement durable serait un moyen efficace de permettre et de faciliter de tels investissements. Elle pourrait renforcer l'emprunt de la part des pays en développement pour financer des infrastructures productives du point de vue économique.

Étant donné que la viabilité de la dette est un sujet de préoccupation pour les emprunteurs, il convient de faire des efforts pour passer outre l'endettement interne des États en tirant parti d'autres formes d'aide financière. Une nouvelle institution pourrait insuffler le type de capital adéquat à travers des garanties et d'autres instruments.⁴² L'efficacité des nouveaux organismes serait accrue s'ils travaillaient de concert avec les institutions régionales et

mondiales existantes, en vue de combler les lacunes en matière de financement et d'investissement.

Le chapitre 4 a évoqué un scénario de progression accélérée qui établit des objectifs ambitieux pour augmenter l'indice de développement humain (IDH) dans toutes les régions d'ici 2050 par le biais d'une série d'initiatives de dépenses publiques. Ce scénario envisage une amélioration des infrastructures de l'ordre de 20 % d'ici 2050, l'accès universel à l'électricité d'ici 2030, l'élimination des combustibles solides en tant que principale source d'énergie des foyers pour se chauffer et cuisiner d'ici 2030, une production d'énergie renouvelable supérieure de 50 % à celle du scénario de référence d'ici 2050, et l'accès universel à la téléphonie mobile et à large bande d'ici 2030. Au titre de ce scénario, les principales augmentations de la valeur de l'IDH prévues concernent l'Afrique subsaharienne (65 %) et l'Asie du Sud (47 % ; figure 5.1). L'investissement public moyen en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud s'élève actuellement à environ 7,7 % du PIB.⁴³

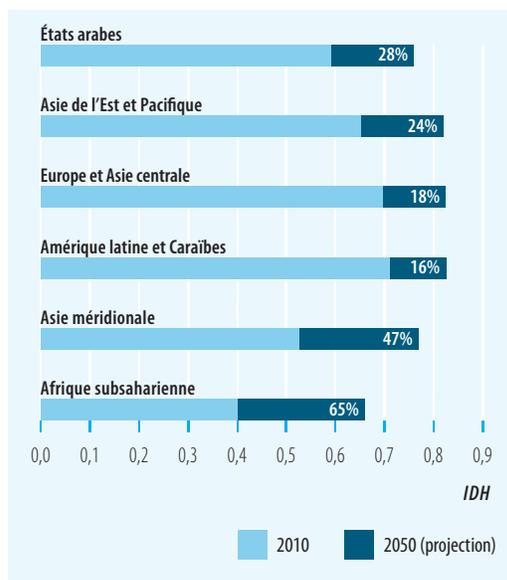
Utiliser une fraction des réserves de change des neuf pays du Sud appartenant au G20 représenterait des ressources complémentaires non négligeables pour l'investissement public destiné aux infrastructures en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud (figure 5.2). En fonction de la part des réserves affectées à cette fin, l'investissement public pourrait augmenter de 17,6 % à 52,7 %. En fait, il suffirait d'utiliser 3 % des réserves de liquidités internationales des neuf pays du Sud appartenant au G20 pour que le taux d'investissement public dans ces pays passe de 4,1 % à 11,7 % du PIB, soit un niveau proche de l'investissement public moyen de l'ensemble des pays en développement.⁴⁴

Pour les pays détenteurs de réserves et leurs fonds souverains, il est séduisant d'un point de vue financier d'investir dans les pays en développement, en ce que cela leur permet de diversifier leurs investissements tout en obtenant de plus grands bénéfices sans risques superflus.⁴⁵ Les fonds souverains œuvrent sur le long terme et présentent un faible risque de rachat, ce qui permet de faire des placements de longue durée. Étant donné qu'ils privilégient souvent les retombées sociales aux rendements privés, ils peuvent aussi adopter des positions socialement responsables. Par exemple, la Norvège a décidé d'appliquer un critère de durabilité globale aux

L'essor du Sud va de pair avec de nouvelles opportunités de création de structures innovantes de partenariat pour le développement, ainsi que de nouvelles méthodes concernant les politiques de développement, sur le plan international, mais aussi régional

FIGURE 5.1

Au titre du scénario de progression accélérée, les principales augmentations de l'indice de développement humain prévues concernent l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud

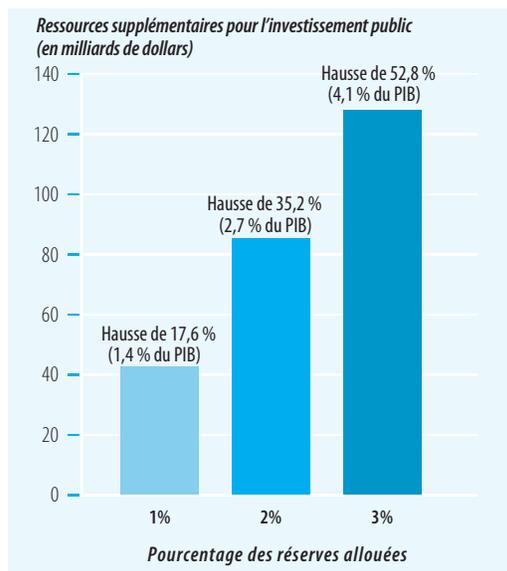


Remarque : voir chapitre 4 pour les discussions concernant le scénario de progression accélérée.

Source : calculs du BRDH d'après Pardee IFS Center 2013

FIGURE 5.2

Utiliser une petite fraction des réserves internationales des neuf pays du Sud appartenant au G20 permettrait de fournir des ressources supplémentaires importantes pour l'investissement public dans les infrastructures en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud



Remarque : le nombre entre parenthèses correspond à l'augmentation de l'investissement public en pourcentage du PIB.

Source : calculs du BRDH d'après les données de la Banque mondiale (2012a).

investissements de ses fonds souverains à travers le Norges Bank Investment Management, en s'engageant à respecter les règles du Pacte mondial de l'ONU et en investissant des fonds dans des projets visant à réduire la déforestation au Guyana, en Indonésie et en Tanzanie.⁴⁶ L'enjeu de la gouvernance est de rendre les investissements socialement responsables opérationnels, d'établir des cadres de référence et de faciliter l'utilisation des fonds souverains dans des investissements ayant une répercussion nettement favorable sur le développement humain.⁴⁷

Les institutions du Sud, allant de la banque du BRICS à la multilatéralisation de l'initiative de Chiang Mai en passant par l'Union africaine, détiennent un potentiel considérable pour influencer la gouvernance mondiale. Toute action collective requiert une vision commune. Les prémisses de cette vision ne doivent pas être tenues pour acquises. La multiplication des accords régionaux et autres prouve bien que les gouvernements reconnaissent les avantages du développement collectif et s'engagent envers ce dernier.

Une nouvelle Commission du Sud ?

En 1987, les leaders du mouvement des non-alignés ont établi la Commission du Sud pour étudier les possibilités stratégiques et les domaines de coopération des pays du Sud. Le rapport final de cette commission, intitulé « Défis au Sud », publié en 1990 et élaboré sous la direction de Julius Nyerere, alors Président de la Tanzanie, et l'économiste Manmohan Singh, futur Premier Ministre de l'Inde, constituait une analyse visionnaire.⁴⁸ Il considérait d'ores et déjà le changement climatique comme une priorité et mettait en exergue des problèmes qui persistent encore aujourd'hui, tels que la pauvreté, l'exclusion sociale et le fossé grandissant entre riches et pauvres.⁴⁹ Par ailleurs, la Commission du Sud étudiait de près les possibilités alors nouvelles d'une plus grande coopération Sud-Sud dans les domaines de l'aide, du commerce et d'autres aspects de la politique internationale.

Depuis vingt ans, le monde et le Sud se sont radicalement transformés. Le Sud du XXI^e siècle est dirigé par des économies à croissance rapide qui possèdent des centaines de milliards de dollars de réserves de change et plus encore pour investir en dehors de leurs frontières. Les entreprises du Sud figurent parmi les plus grandes du monde.

Les possibilités d'action collective n'ont jamais été aussi importantes qu'aujourd'hui, mais l'entente sur ce point est loin d'être acquise. Les institutions consacrées à la coopération Sud-Sud (le Groupe des 77, le mouvement des non-alignés, et les Sommets du Sud) ont été forgés dans le contexte de la décolonisation, qui a créé des liens politiques, économiques, sociaux et culturels forts entre les pays émergents du monde en développement. Cette expérience initiale semble de plus en plus distante à la génération actuelle, et l'engagement commun pour le Sud qui caractérisait ses aïeux a souvent fait place à la poursuite d'intérêts nationaux.

Face aux nouvelles réalités du XXI^e siècle, il convient d'étudier ces questions et les institutions dirigées par des pays du Sud avec un œil neuf. Une nouvelle Commission du Sud, prenant appui sur les travaux de la première commission mais reflétant les forces et les besoins actuels du Sud, serait en mesure de jeter un nouveau regard sur la situation, basé sur la reconnaissance du fait que la diversité du Sud peut représenter un atout pour une solidarité d'un nouveau genre, visant à accélérer la progression du développement humain dans les années à venir. Les liens économiques au sein même du Sud et les avantages mutuels de la coopération sont susceptibles de fournir encore davantage de motifs pour l'établissement d'une institution de ce type.

Conclusions : partenaires d'une ère nouvelle

L'essor du Sud a dans une certaine mesure pris le monde par surprise. L'opinion, non écrite, qui prévalait jusqu'alors, était que les pays en développement se rapprocheraient progressivement du niveau de développement humain des pays industrialisés (« convergence »), mais que ces pays industrialisés conserveraient leur position forte de chef de file. À bien des égards, c'est encore le cas : les valeurs de l'IDH sont en moyenne largement plus basses dans de nombreux pays du Sud. Ce qui a pris le monde au dépourvu, c'est qu'en dépit d'un niveau de développement humain plus faible, les pays du Sud sont devenus des acteurs de poids sur la scène mondiale, dotés de ressources financières et d'une prestance

politique suffisamment importantes pour influencer le cours des décisions internationales.

Ce phénomène est devenu évident dans les premières années du XXI^e siècle, alors que la Chine et d'autres économies émergentes accumulaient de vastes réserves, qu'elles détenaient sous forme de bons du Trésor américain, venant ainsi au secours du dollar américain. Mais la situation a pris une nouvelle tournure après la crise bancaire de 2008 et les chocs économiques qu'elle a provoqués. Ces derniers ont plongé plusieurs pays parmi les plus riches du monde dans la récession et ont mis en péril l'une des principales devises mondiales. Ce sont désormais les pays du Nord qui attendent de ceux du Sud qu'ils maintiennent la progression de l'économie mondiale.

Dans la pratique, chaque groupe de pays a plus que jamais besoin des autres. Le Nord a besoin de la demande émanant des économies du Sud les plus vigoureuses pour maintenir ses exportations de biens et de services, d'autant plus qu'un certain nombre de ses marchés et de ses sociétés sont minés par des programmes d'austérité sévères. Le Sud a besoin du Nord non seulement parce qu'il s'agit d'un marché mature, mais aussi parce qu'il représente une source d'innovation et de technologies complexes.

L'essor du Sud prouve que le monde est aujourd'hui plus diffus et interdépendant. En conséquence, au lieu de chercher l'inspiration au Nord, les pays en développement se tournent vers leurs homologues du Sud pour trouver des modèles de développement appropriés. À ce niveau, plutôt que de soupeser un éventail stérile d'options idéologiques, ils peuvent passer en revue les solutions ayant fonctionné ailleurs, dans des circonstances précises, et choisir les outils les mieux adaptés à leur cas. Le chapitre 3 a fourni plusieurs exemples de programmes et de politiques qui sont parvenus à améliorer le développement humain dans des économies émergentes du Sud, allant des investissements de santé publique et d'éducation aux programmes de transfert conditionnel d'argent. De tels exemples sont autant de sources d'inspiration pour des politiques semblables dans d'autres pays, sous réserve de les ajuster au contexte, aux institutions et aux besoins spécifiques du pays en question.

Le présent Rapport a résumé quelques-uns des vecteurs de développement les plus efficaces : un État développemental proactif,

Au lieu de chercher l'inspiration au Nord, les pays en développement se tournent vers leurs homologues du Sud pour trouver des modèles de développement appropriés

Pour élaborer des politiques judicieuses, il convient de se concentrer davantage sur l'amélioration des capacités sociales et pas seulement des capacités individuelles

la capacité d'accéder aux marchés mondiaux et la promotion de l'inclusion sociale et d'un développement humain étendu. Ces vecteurs renferment tous de multiples variantes, mais pas de solution universelle. Il est possible que ce qui a fonctionné dans un pays n'ait aucune chance de succès dans un autre.

Quoi qu'il en soit, les pays qui sont parvenus à tirer leur épingle du jeu ont prouvé que les options innovantes et parfois surprenantes peuvent être une solution. Payer les parents pour qu'ils emmènent leurs enfants à l'hôpital peut paraître superflu mais, comme le prouve le cas du Mexique, cela peut effectivement contribuer à améliorer la santé des enfants ; ses programmes de transfert conditionnel d'argent ont suscité l'intérêt du monde entier. De même, utiliser un téléphone portable pour réaliser des opérations bancaires peut se révéler très utile au Kenya et aux Philippines pour les personnes qui n'avaient jamais eu de compte en banque auparavant et qui ne disposent d'aucune agence bancaire à proximité de leur lieu de résidence.

Les pays du Sud ont donc utilisé leurs propres idées et leur énergie pour donner un nouveau souffle au développement humain. Cependant, dans le contexte politique, économique et social complexe du monde, ce dynamisme ne donne pas toujours lieu à des résultats durables. On constate déjà des signes d'inégalité et de frustration croissantes qui pourraient déboucher sur des conflits sociaux violents. Il existe par ailleurs une autre source de préoccupation majeure : on craint en effet que la surexploitation des ressources mondiales, associée aux effets du changement climatique, peut réellement ruiner la planète pour les générations futures.

C'est pourquoi le présent Rapport s'est également penché sur les solutions qui veillent à garantir la progression du développement humain grâce à des moyens à la fois productifs et durables. Cela comprend des mesures visant à encourager l'équité, permettre la participation, faire face aux problèmes environnementaux et gérer les mutations démographiques.

Pour aborder ces enjeux, les gouvernements nationaux et la société civile vont devoir faire preuve de beaucoup de talent et d'un engagement sans faille. Comme nous l'avons vu dans ce chapitre, une coopération globale plus féconde sera également nécessaire à mesure que les gouvernements nationaux, les organisations

internationales et une société civile mondiale naissante ouvrent la voie à de nouveaux modèles de compréhension mutuelle et de coopération. Parmi ces derniers, certains supposent le remodelage des institutions existantes pour les adapter à un nouvel équilibre des forces à l'échelle mondiale. D'autres engendreraient un certain nombre de nouvelles institutions.

Au milieu de tous ces bouleversements, les principes fondamentaux du développement humain perdurent. Plus que jamais, l'objectif est d'élargir les choix et les capacités de tous les individus, où qu'ils vivent. Plusieurs pays du Sud ont déjà montré la voie à suivre, mais sont restés à mi-chemin. Pour les années à venir, le présent Rapport tire cinq grandes conclusions.

La vigueur de l'économie du Sud doit être appariée à un engagement sans faille pour le développement humain

Les investissements destinés au développement humain ne sont pas seulement justifiés d'un point de vue moral, mais aussi parce que la santé, l'éducation et le bien-être social sont essentiels dans une économie mondiale de plus en plus compétitive et dynamique. Ces investissements doivent particulièrement être consacrés aux plus pauvres, de sorte à les insérer dans le marché et à leur donner accès à des moyens de subsistance. La pauvreté est une injustice à laquelle on peut et on doit remédier en prenant des mesures déterminées. Il existe suffisamment de ressources dans le monde pour atteindre ce but, à condition de les employer à bon escient.

Pour élaborer des politiques judicieuses, il convient de se concentrer davantage sur l'amélioration des capacités sociales et pas seulement des capacités individuelles. Les individus évoluent au sein d'institutions sociales qui peuvent restreindre ou au contraire décupler leur potentiel de développement. Les politiques qui ont modifié des normes sociales ayant pour effet de freiner le potentiel humain, telles que les nouvelles mesures juridiques contre les mariages précoces ou les dots, peuvent offrir aux individus de nouvelles opportunités d'exprimer tout leur potentiel.

Comme le souligne le présent Rapport, l'une des conséquences de l'essor du Sud est que la plupart des pays disposent dorénavant de plus en plus de marge politique et budgétaire pour fixer des objectifs audacieux : éliminer la pauvreté,

encourager l'engagement pour le plein emploi et innover vers des modèles se traduisant par de faibles émissions de carbone. De plus en plus de pays ne s'embarrassent pas des conditionnalités souvent associées à l'aide internationale et aux transferts de ressources. La hausse récente du prix des matières premières a inversé la tendance prolongée à la détérioration des termes de l'échange qu'ont subie de nombreux producteurs⁵⁰ Ceci procure une réserve de ressources pouvant être gérée de manière à accroître le développement humain à l'échelle nationale par des gouvernements bien décidés à éviter la « malédiction des ressources ».

Les prévisions présentées au chapitre 4 confirment ce point de vue. Elles montrent en effet que, moyennant un engagement solide pour le développement humain et des politiques macroéconomiques prudentes, il est possible de réduire considérablement la pauvreté en Afrique subsaharienne (région où les scénarios de référence augurent une augmentation probable du nombre de pauvres étant donné que la croissance démographique y est plus forte que la croissance économique).

Les pays les moins développés peuvent apprendre et tirer parti du succès des économies émergentes du Sud

L'accumulation sans précédent de réserves financières et de fonds souverains au Sud (6 800 milliards de dollars) ainsi qu'au Nord (3 300 milliards de dollars) offre une opportunité d'accélérer l'amélioration générale de la situation. Toute fraction de ses fonds, aussi maigre soit-elle, consacrée au développement humain et à l'élimination de la pauvreté pourrait avoir des effets considérables. Tel que mentionné plus haut, l'investissement public en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne serait susceptible d'atteindre 11,7 % du PIB si seulement 3 % des réserves de change des principales économies du Sud étaient destinées à cette fin.

Parallèlement, les flux d'échanges et d'investissements Sud-Sud peuvent tirer profit des marchés étrangers sous de nouvelles formes, en participant par exemple aux chaînes de valeur régionales et mondiales pour faciliter l'expansion des idées et des technologies. L'essor des échanges et des investissements Sud-Sud peut notamment jeter les bases d'un déplacement des capacités de

production vers d'autres régions et pays moins développés. De récents investissements industriels réalisés par des coentreprises et des startups chinoises et indiennes en Afrique laissent augurer l'ampleur de ce potentiel. Pour libérer pleinement ce dernier, il sera sans doute nécessaire de mettre en place de nouvelles institutions innovantes. Les réseaux internationaux de production offrent l'opportunité d'activer le processus de développement en permettant aux pays de passer outre les noyaux de production plus sophistiqués tout en présentant l'avantage de les protéger contre les aléas des taux de change.

La coopération au développement et les transferts de technologie Sud-Sud ont un potentiel immense au service du développement humain. Les transferts de technologie provenant du Nord requièrent des adaptations coûteuses en raison des écarts de capacité d'absorption, alors que les transferts de technologie dans le Sud même nécessitent en général moins d'efforts d'adaptation et font appel à des technologies et des produits plus appropriés. Les marchés en expansion dans les pays en développement offrent aux entreprises du Sud une opportunité de commercialiser en masse des versions innovantes de produits standard à un prix abordable, dans le domaine de l'alimentation, de l'habillement, des appareils électroménagers et de l'automobile. Il faut par ailleurs souligner que la chute du prix des biens d'équipement, résultant d'une concurrence mondiale intense menée par la Chine et l'Inde pourrait accélérer le renforcement des capacités de production de nombreux pays en développement. Ces produits peuvent être adaptés au niveau de revenus et aux goûts des consommateurs locaux. Cette dynamique a le potentiel de garantir aux pauvres l'accès aux biens de consommation, tandis que les innovateurs créent des emplois et développent les capacités de production.

De nouvelles institutions et de nouveaux partenariats sont susceptibles de renforcer l'intégration régionale et les relations Sud-Sud

De nouveaux partenariats et institutions peuvent inciter les pays au partage et à l'échange de connaissances, d'expériences et de technologies.

Dans le domaine du financement et de l'aide, le Sud est d'ores et déjà en train d'établir des institutions de gouvernance régionale. Les

alternatives régionales au FMI, telles que la multilatéralisation de l'initiative de Chiang Mai et le Fonds latino-américain de réserve, ont procuré aux pays concernés une plus grande marge de manœuvre pour veiller aux priorités nationales, tout en répondant aux problèmes de balance des paiements et au manque de liquidités à court terme.

Les fondations qui permettraient de construire des institutions régionales fortes sont déjà en place, mais beaucoup reste à faire pour accélérer l'établissement de liens, approfondir ceux existants et garantir la participation de tous. Alors que les pays riches ont mis un frein à l'aide internationale pour s'atteler à la résolution de leurs propres problèmes, les banques régionales de développement et les partenariats d'aide bilatérale procurent des ressources supplémentaires aux projets de développement. Ces nouveaux mécanismes d'aide ont par ailleurs tendance à privilégier le pragmatisme à l'idéologie. Les banques de développement d'infrastructures, par exemple, offrent de nouvelles possibilités dans le domaine du financement du développement. Le Brésil, la Chine, l'Inde, la Russie et l'Afrique du Sud ont proposé la création d'une banque de développement afin de consacrer une partie de leurs réserves considérables au financement de projets dans les pays en développement. La construction d'infrastructures constituerait une destination importante de ces réserves.

La plupart des marchandises et des produits manufacturés exportés par les pays en développement sont aujourd'hui destinés à d'autres pays en développement. Ces exportations présentent en outre une intensité élevée de compétences et de technologie. Il est désormais nécessaire de disposer d'institutions plus fortes pour faciliter ces échanges et ces investissements Sud-Sud. Le renforcement des échanges commerciaux et des investissements Sud-Sud peuvent réduire la vulnérabilité face au ralentissement économique dans le Nord, et offrir des opportunités inédites de tirer parti des marchés étrangers.

Il est également possible de renforcer les relations régionales dans le domaine du commerce et de l'investissement en restructurant les procédures douanières, de transit et de transport ; en harmonisant les régimes de réglementation ; en investissant dans les infrastructures régionales de transport ; et en réduisant les tarifs douaniers

sur les échanges Sud-Sud de produits finis. Il est estimé que l'abaissement de ces tarifs douaniers peut se traduire par des gains collectifs de l'ordre de 59 milliards de dollars pour les économies du Sud.⁵¹

En ce début de XXI^e siècle, une nouvelle Commission du Sud pourrait contribuer à lancer un nouveau regard sur la manière de tirer parti de la force et de la diversité du Sud pour renforcer le développement solidaire à l'échelle mondiale. Les principaux éléments à prendre en compte sont les suivants : des dotations diverses jettent les bases d'échanges plus étendus ; des expériences variées sont arrivées à maturité et sont prêtes à être partagées ; les nouveaux partenariats transnationaux sont compétitifs sur les marchés mondiaux ; et, par-dessus tout, la reconnaissance et la mise en œuvre de stratégies avantageuses pour tous peuvent donner lieu à de nouvelles formes de coopération Sud-Sud.

Une plus grande représentation du Sud et de la société civile peut accélérer les progrès face aux principaux enjeux mondiaux

L'essor du Sud ouvre la voie à une plus grande diversité d'opinions et de points de vue sur la scène mondiale. Cela constitue une opportunité de créer des institutions de gouvernance qui représentent pleinement l'ensemble de leurs groupes constitutifs à même d'utiliser cette diversité de manière productive pour trouver des solutions aux problèmes mondiaux.

Les organisations internationales doivent modifier leurs principes directeurs de sorte à prendre en considération l'expérience du Sud. Le G20 intègre déjà effectivement cette expérience, mais les pays du Sud doivent également être représentés de manière plus égalitaire dans les institutions de Bretton Woods, les Nations Unies et d'autres organisations internationales.

La société civile et les mouvements sociaux, très dynamiques sur le plan national mais aussi transnational, se servent des médias pour donner de l'ampleur à leurs revendications concernant une gouvernance plus juste et équitable. Les plateformes et les mouvements porteurs de messages clés, qui mettent les institutions de gouvernance au défi d'adopter des principes plus démocratiques et participatifs, sont en pleine expansion. De manière plus générale, un monde

Les fondations qui permettraient de construire des institutions régionales fortes sont déjà en place, mais beaucoup reste à faire pour accélérer l'établissement de liens, approfondir ceux existants et garantir la participation de tous

Un monde plus juste et moins inégalitaire doit permettre à une multitude de voix de s'exprimer et laisser suffisamment d'espace à un régime de discours public

plus juste et moins inégalitaire doit permettre à une multitude de voix de s'exprimer et laisser suffisamment d'espace à un régime de discours public.

L'essor du Sud offre de nouvelles opportunités d'élargir la mise à disposition des biens publics

Pour parvenir à un monde plus durable, une meilleure gouvernance et une plus grande disponibilité des biens publics mondiaux sont nécessaires. Les problèmes du monde, allant de l'atténuation des effets du changement climatique à l'instabilité financière en passant par la lutte contre le terrorisme et la prolifération nucléaire, sont de plus en plus nombreux et pressants. Ils requièrent tous une solution globale. Pourtant, dans bien des domaines, la coopération internationale continue d'être molle voire parfois dangereusement hésitante. L'essor du Sud offre de nouvelles opportunités de mettre à disposition des biens publics mondiaux de manière plus efficace et de débloquent de nombreuses questions mondiales restées dans l'impasse.

Le caractère « public » ou « privé » n'est dans la plupart des cas pas inhérent à un bien public donné, mais relève plutôt d'une conception sociale. Il représente par conséquent un choix stratégique. Les gouvernements nationaux peuvent intervenir en cas de carences à l'échelle nationale, mais lorsque des enjeux mondiaux entrent en scène, la coopération internationale devient nécessaire et pour cela, de nombreux gouvernements doivent volontairement prendre la décision d'agir. Au vu des nombreux enjeux d'actualité, la progression dans la définition de ce qui est public ou privé requiert un leadership fort et engagé, sur le plan aussi bien individuel qu'institutionnel.

* * *

L'essor du Sud, c'est essentiellement l'histoire d'une transformation rapide des pays en développement et de ses profondes répercussions sur plusieurs facettes du développement humain. Jusqu'à présent, les débats lancés à l'échelle mondiale autour de ce phénomène ont été presque exclusivement axés sur la croissance économique des plus grands pays en développement. Le présent Rapport va plus loin et l'examine sous

l'angle du développement humain, en montrant que les répercussions de ce phénomène sont très étendues, en raison d'une part du grand nombre de pays en développement concernés et, d'autre part, de l'imbrication des opportunités et des enjeux toujours plus importants (allant de l'égalité et de la durabilité environnementale à l'élimination de la pauvreté, en passant par la réforme des institutions mondiales). Les mutations se produisent à un rythme et une échelle sans précédent, encouragées par une interaction mondiale par le biais des échanges, des déplacements et des télécommunications, qui n'étaient jusqu'alors pas concevables.

Les pays à développement rapide ont tous choisi une voie de développement qui leur est propre. Cependant, ils ont tous d'importantes caractéristiques en commun, notamment un leadership efficace du gouvernement, une ouverture au marché mondial et des politiques sociales innovantes visant à répondre aux besoins nationaux de développement humain. Ils sont par ailleurs confrontés à bien des enjeux communs, allant des inégalités sociales aux risques environnementaux. Ils ont mis au point leurs propres politiques nationales avec de plus en plus d'autonomie, répondant à des motifs souverains de la nation, sans subir les contraintes d'une conditionnalité exigée ni de modèles externes imposés.

La progression du Sud est encouragée par une interconnexion avec les pays développés et de plus en plus avec les pays en développement. En fait, les échanges économiques progressent plus vite « horizontalement » (c'est-à-dire selon un axe Sud-Sud) que selon l'axe traditionnel Nord-Sud. Les individus partagent des idées et des expériences à travers de nouveaux canaux de communication, et exigent des gouvernements et des institutions internationales qu'ils rendent davantage de comptes. Le Sud pris dans son ensemble est à la tête de la croissance économique mondiale et des mutations de la société pour la première fois depuis des siècles. Le Sud a encore besoin du Nord mais, de plus en plus, le Nord a aussi besoin du Sud.

Notes

Vue d'ensemble

- 1 Atsmon et autres 2012.
- 2 Samake et Yang 2011.
- 3 Le dividende démographique est considéré comme une fenêtre d'opportunité pour une croissance économique supplémentaire, lorsque la proportion de la population en âge de travailler augmente. Dans le cadre d'une transition démographique, le nombre d'enfants diminue alors que la population en âge de travailler augmente, ce qui entraîne la chute du rapport de dépendance. Un pays peut tirer des avantages d'une capacité de production augmentée associée à une proportion plus faible de personnes à charge. Lorsque le taux de fécondité continue à diminuer, les rapports de dépendance finissent par augmenter avec la proportion plus élevée de travailleurs retraités.

Introduction

- 1 Selon la Banque mondiale (2012a), en 2009, le taux de croissance moyen du PIB pour les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à revenu élevé était de -3,9 %, à la différence de l'Asie de l'Est et du Pacifique (7,5 %), l'Asie du Sud (7,4 %), le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (3,6 %) et l'Afrique subsaharienne (2,1 %).
- 2 Selon les estimations de Maddison (2010), le PIB par habitant (mesuré en dollars internationaux) est passé de 1 250 \$ en 1700 à 2 330 \$ en 1850 au Royaume-Uni et de 1 257 \$ en 1820 à 2 445 \$ en 1870 aux États-Unis.
- 3 Atsmon et autres 2012.
- 4 Outre des droits de vote accrus et les postes de hauts fonctionnaires à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international, le Sud a obtenu ces dernières années des postes clés dans l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, l'Organisation mondiale du travail et l'Organisation mondiale de la santé.
- 5 Chen et Ravallion (2012), en utilisant le seuil de pauvreté de 1,25 \$ par jour.
- 6 En 1990, l'IDH de l'Ouganda, par exemple, était de 0,306, comparable à celui de la Gambie, de la République centrafricaine et du Bénin. En 2012, l'IDH de l'Ouganda a augmenté jusqu'à 0,456, une amélioration substantielle comparée à ses pairs (et statistiquement significative à 95 %). L'IDH du Bénin a augmenté de 0,314 à 0,436, la République centrafricaine de 0,312 à 0,352 et la Gambie de 0,323 à 0,439.
- 7 En termes de parité de pouvoir d'achat, calcul du PIB et du RNB standards dans les *Rapports sur le développement humain*.
- 8 Le Japon n'est pas inclus dans la comparaison historique à long terme entre les autres économies du Groupe des Sept et le Brésil, la Chine et l'Inde car son industrialisation n'a eu lieu que vers la fin du XIXe siècle et le pays n'a pas émergé en tant que grande puissance économique mondiale avant la seconde moitié du XXe siècle.
- 9 En dollars américains actuels.
- 10 Proportion de la population vivant avec moins de 1,25 \$ par jour (en 2005 en termes de parité de pouvoir d'achat – PPA), selon la Banque mondiale (2012a).
- 11 Estimations pour la période 2002-2011.
- 12 Les mesures utilisées (espérance de vie et durée moyenne de scolarisation) présentent des limites supérieures vers lesquels les pays en développement tendent finalement à converger. Pour les revenus, il n'existe aucun seuil de convergence supérieur.
- 13 Calculs du BRDH d'après Brookings Institution (2012). La classe moyenne comprend des personnes qui gagnent ou dépensent entre 10 \$ et 100 \$ par jour en 2005 en termes de parité de pouvoir d'achat.
- 14 Dobbs et autres 2012. Ali et Dadush (2012), qui utilisent la possession d'une voiture comme estimation pour la classe moyenne, suggèrent qu'il y a plus de 600 millions de personnes dans les pays développés du G20, près de 50 % de plus que dans les estimations précédentes de Milanovic et Yitzhaki (2002) qui ont compté les personnes qui gagnent entre 10 \$ et 50 \$ par jour en termes de parité de pouvoir d'achat qui appartiennent à la classe moyennes.
- 15 PNUD 2009 ; Banque mondiale 2010a.
- 16 CNUCED 2010.
- 17 Zuckerberg 2012.
- 18 Estevadeordal, Franz et Taylor (2003) ; le rapport entre le commerce et le PIB représente la somme des exportations et des importations de biens et de marchandises divisée par la production totale.
- 19 Le rapport commercial actuel est une moyenne annuelle sur cinq ans, de 2006 à 2010, obtenue de la Banque mondiale (2012a).
- 20 Hamdani 2013.
- 21 Heilmann 2008.
- 22 Nations Unies 2012a.
- 23 Nations Unies 2012a.
- 24 Selon des données entre 2005 et 2008 d'après Kharas, Makino et Jung (2011), puis extrapolation.

Chapitre 1

- 1 En termes nominaux. En termes de parité de pouvoir d'achat, la part s'élève à 46 % environ.
- 2 FMI 2011b.
- 3 Iley et Lewis (2011) ; consulter également FMI (2011b).
- 4 Les calculs du BRDH basés sur les données relatives aux dépenses générales des gouvernements pour la protection sociale fournies par l'Organisation de coopération et de développement économiques montrent que certains des pays industrialisés, notamment l'Australie, l'Autriche, le Danemark et la Norvège, ont augmenté les dépenses en matière de protection sociale entre 2007 et 2010.
- 5 Pour certains pays, confrontés à des niveaux de dette élevés (notamment la Grèce, l'Italie et le Japon), la crise des subprimes a entraîné la crise de la dette souveraine, laissant peu de marge de manœuvre budgétaire pour reporter l'assainissement de leurs finances. Holland et Portes (2012) suggèrent que, alors que dans des conditions normales la consolidation budgétaire diminuerait les rapports dette/PIB, dans les circonstances actuelles elle conduirait plutôt à les élever dans l'Union européenne en 2013, à l'exception de l'Irlande.
- 6 Guajardo, Leigh et Pescatori 2011.
- 7 OIT 2012.
- 8 Sen 2012.
- 9 Keynes 1937.
- 10 OIT 2012.
- 11 Tout au long de la crise, les solutions mises en œuvre (notamment la consolidation budgétaire et les politiques monétaires laxistes) ont été critiquées car elles atteignaient leurs limites, pour leurs effets secondaires et pour leur nature transitoire. Les solutions mises en œuvre dans certains pays ont entraîné une contraction de l'économie et dans d'autres elles ont fait chuter les taux d'intérêt à court terme près de zéro sur des marchés monétaires clés. Ces politiques risquent de créer de nouvelles bulles spéculatives et des pressions inflationnistes sur les exportations pour les pays du Sud. Consulter Naqvi et Acharya (2012, p. 11-12) pour davantage de détails.
- 12 Le FMI (2011b, p. 29) signale que « les économies émergentes et en développement représentent environ la moitié de la production globale et deux tiers de la croissance mondiale en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA) ». Par ailleurs, l'organisation ajoute que bien que la part des pays émergents et en développement dans la consommation (mesurée en dollars américains constants, non en termes de parité de pouvoir d'achat du PIB) ne vient pas pallier la réduction de la contribution des économies avancées à la consommation, elle est assez importante pour rétablir l'équilibre si elle est combinée à celles des États-Unis (ou de l'Europe).
- 13 Les calculs du BRDH montrent que des pays aussi différents que la Chine et les États-Unis ont bénéficié sur le long terme des investissements publics en santé et en éducation (consulter le Chapitre 3 pour davantage de détails).
- 14 Compte tenu du ratio RNB par habitant des Seychelles (22 615 \$) et la République démocratique du Congo (319 \$).
- 15 Calculs du BRDH d'après Burd-Sharp et Lewis (2010).
- 16 Ces disparités sont du même ordre de grandeur que celles entre les valeurs de l'IDH du Mexique (0,78) ou de l'Équateur (0,72) d'une part et du Nigeria, du Sénégal et de la Mauritanie (0,47) d'autre part. Les valeurs de l'IDH sous-nationales ne sont pas directement comparables avec les valeurs de l'IDH nationales, car elles sont composées d'indicateurs différents et concernent différentes années.
- 17 Ces disparités sont du même ordre de grandeur que celle entre les valeurs de l'IDH de la Belgique (0,90) d'une part et le Honduras ou Kiribati (0,63) d'autre part.
- 18 Basé sur une comparaison d'un panel équilibré et les données de la Banque mondiale (2012a).

- 19 Étant donné que le revenu est une variable du flux et que l'éducation et la santé sont des variables du stock, il arrive qu'une différence positive entre le RNB par habitant et la catégorie d'IDH émerge, alors que le pays a obtenu des succès en matière de développement, mais son revenu baisse sur le court terme (comme le Zimbabwe).
- 20 Nations Unies 2012a.
- 21 Banque mondiale 2012a.
- 22 Nations Unies Enable 2012.
- 23 Sen 2007.
- 24 Smith 1776.
- 25 PNUD 2011a.
- 26 Estimations pour la période 2002-2011.
- 27 Banque mondiale 2012b.
- 28 Consulter notamment, Wilkinson et Pickett (2009).
- 29 Les inégalités dans les composants de l'IDH sont mesurées par l'indice d'inégalité d'Atkinson, lequel tient compte des inégalités dans la répartition entre les groupes et à l'intérieur de ces derniers de manière cohérente. De plus, il accorde plus d'importance aux seuils inférieurs de la répartition. Ainsi, la mortalité infantile, l'analphabétisme et la pauvreté de revenu sont mieux représentés que dans le coefficient de Gini.
- 30 Selon l'OCDE (2011b), dans les pays appartenant à l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'accès à la santé, l'éducation et à des niveaux de vie décents a des effets de redistribution directs et indirects importants, en particulier au sein des groupes de population où le risque de pauvreté est élevé. Parmi les différents services publics, la santé et l'éducation sont ceux qui contribuent le plus largement à la réduction des inégalités.
- 31 Anand et Segal 2008.
- 32 Sala-i-Martin 2006. Il utilise le PIB par habitant pondéré par la population pour calculer les répartitions moyennes au niveau du pays et obtient les écarts par rapport à chaque moyenne à partir de micro-études. Après avoir évalué une répartition des revenus pour chaque pays et chaque année, il établit la répartition mondiale des revenus par l'intégration de toutes les répartitions de chaque pays.
- 33 Milanović 2009.
- 34 Bourguignon et Morrisson 2002.
- 35 La Cour suprême indienne a récemment confirmé le mandat du gouvernement visant à imposer aux écoles privées d'offrir un quart de leurs places à des enfants issus de milieux défavorisés. Cette mesure pourrait réduire de manière significative la ségrégation économique dans le domaine de l'accès à l'éducation.
- 36 D'après 78 pays pour lesquels l'IIG est disponible.
- 37 Chine (1,18), Azerbaïdjan (1,15), Arménie (1,14), Georgie (1,11), République de Corée (1,10), Îles Salomon (1,09), Inde (1,08), l'ancienne République yougoslave de Macédoine (1,08), Monténégro (1,08), Papouasie-Nouvelle-Guinée (1,08), Samoa (1,08) et Suriname (1,08).
- 38 Ici la dot indique un paiement en espèces et en cadeaux de la part de la famille de la femme à celle de son mari au moment du mariage. De nombreux pays ont des systèmes de dot avec un apport réduit ou modéré, mais dans certains pays, comme l'Inde, des montants exorbitants peuvent être accumulés grâce à la dote de la famille de la mariée au cours des mariages.
- 39 À cet égard, le Dowry Prohibition Act de 1961 rend illégal le fait de donner ou de recevoir une dot en Inde. La pratique n'a pas été abandonnée pour autant et donne lieu parfois à des destructions de fœtus féminins et des meurtres pour dot de jeunes mariées.
- 40 Cleland 2002, Drèze et Murthi 1999, Martin et Juarez 1995.
- 41 Elson, 2002.
- 42 Fukuda-Parr, 2003.
- 43 Comme l'indiquait le *RDH* de 1994, l'universalité de droit à la vie vise l'égalité des chances, non l'égalité de revenus – bien qu'une société civilisée doive garantir un revenu minimum à tous.
- 44 PNUD 1994, p. 18.
- 45 Rockström et autres, 2009, p. 32.
- 46 United Nations Secretary-General's High Level Panel on Global Sustainability 2012.
- 47 Global Footprint Network 2011.
- 48 L'empreinte écologique mesure la demande de l'Homme sur la nature, c'est-à-dire la quantité de terre et d'eau dont a besoin un pays pour offrir ce qu'il arrache à la nature. Cela comprend les régions pour produire les ressources qu'il consomme, l'espace nécessaire à l'aménagement de ses bâtiments et routes, ainsi que les écosystèmes pour absorber ses émissions résiduelles telles que le dioxyde de carbone. (Global Footprint Network, 2011).
- 49 Blanden et autres (2005) ; Wilkinson et Pickett (2012).
- 50 PNUD 2010b.
- 51 Bourguignon, Ferreira et Menéndez 2007.
- 52 De Hoyos, Martinez de la Calle et Székely 2009.
- 53 Ivanov et autres 2003 ; Ivanov et autres 2006.
- 54 PNUD 1994.
- 55 Rosenfeld, Messner et Baumer (2001) ont émis l'hypothèse selon laquelle l'engagement et la confiance civiques, des éléments clés de l'intégration sociale, sont associés à une organisation sociale solide et sont par conséquent des indicateurs de la faible violence criminelle.
- 56 PNUD 2012.
- 57 Données relatives à l'année la plus récente disponible entre 2005 et 2012. Les données relatives aux homicides contiennent des erreurs issues des Enquêtes supplémentaires sur les homicides et du manque de cohérence entre les systèmes d'enregistrement au niveau national, entre autres problèmes.
- 58 Sen 2007, p. 106.
- 59 Le taux moyen de meurtres est de 2,7 pour 100 000 personnes dans l'ensemble des villes indiennes et de 2,9 pour New Delhi. En comparaison, le taux est de 2,4 à Londres, 5 à New York, 8,8 à Los Angeles, 21,5 à Johannesburg, 24 à São Paulo et un surprenant 34,9 à Rio de Janeiro.
- 60 Royaume-Uni, cabinet du vice-premier ministre, unité d'exclusion sociale 2002. De nombreux prisonniers ont été socialement exclus tout au long de leur vie. Par rapport à l'ensemble de la population, les prisonniers ont beaucoup plus de chances d'avoir été confiés à des institutions publiques au cours de leur enfance (13 fois), d'être chômeurs (13 fois), d'avoir des membres de leur famille condamnés pour crime (2,5 fois) et d'être séropositif (15 fois).
- 61 Beaucoup de prisonniers ont été effectivement exclus de l'accès aux services. Selon les estimations, 50 % des prisonniers n'avaient pas de médecin avant d'être enfermés ; ils sont 20 fois plus susceptibles d'avoir été exclus de l'école que l'ensemble de la population et dans au moins un cas, bien que 70 % d'entre eux avaient un problème lié aux drogues, 80 % n'avaient jamais bénéficié de traitement à cet égard (Royaume-Uni, cabinet du vice-premier ministre 2002).
- 62 Pinker 2011 ; Center for Systemic Peace 2012.
- 63 Branczik 2004.
- 64 Dahal et autres 2003.
- 65 Iyer 2009.
- 66 Un grand nombre des parties participant aux conflits internes étant des acteurs non étatiques, il n'existe donc aucun rapport non officiel sur leurs dépenses en matière d'armement. Les données relatives aux dépenses militaires concernent uniquement les dépenses effectuées par les gouvernements et ne tiennent pas compte des dépenses réalisées par les acteurs non étatiques.
- 67 Bird 1981.
- 68 Green 2010.
- 69 Justino 2008.
- 70 PNUD 1991, p. 37.

Chapitre 2

- 1 Trois quarts des 1,6 milliard de personnes recensées selon l'indice de pauvreté multidimensionnelle vivent dans des pays à revenus moyens du Sud.
- 2 Calculs du BRDH basés sur l'UNSD (2012).
- 3 Données relatives à Internet provenant de la Banque mondiale (2012a) ; données relatives au tourisme obtenues auprès de l'OMT (2011).
- 4 Estevadeordal, Frantz et Taylor 2003.
- 5 Banque mondiale (2012a). Ces chiffres se basent sur des valeurs brutes, et non sur la valeur ajoutée des exportations et importations pour laquelle des données globales comparables ne sont pas encore disponibles. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a lancé l'initiative « Made in the World » (Fabriqué dans le monde) afin de mesurer et d'analyser la valeur ajoutée du commerce.
- 6 D'après un panel équilibré composé de 127 pays en développement. D'après les calculs du BRDH, si l'on ajuste la part du commerce dans la production pour ne refléter que les échanges commerciaux avec le Sud, 141 économies sur 144 (pour lesquelles des données sont disponibles) ont augmenté leur commerce avec le Sud entre 1990-1991 et 2010-2011 (exceptions faites de 3 petites économies, la Dominique, les Maldives et les Tuvalu). En revanche, 92 économies ont diminué leur commerce avec le Nord.
- 7 Banque mondiale (2008). Contrairement à une opinion répandue, les prix réels du transport aérien et maritime n'ont pas beaucoup évolué depuis les années 1970, mais la baisse du rapport poids-valeur des expéditions internationales et le recours croissant au transport aérien ont encouragé le développement de biens à durée de vie limitée tels que les vêtements, les produits alimentaires transformés et l'électroménager.
- 8 Calculs du BRDH basés sur l'UNSD (2012).

- 9 Banque mondiale 2012a.
- 10 Les huit pays sont l'Argentine, le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, l'Afrique du Sud et la Turquie. Les exportations des pays les moins avancés ont quant à elles tout de même été multipliées par huit et sont passées de moins de 20 milliards à 150 milliards de dollars.
- 11 Si l'on ajoute les exportations de services aux exportations de marchandises, l'écart entre les recettes d'exportation par habitant de l'Afrique subsaharienne et de l'Inde diminue de 221 dollars à 130 dollars. Les plus petits pays ont tendance à privilégier le commerce international par rapport aux grands pays, comme l'Inde, qui disposent d'un niveau de commerce interne élevé. De plus, les exportations africaines concernent principalement des produits de base dont le prix a augmenté dans les années 2000.
- 12 Estimation basée sur les valeurs nominales de 2011 ajustées afin de pouvoir être comparées à celles de 1996.
- 13 Si l'on supprime le carburant, les métaux et les minerais des statistiques générales relatives au commerce, cela signifie que la part du commerce Sud-Sud dans le commerce mondial est passée de 6,3 % en 1980 à 26,1 % en 2011 et que la part du commerce Nord-Nord a baissé de 50,6 % en 1980 à 31,4 % en 2011.
- 14 La classification traditionnelle différenciant les produits de haute technologie des produits de basse technologie a perdu de son intérêt à mesure que se développait le commerce des composants et pièces détachées.
- 15 Romero 2012.
- 16 BAD et autres 2011.
- 17 Gupta et Wang 2012.
- 18 Hook et Clark 2012.
- 19 Les données liées au tourisme du présent paragraphe sont tirées de l'OMT (2011).
- 20 Sur la base des données issues de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Cette catégorie d'économies en développement, qui comprend Hong Kong, la Chine (RAS), la Corée du Sud, Singapour et Taïwan Province de Chine mais exclut les pays de la Communauté des États indépendants, a contribué à hauteur de 5,3 % à l'ensemble des flux d'IDE en 1990-1991 et à hauteur de 8 % en 2009-2010.
- 21 CNUCED 2011b.
- 22 Par ailleurs, l'IDE Sud-Sud est moins sensible aux différences en matière de qualité institutionnelle entre les pays de départ et d'arrivée. Dans le même ordre d'idées, l'embauche de locaux et la réduction des frais généraux rendent l'IDE Sud-Sud plus résilient face aux crises locales. Parce que les raisons ayant conduit à sélectionner et à investir dans des secteurs donnés sont souvent différentes, l'IDE Sud-Sud ne supplante pas l'IDE Nord-Nord ; au contraire, il peut même l'encourager (Bera et Gupta 2009 ; Aleksynska et Havrylchuk 2011).
- 23 Cette Figure correspond à 2010 et inclut Hong Kong, Chine (RAS).
- 24 L'information citée dans ce paragraphe émane de Hamdani (2013).
- 25 Blinder 2006.
- 26 ONUDI 2009.
- 27 PNUD 2009 ; Banque mondiale 2010a.
- 28 Ces calculs du BRDH sont basés sur la matrice de migration bilatérale de la Banque mondiale (2010a).
- 29 Ratha et Shaw 2007.
- 30 Comme indiqué par la Banque mondiale (2006), les estimations des transactions Sud-Sud dépendent de la variable explicative utilisée pour répartir l'ensemble des transactions reçues par chaque pays entre les pays de destination de ses migrants. L'estimation des transactions Sud-Sud est plus élevée (30 %) lorsque les flux sont calculés en fonction de la population migrante et moins élevée (18 %) lorsqu'ils sont calculés en fonction de la population migrante et des revenus moyens des pays hôtes et pays d'origine. On obtient comme valeur maximum 45 % si l'on compte l'Arabie saoudite comme pays en développement.
- 31 Voir Felbermayr et Jung (2009) et d'autres références dans Kugler et Rapoport (2011).
- 32 Foley et Kerr 2011.
- 33 Voir *The Economist* (2011a) et les travaux auxquels il est fait référence.
- 34 Calcul du BRDH basé sur des données de la Banque Mondiale (2012a) et de l'UIT (2012) relatives à 144 pays (2012).
- 35 socialbakers.com 2012. Zuckerberg a récemment (2012) annoncé qu'il y avait désormais 1 milliard d'utilisateurs actifs mensuels de Facebook, la plupart d'entre eux vivant au Brésil, en Inde, en Indonésie, au Mexique et aux États-Unis.
- 36 La population active est composée de travailleurs et de chômeurs recherchant activement un emploi.
- 37 Fu 2008.
- 38 Si l'on exclut les pays développés de l'échantillon, le coefficient de corrélation reste significatif d'un point de vue statistique mais passe de 0,66 à 0,48.
- 39 Voir Whalley et Weisbrod (2011) pour une estimation de la part du taux de croissance annuel attribuable à la réalisation d'IDE chinois dans des pays riches en ressources tels que l'Angola, la République démocratique du Congo, le Niger, le Nigeria, le Soudan et la Zambie. Les entrées moyennes d'IDE dans ces six pays ont presque quadruplé, passant de 2,4 milliards de dollars en 1990-2000 à 9 milliards de dollars en 2001-2011, selon la CNUCED (2011a).
- 40 Jones et Kierzkowski 2001.
- 41 Vos 2010.
- 42 FMI 2011a.
- 43 Samake et Yang 2011.
- 44 Whalley et Weisbrod 2011.
- 45 Hazard et autres 2009 ; Kamau, McCormick et Pinaud 2009 ; Kaplinsky 2008.
- 46 Voir Kamau, McCormick et Pinaud (2009) pour le cas Kenya ; Kaplinsky et Morris (2009).
- 47 Jenkins et Barbosa 2012.
- 48 ICTSD 2011.
- 49 Davies 2011.
- 50 Bräutigam 2009.
- 51 Sonobe, Akoten et Otsuka 2009.
- 52 Bräutigam 2009.
- 53 Nations Unies 2012b.
- 54 Moyo 2012.
- 55 Selon Hiemstra-van der Horst (2011), un tiers du marché mondial du meuble est contrôlé par la Chine.
- 56 Kaplinsky, Terheggen et Tijaja 2011.
- 57 Nations Unies 2012b.
- 58 Ces informations émanent de Dobbs et autres (2012) ; selon certaines études, les conseils relatifs à un produit donné par des amis ou des membres de la famille ont trois fois plus d'impact en Égypte qu'au Royaume-Uni ou aux États-Unis.
- 59 Calculs du BRDH basés sur les données de la Brookings Institution (2012).
- 60 Dobbs et autres 2012.
- 61 Banque mondiale 2012a.
- 62 En 2008, l'aide Sud-Sud s'élevait à 15,3 milliards de dollars, soit environ 10 % des flux d'aide totaux (DAES 2010).
- 63 Sur la base des données 2005 et 2008 fournies dans Kharas, Makino et Jung (2011) et extrapolées aux années suivantes.
- 64 Kragelund 2013.
- 65 Nations Unies 2012b.
- 66 Sa série d'initiatives en matière d'assistance technique comprend entre autres l'accès à Internet à haut débit des organismes africains de santé et d'éducation disposant d'antennes en Inde ainsi que l'octroi de 1 600 bourses annuelles d'études à de jeunes Africains (Nations Unies 2012b).
- 67 Nations Unies 2012b.
- 68 Les plus grands pays en développement ont depuis longtemps mis en place des programmes d'aide au développement (même modestes) en Afrique. Le Programme indien de coopération technique et économique a été lancé en 1964. L'Agence brésilienne de coopération a été créée en 1987. La coopération de la Chine avec l'Afrique remonte à encore plus longtemps bien qu'elle soit à présent officialisée suite à la création en 2000 du Forum sur la coopération sino-africaine (Kragelund 2013).
- 69 Bremmer 2012.
- 70 Banque mondiale 2010c.
- 71 Selon les Nations Unies (2012b), il s'agit de la Banque islamique de développement, du Fonds koweïtien pour le développement économique arabe, du Fonds arabe pour le développement économique et social, de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, du Fonds saoudien pour le développement et du Fonds d'Abou Dhabi pour le développement.
- 72 Ces organismes régionaux se sont en général inspirés des institutions de Bretton Woods. Conformément à leur charte en vigueur, ni la BASD ni la BID ne sont habilitées à procéder à des modifications substantielles de la structure de propriété. Les États-Unis conservent un droit de veto sur les modifications de la base du capital, ce qui a réduit la marge de manœuvre politique des deux organisations. Si, par exemple, la BASD devait être restructurée sous forme d'une entité 100 % asiatique en mesure de décider de sa propre politique, elle devrait revoir sa structure de propriété en attribuant des contributions supérieures et des droits de vote élargis à des pays tels que la Chine, l'Inde et la Corée du Sud (Sobhan 2013).
- 73 Mwase et Yang 2012.
- 74 Zuzana et Ndikumana (à paraître prochainement).
- 75 On estime à 59 milliards de dollars les économies que pourraient réaliser les pays en développement si les droits de douane Sud-Sud étaient alignés sur les droits de douane Nord-Sud (OCDE 2010a).
- 76 Grabel 2013.
- 77 Grabel 2013.
- 78 Les coûts d'opportunité annulent les bénéfices pouvant être obtenus grâce à des utilisations alternatives de ces ressources. Voir Rodrik (2006) et FMI (2011b).

- 79 En termes de droits de vote, la Chine occupe la cinquième position, mais un accord conclu en 2010 par le Conseil d'administration, s'il est mis en œuvre, placera la Chine en troisième position (FMI 2010).
- 80 Banque mondiale 2010d.
- 81 Hansen 2010.
- 82 PNUD 2009.
- 83 Leape 2012.
- 84 Romero et Broder 2012.
- 85 Keohane et Victor 2010.
- 86 Li 2010 ; Bradsher 2010.
- 87 REN21 2012.
- 88 Voir Jacob (2012) ; les sociétés chinoises spécialisées dans la construction d'infrastructures en Afrique vont par exemple stimuler la demande en équipements lourds et d'autres importations de capitaux.
- 89 Akyuz (2012) défend l'idée selon laquelle les pays riches devraient changer de cap. Dans les années 2000, les pays en développement ont profité, de façon assez surprenante, des modes de consommation non durables des économies développées ; depuis la crise financière mondiale, ces pays en développement s'appuient davantage sur la demande intérieure.
- 9 Voir la Commission sur la croissance et le développement (2008).
- 10 Par exemple, Rodrik (2004) a souligné qu'aucune liste succincte de réformes politiques évidentes ne pouvait être appliquée pour générer la croissance dans les pays en développement.
- 11 Hausmann, Pritchett et Rodrik 2005.
- 12 Serra et Stiglitz 2008.
- 13 Hausmann, Rodrik et Velasco 2005.
- 14 Arrighi (2007) soutient que les marchés qui s'autorégulent ne permettent pas d'accéder au développement et que les gouvernements doivent jouer un rôle majeur dans l'organisation des échanges et la division du travail.
- 15 Un pays possède un avantage comparatif dans une activité économique s'il est capable de réaliser cette activité à un coût d'opportunité moindre qu'un autre pays.
- 16 Voir Harrison et Rodriguez-Clare (2010) pour les effets sur une seule industrie, plusieurs industries et plusieurs pays de la protection des industries naissantes et autres formes de politiques industrielles. La réussite sur les marchés mondiaux représente juste un critère (test « Mill ») pour justifier le soutien du gouvernement. Celle-ci peut se produire à un coût net pour l'économie et ne pas remplir les conditions du test « Bastable » qui requiert que les bénéfices à venir actualisés puissent compenser les coûts de protection à court terme. Selon Harrison et Rodriguez-Clare (2010), les exemples de politiques industrielles répondant davantage aux exigences du test Mill que du test Bastable sont plus nombreux.
- 17 Rodrik 2012, page 9.
- 18 Chibber 1999.
- 19 Osmani 2005.
- 20 Ranis et Stewart 2005.
- 21 Inde, Ministère des finances 2012.
- 22 Rodrik 2005.
- 23 Voir Das (2000) et DeLong (2004).
- 24 CNUCED 2003.
- 25 Fait 2011. Entre 1996 et 2005, Embraer a livré 710 avions régionaux dans le monde entier (Baer 2008).
- 26 Pasha et Palanivel 2004.
- 27 PNUD 1993, 1996.
- 28 Fine et autres (2012), où la classification de l'Afrique comprend l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne.
- 29 Fine et autres 2012.
- 30 Banque africaine de développement et autres 2012.
- 31 Subramanian et Roy 2001.
- 32 Chuhan-Pole et Angwafo 2011.
- 33 Le taux d'incidence de la pauvreté est passé de 52 % en 1983-1984 à 50 % en 1991-1992 ; en 2000, il avait chuté à 40 % (Osmani et autres 2006).
- 34 Khan 2005.
- 35 Nielsen et Spenceley 2011.
- 36 Kabanukye et others 2004.
- 37 Les chiffres fournis pour la Thaïlande et le Brésil dans ce paragraphe proviennent de Fine et autres (2012).
- 38 Islam (2002) analysé dans Khan (2005).
- 39 Khan 2005.
- 40 Kaminski et Ng 2006.
- 41 Ayadi et autres 2005.
- 42 Cammett 2007.
- 43 Lautier 2008.
- 44 Agosin 1997.
- 45 Hussain et Stern 2006, p. 14.
- 46 Malik 2006.
- 47 Howell 2004.
- 48 Ravallion 2009.
- 49 Malik 2012.
- 50 Rodrik 2011.
- 51 L'accès aux marchés mondiaux pour accélérer la croissance économique n'est pas suffisant : la sophistication des exportations est tout aussi importante. Pour cela, une mise à niveau constante grâce au savoir-faire étranger est primordiale (voir Hausmann, Hwang et Rodrik 2007).
- 52 Commission sur la croissance et le développement (2008, p. 22).
- 53 Rodrik 2001.
- 54 Voir Rodriguez et Rodrik (2001) pour une critique de quatre études influentes menées dans ce sens : Dollar (1992), Sachs et Warner (1995), Edwards (1998) et Frankel et Romer (1999).
- 55 Winters 2004.
- 56 Les arguments en faveur d'une prise en compte des études approfondies spécifiques à chaque pays pour comprendre et évaluer les régimes politiques sont mieux exposés par Bhagwati et Srinivasan (2001). Ils relèvent que même si les faiblesses théoriques, statistiques et méthodologiques inhérentes à la plupart des travaux transnationaux sur une période antérieure ont été ignorées, les résultats indiquent uniquement les effets moyens, masquant les différences de réponse de chaque pays.
- 57 Rodrik 2001.
- 58 Voir Baldwin (2004) et références à cet égard aux études notables par pays.
- 59 Wacziarg et Welch 2008.
- 60 Rodrik 2011.
- 61 Maurice a accédé aux marchés mondiaux au tout début des années 1970 en faisant usage de toutes les préférences commerciales et quotas, principalement pour l'exportation de sucre et de vêtements. Dans les années 2000, avec la disparition des quotas régulant le commerce mondial des produits textiles et de l'habillement, et la réduction des prix du protocole sur le sucre avec l'Union européenne, Maurice a cherché à diversifier son activité vers l'industrie légère et les services tels que la banque offshore et les technologies de l'information et des communications (Zafar 2011).
- 62 Alors que les monopoles de l'État ont été abolis très tôt, ils ont été remplacés par des barrières tarifaires et non tarifaires et des licences restreignant les importations jusqu'au milieu des années 1990. Entre 1980 et 2000, la Chine a consolidé son tissu industriel sans tomber sous les contraintes imposées par les règles internationales de l'Organisation mondiale du commerce (qu'elle a rejoint en 2001).
- 63 Entre 2008 et 2010, la Chine (exclusion faite de Hong Kong, Chine [RAS]) a attiré en moyenne 7,2 % des flux d'IDE mondiaux (CNUCED 2011a).
- 64 Le cas de la Chine peut illustrer la pertinence de l'approche graduelle. Comme le soutient Arrighi (2007), les étapes des réformes comprenaient l'action progressive, l'utilisation du marché comme un instrument de gouvernance, les réformes initiales menées dans l'agriculture, puis le passage vers l'industrialisation et les échanges internationaux, les capitalistes entrant en concurrence entre eux.
- 65 Ahluwalia 2002.
- 66 OCDE 2007.
- 67 Ahluwalia 2002.
- 68 Banque mondiale 2012a.
- 69 Celasun 1994.
- 70 Outre la protection des importations, des mesures furent également adoptées pour promouvoir les exportations en vue de développer davantage l'industrie. Ces mesures comprenaient des crédits subventionnés, des allègements fiscaux, des zones franches industrielles pour les exportations, des entrepôts de production en douane, des ristournes de droits de douane, la privatisation de l'administration des douanes et des subventions directes à l'exportation.
- 71 Banque mondiale 2010b. Le renforcement des compétences de la Thaïlande n'a pas échappé aux entreprises étrangères et ce, en dépit de l'instabilité politique de ces dernières années. En 2010, de nouveaux plans d'investissement ont été annoncés par Ford, General Motors, Mazda et Toyota, et de nouveaux investisseurs tels que

- BMW et Tata devraient également les rejoindre.
- 72 Voir Athukorala (2011) pour une étude approfondie sur l'essor de Penang en tant que centre d'exportation.
- 73 Banque mondiale 2011a.
- 74 NEAC 2010.
- 75 Athukorala et Waglé 2011.
- 76 Radelet, Sachs et Lee 1997.
- 77 Sharma 2012.
- 78 Clapp 1995 ; Agosin 1997 ; Rodrik 2004.
- 79 CNUCED 2006.
- 80 Le commerce international de l'habillement et des produits textiles a été régulé par des quotas pendant plus de 40 ans, avec, dès le début des années 1960, l'Accord à court terme et à long terme concernant le commerce international des textiles coton et des produits de remplacement, suivi par l'Accord multifibres entre 1974 et 1994 et l'Accord sur les textiles et les vêtements de l'Organisation mondiale du commerce jusqu'en 2004. L'accord multifibres, en particulier, a obligé de nombreuses économies exportatrices performantes (notamment l'Asie de l'Est) à investir dans des pays moins limités par les quotas bilatéraux. Ceci altéra le commerce mondial mais permit à des pays tels que le Bangladesh et Maurice de diversifier et d'industrialiser leurs économies.
- 81 Kabeer et Mahmud 2004.
- 82 Conformément aux données miroir de la Base de données statistiques sur le commerce des marchandises des Nations Unies, les produits appartenant à la Classification type pour le commerce international (Révision 3) Division 84 ont été classés en tant qu'exportations d'habillement. L'analyse englobe uniquement les pays ayant fourni des données pour les exportations d'habillement chaque année.
- 83 Subramanian et Roy 2001.
- 84 Chuhan-Pole et Angwafo 2011.
- 85 Ofosu-Asare 2011.
- 86 Suri et autres 2011. Ils expliquent notamment que la baisse de l'écart-type du taux de mortalité infantile signifierait une augmentation de 2,2 points de pourcentage de la croissance économique, sur une décennie. De la même façon, une hausse de l'écart-type de l'espérance de vie sur une décennie implique une augmentation de 2,7 points de pourcentage de la croissance, tandis qu'une hausse de l'écart-type du taux d'inscrits dans l'enseignement secondaire sur une décennie augmente de 1,9 points de pourcentage la croissance.
- 87 Commission sur la croissance et le développement 2008.
- 88 Hanushek et autres (2008) ont constaté, sur la base d'une étude menée sur 50 pays, que chaque année supplémentaire de scolarisation moyenne dans un pays signifiait une hausse de 0,37 point de pourcentage du taux de croissance moyen du PIB sur 40 ans. Toutefois, ils remarquent qu'un pays dont la performance aux tests avait un écart-type supérieur de 0,5 par rapport à un autre pays dans les années 1960 avait un taux de croissance, en moyenne, un point de pourcentage plus élevé par an sur la période de 40 ans suivante.
- 89 Pour analyser ce point, Hanushek et autres (2008) ont mesuré, dans chaque pays, la part d'étudiants ayant atteint un seuil de compétences basiques en mathématiques et en sciences, ainsi que la part des étudiants étant parvenus à de très hauts niveaux.
- 90 Bloom, Canning et Sevilla (2007) ont constaté qu'une augmentation d'un an de l'espérance de vie de la population contribue à une hausse de 4 % de la production. Des effets positifs similaires sont également associés aux avancées réalisées dans la santé procréative. Dans une étude menée sur 97 pays, Bloom et autres (2009) ont découvert qu'un taux de fertilité élevé était associé à une faible intégration de la femme dans le monde du travail pendant ses années fertiles. En moyenne, chaque enfant supplémentaire réduit la participation des femmes situées dans la tranche d'âge 20-44 de 5-10 points de pourcentage.
- 91 Stern 2003.
- 92 Cornia 2004.
- 93 Rodrik 1998.
- 94 Stern 2003.
- 95 Ssewanyana, Matovu et Twimukye 2011.
- 96 Foster et Mijumbi 2002.
- 97 Bertrand et Mullainathan 2003.
- 98 Essama-Nssah 2011.
- 99 Sivananthiran et Venkata Ratnam 2005.
- 100 Tsounta 2009.
- 101 Tangcharoensathien et autres 2011.
- 102 UNESCAP 2011.
- 103 Frenk, Gómez-Dantés et Knaul 2009.
- 104 Kanbur 2004.
- 105 Ravallion 2009.
- 106 Glewwe et Kassouf 2008.
- Chapitre 4**
- 1 La distinction entre équité et égalité est liée à la différence entre ce qui est perceptible et ce qui ne l'est pas. L'équité est associée à l'égalité des chances, qui n'est pas perceptible.
- Malheureusement, seuls les revenus pouvant être étudiés et mesurés, l'évaluation de l'équité d'une société ne peut être effectuée que sur le degré de l'inégalité prédominante.
- 2 Les inégalités entre groupes raciaux, ethniques et religieux sont particulièrement susceptibles de déboucher sur une violence politique et tendent également à être extrêmement persistantes à moins de les affronter à l'aide de politiques globales (Stewart 2013).
- 3 Cette tendance bénéfique en Amérique latine est poussée par le déclin des inégalités entre les revenus du travail, la réduction de l'écart salarial entre travailleurs qualifiés et non qualifiés et les transferts monétaires assortis de conditions (voir López-Calva et Lustig 2010).
- 4 Cleland 2002. Martin and Juarez (1995) affirment que, dans certains cas, à court terme, l'éducation n'affecte pas nécessairement de manière immédiate le comportement de reproduction. Voir également Hori (2011) ; Serbessa (2002) ; Cochrane (1979) ; Bloom et autres (2009) ; Psacharopoulos et Tzannatos (1992).
- 5 Taylor, Newman et Kelly 1976.
- 6 DAES 2007 ; Diamond, Newby et Varle 1999 ; Population Reference Bureau 2000.
- 7 Cet indicateur est plus communément présenté sous la forme de décès pour 1 000 naissances vivantes, ou de taux de mortalité infantile, qui est de 61,7 décès pour 1 000 naissances vivantes par an.
- 8 PNUD 1995.
- 9 OIT 2012. L'Organisation internationale du Travail a élaboré l'indice en utilisant les données de l'enquête Gallup.
- 10 Westaway 2012.
- 11 Lagi, Bertrand et Bar-Yam 2011. L'indice des prix des denrées alimentaires de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture a atteint 180 en 2008.
- 12 OIT 2012. Selon les estimations de l'Organisation internationale du Travail fondées sur les données Gallup, la majorité des individus habitent pratiquement toutes les régions du monde n'est pas satisfaite de la disponibilité d'emplois qualifiés. Le mécontentement est le plus fort en Europe centrale et de l'Est et en Afrique subsaharienne, suivies du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.
- 13 Bland 2012.
- 14 Tejada 2012.
- 15 Gooch 2012.
- 16 OIT 2012.
- 17 Voir, par exemple, Jenkins et Wallace (1996), qui trouvent un lien entre l'éducation et l'implication dans les manifestations, et Dalton, Van Sickle et Weldon (2010), qui constatent une corrélation positive forte entre les niveaux d'éducation et l'implication dans les manifestations dans un large éventail de pays développés et en développement.
- 18 Entre aujourd'hui et 2050, selon diverses hypothèses, la part de la population mondiale âgée de 15 ans et plus sans instruction devrait passer de 12 % en 2010 à 3 % ou à 8 %, en fonction du scénario ; la part de la population ayant une éducation secondaire ou supérieure passera de 44 % en 2010 à 50 % ou 64 % en fonction du scénario (voir figure 4.1).
- 19 Hook 2012.
- 20 LaFraniere 2011 ; Wines et LaFraniere 2011.
- 21 Amartya Sen fait la distinction suivante : l'exclusion injuste signifie que certaines personnes sont exclues ou rejetées ; l'inclusion injuste signifie que certaines personnes sont incluses dans des conditions profondément défavorables (APRI 2003).
- 22 Huntington (1968), cité dans Campante et Chor (2012).
- 23 Voir Campante et Chor (2012).
- 24 Selon les progrès accomplis en matière de santé, d'éducation et de revenus dans 78 pays au cours de la période 1980-2011. Contrairement au nombre moyen d'années de scolarisation, les progrès réalisés en matière de santé et de revenus ont été inversés durant cette période dans certains pays.
- 25 Campante et Chor 2012.
- 26 Campante et Chor 2012, p 175.
- 27 Polanyi 1944.
- 28 Fitzgerald, Stewart et Venugopal 2006.
- 29 Par exemple, la Province du Guangdong et la Province du Liaoning ont des valeurs d'IDH semblables, mais le Guangdong a trois fois plus de productivité carbone que le Liaoning (PNUD 2010c).
- 30 UNDP 2011a.
- 31 Voir PNUD (2011a) pour plus de détails.
- 32 La Stratégie internationale des Nations Unies de prévention des catastrophes définit la *résilience* comme « la capacité d'un système, d'une communauté ou d'une société exposés à un danger à résister, absorber, s'adapter et se remettre des effets de celui-ci d'une manière rapide et efficace, y compris par la préservation et le rétablissement de ses structures et fonctions de base essentielles » (Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe 2009).

- 33 Daniell et Vervaeck 2012.
- 34 GIEC 2012.
- 35 Chaque groupe d'âge dans une population a différents besoins et se comporte différemment. Les jeunes gens (âgés entre 0 et 14 ans) requièrent des investissements en santé et en éducation. Les adultes en âge de travailler (âgés de 15 à 64 ans) nécessitent des emplois et une infrastructure financière permettant de soutenir la production et l'épargne. Les personnes âgées (de 65 ans et plus) ont besoin de soins médicaux et d'une retraite. Par conséquent, la pyramide des âges d'un pays modifie les défis et les perspectives.
- 36 Avec moins d'enfants à charge, les parents investissent davantage dans l'éducation de leurs enfants (Becker, Murphy et autres 1990 ; Galor 2006), mettent plus d'argent de côté pour leur retraite (Bloom, Canning et autres 2003), et les femmes sont de plus en plus présentes sur le marché du travail formel (Bloom et autres 2009). Par conséquent, la croissance économique s'accélère, récoltant ce qui a été surnommé le « dividende démographique » (Bloom, Canning et Sevilla 2003).
- 37 Un taux de dépendance bas peut générer un dividende démographique, puisque l'augmentation de la population active peut stimuler la croissance économique et les investissements, compte tenu de la faible demande en dépenses de la part des personnes dépendantes. (Voir Abdurazakov, Minsat et Pineda [2013] pour une analyse détaillée des tendances démographiques fondée sur des projections réalisées par Lutz et K.C. 2013.) Néanmoins, les pays peuvent récolter les fruits de ces dividendes à condition qu'ils fournissent un emploi productif au grand nombre de nouveaux arrivants sur le marché du travail.
- 38 Lutz et KC 2013.
- 39 Un scénario de répartition du niveau d'éducation où l'éducation primaire universelle est complétée par une éducation secondaire globale débouche sur les taux de croissance économique annuelle les plus élevés pour un pays à faible IDH avec une proportion élevée de jeunes individus (IIAS 2008). Cette analyse utilise un ensemble de données qui répartit la population de chaque pays par âge, sexe et niveau d'instruction. Ainsi, chaque part de population correspondant à une tranche d'âge de cinq ans peut être décrite comme n'ayant aucune éducation, une éducation primaire, une éducation secondaire ou une éducation supérieure. Ces niveaux peuvent être différenciés par sexe. La proportion de la population totale dans chaque tranche d'âge de cinq ans change en fonction des tendances en matière de fécondité, mortalité et migration. La part des populations jeunes, actives et âgées changera donc aussi au fil du temps.
- 40 Cette approche est en accord avec celle des objectifs du Millénaire pour le développement et l'initiative Éducation pour tous. Plusieurs objectifs principaux régissent ce scénario : éducation primaire presque universelle (99 % d'ici 2015, 50 % d'éducation secondaire d'ici 2030 et 90 % d'ici 2030, et 60 % d'éducation supérieure d'ici 2050.
- 41 Calculs du BRDH d'après Lutz et K.C. (2013).
- 42 DAES (2007) Pour les pays développés, il est peu probable que la migration internationale diminue les impacts économiques d'une population vieillissante parce que le volume de migration requis est bien plus important que ce qui est politiquement faisable. Dans le scénario III de l'étude, le niveau de migration requis afin de stopper l'augmentation attendue du taux de personnes âgées sur la période 1995-2050 va d'un afflux annuel moyen net de 1,1 million de personnes pour le Royaume-Uni et 1,7 million pour la France, à plus de 10 millions chacun pour le Japon et les États-Unis.
- 43 Becker, Murphy et Tamura 1990 ; Galor 2006 ; Bloom, Canning et Sevilla 2003 ; Bloom et autres 2009.
- 44 Bloom et autres 2012. En Afrique subsaharienne, le taux de dépendance des jeunes est de 1,07 pour les 20 % de ménages les plus pauvres, contre 0,72 pour les 20 % les plus prospères. En Amérique latine, le taux est de 0,91 pour les ménages les plus pauvres et de 0,57 pour les plus prospères.
- 45 Voir *The Economist* (2012b) pour un exposé des principaux résultats de l'étude Bloom et autres (2012).
- 46 Hausmann et Szekely (2001) ont constaté que la transition démographique en Amérique latine a accentué les tendances d'inégalité existantes, avec un changement démographique plus vite et plus tôt chez les populations plus prospères, creusant le fossé entre les riches et les pauvres. Selon Giroux (2008), bien que les différences de fécondité liées à l'éducation soient restées stables dans les pays d'Afrique subsaharienne, l'inégalité a augmenté alors que la fécondité nationale a baissé. Ils constatent que les changements de la composition de la population selon le niveau d'instruction ont modelé les récentes variations des inégalités en matière de procréation dans la région.
- 47 Bloom et autres 2012.
- 48 Banque mondiale 2011e.
- 49 Dans de nombreux pays, si l'âge normal de départ à la retraite n'est pas modifié, cette fenêtre se refermera en quelques décennies à peine. Cela suggère que d'importants débats concernant l'âge de la retraite se tiendront dans de nombreux pays où la population vieillit relativement vite.
- 50 La section précédente a analysé le rôle de la migration dans les tendances démographiques ; ici, le rôle de la migration est plus global, puisqu'il est complètement intégré dans un modèle dans lequel les tendances démographiques ne sont qu'une partie de plusieurs modules utilisés dans ces exercices de projection. Voir Pardee IFS Center (2013).

Chapitre 5

- 1 Les négociations commerciales du cycle de Doha à l'Organisation mondiale du commerce sont dans l'impasse depuis 2008 (Castle et Landler 2008 ; OMC s.d.). Lors de la 18e conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique qui s'est tenue à Doha en décembre 2012, il a été décidé d'étendre le Protocole de Kyoto, principal accord mondial juridiquement contraignant sur le changement climatique, jusqu'en 2020. Les pays ont réitéré leur détermination à adopter en 2015 un nouveau « protocole, un autre instrument juridique ou une solution concertée ayant une force légale » devant prendre effet en 2020. Cependant, tout accord sur la structure du nouveau protocole et les mécanismes de financement a été remis à l'année prochaine. (Broder 2012 ; Harvey 2012)
- 2 Heller 2013.
- 3 Les biens publics mondiaux sont des biens publics dont les répercussions s'étendent par-delà les frontières. Ni les gouvernements nationaux, ni les marchés, pris séparément, ne peuvent produire une quantité suffisante de biens publics mondiaux ; c'est pourquoi il est nécessaire de prendre des mesures intergouvernementales collectives. Dans un monde où le commerce, les flux financiers, les ressources environnementales et la pollution transcendent de plus en plus les frontières nationales, la coopération multilatérale pour la mise à disposition de biens publics mondiaux devient indispensable au développement humain (Kaul 2013).
- 4 Tandis que les accords bilatéraux sont parfois désavantageux pour la partie la plus faible, les accords régionaux peuvent procurer aux régions les plus pauvres le moyen de négocier avec les plus riches.
- 5 Cette tactique s'appelle « réorientation des échanges ». Le fait de réduire les barrières tarifaires afin d'accroître le commerce est appelé « création d'échanges ». Voir Krugman (1991).
- 6 Voir Krugman (1991), qui avance par ailleurs qu'il est peu probable que l'incidence nette sur l'efficacité mondiale soit négative car les blocs commerciaux sont composés de pays voisins du point de vue géographique. Étant donné que ces pays seraient de toute façon des partenaires commerciaux s'il n'y avait pas d'accord spécial, les pertes issues de la réorientation des échanges sont faibles, tandis que les gains issus de la création d'échanges sont élevés.
- 7 La multilatéralisation du régionalisme requiert en outre l'harmonisation d'un grand éventail de réglementations commerciales (citons notamment la diversité des règles d'origine pour définir les contenus locaux) et l'extension d'accords régionaux pour inclure le plus de partenaires en développement possible. Ces concepts sont tirés de Baldwin (2007).
- 8 L'Organisation internationale pour les migrations (n'appartenant pas au système de l'ONU), est l'institution qui joue le rôle le plus important dans le domaine des questions migratoires à l'échelle mondiale. Forte de 146 États membres, elle est devenue un espace de débat incontournable sur le thème des migrations internationales.
- 9 PNUD 2009.
- 10 Hansen 2010.
- 11 Betts et autres 2013.
- 12 King, Richards et Tyldesley 2011.
- 13 PNUD 2011a.
- 14 Han 2012.
- 15 Leape 2012.
- 16 Leape 2012.
- 17 Romero et Broder 2012.
- 18 Glennie 2011.
- 19 OCDE 2011c.
- 20 G8 2005.
- 21 Ocampo 2010.
- 22 Les chefs de gouvernement s'adressent à l'Assemblée générale. 25 sept-1er oct. (UN News Service www.un.org/news/).
- 23 Au sommet du Groupe des 20 de Los Cabos en 2012, le Brésil, la Chine,

- l'Inde, la Russie et l'Afrique du Sud ont annoncé qu'ils contribueraient à hauteur de 75 milliards de dollars aux ressources du Fonds monétaire international. Ces fonds sont soumis à certaines conditions. On ne peut y faire appel que lorsque les ressources existantes sont largement entamées. Par ailleurs, les fonds sont octroyés en prévision de la mise en œuvre en temps et en heure de « toutes les réformes convenues en 2010 (...), notamment une réforme en profondeur du droit de vote et une réforme des quotes-parts ». (Chowla 2012).
- 24 Heller 2013.
- 25 Cette vidéo, qui a été visionnée plus de 100 millions de fois, est l'une des plus « virales » de tous les temps.
- 26 Chandhoke 2009 ; Heller 2013.
- 27 Ces limites prennent plusieurs formes (lois restrictives sur les organisations non gouvernementales, réglementation fiscale et monétaire, exigences d'inscription, etc.) et sont justifiées par le gouvernement sur la base de critères de sécurité nationale, de fautes comptables des organisations non gouvernementales, de coordination et de contrôle, entre autres. L'International Center for Non-profit Law et CIVICUS ont régulièrement observé et dénoncé cette situation dans le monde entier.
- 28 Castells 2003 ; Burawoy 2003.
- 29 C'est à Andrew Dobson, théoricien politique britannique, que l'on doit le concept d'« écocitoyenneté ». La pensée écologique implique une notion plus large de citoyenneté, qui comprend notamment l'objectif de réduire l'empreinte écologique. L'écocitoyenneté va au-delà de la responsabilité individuelle étant donné que la pensée écologique considère les citoyens à la fois comme des produits de leurs communautés et des éléments d'influence sur ces dernières (et leur écosystèmes) (Revkin 2012).
- 30 Chorev 2012.
- 31 Grabel 2013. Lamberte et Morgan (2012) offrent également un résumé utile.
- 32 Banque de réserve de l'Inde 2012.
- 33 Grabel 2013.
- 34 Ocampo et Titelman 2009.
- 35 Grabel 2013.
- 36 La Banque du Sud, créée en 2007 par le président du Venezuela, Hugo Chavez, a été officiellement lancée en 2009. Elle avait à l'origine des objectifs très ambitieux. Toutefois, à l'époque de son lancement en 2009, son mandat avait été réduit au financement de projets en Amérique du Sud (Chin 2010). Ses fonctions et buts précis font encore aujourd'hui l'objet de débats parmi ses États membres.
- 37 OCDE 2010a.
- 38 Baldwin 2006.
- 39 Voir Assemblée générale et Conseil de sécurité de l'ONU (2011), contenant la note conceptuelle sur la responsabilité de protéger, telle qu'évoquée par le gouvernement du Brésil.
- 40 Ministère indien des Affaires étrangères 2012.
- 41 Bhattacharya, Romani et Stern 2012.
- 42 Bhattacharya, Romani et Stern 2012.
- 43 Calculs du BRDH d'après les données de la Banque mondiale (2012a) concernant les dépenses moyennes de chaque pays de la région entre 2005 et 2010.
- 44 Selon les calculs du BRDH d'après les données de la Banque mondiale (2012a) concernant les réserves internationales. Étant donné que les réserves de devises jouent un rôle clé dans les politiques monétaires et de taux de change, il est peut-être trop ambitieux de s'attendre à ce qu'une plus grande proportion des réserves soit utilisée à d'autres fins.
- 45 Certains pays ont proposé une initiative mondiale sur l'infrastructure selon laquelle les pays riches canaliseront les fonds de placement vers les pays en développement, en générant un retour sur l'investissement supérieur à celui qu'ils obtiendraient chez eux (Harding 2012). Le même principe s'applique aux investissements des économies émergentes.
- 46 Bolton, Samama et Stiglitz 2011. La Norvège a offert un milliard de dollars au Brésil pour ses efforts de déforestation, bien qu'elle ne l'ait pas fait à travers son fonds souverain.
- 47 Les partenariats public-privé et les initiatives lancées par les collectivités peuvent eux aussi contribuer à élargir la portée et les effets des investissements des fonds souverains.
- 48 Voir Hamdani (2013) et la Commission du Sud (1990).
- 49 La Commission du Sud a officiellement vu le jour en 1987, après des années de discussions informelles entre les leaders du Sud. Le rapport de la Commission du Sud (1990) soulignait que les pays en développement avaient de nombreux problèmes et expériences en commun. Il affirmait que le Sud n'était pas bien organisé au niveau mondial et n'avait pas été capable de mobiliser de manière efficace son expertise, ses expériences communes et son pouvoir de négociation. Le rapport s'achevait par des suggestions pratiques à l'attention des décideurs concernés.
- 50 Mwase et Yang 2012.
- 51 L'OCDE 2010a.

Références

- Abdurazakov, A., A. Minsat, et J. Pineda. 2013.** « Implications of Education Policies in a Country's Demographic Prospects: Detailed Analysis of Demographic Trends Based on Projections by Lutz and KC. » Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- Abe, M. 2006.** « The Developmental State and Educational Advance in East Asia ». *Educate* 6 (1): 6–12.
- . **2012.** *African Economic Outlook 2012: Promoting Youth Employment*. Paris et Tunis.
- Agosin, M. 1997.** « Trade and Growth in Chile: Past Performance and Future Prospects ». Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine, International Trade Unit, Santiago. www.eclac.org/cgi-bin/getProd.asp?xml=/publicaciones/xml/4/4234/P4234.xml&xsl=/comercio/tpl-i/p9f.xsl&base=/comercio/tpl/top-bottom.xsl. Consulté le 15 mai 2012.
- Ahluwalia, M.S. 2002.** « Economic Reforms in India since 1991: Has Gradualism Worked? » *Journal of Economic Perspectives* 16 (3) : 67–88.
- Akyuz, Y. 2012.** « The Staggering Rise of the South ». Research Paper 44. South Center, Genève.
- Aleksynska, M., and O. Havrylchuk. 2011.** « FDI from the South: The Role of Institutional Distance and Natural Resources ». Working Paper 2011-05. Centre d'études prospectives et d'informations internationales, Paris. www.cepii.fr/anglaisgraph/workpap/pdf/2011/wp2011-05.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- Ali, S., and U. Dadush. 2012.** *In Search of the Global Middle Class: A New Index*. Washington, DC: Fondation Carnegie pour la paix internationale. http://carnegieendowment.org/files/middle_class-edited.pdf. Consulté le 4 octobre 2012.
- AMRO (ASEAN+3 Macroeconomic Research Office). 2012.** « The Joint Statement of the 15th ASEAN+3 Finance Ministers and Central Bank Governors' Meeting ». Manille. www.amro-asia.org/wp-content/uploads/2012/05/120503AFMGM+3-JS.pdf. Consulté le 31 mai 2012.
- Anand, S., and P. Segal. 2008.** « What Do We Know about Global Income Inequality? » *Journal of Economic Literature* 46 : 57–94.
- Anderson, L. 2011.** « Demystifying the Arab Spring: Parsing the Differences between Tunisia, Egypt, and Libya ». *Foreign Affairs* 90 (3): 2–7.
- APRI (Asia Pacific Regional Human Development Reports Initiative). 2003.** « Potential and Challenges in Human Development Reporting ». Report of the UNDP Training Workshop, 24–26 septembre 2003, Colombo, Sri Lanka. Bangkok, Centre régional de l'Asie-Pacifique du Programme des Nations Unies pour le développement.
- Arrighi, G. 2007.** « China's Market Economy in the Long Run ». In Ho-Fung Hung, ed., *China and the Transformation of Global Capitalism*. Baltimore, MD : Johns Hopkins University Press.
- Athukorala, P. 2011.** « Production Networks and Trade Patterns in East Asia: Regionalization or Globalization? » *Asian Economic Papers* 10 (1) : 65–95.
- Athukorala, P., et S. Waglé. 2011.** « Foreign Direct Investment in Southeast Asia: Is Malaysia Falling Behind? » *ASEAN Economic Bulletin* 28 (2) : 115–33.
- Atkinson, A. 2011.** « Public Economics after the Idea of Justice ». 1st Annual Amartya Sen Lecture, 5 septembre, La Haye, Pays-Bas. www.ethicsandtechnology.eu/images/uploads/1stAnnualAmartyaSenLecture_TonyAtkinson.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- . **2012.** « Public Economics in an Age of Austerity ». Agnar Sandmo Lecture, 12 janvier, Norwegian School of Economics and Business Administration, Bergen, Norvège.
- Atsmon, Y., P. Child, R. Dobbs, et L. Narasimhan. 2012.** « Winning the \$30 Trillion Decathlon: Going for Gold in Emerging Markets ». *McKinsey Quarterly*, août. www.mckinseyquarterly.com/Winning_the_30_trillion_decathlon_Going_for_gold_in_emerging_markets_3002. Consulté le 15 août 2012.
- Ayadi, M., G. Boulila, M. Lahouel, et P. Montigny. 2005.** « Pro-Poor Growth in Tunisia ». International Development and Strategies, Paris.
- BAD (Banque africaine de développement), OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), et UNECA (Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique). 2011.** *African Economic Outlook 2011: Africa and Its Emerging Partners*. Paris et Tunis.
- Baer, W. 2008.** *The Brazilian Economy: Growth and Development*. Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers.
- Baldwin, R.E. 2004.** « Openness and Growth: What's the Empirical Relationship? » In R.E. Baldwin et L.A. Winters, eds., *Challenges to Globalization: Analyzing the Economics*. Chicago, IL: University of Chicago Press. www.nber.org/chapters/c9548.pdf. Consulté le 6 août 2012.
- . **2006.** « Multilateralizing Regionalism: Spaghetti Bowls as Building Blocks on the Path to Global Free Trade ». *World Economy* 29 (11) : 1451–1518.
- . **2007.** « Ideas for a WTO Action Plan on Regionalism: Implications for Asia ». Post-event Statement. Asian Development Bank Institute Distinguished Speaker Seminar, 26 novembre, Tokyo. www.adbi.org/event/2366.dance.east.asia.reflections/. Consulté le 23 octobre 2012.
- Barro, R.J., et J.-W. Lee. 2010.** Educational Attainment Dataset. www.barrolee.com. Consulté le 5 mai 2012.
- BASD (Banque asiatique de développement). 2009.** *Annual Report 2009*. Vol. 1. Manille. www.adb.org/documents/adb-annual-report-2009. Consulté le 15 mai 2012.
- Becker, G., K. Murphy, et R. Tamura. 1990.** « Human Capital, Fertility, and Economic Growth ». *Journal of Political Economy* 98 (5) : S12–S37.
- Beeston, K. 2012.** « Time for Democracy 2.0? The Launch of the Manifesto For A Global Democracy ». *Global Policy Journal*, 5 juillet. www.globalpolicyjournal.com/blog/05/07/2012/time-democracy-20-launch-manifesto-global-democracy. Consulté le 28 décembre 2012.
- Bera, S., et S. Gupta. 2009.** « South-South FDI vs. North-South FDI: A Comparative Analysis in the Context of India ». Working Paper 238. Indian Council of Research in International Economic Relations, New Delhi. www.icrier.org/pdf/WorkingPaper238.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- Berg, J., et S. Cazes. 2007.** « The Doing Business Indicators: Measurement Issues and Political Implications ». Economic and Labour Market Paper 2007/6. Organisation internationale du Travail, Genève.
- Bertrand, M., et S. Mullainathan. 2003.** *Are Emily and Greg More Employable than Lakisha and Jamal? A Field Experiment on Labor and Market Discrimination*. Working Paper 9873. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research. www.nber.org/papers/w9873. Consulté le 15 mai 2012.
- Betts, A., J. Pranti, D. Sridhar, et N. Woods. 2013.** « Transforming Global Governance for the Twenty-First Century ». Human Development Research Paper. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York. www.spp.nus.edu.sg/docs/HDR-GEG2012-LKYSPP.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- Bhagwati, J., et Srinivasan, T. 2001.** « Outward-Orientation and Development: Are Revisionists Right? » Dans D. Lal et R. Snape, ed., *Trade, Development, and Political Economy*. London : Palgrave.
- Bhattacharya, A., M. Romani, et N. Stern. 2012.** « Infrastructure for Development: Meeting the Challenge ». Centre for Climate Change Economics and Policy, Londres. www.cceep.ac.uk/Publications/Policy/docs/PP-infrastructure-for-development-meeting-the-challenge.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- Bird, L.A. 1981.** *Costa Rica: A Country without an Army*. Bolton, Royaume-Uni : Leeds Northern Friends Peace Board.
- Bland, B. 2012.** « Vietnam's Factories Grapple with Growing Unrest ». *Financial Times*, 19 janvier www.ft.com/intl/cms/s/0/67380b5c-427e-11e1-97b1-00144feab49a.html. Consulté le 21 décembre 2012.
- Blanden, J., A. Goodman, P. Gregg, et S. Machin. 2005.** « Changes in Intergenerational Income Mobility in Britain ». Dans M. Corak, ed., *Generational Income Mobility in North America and Europe*. Cambridge, MA : Cambridge University Press.
- Blinder, A. 2006.** « Offshoring: The Next Industrial Revolution? » *Foreign Affairs* 85 (2) : 113.
- Block, F. 2008.** « Swimming Against the Current: The Rise of a Hidden Developmental State in the United States ». *Politics and Society* 36 (2) : 169–206.
- . **2013.** « Can the Path of the World's Richer Nations be Sustained? The Future of the U.S. Model ». Human Development Research Paper. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- Bloom, D.E., D. Canning, G. Fink, et J.E. Finlay. 2009.** « Fertility, Female Labor Force Participation, and the Demographic Dividend ». *Journal of Economic Growth* 14 (2) : 79–101.

- . 2012. « Microeconomic Foundations of the Demographic Dividend ». Working Paper 93. Harvard University, Program on the Global Demography of Aging, Cambridge, MA. www.hsph.harvard.edu/pgda/WorkingPapers/2012/PGDA_WVP_93.pdf. Consulté le 27 décembre 2012.
- Bloom, D.E., D. Canning, et J. Sevilla. 2003.** *The Demographic Dividend: A New Perspective on the Economic Consequences of Population Change*. Santa Monica, CA : Rand Corporation.
- . 2007. « The Effect of Health on Economic Growth: A Production Function Approach ». Working Paper 28. Harvard University, Program on the Global Demography of Aging, Cambridge, MA. www.hsph.harvard.edu/pgda/WorkingPapers/2007/PGDA_WVP_28.pdf. Consulté le 10 août 2012.
- Bolton, P, F. Samama, et J. Stiglitz. 2011.** *Sovereign Wealth Funds and Long-Term Investing*. New York : Columbia University Press.
- Bourguignon, F., F.H.G. Ferreira, et M. Menéndez. 2007.** « Inequality of Opportunity in Brazil ». *Review of Income and Wealth* 53 (4) : 585–618.
- Bourguignon, F., et C. Morrisson. 2002.** « Inequality among World Citizens: 1820–1992 ». *American Economic Review* 92 (4) : 727–744.
- BRAC. n.d.** « About BRAC Bangladesh ». www.brac.net/content/about-brac-bangladesh. Consulté le 15 mai 2012.
- Bradsher, K. 2010.** « China Leading Global Race to Make Clean Energy ». *The New York Times*, 30 January. www.nytimes.com/2010/01/31/business/energy-environment/31renew.html. Consulté le 15 mai 2012.
- Branczik, A. 2004.** « Humanitarian Aid and Development Assistance ». Beyond Intractability. www.beyondintractability.org/bi-essay/humanitarian-aid. Consulté le 15 mai 2012.
- Bräutigam, D. 2009.** *The Dragon's Gift: The Real Story of China in Africa*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Bremmer, I. 2012.** « Africa and the Power of the Pivot ». *The New York Times*, 14 mai. www.nytimes.com/2012/05/15/opinion/africa-and-the-power-of-the-pivot.html. Consulté le 15 mai 2012.
- Broder, J.M. 2012.** « Climate Talks Yield Commitment to Ambitious, but Unclear, Actions ». *The New York Times*, 8 décembre. www.nytimes.com/2012/12/09/science/earth/talks-on-climate-produce-promises-and-complaints.html. Consulté le 8 décembre 2012.
- Brookings Institution. 2012.** « Middle Class Measures ». Development, Aid and Governance Indicators. Washington, DC. www.brookings.edu/research/interactives/development-aid-governance-indicators. Consulté le 4 octobre 2012.
- Burawoy, M. 2003.** « For A Sociological Marxism: The Complementary Convergence of Antonio Gramsci and Karl Polanyi ». *Politics and Society* 31 (2): 193–261.
- Burd-Sharp, S., et K. Lewis. 2010.** *The Measure of America 2010–2011: Mapping Risks and Resilience*. New York : NYU Press.
- Cammett, M. 2007.** « Business-Government Relations and Industrial Change: The Politics of Upgrading in Morocco and Tunisia ». *World Development* 35 (11) : 1889–1903.
- Campante, F., et D. Chor. 2012.** « Why Was the Arab Spring Poised for Revolution? Schooling, Economic Opportunities, and the Arab Spring ». *Journal of Economic Perspectives* 26 (2) : 167–188.
- Castells, M. 2003.** *The Power of Identity*. Malden, MA : Blackwell.
- Castle, S., and M. Landler. 2008.** « After 7 Years, Talks Collapse on World Trade ». *The New York Times*, 30 juillet.
- Celasun, M. 1994.** « Trade and Industrialization in Turkey: Initial Conditions, Policy and Performance in the 1990s ». In G. Helleiner, ed., *Trade and Industrialization in Turbulent Times*. Londres : Routledge.
- Center for Systemic Peace. 2012.** « Global Conflict Trends: Measuring Systemic Peace ». Vienne, VA. www.systemicpeace.org/conflict.htm. Consulté le 15 mai 2012.
- Chandhoke, N. 2009.** « What Is the Relationship Between Participation and Representation? » Dans O. Törnquist, N. Webster, et K. Stokke, eds. *Rethinking Popular Representation*. New York : Palgrave Macmillan.
- Chang, H.J. 2010.** « How to 'Do' a Developmental State: Political, Organizational and Human Resource Requirements for the Developmental State ». Dans O. Edigheji, éd., *Constructing a Democratic Developmental State in South Africa, Potentials and Challenges*. Le Cap : HSRC Press.
- Chen, S., et M. Ravallion. 2012.** « More Relatively-Poor People in a Less Absolutely-Poor World ». Policy Research Working Paper 6114. Washington, DC, Banque mondiale.
- Cheng, H., Y. Hu, et J. Zhao. 2009.** « Meeting China's Water Shortage Crisis: Current Practices and Challenges ». *Environmental Science & Technology* 43 (2) : 240–244.
- Chibber, V. 1999.** « Building a Developmental State: The Korean Case Reconsidered ». *Politics & Society* 27 (3) : 309–346.
- Chin, G. 2010.** « Remaking the Architecture: The Emerging Powers, Self-Insuring and Regional Insulation ». *International Affairs* 86 (3) : 693–715.
- . 2012. « Responding to the Global Financial Crisis: The Evolution of Asian Regionalism and Economic Globalization ». Working Paper 343. Institut de la Banque asiatique de développement, Tokyo. www.adbi.org/working-paper/2012/01/31/4846.gfc.evolution.asian.regionalism.economic.globalization/. Consulté le 15 mai 2012.
- China Daily. 2012.** « Overseas M&A Deals Hit \$43b in 2011 ». 27 février. www.chinadaily.com.cn/bizchina/2012-02/27/content_14703801.htm. Consulté le 15 mai 2012.
- Chorev, N. 2012.** *The World Health Organization between North and South*. Ithaca, NY : Cornell University Press.
- Chowla, P. 2012.** « Spotlight G20: Does BRICS Money for the IMF Mean They Are Bailing Out Europe? » 21 juin. Triple Crisis: Global Perspectives on Finance, Development, and Environment. <http://triplecrisis.com/spotlight-g-20-does-brics-money-for-the-imf-mean-they-are-bailing-out-europe/>. Consulté le 8 décembre 2012.
- Chuhan-Pole, P., et M. Angwafo, eds. 2011.** *Yes Africa Can: Success Stories From A Dynamic Continent*. Washington, DC : Banque mondiale. http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resources/258643-1271798012256/YAC_Consolidated_Web.pdf. Consulté le 10 août 2012.
- Ciorciari, J. 2011.** « Chiang Mai Initiative, Multilateralization International Politics and Institution-Building in Asia ». *Asian Survey* 51 (5) : 926–952.
- Clapp, R.A. 1995.** « Creating Comparative Advantage: Forest Policy as Industrial Policy in Chile ». *Economic Geography* 71 (3) : 273–296.
- Cleland, J. 2002.** « Education and Future Fertility Trends with Special Reference to Mid-Transitional Countries ». Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Population Division, New York. www.un.org/esa/population/publications/completingfertility/RevisedCLELANDpaper.PDF. Consulté le 15 mai 2012.
- CNUCED (Conférence de Nations Unies sur le commerce et le développement).** *World Investment Report 2003: FDI Policies for Development: National and International Perspectives*. New York et Genève.
- . 2006. *A Case Study of the Salmon Industry in Chile*. New York et Genève. http://unctad.org/en/docs/iteiit200512_en.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- . 2011a. World Investment Report 2011 Annex Tables. <http://archive.unctad.org/Templates/Page.asp?intItemID=5823&lang=1>. Consulté le 15 mai 2012.
- . 2011b. « South-South Integration Is Key to Rebalancing the Global Economy ». Policy Brief 22. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Genève. http://unctad.org/en/Docs/presspb20114_en.pdf. Consulté le 2 novembre 2012.
- Cochrane, S.H. 1979.** *Fertility and Education: What Do We Really Know?* Baltimore, MD : Johns Hopkins University Press.
- Commission on Growth and Development. 2008.** *The Growth Report: Strategies for Sustained Growth and Inclusive Development*. Washington, DC : World Bank.
- Conseil de sécurités des Nations unies. 2011.** « Letter Dated 9 November 2011 from the Permanent Representative of Brazil to the United Nations Addressed to the Secretary-General ». Sixty-Sixth Session, Agenda Items 14 and 117. UN-Doc A/66/551-S/2011/701. www.un.int/brazil/speech/Concept-Paper-%20RwP.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- Cornia, G.A. 2004.** *Inequality, Growth and Poverty in an Era of Liberalization and Globalization*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Cour suprême de l'Inde. 2010.** « Society for Un-aided Private Schools of Rajasthan Petitioner(s) versus U.O.I. & Anr ». Supreme Court judgement of 12 April 2010 on Writ Petition (C) No. 95 of 2010.
- Dahal, S.H., H. Gazdar, S.I. Keethaponcalan, et P. Murthy. 2003.** « Internal Conflict and Regional Security in South Asia ». Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, Genève. www.unidir.org/pdf/ouvrages/pdf-1-92-9045-148-3-en.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- Dalton, R., A. Van Sickle, et S. Weldon. 2010.** « The Individual–Institutional Nexus of Protest Behaviour ». *British Journal of Political Science* 40 (1) : 51–73.
- Daniell, J., et A. Vervaeck. 2012.** « Damaging Earthquakes Database 2011—the Year in Review ». Center for Disaster Management and Risk Reduction Technology, Potsdam, Allemagne. http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Full_Report_3285.pdf.

- Das, G. 2000.** *India Unbound: The Social and Economic Revolution from Independence to the Global Information Age*. New York : Anchor Books.
- Davies, J.E. 2011.** « Washington's Growth and Opportunity Act or Beijing's Overarching Brilliance: Will African Governments Choose Neither? » *Third World Quarterly* 32 (6) : 1147–1163.
- De Hoyos, R., J.M. Martínez de la Calle, et M. Székely. 2009.** « Education and Social Mobility in Mexico ». Ministère mexicain de l'Éducation, Mexico. www.pegnet.ifw-kiel.de/activities/de_hoyos_de_la_calle_szekely2009.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- Deloitte. 2011.** « The Connected Archipelago: The Role of the Internet in Indonesia's Economic Development ». Deloitte Access Economics, Sydney. www.deloitte.com/view/en_gx/global/bde64a5db2134310VgnVCM1000001a56f00aRCRD.htm. Consulté le 15 mai 2012.
- . **2012a.** « Lateral Trades, Breathing Fire into the BRICS: China Outbound M&A Activity into Brazil, Russia, India and South Africa ». China Services Group, Beijing. www.deloitte.com.mx/documents/BoletinFactorChina/LateralTrades-BreathingFireintotheBRICS-English.pdf. Consulté le 21 juin 2012.
- . **2012b.** « Turkish Outbound M&A ». Corporate Finance, Istanbul. www.deloitte.com/assets/Dcom-Turkey/Local%20Assets/Documents/turkey_tr_mnaoutbound_27012012.pdf. Consulté le 10 mai 2012.
- DeLong, J.B. 2004.** « India since Independence: An Analytic Growth Narrative ». Dans D. Rodrik, éd., *Modern Economic Growth: Analytical Country Studies*. Princeton, NJ : Princeton University Press.
- Diamond, I., M. Newby, et S. Varle. 1999.** « Female Education and Fertility: Examining the Links ». Dans C. Bledsoe, J. Casterline, J. Johnson-Kuhn, et J. Haaga, eds., *Critical Perspectives on Schooling and Fertility in the Developing World*. Washington, DC : National Academy of Science Press.
- Dobbs, R., J. Remes, J. Manyika, C. Roxburgh, S. Smit, F. Schaefer. 2012.** *Urban World: Cities and the Rise of the Consuming Class*. New York : McKinsey Global Institute. www.mckinsey.com/insights/mgi/research/urbanization/urban_world_cities_and_the_rise_of_the_consuming_class. Consulté le 28 août 2012.
- Dolan, P., R. Layard, and R. Metcalfe. 2011.** *Measuring Subjective Well-Being for Public Policy*. Londres : UK Office for National Statistics.
- Dollar, D. 1992.** « Outward-Oriented Developing Countries Really Do Grow More Rapidly: Evidence from 95 LDCs, 1976–85 ». *Economic Development and Cultural Change* 40 (30) : 523–544.
- Done, K. 2011.** « Embraer Faces Headwinds ». *Financial Times*, 10 octobre.
- Drèze, J., et M. Murthi. 1999.** « Fertility, Education and Development: Further Evidence from India ». Research Paper DEDPS20. London School of Economics, Suntory and Toyota Centres for Economics and Related Disciplines, Londres, Royaume-Uni.
- Duhigg, C., and K. Bradsher. 2012.** « How the U.S. Lost Out on iPhone Work ». *The New York Times*, 21 janvier. www.nytimes.com/2012/01/22/business/apple-america-and-a-squeezed-middle-class.html. Consulté le 22 janvier 2012.
- Duhigg, C., et S. Greenhouse. 2012.** « Electronic Giant Vowing Reforms in China Plants ». *The New York Times*, 30 mars. www.nytimes.com/2012/03/30/business/apple-supplier-in-china-pledges-changes-in-working-conditions.html. Consulté le 15 mai 2012.
- The Economist. 2011a.** « The Magic of Diasporas ». 19 novembre. www.economist.com/node/21538742. Consulté le 15 mai 2012.
- . **2011b.** « South-North FDI: Role Reversal ». 24 septembre. www.economist.com/node/21528982. Consulté le 15 mai 2012.
- . **2012a.** « Indian Takeovers Abroad: Running with the Bulls ». 3 mars. www.economist.com/node/21548965. Consulté le 15 mai 2012.
- . **2012b.** « Points of Light ». 14 juillet. www.economist.com/node/21558591. Consulté le 4 novembre 2012.
- Edigheji, O. 2010.** *Constructing a Democratic Developmental State in South Africa: Potentials and Challenges*. Le Cap : HSRC Press.
- Edwards, S. 1998.** « Openness, Productivity, and Growth: What Do We Really Know? » *Economic Journal* 108 (447) : 383–398.
- Elson, D. 2002.** « Gender Justice, Human Rights and Neo-liberal Economic Policies ». dans M. Molyneux et S. Razavi, eds., *Gender Justice, Development and Rights*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Engerman, S.L., et K.L. Sokoloff. 2002.** *Factor Endowments, Inequality, and Paths of Development among New World Economies*. Working Paper 9259. Cambridge, MA : National Bureau of Economic Research. www.nber.org/papers/w9259. Consulté le 15 mai 2012.
- Essama-Nssah, B. 2011.** « Achieving Universal Primary Education through School Fee Abolition: Some Policy Lessons from Uganda ». Dans P. Chuhan-Pole et M. Angwafo, eds., *Yes Africa Can: Success Stories From A Dynamic Continent*. Washington, DC : Banque mondiale. http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resources/258643-1271798012256/YAC_Consolidated_Web.pdf. Consulté le 10 août 2012.
- Estevadeordal, A., B. Frantz, et A.M. Taylor. 2003.** « The Rise and Fall of World Trade, 1870–1939 ». *Quarterly Journal of Economics* 2 (118) : 359–407.
- Evans, P.B. 2010.** « Constructing the 21st Century Developmental State: Potentialities and Pitfalls ». Dans O. Edigheji, éd., *Constructing a Democratic Developmental State in South Africa: Potentials and Challenges*. Le Cap : HSRC Press.
- Fan, S., B. Nestorova, et T. Olofinbiyi. 2010.** « China's Agricultural and Rural Development: Implications for Africa ». China–Development Assistance Committee Study Group on Agriculture, Food Security and Rural Development, 27–28 avril, Bamako. www.ifpri.org/sites/default/files/publications/chinaafricadac.pdf. Consulté le 23 octobre 2012.
- Fan, S., et A. Saurkar. 2006.** « Public Spending in Developing Countries: Trends, Determination, and Impact ». Banque mondiale, Washington, DC. <http://siteresources.worldbank.org/EXTRESPUBEXSPANAAAGR/Resources/ifpri2.pdf>. Consulté le 23 octobre 2012.
- Felbermayr, G.J., et B. Jung. 2009.** « The Pro-Trade Effect of the Brain Drain: Sorting Out Confounding Factors ». *Economics Letters* 104 (2) : 72–75.
- Fine, D., A. van Wamelen, S. Lund, A. Cabral, M. Taoufik, N. Dörr, A. Leke, C. Roxburgh, J. Schubert, et P. Cook. 2012.** *Africa at Work: Job Creation and Inclusive Growth*. New York : McKinsey Global Institute. www.mckinsey.com/insights/mgi/research/africa_europe_middle_east/africa_at_work. Consulté le 23 septembre 2012.
- FitzGerald, V., F. Stewart, et R. Venugopal. 2006.** *Globalization, Violent Conflict and Self-Determination*. Basingstoke : Royaume-Uni : Palgrave Macmillan.
- FMI (Fonds monétaire international). 2010.** « IMF Executive Board Approves Major Overhaul of Quotas and Governance ». Press release 10/418. Washington, DC. www.imf.org/external/np/sec/pr/2010/pr10418.htm. Consulté le 15 mai 2012.
- Foley, C.F., et W. R. Kerr. 2011.** « Ethnic Innovation and U.S. Multinational Firm Activity ». Working Paper 12-006. Harvard Business School, Cambridge, MA. www.people.hbs.edu/foley/foleykerr.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- Foster, M., et P. Mijumbi. 2002.** « How, When and Why Does Poverty Get Budget Priority: Poverty Reduction Strategy and Public Expenditure in Uganda ». Case Study 1. Working Paper 163. Overseas Development Institute, Londres. www.odi.org.uk/resources/docs/2061.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- Frankel, J.A., et D. Romer. 1999.** « Does Trade Cause Growth? » *American Economic Review* 89 (3) : 379–399.
- Frenk, J., O. Gómez-Dantés, et F.M. Knaul. 2009.** « The Democratization of Health in Mexico: Financial Innovations for Universal Coverage ». *Bulletin of the World Health Organization* 87 (7) : 542–548.
- Fu, X. 2008.** « Foreign Direct Investment, Absorptive Capacity and Regional Innovation Capabilities in China ». *Oxford Development Studies* 36 (1) : 89–110.
- Fukuda-Parr, S. 2003.** « The Human Development Paradigm: Operationalizing Sen's Ideas on Capabilities ». *Feminist Economics* 19 (2–3) : 301–317.
- Fukuda Parr, S., C. Lopes, et K. Malik. 2002.** « Overview. Institutional Innovations for Capacity Development ». In *Capacity for Development: New Solutions to Old Problems*. Londres : Earthscan.
- G8 (Group of Eight). 2005.** « The Gleneagles Communiqué: Climate Change, Energy and Sustainable Development ». 8 juillet. www.unglobalcompact.org/docs/about_the_gc/government_support/PostG8_Gleneagles_Communique.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- Gallup. 2012.** Gallup World Poll Database. <http://worldview.gallup.com>. Consulté le 15 mai 2012.
- Galor, O. 2006.** « Economic Growth in the Very Long-Run ». Working Paper 2006-16. Brown University, Department of Economics, Providence, RI.
- GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). 2012.** *Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation*. GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press. http://ipcc-wg2.gov/SREX/images/uploads/SREX-All_FINAL.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- Giroux, S.C. 2008.** « Child Stunting Across Schooling and Fertility Transitions: Evidence from Sub-Saharan Africa ». DHS Working Paper 57. United States Agency for International Development, Washington, DC. <http://>

- pdf.usaid.gov/pdf_docs/PNADM570.pdf. Consulté le 21 décembre 2012.
- Glennie, J. 2011.** « Busan Has Been an Expression of Shifting Geopolitical Realities ». *The Guardian*, 2 December. www.guardian.co.uk/global-development/poverty-matters/2011/dec/02/busan-shifting-geopolitical-realities. Consulté le 15 mai 2012.
- Glewwe, P., et A.L. Kassouf. 2008.** « The Impact of the Bolsa Escola/Família: Conditional Cash Transfer Program on Enrollment, Grade Promotion and Drop-Out Rates in Brazil ». *Annals of the 36th Brazilian Economics Meeting of the Brazilian Association of Graduate Programs in Economics*. www.anpec.org.br/encontro2008/artigos/200807211140170-.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- Global Footprint Network. 2011.** « The National Footprint Accounts, 2011 Edition ». Oakland, CA. www.footprintnetwork.org/en/index.php/GFN/page/footprint_data_and_results/. Consulté le 15 mai 2012.
- Gooch, L. 2012.** « Seeking the Right to Be Female in Malaysia ». *The New York Times*, 5 octobre. www.nytimes.com/2012/10/06/world/asia/seeking-the-right-to-be-female-in-malaysia.html. Consulté le 21 décembre 2012.
- Gouvernement de l'Inde. 2009.** « The Right of Children to Free and Compulsory Education Act, 2009 ». *The Gazette of India*, 2009 : 35.
- Grabel, I. 2013.** « Financial Architectures and Development: Resilience, Policy Space, and Human Development ». Human Development Research Paper. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- Grameen Bank. n.d.** « A Short History of Grameen Bank ». www.grameen-info.org/index.php?option=com_content&task=view&id=19&Itemid=114. Consulté le 15 mai 2012.
- Green, G. 2010.** « Imagine There's No Army ». *Diplomat Magazine*, 1 septembre. www.diplomatmagazine.com/index.php?option=com_content&view=article&id=321&Itemid=. Consulté le 15 mai 2012.
- Guajardo, J., D. Leigh, et A. Pescatori. 2011.** « Expansionary Austerity: New International Evidence ». Working Paper WP/11/158. Fonds monétaire international, Washington, DC. www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2011/wp11158.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- Gupta, A., et H. Wang. 2012.** « India's Misguided China Anxiety ». *Businessweek*, 21 March. www.businessweek.com/printer/articles/14394-indias-misguided-china-anxiety. Consulté le 15 mai 2012.
- Hailu, D., et V. Veras Soares. 2008.** « Cash Transfers in Africa and Latin America: An Overview ». *Poverty in Focus 15*. International Poverty Centre for Inclusive Growth, Brasilia.
- Hamdani, K. 2013.** « The Challenge of the South ». Human Development Research Paper. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- Han, S. 2012.** « South Korean Parliament Approves Carbon Trading System ». *Bloomberg*, 2 mai. www.bloomberg.com/news/2012-05-02/south-korean-parliament-approves-carbon-trading-system.html. Consulté le 15 mai 2012.
- Hansen. R. 2010.** « An Assessment of Principal Regional Consultative Processes ». *Migration Research Series 38*. International Organization for Migration, Genève.
- Hanushek, E.A., D. Jamison, E. Jamison, et L. Woessmann. 2008.** « Education and Economic Growth ». *Education Next*, Spring. http://media.hoover.org/sites/default/files/documents/ednext_20082_62.pdf. Consulté le 8 août 2012.
- Harding, R. 2012.** « Interview: Justin Yifu Lin: Funding Developing World Infrastructure Could Buy Time for Europe to Reform, Hears Robin Harding ». *Financial Times*, 6 juin.
- Harrison, A., et A. Rodriguez-Clare. 2010.** « Trade, Foreign Investment and Industrial Policy for Developing Countries ». Dans D. Rodrik et M. Rosenzweig, eds., *Handbook of Development Economics*, Vol. 5. New York : North-Holland.
- Harvey, F. 2012.** « Doha Climate Change Deal Clears Way for 'Damage Aid' to Poor Nations ». *The Observer*, 8 décembre. www.guardian.co.uk/environment/2012/dec/08/doha-climate-change-deal-nations?intcmp=122. Consulté le 8 décembre 2012.
- Hausmann, R., J. Hwang, et D. Rodrik. 2007.** « What You Export Matters ». *Journal of Economic Growth* 12 (1) : 1–25.
- Hausmann, R., L. Pritchett, D. Rodrik. 2005.** « Growth Accelerations ». *Journal of Economic Growth* 10 (4) : 303–329.
- Hausmann, R., D. Rodrik, et A. Velasco. 2005.** « Growth Diagnostics ». Harvard University, John F. Kennedy School of Government, Cambridge, MA.
- Hausmann, R., et M. Székely. 2001.** « Inequality and the Family in Latin America ». Dans N. Birdsall, A.C. Kelley, et S. Sinding, eds., *Population Matters: Demographic Change, Economic Growth, and Poverty in the Developing World*. New York : Oxford University Press.
- Hazard, E., L. De Vries, M.A. Barry, A.A. Anouan, et N. Pinaud. 2009.** « The Developmental Impact of the Asian Drivers in Senegal ». *World Economy* 32 (11) : 1563–1585.
- Heilmann, S. 2008.** « Policy Experiments in China's Economic Rise ». *Studies in Comparative International Development* 43 (1) : 1–26.
- Heller, P. 2013.** « Civil Society and Social Movements in a Globalizing World ». Human Development Research Paper. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- Hiemstra-van der Horst, G. 2011.** « We Are Scared to Say No: Facing Foreign Timber Companies in Sierra Leone's Community Woodlands ». *Journal of Development Studies* 47 (4) : 574–594.
- HM Treasury. 2010.** *Spending Review*. Londres. http://cdn.hm-treasury.gov.uk/sr2010_completereport.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- Hoff, K. 2003.** « Paths of Institutional Development: A View from Economic History ». *World Bank Research Observer* 18 (2) : 205–226.
- Holland, D., et K. Portes. 2012.** « Self-Defeating Austerity? ». *National Institute Economic Review* 222 (1) : F4–F10.
- Hook, L. 2012.** « China's Post-90 Generation Make their Mark ». *The Financial Times*, 9 juillet. www.ft.com/intl/cms/s/0/4fcbab6c-c67d-11e1-963a-00144feabdc0.html. Consulté le 15 juillet 2012.
- Hook, L., and P. Clark. 2012.** « China's Wind Groups Pick up Speed ». *The Financial Times*, 15 juillet. www.ft.com/intl/cms/s/0/fb4bc872-c674-11e1-963a-00144feabdc0.html. Consulté le 15 juillet 2012.
- Hori, T. 2011.** « Educational Gender Inequality and Inverted U-Shaped Fertility Dynamics ». *Japanese Economic Review* 62 (1) : 126–150.
- Howell, J. 2004.** *Governance in China*. Lanham, MA : Rowman & Littlefield.
- Huntington, S. 1968.** *Political Order in Changing Societies*. Fredericksburg, VA : BookCrafters, Inc.
- Hussain, A., et N. Stern. 2006.** « Public Finance: The Role of the State and Economic Transformation in China: 1978–2020 ». *Comparative Studies* 26 : 25–55.
- Hvistendahl, M. 2011.** « Unnatural Selection ». *Psychology Today*, 5 juillet. www.psychologytoday.com/articles/201107/unnatural-selection. Consulté le 24 juillet 2012.
- ICTSD (International Centre for Trade and Sustainable Development). 2011.** « Brazil Pushes Forward with Currency Discussion at WTO ». *Bridges Weekly Trade News Digest* 15 (32) : 5–7. <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/114573/>.
- IIASA (International Institute for Applied Systems Analysis). 2008.** « Economic Growth in Developing Countries: Education Proves Key ». Policy Brief 03. Laxenburg, Autriche. www.iiasa.ac.at/Admin/PUB/policy-briefs/pb03-web.pdf. Consulté le 4 juin 2012.
- Iley, R.A., et M.K. Lewis. 2011.** « Has the Global Financial Crisis Produced a New World Order? ». *Accounting Forum* 35 (2) : 90–103.
- Institute for Economics and Peace. 2012.** « Global Peace Index Fact Sheet ». Sydney. www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2012/06/2012GPI-Fact-Sheet2.pdf. Consulté le 28 août 2012.
- Islam, I. 2002.** « Poverty, Employment and Wages: An Indonesian Perspective ». Organisation internationale du Travail, Recovery and Reconstruction Department, Genève.
- Ivanov, A., M. Collins, C. Grosu, J. Kling, S. Milcher, N. O'Higgins, B. Slay, et A. Zhelyazkova. 2006.** *At Risk: Roma and the Displaced in Southeast Europe*. Bratislava : Bureau régional pour l'Europe et la communauté d'États Indépendants du Programme des Nations Unies pour le développement.
- Ivanov, A., K. Mizsei, B. Slay, D. Mihailov, et N. O'Higgins. 2003.** *Avoiding the Dependency Trap: The Roma Human Development Report*. Bratislava : Bureau régional pour l'Europe et la communauté d'États Indépendants du Programme des Nations Unies pour le développement.
- Iyer, L. 2009.** « The Bloody Millennium: Internal Conflict in South Asia ». Working Paper 09-086. Harvard Business School, Cambridge, MA. www.hbs.edu/research/pdf/09-086.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- Jacob, R. 2012.** « Flagging Western Demand Drives China's Exporters to New Markets ». *Financial Times*, 13 juin. www.ftchinese.com/story/001045040/en/. Consulté le 15 mai 2012.
- Jenkins, J.C., et M. Wallace. 1996.** « The Generalized Action Potential of Protest Movements: The New Class,

- Social Trends and Political Exclusion Explanations ». *Sociological Forum* 11 (2) : 183–207.
- Jenkins, R., et A. Barbosa. 2012.** « Fear for Manufacturing? China and the Future of Industry in Brazil and Latin America ». *The China Quarterly* 209 : 59–81.
- Jones, R., et H. Kierzkowski. 2001.** « Horizontal Aspects of Vertical Fragmentation ». Dans L. Cheng and H. Kierzkowski, eds., *Global Production and Trade in East Asia*. Norwell, MA : Kluwer Academic Publishers.
- Justino, P. 2008.** « Tackling Civil Unrest: Policing or Redistribution? » MICROCON Policy Briefing Paper 2. Institute of Development Studies, Brighton, Royaume-Uni. http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1141142&http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1141142. Consulté le 15 mai 2012.
- Kabananukye, K. I. B., A. E.K. Kanbananukye, J. Krishnamurty, et D. Owomugasho. 2004.** « Economic Growth, Employment, Poverty and Pro-Poor Policies in Uganda ». Issues in Employment and Poverty Discussion Paper 16. Organisation internationale du travail, Genève. www.ilo.org/employment/Whatwedo/Publications/WCMS_120732/lang-en/index.htm. Consulté le 24 septembre 2012.
- Kabeer, N., et S. Mahmud. 2004.** « Rags, Riches and Women Workers: Export Oriented Garment Manufacturing in Bangladesh ». Dans M. Carr, ed., *Chains of Fortune: Linking Women Producers and Workers with Global Markets*. Londres: Commonwealth Secretariat.
- Kahneman, D., et A. Krueger. 2006.** « Developments in the Measurement of Subjective Well-Being ». *Journal of Economic Perspectives* 20 (21) : 3–24.
- Kamau, P., D. McCormick, et N. Pinaud. 2009.** « The Developmental Impact of Asian Drivers on Kenya with Emphasis on Textiles and Clothing Manufacturing ». *World Economy* 32 (11) : 1586–1612.
- Kaminski, B., et F. Ng. 2006.** « Turkey's Evolving Trade Integration into Pan-European Markets ». Working Paper 3908. World Bank, Development Research Group, Washington, DC. http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1294804. Consulté le 15 mai 2012.
- Kanbur, R. 2004.** « Growth, Inequality and Poverty: Some Hard Questions ». Commentary prepared for the State of the World Conference at the Princeton Institute for International and Regional Studies, 13–14 février, Princeton, NJ. www.arts.cornell.edu/poverty/kanbur/GrolneqPov.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- Kaplinsky, R. 2008.** « What Does the Rise of China do for Industrialisation in Sub-Saharan Africa? » *Review of African Political Economy* 35 (1) : 7–22.
- Kaplinsky, R., and M. Morris. 2009.** « The Asian Drivers and SSA: Is There a Future for Export-Oriented African Industrialization? » *The World Economy* 32 (11) : 1638–1655.
- Kaplinsky, R., A. Terheggen, and J. Tijaja. 2011.** « China as a Final Market: The Gabon Timber and Thai Cassava Value Chains ». *World Development* 39 (7) : 1177–1190.
- Karimuddin, A. 2011.** « MarkPlus Insight Survey: Indonesia Has 55 Million Internet Users ». *DailySocial.net*, 1er novembre. <http://dailysocial.net/en/2011/11/01/markplus-insight-survey-indonesia-has-55-million-internet-users/>. Consulté le 15 mai 2012.
- Kaul, I. 2013.** « The Rise of the Global South: Implications for the Provisioning of Global Public Goods ». Human Development Research Paper. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- Keohane, R., et D. Victor. 2010.** « The Regime Complex for Climate Change ». Discussion Paper 10-33. Harvard University, John F. Kennedy School of Government, Harvard Project on International Climate Agreements. http://belfercenter.ksg.harvard.edu/files/Keohane_Victor_Final_2.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- Keynes, J.M. 1937.** « How to Avoid a Slump ». *The Times*, 12–14 janvier. Reprinted in *The Collected Writings of John Maynard Keynes* Vol. 21. Londres : Macmillan.
- Khan, A.R. 2005.** « Growth, Employment and Poverty: An Analysis of the Vital Nexus Based on Some Recent UNDP and ILO/SIDA Studies ». Issues in Employment and Poverty Discussion Paper 19. IBureau international du travail, Genève. www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_120683.pdf. Consulté le 24 septembre 2012.
- Kharas, H., K. Makino, et W. Jung, eds. 2011.** *Catalyzing Development: A New Vision of Aid*. Washington, DC : Brookings Institution Press.
- King, D., K. Richards, et S. Tyldesley. 2011.** « International Climate Change Negotiations: Key Lessons and Next Steps ». University of Oxford, Smith School of Enterprise and the Environment, Royaume-Uni. www.smithschool.ox.ac.uk/wp-content/uploads/2011/03/Climate-Negotiations-report_Final.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- Kraemer, K., G. Linden, et J. Dedrick. 2011.** « Capturing Value in Global Networks: Apple's iPad and iPhone ». University of California, Irvine, University of California, Berkeley, and Syracuse University, NY. http://pcic.merage.uci.edu/papers/2011/Value_iPad_iPhone.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- Kragelund, P. 2013.** « New Development Partnerships ». Human Development Research Paper. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- Krueger, A.B., et D.A. Schkade. 2008.** « The Reliability of Subjective Well-Being Measures ». *Journal of Public Economics* 92 (8–9): 1833–1845.
- Krugman, P. 1991.** « The Move Towards Free Trade Zones ». Symposium of the Federal Reserve Bank of Kansas City, 22–24 août, Jackson Hole, WY. www.kansascityfed.org/publicat/sympos/1991/S91krugm.pdf. Consulté le 23 octobre 2012.
- Kugler, M., et H. Rapoport. 2011.** « Migration, FDI, and the Margins of Trade ». Working Paper 222. Harvard University, Center for International Development, Cambridge, MA.
- LaFraniere, S. 2011.** « Five Days Later, Chinese Concede Design Flaw Had Role in Wreck ». *The New York Times*, 28 juillet. www.nytimes.com/2011/07/29/world/asia/29trains.html. Consulté le 15 mai 2012.
- Lamberte, M., et P.J. Morgan. 2012.** « Regional and Global Monetary Cooperation ». Working Paper 346. Institut de la Banque asiatique de développement, Tokyo. www.adbi.org/working-paper/2012/02/21/5006.regional.global.monetary.cooperation/. Consulté le 15 mai 2012.
- Lautier, M. 2008.** « Export of Health Services from Developing Countries: The Case of Tunisia ». *Social Science and Medicine* 67 : 101–110.
- Leape, J. 2012.** « It's Happening, But Not in Rio ». *The New York Times*, 24 June. www.nytimes.com/2012/06/25/
- opinion/action-is-happening-but-not-in-rio.html. Consulté le 24 juin 2012.
- Li, J. 2010.** « Decarbonising Power Generation in China—Is the Answer Blowing in the Wind? » *Renewable and Sustainable Energy Reviews* 14 (4) : 1154–1171.
- López-Calva, L., et N. Lustig, eds. 2010.** *Declining Inequality in Latin America: A Decade of Progress?* Harrisonburg, VA : RR Donnelley.
- Luedi, T. 2008.** « China's Track Record in M&A ». *McKinsey Quarterly*, juin. www.mckinseyquarterly.com/Chinas_track_record_in_MA_2151. Consulté le 15 mai 2012.
- Lutz, W., et S. KC. 2013.** « Demography and Human Development: Education and Population Projections ». Human Development Research Paper. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- Maddison, A. 2010.** *Statistics on World Population, GDP and Per Capita GDP, 1–2008 AD*. Groningen Growth and Development Centre, Pays-Bas. www.ggdc.net/MADDISON/oriindex.htm. Consulté le 15 mai 2012.
- Malik, M. 2006.** « Bilateral Investment Treaties of South Asian States: Implications for Development ». Programme des Nations Unies pour le développement, Asia-Pacific Trade and Investment Initiative, Colombo.
- . 2012. *Why Has China Grown So Fast For So Long?* New Delhi : Oxford University Press India.
- Martin, T.C., et F. Juarez. 1995.** « The Impact of Women's Education on Fertility in Latin America: Searching for Explanations ». *International Family Planning Perspectives* 12 (2) : 52–57, 80.
- Milanović, B. 2009.** « Global Inequality and the Global Inequality Extraction Ratio ». Policy Research Working Paper 5044. Banque mondiale, Development Research Group, Poverty and Inequality Team, Washington, DC. http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/2009/09/09/000158349_20090909092401/Rendered/PDF/WPS5044.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- . 2010. *The Haves and the Have-Nots: A Brief and Idiosyncratic History of Global Inequality*. New York: Basic Books.
- Milanović, B., et S. Yitzhaki. 2002.** « Decomposing World Income Distribution: Does the World Have a Middle Class? » *Review of Income and Wealth* 48(2) : 155–178.
- Ministère indien des Affaires étrangères. 2012.** « Fourth BRICS Summit – Delhi Declaration ». 29 mars. New Delhi. www.mea.gov.in/mystart.php?id=190019162. Consulté le 15 mai 2012.
- Ministère indien des finances. 2012.** « Human Development ». Dans *Economic Survey 2011–2012*. New Delhi. www.indiabudget.nic.in/es2011-12/echap-13.pdf. Accessed 15 May 2012.
- Moyo, D. 2012.** « Beijing, a Boon for Africa ». *The New York Times*, 27 juin. www.nytimes.com/2012/06/28/opinion/beijing-a-boon-for-africa.html. Consulté le 28 août 2012.
- Mwase, N., et Y. Yang. 2012.** « BRICS' Philosophies for Development Financing and Their Implications for LICs ». Working Paper WP/12/74. Fonds monétaire international, Washington, DC.
- Nagel, T. 1974.** « What Is It Like To Be a Bat? » *The Philosophical Review* 83 (4) : 435–450.

- Naqvi, H., et V.V. Acharya. 2012.** « Bank Liquidity and Bubbles: Why Central Banks Should Lean Against Liquidity. In D. Evanoff, G. Kaufman, and A.G. Malliaris, eds., *New Perspectives on Asset Price Bubbles: Theory, Evidence and Policy*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Nations Unies. 2012a.** « The State of South-South Cooperation: Report of the Secretary-General ». Sixty-Seventh Session of the General Assembly. New York.
- . **2012b.** *The Millennium Development Goals Report 2012*. New York. www.un.org/millenniumgoals/pdf/MDG%20Report%202012.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- Nayyar, D. 2012.** « Macroeconomics and Human Development ». *Journal of Human Development and Capabilities* 13 (1) : 7–30.
- NEAC (Malaysia National Economic Advisory Council). 2010.** « New Economic Model for Malaysia, Parts 1 and 2 ». Kuala Lumpur.
- Nielsen H., et A. Spenceley. 2011.** « The Success of Tourism in Rwanda: Gorillas and More ». Dans P. Chuhan-Pole et M. Angwafo, eds., *Yes Africa Can: Success Stories from a Dynamic Continent*. Washington, DC : World Bank. http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resources/258643-1271798012256/YAC_Consolidated_Web.pdf. Consulté le 10 août 2012.
- Ocampo, J.A. 2010.** « Rethinking Global Economic and Social Governance ». *Journal of Globalization and Development* 1 (1).
- Ocampo J.A., S. Griffith-Jones, A. Noman, A. Ortiz, J. Vallejo, et J. Tyson. 2010.** « The Great Recession and the Developing World ». Paper presented at the conference on Development Cooperation in Times of Crisis and on Achieving the MDGs, 9–10 juin, Madrid.
- Ocampo, J.A., et D. Titelman. 2009.** « Subregional Financial Cooperation: the South American Experience ». *Journal of Post-Keynesian Economics* 32 (2) : 249–68.
- . **2012.** « Regional Monetary Cooperation in Latin America ». Columbia University, Initiative for Policy Dialogue, New York, et la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, Division du financement pour le développement, Santiago.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). 2006.** *Promoting Pro-Poor Growth: Agriculture*. Paris. www.oecd.org/dac/povertyreduction/37922155.pdf. Consulté le 23 octobre 2012.
- . **2007.** « Economic Survey of India, 2007 ». *OECD Observer*, octobre. Policy Brief. www.oecd.org/economy/economicsurveysandcountryveillance/39452196.pdf. Consulté le 6 août 2012.
- . **2010a.** *Perspectives on Global Development 2010: Shifting Wealth*. Paris.
- . **2010b.** *PISA 2009 Results: What Students Know and Can Do*. Vol. I. Paris. www.oecd.org/dataoecd/10/61/48852548.pdf. Consulté le 24 juillet 2012.
- . **2011a.** « Brazil ». In *Agricultural Policy Monitoring and Evaluation 2011*. Paris. www.oecd-ilibrary.org/agriculture-and-food/agricultural-policy-monitoring-and-evaluation-2011/brazil_agr_pol-2011-22-en. Consulté le 23 octobre 2012.
- . **2011b.** *Divided We Stand: Why Inequality Keeps Rising*. Paris.
- . **2011c.** « Busan Partnership for Effective Development Cooperation ». Paris. www.oecd.org/dac/aideffectiveness/busanpartnership.htm. Consulté le 24 juillet 2011.
- Ofori-Akpan, K. 2011.** « Mobile Phone Revolution in Ghana's Cocoa Industry ». *International Journal of Business and Social Science* 2 (13) : 91–99.
- OIT (Organisation internationale du Travail). 2012.** *World of Work Report 2012: Better Jobs for a Better Economy*. Genève. www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-dgreports/-dcomm/-publ/documents/publication/wcms_179453.pdf. Consulté le 4 juin 2012.
- . **2011a.** « New Growth Drivers for Low-Income Countries: The Role of BRICs ». Strategy, Policy, and Review Department, Washington, DC. www.imf.org/external/np/pp/eng/2011/011211.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- . **2011b.** *World Economic Outlook*. Washington, DC. www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2011/02/. Consulté le 15 mai 2012.
- OMC (Organisation mondiale du commerce). n.d.** « The Doha Round ». www.wto.org/english/tratop_e/dda_e/dda_e.htm. Consulté le 28 décembre 2012.
- Osmani, S.R. 2005.** « The Employment Nexus between Growth and Poverty: An Asian Perspective ». Swedish International Development Cooperation Agency, Stockholm.
- Osmani, S.R., W. Mahmud, B. Sen, H. Dagdeviren, et A. Seth. 2006.** « The Macroeconomics of Poverty Reduction: The Case Study of Bangladesh ». Programme des Nations Unies pour le développement, Programme régional Asie-Pacifique sur la macroéconomie de la réduction de la pauvreté, New York.
- Pardee Center for International Futures. 2013.** « Development-Oriented Policies and Alternative Human Development Paths ». Background paper for the 2013 *Human Development Report*. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.
- Park, K. 2011.** « New Development Partners and a Global Development Partnership ». Dans H. Kharas, K. Makino, et W. Jung, eds., *Catalyzing Development: A New Vision for Aid*. Washington, DC : Brookings Institution Press.
- Pasha, H.A., et T. Palanivel. 2004.** « Pro-Poor Growth and Policies: The Asian Experience ». Programme des Nations Unies pour le développement, Programme régional Asie-Pacifique sur la macroéconomie de la réduction de la pauvreté, New York.
- Pinker, S. 2011.** « Violence Vanquished ». *The Wall Street Journal*, 24 septembre. <http://online.wsj.com/article/SB1000142405311904106704576583203589408180.html>. Consulté le 15 mai 2012.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). 1991.** *Human Development Report 1991*. New York : Oxford University Press.
- . **1993.** *Human Development Report 1993*. New York : Oxford University Press.
- . **1994.** *Human Development Report 1994*. New York : Oxford University Press.
- . **1995.** *Human Development Report 1995*. New York : Oxford University Press.
- . **1996.** *Human Development Report 1996*. New York : Oxford University Press.
- . **2008.** *China Human Development Report 2007/08: Access for All: Basic Public Services for 1.3 Billion People*. Beijing : China Translation and Publishing Corporation.
- . **2009.** *Human Development Report 2009: Overcoming Barriers: Human Mobility and Development*. New York : Palgrave Macmillian.
- . **2010a.** *Human Development Report 2010: The Real Wealth of Nations: Pathways to Human Development*. New York : Oxford University Press.
- . **2010b.** *Regional Human Development Report for Latin America and the Caribbean 2010: Acting on the Future: Breaking the Intergenerational Transmission of Inequality*. New York.
- . **2010c.** *China Human Development Report 2009/10: China and A Sustainable Future: Towards a Low Carbon Economy and Society*. Beijing : China Translation and Publishing Corporation.
- . **2011a.** *Human Development Report 2011: Sustainability and Equality: A Better Future for All*. New York : Palgrave Macmillian.
- . **2011b.** *Regional Human Development Report: Beyond Transition: Towards Inclusive Societies*. Bratislava.
- . **2012.** *Caribbean Human Development Report 2012: Human Development and the Shift to Better Citizen Security*. New York.
- Polanyi, K. 1944.** *The Great Transformation*. New York : Rinehart.
- Population Reference Bureau. 2000.** « Is Education the Best Contraceptive? » Policy Brief. Population Reference Bureau, Washington, DC. www.prb.org/Publications/PolicyBriefs/IsEducationtheBestContraceptive.aspx. Consulté le 15 mai 2012.
- Psacharopoulos G., et Z. Zannatos. 1992.** « Latin American Women's Earnings and Participation in the Labor Force ». Working Paper 856. World Bank, Washington, DC. http://econ.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64165259&theSitePK=469372&piPK=64165421&menuPK=64166322&entityID=000009265_3961002093302. Consulté le 15 mai 2012.
- Radelet, S., J. Sachs, et J.-W., Lee. 1997.** « Economic Growth in Asia ». Development Discussion Paper 609. Harvard Institute for International Development, Cambridge, MA.
- Ranis, G., et F. Stewart. 2005.** « Dynamic Links Between the Economy and Human Development ». Working Paper 8. Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, New York. www.un.org/esa/desa/papers/2005/wp8_2005.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- Ratha, D., et W. Shaw. 2007.** « South-South Migration and Remittances ». Working Paper 102. Banque mondiale, Washington, DC. <http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1110315015165/SouthSouthMigrationandRemittances.pdf>. Consulté le 15 mai 2012.
- Ravallion, M. 2009.** « A Comparative Perspective on Poverty Reduction in Brazil, China and India ». Policy Research Working Paper 5080. Banque mondiale, Washington, DC. <http://econ.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64165259&theSitePK=469382&piPK=64165421&menuPK>

=64166093&entityID=000158349_20091130085835.
Consulté le 15 mai 2012.

REN21 (Renewable Energy Policy Network for the 21st Century). 2012. *Renewables Global Status Report*. Paris. www.map.ren21.net/GSR/GSR2012.pdf. Consulté le 15 mai 2012.

Reserve Bank of India. 2012. « Reserve Bank of India Announces SAARC Swap Arrangement ». Press Release, 16 mai. Mumbai. www.rbi.org.in/scripts/BS_PressReleaseDisplay.aspx?prid=26475. Consulté le 15 mai 2012.

Revin, A. 2012. « Beyond Rio: Pursuing 'Ecological Citizenship.' » *The New York Times*, 25 juin. <http://dotearth.blogs.nytimes.com/2012/06/25/beyond-rio-pursuing-ecological-citizenship/>. Consulté le 25 juin 2012.

Ribas, R., V. Veras Soares, et G. Hirata. 2008. « The Impact of CCTs: What We Know and What We Are Not Sure About ». *Poverty in Focus 15*. International Poverty Centre for Inclusive Growth, Brasília.

Rockström, J., W. Steffen, K. Noone, Å. Persson, F.S. Chapin, III, E. Lambin, T.M. Lenton, M. Scheffer, C. Folke, H. Schellnhuber, B. Nykvist, C.A. De Wit, T. Hughes, S. van der Leeuw, H. Rodhe, S. Sörlin, P.K. Snyder, R. Costanza, U. Svedin, M. Falkenmark, L. Karlberg, R.W. Corell, V.J. Fabry, J. Hansen, B. Walker, D. Liverman, K. Richardson, P. Crutzen, et J. Foley. 2009. « Planetary Boundaries: Exploring the Safe Operating Space for Humanity ». *Ecology and Society* 14 (2). www.ecologyandsociety.org/vol14/iss2/art32/. Consulté le 15 mai 2012.

Rodriguez, F., et D. Rodrik. 2001. « Trade Policy and Economic Growth: A Skeptic's Guide to the Cross-National Evidence ». *NBER Macroeconomics Annual 2000* 15 : 261–338.

Rodrik, D. 1998. *Democracies Pay Higher Wages*. Working Paper 6364. Cambridge, MA : National Bureau of Economic Research.

———. 2001. « The Global Governance of Trade as if Development Really Mattered ». Background Paper prepared for the United Nations Development Programme. www.wcfia.harvard.edu/sites/default/files/529_Rodrik5.pdf. Consulté le 6 août 2012.

———. 2004. « Industrial Policy for the Twenty-first Century ». Draft prepared for the United Nations Industrial Development Organization. Harvard University, John F. Kennedy School of Government, Cambridge, MA. www.hks.harvard.edu/fs/drodrik/Research%20papers/UNIDOSep.pdf. Consulté le 6 août 2012.

———. 2005. « Notes on Trade and Industrialization Policy, in Turkey and Elsewhere ». *METU Studies in Development* 32 (1) : 259–274.

———. 2006. *The Social Cost of Foreign Exchange Reserves*. Working Paper 11952. Cambridge, MA : National Bureau of Economic Research. www.nber.org/papers/w11952. Consulté le 15 mai 2012.

———. 2011. *The Globalization Paradox: Democracy and the Future of the World Economy*. New York : W.W. Norton.

———. 2012. « Global Poverty amid Global Plenty: Getting Globalization Right ». *Americas Quarterly*, Spring : 40–45.

Romero, S. 2012. « Brazil Gains Business and Influence as It Offers Aid and Loans in Africa ». *The New York Times*, 7 août. www.nytimes.com/2012/08/08/world/americas/

brazil-gains-in-reaching-out-to-africa.html. Consulté le 8 août 2012.

Romero, S., et J.M. Broder. 2012. « Progress on the Sidelines as Rio Conference Ends ». *The New York Times*, 23 juin. www.nytimes.com/2012/06/24/world/americas/rio20-conference-ends-with-some-progress-on-the-sidelines.html. Consulté le 4 novembre 2012.

Rose, P. 1995. « Female Education and Adjustment Programs: A Cross-Country Statistical Analysis ». *World Development* 23 (11) : 1931–1949.

Rosenfeld, R., S. Messner, et E. Baumer. 2001. « Social Capital and Homicide ». *Social Forces* 80 (1) : 283–310.

Royaume-Uni, cabinet du vice-premier ministre, unité d'exclusion sociale. 2002. « Reducing Re-Offending by Ex-Prisoners ». London. www.thelearningjourney.co.uk/file.2007-10-01.1714894439/file_view. Consulté le 15 mai 2012.

Sachs, J.D., et A. Warner. 1995. « Economic Reform and the Process of Global Integration ». *Brookings Papers on Economic Activity* 1 : 1–118.

Sala-i-Martin, X. 2006. « The World Distribution of Income: Falling Poverty and . . . Convergence, Period ». *Quarterly Journal of Economics* 121 (2) : 351–397.

Samake, I., et Y. Yang. 2011. « Low-Income Countries' BRIC Linkage: Are There Growth Spillovers? » Working Paper 11/267. Fonds monétaire international, Washington, DC. www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2011/wp11267.pdf. Consulté le 15 mai 2012.

Sen, A. 2007. « Unity and Discord in Social Development ». Keynote lecture delivered at the 15th Symposium of the International Consortium for Social Development at the Polytechnic University of Hong Kong, 16–20 juillet, Hong Kong, China (SAR).

———. 2012. « A Crisis of European Democracy ». *The New York Times*, 22 mai. www.nytimes.com/2012/05/23/opinion/the-crisis-of-european-democracy.html. Consulté le 15 juillet 2012.

Serbessa, D.D. 2002. « Differential Impact of Women's Educational Level on Fertility in Africa: The Case of Ethiopia ». Hiroshima University, Japan. http://home.hiroshima-u.ac.jp/cice/e-forum/69Differential%20Impact%20Ed%20on%20Pop%20_Final_.pdf. Consulté le 15 mai 2012.

Serra, N., et J. E. Stiglitz. 2008. *The Washington Consensus Reconsidered: Towards a New Global Governance*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.

Sharma, R. 2012. *Breakout Nations: In Pursuit of the Next Economic Miracles*. New York : W.W. Norton.

Sivananthiran, A., et C.S. Venkata Ratnam, eds. 2005. *Informal Economy: The Growing Challenge for Labor Administration*. Genève : Bureau international du travail.

Smith, A. 1776. *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*. New York : Modern Library.

Sobhan, R. 2010. *Challenging the Injustice of Poverty*. Washington, DC : Sage.

———. 2013. « Commentary on Financial Architectures and Development: Resilience, Policy Space, and Human Development in the Global South by Prof. Ilene Grabel ». Human Development Research Paper. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du rapport humain sur le développement, New York.

Socialbakers.com. 2012. Facebook Statistics by Country. www.socialbakers.com/facebook-statistics/. Consulté le 15 mai 2012.

Sonobe, T., J.E. Akoten, et K. Otsuka. 2009. « An Exploration into the Successful Development of the Leather-Shoe Industry in Ethiopia ». *Review of Development Economics* 13 (4) : 719–736.

South Commission. 1990. *The Challenge to the South: The Report of the South Commission*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press. www.southcentre.org/files/Old%20Books/The%20Challenge%20to%20the%20Southresized.pdf. Consulté le 23 octobre 2012.

Ssewanyana, S., J.M. Matovu, et E. Twimukye. 2011. « Building on Growth in Uganda ». In P. Chuhan-Pole and M. Angwafo, eds., *Yes Africa Can: Success Stories From A Dynamic Continent*. Washington, DC: World Bank. http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resources/258643-1271798012256/YAC_Consolidated_Web.pdf. Consulté le 10 août 2012.

Stads, G.-J., et N.M. Beintema. 2009. *Public Agricultural Research in Latin America and the Caribbean: Investment and Capacity Trends*. ASTI Synthesis Report. Washington : International Food Policy Research Institute. www.asti.cgiar.org/pdf/LAC_Syn_Report.pdf. Consulté le 23 octobre 2012.

Stern, N. 2003. « Public Policy for Growth and Poverty Reduction ». *CESifo Economic Studies* 49 (1) : 5–25.

———. 2006. *The Stern Review Report on the Economics of Climate Change*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.

Stewart, F. 2013. « Capabilities and Human Development: Beyond the Individual: The Critical Role of Social Institutions and Social Competencies ». Human Development Research Paper. Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du rapport humain sur le développement, New York.

Stiglitz, J.E. 2012. « Macroeconomic Fluctuations, Inequality, and Human Development ». *Journal of Human Development and Capabilities* 13 (1) : 31–58.

Stiglitz, J.E., A. Sen, et J.-P. Fitoussi. 2009. *Report by the Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress*. Paris : Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress.

Subramanian, A., et D. Roy. 2001. « Who Can Explain the Mauritian Miracle: Meade, Romer, Sachs, or Rodrik? » Working Paper 01/116. International Monetary Fund, Washington, DC. www.imf.org/external/pubs/cat/longres.cfm?sk=15215.0. Consulté le 15 mai 2012.

Suri, T., M.A. Booser, G. Ranis, et F. Stewart. 2011. « Paths to Success: The Relationship between Human Development and Economic Growth ». *World Development* 39 (4) : 506–522.

Tangcharoensathien, V., W. Patcharanarumol, P. Ir, S.M. Aljunid, A.G. Mukti, K. Akkhavong, E. Banzon, D.B. Huang, H. Thabrany, et A. Mills. 2011. « Health-Financing Reforms in Southeast Asia: Challenges in Achieving Universal Coverage ». *The Lancet* 377 (9768) : 863–873.

Taylor, C.E., J.S. Newman, et N.U. Kelly. 1976. « The Child Survival Hypothesis ». *Population Studies* 30 (2) : 263–278.

- Tejada, C. 2012.** « China Cancels Waste Project after Protests Turn Violent ». *Wall Street Journal*, 28 juillet. <http://business.newsplurk.com/2012/07/china-cancels-waste-project-after.html>. Consulté le 21 décembre 2012.
- Thorp, R., et M. Paredes. 2011.** *Ethnicity and the Persistence of Inequality: The Case of Peru*. Basingstoke, Royaume-Uni : Palgrave Macmillan.
- Tomlinson, B.R. 2003.** « What Was the Third World? » *Journal of Contemporary History* 38 (2) : 307–321.
- Tsounta, E. 2009.** « Universal Health Care 101: Lessons from the Eastern Caribbean and Beyond ». Working Paper WP/09/61. Fonds monétaire international, Washington, DC. www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2009/wp0961.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- UNDESA (Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations unies). 2007.** *World Economic and Social Survey 2007: Development in an Ageing World*. New York : Publications des Nations Unies.
- . **2010.** *Development Cooperation for the MDGs: Maximizing Results*. New York : Nations Unies.
- UIT (Union internationale des télécommunications). 2012.** World Telecommunication/ICT Indicators Database. www.itu.int/ITU-D/ict/statistics/. Consulté le 15 mai 2012.
- UNESCAP (Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique). 2011.** *The Promise of Protection: Social Protection and Development in Asia and the Pacific*. Bangkok.
- UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) Institute for Statistics. Various years.** Data Centre. <http://stats.uis.unesco.org>. Consulté le 15 mai 2012.
- UNIDO (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel). 2009.** *Industrial Development Report 2009: Breaking In and Moving Up: New Industrial Challenges for the Bottom Billion and the Middle-Income Countries*. Vienna.
- United Nations Enable. 2012.** « Factsheet on Persons with Disabilities ». www.un.org/disabilities/default.asp?id=18. Consulté le 24 juillet 2012.
- United Nations Office for Disaster Risk Reduction. 2009.** « Terminology ». Genève. www.unisdr.org/we/inform/terminology. Consulté le 8 décembre 2012.
- United Nations Secretary-General's High Level Panel on Global Sustainability. 2012.** *Resilient People, Resilient Planet: A Future Worth Choosing*. New York : Nations Unies.
- UNODC (L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime). 2012.** *2011 Global Study on Homicide: Trends, Contexts, Data*. www.unodc.org/documents/data-and-analysis/statistics/Homicide/Globa_study_on_homicide_2011_web.pdf. Consulté le 30 mai 2012.
- UNSD (Division de statistique des Nations Unies). 2012.** United Nations Commodity Trade Statistics Database. <http://comtrade.un.org>. Consulté le 15 mai 2012.
- UNWTO (Organisation mondiale du tourisme). 2011.** *Tourism Highlights: 2011 Edition*. Genève.
- Vos, R. 2010.** « The Crisis of Globalization as an Opportunity to Create a Fairer World ». *Journal of Human Development and Capabilities* 11 (1) : 143–160.
- Wacziarg, R., et K.H. Welch. 2008.** « Trade Liberalization and Growth: New Evidence ». *World Bank Economic Review* 22 (2) : 187–231.
- Westaway, J. 2012.** « Globalization, Sovereignty and Social Unrest ». *Journal of Politics and Law* 5 (2) : 132–139.
- Whalley, J., et A. Weisbrod. 2011.** « The Contribution of Chinese FDI to Africa's Pre-Crisis Growth Surge ». VoxEU, 21 décembre. www.voxeu.org/article/contribution-chinese-fdi-africa-s-growth. Consulté le 15 mai 2012.
- Wilkinson, R., et K. Pickett. 2009.** *The Spiritual Level*. New York : Bloomsbury Press.
- . **2012.** « Sorry Nick Clegg – Social Mobility and Austerity Just Don't Mix ». *The Guardian*, 15 mai. www.guardian.co.uk/commentisfree/2012/may/15/nick-clegg-social-mobility-austerity. Consulté le 15 mai 2012.
- Wines, M., et S. LaFraniere. 2011.** « In Baring Facts of Train Crash, Blogs Erode China Censorship ». *The New York Times*, 28 juillet. www.nytimes.com/2011/07/29/world/asia/29china.html. Consulté le 15 mai 2012.
- Winters, L.A. 2004.** « Trade Liberalisation and Economic Performance: An Overview ». *Economic Journal* 114 (493) : F4–F21.
- Wiseman, P. 2002.** « China Thrown Off Balance as Boys Outnumber Girls ». *USA Today*, 19 juin. www.usatoday.com/news/world/2002/06/19/china-usat.htm. Consulté le 24 juillet 2012.
- Woods, N. 2010.** « Global Governance after the Financial Crisis: A New Multilateralism or the Last Gasp of the Great Powers? » *Global Policy* 1 (1) : 51–63.
- World Bank. 2003.** *Private Participation in Infrastructure: Trends in Developing Countries in 1990–2001*. Washington, DC. <http://documents.worldbank.org/curated/en/2003/01/2522708/private-participation-infrastructure-trends-developing-countries-1990-2001>. Consulté le 15 mai 2012.
- . **2006.** *Global Economic Prospects: Economic Implications of Remittances and Migration*. Washington, DC. <http://go.worldbank.org/OG6XW1UPPO>. Consulté le 15 mai 2012.
- . **2008.** *World Development Report 2009: Reshaping Economic Geography*. Washington, DC. <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTRESEARCH/EXTWDRS/0,,contentMDK:23062295-pagePK:478093-piPK:477627-theSitePK:477624,00.html>. Consulté le 15 mai 2012.
- . **2010a.** *Bilateral Migration and Remittances*. <http://go.worldbank.org/JITC7NYTTO>. Consulté le 15 mai 2012.
- . **2010b.** *Thailand Economic Monitor*. Bangkok. http://siteresources.worldbank.org/THAILANDEXTN/Resources/333295-1280288892663/THM_June2010_fullreport.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- . **2010c.** *Arab Development Assistance: Four Decades of Cooperation*. Washington, DC. <http://siteresources.worldbank.org/INTMENA/Resources/ADAPub82410web.pdf>. Consulté le 15 mai 2012.
- . **2010d.** « World Bank Reforms Voting Power, Gets \$86 Billion Boost ». Press Release, 25 avril. Washington, DC. <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/NEWS/0,,contentMDK:22556045-pagePK:64257043-piPK:437376-theSitePK:4607,00.html>. Consulté le 15 mai 2012.
- . **2011a.** *Malaysia Economic Monitor: Brain Drain*. Washington, DC. <http://documents.worldbank.org/curated/en/2011/04/14134061/malaysia-economic-monitor-brain-drain>. Consulté le 15 mai 2012.
- . **2011b.** *Growing Old in Older Brazil*. Washington, DC.
- . **2012a.** World Development Indicators Database. <http://data.worldbank.org/>. Consulté le 15 mai 2012.
- . **2012b.** « An Update to World Bank's Estimates of Consumption Poverty in the Developing World ». Briefing Note. Washington, DC. http://siteresources.worldbank.org/INTPOVCALNET/Resources/Global_Poverty_Update_2012_02-29-12.pdf. Consulté le 15 mai 2012.
- . **n.d.** « India Transport: Public Private Partnership ». <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/SOUTHASIAEXT/0,,contentMDK:22020973-pagePK:146736-piPK:146830-theSitePK:223547,00.html>. Consulté le 15 mai 2012.
- Xing, Y., et N. Detert. 2010.** « How the iPhone Widens the United States Trade Deficit with the People's Republic of China ». Working Paper 257. Asian Banque asiatique de développement, Tokyo. www.adbi.org/working-paper/2010/12/14/4236.iphone.widens.us.trade.deficit.prc/. Consulté le 15 mai 2012.
- Zafar, A. 2011.** « Mauritius: An Economic Success Story ». Dans P. Chuhan-Pole et M. Angwafo, eds., *Yes Africa Can: Success Stories From A Dynamic Continent*. Washington, DC : Banque mondiale. http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resources/258643-1271798012256/YAC_Consolidated_Web.pdf. Consulté le 10 août 2012.
- Zuckerberg, M. 2012.** « One Billion People on Facebook ». <http://newsroom.fb.com/News/457/One-Billion-People-on-Facebook>. Consulté le 4 octobre 2012.
- Zuzana, B., et L. Ndikumana. Forthcoming.** « The Global Financial Crisis and Africa: The Effects and Policy Responses ». Dans G. Epstein et M. H. Wolfson, eds., *The Oxford Handbook of the Political Economy of Financial Crisis*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.

Annexe statistique

Guide du lecteur	152
Légendes des pays et des classements IDH, 2012	155
Tableaux statistiques	156
Indices de développement humain	
1 Indice de développement humain et ses composantes	156
2 Évolution de l'indice de développement humain, 1980-2012	160
3 Indice de développement humain ajusté aux inégalités	164
Indices expérimentaux	
4 Indice d'inégalité de genre	168
5 Indice de pauvreté multidimensionnelle	172
Indicateurs du développement humain	
6 Contrôle des ressources	174
7 Health	178
8 Éducation	182
9 Intégration sociale	186
10 Flux commerciaux internationaux de biens et de services	190
11 Flux internationaux de capitaux et migrations	194
12 Innovation et technologie	298
13 Environnement	202
14 Évolution de la population	206
Régions	210
Références statistiques	211
Annexe technique : note explicative pour les exercices de projection	212

Guide du lecteur

Les 14 tableaux statistiques offrent un aperçu des principaux aspects du développement humain. Ces tableaux comprennent des indices composites estimés par le Bureau du Rapport sur le développement humain (BRDH), à l'aide des données dont disposait le Bureau au 15 octobre 2012. Tous les indicateurs, ainsi que les notes techniques relatives au calcul des indices composites et les sources d'information supplémentaires, sont disponibles à l'adresse <http://hdr.undp.org/en/statistics>.

Les pays et les régions sont classés en fonction de la valeur de leur IDH en 2012. Une analyse de robustesse et de fiabilité a montré que pour la plupart des pays, l'IDH n'est pas significatif en termes statistiques après la troisième décimale (voir Aguna and Kovacevic, 2011 et Høyland, Moene and Willumsen, 2011). C'est la raison pour laquelle les pays avec la même troisième décimale de l'IDH sont classés ex-æquo.

Source et définitions

Le BRDH utilise des données fournies par des organismes statistiques internationaux dotés du savoir-faire, des ressources et de l'expertise nécessaires à la collecte de données nationales relatives à des indicateurs spécifiques (sauf indication contraire).

La définition des indicateurs et les sources des composantes originales des données sont indiquées à la suite de chaque tableau, et les références complètes sont précisées dans les *Références statistiques*.

Comparaisons temporelles et entre les éditions du Rapport

Dans la mesure où les organismes statistiques internationaux améliorent en permanence leurs séries de données, les données présentées dans ce Rapport, y compris les valeurs de l'IDH et les classements, ne peuvent être comparées à celles publiées dans les éditions précédentes. Pour l'IDH, les tendances calculées, selon des données cohérentes, à des intervalles de cinq ans entre 1980 et 2012 sont présentées dans le Tableau 2.

Différences entre les estimations nationales et internationales

Les organismes internationaux harmonisent les données nationales afin de faciliter la comparaison entre les pays, réalisent des estimations de données absentes ou n'intègrent

pas les données nationales les plus récentes, ce qui peut donner lieu à des différences entre les données nationales et internationales. Lorsque le Bureau du Rapport découvre des divergences, il les porte à l'attention des autorités statistiques nationales et internationales.

Groupes de pays et agrégats

Les tableaux présentent plusieurs agrégats pondérés. En règle générale, un agrégat n'est fourni que lorsque des données sont disponibles pour plus de la moitié des pays et qu'elles représentent au moins les deux tiers de la population considérée dans cette rubrique. Les agrégats indiqués pour chaque catégorie représentent uniquement des pays pour lesquels des données sont disponibles.

Classement en fonction du niveau de développement humain

Les classements en fonction de l'indice de développement humain sont relatifs : ils dépendent des quartiles de répartition selon les 187 pays inclus et traduisent un indice très élevé, élevé, moyen ou faible. Les trois premiers quartiles comprennent 47 pays et le dernier quartile, 46.

Classifications des régions

Les régions sont classées par groupes en fonction du classement régional du Programme des Nations Unies pour le développement. Les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement sont classés selon des classifications des Nations Unies.

Remarques sur les pays

Sauf indication contraire, les données relatives à la Chine ne tiennent pas compte des Régions administratives spéciales de Hong Kong et Macao et de la province chinoise de Taiwan. Les données concernant le Soudan englobent le Soudan du Sud, sauf indication contraire.

Symboles

Un tiret entre deux dates, comme dans 2005 – 2012, indique que les données sont celles de l'année la plus récente pour la période spécifiée. Une barre oblique entre deux années, comme dans 2005/2012, indique qu'il s'agit d'une moyenne pour les années mentionnées. Les taux de croissance correspondent habituellement aux taux de croissance annuels moyens entre la première et la dernière année de la période considérée.

Les symboles suivants sont utilisés dans les tableaux :

..	Non disponible
0 ou 0,0	Zéro
—	Non pertinent

Données statistiques

Les indices composites et les ressources statistiques du présent Rapport s'appuient sur diverses sources internationales parmi les plus respectées dans leurs domaines de spécialité.

Nous tenons à remercier tout particulièrement le Carbon Dioxide Information Analysis Center du Ministère américain de l'énergie, le Centre de recherches sur l'épidémiologie des catastrophes, Eurostat, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Gallup, ICF Macro, l'Agence internationale de l'énergie, l'Organisation internationale du travail, le Fonds monétaire international, l'Union internationale des télécommunications, l'Union internationale pour la conservation de la nature, l'Union interparlementaire, le Luxembourg Income Study, l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'Organisation mondiale du tourisme, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. La base de données mondiale sur l'éducation tenue par Robert Barro (Université de Harvard) et Jong-Wha Lee (Université de Corée) a également constitué une source inestimable pour le calcul des indices du Rapport.

Tableaux statistiques

Les cinq premiers tableaux présentent les indices composites du développement humain et leurs composantes ; les neuf tableaux suivants présentent une large gamme d'indicateurs liés au développement humain. Depuis la *Rapport sur le développement humain* de 2010, quatre indices composites du développement humain sont présentés : l'indice de développement humain (IDH), l'indice de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI), l'indice des inégalités de genre (IIG) et l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM). L'IIG et l'IPM restent des indices expérimentaux.

Les valeurs de l'IDH et celles des quatre indicateurs des composants relatifs à la longévité, l'éducation et les revenus sont présentées dans le **Tableau 1**. Les pays sont classés en fonction de la valeur de l'IDH. La différence entre la classification en fonction du revenu national brut et l'IDH indique si un pays utilise efficacement son revenu pour la progression dans les deux dimensions non monétaires de l'IDH. L'IDH non monétaire est calculé dans le but de fournir un moyen supplémentaire de comparaison entre pays et de classer ces derniers en fonction du niveau atteint dans les dimensions non monétaires.

Le **Tableau 2** présente les valeurs de l'IDH basées sur les données disponibles pour la période 2012, à l'aide de la méthode et des données historiques révisées les plus récentes. Il s'agit du seul moyen permettant de comparer les valeurs de l'IDH pour l'année 2012 avec celles des années précédentes. Les changements au niveau du classement à l'IDH au cours des cinq dernières années et entre 2011 et 2012, ainsi que les taux de croissance annuels moyens de l'IDH pour quatre périodes temporelles, permettent une évaluation aisée de la tendance et de la vitesse des changements au niveau de l'IDH.

L'IDHI (**Tableau 3**) va au-delà du niveau de développement humain atteint dans un pays en termes de santé, d'éducation et de revenus pour montrer la répartition des réalisations entre la population, en réduisant la valeur de chaque dimension en fonction du niveau d'inégalité qu'elle présente. L'IDHI peut être interprété comme le niveau réel du développement humain (tenant compte des inégalités), tandis que l'on peut considérer l'IDH comme le développement humain potentiel qu'il serait possible d'atteindre en l'absence de toute inégalité. La différence entre l'IDH et l'IDHI, exprimée sous forme de pourcentage, indique la perte subie par le développement humain potentiel en raison des inégalités. La différence entre le classement selon l'IDH et l'IDHI montre que la prise en compte des inégalités est susceptible de faire reculer (valeur négative) ou progresser (positive) un pays dans le classement.

Le **Tableau 4**, l'indice d'inégalité de genre, présente une mesure composite expérimentale d'inégalité dans les réalisations des hommes et des femmes dans trois dimensions :

santé reproductive, autonomisation et marché du travail. L'IIG est censé fournir une base empirique aux analyses des politiques et aux efforts de mobilisation. Une valeur élevée indique une forte inégalité entre les hommes et les femmes.

Le **Tableau 5**, l'indice de pauvreté multidimensionnelle, une mesure expérimentale conçue pour déterminer le cumul de privations auxquelles les personnes sont confrontées dans les domaines de l'éducation, de la santé et des niveaux de vie. L'IPM fournit l'incidence d'une pauvreté multidimensionnelle non monétaire (dénombrement de ceux se trouvant dans la pauvreté multidimensionnelle) et son intensité (le nombre relatif de privations subies simultanément par des personnes). L'inclusion de la part des privations à chaque dimension dans la pauvreté globale est destinée à fournir un tableau exhaustif de la situation des personnes vivant dans la pauvreté. Les pays sont présentés par ordre alphabétique en deux groupes, selon l'année de l'enquête utilisée pour évaluer l'IPM.

Le **Tableau 6**, contrôle des ressources, associe des indicateurs macroéconomiques, comme le produit intérieur brut (PIB), la formation brute de capital fixe et l'indice des prix à la consommation avec des indicateurs de dépenses publiques. Pendant les périodes d'incertitude ou de récession économique, la formation brute de capital fixe tend à décliner. L'indice des prix à la consommation est présenté comme une mesure de l'inflation. Afin d'analyser les changements relatifs aux dépenses, les indicateurs des dépenses publiques se rapportent à deux moments. Ces indicateurs peuvent servir à étudier les priorités en matière de dépenses publiques, ainsi que la structure des dépenses et la façon dont elles sont liées aux résultats issus du développement humain.

Plusieurs indicateurs concernant la santé des enfants, des jeunes et des adultes sont présentés dans le **Tableau 7**. Les indicateurs du niveau d'éducation, ainsi que ceux relatifs à la qualité de l'éducation, notamment les résultats moyens obtenus (et les écarts par rapport aux résultats moyens) en lecture, mathématiques et sciences, sont présentés dans le **Tableau 8**. Les indicateurs de la qualité de l'éducation s'appuient sur des tests normalisés réalisés par des étudiants d'une quinzaine d'années, dans le cadre du Programme international pour le suivi des acquis des élèves dirigé par l'OCDE, à l'aide des ensembles de données de 2009 pour 63 États membres de l'ONU. Deux indicateurs supplémentaires concernant la qualité de l'éducation viennent compléter ces indicateurs de qualité basés sur les tests : les enseignants du primaire formés pour enseigner et un indicateur de satisfaction basé sur la perception de la qualité de l'éducation.

Les données sur l'intégration sociale, **Tableau 9**, indiquent si une société est inclusive et intégrée. Les indicateurs montrent en particulier l'étendue de l'égalité des droits et des opportunités en matière d'emploi, des inégalités globales, de la sécurité humaine et la confiance et la satisfaction dans

la communauté. Les indicateurs objectifs supplémentaires et ceux fondés sur la perception permettent d'obtenir une image plus nuancée de l'intégration sociale. La vie, la liberté et la satisfaction professionnelle sont fondées sur la perception qu'à chaque individu de sa condition personnelle, alors que la confiance à l'égard des personnes et du gouvernement, outre la satisfaction de la communauté, offre un aperçu de la satisfaction des personnes à l'égard d'une société étendue.

Le **Tableau 10** reflète le degré d'intégration d'un pays à l'économie globale. Une distinction est établie entre le commerce de biens finaux et le commerce de pièces détachées et de composants, afin d'obtenir une image claire du phénomène de valeur ajoutée globale et du partage de la production, dont les implications politiques sont cruciales pour la croissance du commerce mondial et pour le développement économique des pays du Sud.

Indicateurs relatifs à deux aspects de la globalisation : les flux de capitaux et la mobilité humaine sont présentés dans le **Tableau 11**. L'augmentation des investissements étrangers constitue une mesure de la globalisation croissante de l'économie. La migration offre l'opportunité de trouver du travail et d'envoyer de l'argent chez soi, tout en enrichissant la force de travail des pays récepteurs. La mobilité humaine, sous toutes ses formes, constitue également un facteur potentiel de compréhension entre les cultures.

Le **Tableau 12**, innovation et technologie, montre l'importance des investissements dans la recherche et le développement pour la progression du développement humain et offrir aux pays la capacité d'adopter et d'utiliser les technologies de manière efficace.

Le **Tableau 13** jette un coup de projecteur sur la durabilité environnementale. Il montre la part des combustibles fossiles et des énergies renouvelables dans la fourniture d'énergie et présente trois façons de considérer les données concernant les émissions de dioxyde de carbone et de gaz à effet de serre, ainsi que des mesures importantes pour les écosystèmes et les ressources naturelles. Le tableau présente également des indicateurs concernant l'impact humain direct sur le changement de l'environnement physique.

Des indicateurs majeurs concernant la population, nécessaires pour une compréhension de la situation réelle de cette dernière et de l'orientation des changements, sont présentés dans le **Tableau 14**. Les statistiques relatives à l'âge médian de la population, aux taux de dépendance et aux taux de fertilité totale peuvent être comparées pour évaluer les charges pesant sur la main-d'œuvre et la capacité des sociétés à subvenir à leurs besoins. Les divergences par rapport au ratio de masculinité naturel à la naissance ont des implications sur les taux de reproduction et signalent les questions liées à la discrimination sexuelle et les problèmes sociaux et économiques à venir.

Légendes des pays et des classements IDH, 2012

Afghanistan	175	Finlande	21	Nigéria	153
Afrique du Sud	121	France	20	Norvège	1
Albanie	70	Gabon	106	Nouvelle-Zélande	6
Algérie	93	Gambie	165	Oman	84
Allemagne	5	Géorgie	72	Ouganda	161
Andorre	33	Ghana	135	Ouzbékistan	114
Angola	148	Grèce	29	Pakistan	146
Antigua-et-Barbuda	67	Grenade	63	Palaos	52
Arabie saoudite	57	Guatemala	133	Palestine (État de)	110
Argentine	45	Guinée	178	Panama	59
Arménie	87	Guinée équatoriale	136	Papouasie-Nouvelle-Guinée	156
Australie	2	Guinée-Bissau	176	Paraguay	111
Autriche	18	Guyana	118	Pays-Bas	4
Azerbaïdjan	82	Haïti	161	Pérou	77
Bahamas	49	Honduras	120	Philippines	114
Bahreïn	48	Hong Kong, Chine (RAS)	13	Pologne	39
Bangladesh	146	Hongrie	37	Portugal	43
Barbade	38	Îles Salomon	143	Qatar	36
Bélarus	50	Inde	136	République arabe syrienne	116
Belgique	17	Indonésie	121	République centrafricaine	180
Belize	96	Irak	131	République démocratique populaire lao	138
Bénin	166	Iran (République islamique d')	76	République dominicaine	96
Bhoutan	140	Irlande	7	République tchèque	28
Bolivie (État plurinational de)	108	Islande	13	Roumanie	56
Bosnie-Herzégovine	81	Israël	16	Royaume-Uni	26
Botswana	119	Italie	25	Rwanda	167
Bésil	85	Jamaïque	85	Saint-Kitts-et-Nevis	72
Brunéi Darussalam	30	Japon	10	Saint-Vincent-et-les Grenadines	83
Bulgarie	57	Jordanie	100	Sainte-Lucie	88
Burkina Faso	183	Kazakhstan	69	Samoa	96
Burundi	178	Kenya	145	Sao Tomé-et-Principe	144
Cambodge	138	Kirghizistan	125	Sénégal	154
Cameroun	150	Kiribati	121	Serbie	64
Canada	11	Koweït	54	Seychelles	46
Cap-Vert	132	Lesotho	158	Sierra Leone	177
Chili	40	Lettonie	44	Singapour	18
Chine	101	Liban	72	Slovaquie	35
Chypre	31	Libéria	174	Slovénie	21
Colombie	91	Libye	64	Soudan	171
Comores	169	Liechtenstein	24	Sri Lanka	92
Congo	142	Lituanie	41	Suède	7
Congo (République démocratique du)	186	Luxembourg	26	Suisse	9
Corée (République de)	12	Madagascar	151	Suriname	105
Costa Rica	62	Malaisie	64	Swaziland	141
Côte d'Ivoire	168	Malawi	170	Tadjikistan	125
Croatie	47	Maldives	104	Tanzanie (République-Unie de)	152
Cuba	59	Mali	182	Tchad	184
Danemark	15	Malte	32	Thaïlande	103
Djibouti	164	Maroc	130	Timor-Leste	134
Dominique	72	Maurice	80	Togo	159
Égypte	112	Mauritanie	155	Tonga	95
El Salvador	107	México	61	Trinité-et-Tobago	67
Émirats arabes unis	41	Micronésie (États fédérés de)	117	Tunisie	94
Équateur	89	Moldova (République de)	113	Turkménistan	102
Érythrée	181	Mongolie	108	Turquie	90
Espagne	23	Monténégro	52	Ukraine	78
Estonie	33	Mozambique	185	Uruguay	51
États-Unis	3	Myanmar	149	Vanuatu	124
Éthiopie	173	Namibie	128	Venezuela (République bolivarienne du)	71
Ex-République yougoslave de Macédoine	78	Népal	157	Viet Nam	127
Fédération de Russie	55	Nicaragua	129	Yémen	160
Fidji	96	Niger	186	Zambie	163
				Zimbabwe	172

Annexe statistique

Guide du lecteur	152
Légendes des pays et des classements IDH, 2012	155
Tableaux statistiques	156
Indices de développement humain	
1 Indice de développement humain et ses composantes	156
2 Évolution de l'indice de développement humain, 1980-2012	160
3 Indice de développement humain ajusté aux inégalités	164
Indices expérimentaux	
4 Indice d'inégalité de genre	168
5 Indice de pauvreté multidimensionnelle	172
Indicateurs du développement humain	
6 Contrôle des ressources	174
7 Health	178
8 Éducation	182
9 Intégration sociale	186
10 Flux commerciaux internationaux de biens et de services	190
11 Flux internationaux de capitaux et migrations	194
12 Innovation et technologie	298
13 Environnement	202
14 Évolution de la population	206
Régions	210
Références statistiques	211
Annexe technique : note explicative pour les exercices de projection	212

Classement à l'IDH	NIVEAU D'INSTRUCTION		TAUX BRUT DE SCOLARISATION				QUALITÉ DE L'ÉDUCATION						Taux de décrochage dans l'enseignement primaire (% des groupes d'écoles primaires)		
	Taux d'alphabétisation des adultes (% des 15 ans et plus)	Population ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur (% des 25 ans et plus)	Enseignement primaire	Enseignement secondaire	Enseignement supérieur	Enseignants de l'école primaire ayant suivi une formation pédagogique (%)	Rendement des élèves de 15 ans			Satisfaction à l'égard de la qualité de l'éducation (% satisfaits)					
							Moyenne		Écart par rapport à la moyenne						
	2005-2010 ^d	2010	2002-2011 ^d	2002-2011 ^d	2002-2011 ^d	2005-2011 ^d	Lecture ^a	Mathématiques ^b	Sciences ^c	Lecture	Mathématiques	Sciences		2011	2002-2011 ^d
DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ															
1	Norvège	..	95,2	99,0	110,0	73,8	..	503	498	500	91	85	90	..	0,5
2	Australie	..	92,2	104,0	129,0	75,9	..	515	514	527	99	94	101	67,3	..
3	États-Unis	..	94,5	102,0	96,0	94,8	..	500	487	502	97	91	98	62,8	6,9
4	Pays-Bas	..	88,9	108,0	120,0	62,7	..	508	526	522	89	89	96	60,3	..
5	Allemagne	..	96,5	102,0	103,0	..	..	497	513	520	95	98	101	65,6 ^e	4,4
6	Nouvelle-Zélande	..	83,7	101,0	119,0	82,6	..	521	519	532	103	96	107	69,9	..
7	Irlande	..	73,9	108,0	117,0	61,0	..	496	487	508	95	86	97	83,6	..
7	Suède	..	85,0	100,0	100,0	70,8	..	497	494	495	99	94	100	61,6	1,0
9	Suisse	..	95,8	102,0	95,0	51,5	..	501	534	517	93	99	96	..	..
10	Japon	..	81,1 ^f	103,0	102,0	59,0	..	520	529	539	100	94	100	54,6	0,0
11	Canada	..	100,0	99,0	101,0	60,0	..	524	527	529	90	88	90	75,4	..
12	Corée (République de)	..	85,4 ^f	104,0	97,0	103,9	..	542	546	538	79	89	82	50,5	1,2
13	Hong Kong, Chine (RAS)	..	72,3	102,0	83,0	59,7	95,6	533	555	549	84	95	87	49,6	0,5
13	Islande	..	91,3	99,0	107,0	74,1	..	500	507	496	96	91	95	..	2,5
15	Danemark	..	99,4	99,0	117,0	74,4	..	495	503	499	84	87	92	64,5	0,5
16	Israël	..	84,1	113,0	91,0	62,5	..	474	447	455	112	104	107	64,0	1,1
17	Belgique	..	79,4	105,0	111,0	67,5	..	506	515	507	102	104	105	62,1	6,6
18	Autriche	..	100,0	100,0	100,0	60,2	..	470	496	494	100	96	102	63,7	2,3
18	Singapour	96,1 ^g	75,0	101,8	106,9	71,0	94,3	526	562	542	97	104	104	91,8	0,9
20	France	..	78,4	111,0	113,0	54,5	..	496	497	498	106	101	103	58,5	..
21	Finlande	..	100,0	99,0	108,0	91,6	..	536	541	554	86	82	89	81,9	0,5
21	Slovénie	99,7 ^h	95,6	98,0	97,0	86,9	..	483	501	512	91	95	94	72,6	0,5
23	Espagne	97,7	66,4	107,0	119,0	73,2	..	481	483	488	88	91	87	59,0	0,5
24	Liechtenstein	..	..	106,0	70,0	34,4	..	499	536	520	83	88	87	..	18,2
25	Italie	98,9 ^h	72,8	103,0	99,0	66,0	..	486	483	489	96	93	97	46,7	0,3
26	Luxembourg	..	77,9	100,0	98,0	10,5	..	472	489	484	104	98	104	64,8	..
26	Royaume-Uni	..	99,7	106,0	102,0	58,5	..	494	492	514	95	87	99	76,9 ^e	..
28	République tchèque	..	99,8	106,0	90,0	60,7	..	478	493	500	92	93	97	71,4	0,4
29	Grèce	97,2 ^h	62,0	100,0	101,0	89,4	..	483	466	470	95	89	92	47,9	2,6
30	Brunéi Darussalam	95,2 ^h	63,8 ^f	108,0	110,0	17,2	87,1	..	..	..	..	..	..	..	3,9
31	Chypre	98,3 ^h	74,5	105,0	98,0	52,0	..	..	..	..	..	..	..	65,6	4,7
32	Malte	92,4	62,5	95,0	105,0	33,4	..	..	..	..	..	..	..	58,5	20,3
33	Andorre	..	49,4	84,0	87,0	11,2	100,0	..	..	..	..	..	..	..	..
33	Estonie	99,8 ^h	94,5 ^f	99,0	104,0	62,7	..	501	512	528	83	81	84	49,5	1,6
35	Slovaquie	..	98,8	102,0	89,0	54,2	..	477	497	490	90	96	95	58,4	2,3
36	Qatar	96,3	63,4	103,0	94,0	10,0	42,9	372	368	379	115	98	104	69,9	6,4
37	Hongrie	99,0 ⁱ	94,8 ^f	102,0	98,0	61,7	..	494	490	503	90	92	86	56,4	2,3
38	Barbade	..	88,6 ^f	120,0	101,0	65,9	58,5	..	..	..	..	..	..	..	4,2
39	Pologne	99,5 ⁱ	80,0	97,0	97,0	70,5	..	500	495	508	89	88	87	60,8	2,4
40	Chili	98,6	74,0	106,0	88,0	59,2	..	449	421	447	83	80	81	44,0	2,6
41	Lituanie	99,7 ^h	90,2	97,0	98,0	77,4	..	468	477	491	86	88	85	51,1	1,6
41	Émirats arabes unis	90,0	64,3 ^f	104,0	92,0	22,5	100,0	459 ^j	453 ^j	466 ^j	107 ^j	99 ^j	106 ^j	80,6 ^e	3,3
43	Portugal	95,2 ⁱ	40,4	114,0	107,0	62,2	..	489	487	493	87	91	83	64,9	..
44	Lettonie	99,8 ^h	98,4	101,0	95,0	60,1	..	484	482	494	80	79	78	51,0	5,4
45	Argentine	97,8 ^h	56,0 ^f	118,0	89,0	71,2	..	398	388	401	108	93	102	62,6	6,2
46	Seychelles	91,8	66,8	117,0	119,0	..	99,4	..	..	..	..	..	..	..	15,1
47	Croatie	98,8 ^h	64,4 ^f	93,0	95,0	49,2	..	476	460	486	88	88	85	63,7	1,0
DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ															
48	Bahreïn	91,9 ^h	78,0 ^f	107,0	103,0	..	..	..	..	..	..	..	..	80,5	1,8
49	Bahamas	..	89,6	114,0	96,0	..	91,5	..	..	..	..	..	..	..	10,5
50	Bélarus	99,6	..	100,0	96,0	83,0	99,8	..	..	..	..	..	..	55,4	0,3
51	Uruguay	98,1	49,8	113,0	90,0	63,3	..	426	427	427	99	91	97	55,8	4,8
52	Monténégro	98,4 ^h	98,2	107,0	104,0	47,6	..	408	403	401	93	85	87	62,1	..
52	Palaos	..	..	101,0	96,0	37,9	..	..	..	..	..	..	..	..	..
54	Koweït	93,9	48,9	106,0	101,0	21,9	100,0	..	..	..	..	..	..	61,2 ^e	4,0
55	Fédération de Russie	99,6 ^h	94,7 ^f	99,0	89,0	75,9	..	459	468	478	90	85	90	38,0	3,9

Classement à l'IDH	NIVEAU D'INSTRUCTION		TAUX BRUT DE SCOLARISATION				QUALITÉ DE L'ÉDUCATION						Taux de décrochage dans l'enseignement primaire (% des groupes d'écoles primaires)	
	Taux d'alphabétisation des adultes (% des 15 ans et plus)	Population ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur (% des 25 ans et plus)	Enseignement primaire	Enseignement secondaire	Enseignement supérieur	Enseignants de l'école primaire ayant suivi une formation pédagogique (%)	Rendement des élèves de 15 ans							
							Moyenne			Écart par rapport à la moyenne				Satisfaction à l'égard de la qualité de l'éducation (% satisfaits)
	2005-2010 ^d	2010	2002-2011 ^d	2002-2011 ^d	2002-2011 ^d	2005-2011 ^d	Lecture ^a	Mathématiques ^b	Sciences ^c	Lecture	Mathématiques	Sciences			2011	2002-2011^{d}
56 Roumaine	97,7 ^h	86,8	96,0	95,0	63,8	..	424	427	428	90	79	79	45,3	4,9
57 Bulgarie	98,4	92,6	103,0	88,0	53,0	..	429	428	439	113	99	106	35,4	6,2
57 Arabie saoudite	86,6 ^h	54,6 ^f	106,0	101,0	36,8	91,5	..	..	..	..	..	..	61,8 ^e	6,7
59 Cuba	99,8 ^h	77,1 ^f	103,0	89,0	95,2	100,0	..	..	..	..	..	..	..	3,8
59 Panama	94,1	62,1 ^f	108,0	74,0	44,6	91,6	371	360	376	99	81	90	73,2	6,2
61 Mexique	93,1	53,9	115,0	87,0	27,0	95,6	425	419	416	85	79	77	64,5	6,0
62 Costa Rica	96,2 ^h	53,6 ^f	110,0	100,0	25,6	89,5	..	..	..	..	..	..	80,0	11,2
63 Grenade	..	..	103,0	108,0	52,8	65,3	..	..	..	..	..	..	..	..
64 Libye	89,2 ⁱ	49,6 ^f	114,0	110,0	54,4	..	..	..	..	..	..	..	..	..
64 Malaisie	93,1	69,4 ^f	96,0	68,0	40,2	..	..	..	..	..	..	..	91,4	2,3
64 Serbie	99,3 ^h	85,1	96,0	91,0	49,1	94,2	442	442	443	84	91	84	58,0	1,4
67 Antigua-et-Barbuda	99,0	..	102,0	105,0	16,4	54,8	..	..	..	..	..	..	..	..
67 Trinité-et-Tobago	98,8 ^h	59,3	105,0	90,0	11,5	88,0	416	414	410	113	99	108	83,3	10,6
69 Kazakhstan	99,7 ^h	99,3	111,0	100,0	40,8	..	390	405	400	91	83	87	49,9	0,2
70 Albanie	95,9	81,7	87,0	89,0	18,4	..	385	377	391	100	91	89	54,7	4,8
71 Venezuela (Rép. bolivarienne du)	95,5	52,4	103,0	83,0	78,1	88,4	..	..	..	..	..	..	81,2	7,9
72 Dominique	..	26,5	112,0	98,0	3,6	60,8	..	..	..	..	..	..	..	11,9
72 Géorgie	99,7 ^h	91,0	109,0	86,0	28,2	94,6	..	..	..	..	..	..	65,7	3,8
72 Liban	89,6	54,2	105,0	81,0	54,0	..	..	..	..	..	..	..	67,6 ^e	8,2
72 Saint-Kitts-et-Nevis	..	..	93,0	97,0	18,2	61,6	..	..	..	..	..	..	..	26,5
76 Iran (République islamique d')	85,0	66,0	108,0	84,0	42,8	98,4	..	..	..	..	..	..	67,9	5,7
77 Pérou	89,6	52,9	109,0	92,0	35,0	..	370	365	369	98	90	89	49,1	..
78 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	97,3 ^h	78,6	89,0	83,0	40,4	..	..	..	..	..	..	..	61,6	2,5
78 Ukraine	99,7 ^h	93,5 ^f	99,0	96,0	79,5	99,9	..	..	..	..	..	..	50,1	2,3
80 Maurice	88,5 ^h	49,0 ^f	99,0	89,0	24,9	100,0	..	..	..	..	..	..	83,5	2,2
81 Bosnie-Herzégovine	97,9 ^h	..	88,0	90,0	35,9	..	..	..	..	..	..	..	67,9	26,8
82 Azerbaïdjan	99,8	92,7	94,0	85,0	19,3	100,0	362	431	373	76	64	74	53,0	3,6
83 Saint-Vincent-et-les Grenadines	..	..	105,0	107,0	..	84,1	..	..	..	..	..	..	..	..
84 Oman	86,6	53,9	105,0	100,0	24,5	100,0	..	..	..	..	..	..	70,0 ^e	2,7
85 Brésil	90,3	49,5	127,0	101,0	36,1	..	412	386	405	94	81	84	53,7	24,3
85 Jamaïque	86,6 ⁱ	72,6 ^f	89,0	93,0	29,0	..	..	..	..	..	..	..	73,7	4,8
87 Arménie	99,6 ^h	94,4 ^f	103,0	92,0	51,5	77,5	..	..	..	..	..	..	45,7	2,3
88 Sainte-Lucie	..	..	94,0	96,0	11,3	86,8	..	..	..	..	..	..	..	7,9
89 Équateur	91,9	36,6	114,0	80,0	39,8	82,6	..	..	..	..	..	..	74,5	19,4
90 Turquie	90,8	34,5	102,0	78,0	45,8	..	464	445	454	82	93	81	54,3	8,2
92 Colombie	93,4	43,1	115,0	96,0	39,1	100,0	413	381	402	87	75	81	71,7	15,5
92 Sri Lanka	91,2	73,9	99,0	87,0	15,5	..	..	..	..	..	..	..	77,9	1,4
93 Algérie	72,6	24,1	110,0	95,0	30,8	99,3	..	..	..	..	..	..	67,1 ^e	5,0
94 Tunisie	77,6	37,0	109,0	90,0	34,4	..	404	371	401	85	78	81	54,8 ^e	5,3
DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN														
95 Tonga	99,0	74,0 ^f	110,0	101,0	6,5	..	..	..	..	..	..	..	..	9,6
96 Belize	..	34,0 ^f	121,0	75,0	21,5	45,2	..	..	..	..	..	..	..	9,7
96 République dominicaine	89,5	42,5	108,0	76,0	34,0	84,9	..	..	..	..	..	..	68,9	..
96 Fidji	..	57,8	105,0	86,0	16,1	97,8	..	..	..	..	..	..	..	9,1
96 Samoa	98,8 ^h	62,1	108,0	85,0	7,5	..	..	..	..	..	..	..	..	..
100 Jordanie	92,6	73,3	97,0	91,0	41,8	..	405	387	415	91	83	89	63,3 ^e	6,6
101 Chine	94,3 ^h	62,7 ^f	111,0	81,0	25,9	..	556 ^k	600 ^k	575 ^k	80 ^k	103 ^k	82 ^k	62,6	..
102 Turkménistan	99,6 ^h	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	74,3	..
103 Thaïlande	93,5	32,2	91,0	79,0	47,7	..	421	419	425	72	79	80	88,7	..
104 Maldives	98,4	25,4	109,0	71,0	..	77,0	..	..	..	..	..	..	..	..
105 Suriname	94,7	43,7	113,0	75,0	12,1	100,0	..	..	..	..	..	..	..	9,7
106 Gabon	88,4 ⁱ	44,4 ^f	182,0	53,0	..	..	..	..	..	..	..	..	46,5	..
107 El Salvador	84,5	37,5	114,0	65,0	23,4	92,7	..	..	..	..	..	..	72,7	13,5
108 Bolivie (État plurinational de)	91,2	44,5	105,0	80,0	38,6	..	..	..	..	..	..	..	68,2	16,3
108 Mongolie	97,4 ^h	82,4 ^f	100,0	93,0	53,3	97,6	..	..	..	..	..	..	57,9	5,9
110 Palestine (État de)	94,9	52,1	91,0	86,0	50,2	100,0	..	..	..	..	..	..	63,5 ^e	1,5
111 Paraguay	93,9	36,9	100,0	67,0	36,6	..	..	..	..	..	..	..	66,9	21,9

TABLEAU 8 ÉDUCATION

Classement à l'IDH	NIVEAU D'INSTRUCTION		TAUX BRUT DE SCOLARISATION				QUALITÉ DE L'ÉDUCATION							Taux de décrochage dans l'enseignement primaire (% des groupes d'écoles primaires)
	Taux d'alphabétisation des adultes (% des 15 ans et plus)	Population ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur (% des 25 ans et plus)	Enseignement primaire	Enseignement secondaire	Enseignement supérieur	Enseignants de l'école primaire ayant suivi une formation pédagogique (%)	Rendement des élèves de 15 ans						Satisfaction à l'égard de la qualité de l'éducation (% satisfaits)	
							Moyenne			Écart par rapport à la moyenne				
				Lecture ^a	Mathématiques ^b	Sciences ^c	Lecture	Mathématiques	Sciences					
2005–2010 ^d	2010	2002–2011 ^d	2002–2011 ^d	2002–2011 ^d	2005–2011 ^d	2009	2009	2009	2009	2009	2009	2011	2002–2011 ^d	
112 Égypte	72,0	51,2 ^f	106,0	85,0	30,4	..	..	..	..	..	..	42,6 ^e	..	
113 Moldova (République de)	98,5 ^h	93,3	94,0	88,0	38,1	..	..	..	..	..	..	53,7	4,8	
114 Philippines	95,4	64,8 ^f	106,0	85,0	28,9	..	..	..	..	..	..	79,2	24,2	
114 Ouzbékistan	99,4 ^h	..	95,0	106,0	8,9	100,0	..	..	..	..	..	85,0	1,9	
116 République arabe syrienne	83,4 ^h	32,8	118,0	72,0	..	..	..	..	..	..	..	59,1 ^e	5,4	
117 Micronésie (États fédérés de)	..	..	110,0	83,0	14,2	..	..	..	..	..	..	..	..
118 Guyana	..	55,6 ^f	85,0	91,0	11,9	66,1	..	..	..	..	..	..	16,5	
119 Botswana	84,5	75,5 ^f	108,0	80,0	7,4	97,4	..	..	..	..	..	66,4	13,2	
120 Honduras	84,8	19,8	116,0	73,0	18,8	36,4	..	..	..	..	..	63,6	23,8	
121 Indonésie	92,6	41,4	118,0	77,0	23,1	..	402	371	383	66	70	69	80,1	20,0
121 Kiribati	..	..	113,0	86,0	..	85,4	..	..	..	..	..	..	..	21,1
121 Afrique du Sud	88,7	70,4	102,0	94,0	..	87,4	..	..	..	..	..	69,3	23,0	
124 Vanuatu	82,6	..	117,0	55,0	4,7	100,0	..	..	..	..	..	..	..	28,5
125 Kirghizistan	99,2	81,1 ^f	100,0	84,0	48,8	68,4	314	331	330	99	81	91	47,7	2,4
125 Tadjikistan	99,7 ^h	89,7 ^f	102,0	87,0	19,7	92,9	..	..	..	..	..	..	76,4	1,1
127 Viet Nam	93,2	26,3 ^f	106,0	77,0	22,3	98,3	..	..	..	..	..	..	80,4	7,9
128 Namibie	88,8 ^h	33,5 ^f	107,0	64,0	9,0	95,6	..	..	..	..	..	..	..	17,4
129 Nicaragua	78,0	37,6 ^f	118,0	69,0	18,0	74,9	..	..	..	..	..	..	81,0	51,6
130 Maroc	56,1	28,0 ^f	114,0	56,0	13,2	100,0	..	..	..	..	..	..	41,6 ^e	9,5
131 Irak	78,2 ^h	32,4 ^f	105,0	53,0	16,4	..	..	..	..	..	..	..	38,0	33,3
132 Cap-Vert	84,3 ^h	..	110,0	88,0	17,8	90,0	..	..	..	..	..	..	..	14,3
133 Guatemala	75,2 ^h	14,8	116,0	59,0	17,8	..	..	..	..	..	..	..	71,8	35,2
134 Timor-Leste	58,3	..	117,0	56,0	16,7	..	..	..	..	..	..	..	..	33,4
135 Ghana	67,3 ^h	53,8 ^f	107,0	58,0	8,8	50,6	..	..	..	..	..	..	57,2	27,8
136 Guinée équatoriale	93,9 ^h	..	87,0	27,0	3,3	45,3	..	..	..	..	..	..	..	38,1
136 Inde	62,8	38,7 ^f	118,0	60,0	16,2	..	..	..	..	..	..	..	74,8	34,2
138 Cambodge	77,6	15,7 ^f	127,0	46,0	7,8	99,1	..	..	..	..	..	..	94,1	45,5
138 Rép. Démocratique populaire lao	72,7	29,7 ^f	121,0	45,0	13,4	96,9	..	..	..	..	..	..	78,9	33,0
140 Bhoutan	52,8	34,4	111,0	70,0	8,8	91,5	..	..	..	..	..	..	..	9,0
141 Swaziland	87,4 ^h	48,1 ^f	116,0	58,0	4,4	73,1	..	..	..	..	..	..	77,8	16,1
DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE														
142 Congo	..	46,2 ^f	115,0	45,0	5,5	86,8	..	..	..	..	..	..	46,6	29,7
143 Îles Salomon	..	..	109,0	36,0	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
144 Sao Tomé-et-Principe	89,2 ^h	..	134,0	59,0	4,5	40,5	..	..	..	..	..	..	..	32,0
145 Kenya	87,4 ^h	41,9	113,0	60,0	4,0	96,8	..	..	..	..	..	..	59,6	27,2
146 Bangladesh	56,8 ^h	35,1 ^f	..	..	10,6	58,4	..	..	..	..	..	..	81,6	33,8
146 Pakistan	54,9	31,2	95,0	34,0	5,4	84,2	..	..	..	..	..	..	60,5	38,5
148 Angola	70,1 ^h	..	124,0	31,0	3,7	..	..	..	..	..	..	..	42,0	68,1
149 Myanmar	92,3 ^h	17,8 ^f	126,0	54,0	11,0	99,9	..	..	..	..	..	..	..	25,2
150 Cameroun	70,7	27,9 ^f	120,0	42,0	11,5	57,1	..	..	..	..	..	..	62,1	33,8
151 Madagascar	64,5	..	149,0	31,0	3,7	90,4	..	..	..	..	..	..	45,8	65,4
152 Tanzanie (République-Unie de)	73,2 ^h	7,4 ^f	102,0	..	2,1	94,5	..	..	..	..	..	..	44,8	18,6
153 Nigéria	61,3 ^h	..	83,0	44,0	10,3	66,1	..	..	..	..	..	..	47,4	20,1
154 Sénégal	49,7	7,5 ^f	87,0	37,0	7,9	47,9	..	..	..	..	..	..	38,0	40,4
155 Mauritanie	58,0 ^h	14,2 ^f	102,0	24,0	4,4	100,0	..	..	..	..	..	..	39,2 ^e	29,3
156 Papouasie-Nouvelle-Guinée	60,6 ^h	10,5 ^f	60,0	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
157 Népal	60,3 ^h	28,3 ^f	115,0	44,0	5,6	80,7	..	..	..	..	..	..	73,0	38,3
158 Lesotho	89,6 ^h	20,9	103,0	46,0	3,5	63,4	..	..	..	..	..	..	43,2	30,7
159 Togo	57,1	29,8 ^f	140,0	46,0	5,9	76,7	..	..	..	..	..	..	45,4	40,6
160 Yémen	63,9	16,0 ^f	87,0	44,0	10,2	..	..	..	..	..	..	..	37,2 ^e	40,5
161 Haïti	48,7	29,1 ^f	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	39,9	..
161 Ouganda	73,2	23,4	121,0	28,0	4,2	89,4	..	..	..	..	..	..	48,8	68,2
163 Zambie	71,2	35,0 ^f	115,0	..	2,4	..	..	..	..	..	..	..	68,0	46,9
164 Djibouti	..	..	59,0	36,0	4,9	100,0	..	..	..	..	..	..	66,6	35,7
165 Gambie	50,0 ^h	24,0 ^f	83,0	54,0	4,1	..	..	..	..	..	..	..	..	38,9
166 Bénin	42,4 ^h	18,4 ^f	126,0	37,0	6,0	42,6	..	..	..	..	..	..	60,7	35,7

Classement à l'IDH	NIVEAU D'INSTRUCTION		TAUX BRUT DE SCOLARISATION			QUALITÉ DE L'ÉDUCATION							Taux de décrochage dans l'enseignement primaire (% des groupes d'écoles primaires)	
	Taux d'alphabétisation des adultes (% des 15 ans et plus)	Population ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur (% des 25 ans et plus)	Enseignement primaire	Enseignement secondaire	Enseignement supérieur	Enseignants de l'école primaire ayant suivi une formation pédagogique (%)	Rendement des élèves de 15 ans					Satisfaction à l'égard de la qualité de l'éducation (% satisfaits)		
							Moyenne			Écart par rapport à la moyenne				
	2005-2010 ^d	2010	2002-2011 ^d	2002-2011 ^d	2002-2011 ^d	2005-2011 ^d	Lecture ^a	Mathématiques ^b	Sciences ^c	Lecture	Mathématiques	Sciences		2011	2002-2011^{d}
167	Rwanda	71,1 ^h	7,7 ^f	143,0	32,0	5,5	91,5	..	..	..	..	..	83,9	63,0
168	Côte d'Ivoire	56,2 ^h	22,1 ^f	88,0	27,0	8,9	100,0	..	..	..	..	..	..	39,2
169	Comores	74,9 ^h	..	104,0	46,0	7,9	57,4	..	..	..	..	..	46,0 ^e	25,9
170	Malawi	74,8 ^h	15,3 ^f	135,0	32,0	0,7	95,9	..	..	..	..	..	65,2	47,2
171	Soudan	71,1 ^h	15,5 ^f	73,0	39,0	6,1	59,7	..	..	..	..	..	43,0	9,1
172	Zimbabwe	92,2 ^h	55,4 ^f	..	..	6,2	..	..	..	..	..	..	66,4	..
173	Éthiopie	39,0	..	102,0	36,0	5,5	39,4	..	..	..	..	..	..	52,5
174	Libéria	60,8 ⁱ	27,3 ^f	96,0	..	19,1	40,2	..	..	..	..	..	49,6	54,4
175	Afghanistan	..	20,3 ^f	97,0	46,0	3,3	..	..	..	..	..	..	58,5	..
176	Guinée-Bissau	54,2 ^h	..	123,0	36,0	2,7	38,9	..	..	..	..	..	..	..
177	Sierra Leone	42,1	14,8	125,0	..	2,1	48,0	..	..	..	..	..	35,3	..
178	Burundi	67,2 ^h	7,1 ^f	156,0	25,0	3,2	91,2	..	..	..	..	..	70,9	43,8
178	Guinée	41,0 ^h	..	94,0	38,0	9,5	65,2	..	..	..	..	..	39,0	34,3
180	République centrafricaine	56,0 ^h	17,9 ^f	93,0	13,0	2,6	..	..	..	..	..	..	40,7	53,1
181	Érythrée	67,8 ^h	..	45,0	32,0	2,0	93,8	..	..	..	..	..	..	31,0
182	Mali	31,1	10,3	82,0	39,0	5,8	50,0	..	..	..	..	..	34,6	24,5
183	Burkina Faso	28,7	2,0	79,0	23,0	3,3	85,7	..	..	..	..	..	53,0	36,4
184	Tchad	34,5 ^h	..	90,0	26,0	2,2	45,3	..	..	..	..	..	60,1	76,7
185	Mozambique	56,1 ^h	3,6 ^f	115,0	25,0	1,5	75,9	..	..	..	..	..	63,2	64,6
186	Congo (République démocratique du)	66,8 ^h	23,2 ^f	94,0	38,0	6,2	91,7	..	..	..	..	..	39,3	45,2
186	Niger	28,7	5,1 ^f	71,0	13,0	1,5	96,4	..	..	..	..	..	55,3	30,7
AUTRES PAYS OU TERRITOIRES														
..	Corée (Rép. Populaire démocratique de)	100,0	..	..	..	..	..	539	..	..	..	..	..	..
..	Îles Marshall	..	..	102,0	99,0	16,2	..	..	..	..	..	..	..	16,5
..	Monaco	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
..	Nauru	..	..	93,0	63,0	..	74,2	..	..	..	..	..	..	..
..	Saint-Marin	..	..	94,0	97,0	..	..	..	..	..	..	..	..	..
..	Somalie	..	..	32,0	8,0	..	..	..	..	..	..	..	..	..
..	Soudan du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
..	Tuvalu	..	..	100,0	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Catégories d'IDH														
..	Développement humain très élevé	..	85,9	104,2	100,4	75,8	..	—	—	—	—	—	61,3	3,8
92,7	Développement humain élevé	64,2	110,5	91,0	48,7	..	—	—	—	—	—	—	58,0	7,3
82,3	Développement humain moyen	50,5	113,4	70,7	22,1	..	—	—	—	—	—	—	69,2	18,8
60,8	Développement humain faible	25,2	98,2	37,4	6,8	73,8	—	—	—	—	—	—	56,5	41,7
Régions														
74,5	États arabes	38,4	97,7	71,1	24,1	..	—	—	—	—	—	—	50,0	9,9
93,8	Asie de l'Est et Pacifique	..	111,0	78,8	26,1	..	—	—	—	—	—	—	..	..
98,1	Europe et Asie Centrale	83,5	99,9	91,2	57,5	..	—	—	—	—	—	—	51,8	4,2
91,3	Amérique latine et Caraïbes	50,4	115,9	90,9	42,5	92,3	—	—	—	—	—	—	..	14,3
62,8	Asie du Sud	39,2	113,6	57,6	15,7	77,2	—	—	—	—	—	—	73,3	21,4
63,0	Afrique subsaharienne	29,7	100,3	40,3	6,2	73,9	—	—	—	—	—	—	52,0	37,8
60,7	Pays moins développés	..	101,8	36,0	6,6	71,9	—	—	—	—	—	—	58,2	40,9
..	Petits États insulaires en développement	..	97,0	77,0	45,2	89,4	—	—	—	—	—	—	..	..
81,3	Monde	57,7	107,9	71,2	28,7	..	—	—	—	—	—	—	64,2	18,0

NOTES

- a La moyenne en lecture pour les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est de 493.
- b La moyenne en mathématiques pour les pays de l'OCDE est de 495.
- c La moyenne en sciences pour les pays de l'OCDE est de 501.
- d Données relatives à l'année la plus récente disponible pour la période mentionnée.
- e Moyenne de deux enquêtes ou plus pendant cette période.
- f Estimations de Barro et Lee (2011) pour 2010.
- g Correspond à 2011.
- h Estimations de l'Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UIS) d'après son modèle mondial de projection de

l'alphabétisation par âge, basé sur des données nationales collectées depuis l'année 2000.

- i Les estimations de l'UIS sont réalisées d'après son modèle mondial de projection de l'alphabétisation par âge, basé sur des données nationales collectées depuis l'année 2000.
- j Correspond uniquement à Dubaï
- k Correspond uniquement à Shanghai.

DÉFINITIONS

Taux d'alphabétisation des adultes : pourcentage des personnes âgées de 15 ans et plus sachant lire et écrire une phrase simple de leur vie quotidienne et la comprenant.
Population ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur : pourcentage de la population âgée de 25 ans et plus ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur.
Taux brut de scolarisation : nombre d'élèves inscrits à un

niveau spécifique d'enseignement (primaire, secondaire ou supérieur), quel que soit leur âge, exprimé en pourcentage de la population totale d'âge légal d'entrée au même niveau d'enseignement.

Enseignants ayant suivi une formation pédagogique : pourcentage d'enseignants du primaire ayant bénéficié de la formation structurée minimale (initiale ou continue) nécessaire pour enseigner en primaire.

Rendement en lecture, en mathématiques et en sciences : résultats obtenus par des étudiants de 15 ans, lors d'évaluations des connaissances dans ces domaines essentiels pour leur intégration à la société.

Écart par rapport à la moyenne : dispersion des notes par rapport à la moyenne en lecture, mathématiques et sciences.

Satisfaction à l'égard de la qualité de l'éducation : pourcentage de personnes interrogées répondant « satisfait »

à la question posée par l'institut de sondage Gallup dans le cadre d'une enquête mondiale : « Êtes-vous satisfait de votre système éducatif ? »

Taux de décrochage dans l'enseignement primaire : pourcentage d'élèves d'un groupe donné inscrits à l'école primaire, mais ayant abandonné avant la dernière année. Il est calculé en soustrayant de 100 le taux de survie à l'entrée en dernière année d'école primaire et en supposant que les flux constatés ne changent pas au long de la vie du groupe et que les élèves qui ont abandonné ne reviennent pas à l'école.

PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES

Colonnes 1, 2 à 6 et 14 : Institut de statistique de l'UNESCO (2012).

Colonnes 7 à 12 : OCDE 2010.

Colonne 13 : Gallup (2012).

Classement à l'IDH	EMPLOI, VULNÉRABILITÉ ET ÉQUITÉ				PERCEPTIONS DU BIEN-ÊTRE INDIVIDUEL			PERCEPTIONS DE LA SOCIÉTÉ			SÉCURITÉ DES PERSONNES				
	Ratio emploi/population	Chômage des jeunes	Travail des enfants	Perte globale en termes d'indice de développement humain due aux inégalités	Satisfaction de vivre globale	Satisfaction en matière de liberté de choix	Satisfaction professionnelle	Confiance entre personnes	Satisfaction à l'égard de la communauté	Confiance à l'égard du gouvernement	Perception de la sécurité	Taux d'homicides	Taux de suicide (pour 100 000 personnes)		
													Femmes	Hommes	
	(% des 25 ans et plus)	(% âgés de 15 à 24 ans)	(% âgés de 5 à 14 ans)	(%)	(0, satisfaction minimale, 10, satisfaction maximale)	(% de satisfaction)	(% de oui)	(% de oui)	(pour 100 000 personnes)	2004–2011 ^b	2001–2010 ^b	2001–2010 ^b			
2010	2005–2010 ^b	2001–2010 ^b	2012	2007–2011 ^b	2007–2011 ^b	2007–2011 ^b	2011	2007–2011 ^b	2007–2011 ^b	2007–2011 ^b	2004–2011 ^b	2001–2010 ^b	2001–2010 ^b		
DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ															
1	Norvège	65,9	9,3	..	6,4	7,6	93,0	..	..	92,8	54,0	81,0	0,6	6,5	17,3
2	Australie	62,4	11,9	..	7,9	7,4	94,0	87,4	..	91,9	53,0	64,0	1,0	3,6	12,8
3	États-Unis	61,2	18,7	..	12,4	7,1	85,0	87,4	37,0	83,8	38,0	75,0	4,2	4,5	17,7
4	Pays-Bas	61,5	7,8	..	6,9	7,6	91,0	94,5	46,0	94,5	60,0	79,0	1,1	5,5	13,1
5	Allemagne	57,2	9,1	..	6,9	6,7	89,0	89,0	31,0	93,9	43,0	78,0	0,8	6,0	17,9
6	Nouvelle-Zélande	66,2	18,2	..	..	7,2	93,0	89,0	..	88,1	64,0	67,0	0,9	5,5	18,1
7	Irlande	55,8	35,3	..	7,2	7,0	95,0	89,1	30,0	93,6	53,0	70,0	1,2	4,7	19,0
7	Suède	62,5	23,8	..	6,2	7,5	93,0	91,8	55,0	92,5	64,0	78,0	1,0	6,8	18,7
9	Suisse	65,5	7,9	..	7,0	7,5	88,0	..	44,0	93,5	58,0	76,0	0,7	11,4	24,8
10	Japon	59,7	8,9	..	..	6,1	78,0	76,2	33,0	84,6	23,0	69,0	0,4	13,2	36,2
11	Canada	62,7	15,9	..	8,7	7,4	94,0	91,5	42,0	91,7	55,0	79,0	1,6	5,4	17,3
12	Corée (République de)	64,8	12,1	..	16,5	6,9	66,0	71,1	26,0	78,5	28,0	54,0	2,6	22,1	39,9
13	Hong Kong, Chine (RAS)	61,2	11,0	..	..	5,5	89,0	84,4	29,0	84,1	58,0	88,0	0,2	10,7	19,0
13	Islande	71,9	18,4	..	6,4	6,9	86,0	..	..	81,8	24,0	77,0	0,3	7,0	16,5
15	Danemark	59,8	15,7	..	6,2	7,8	93,0	94,0	60,0	93,4	47,0	79,0	0,9	6,4	17,5
16	Israël	60,9	11,8	..	12,3	7,4	52,0	84,0	26,0	82,3	45,0	59,0	2,1	1,5	7,0
17	Belgique	54,0	18,7	..	8,0	6,9	86,0	90,3	30,0	91,2	29,0	64,0	1,7	10,3	28,8
18	Autriche	58,6	8,8	..	6,6	7,5	92,0	94,1	29,0	94,4	41,0	82,0	0,6	7,1	23,8
18	Singapour	69,2	6,7	..	..	6,5	82,0	86,5	33,0	92,9	83,0	89,0	0,3	7,7	12,9
20	France	54,4	23,2	..	9,0	7,0	90,0	87,4	20,0	89,4	38,0	63,0	1,1	8,5	24,7
21	Finlande	57,8	19,3	..	6,0	7,4	93,0	87,7	58,0	91,2	57,0	78,0	2,2	10,0	29,0
21	Slovénie	57,2	16,8	..	5,8	6,0	90,0	85,0	15,0	90,6	18,0	84,0	0,7	9,4	34,6
23	Espagne	49,5	48,2	..	10,1	6,5	80,0	85,7	22,0	87,8	31,0	68,0	0,8	3,4	11,9
24	Liechtenstein	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2,8	..	..
25	Italie	47,5	32,0	..	11,9	6,1	55,0	81,0	20,0	75,7	26,0	52,0	0,9	2,8	10,0
26	Luxembourg	59,9	20,8	..	7,2	7,1	95,0	93,5	26,0	94,7	77,0	77,0	2,5	3,2	16,1
26	Royaume-Uni	58,8	22,0	..	8,3	6,9	90,0	88,3	35,0	86,6	49,0	70,0	1,2	3,0	10,9
28	République tchèque	59,7	18,1	..	5,4	6,3	73,0	79,9	24,0	88,1	21,0	59,0	1,7	4,4	23,9
29	Grèce	49,1	51,5	..	11,5	5,4	52,0	70,3	16,0	74,2	18,0	53,0	1,5	1,0	6,0
30	Brunéi Darussalam	69,3	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0,5	..	..
31	Chypre	66,2	23,1	..	11,5	6,7	73,0	87,1	11,0	88,7	40,0	70,0	1,7	1,7	7,4
32	Malte	48,3	14,0	..	8,2	6,2	86,0	86,0	16,0	84,1	49,0	64,0	1,0	1,0	5,9
33	Andorre	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1,3	..	..
33	Estonie	58,4	23,8	..	9,0	5,5	69,0	81,1	33,0	86,3	42,0	56,0	5,2	7,3	30,6
35	Slovaquie	57,5	33,6	..	6,3	5,9	68,0	78,6	21,0	86,6	28,0	59,0	1,5	3,4	22,3
36	Qatar	89,9	8,9	..	..	6,6	90,0	86,0	23,0	90,4	89,0	87,0	0,9	..	..
37	Hongrie	49,6	27,2	..	7,4	4,9	61,0	80,5	13,0	74,2	36,0	57,0	1,3	10,6	40,0
38	Barbade	66,9	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	11,3	0,0	7,3
39	Pologne	55,1	28,9	..	9,9	5,6	80,0	77,0	25,0	88,2	27,0	59,0	1,1	4,1	26,4
40	Chili	62,9	21,1	3,0	19,0	6,6	77,0	78,2	15,0	78,4	48,0	46,0	3,2	4,2	18,2
41	Lituanie	55,6	34,6	..	11,0	5,4	52,0	78,2	25,0	84,2	18,0	39,0	6,6	10,4	61,3
41	Émirats arabes unis	83,4	21,8	..	..	7,2	87,0	88,7	18,0	93,8	..	90,0	0,8	..	..
43	Portugal	58,0	31,7	3,0	10,8	5,2	79,0	88,7	27,0	90,1	21,0	63,0	1,2	4,0	15,6
44	Lettonie	55,1	29,6	..	10,9	5,0	54,0	80,6	13,0	84,8	11,0	48,0	3,1	8,2	40,0
45	Argentine	62,6	22,2	7,0	19,5	6,4	79,0	80,7	23,0	89,0	61,0	50,0	3,4	3,0	12,6
46	Seychelles	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	8,3	0,0	8,9
47	Croatie	49,1	36,8	..	15,1	5,6	46,0	..	16,0	66,0	..	64,0	1,4	7,5	28,9
DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ															
48	Bahreïn	72,2	..	5,0	..	4,5	73,0	79,3	11,0	88,2	..	60,0	0,6	3,5	4,0
49	Bahamas	71,9	21,7	..	..	..	..	..	..	..	..	..	27,4	0,6	1,9
50	Bélarus	54,4	..	5,0	8,3	5,2	57,0	65,7	34,0	76,6	59,0	60,0	4,9	8,8	48,7
51	Uruguay	65,9	21,7	8,0	16,4	6,1	78,0	78,0	27,0	83,8	73,0	48,0	5,9	6,3	26,0
52	Monténégro	..	40,0	10,0	7,4	5,5	50,0	..	21,0	68,3	..	78,0	3,5	..	..
52	Palaos	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0,0	..	..
54	Koweït	75,5	11,8	..	..	6,6	75,0	84,9	11,0	81,5	..	..	2,2	1,7	1,9
55	Fédération de Russie	62,8	15,7	..	..	5,4	54,0	67,9	24,0	69,4	48,0	40,0	10,2	9,5	53,9
56	Roumaine	57,3	23,8	1,0	12,6	5,0	60,0	69,5	15,0	78,1	12,0	55,0	2,0	3,5	21,0

	EMPLOI, VULNÉRABILITÉ ET ÉQUITÉ				PERCEPTIONS DU BIEN-ÊTRE INDIVIDUEL			PERCEPTIONS DE LA SOCIÉTÉ			SÉCURITÉ DES PERSONNES			
	Ratio emploi/ population	Chômage des jeunes	Travail des enfants	Perte globale en termes d'indice de développe- ment humain due aux inégalités	Satisfaction de vivre globale	Satisfaction en matière de liberté de choix	Satisfaction profession- nelle	Confiance entre personnes	Satisfaction à l'égard de la com- munauté	Confiance à l'égard du gouver- nement	Perception de la sécurité	Taux d'hom- icides		Taux de suicide (pour 100 000 personnes)
												(% des 25 ans et plus)	(% âgés de 15 à 24 ans)		(% âgés de 5 à 14 ans)	(%)	(0, satis- faction minimale, 10, satisfaction maximale)	(% de satisfaction)	(% de oui)	(% de oui)	(pour 100 000 personnes)	Femmes	Hommes
		2010	2005–2010 ^b	2001– 2010 ^b	2012	2007–2011 ^b	2007–2011 ^b	2007–2011 ^b	2011	2007–2011 ^b	2007–2011 ^b	2007–2011 ^b	2004– 2011 ^b	2001– 2010 ^b
Classement à l'IDH														
57 Bulgarie	52,0	27,6	..	9,9	3,9	60,0	73,3	20,0	74,0	27,0	52,0	2,0	6,2	18,8
57 Arabie saoudite	59,7	45,8	..	..	6,7	57,0	81,8	36,0	85,9	..	77,0	1,0	..	..
59 Cuba	58,7	3,5	..	..	..	..	..	..	..	..	..	5,0	5,5	19,0
59 Panama	68,3	14,6	7,0	24,6	7,3	80,0	88,5	21,0	86,6	46,0	47,0	21,6	1,9	9,0
61 Mexique	63,9	10,4	5,0	23,4	6,8	80,0	74,4	29,0	73,7	38,0	42,0	22,7	1,5	7,0
62 Costa Rica	65,6	21,6	5,0	21,5	7,3	92,0	87,4	14,0	82,5	32,0	41,0	11,3	1,9	10,2
63 Grenade	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	11,5	0,0	0,0
64 Libye	53,6	..	..	..	4,9	41,0	64,3	..	68,7	..	91,0	2,9	..	..
64 Malaisie	66,6	11,3	..	..	5,8	79,0	85,6	14,0	87,3	79,0	46,0	2,3	..	..
64 Serbie	..	46,1	4,0	9,5	4,5	41,0	..	17,0	60,0	..	68,0	1,2	10,0	28,1
67 Antigua-et-Barbuda	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	6,8	..	..
67 Trinité-et-Tobago	66,6	12,9	1,0	15,3	6,7	81,0	89,9	..	87,3	29,0	42,0	35,2	3,8	17,9
69 Kazakhstan	75,0	5,0	2,0	13,6	5,5	76,0	77,9	33,0	79,7	72,0	56,0	8,8	9,4	43,0
70 Albanie	56,5	28,3	12,0	13,9	5,3	46,0	..	7,0	67,7	..	67,0	4,0	3,3	4,7
71 Venezuela (Rép. bolivarienne du)	68,1	22,0	8,0	26,6	7,5	75,0	85,1	13,0	79,0	59,0	31,0	45,1	1,2	5,3
72 Dominique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	22,1	..	..
72 Géorgie	62,8	35,6	18,0	15,3	4,2	58,0	55,0	16,0	78,3	66,0	91,0	4,3	1,7	7,1
72 Liban	47,6	22,3	7,0	22,8	5,2	65,0	70,8	7,0	74,1	37,0	69,0	2,2	..	..
72 Saint-Kitts-et-Nevis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	38,2	..	..
76 Iran (République islamique d')	46,1	33,9	..	..	4,8	57,0	65,0	..	76,3	56,0	55,0	3,0	..	..
77 Pérou	77,4	16,2	34,0	24,3	5,6	72,0	74,1	12,0	75,3	19,0	46,0	10,3	1,0	1,9
78 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	43,4	55,7	6,0	14,7	4,2	56,0	..	11,0	66,7	..	63,0	1,9	4,0	9,5
78 Ukraine	58,3	18,7	7,0	9,2	5,1	53,0	61,4	29,0	71,4	24,0	48,0	5,2	7,0	37,8
80 Maurice	60,8	28,0	..	13,3	5,5	83,0	84,6	..	90,5	67,0	55,0	2,5	1,9	11,8
81 Bosnie-Herzégovine	37,2	60,0	5,0	11,5	4,7	33,0	..	18,0	61,7	..	67,0	1,5	..	..
82 Azerbaïdjan	70,8	15,2	7,0	11,4	4,7	49,0	57,8	27,0	73,4	74,0	74,0	2,2	0,3	1,0
83 Saint-Vincent-et-les Grenadines	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	22,9	1,9	5,4
84 Oman	65,7	..	..	..	6,9	91,0	85,3	..	89,9	..	..	0,7	..	..
85 Brésil	68,2	23,1	3,0	27,2	6,8	80,0	81,3	15,0	78,5	51,0	40,0	21,0	2,0	7,7
85 Jamaïque	65,9	37,9	6,0	19,1	..	..	68,3	..	72,2	..	..	52,2	..	..
87 Arménie	47,3	54,7	4,0	10,9	4,4	41,0	45,4	15,0	52,7	34,0	75,0	1,4	1,1	2,8
88 Sainte-Lucie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	25,2	0,0	4,9
89 Équateur	71,5	18,1	8,0	25,8	5,8	78,0	79,8	9,0	86,0	59,0	49,0	18,2	3,6	10,5
90 Turquie	48,8	20,7	3,0	22,5	5,3	44,0	71,2	8,0	78,9	60,0	51,0	3,3	..	..
91 Colombie	68,3	29,9	9,0	27,8	6,4	81,0	81,5	14,0	82,9	55,0	43,0	33,4	2,0	7,9
92 Sri Lanka	58,2	24,7	..	15,1	4,2	81,0	84,7	17,0	89,7	86,0	77,0	3,6	..	..
93 Algérie	43,9	37,5	5,0	..	5,2	53,0	58,7	16,0	73,9	53,0	49,0	1,5	..	..
94 Tunisie	46,3	31,4	..	..	4,7	58,0	59,4	15,0	66,0	47,0	47,0	1,1	..	..
DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN														
95 Tonga	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1,0	..	..
96 Belize	66,3	28,8	40,0	..	6,5	62,0	..	..	67,1	26,0	43,0	41,4	0,7	6,6
96 République dominicaine	62,4	44,5	10,0	27,3	4,7	82,0	76,3	15,0	79,2	45,0	38,0	25,0	0,7	3,9
96 Fidji	62,7	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2,8	..	..
96 Samoa	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1,1	..	..
100 Jordanie	44,9	46,8	..	19,0	5,7	72,0	74,9	9,0	75,6	77,0	81,0	1,8	0,0	0,2
101 Chine	74,6	..	..	22,4	5,0	77,0	69,9	57,0	77,1	..	80,0	1,1	..	..
102 Turkménistan	62,6	..	..	..	5,8	..	93,6	27,0	97,5	..	83,0	4,2	..	..
103 Thaïlande	76,9	3,0	8,0	21,3	6,7	92,0	96,3	27,0	95,2	54,0	74,0	4,8	3,8	12,0
104 Maldives	64,7	30,5	..	25,2	..	..	..	..	..	..	..	1,6	0,0	0,7
105 Suriname	56,4	..	6,0	23,0	..	..	..	..	..	..	..	4,6	4,8	23,9
106 Gabon	68,2	..	..	19,5	..	77,0	53,7	..	54,8	53,0	39,0	13,8	..	..
107 El Salvador	64,5	13,0	5,0	26,6	6,7	74,0	77,3	18,0	81,9	49,0	42,0	69,2	3,6	12,9
108 Bolivie (État plurinational de)	77,4	..	26,0	34,2	5,8	67,0	83,9	10,0	84,8	38,0	44,0	8,9	..	..
108 Mongolie	67,9	..	18,0	15,9	5,0	64,0	82,1	14,0	80,6	29,0	47,0	8,7	..	..
110 Palestine (État de)	41,2	49,6	..	..	4,8	51,0	70,8	9,0	71,5	49,0	59,0	4,1	..	..
111 Paraguay	73,4	17,8	15,0	..	5,8	71,0	85,6	12,0	85,5	48,0	38,0	11,5	2,0	5,1
112 Égypte	51,3	54,1	7,0	24,1	4,1	57,0	64,7	22,0	61,0	63,0	58,0	1,2	0,0	0,1
113 Moldova (République de)	43,9	15,8	16,0	11,6	5,8	58,0	66,1	12,0	70,6	24,0	50,0	7,5	5,6	30,1
114 Philippines	68,8	19,3	..	19,9	5,0	88,0	81,1	14,0	85,6	72,0	62,0	5,4	..	..
114 Ouzbékistan	62,8	..	..	15,8	5,1	90,0	87,3	26,0	93,8	..	80,0	3,1	2,3	7,0

TABLEAU 9 INTÉGRATION SOCIALE

Classement à l'IDH	EMPLOI, VULNÉRABILITÉ ET ÉQUITÉ				PERCEPTIONS DU BIEN-ÊTRE INDIVIDUEL			PERCEPTIONS DE LA SOCIÉTÉ			SÉCURITÉ DES PERSONNES			
	Ratio emploi/ population	Chômage des jeunes	Travail des enfants	Perte globale en termes d'indice de développe- ment humain due aux inégalités	Satisfaction de vivre globale	Satisfaction en matière de liberté de choix	Satisfaction profession- nelle	Confiance entre personnes	Satisfaction à l'égard de la com- munauté	Confiance à l'égard du gouverne- ment	Perception de la sécurité	Taux d'homi- cides	Taux de suicide (pour 100 000 personnes)	
	(% des 25 ans et plus)	(% âgés de 15 à 24 ans)	(% âgés de 5 à 14 ans)	(%)	(0, satis- faction minimale, 10, satisfaction maximale)	(%) de satisfaction)			(%) de oui)		(% de oui)	(pour 100 000 personnes)	Femmes	Hommes
	2010	2005–2010 ^a	2001– 2010 ^b	2012	2007–2011 ^b	2007–2011 ^b	2007–2011 ^b	2011	2007–2011 ^b	2007–2011 ^b	2007–2011 ^b	2004– 2011 ^b	2001– 2010 ^b	2001– 2010 ^b
116 République arabe syrienne	45,8	40,2	4,0	20,4	4,1	47,0	55,5	9,0	44,8	..	65,0	2,3	..	..
117 Micronésie (États fédérés de)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0,9	..	..	..
118 Guyana	61,0	50,0	16,0	19,1	6,0	66,0	..	..	74,8	46,0	47,0	18,6	13,4	39,0
119 Botswana	73,8	..	9,0	..	3,6	82,0	45,9	9,0	56,5	74,0	31,0	14,5	..	..
120 Honduras	67,3	11,2	16,0	27,5	5,9	77,0	79,4	13,0	82,8	29,0	45,0	91,6	..	..
121 Indonésie	70,1	23,0	7,0	18,3	5,2	86,0	74,1	21,0	92,3	74,0	88,0	8,1	..	..
121 Kiribati	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7,3	..	..
121 Afrique du Sud	49,6	55,0	..	..	4,7	84,0	56,5	17,0	62,0	63,0	38,0	31,8	0,4	1,4
124 Vanuatu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0,9	..	..
125 Kirghizistan	70,4	16,2	4,0	17,1	4,9	71,0	75,2	34,0	84,8	44,0	62,0	20,1	3,6	14,1
125 Tadjikistan	70,3	..	10,0	18,4	4,3	70,0	82,7	31,0	89,9	89,0	85,0	2,1	2,3	2,9
127 Viet Nam	81,3	..	16,0	14,0	5,8	61,0	71,8	26,0	70,1	77,0	67,0	1,6	..	..
128 Namibie	57,4	63,8	..	43,5	4,9	76,0	..	..	76,5	82,0	33,0	17,2	..	..
129 Nicaragua	66,3	9,7	15,0	27,5	5,7	75,0	79,8	11,0	86,0	54,0	51,0	13,6	2,6	9,0
130 Maroc	50,9	18,1	8,0	29,7	5,1	54,0	65,4	58,0	69,4	60,0	67,0	1,4	..	..
131 Irak	41,9	..	11,0	..	5,0	30,0	64,2	15,0	66,7	37,0	41,0	2,0	..	..
132 Cap-Vert	66,7	..	3,0	..	..	..	..	..	..	..	..	11,6	..	..
133 Guatemala	69,7	7,1	21,0	33,1	6,3	74,0	79,8	15,0	85,7	36,0	41,0	38,5	1,7	5,6
134 Timor-Leste	62,8	..	4,0	33,0	..	..	..	..	..	..	..	6,9	..	..
135 Ghana	81,3	..	34,0	32,2	5,6	85,0	63,8	19,0	68,9	68,0	78,0	15,7	..	..
136 Guinée équatoriale	86,5	..	28,0	..	..	..	..	..	..	..	..	20,7	..	..
136 Inde	61,0	11,5	12,0	29,3	4,6	80,0	71,2	20,0	82,6	58,0	70,0	3,4	7,8	13,0
138 Cambodge	86,7	3,5	39,0	25,9	4,2	92,0	77,6	9,0	90,2	90,0	68,0	3,4	..	..
138 Rép. Démocratique populaire lao	85,1	..	11,0	24,7	5,0	87,0	87,9	..	94,3	98,0	84,0	4,6	..	..
140 Bhoutan	80,3	10,9	18,0	20,0	..	..	..	..	..	..	..	1,0	..	..
141 Swaziland	55,9	..	9,0	35,4	..	..	55,1	..	62,3	..	..	12,9	..	..
DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE														
142 Congo	78,8	..	25,0	31,1	4,5	76,0	56,4	..	67,1	48,0	58,0	30,8	..	..
143 Îles Salomon	73,8	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3,7	..	..
144 Sao Tomé-et-Principe	..	..	8,0	31,7	..	..	..	..	..	..	..	1,9	..	..
145 Kenya	75,9	..	26,0	33,6	4,4	71,0	50,0	10,0	69,3	46,0	50,0	20,1	..	..
146 Bangladesh	74,0	13,6	13,0	27,4	5,0	78,0	76,4	15,0	91,3	79,0	80,0	2,7	..	..
146 Pakistan	55,4	10,5	..	30,9	5,3	34,0	73,2	20,0	83,6	28,0	46,0	7,8	..	..
148 Angola	75,8	..	24,0	43,9	4,2	69,0	65,2	..	49,8	61,0	53,0	19,0	..	..
149 Myanmar	83,4	..	..	..	..	..	..	..	80,4	..	..	10,2	..	..
150 Cameroun	80,3	..	31,0	33,4	4,4	82,0	62,2	13,0	69,4	65,0	56,0	19,7	..	..
151 Madagascar	90,5	2,8	28,0	30,7	4,4	54,0	38,0	..	72,0	65,0	53,0	8,1	..	..
152 Tanzanie (République-Unie de)	84,2	10,1	21,0	27,3	4,1	74,0	63,0	26,0	67,4	56,0	61,0	24,5	..	..
153 Nigéria	61,7	..	29,0	41,4	4,8	77,0	58,6	13,0	67,4	55,0	69,0	12,2	..	..
154 Sénégal	76,3	20,1	22,0	33,0	3,8	64,0	42,2	28,0	52,1	30,0	55,0	8,7	..	..
155 Mauritanie	44,7	..	16,0	34,4	5,0	56,0	55,3	30,0	62,2	43,0	62,0	14,7	..	..
156 Papouasie-Nouvelle-Guinée	78,0	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	13,0	..	..
157 Népal	86,4	..	34,0	34,2	3,8	43,0	87,3	17,0	86,7	33,0	61,0	2,8	..	..
158 Lesotho	59,7	41,9	23,0	35,9	..	..	46,9	..	52,4	..	..	35,2	..	..
159 Togo	84,1	..	47,0	33,5	2,8	56,0	42,4	..	57,7	51,0	52,0	10,9	..	..
160 Yémen	50,9	..	23,0	32,3	3,7	59,0	54,3	27,0	51,9	39,0	67,0	4,2	..	..
161 Haïti	74,6	..	21,0	40,2	3,8	37,0	43,4	30,0	57,9	46,0	42,0	6,9	0,0	0,0
161 Ouganda	86,9	5,4	25,0	33,6	4,2	73,0	50,1	17,0	69,7	52,0	42,0	36,3	..	..
163 Zambie	76,6	23,4	41,0	36,7	5,0	65,0	47,3	31,0	62,6	40,0	54,0	38,0	..	..
164 Djibouti	..	..	8,0	36,0	4,4	74,0	70,0	55,0	75,3	68,0	72,0	3,4	..	..
165 Gambie	81,1	..	25,0	..	..	..	..	..	..	..	..	10,8	..	..
166 Bénin	80,6	..	46,0	35,8	3,7	76,0	46,7	..	66,8	78,0	58,0	15,1	..	..
167 Rwanda	92,3	..	35,0	33,9	4,0	82,0	58,6	30,0	74,3	95,0	92,0	17,1	..	..
168 Côte d'Ivoire	72,8	..	35,0	38,6	4,2	76,0	..	13,0	40,6	42,0	47,0	56,9	..	..
169 Comores	62,7	..	27,0	..	3,9	50,0	49,8	35,0	77,2	44,0	78,0	12,2	..	..
170 Malawi	92,0	..	26,0	31,4	5,1	88,0	50,9	33,0	80,8	83,0	55,0	36,0	..	..
171 Soudan	59,4	..	..	..	4,4	56,0	48,8	31,0	72,7	54,0	75,0	24,2	..	..

	EMPLOI, VULNÉRABILITÉ ET ÉQUITÉ				PERCEPTIONS DU BIEN-ÊTRE INDIVIDUEL			PERCEPTIONS DE LA SOCIÉTÉ			SÉCURITÉ DES PERSONNES			
	Ratio emploi/ population	Chômage des jeunes	Travail des enfants	Perte globale en termes d'indice de développe- ment humain due aux inégalités	Satisfaction de vivre globale	Satisfaction en matière de liberté de choix	Satisfaction profession- nelle	Confiance entre personnes	Satisfaction à l'égard de la com- munauté	Confiance à l'égard du gouver- nement	Perception de la sécurité	Taux d'homi- cides	Taux de suicide (pour 100 000 personnes)	
	(% des 25 ans et plus)	(% âgés de 15 à 24 ans)	(% âgés de 5 à 14 ans)	(%)	(0, satis- faction minimale, 10, satisfaction maximale)	(%) de satisfaction)			(%) de oui)		(% de oui)	(pour 100 000 personnes)	Femmes 2001– 2010 ^b	Hommes 2001– 2010 ^b
Classement à l'IDH	2010	2005–2010 ^b	2001– 2010 ^b	2012	2007–2011 ^b	2007–2011 ^b	2007–2011 ^b	2011	2007–2011 ^b	2007–2011 ^b	2007–2011 ^b	2004– 2011 ^b	2001– 2010 ^b	2001– 2010 ^b
172 Zimbabwe	89,0	..	..	28,5	4,8	63,0	58,6	15,0	68,4	43,0	39,0	14,3	..	..
173 Éthiopie	84,0	29,4	53,0	31,9	4,4	39,0	..	..	52,1	32,0	49,0	25,5	..	..
174 Libéria	72,1	6,6	21,0	35,3	4,2	82,0	63,0	12,0	63,4	54,0	38,0	10,1	..	..
175 Afghanistan	53,8	..	13,0	..	3,8	47,0	82,0	25,0	71,7	31,0	29,0	2,4	..	..
176 Guinée-Bissau	78,1	..	57,0	41,4	..	63,0	..	..	..	..	..	20,2	..	..
177 Sierra Leone	77,4	..	48,0	41,6	4,1	77,0	61,3	16,0	52,3	58,0	50,0	14,9	..	..
178 Burundi	88,5	..	19,0	..	3,8	49,0	64,7	38,0	76,0	85,0	65,0	21,7	..	..
178 Guinée	79,1	..	25,0	38,8	4,0	79,0	58,9	..	75,3	77,0	62,0	22,5	..	..
180 République centrafricaine	82,8	..	47,0	40,5	3,6	68,0	66,5	37,0	75,8	75,0	62,0	29,3	..	..
181 Érythrée	84,1	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	17,8	..	..
182 Mali	56,0	..	36,0	..	3,8	75,0	54,9	45,0	63,9	71,0	80,0	8,0	..	..
183 Burkina Faso	86,0	4,6	38,0	34,2	4,0	58,0	60,1	26,0	78,2	55,0	62,0	18,0	..	..
184 Tchad	77,0	..	48,0	40,1	3,7	54,0	72,0	21,0	70,1	39,0	30,0	15,8	..	..
185 Mozambique	90,1	..	22,0	32,7	5,0	64,0	63,1	..	83,1	63,0	42,0	8,8	..	..
186 Congo (République démocratique du)	82,8	..	42,0	39,9	4,0	62,0	45,6	39,0	60,2	35,0	38,0	21,7	..	..
186 Niger	66,2	..	43,0	34,2	4,1	82,0	69,7	40,0	85,2	78,0	81,0	3,8	..	..
AUTRES PAYS ET TERRITOIRES														
Corée (Rép. populaire démocratique de)	78,7	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	15,2	..	..
Îles Marshall	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Monaco	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0,0	..	..
Nauru	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	9,8	..	..
Saint-Marin	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	59,9	..	49,0	..	..	..	..	..	..	..	..	1,5	..	..
Soudan du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Catégories d'IDH														
Développement humain très élevé	58,8	19,5	..	10,8	6,7	81,5	84,3	30,9	85,9	38,1	68,4	2,1	6,6	20,6
Développement humain élevé	61,2	22,4	..	20,6	5,9	66,3	73,4	19,3	76,4	..	47,6	13,0	..	..
Développement humain moyen	68,4	..	..	24,2	4,9	77,8	71,4	..	79,9	..	73,4	3,9	..	..
Développement humain faible	71,2	..	29,7	33,5	4,5	61,8	63,4	..	72,2	50,8	57,7	14,6	..	..
Régions														
États arabes	52,6	..	..	25,4	4,8	54,6	63,9	24,9	67,6	..	62,9	4,5	..	..
Asie de l'Est et Pacifique	74,5	..	..	21,3	..	..	..	..	..	..	..	2,8	..	..
Europe et Asie Centrale	58,4	20,9	..	12,9	5,3	58,5	71,0	21,5	76,5	43,9	53,5	5,5	6,9	35,4
Amérique latine et Caraïbes	67,2	19,6	8,5	25,7	6,5	77,9	..	..	79,0	47,1	42,0	22,2	2,1	8,1
Asie du Sud	61,2	12,9	..	29,1	4,7	72,9	72,1	19,5	83,2	56,1	66,9	3,7	..	..
Afrique subsaharienne	74,5	..	33,5	35,0	4,4	69,1	56,2	..	65,2	53,6	55,3	20,4	..	..
Pays moins développés	77,4	..	30,2	32,5	4,3	64,2	63,2	..	72,3	56,4	59,5	14,6	..	..
Petits États insulaires en développement	65,9	..	..	29,2	..	..	..	..	..	..	..	14,6	..	..
Monde	65,8	..	..	23,3	5,3	73,9	73,1	29,8	79,0	52,0	66,0	6,9	..	..

NOTES

- a Selon la question de l'enquête réalisée par Gallup sur la satisfaction globale à l'égard de la ville.
- b Données relatives à l'année la plus récente disponible pour la période mentionnée.

DÉFINITIONS

Ratio emploi/population : pourcentage de la population âgée de 25 ans ou plus qui a un travail.
Chômage des jeunes : pourcentage de la population active âgée de 15 à 24 ans qui n'occupe pas d'emploi rémunéré ou indépendant, mais qui est disponible pour travailler et a entrepris les démarches visant à trouver un emploi rémunéré ou indépendant.
Travail des enfants : pourcentage des enfants âgés de 5 à 11 ans qui, au cours de la semaine de référence, ont eu au moins une heure d'activité économique ou au moins 28 heures de tâches domestiques, ou des enfants âgés de 12 à 14 ans qui ont eu, au cours de la semaine de référence, au moins 14 heures d'activité économique ou au moins 28 heures de tâches ménagères.

Perte globale en termes d'indice de développement humain (IDH) due aux inégalités : perte en termes de développement humain potentiel, calculée en différence de pourcentage entre l'IDH et l'IDH ajusté aux inégalités. Consulter la Fiche technique n°2 à l'adresse http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2013_EN_TechNotes.pdf pour en savoir plus sur la méthode de calcul de l'IDH ajusté aux inégalités.
Satisfaction de vivre globale : réponse moyenne à la question de l'enquête internationale Gallup : imaginez une échelle, avec des barreaux numérotés de 0 (en bas) à 10 (en haut). Supposons que le haut de l'échelle représente la meilleure vie possible et que le bas de l'échelle représente la pire vie que vous puissiez imaginer. Sur quel barreau de l'échelle avez-vous le sentiment de vous tenir en ce moment (en supposant que le plus haut barreau est haut, plus vous êtes satisfait de votre vie, et plus le barreau est bas, moins vous êtes satisfait de votre vie) ? Quel barreau correspond le mieux à ce que vous ressentez ?
Satisfaction en matière de liberté de choix : pourcentage de personnes interrogées répondant « oui » à la question de l'enquête internationale Gallup : « Êtes-

vous satisfait de votre liberté de choix en matière de choix de vie, dans ce pays ? »
Satisfaction professionnelle : pourcentage de personnes interrogées répondant « oui » à la question de l'enquête internationale Gallup : « Êtes-vous satisfait de votre travail ? »
Confiance entre personnes : pourcentage de personnes interrogées répondant « oui » à la question de l'enquête internationale Gallup : « En général, diriez-vous que vous pouvez faire confiance à la plupart des personnes ou qu'il faut être méfiant à leur égard ? »
Satisfaction à l'égard de la communauté : pourcentage de personnes interrogées répondant « oui » à la question de l'enquête internationale Gallup : « Actuellement, pensez-vous que la situation économique de votre ville ou de votre région (comme ensemble) empire ou s'améliore ? »
Confiance à l'égard du gouvernement : pourcentage de personnes interrogées répondant « oui » à la question de l'enquête internationale Gallup : « Faites-vous confiance au gouvernement de votre pays ? »

Perception de la sécurité : pourcentage de personnes interrogées répondant « oui » à la question de l'enquête internationale Gallup : « Vous sentez-vous en sécurité dans votre ville ou dans votre zone, si vous vous promenez seul(e) la nuit ? »
Taux d'homicides : nombre d'homicides volontaires, exprimé pour 100 000 personnes. Un homicide volontaire est la mort infligée par une personne à une autre personne.
Taux de suicide : estimation du nombre total de décès résultant de lésions auto-infligées, sur la population totale ou dans une classe d'âge ou de sexe donnée, divisé par le total de la population de référence, exprimée pour 100 000 personnes.
PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES
Colonnes 1 et 2 : OIT (2012).
Colonne 3 : UNICEF (2012).
Colonne 4 : calculs basés sur les valeurs de l'IDH et de l'IDH des tableaux 1 et 3.
Colonnes 5-11 : Gallup (2012).
Colonne 12 : UNODC (2012).
Colonnes 13 et 14 : OMS (2012c).

10 Flux commerciaux internationaux de biens et de services

Classement à l'IDH	COMMERCE DE MARCHANDISES				COMMERCE DE SERVICES				COMPOSITION DES MARCHANDISES					
	Exportations de marchandises		Importations de marchandises		Exportations de services		Importations de services		Part des exportations de marchandises (%)		Part des importations de marchandises (%)		Pièces de rechange et composants*	
	(milliards \$)	(% du PIB)	(milliards \$)	(% du PIB)	(milliards \$)	(% du PIB)	(milliards \$)	(% du PIB)	Importations de produits agricoles	Importations de produits manufacturés	Importations de produits agricoles	Importations de produits manufacturés	(% de produits manufacturés exportés)	(% de produits manufacturés importés)
	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010
DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ														
1 Norvège	130,7	33,0	77,3	19,5	39,7	10,0	42,8	10,8	7,8	18,6	9,4	75,1	37,0	21,5
2 Australie	206,7	20,1	187,9	18,3	48,5	4,7	51,5	5,0	13,1	12,8	5,9	72,4	24,2	21,6
3 États-Unis	1 121,8	7,9	1 966,5	13,9	544,4	3,9	402,0	2,8	12,3	65,2	5,9	68,8	30,3	28,8
4 Pays-Bas	492,6	62,9	440,0	56,2	95,4	12,2	85,2	10,9	16,2	56,5	11,4	56,5	26,0	28,9
5 Allemagne	1 271,1	38,8	1 066,8	32,5	237,6	7,2	263,2	8,0	6,0	81,8	8,6	67,4	28,1	32,0
6 Nouvelle-Zélande	29,7	22,9	30,2	23,3	8,7	6,7	9,1	7,1	65,6	20,3	11,2	70,0	16,0	18,6
7 Irlande	118,3	55,3	60,5	28,3	97,1	45,4	108,4	50,7	9,7	84,2	13,0	66,4	13,5	22,6
7 Suède	158,4	36,5	148,8	34,3	64,4	14,8	48,5	11,2	8,8	74,5	10,2	69,2	28,6	31,1
9 Suisse	195,6	38,3	176,3	34,5	83,6	16,4	39,6	7,8	4,1	87,6	6,8	79,6	15,9	16,9
10 Japon	769,8	14,6	692,6	13,2	141,5	2,7	157,6	3,0	1,3	88,3	11,2	50,0	36,0	31,8
11 Canada	362,1	24,8	388,3	26,6	69,2	4,7	91,3	6,3	14,2	46,7	8,2	74,7	22,7	29,5
12 Corée (République de)	466,4	50,6	425,2	46,1	..	..	..	..	2,0	88,3	6,3	56,4	36,8	35,3
13 Hong Kong, Chine (RAS)	14,8	6,8	441,4	203,9	..	..	..	..	5,7	46,3	4,7	84,7	18,1	56,9
13 Islande	4,6	37,3	3,9	31,9	2,5	20,0	2,2	17,7	41,9	14,6	12,2	58,8	8,9	29,0
15 Danemark	96,5	31,0	84,5	27,1	59,9	19,2	50,7	16,3	21,3	60,4	16,0	72,7	22,1	22,8
16 Israël	58,4	28,4	59,2	28,7	24,7	12,0	18,1	8,8	4,0	65,4	8,5	57,4	28,7	24,1
17 Belgique	411,1	87,5	389,5	82,9	83,3	17,7	78,5	16,7	10,3	70,7	9,8	66,9	13,5	17,6
18 Autriche	144,9	38,2	150,6	39,7	54,5	14,4	36,9	9,7	8,7	79,5	9,5	72,5	30,2	27,0
18 Singapour	351,9	180,9	310,8	159,8	112,3	57,7	96,5	49,6	2,2	72,1	3,5	64,7	64,5	61,4
20 France	511,7	19,8	592,1	22,9	143,7	5,6	129,8	5,0	12,9	78,2	9,9	73,1	26,5	25,8
21 Finlande	70,1	29,5	68,8	28,9	24,6	10,3	21,7	9,1	8,5	76,5	9,6	60,5	23,1	26,2
21 Slovaquie	24,4	50,9	26,5	55,2	5,8	12,0	4,4	9,1	6,0	84,8	11,2	69,1	25,6	26,4
23 Espagne	246,3	17,3	315,5	22,2	124,1	8,7	87,1	6,1	16,2	71,9	11,8	65,3	21,3	26,7
24 Liechtenstein	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
25 Italie	446,8	21,5	487,0	23,5	98,3	4,7	110,1	5,3	8,6	81,7	11,3	63,0	24,2	23,0
26 Luxembourg	13,8	26,4	20,3	38,8	67,5	128,6	37,3	71,2	11,3	79,3	12,3	63,3	19,0	17,7
26 Royaume-Uni	405,9	18,4	559,3	25,3	237,9	10,8	168,8	7,6	7,0	68,2	10,9	67,1	26,0	26,1
28 République tchèque	132,1	67,1	125,7	63,8	21,7	11,0	18,2	9,2	5,3	86,4	6,7	76,9	40,6	43,2
29 Grèce	21,7	7,0	63,9	20,6	37,5	12,1	20,2	6,5	27,5	49,1	13,4	59,2	14,7	12,5
30 Brunéi Darussalam	..	..	..	..	1,1 ^d	7,9	1,4 ^d	12,4	..	..	..	..	..	..
31 Chypre	0,8	3,2	8,6	37,0	11,5	49,5	4,2	17,9	36,1	50,2	15,6	61,6	34,2	14,6
32 Malte	3,7	45,7	5,7	70,5	4,0	49,0	2,6	31,6	5,3	67,6	11,3	62,6	60,4	37,1
33 Andorre	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
33 Estonie	12,8	67,3	13,2	69,4	4,5	23,7	2,8	14,6	15,2	62,2	13,6	63,8	24,9	27,1
35 Slovaquie	64,0	73,4	64,0	73,5	..	..	..	..	5,6	86,3	7,7	75,5	26,6	43,9
36 Qatar	48,3	43,0	..	..	2,3	2,0	6,2	5,5	0,1	6,8	..	..	0,9	..
37 Hongrie	94,7	74,0	87,4	68,3	19,1	14,9	15,9	12,4	8,1	81,7	5,8	71,8	50,1	51,6
38 Barbade	0,2	6,1	1,2	31,1	1,5	38,1	0,8	19,6	33,5	63,9	26,7	70,0	15,7	16,7
39 Pologne	157,1	34,9	174,1	38,7	32,5	7,2	29,0	6,4	12,0	79,1	9,4	74,2	30,6	29,2
40 Chili	70,9	36,5	59,4	30,5	10,8	5,6	11,8	6,1	22,2	12,0	7,7	68,7	9,7	19,3
41 Lituanie	20,8	56,9	23,4	63,9	4,1	11,3	2,8	7,7	19,7	54,0	14,2	49,9	13,4	16,4
41 Émirats arabes unis	..	..	..	..	11,7	4,1	41,7	14,7	..	..	..	..	..	..
43 Portugal	48,7	21,2	75,6	32,8	23,3	10,1	14,4	6,2	13,9	73,1	15,1	66,7	24,8	22,1
44 Lettonie	8,9	35,5	11,1	44,7	3,7	14,7	2,2	8,8	30,0	57,6	16,3	59,1	13,7	16,0
45 Argentine	68,2	20,2	56,8	16,8	13,2	3,9	14,1	4,2	50,8	32,2	3,7	84,4	13,1	29,1
46 Seychelles	..	..	..	..	0,4	47,7	0,3	36,8	..	..	..	..	..	..
47 Croatie	11,8	19,0	20,1	32,3	11,0	17,7	3,5	5,6	15,0	68,0	11,5	67,2	24,6	17,2
DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ														
48 Bahreïn	15,5	73,3	16,0	75,7	4,0	19,2	1,9	9,0	1,9	5,6	8,1	38,8	1,4	25,1
49 Bahamas	0,3	3,9	2,9	37,0	..	..	..	..	25,6	63,4	19,3	52,9	0,0	14,1
50 Bélarus	25,2	48,3	34,9	66,7	4,5	8,6	2,9	5,5	14,7	52,9	9,4	47,5	10,7	20,2
51 Uruguay	5,4 ^d	15,4	6,9 ^d	19,8	2,5	7,1	1,4	4,1	73,5	23,7	12,2	62,5	10,5	15,6
52 Monténégro	..	..	..	..	1,0	24,0	0,4	9,7	..	..	..	..	..	..
52 Palaos	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
54 Koweït	50,3	43,8	..	..	7,7	6,7	13,6	11,8	0,4	6,2	..	..	3,4	..
55 Fédération de Russie	400,1	29,5	248,7	18,4	44,3	3,3	73,5	5,4	4,1	14,1	14,0	68,6	9,7	21,7
56 Roumaine	49,4	30,6	62,0	38,4	8,6	5,3	9,4	5,8	10,1	78,5	9,1	75,3	37,0	32,6
57 Bulgarie	20,6	42,8	25,4	52,7	7,0	14,5	4,5	9,3	17,5	49,3	10,6	54,9	22,1	20,4
57 Arabie saoudite	245,9	59,4	106,9	25,8	10,7	2,6	76,8	18,5	1,2	11,0	16,5	76,1	2,7	23,0

Classement à l'IDH	COMMERCE DE MARCHANDISES				COMMERCE DE SERVICES				COMPOSITION DES MARCHANDISES					
	Exportations de marchandises		Importations de marchandises		Exportations de services		Importations de services		Part des exportations de marchandises (%)		Part des importations de marchandises (%)		Pièces de rechange et composants*	
	(milliards \$)	(% du PIB)	(milliards \$)	(% du PIB)	(milliards \$)	(% du PIB)	(milliards \$)	(% du PIB)	Importations de produits agricoles	Importations de produits manufacturés	Importations de produits agricoles	Importations de produits manufacturés	(% de produits manufacturés exportés)	(% de produits manufacturés importés)
	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010
59 Cuba	..	..	..	..	8,0 ^d	..	1,4 ^d	..	..	..	..	..	..	..
59 Panama	0,7	2,8	16,7	65,8	6,1	24,0	2,8	10,9	67,6	11,9	8,2	89,7	0,1	11,8
61 Mexique	298,3	31,0	301,5	31,4	15,4	1,6	25,6	2,7	6,3	74,5	7,8	79,5	40,3	46,2
62 Costa Rica	9,0	27,6	13,9	42,4	4,2	12,7	1,8	5,4	37,3	60,7	10,1	73,0	43,9	31,8
63 Grenade	..	..	0,3 ^d	36,2	0,1	17,7	0,1	13,0	..	..	25,8	58,8	..	14,1
64 Libye	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
64 Malaisie	198,8	92,3	164,5	76,3	34,0	15,8	33,7	15,6	14,5	67,0	9,8	73,2	54,5	54,5
64 Serbie	..	..	..	..	3,5	9,0	3,5	9,0	..	..	..	..	..	..
67 Antigua-et-Barbuda	0,0	0,2	0,5	42,3	0,5	43,2	0,2	18,8	50,7	47,6	22,5	48,3	0,0	23,1
67 Trinité-et-Tobago	10,0	49,1	6,5	31,9	0,9	4,2	0,4	2,1	2,6	31,0	11,9	49,9	1,0	20,0
69 Kazakhstan	..	..	..	..	4,2	3,2	11,3	8,6	..	..	..	..	..	..
70 Albanie	1,5	12,9	4,6	38,4	2,2	18,7	2,0	16,8	6,9	62,0	19,0	63,6	5,7	12,5
71 Venezuela (Rép. bolivarienne du)	67,0	18,5	32,3	9,0	..	..	..	..	0,2	4,0	16,7	80,8	7,2	25,0
72 Dominique	0,0	5,9	0,2	47,1	0,1	24,7	0,1	13,2	27,1	66,0	25,1	57,1	0,9	16,2
72 Géorgie	1,3	11,5	5,1	45,5	1,6	14,3	1,1	9,7	21,5	46,3	18,9	60,2	6,0	13,3
72 Liban	4,3	11,5	18,0	48,6	15,3	41,3	13,0	35,2	12,6	54,6	16,7	54,8	18,4	11,7
72 Saint-Kitts-et-Nevis	0,0	3,9	0,3	39,6	..	..	..	..	12,7	87,2	21,6	73,7	87,8	17,5
76 Iran (République islamique d')	83,8	25,3	54,7	16,5	..	..	..	..	6,5	15,6	17,6	70,0	4,3	21,3
77 Pérou	35,2	25,1	30,0	21,4	4,0	2,8	6,0	4,3	16,9	10,9	12,0	72,5	4,5	17,9
78 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	2,7 ^d	29,2	5,0 ^d	54,7	..	..	..	..	25,4	69,0	17,4	74,8	7,0	11,8
78 Ukraine	51,4	40,7	60,7	48,0	17,1	13,5	12,2	9,7	20,4	63,7	10,3	52,9	13,9	16,9
80 Maurice	1,5	16,1	4,4	47,5	2,7	29,1	2,0	21,4	39,5	56,3	23,1	54,6	1,6	15,6
81 Bosnie-Herzégovine	4,8	28,5	9,2	54,7	1,3	7,6	0,6	3,5	13,2	54,7	19,7	57,8	27,6	15,6
82 Azerbaïdjan	21,3	43,8	6,6	13,6	2,1	4,3	3,8	7,8	2,8	2,5	20,2	76,3	6,0	23,1
83 Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,0	5,2	0,4	56,3	..	..	..	..	82,4	15,7	24,0	53,3	0,2	15,1
84 Oman	31,6	60,4	19,8	37,8	1,8	3,4	6,5	12,5	2,6	10,5	12,7	73,3	8,6	21,9
85 Brésil	197,4	10,5	179,7	9,6	31,8	1,7	62,6	3,3	34,8	35,8	6,0	73,9	22,8	30,7
85 Jamaïque	1,2	9,5	5,2	39,7	2,6	20,0	1,8	13,9	24,8	7,9	18,7	48,7	1,5	14,5
87 Arménie	0,9	9,6	3,7	41,5	0,8	8,5	1,0	11,1	17,3	21,2	18,6	52,5	10,4	17,1
88 Sainte-Lucie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
89 Équateur	17,5	31,8	20,6	37,4	1,4	2,5	3,0	5,4	34,1	9,6	9,4	67,8	12,9	17,4
90 Turquie	114,0	16,9	185,5	27,6	34,4	5,1	19,7	2,9	10,9	77,7	6,9	62,5	14,8	21,3
91 Colombie	39,5	15,0	40,5	15,4	4,4	1,7	8,0	3,0	14,6	21,0	11,1	80,9	8,4	17,3
92 Sri Lanka	8,3	18,1	12,4	27,0	2,5	5,4	3,1	6,8	30,8	61,2	16,7	61,8	5,5	13,7
93 Algérie	57,1	38,0	41,0	27,3	3,6	2,4	11,9	7,9	0,6	0,8	17,9	78,4	2,9	20,5
94 Tunisie	16,4	37,4	22,2	50,6	5,8	13,2	3,3	7,6	8,2	76,0	11,5	72,3	28,9	26,8
DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN														
95 Tonga	0,0	2,4	0,2	47,0	0,0	12,2	0,0	13,5	90,6	7,6	31,3	44,8	0,2	16,3
96 Belize	0,3	20,5	0,7	50,9	0,4	25,7	0,2	11,8	62,3	1,3	17,4	60,9	0,3	12,3
96 République dominicaine	4,8	9,7	15,1	30,8	5,1	10,3	2,1	4,4	28,5	67,6	14,6	59,4	10,4	18,7
96 Fidji	0,6	18,6	1,8	60,2	0,7 ^d	23,3	0,5 ^d	14,9	62,2	22,1	18,7	48,1	5,7	19,1
96 Samoa	0,1	10,6	0,3	55,3	0,2	28,3	0,1	15,5	21,5	78,2	26,9	54,0	97,8	17,4
100 Jordanie	5,9	23,6	15,3	60,8	5,2	20,5	4,3	17,0	16,5	72,0	17,6	56,3	5,4	18,4
101 Chine	1 577,8	28,9	1 289,1	23,6	171,2	3,1	193,3	3,5	3,3	93,4	8,4	60,9	28,7	44,8
102 Turkménistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
103 Thaïlande	195,3	67,0	180,1	61,8	34,0	11,7	45,9	15,7	18,0	71,6	6,6	66,2	38,1	40,9
104 Maldives	0,1	3,7	1,1	54,5	0,8	38,3	0,3	15,3	96,2	0,1	24,6	50,2	0,0	21,1
105 Suriname	2,0	49,2	1,4	33,9	0,2	5,9	0,3	6,3	2,9	1,9	15,3	63,7	27,8	18,3
106 Gabon	5,4 ^d	44,4	2,5 ^d	20,7	0,4	3,3	1,9	15,9	9,6	4,2	17,6	74,1	30,3	26,1
107 El Salvador	4,5	21,4	8,5	40,3	1,0	4,6	1,1	5,1	21,9	71,5	18,5	63,8	7,8	14,1
108 Bolivie (État plurinational de)	7,0	37,7	5,6	30,3	..	..	..	..	16,1	6,3	8,4	78,1	2,6	12,3
108 Mongolie	..	..	..	..	0,5	9,0	0,8	14,5	..	..	..	..	..	..
110 Palestine (État de)	0,4 ^d	..	4,0 ^d	..	..	..	..	..	17,2	66,9	22,9	43,8	1,5	10,1
111 Paraguay	4,5	27,8	10,0	61,6	1,5	9,2	0,7	4,4	88,5	10,7	8,1	79,4	7,4	20,1
112 Égypte	26,3	12,9	53,0	26,0	..	..	..	..	19,5	41,7	22,4	59,9	8,4	18,1
113 Moldova (République de)	0,9	16,6	3,9	68,5	..	..	..	..	73,0	22,6	16,2	62,4	8,2	15,6
114 Philippines	51,5	28,0	58,5	31,8	13,2	7,2	11,3	6,1	8,0	85,1	11,7	66,8	72,8	58,4
114 Ouzbékistan	..	..	..	..	1,1	3,1	0,6	1,7	..	..	..	..	..	..
116 République arabe syrienne	11,4	20,1	17,6	31,1	5,2	8,5	..	..	22,7	24,7	23,4	54,1	6,6	16,0
117 Micronésie (États fédérés de)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

TABLEAU 10 FLUX COMMERCIAUX INTERNATIONAUX DE BIENS ET DE SERVICES

Classement à l'IDH	COMMERCÉ DE MARCHANDISES				COMMERCÉ DE SERVICES				COMPOSITION DES MARCHANDISES					
	Exportations de marchandises		Importations de marchandises		Exportations de services		Importations de services		Part des exportations de marchandises (%)		Part des importations de marchandises (%)		Pièces de rechange et composants*	
	(milliards \$)	(% du PIB)	(milliards \$)	(% du PIB)	(milliards \$)	(% du PIB)	(milliards \$)	(% du PIB)	Importations de produits agricoles	Importations de produits manufacturés	Importations de produits agricoles	Importations de produits manufacturés	(% de produits manufacturés exportés)	(% de produits manufacturés importés)
	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010
118 Guyana	0,9	43,2	1,4	67,6	0,3	12,7	0,3	16,3	49,0	3,8	15,3	54,8	2,1	15,5
119 Botswana	4,7	35,5	5,7	42,8	0,8	6,1	1,2	9,3	5,2	10,5	13,2	57,2	16,3	21,8
120 Honduras	2,6 ^d	17,8	6,0 ^d	40,4	1,0	6,9	1,3	9,0	53,1	33,8	20,1	59,9	18,3	15,0
121 Indonésie	157,8	25,3	135,5	21,7	16,8	2,7	26,1	4,2	22,8	37,0	11,5	63,4	18,8	32,9
121 Kiribati	0,0	2,8	0,1	52,4	..	..	..	..	68,3	27,6	41,7	32,0	0,1	18,3
121 Afrique du Sud	71,5	22,1	79,9	24,7	14,0	4,3	18,5	5,7	11,0	43,2	6,8	64,1	15,0	27,3
124 Vanuatu	..	..	..	..	0,2 ^d	38,2	0,1 ^d	16,8	..	..	..	..	..	..
125 Kirghizistan	1,3	27,4	3,2	68,0	..	..	..	..	17,1	18,6	18,1	53,9	14,6	12,8
125 Tadjikistan	..	..	..	..	0,2	3,9	0,4	7,4	..	..	..	..	..	..
127 Viet Nam	72,2 ^d	71,1	84,8 ^d	83,5	..	..	..	..	23,3	64,0	12,1	71,9	19,0	23,6
128 Namibie	5,8	58,3	6,0	59,6	0,9	8,5	0,7	7,0	25,5	23,3	15,5	69,6	6,7	16,4
129 Nicaragua	1,8	28,9	4,2	65,5	0,5	7,4	0,7	10,8	78,7	6,3	17,1	60,8	5,7	14,5
130 Maroc	17,8	19,6	35,4	38,9	12,5	13,8	7,4	8,2	20,6	63,4	13,6	59,9	28,2	21,5
131 Irak	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
132 Cap-Vert	0,0	2,9	0,7	44,8	0,5	31,3	0,4	23,2	81,6	17,5	29,1	57,8	0,0	18,2
133 Guatemala	8,5	21,4	13,8	35,0	2,2	5,6	2,4	6,0	46,3	42,6	14,6	66,0	3,0	15,7
134 Timor-Leste	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
135 Ghana	5,2	18,0	8,1	27,7	1,5	5,1	3,0	10,3	24,2	7,3	16,4	81,3	8,9	19,0
136 Guinée équatoriale	..	..	..	..	0,1	0,5	2,2	16,7	..	..	..	..	..	..
136 Inde	220,4	14,5	350,0	23,0	123,8	8,1	116,8	7,7	10,5	52,4	5,1	36,9	14,5	29,8
138 Cambodge	5,6	51,7	4,9	45,3	1,8	17,0	1,2	10,8	3,7	96,1	8,6	79,4	0,2	7,3
138 Rép. Démocratique populaire lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
140 Bhoutan	0,4	29,7	0,9	61,4	0,1 ^d	4,2	0,1 ^d	5,3	7,4	69,5	13,7	60,8	0,0	19,1
141 Swaziland	..	..	..	..	0,2	7,2	0,6	17,6	..	..	..	..	..	..
DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE														
142 Congo	6,9	64,1	4,4	40,5	..	..	..	..	2,1	30,2	7,4	86,7	2,5	9,1
143 Îles Salomon	0,2	32,9	0,4	65,6	0,1	14,7	0,2	28,8	29,2	0,1	18,7	20,1	14,5	21,6
144 Sao Tomé-et-Principe	0,0	3,2	0,1	56,4	0,0 ^d	5,3 ^d	0,0 ^d	9,6 ^d	95,3	4,7	30,6	52,0	20,1	13,5
145 Kenya	5,2	16,5	12,1	38,5	3,7	11,7	2,0	6,4	57,6	33,9	13,6	62,8	6,3	16,1
146 Bangladesh	..	..	..	..	2,4	2,6	4,4	4,6	..	..	..	..	..	..
146 Pakistan	21,0	12,4	37,5	22,1	6,4	3,8	7,1	4,2	18,8	74,0	18,0	48,4	0,6	17,1
148 Angola	..	..	..	..	0,6	0,8	17,3	22,0	..	..	..	..	..	..
149 Myanmar	7,6	..	4,2	..	0,3	..	0,7	..	30,2	5,5	8,7	67,9	2,3	14,3
150 Cameroun	3,9	17,4	5,1	22,9	1,2	5,2	1,7	7,8	39,2	6,9	19,3	51,3	18,6	17,5
151 Madagascar	0,9	11,0	2,5	29,6	1,0 ^d	9,9	1,2 ^d	14,2	29,9	46,7	14,6	69,6	1,5	22,5
152 Tanzanie (République-Unie de)	3,9	17,7	8,0	36,2	..	..	..	..	29,6	17,2	10,8	60,5	8,0	15,0
153 Nigéria	86,6	47,3	44,2	24,2	3,1	1,7	22,3	12,2	5,0	6,7	11,0	86,5	8,0	24,0
154 Sénégal	2,2	16,9	4,8	37,3	1,1	8,9	1,1	8,9	27,2	36,4	23,9	44,4	3,2	15,9
155 Mauritanie	0,7	21,9	1,7	52,0	0,2	4,8	0,8	23,2	38,4	0,0	19,9	52,8	0,0	30,7
156 Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	..	..	..	0,2	2,4	2,8	32,7	..	..	..	..	..	..
157 Népal	0,8	5,8	5,1	35,5	0,7	4,7	0,9	6,0	23,0	72,3	13,4	56,5	3,0	15,5
158 Lesotho	0,6	32,3	1,4	69,7	0,0	2,5	0,5	26,5	12,9	84,7	30,4	57,8	8,4	16,2
159 Togo	0,4	13,9	1,0	31,3	0,3	8,6	0,3	11,0	18,8	70,2	17,0	67,2	0,3	12,1
160 Yémen	6,2 ^d	22,1	9,3 ^d	33,0	..	..	..	..	6,8	1,1	31,6	46,7	5,3	13,7
161 Haïti	..	..	..	..	0,4	5,8	0,9	13,6	..	..	..	..	..	..
161 Ouganda	1,2	7,0	4,7	28,3	1,3	7,9	1,8	11,1	74,0	22,8	13,5	65,3	2,7	18,0
163 Zambie	7,2	49,7	5,3	36,7	0,3	2,2	0,9	6,5	6,8	8,7	5,3	61,7	14,0	18,5
164 Djibouti	0,2 ^d	15,0	0,6 ^d	61,7	0,3 ^d	30,7	0,1 ^d	12,2	0,5	92,7	30,1	62,7	47,0	19,0
165 Gambie	0,0	3,4	0,3	28,0	..	..	..	..	79,0	10,5	35,9	42,9	5,7	22,2
166 Bénin	0,4	6,6	1,5	22,7	0,3	5,3	0,4	6,6	84,4	14,7	35,5	43,1	4,8	8,0
167 Rwanda	0,2 ^d	4,4	1,1 ^d	20,5	0,4	6,9	0,6	11,0	52,9	20,8	14,9	75,8	3,0	17,5
168 Côte d'Ivoire	10,3	44,8	7,8	34,2	..	..	..	..	58,1	16,1	20,1	54,9	5,8	11,7
169 Comores	..	..	..	..	0,1	11,3	0,1	17,9	..	..	..	..	..	..
170 Malawi	1,1	21,8	2,2	44,4	0,1	1,7	0,4	7,7	79,8	9,0	14,8	74,1	11,6	10,1
171 Soudan	9,0	14,9	8,6 ^d	14,1	0,3	0,4	2,9	4,8	6,2	0,4	16,1	78,9	4,4	16,8
172 Zimbabwe	3,2	48,1	9,1	136,0	0,2	3,6	0,4	6,6	24,7	29,5	20,7	49,2	1,9	11,3
173 Éthiopie	2,3	7,4	8,6	27,9	2,4	7,6	2,5	8,2	82,7	8,2	11,5	68,8	17,7	18,8
174 Libéria	..	..	..	..	0,2	16,9	1,1	115,7	..	..	..	..	..	..
175 Afghanistan	0,4	2,5	5,2	32,8	..	..	..	..	50,8	19,6	13,7	19,1	0,0	27,1

	COMMERCE DE MARCHANDISES				COMMERCE DE SERVICES				COMPOSITION DES MARCHANDISES					
	Exportations de marchandises		Importations de marchandises		Exportations de services		Importations de services		Part des exportations de marchandises (%)		Part des importations de marchandises (%)		Pièces de rechange et composants*	
	(milliards \$)	(% du PIB)	(milliards \$)	(% du PIB)	(milliards \$)	(% du PIB)	(milliards \$)	(% du PIB)	Importations de produits agricoles	Importations de produits manufacturés	Importations de produits agricoles	Importations de produits manufacturés	(% de produits manufacturés exportés)	(% de produits manufacturés importés)
Classement à l'IDH	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010	2010
176 Guinée-Bissau	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
177 Sierra Leone	..	..	..	..	0,1	3,2	0,1	7,6	..	..	..	..	..	..
178 Burundi	0,1	6,2	0,4	21,0	0,1	4,1	0,2	8,8	76,8	5,3	15,1	81,7	16,1	13,9
178 Guinée	..	..	..	..	0,1	1,4	0,4	8,9	..	..	..	..	..	..
180 République centrafricaine	0,1 ^d	4,5	0,2 ^d	10,6	0,1	3,3	0,2	8,7	37,4	3,1	30,2	67,2	13,2	18,4
181 Érythrée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
182 Mali	1,9	21,0	4,7	51,2	0,4	3,8	0,9	9,8	14,2	3,7	12,1	61,3	11,0	21,3
183 Burkina Faso	1,3	15,0	2,0	23,9	0,1	1,4	0,6	7,1	28,0	2,9	15,9	61,3	13,3	15,7
184 Tchad	..	..	..	..	0,2	2,0	2,4	30,4	..	..	..	..	..	..
185 Mozambique	2,2	23,3	3,6	37,7	0,6	6,9	1,1	12,1	20,1	2,0	12,6	49,6	20,9	17,4
186 Congo (République démocratique du)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
186 Niger	0,5	9,1	2,3	43,0	0,1	2,5	1,1	19,8	20,7	11,9	17,3	69,3	2,6	18,3
AUTRES PAYS ET TERRITOIRES														
Corée (Rép. populaire démocratique de)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Îles Marshall	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Monaco	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nauru	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Saint-Marin	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Catégories d'IDH														
Développement humain très élevé	8 889,2	21,6	9 960,0	24,2	2 682,8	6,6	2 333,0	5,8	9,4	70,1	8,5	67,4	29,5	30,6
Développement humain élevé	2 088,2	26,8	1 769,7	23,2	302,6	4,0	426,9	5,9	10,5	37,4	11,3	71,6	30,0	30,4
Développement humain moyen	2 475,3	27,0	2 409,2	26,2	418,1	4,7	446,8	5,1	7,9	79,9	8,7	59,0	28,5	38,8
Développement humain faible	188,8	24,9	210,0	27,9	29,1	3,3	82,6	9,8	18,0	19,4	14,1	66,9	3,8	18,9
Régions														
États arabes	546,6	38,9	367,5	..	86,4	5,8	..	..	4,4	17,8	16,7	70,5	12,5	21,0
Asie de l'Est et Pacifique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Europe et Asie Centrale	1 226,6	33,5	1 218,4	33,1	251,7	6,6	232,3	6,2	8,5	54,9	10,3	68,3	28,7	29,1
Amérique latine et Caraïbes	857,8	18,9	842,6	18,5	120,0	2,7	151,8	3,6	21,0	42,0	8,5	76,3	31,5	32,3
Asie du Sud	335,2	14,2	466,8	23,3	136,6	7,4	132,7	7,2	10,6	44,8	8,7	44,2	11,8	26,1
Afrique subsaharienne	237,5	28,3	246,3	29,1	39,6	4,3	93,5	10,3	15,7	21,5	11,4	69,1	12,4	22,2
Pays moins développés	..	..	..	..	16,8	3,5	49,9	11,0	..	..	..	..	..	..
Petits États insulaires en développement	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Monde	13 641,6	23,2	14 349,9	24,5	3 432,6	5,9	3 289,3	5,7	9,4	66,5	9,0	66,6	29,2	31,6

NOTES

- a** Toutes les données relatives au commerce de marchandises sont issues de la nomenclature du système harmonisé à six chiffres, dans le but de fournir une définition. Elles sont mises en conformité avec la classification type pour le commerce international à l'aide de tables de concordance.
- b** En ce qui concerne la méthode de classement des pièces de rechange et des composants, consulter Athukorala (2012) et la version de son document de réflexion citée.
- c** Le PIB en dollars courants est pondéré pour 2009 et 2010.
- d** Correspond à 2009.

DÉFINITIONS

Exportations de biens : les biens qui viennent se soustraire au stock de ressources matérielles d'un pays en sortant de son territoire économique.

Importations de biens : les biens qui viennent s'ajouter au stock de ressources matérielles d'un pays en pénétrant sur son territoire économique.

Exportations de services : exportations d'un éventail hétérogène de produits immatériels et d'activités qui modifient les conditions des unités de consommation ou facilitent l'échange de produits ou d'actifs financiers.

Importations de services : importations d'un éventail hétérogène de produits immatériels et

d'activités qui modifient les conditions des unités de consommation ou facilitent l'échange de produits ou d'actifs financiers.

Part des exportations de produits agricoles ou manufacturés : exportations de biens agricoles ou manufacturés exprimées en pourcentage des exportations totales de marchandises.

Part des importations de produits agricoles ou manufacturés : importations de biens agricoles ou manufacturés exprimées en pourcentage des importations totales de marchandises.

Pièces de rechange et composants : biens intermédiaires utilisés pour la production d'articles manufacturés destinés à la consommation finale,

exprimés en pourcentage des exportations et importations totales de biens manufacturés.

PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES

Colonnes 1, 3 et 9 à 14 : UNSD (2012b).

Colonnes 2 et 4 : calculs du BRDH basés sur les données de l'UNSD (2012b) et de la Banque mondiale (2012a).

Colonnes 5 et 7 : CNUCED (2012).

Colonnes 6 et 8 : calculs du BRDH basés sur les données de l'UNSD (2012) et de la Banque mondiale (2012a).

Flux internationaux de capitaux et migrations

Classement à l'IDH	FLUX FINANCIERS						MOBILITÉ HUMAINE					
	Investissements directs étrangers flux nets	Aide publique au développement nette reçue	Flux de capitaux privés	Transferts d'argent (% du PIB)		Réserves totales (or exclu)	Migrations			Trafic téléphonique international (minutes par personne)		
				Entrées	Sorties		Effectif d'émigrants ^b	Effectifs d'immigrants	Taux net de migration		Tourisme récepteur international	
	(% du PIB)	(% du PIB)	(% du PIB)			(% du PIB)	(% de la population)	(pour 1 000 personnes)	(milliers)	Entrant	Sortant	
2007-2010 ^c	2010	2007-2010 ^c	2010	2010	2007-2010 ^c	2010	2010	2005/2010 ^f	2010	2005-2010 ^d	2005-2010 ^d	
DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ												
1 Norvège	2,8	-1,1	-4,9	0,16	0,97	10,2	3,8	10,0	7,2	4 767	..	241,9
2 Australie	2,7	-0,3	6,5	0,43	0,33	3,1	2,1	25,7	10,5	5 885	..	..
3 États-Unis	1,5	-0,2	-0,2	0,04	0,36	0,9	0,8	13,5	3,3	59 791	82,5	237,1
4 Pays-Bas	1,9	-0,8	1,1	0,50	1,67	2,4	6,0	10,5	0,6	10 883	..	96,5
5 Allemagne	1,1	-0,4	1,2	0,35	0,49	1,9	4,3	13,1	1,3	26 875	..	182,5
6 Nouvelle-Zélande	0,5	-0,3	1,7	0,59 ^e	0,82 ^e	11,7	14,5	22,4	3,1	2 492	..	173,3
7 Irlande	6,4	-0,5	25,3	0,29	0,85	0,6	16,1	19,6	4,6	7 189	..	441,8
7 Suède	2,3	-1,0	2,2	0,15	0,15	8,2	3,4	14,1	5,8	4 951	..	160,5
9 Suisse	0,4	-0,4	-9,0	0,49	4,09	44,0	5,4	23,2	4,8	8 628	..	409,3
10 Japon	0,0	-0,2	0,7	0,03	0,08	21,4	0,6	1,7	0,4	8 611	13,8	..
11 Canada	2,4	-0,3	4,1	..	..	3,8	3,5	21,3	6,6	16 097	..	..
12 Corée (République de)	0,4	-0,1	-0,5	0,86	1,12	27,3	4,3	1,1	-0,1	8 798	22,2	47,7
13 Hong Kong, Chine (RAS)	34,1	..	-0,8	0,15	0,19	117,1	10,2	38,8	5,1	20 085	524,3	1 446,9
13 Islande	7,2	-0,3	-55,2	0,20	0,10	60,1	13,0	11,3	6,8	1 213	233,1	148,0
15 Danemark	4,6	-0,9	-1,6	0,20	1,02	24,6	4,7	8,8	3,3	8 744	183,9	190,6
16 Israël	4,7	..	-0,2	0,65	1,72	30,8	14,0	40,4	7,8	2 803	..	..
17 Belgique	18,0	-0,6	-0,2	2,18	0,87	3,5	4,2	13,7	3,8	7 186	..	255,0
18 Autriche	3,3	-0,3	0,6	0,86	0,92	2,6	7,1	15,6	3,8	22 004	..	171,6
18 Singapour	18,1	..	-1,4	..	..	99,1	6,1	40,7	30,9	9 161	447,5	1 525,2
20 France	1,5	-0,5	10,8	0,61	0,21	1,8	2,8	10,7	1,6	77 148	182,1	192,1
21 Finlande	0,0	-0,6	2,9	0,35	0,18	3,0	6,2	4,2	2,7	3 670	..	..
21 Slovénie	2,2	..	6,8	0,66	0,34	1,7	6,5	8,1	2,2	1 869 ^f	88,2	112,0
23 Espagne	1,7	..	-3,2	0,76	0,88	2,2	3,0	15,2	10,1	52 677	..	118,9
24 Liechtenstein	..	..	..	..	..	..	17,1	34,6	..	52	..	..
25 Italie	1,5	-0,2	-3,4	0,33	0,60	2,2	5,8	7,4	6,7	43 626	..	152,0
26 Luxembourg	542,9	-1,1	214,8	2,99	19,69	1,5	11,8	35,2	17,6	849	810,6	822,5
26 Royaume-Uni	2,2	-0,6	-4,9	0,33	0,16	3,3	7,5	11,2	3,3	28 295	..	147,5
28 République tchèque	2,5	..	2,1	0,57	0,92	18,4	3,6	4,4	4,6	8 185	120,1	50,5
29 Grèce	0,6	..	-7,8	0,50	0,65	0,4	10,8	10,1	2,7	15 007 ^g	96,1	201,3
30 Brunéi Darussalam	4,0	..	4,3	..	3,60	12,6	6,0	36,4	1,8	157 ^f	..	..
31 Chypre	1,0	..	35,1	0,63	1,75	2,0	17,0	17,5	8,3	2 173	314,7	555,4
32 Malte	12,2	..	-42,2	0,58	0,56	5,6	26,2	3,8	2,4	1 332	..	144,0
33 Andorre	..	..	..	..	..	..	10,7	64,4	..	1 830	638,6	708,3
33 Estonie	0,8	..	15,0	1,71	0,50	0,9	12,6	13,6	0,0	2 120	102,9	80,8
35 Slovaquie	0,6	..	1,4	1,83	0,08	0,9	9,6	2,4	1,3	1 298 ^h	137,2	140,6
36 Qatar	4,3	..	..	..	..	9,4	0,7	86,5	132,9	1 866	422,7	484,8
37 Hongrie	17,1	..	6,5	1,76	0,98	34,8	4,6	3,7	1,5	9 510	116,2	48,2
38 Barbade	16,3	0,3 ^e	10,4	2,99	0,97	22,1	41,0	10,9	0,0	532	..	..
39 Pologne	2,8	..	4,9	1,62	0,34	18,0	8,3	2,2	0,3	12 470	..	24,9
40 Chili	7,0	0,1	-0,3	0,00	0,00	16,9	3,7	1,9	0,4	2 766	26,2	12,2
41 Lituanie	2,9	..	6,1	4,34	1,48	18,5	13,2	4,0	-2,1	1 507	75,1	34,4
41 Émirats arabes unis	1,3	..	..	..	..	10,3	1,2	70,0	106,3	7 126	..	643,1
43 Portugal	4,3	-0,3	-3,8	1,56	0,62	0,8	20,8	8,6	2,8	6 756 ^f	173,9	111,2
44 Lettonie	5,5	..	2,9	2,56	0,18	21,2	12,3	15,0	-0,9	1 373	..	94,1
45 Argentine	1,6	0,0	0,9	0,17	0,27	9,7	2,4	3,6	-1,0	5 325	..	18,4
46 Seychelles	17,4	6,3	19,3	1,13	2,72	25,1	14,6	12,8	..	175	64,7	111,3
47 Croatie	2,3	0,3	3,8	2,16	0,27	22,7	17,1	15,9	0,5	9 111	224,1	90,9
DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ												
48 Bahreïn	0,7	..	19,9	..	7,16 ^e	22,2	3,7	39,1	90,2	4 935	..	..
49 Bahamas	7,6	..	7,1	..	1,18	13,7	12,8	9,7	3,9	1 370	..	..
50 Bélarus	7,2	0,3	8,7	0,68	0,19	10,9	18,4	11,4	-1,0	119	69,6	52,2
51 Uruguay	4,1	0,1	9,0	0,26	0,02	22,0	10,5	2,4	-3,0	2 353	76,2	46,3
52 Monténégro	18,5	2,0	..	7,32	0,67	8,6	0,0	6,8	-0,8	1 088	..	..
52 Palaos	1,4	19,5	..	..	..	..	38,8	28,1	..	84	179,9	205,1
54 Koweït	0,1	..	-7,8	..	9,47 ^e	14,6	8,5	68,8	22,2	207	..	..
55 Fédération de Russie	2,8	..	-1,7	0,35	1,26	24,4	7,9	8,7	1,6	22 281	..	..
56 Roumaine	1,5	..	3,0	2,40	0,22	23,9	13,1	0,6	-0,9	7 575	105,4	..
57 Bulgarie	3,4	..	2,2	2,91	0,05	28,5	16,0	1,4	-1,3	6 047	107,1	47,4
57 Arabie saoudite	2,8	..	-0,5	0,05	6,00	93,7	0,7	27,8	8,2	10 850	..	..

Classement à l'IDH	FLUX FINANCIERS					MOBILITÉ HUMAINE						
	Investissements directs étrangers flux nets	Aide publique au développement nette reçue	Flux de capitaux privés	Transferts d'argent (% du PIB)		Réserves totales (or exclu)	Migrations			Tourisme récepteur international (milliers)	Trafic téléphonique international (minutes par personne)	
				Entrées	Sorties		Effectif d'émigrants ^a	Effectifs d'immigrants	Taux net de migration (pour 1 000 personnes)		Entrant	Sortant
	(% du PIB)	(% du PIB)	(% du PIB)	2010	2010	(% du PIB)	(% de la population)			2005-2010 ^d	2005-2010 ^d	
2007-2010 ^c	2010	2007-2010 ^c	2010	2010	2007-2010 ^c	2010	2010	2005/2010 ^e	2010	2005-2010 ^d	2005-2010 ^d	
59 Cuba	0,0	0,2	..	..	..	8,1	10,9	0,1	-3,4	2 507	32,7	2,5
59 Panama	8,8	0,5	7,5	0,86	0,93	7,5	4,0	3,4	0,7	1 324	54,4	75,5
61 Mexique	1,7	0,0	4,5	2,13	..	12,5	10,7	0,7	-3,3	22 260	..	..
62 Costa Rica	5,1	0,3	5,8	1,52	0,75	11,6	2,7	10,5	3,4	2 100	85,7	43,1
63 Grenade	7,7	4,6	6,0	6,96	0,47	14,8	65,5	12,1	-9,7	114	488,1	315,8
64 Libye	2,2	0,1 ^e	-5,0	0,03 ^e	..	..	1,7	10,4	-0,7	34 ^h	..	..
64 Malaisie	3,9	0,0	-1,4	0,55	2,75	47,3	5,3	8,4	0,6	24 577 ^e	..	..
64 Serbie	6,0	1,8	10,6	8,72	0,18	33,0	2,0	5,3	0,0	683	104,4	32,1
67 Antigua-et-Barbuda	8,4	1,7	5,2	2,15	0,19	13,1	47,6	23,6	..	230	487,3	247,8
67 Trinité-et-Tobago	2,6	0,0	2,6	0,57	..	46,3	26,7	2,6	-3,0	413	243,7	200,6
69 Kazakhstan	6,9	0,2	-2,7	0,20	2,04	13,5	23,6	19,5	0,1	3 393	40,1	38,9
70 Albanie	9,4	2,9	6,7	9,75	0,20	18,5	45,4	2,8	-3,0	2 417	224,3	23,6
71 Venezuela (Rép. bolivarienne du)	1,7	0,0	2,4	0,04	0,20	3,1	1,8	3,5	0,3	615	..	20,1
72 Dominique	5,2	7,0	6,6	5,56	0,04	16,8	104,8	8,3	..	77	140,8	172,6
72 Géorgie	6,8	5,5	6,7	6,93	0,43	19,6	25,1	4,0	-6,8	2 033	125,6	36,4
72 Liban	11,0	1,2	2,1	19,38	9,58	80,0	15,6	17,8	-0,6	2 168	318,4	87,3
72 Saint-Kitts-et-Nevis	17,9	1,8	14,4	6,52	0,85	34,5	61,1	9,6	..	92	820,6	629,7
76 Iran (République islamique d')	0,9	0,0	..	0,32 ^e	..	16,3	1,7	2,8	-0,5	2 034	3,5	10,9
77 Pérou	4,8	-0,2	7,8	1,65	0,08	26,7	3,7	0,1	-5,1	2 299	92,7	19,6
78 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	4,0	2,1	3,4	4,25	0,25	22,9	21,9	6,3	0,2	262	..	23,3
78 Ukraine	4,4	0,5	5,2	4,11	0,02	18,4	14,4	11,6	-0,2	21 203	..	..
80 Maurice	4,4	1,3	19,9	2,33	0,14	22,8	10,9	3,3	0,0	935	140,8	108,5
81 Bosnie-Herzégovine	2,4	3,0	2,4	11,44	0,33	22,9	38,9	0,7	-0,5	365	213,8	49,6
82 Azerbaïdjan	2,3	0,3	1,0	2,71	1,82	16,2	16,0	3,0	1,2	1 280	74,8	17,5
83 Saint-Vincent-et-les Grenadines	15,3	2,6	15,5	4,54	1,05	13,0	37,7	7,9	-9,2	72	..	..
84 Oman	1,1	-0,1	-0,8	0,07 ^e	9,86 ^e	20,0	0,5	28,4	11,7	1 048 ^e	223,1	206,9
85 Brésil	2,7	0,0	4,1	0,19	0,06	14,1	0,7	0,4	-0,5	5 161	..	2,3
85 Jamaïque	1,6	1,1	-1,5	14,50	2,26	15,1	36,1	1,1	-7,4	1 922	252,4	828,6
87 Arménie	6,5	3,5	4,3	10,63	1,67	18,9	28,2	10,5	-4,9	575	174,9	243,8
88 Sainte-Lucie	9,2	3,6	9,7	2,62	0,37	17,3	23,3	5,9	-1,2	306	292,7	203,6
89 Équateur	0,3	0,3	0,9	4,43	0,14	2,5	8,3	2,9	-1,7	1 047	62,7	11,7
90 Turquie	2,1	0,1	4,6	0,12	0,02	10,1	5,6	1,9	-0,1	27 000	57,8	43,4
91 Colombie	4,0	0,3	3,7	1,41	0,04	9,5	4,6	0,2	-0,5	2 147	..	..
92 Sri Lanka	1,0	1,2	3,3	8,38	1,10	10,6	9,1	1,7	-2,5	654	28,6	..
93 Algérie	1,4	0,1	1,1	1,26	0,03	96,9	3,4	0,7	-0,8	1 912	36,5	17,1
94 Tunisie	3,2	1,3	3,0	4,45	0,03	21,4	6,3	0,3	-0,4	6 903	58,0	16,1
DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN												
95 Tonga	4,5	19,5	0,0	23,65	2,60	32,9	45,4	0,8	-16,0	45	..	..
96 Belize	6,2	2,0	5,2	5,68	1,65	16,1	16,1	15,0	-0,7	239	135,8	178,5
96 République dominicaine	3,2	0,4	5,6	6,53	0,06	7,4	10,1	4,2	-2,9	4 125	309,4	52,2
96 Fidji	6,2	2,5	6,0	5,78	0,69	21,8	21,3	2,2	-6,8	632	..	..
96 Samoa	0,1	25,5	1,8	24,11	1,21	25,7	67,3	5,0	-17,3	130	..	..
100 Jordanie	6,4	3,6	6,0	13,78	1,87	39,8	11,3	45,9	7,0	4 557	95,8	6,8
101 Chine	3,1	0,0	2,6	0,89	0,03	43,8	0,6	0,1	-0,3	55 664	9,2	2,9
102 Turkménistan	10,4	0,2	..	..	..	..	5,0	4,0	-2,2	8	..	..
103 Thaïlande	3,0	0,0	4,2	0,55	..	48,4	1,2	1,7	1,5	15 936	20,5	..
104 Maldives	7,9	5,6	7,9	0,20	5,31	17,0	0,6	1,0	0,0	792	..	428,6
105 Suriname	-5,9	2,4	-6,2	0,10	0,03 ^e	13,8	39,0	7,5	-2,0	205	..	..
106 Gabon	1,3	0,9	..	..	..	12,7	1,7	18,9	0,7	358	..	..
107 El Salvador	1,5	1,4	2,1	16,10	0,11	9,3	20,5	0,7	-9,5	1 150	223,3	175,7
108 Bolivie (État plurinational de)	3,2	3,6	4,2	5,54	0,53	40,6	6,8	1,5	-3,5	807	85,6	11,4
108 Mongolie	23,5	5,4	54,9	4,46	2,73	26,6	1,2	0,4	-1,1	457	35,2	17,2
110 Palestine (État de)	..	..	..	..	..	..	68,4	43,6	-4,7	522	..	..
111 Paraguay	2,1	0,6	2,0	3,67	..	20,7	7,9	2,5	-1,3	465	37,6	19,4
112 Égypte	2,9	0,3	7,2	3,53	0,12	6,5	4,4	0,3	-0,9	14 051	55,4	7,8
113 Moldova (République de)	3,9	7,5	3,7	23,57	2,01	28,1	21,5	11,4	-9,4	8	198,1	59,8
114 Philippines	0,6	0,3	3,0	10,73	0,03	29,9	4,6	0,5	-2,8	3 520	..	..
114 Ouzbékistan	2,1	0,6	..	..	..	..	7,0	4,2	-3,9	975	..	..
116 République arabe syrienne	2,5	0,2	2,2	2,78	0,36	32,9	4,2	9,8	-0,6	8 546	..	23,4
117 Micronésie (États fédérés de)	3,4	40,2	..	..	..	23,6	19,7	2,4	-16,3	26	..	..

TABLEAU 11 FLUX INTERNATIONAUX DE CAPITAUX ET MIGRATIONS

Classement à l'IDH	FLUX FINANCIERS						MOBILITÉ HUMAINE					
	Inves- tissements directs flux nets	Aide publique au dévelop- pement nette reçue	Flux de capitaux privés	Transferts d'argent (% du PIB)		Réserves totales (or exclu)	Migrations			Tourisme récepteur international	Trafic téléphonique international (minutes par personne)	
				Entrées	Sorties		Effectif d'émigrants ^b	Effectifs d'immigrants	Taux net de migration		Entrant	Sortant
	(% du PIB)	(% du PIB)	(% du PIB)	(% du PIB)		(% du PIB)	(% de la population)		(pour 1 000 personnes)	(milliers)	2005-2010 ^d	
2007-2010 ^c	2010	2007-2010 ^c	2010	2010	2007-2010 ^c	2010	2010	2005/2010 ^e	2010	2005-2010 ^d	2005-2010 ^d	
118 Guyana	11,9	6,7	11,8	13,65	3,41	34,6	56,9	1,5	-10,7	150	103,4	26,8
119 Botswana	1,8	1,1	4,6	0,67	0,68	45,8	3,2	5,8	1,9	2 145	..	26,3
120 Honduras	5,9	3,9	5,8	17,27	0,08	15,9	7,5	0,3	-2,8	896	96,0	139,9
121 Indonésie	2,1	0,2	1,7	0,98	0,40	12,6	1,1	0,1	-1,1	7 003	..	..
121 Kiribati	2,4	10,5	..	..	..	..	6,5	2,0	..	5 ^f	..	..
121 Afrique du Sud	1,4	0,3	1,6	0,31	0,38	10,4	1,7	3,7	2,9	8 074	..	..
124 Vanuatu	5,6	16,2	7,1	0,93	0,38	21,2	1,6	0,3	0,0	97	..	..
125 Kirghizistan	6,6	8,5	3,9	26,60	6,19	28,8	11,2	4,0	-5,1	1 316	23,6	50,0
125 Tadjikistan	0,3	7,8	0,4	39,96	15,17	4,4	11,2	4,0	-8,9	325	..	..
127 Viet Nam	7,5	2,9	6,4	7,76	..	10,9	2,5	0,1	-1,0	3 747	..	..
128 Namibie	7,1	2,4	4,5	0,13	0,14	14,5	0,7	6,3	-0,1	984	..	..
129 Nicaragua	13,3	9,8	13,3	12,48	..	25,9	12,5	0,7	-7,1	1 011	..	..
130 Maroc	2,5	1,1	2,0	7,07	0,07	19,5	9,3	0,2	-4,3	9 288	114,1	14,5
131 Irak	1,8	2,8	-1,1	0,09	0,04	52,6	4,9	0,3	-1,0	1 518	..	..
132 Cap-Vert	6,7	20,7	4,8	8,36	0,71	17,8	37,6	2,4	-7,1	382	110,4	28,5
133 Guatemala	2,2	1,0	1,5	10,23	0,05	12,4	6,1	0,4	-3,0	1 876	119,6	50,0
134 Timor-Leste	32,0	9,2	..	..	..	43,8	1,4	1,2	-9,4	40	6,9	11,4
135 Ghana	7,9	5,3	9,8	0,42	..	14,0	3,4	7,6	-0,4	803	45,3	24,5
136 Guinée équatoriale	4,8	0,9	..	..	..	15,4	14,9	1,1	6,1	..	..	..
136 Inde	1,4	0,2	3,0	3,21	0,23	14,7	0,9	0,4	-0,5	5 776	20,1	7,5
138 Cambodge	7,0	6,9	6,5	3,29	1,91	26,8	2,3	2,2	-3,7	2 399	..	..
138 Rép. Démocratique populaire lao	3,9	6,2	4,6	0,57	0,11	9,8	5,7	0,3	-2,5	1 670	..	..
140 Bhoutan	1,3	9,2	..	0,32	5,41	46,8	6,3	5,7	4,9	27	..	..
141 Swaziland	3,7	2,6	5,0	2,95	0,30	15,1	13,4	3,4	-1,0	868	38,2	3,7
DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE												
142 Congo	23,5	14,5	..	0,12	0,85	38,3	5,6	3,8	2,6	85	..	..
143 Îles Salomon	35,1	61,4	34,3	0,43	0,65	49,2	1,0	1,3	0,0	21	..	..
144 Sao Tomé-et-Principe	12,3	24,2	12,2	0,99	0,27	20,7	21,9	3,2	-8,2	8	40,7	14,6
145 Kenya	0,6	5,1	0,8	5,52	0,19	12,7	1,1	2,0	-1,0	1 469	16,5	7,6
146 Bangladesh	0,7	1,3	0,8	10,81	0,01	7,7	3,3	0,7	-4,0	267	..	..
146 Pakistan	1,1	1,6	0,6	5,48	0,01	6,9	2,5	2,3	-2,4	855	24,8	13,1
148 Angola	-3,9	0,3	-5,9	0,10 ^h	0,87	28,5	2,8	0,3	0,9	425	..	..
149 Myanmar	..	..	..	..	..	..	1,0	0,2	-2,1	311	2,9	0,2
150 Cameroun	0,0	2,4	0,5	0,87	0,24	12,6	1,4	1,0	-0,2	298	23,2	5,4
151 Madagascar	9,9	5,4	..	..	..	12,9	0,4	0,2	-0,1	196	5,5	2,1
152 Tanzanie (République-Unie de)	1,9	13,0	4,6	0,11	0,55	15,7	0,7	1,5	-1,4	783	3,8	3,2
153 Nigéria	3,1	1,2	4,9	5,10	0,02	14,9	0,6	0,7	-0,4	1 414	18,7	11,8
154 Sénégal	1,8	7,3	3,1	10,47	1,12	13,6	5,0	1,6	-2,3	875	86,5	26,9
155 Mauritanie	0,4	10,6	..	..	..	11,9	3,5	2,9	0,6	..	39,9	15,8
156 Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,3	5,5	-0,8	0,16	3,41	32,9	0,9	0,4	0,0	114 ^h	..	..
157 Népal	0,5	5,1	0,5	21,66	0,20	19,2	3,3	3,2	-0,7	603	12,9	..
158 Lesotho	5,4	9,5	5,5	34,23	0,88	..	20,5	0,3	-1,9	414	..	..
159 Togo	1,3	13,3	-0,6	10,49	2,27	21,5	5,4	2,7	-0,2	150	34,9	10,2
160 Yémen	0,2	2,3	-1,8	3,99	1,09	13,2	4,7	2,1	-1,2	536	76,6	4,6
161 Haïti	2,3	45,5	2,3	22,59	2,03	16,3	9,9	0,3	-5,0	423	..	..
161 Ouganda	4,7	10,2	6,3	5,32	3,50	15,6	2,2	1,9	-0,9	946	..	4,9
163 Zambie	10,3	6,4	4,6	0,27	0,42	12,1	1,4	1,8	-1,4	815	..	..
164 Djibouti	9,2	14,9 ^e	9,2	3,09 ^e	..	..	1,5	13,0	0,0	53	41,1	209,2
165 Gambie	3,2	11,9	3,2	11,02	5,53	20,1	3,7	16,6	-1,7	91 ^h	..	..
166 Bénin	1,7	10,5	1,1	3,78	1,34	12,2	5,8	2,5	1,2	199 ^h	40,8	23,9
167 Rwanda	0,8	18,5	1,1	1,63	1,27	16,5	2,6	4,5	0,3	666	9,2	3,0
168 Côte d'Ivoire	1,8	3,9	1,4	0,78	3,29	17,9	5,4	11,2	-3,8	..	..	..
169 Comores	1,7	12,5	..	..	..	25,4	5,6	2,0	-2,9	15	..	..
170 Malawi	2,8	20,8	1,4	..	..	3,5	1,4	1,8	-0,3	746	..	0,9
171 Soudan	3,1	3,4	3,1	2,95	0,00	0,3	2,2	1,7	0,7	420	10,4	16,0
172 Zimbabwe	1,4	10,1	..	..	..	..	9,9	2,9	-14,3	2 239	16,0	21,8
173 Éthiopie	1,0	11,9	2,0	0,76	0,09	..	0,7	0,6	-0,8	330	5,7	0,4
174 Libéria	45,8	175,5	45,8	2,71	0,10	..	10,5	2,3	16,7	..	24,5	28,0
175 Afghanistan	0,4	42,4	..	..	..	25,9	8,1	0,3	-2,6	..	4,9	2,5
176 Guinée-Bissau	1,1	16,7	1,4	5,76	2,03	22,6	6,8	1,2	-1,4	30	..	..

Classement à l'IDH	FLUX FINANCIERS						MOBILITÉ HUMAINE					
	Investissements directs étrangers flux nets	Aide publique au développement nette reçue	Flux de capitaux privés	Transferts d'argent (% du PIB)		Réserves totales (or exclu)	Migrations			Trafic téléphonique international (minutes par personne)		
				Entrées	Sorties		Effectif d'émigrants ^b	Effectifs d'immigrants	Taux net de migration		Tourisme récepteur international	
	(% du PIB)	(% du PIB)	(% du PIB)	2010	2010	(% du PIB)	(% de la population)	(pour 1 000 personnes)	(milliers)	Entrant	Sortant	
2007-2010 ^c	2010	2007-2010 ^c	2010	2010	2007-2010 ^c	2010	2010	2005/2010 ^e	2010	2005-2010 ^d	2005-2010 ^d	
177 Sierra Leone	4,5	24,4	36,9	3,01	0,31	19,6	4,6	1,8	2,2	39	..	..
178 Burundi	0,0	31,0	0,1	1,39	0,06	12,6	4,2	0,7	9,5	201	..	..
178 Guinée	2,1	5,1	22,7	1,28	0,92	..	5,2	3,8	-6,3	30 ^f	..	..
180 République centrafricaine	3,6	13,2	..	..	..	7,1	2,9	1,8	0,2	52	5,5	6,6
181 Érythrée	2,6	7,7	..	..	..	4,4	18,0	0,3	2,3	84	22,9	1,7
182 Mali	1,6	12,1	-0,6	4,63	1,77	13,0	7,6	1,2	-1,4	169	8,8	14,1
183 Burkina Faso	0,4	12,0	0,4	1,08	1,13	9,4	9,7	6,4	-1,6	274	..	..
184 Tchad	9,1	6,2	..	..	..	10,0	2,1	3,4	-1,4	31	..	..
185 Mozambique	8,6	21,4	16,1	1,43	0,87	19,3	5,0	1,9	-0,2	2 224	5,9	2,6
186 Congo (République démocratique du)	22,4	29,0	..	..	..	8,1	1,3	0,7	-0,1	53	3,9	3,1
186 Niger	17,5	13,8	13,4	1,63	0,41	11,2	2,4	1,3	-0,4	66	..	..
AUTRES PAYS OU TERRITOIRES												
Corée (Rép. populaire démocratique de)	..	..	..	..	..	..	1,3	0,2	0,0	..	..	..
Îles Marshall	5,3	45,9	..	..	..	..	16,6	2,7	..	5	..	..
Monaco	..	..	..	..	..	..	56,3	71,6	..	279	..	..
Nauru	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Saint-Marin	..	..	..	..	..	1,2	9,9	37,0	..	120	..	..
Somalie	..	..	..	..	..	20,7	8,7	0,2	-6,8	..	..	..
Soudan du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tuvalu	4,8	26,2	..	..	..	..	..	..	..	2	..	..
Catégories d'IDH												
Développement humain très élevé	2,7	..	0,9	0,31	0,50	7,8	3,6	11,3	4,0	534 968	..	189,8
Développement humain élevé	2,7	0,2	2,2	0,99	1,25	23,2	6,7	4,5	-0,3	199 071	62,5	24,9
Développement humain moyen	2,8	0,2	2,8	1,81	0,13	33,8	1,6	0,7	-0,6	163 618	..	..
Développement humain faible	2,3	5,5	1,9	4,91	0,46	13,6	2,8	1,6	-1,5	19 020	..	..
Régions												
États arabes	2,4	..	0,5	2,29	3,76	43,7	5,4	8,0	3,3	76 540	..	..
Asie de l'Est et Pacifique	3,1	0,1	..	..	..	40,3	1,1	0,3	-0,5	116 484	..	..
Europe et Asie Centrale	3,4	..	1,8	1,22	0,81	19,4	10,3	6,5	-0,1	149 901	90,3	49,2
Amérique latine et Caraïbes	2,7	0,2	3,7	1,15	0,12	13,1	5,3	1,1	-1,8	66 379	101,7	23,9
Asie du Sud	1,3	0,7	2,6	3,60	0,23	14,0	1,6	0,8	-1,1	11 008	19,5	..
Afrique subsaharienne	2,7	3,8	2,8	1,99	0,52	15,0	2,5	2,1	-0,5	30 141	..	..
Pays moins développés	2,4	8,3	1,5	5,09	..	14,8	3,3	1,4	-1,4	16 915	..	..
Petits États insulaires en développement	2,7	3,4	5,0	6,13	1,05	16,7	12,5	1,8	-3,5	15 782	..	..
Monde	2,7	0,0	1,4	0,76	0,53	14,7	2,9	3,1	0,0	917 082	..	..

NOTES

- a Valeurs négatives concernant l'aide officielle au développement nette versée par les pays donateurs.
- b Certaines valeurs peuvent dépasser 100 % (voir Définitions).
- c Données relatives à l'année la plus récente disponible pour la période mentionnée.
- d Les données sont des estimations moyennes annuelles pour 2005-2010.
- e Correspond à 2009.
- f Correspond à 2007.
- g Correspond à 2006.
- h Correspond à 2008.

DÉFINITIONS

Investissements directs étrangers flux nets : somme des capitaux propres des bénéficiaires réinvestis et des autres capitaux à long et à court terme exprimée en pourcentage du PIB.

Aide publique au développement nette reçue : décaissement de prêts octroyés à des conditions libérales (nets du remboursement du principal) et de subventions accordées par les agences officielles afin de promouvoir le développement économique et le bien-être dans les pays et territoires figurant dans la Partie I de la liste des destinataires de l'aide établie par le Comité

d'aide au développement exprimé en pourcentage du revenu national brut (RNB) du pays destinataire.

Flux de capitaux privés : investissements directs étrangers nets et portefeuille de placements exprimés en pourcentage du PIB.

Transferts d'argent entrées : revenus et ressources matérielles transférés par les migrants ou réfugiés internationaux à des personnes résidant dans leur pays d'origine ou dans un pays où ils ont précédemment résidé.

Transferts d'argent sorties : transferts courants effectués par des travailleurs migrants et salaires et traitements acquis par des travailleurs non résidents. Les envois de fonds sont considérés comme des transferts privés réalisés par des travailleurs résidents dans le pays d'accueil depuis plus d'un an quel que soit leur statut d'immigrant vers des récepteurs dans leur pays d'origine. Les transferts des émigrés sont définis comme la valeur nette des migrants susceptibles de rester dans le pays d'accueil pendant plus d'un an transférée d'un pays vers un autre au moment de la migration. La rémunération des salariés est le revenu des migrants ayant vécu dans le pays d'accueil pendant moins d'un an. Les données sont exprimées en proportion du PIB.

Réserves totales (or exclu) : somme des droits de tirage spéciaux des réserves des membres du Fonds monétaire international (FMI) détenues par

ce dernier et avoirs de devises sous le contrôle des autorités monétaires avoirs en or exclus exprimée en pourcentage du PIB

Effectifs d'émigrants : proportion des effectifs d'émigrants d'un pays par rapport à sa population (non la somme de la population et des émigrants) exprimée en pourcentage de la population du pays. La définition d'émigrant est différente selon les pays mais se réfère généralement à des résidents qui quittent le pays avec l'intention de séjourner à l'étranger pendant plus d'un an.

Effectifs d'immigrants : proportion des effectifs d'immigrants dans un pays exprimée en pourcentage de la population du pays. La définition d'immigrant est différente selon les pays mais se réfère généralement aux personnes nées à l'étranger ou étrangères (d'après la nationalité) ou la combinaison des deux.

Taux net de migrations : rapport de la différence entre le nombre d'immigrants et d'émigrants dans un pays pendant une période spécifique par rapport à la population moyenne pour cette même période exprimé pour 1 000 personnes.

Tourisme récepteur international : arrivées de visiteurs non résidents (visiteurs pour un court séjour touristes visiteurs d'une journée excursionnistes) aux frontières nationales.

Trafic téléphonique international entrant : appels téléphoniques (fixes et portables) effectifs (achevés) provenant de l'extérieur d'un pays donné à destination de ce dernier exprimé en minutes de trafic par personne.

Trafic téléphonique international sortant : appels téléphoniques (fixes et portables) effectifs (achevés) provenant d'un pays donné à destination de l'extérieur de ce dernier exprimé en minutes de trafic par personne.

DATA SOURCES

- Colonne 1 et 3 à 6** : Banque mondiale (2012a).
- Colonne 2** : Banque mondiale (2012a) et OCDE-CAD (2012).
- Colonne 7** : basés sur les données de la Banque mondiale (2011) et de l'UNDESA (2011).
- Colonne 8** : calculs du BRDH basés sur les données de la Banque mondiale (2011) et des données de la Banque mondiale sur la population (2012a).
- Colonne 9** : UNDESA (2011).
- Colonne 10** : OMT (2012).
- Colonne 11 et 12** : calculs du BRDH basés sur les données relatives au trafic téléphonique entrant et sortant d'après l'ITU (2012).

TABLEAU 12 Innovation et technologie

Classement à l'IDH	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT			INNOVATION			ADOPTION DES TECHNOLOGIES				
	Dépenses	Chercheurs	Diplômés en sciences et en ingénierie	Brevets accordés à des résidents et à des non résidents	Redevances et droits de licence perçus	Taux d'électrification	Ordinateurs individuels	Utilisateurs d'Internet	Abonnements à l'Internet à large bande fixe	Abonnés à la téléphonie fixe et mobile	
	(% du PIB)	(pour un million de personnes)	(% du total)	(pour un million de personnes)	(\$ par habitant)	(% de la population)			(pour 100 personnes)		
	2005-2010 ^b	2002-2010 ^b	2002-2011 ^b	2005-2010 ^b	2005-2011 ^b	2009	2002-2009 ^b	2010	2010	2010	
DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ											
1	Norvège	1,8	5 503,7	15,3	334,0	101,9	99,7 ^c	62,9	93,3	35,3	149,3
2	Australie	2,3	4 258,5	18,1	653,7	32,7	99,7 ^c	60,3	75,9	24,2	139,7
3	États-Unis	2,8	4 673,2	15,5	707,6	387,1	99,7 ^c	80,6	74,2	27,6	139,0
4	Pays-Bas	1,8	2 817,6	14,0	117,6	320,8	99,7 ^c	91,2	90,7	38,1	158,9
5	Allemagne	2,8	3 780,1	28,6	166,2	174,9	99,7 ^c	65,6	82,5	31,7	183,7
6	Nouvelle-Zélande	1,2	4 323,7	20,5	995,2	53,5	99,7 ^c	52,6	83,0	24,9	157,7
7	Irlande	1,8	3 372,5	21,6	54,4	574,2	99,7 ^c	58,2	69,8	21,1	151,5
9	Suède	3,6	5 017,6	25,0	147,1	619,4	99,7 ^c	88,1	90,0	31,8	168,6
9	Suisse	3,0	3 319,8	21,6	96,7	..	99,7 ^c	96,2	82,2	37,9	177,7
10	Japon	3,4	5 189,3	20,6	1 759,9	226,8	99,7 ^c	40,7	77,6	26,9	126,4
11	Canada	2,0	4 334,7	21,1	562,1	114,4	99,7 ^c	94,5	81,3	29,8	120,3
12	Corée (République de)	3,4	4 946,9	31,5	1 428,8	86,8	99,7 ^c	57,6	82,5	35,7	162,3
13	Hong Kong, Chine (RAS)	0,8	2 759,5	34,7	758,9	56,6	99,7 ^c	69,3	71,8	29,9	256,9
13	Islande	2,6	7 428,1	14,5	434,2	0,1	99,7 ^c	52,7	95,6	34,1	168,1
15	Danemark	3,0	6 390,3	19,6	27,9	..	99,7 ^c	54,9	88,8	37,7	172,2
16	Israël	4,3	..	..	502,0	137,3	99,7	24,2	65,4	25,1	172,5
17	Belgique	2,0	3 490,7	16,3	49,7	232,1	99,7 ^c	37,7	73,7	31,5	154,1
18	Autriche	2,7	4 122,1	28,8	134,6	92,6	99,7 ^c	60,7	72,7	23,9	184,6
18	Singapour	2,7	5 834,0	..	873,3	367,7	100,0	74,3	71,1	24,9	184,8
20	France	2,2	3 689,8	26,2	157,7	240,0	99,7 ^c	63,1	77,5	34,0	151,8
21	Finlande	3,8	7 647,4	29,4	172,1	556,5	99,7 ^c	50,0	86,9	28,6	179,7
21	Slovénie	1,9	3 678,8	18,2	123,2	42,7	99,7 ^c	42,5	69,3	24,2	148,0
23	Espagne	1,4	2 931,8	25,3	60,2	23,0	99,7 ^c	39,3	65,8	22,9	155,9
24	Liechtenstein	..	..	19,8	..	..	99,7 ^c	..	80,0	63,8	152,9
25	Italie	1,3	1 690,0	20,5	303,4	59,8	99,7 ^c	36,7	53,7	21,9	185,3
26	Luxembourg	1,7	4 824,8	32,5	171,4	890,0	99,7 ^c	67,3	90,1	33,2	197,1
26	Royaume-Uni	1,8	3 794,2	21,7	90,2	226,3	99,7 ^c	80,2	84,7	31,6	184,0
28	République tchèque	1,5	2 754,8	23,8	86,8	10,2	99,7 ^c	27,4	68,6	14,5	159,7
29	Grèce	0,6	1 849,5	24,9	42,2	6,1	99,7 ^c	9,4	44,6	19,9	154,6
30	Brunéi Darussalam	..	286,3	21,9	107,2	..	99,7 ^c	9,1	50,0	5,4	129,1
31	Chypre	0,5	752,0	13,7	17,2	2,1	99,7 ^c	30,9	53,0	17,6	131,2
32	Malte	0,6	1 168,1	15,0	9,6	81,0	..	..	63,1	28,0	169,2
33	Andorre	..	..	..	..	..	99,7 ^c	..	81,0	28,9	122,2
33	Estonie	1,4	3 210,3	19,4	89,5	16,9	99,7 ^c	25,5	74,2	25,1	159,3
35	Slovaquie	0,5	2 437,7	20,6	68,8	0,7	99,7 ^c	58,1	79,9	12,7	129,4
36	Qatar	..	..	24,0	..	..	98,7	16,0	81,6	8,2	149,4
37	Hongrie	1,1	2 005,9	15,1	6,5	102,8	99,7 ^c	25,6	65,2	19,6	149,9
38	Barbade	..	..	8,7	..	12,6	99,7 ^c	14,8	70,0	20,6	177,9
39	Pologne	0,7	1 597,5	15,7	78,5	7,1	99,7 ^c	16,9	62,5	13,0	143,0
40	Chili	0,4	354,8	20,4	59,6	3,7	98,5	14,1	45,0	10,5	136,2
41	Lituanie	0,8	2 541,1	21,0	25,3	0,2	99,7 ^c	24,2	62,8	20,6	171,1
41	Émirats arabes unis	..	..	27,3	..	..	100,0	30,0	78,0	10,5	165,1
43	Portugal	1,7	4 307,8	33,8	13,1	5,7	99,7 ^c	18,2	51,3	19,2	185,0
44	Lettonie	0,5	1 601,2	14,3	81,7	4,5	99,7 ^c	32,7	71,5	19,3	126,8
45	Argentine	0,5	1 045,5	14,3	30,6	4,7	97,2	9,0	36,0	9,6	166,5
46	Seychelles	0,3	155,7	..	..	21,6	99,7 ^c	21,2	40,8	7,3	160,5
47	Croatie	0,8	1 571,3	24,4	18,6	5,3	99,7 ^c	18,0	60,1	18,3	186,2
DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ											
48	Bahreïn	..	..	..	..	..	99,4	55,0	55,0	5,4	142,2
49	Bahamas	..	..	..	..	..	..	12,5	43,0	7,2	162,6
50	Bélarus	0,6	..	26,6	127,4	2,1	..	..	32,1	17,4	152,5
51	Uruguay	0,7	346,1	13,6	8,6	0,1	98,3	13,6	47,9	10,9	160,8
52	Monténégro	1,1	..	..	418,1	..	..	..	52,0	8,3	211,9
52	Palaos	..	..	..	..	..	..	..	..	1,2	105,0
54	Koweït	0,1	151,9	..	..	..	100,0	26,5	38,3	1,7	181,5
55	Fédération de Russie	1,3	3 091,4	28,1	212,1	6,1	..	13,3	43,4	11,0	199,4
56	Roumaine	0,5	894,8	21,7	20,8	13,7	..	19,2	40,0	13,9	135,9
57	Bulgarie	0,5	1 586,7	18,8	33,5	2,5	..	11,0	46,0	14,5	164,9
57	Arabie saoudite	0,1	..	35,8	7,1	..	99,0	65,7	41,0	5,5	203,0

Classement à l'IDH	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT			INNOVATION		ADOPTION DES TECHNOLOGIES				
	Dépenses	Chercheurs	Diplômés en sciences et en ingénierie	Brevets accordés à des résidents et à des non résidents	Redevances et droits de licence perçus	Taux d'électrification	Ordinateurs individuels	Utilisateurs d'Internet	Abonnements à l'Internet à large bande fixe	Abonnés à la téléphonie fixe et mobile
	(% du PIB)	(pour un million de personnes)	(% du total)	(pour un million de personnes)	(\$ par habitant)	(% de la population)			(pour 100 personnes)	
	2005-2010 ^a	2002-2010 ^a	2002-2011 ^b	2005-2010 ^b	2005-2011 ^b	2009	2002-2009 ^a	2010	2010	2010
59 Cuba	0,5	..	3,3	12,4	..	97,0	5,6	15,9	0,0	19,2
59 Panama	0,2	111,3	19,2	107,5	..	88,1	6,3	42,7	7,8	200,4
61 Mexique	0,4	347,3	25,6	82,9	..	..	13,9	31,1	10,0	98,1
62 Costa Rica	0,4	257,4	11,9	9,7	0,9	99,3	23,2	36,5	6,2	96,9
63 Grenade	..	..	..	..	0,7	..	15,6	33,6	13,8	144,5
64 Libye	..	..	..	..	..	99,8	2,3	14,0	1,1	190,8
64 Malaisie	0,6	364,6	37,7	76,7	9,5	99,4	22,7	56,3	7,3	135,3
64 Serbie	0,9	1 060,1	23,7	43,3	7,8	..	17,6	43,1	11,2	178,7
67 Antigua-et-Barbuda	..	..	..	104,7	..	..	20,6	80,6	8,0	232,2
67 Trinité-et-Tobago	0,0	..	30,4	67,6	..	99,0	13,2	48,5	10,8	163,1
69 Kazakhstan	0,2	..	..	10,9	0,0	..	..	33,4	8,9	143,7
70 Albanie	0,2	146,8	6,1	108,9	4,1	..	4,6	45,0	3,3	152,3
71 Venezuela (Rép. bolivarienne du)	..	182,6	..	..	..	99,0	9,3	35,9	5,4	121,3
72 Dominique	..	..	..	..	0,2	..	18,8	47,3	13,9	178,0
72 Géorgie	0,2	..	8,2	59,3	1,0	..	5,4	26,3	5,8	114,2
72 Liban	..	..	25,0	..	1,7	99,9	10,3	31,0	4,7	89,0
72 Saint-Kitts-et-Nevis	..	..	..	..	..	..	22,7	76,6	27,9	191,9
76 Iran (République islamique d')	0,8	750,7	44,4	63,9	..	98,4	10,5	13,0	0,7	127,5
77 Pérou	..	..	..	12,6	0,1	85,7	10,2	34,3	3,1	111,0
78 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	0,2	471,6	21,4	163,7	4,7	..	36,6	51,9	12,5	124,6
78 Ukraine	0,9	1 353,1	26,3	85,2	2,3	..	4,5	44,6	6,5	145,8
80 Maurice	0,4	..	..	6,2	1,7	99,4	17,6	28,7	6,1	123,2
81 Bosnie-Herzégovine	0,0	197,2	..	46,0	3,4	..	6,4	52,0	8,2	109,3
82 Azerbaïdjan	0,3	..	16,6	22,9	0,0	..	8,0	46,7	5,0	117,1
83 Saint-Vincent-et-les Grenadines	..	..	..	..	..	..	15,2	..	11,4	140,8
84 Oman	..	..	38,9	..	..	98,0	18,0	62,0	1,6	175,6
85 Brésil	1,1	695,7	12,2	16,7	3,0	98,3	16,1	40,7	6,8	125,7
85 Jamaïque	..	..	..	15,9	1,8	92,0	6,8	26,5	4,3	127,5
87 Arménie	0,3	..	15,9	40,1	..	..	9,7	44,0	2,8	144,2
88 Sainte-Lucie	..	..	..	203,6	..	..	16,0	40,1	11,6	135,9
89 Équateur	0,3	106,1	12,8	1,9	..	92,2	12,5	29,0	1,4	116,6
90 Turquie	0,8	803,9	20,9	9,0	..	..	6,4	39,8	9,7	107,2
91 Colombie	0,2	157,2	23,2	13,8	1,3	93,6	11,2	36,5	5,6	111,6
92 Sri Lanka	0,1	96,3	..	24,2	..	76,6	3,7	12,0	1,1	100,4
93 Algérie	0,1	170,1	28,0	6,3	0,1	99,3	1,1	12,5	2,5	100,7
94 Tunisie	1,1	1 862,5	..	..	2,4	99,5	9,7	36,6	4,6	117,6
DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN										
95 Tonga	..	..	..	..	..	..	5,9	12,0	1,0	82,0
96 Belize	..	..	..	24,4	7,0	..	14,4	12,6	2,9	65,1
96 République dominicaine	..	..	..	..	..	95,9	2,2	39,5	3,6	99,8
96 Fidji	..	..	..	..	0,6	..	6,1	14,8	2,7	96,3
96 Samoa	..	..	..	60,7	..	..	2,3	7,0	0,1	110,2
100 Jordanie	0,4	..	25,1	10,3	..	99,9	7,6	38,9	3,2	117,5
101 Chine	1,5	1 198,9	..	100,7	0,6	99,4	5,7	34,4	9,4	86,2
102 Turkménistan	..	..	..	..	..	..	7,3	2,2	0,0	73,7
103 Thaïlande	0,2	315,5	..	11,2	2,2	99,3	6,6	21,2	4,6	113,6
104 Maldives	..	..	..	..	26,5	..	20,0	28,3	4,8	171,6
105 Suriname	..	..	..	..	1,3	..	4,0	31,6	3,0	185,7
106 Gabon	0,6	..	..	..	..	36,7	3,4	7,2	0,3	109,0
107 El Salvador	0,1	..	26,4	..	0,0	86,4	5,8	15,9	2,8	140,5
108 Bolivie (État plurinational de)	..	120,3	..	..	0,7	77,5	2,4	20,0	1,0	80,8
108 Mongolie	0,2	..	17,1	34,8	0,8	67,0	25,8	12,9	2,6	98,1
110 Palestine (État de)	..	144,3	16,5	..	1,4	..	5,5	36,4	..	..
111 Paraguay	0,1	74,8	..	..	45,2	96,7	7,8	19,8	0,4	97,3
112 Égypte	0,2	420,4	..	4,0	1,6	99,6	4,1	26,7	1,8	99,0
113 Moldova (République de)	0,5	794,1	..	36,9	1,5	..	11,8	40,1	7,5	121,5
114 Philippines	0,1	78,5	23,8	3,8	0,1	89,7	7,2	25,0	1,8	92,9
114 Ouzbékistan	..	..	21,1	7,0	..	..	3,1	19,4	0,3	80,8
116 République arabe syrienne	..	..	..	2,4	0,1	92,7	9,4	20,7	0,3	77,6
117 Micronésie (États fédérés de)	..	..	..	..	..	..	5,5	20,0	0,9	32,4

TABLEAU 12 INNOVATION ET TECHNOLOGIE

Classement à l'IDH	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT			INNOVATION			ADOPTION DES TECHNOLOGIES				
	Dépenses	Chercheurs	Diplômés en sciences et en ingénierie	Brevets accordés à des résidents et à des non résidents	Redevances et droits de licence perçus	Taux d'électrification	Ordinateurs individuels	Utilisateurs d'Internet	Abonnements à l'Internet à large bande fixe	Abonnés à la téléphonie fixe et mobile	
	(% du PIB)	(pour un million de personnes)	(% du total)	(pour un million de personnes)	(\$ par habitant)	(% de la population)			(pour 100 personnes)		
	2005-2010 ^b	2002-2010 ^b	2002-2011 ^b	2005-2010 ^b	2005-2011 ^b	2009	2002-2009 ^b	2010	2010	2010	
118	Guyana	..	..	14,4	..	62,2	..	3,6	29,9	1,5	93,4
119	Botswana	0,5	..	13,0	..	0,1	45,4	6,1	6,0	0,6	124,6
120	Honduras	..	..	6,8	..	..	70,3	2,5	11,1	1,0	133,9
121	Indonésie	0,1	89,6	22,8	..	0,3	64,5	2,0	9,9	0,8	107,5
121	Kiribati	..	..	..	..	..	..	1,1	9,0	0,9	14,1
121	Afrique du Sud	0,9	395,6	..	106,3	1,3	75,0	8,4	12,3	1,5	109,2
124	Vanuatu	..	..	..	..	0,7	..	1,4	8,0	0,2	121,0
125	Kirghizistan	0,2	..	15,2	20,4	0,3	..	1,9	19,6	0,3	105,8
125	Tadjikistan	0,1	..	26,0	0,4	0,1	..	1,3	11,5	0,1	91,7
127	Viet Nam	..	115,9	..	9,4	..	97,6	9,7	27,9	4,1	196,0
128	Namibie	..	..	2,6	..	0,0	34,0	23,2	6,5	0,4	73,9
129	Nicaragua	..	..	..	..	..	72,1	4,1	10,0	0,8	69,6
130	Maroc	0,6	661,0	34,9	25,3	0,2	97,0	5,7	49,0	1,6	111,8
131	Irak	..	49,5	29,4	..	43,5	86,0	0,8	2,5	0,0	79,9
132	Cap-Vert	..	132,5	..	..	0,0	..	14,3	30,0	3,2	89,5
133	Guatemala	0,1	39,4	16,8	7,2	1,0	80,5	2,1	10,5	1,8	136,0
134	Timor-Leste	..	..	..	..	..	22,0	..	0,2	0,0	53,7
135	Ghana	0,2	17,3	16,7	..	..	60,5	1,1	9,5	0,2	72,6
136	Guinée équatoriale	..	..	..	..	..	..	1,5	6,0	0,2	59,0
136	Inde	0,8	135,8	..	5,1	0,1	75,0	3,2	7,5	0,9	64,3
138	Cambodge	..	17,4	12,5	..	0,0	24,0	0,4	1,3	0,3	60,2
138	Rép. Démocratique populaire lao	..	15,8	12,8	..	..	55,0	1,7	7,0	0,2	66,2
140	Bhoutan	..	..	..	..	..	..	1,9	13,6	1,2	57,9
141	Swaziland	..	..	2,7	..	0,2	..	4,1	9,0	0,1	73,6
DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE											
142	Congo	..	..	..	..	..	37,1	0,5	5,0	0,0	94,2
143	Îles Salomon	..	..	..	..	0,0	..	4,7	5,0	0,4	7,1
144	Sao Tomé-et-Principe	..	..	..	..	..	..	3,9	18,8	0,4	66,8
145	Kenya	0,4	56,2	..	0,5	1,3	16,1	1,4	25,9	0,0	62,6
146	Bangladesh	..	..	10,6	0,6	0,0	41,0	2,5	3,7	0,0	46,8
146	Pakistan	0,5	161,9	..	1,0	0,0	62,4	0,5	16,8	0,3	59,1
148	Angola	..	..	11,9	..	0,7	26,2	0,7	10,0	0,1	48,3
149	Myanmar	..	18,4	..	..	..	13,0	1,0	..	0,0	2,5
150	Cameroun	..	..	21,0	..	0,0	48,7	1,1	4,0	0,0	46,8
151	Madagascar	0,1	46,2	18,2	2,7	0,1	19,0	0,6	1,7	0,0	37,9
152	Tanzanie (République-Unie de)	0,4	..	21,1	..	0,0	13,9	0,9	11,0	0,0	47,2
153	Nigéria	0,2	38,6	..	..	..	50,6	0,9	28,4	0,1	55,8
154	Sénégal	0,4	384,1	..	..	0,1	42,0	2,3	16,0	0,6	69,9
155	Mauritanie	..	..	..	..	..	..	4,4	3,0	0,2	81,4
156	Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	..	..	0,2	..	..	6,4	1,3	0,1	29,6
157	Népal	..	58,7	23,2	0,0	..	43,6	0,5	7,9	0,2	33,5
158	Lesotho	0,0	21,3	..	..	..	16,0	0,2	3,9	0,0	47,3
159	Togo	..	38,2	..	..	0,0	20,0	3,4	5,4	0,1	44,2
160	Yémen	..	..	..	..	1,4	39,6	2,8	12,3	0,3	50,4
161	Haïti	..	..	..	..	..	38,5	5,2	8,4	..	40,5
161	Ouganda	0,4	..	9,5	..	0,8	9,0	1,7	12,5	0,2	39,4
163	Zambie	0,3	43,3	..	..	..	18,8	1,1	10,1	0,1	42,8
164	Djibouti	..	..	46,5	..	..	..	4,2	6,5	0,9	20,7
165	Gambie	0,0	..	..	4,4	..	..	3,6	9,2	0,0	88,3
166	Bénin	..	..	..	..	0,0	24,8	0,7	3,1	0,0	81,5
167	Rwanda	..	11,9	..	2,1	0,0	..	0,3	13,0	0,0	33,8
168	Côte d'Ivoire	..	70,4	..	..	0,0	47,3	1,8	2,6	0,0	77,6
169	Comores	..	..	12,0	..	..	..	0,8	5,1	0,0	25,3
170	Malawi	..	29,9	..	..	..	9,0	0,2	2,3	0,0	21,5
171	Soudan	0,3	..	..	4,4	0,1	35,9	10,8	..	0,4	41,4
172	Zimbabwe	..	..	24,8	..	..	41,5	7,6	11,5	0,3	64,3
173	Éthiopie	0,2	20,8	20,9	0,2	0,0	17,0	0,7	0,7	0,0	9,4
174	Libéria	..	..	..	..	..	..	..	7,0	0,0	39,5
175	Afghanistan	..	..	..	..	..	15,5	0,3	3,7	0,0	38,2
176	Guinée-Bissau	..	..	..	..	..	..	0,2	2,5	..	39,5

	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT			INNOVATION		ADOPTION DES TECHNOLOGIES				
	Dépenses	Chercheurs	Diplômés en sciences et en ingénierie	Brevets accordés à des résidents et à des non résidents	Redevances et droits de licence perçus	Taux d'électrification	Ordinateurs individuels	Utilisateurs d'Internet	Abonnements à l'Internet à large bande fixe	Abonnés à la téléphonie fixe et mobile
	(% du PIB)	(pour un million de personnes)	(% du total)	(pour un million de personnes)	(\$ par habitant)	(% de la population)			(pour 100 personnes)	
Classement à l'IDH	2005-2010 ^a	2002-2010 ^a	2002-2011 ^b	2005-2010 ^b	2005-2011 ^b	2009	2002-2009 ^a	2010	2010	2010
177 Sierra Leone	..	..	..	..	0,2	..	..	..	..	34,3
178 Burundi	..	..	9,6	..	0,0	..	0,9	2,1	0,0	14,1
178 Guinée	..	..	..	..	0,0	..	0,5	1,0	0,0	40,3
180 République centrafricaine	..	..	..	..	..	..	0,3	2,3	..	22,4
181 Érythrée	..	..	7,9	..	..	32,0	1,0	5,4	0,0	4,6
182 Mali	0,2	37,7	..	..	0,0	..	0,7	2,7	0,0	49,2
183 Burkina Faso	0,2	45,1	23,3	..	0,0	14,6	0,6	1,4	0,1	35,5
184 Tchad	..	..	..	..	..	..	0,2	1,7	0,0	24,3
185 Mozambique	0,2	15,8	12,1	1,8	0,0	11,7	1,4	4,2	0,1	31,3
186 Congo (République démocratique du)	0,5	..	..	..	..	11,1	0,0	0,7	0,0	18,0
186 Niger	..	7,8	..	..	0,0	..	0,1	0,8	0,0	25,1
AUTRES PAYS OU TERRITOIRES										
Corée (Rép. populaire démocratique de)	..	..	..	258,4	..	26,0	..	..	..	6,6
Îles Marshall	..	..	..	..	..	..	9,6	..	..	15,2
Monaco	0,0	308,1	..	141,2	..	..	..	..	..	..
Nauru	..	..	..	..	..	..	..	..	3,9	..
Saint-Marin	..	..	..	..	..	..	78,9	..	32,0	144,9
Somalie	..	..	..	..	..	..	0,9	..	..	8,0
Soudan du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	8,7	25,0	3,3	41,9
Catégories d'IDH										
Développement humain très élevé	2,5	3 854,0	20,3	566,2	210,9	99,6	58,3	72,8	26,5	153,2
Développement humain élevé	0,8	..	..	63,4	..	..	13,6	35,8	7,1	133,5
Développement humain moyen	..	..	..	..	..	..	4,6	20,8	4,4	84,5
Développement humain faible	..	..	..	..	..	..	1,5	10,7	0,1	42,7
Régions										
États arabes	..	..	..	..	..	86,7	10,8	27,2	2,0	99,6
Asie de l'Est et Pacifique	..	..	..	..	..	..	5,6	29,8	7,2	92,2
Europe et Asie Centrale	1,0	1 948,2	23,9	93,8	8,2	..	12,3	43,4	10,0	150,0
Amérique latine et Caraïbes	..	..	..	..	..	93,4	12,2	34,1	6,6	116,7
Asie du Sud	..	..	..	7,0	..	70,1	3,0	8,4	0,7	64,4
Afrique subsaharienne	..	..	..	..	..	..	1,6	11,3	0,2	47,1
Pays moins développés										
Petits États insulaires en développement	..	..	..	..	..	..	1,7	4,8	0,1	34,5
Monde	..	..	..	..	..	..	14,1	30,0	7,7	95,2

NOTES

- a Inclut les diplômés dans les techniques de fabrication et la construction.
- b Données relatives à l'année la plus récente disponible pour la période mentionnée.
- c En l'absence de données relatives au taux d'électrification, 99,7 % sont supposés.

DÉFINITIONS

Dépenses en recherche et développement : dépenses courantes et en capital (tant publiques que privées) consacrées au travail de création entrepris de manière systématique pour accroître les connaissances et les utiliser pour concevoir de nouvelles applications. Cela inclut les recherches fondamentale et appliquée, et le développement expérimental.

Chercheurs dans le domaine de la recherche et du développement : travaillant à la conception ou à la création de connaissances, produits, procédés, méthodes ou systèmes nouveaux et à

la gestion des projets concernés. Les étudiants en doctorat (ISCED97 niveau 6) effectuant des activités de recherche et de développement en font partie.

Diplômés en sciences et en ingénierie : personnes ayant achevé avec succès leur dernière année d'étude en sciences et en ingénierie.

Brevets accordés à des résidents et à des non résidents : nombre de droits exclusifs accordés pour une invention, consistant en un produit ou un procédé offrant une nouvelle façon de faire quelque chose ou une solution technique à un problème, exprimé pour 1 million de personnes.

Redevances et droits de licence perçus : paiements et encaissements entre résidents et non-résidents liés à l'autorisation légale d'actifs incorporels, non financiers, non produits et de droits de propriété (tels que les brevets, les droits d'auteurs et les procédés industriels et les franchises) et à l'exploitation, dans le cadre d'accords de licence, des œuvres originales ou des prototypes créés (tels que les œuvres cinématographiques et les manuscrits).

Taux d'électrification : nombre de personnes ayant accès à l'électricité, exprimé en pourcentage de la population totale, notamment l'électricité commercialisée (en réseau et hors réseau) et l'électricité autoproduite, mais pas les raccordements illégaux.

Ordinateurs individuels : nombre d'ordinateurs autonomes conçus pour une utilisation individuelle, exprimé pour 100 personnes.

Utilisateurs d'Internet : personnes ayant accès au réseau Internet mondial, exprimé pour 100 personnes.

Abonnements à l'Internet fixe haut débit : accès haut débit à Internet public (une connexion TCP/IP) avec un débit égal ou supérieur à 256 Kbits/s, dans un sens ou dans les deux, exprimé pour 100 personnes.

Abonnés à la téléphonie fixe et mobile : somme des abonnés aux services de téléphonie fixes et mobiles, exprimée pour 100 personnes.

PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES

Colonnes 1 et 2 : Banque mondiale (2012a).

Colonne 3 : Institut de statistique de l'UNESCO (2012).

Colonne 4 : calculs du BRDH basés sur les données de l'OMPI (2012) et des données sur la population de l'UNDESA (2011).

Colonne 5 : calculs du BRDH basés sur les redevances et droits de licence perçus d'après la Banque mondiale (2012b).

Colonne 6 : AIE (2012).

Colonne 7 : Banque mondiale (2012c).

Colonnes 8 et 9 : ITU (2012).

Colonne 10 : calculs du BRDH basés sur les données de l'ITU (2012) relatives aux abonnés aux services téléphoniques fixes et mobiles, et aux données sur la population de l'UNDESA (2011).

TABLEAU 13 Environnement

Classement à l'IDH	APPROVISIONNEMENT		ÉMISSIONS					RESSOURCES NATURELLES					IMPACTS		
	Combustibles fossiles	Combustibles renouvelables	Dioxyde de carbone			Gaz à effet de serre	Épuisement des ressources naturelles	Surface forestière		Prélèvements d'eau douce	Espèces menacées	Agricultural land	Nombre de décès dus aux catastrophes naturelles	Population vivant sur des terres dégradées	
			Total	Par habitant	(Croissance annuelle moyenne %)			(tonnes équivalent dioxyde de carbone)	(% de la surface des sols)						(Évolution de la surface %)
	(% du total)	(méгатонnes)	(tonnes)	(1970/2008)	(2005)	(% of GNI)	(2010)	(1990/2010)	(% du total des sources renouvelables d'eau)	(% de l'ensemble des espèces)	(% de la surface des sols)	(moyenne annuelle pour un million de personnes)	(%)		
2009	2009	2008	2008	1970/2008	2005	2010	1990/2010	2003-2012*	2011	2009	2005/2011	2010			
DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ															
1	Norvège	58,8	43,3	50	10,5	1,0	5,8	10,2	33,1	10,2	0,8	6,9	3,3	0	..
2	Australie	94,4	5,6	399	18,6	1,2	9,6	6,5	19,4	-3,4	4,6	18,5	53,2	3	9,0
3	États-Unis	84,1	5,4	5 461	18,0	-0,4	3,7	0,9	33,2	2,6	15,6	19,9	44,1	1	1,0
4	Pays-Bas	93,1	4,0	174	10,6	-0,1	2,4	0,8	10,8	5,8	11,7	5,4	56,8	12	5,0
5	Allemagne	79,5	8,7	787	9,6	..	1,9	0,1	31,8	3,1	21,0	10,5	48,4	12	8,0
6	Nouvelle-Zélande	63,7	36,1	33	7,8	1,1	10,0	..	30,9	7,1	1,5	20,4	43,6	0	5,0
7	Irlande	95,0	4,5	44	9,9	1,1	5,8	0,2	10,7	58,9	1,5	7,3	60,8	0	..
7	Suède	32,7	34,8	49	5,3	-2,0	2,1	0,4	68,7	3,4	1,5	4,9	7,5	0	..
9	Suisse	53,3	17,7	40	5,3	-0,6	1,2	0,0	31,0	7,7	4,9	6,6	38,1	14	..
10	Japon	81,0	3,3	1 208	9,5	0,7	1,0	0,0	68,5	0,1	20,9	13,7	12,6	1	..
11	Canada	74,9	16,9	544	16,3	0,1	4,7	2,3	34,1	0,0	1,6	7,2	7,4	0	3,0
12	Corée (République de)	..	..	509	10,5	4,9	1,2	0,0	63,0	-2,3	36,5	9,5	19,1	1	3,0
13	Hong Kong, Chine (RAS)	95,1	0,4	39	5,5	2,6	0,5	0,0	..	..	..	8,3	..	0	..
13	Islande	15,7	84,2	2	7,0	0,1	3,3	0,0	0,3	243,7	0,1	8,4	22,8	..	..
15	Danemark	80,4	17,4	46	8,4	-1,1	2,9	1,7	12,8	22,3	10,8	6,3	62,1	0	9,0
16	Israël	96,5	5,0	38	5,2	-0,2	1,1	0,2	7,1	16,7	101,9	11,2	24,1	1	13,0
17	Belgique	73,6	3,9	105	9,8	-0,7	1,8	0,0	22,4	0,1	34,0	5,5	45,0	20	10,0
18	Autriche	70,2	27,8	68	8,1	0,5	1,9	0,2	47,1	2,9	4,7	11,6	38,4	4	3,0
18	Singapour	99,8	0,1	32	6,7	-0,7	1,4	0,0	3,3	0,0	31,7	13,7	1,0	..	..
20	France	51,0	7,7	377	5,9	-1,0	2,3	0,0	29,0	9,8	15,0	12,8	53,4	33	4,0
21	Finlande	54,0	23,8	57	10,6	0,5	3,4	0,1	72,9	1,2	1,5	4,4	7,6	0	..
21	Slovénie	69,3	12,7	17	8,5	..	2,6	0,3	62,2	5,5	3,0	11,8	23,2	15	8,0
23	Espagne	79,9	9,6	329	7,2	2,0	1,7	0,0	36,4	31,5	29,0	17,7	55,5	33	1,0
24	Liechtenstein	..	..	..	..	..	..	..	43,1	6,2	..	1,1	40,6	..	..
25	Italie	87,5	9,7	445	7,4	0,8	1,4	0,1	31,1	20,5	23,7	13,5	47,3	33	2,0
26	Luxembourg	88,8	3,1	11	21,5	-1,7	3,5	0,0	33,5	1,1	1,9	2,8	50,6	33	..
26	Royaume-Uni	87,3	3,2	523	8,5	-0,8	1,8	1,3	11,9	10,3	8,8	10,1	71,6	1	3,0
28	République tchèque	79,6	5,8	117	11,2	..	2,1	0,5	34,4	1,1	14,8	5,0	54,9	5	4,0
29	Grèce	92,4	6,4	98	8,7	3,1	1,4	0,3	30,3	18,3	12,7	16,3	63,6	1	1,0
30	Brunéi Darussalam	100,0	0,0	11	27,5	-2,3	17,9	..	72,1	-8,0	1,1	8,4	2,2	..	..
31	Chypre	95,7	3,9	9	7,9	2,8	1,3	0,0	18,7	7,5	19,3	7,7	13,5	0	11,0
32	Malte	99,9	0,1	3	6,2	2,8	0,9	..	1,1	0,0	71,3	6,8	29,1	..	..
33	Andorre	..	..	1	6,5	..	..	..	35,6	0,0	..	3,7	38,3	..	..
33	Estonie	84,8	15,1	18	13,6	..	2,3	1,6	52,3	6,1	14,0	3,5	22,0	0	5,0
35	Slovaquie	69,5	7,3	38	6,9	..	1,4	0,4	40,2	0,6	1,4	5,2	40,1	2	9,0
36	Qatar	100,0	0,0	68	49,1	-0,9	18,0	..	0,0	0,0	455,2	7,3	5,6	..	..
37	Hongrie	74,2	7,4	55	5,4	-0,6	1,6	0,5	22,6	12,7	5,4	8,0	63,9	7	17,0
38	Barbade	..	..	1	5,0	2,7	..	..	19,4	0,0	76,1	8,7	44,2	0	..
39	Pologne	92,8	6,7	316	8,3	-0,3	2,7	1,4	30,5	5,1	19,4	5,7	53,0	3	13,0
40	Chili	74,5	25,1	73	4,4	1,4	1,6	12,4	21,7	6,3	1,2	9,9	21,2	1	1,0
41	Lituanie	55,8	10,4	15	4,5	..	2,5	0,6	34,5	11,1	9,6	4,1	42,9	1	5,0
41	Émirats arabes unis	100,0	0,0	155	25,0	-2,5	6,2	..	3,8	29,5	2 032,0	7,7	6,8	..	2,0
43	Portugal	78,0	19,7	56	5,3	2,9	1,8	0,1	38,1	3,9	12,3	17,0	40,3	26	2,0
44	Lettonie	59,5	37,1	8	3,3	..	2,3	0,5	53,8	5,7	1,2	4,6	29,5	4	2,0
45	Argentine	89,4	7,0	192	4,8	0,9	3,9	4,9	10,7	-15,5	4,0	9,0	51,3	0	2,0
46	Seychelles	..	..	1	7,8	7,3	..	0,0	88,5	0,0	..	16,1	6,5	0	..
47	Croatie	83,4	10,9	23	5,3	..	1,5	0,9	34,3	3,8	0,6	14,3	23,2	18	18,0
DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ															
48	Bahreïn	99,9	0,0	22	21,4	1,5	4,3	..	0,7	143,5	219,8	7,2	10,3	..	..
49	Bahamas	..	..	2	6,5	-2,2	..	..	51,5	0,0	..	10,0	1,4	3	..
50	Bélarus	92,5	5,0	63	6,5	..	2,4	1,0	41,6	10,9	7,5	4,2	44,0	0	5,0
51	Uruguay	60,3	37,1	8	2,5	0,5	8,1	0,6	10,0	89,6	2,6	10,8	84,6	1	6,0
52	Monténégro	..	..	2	3,1	..	..	..	40,4	0,0	..	10,5	38,2	0	8,0
52	Palaos	..	..	0	10,5	-0,3	..	..	87,6	5,6	..	11,4	10,9	..	..
54	Koweït	100,0	0,0	77	30,1	-0,3	6,3	..	0,4	81,2	2 465,0	7,4	8,5	..	1,0
55	Fédération de Russie	90,2	2,8	1 709	12,0	..	4,9	14,3	49,4	0,0	1,5	10,2	13,2	40	3,0
56	Roumaine	76,3	15,3	95	4,4	-0,8	1,7	1,6	28,6	3,2	3,2	9,4	58,8	3	13,0
57	Bulgarie	73,1	6,2	51	6,6	-0,2	2,0	2,0	36,1	18,0	28,7	9,3	46,3	1	8,0
57	Arabie saoudite	100,0	0,0	434	16,6	2,0	2,5	..	0,5	0,0	943,3	8,8	80,7	1	4,0

Classement à l'IDH	APPROVISIONNEMENT		ÉMISSIONS					RESSOURCES NATURELLES					IMPACTS		
	Combustibles fossiles	Combustibles renouvelables	Dioxyde de carbone			Gaz à effet de serre	Épuisement des ressources naturelles	Surface forestière			Prélèvements d'eau douce	Espèces menacées	Agricultural land	Nombre de décès dus aux catastrophes naturelles	Population vivant sur des terres dégradées
			Total	Par habitant	Per capita			Surface forestière	Surface forestière	Surface forestière					
	(% du total)	(mégatonnes)	(tonnes)	(Croissance annuelle moyenne %)	(tonnes équivalent dioxyde de carbone)	(% of GNI)	(% de la surface des sols)	(Évolution de la surface %)	(% du total des sources renouvelables d'eau)	(% de l'ensemble des espèces)	(% de la surface des sols)	(moyenne annuelle pour un million de personnes)	(%)		
2009	2009	2008	2008	1970/2008	2005	2010	2010	1990/2010	2003-2012 ^a	2011	2009	2005/2011	2010		
59 Cuba	84,1	15,9	31	2,8	0,7	1,4	..	26,1	39,5	19,8	18,1	62,5	0	17,0	
59 Panama	78,6	21,5	7	2,0	0,9	1,4	0,0	43,7	-14,3	0,3	7,2	30,0	2	4,0	
61 Mexique	88,9	9,6	476	4,3	1,8	1,7	5,7	33,3	-7,8	17,5	17,3	52,9	1	4,0	
62 Costa Rica	44,7	55,3	8	1,8	2,5	0,9	0,1	51,0	1,6	2,4	8,0	35,3	2	1,0	
63 Grenade	..	..	0	2,4	4,4	..	..	50,0	0,0	..	10,5	36,8	38	..
64 Libye	99,2	0,8	58	9,5	-1,4	2,7	..	0,1	0,0	718,0	8,7	8,8	..	8,0	
64 Malaisie	94,7	5,3	208	7,6	4,7	2,4	6,9	62,3	-8,6	2,3	15,4	24,0	0	1,0	
64 Serbie	92,4	8,1	50	6,8	..	2,3	..	31,0	17,3	..	7,2	57,8	0	19,0	
67 Antigua-et-Barbuda	..	..	0	5,1	-0,8	..	..	22,3	-4,9	3,3	8,3	29,5	0	..
67 Trinité-et-Tobago	99,9	0,1	50	37,4	3,7	7,8	32,0	44,1	-5,9	6,0	6,8	10,5	0	..	
69 Kazakhstan	99,0	1,1	237	15,1	..	4,3	23,4	1,2	-3,3	28,9	8,4	77,2	1	24,0	
70 Albanie	54,0	38,8	4	1,3	-0,8	1,1	2,5	28,3	-1,6	4,4	12,7	44,0	1	6,0	
71 Venezuela (Rép. bolivarienne du)	87,7	12,4	170	6,1	-0,4	3,0	12,4	52,5	-11,1	0,7	8,3	24,3	1	2,0	
72 Dominique	..	..	0	1,9	4,4	..	0,0	59,5	-10,7	..	8,6	32,7	15	..
72 Géorgie	68,0	33,3	5	1,2	..	1,4	0,6	39,5	-1,3	2,6	9,3	36,1	0	2,0	
72 Liban	95,9	2,6	17	4,1	2,5	0,4	0,0	13,4	4,5	28,1	10,0	67,3	0	1,0	
72 Saint-Kitts-et-Nevis	..	..	0	4,9	..	..	..	42,3	0,0	..	8,6	21,2	..	..
76 Iran (République islamique d')	99,5	0,5	538	7,4	2,2	2,1	..	6,8	0,0	67,7	8,8	29,8	1	25,0	
77 Pérou	73,5	26,5	41	1,4	0,1	0,9	8,1	53,1	-3,1	1,0	8,4	16,8	6	1,0	
78 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	84,3	11,3	12	5,8	..	1,0	5,9	39,2	9,4	16,1	13,3	40,2	1	7,0	
78 Ukraine	80,0	1,6	324	7,0	..	2,1	3,7	16,8	4,7	27,6	8,2	71,2	2	6,0	
80 Maurice	..	..	4	3,1	4,4	..	0,0	17,3	-9,8	26,4	15,2	48,3	1	..
81 Bosnie-Herzégovine	92,2	12,1	31	8,3	..	1,2	..	42,7	-1,1	0,9	9,8	41,7	0	6,0	
82 Azerbaïdjan	98,2	1,7	47	5,4	..	4,7	34,5	11,3	0,0	35,2	8,2	57,6	0	4,0	
83 Saint-Vincent-et-les Grenadines	..	..	0	1,8	4,7	..	0,0	68,5	5,5	..	9,0	25,6	0	..
84 Oman	100,0	0,0	46	17,3	11,1	7,1	..	0,0	0,0	86,6	8,5	5,9	5	6,0	
85 Brésil	51,3	45,8	393	2,1	2,0	4,0	3,4	62,4	-9,6	0,7	10,0	31,3	1	8,0	
85 Jamaïque	83,7	16,3	12	4,5	1,4	0,7	0,6	31,1	-2,2	6,2	15,2	41,5	3	3,0	
87 Arménie	68,4	6,7	6	1,8	..	1,3	1,0	9,3	-24,5	36,4	7,9	61,6	0	10,0	
88 Sainte-Lucie	..	..	0	2,3	3,4	..	..	77,0	7,3	..	9,4	18,0	6	..
89 Équateur	86,7	12,4	27	1,9	2,6	1,7	12,9	35,6	-28,6	3,6	12,7	30,3	1	2,0	
90 Turquie	89,9	10,2	284	4,0	3,2	1,4	0,4	14,7	17,1	18,8	15,3	50,6	0	5,0	
91 Colombie	75,2	25,1	68	1,5	0,3	1,8	7,8	54,5	-3,2	0,6	11,5	38,3	4	2,0	
92 Sri Lanka	45,3	54,7	12	0,6	1,8	0,6	0,3	28,8	-20,9	24,5	17,8	41,6	2	21,0	
93 Algérie	99,8	0,2	111	3,2	2,9	1,8	18,1	0,6	-10,5	52,7	12,2	17,4	4	29,0	
94 Tunisie	85,7	14,2	25	2,4	3,2	1,0	5,1	6,5	56,5	61,7	11,2	63,0	0	37,0	
DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN															
95 Tonga	..	..	0	1,7	4,6	..	0,0	12,5	0,0	..	8,5	43,1	0	..
96 Belize	..	..	0	1,3	0,7	..	0,0	61,1	-12,2	0,8	6,4	6,7	13	1,0
96 République dominicaine	76,6	23,4	22	2,2	3,1	0,9	0,2	40,8	0,0	16,6	16,1	51,1	9	7,0	
96 Fidji	..	..	1	1,5	1,0	..	0,0	55,5	6,4	0,3	13,1	22,9	8	..
96 Samoa	..	..	0	0,9	3,9	..	0,3	60,4	31,5	..	10,8	23,7	5	..
100 Jordanie	98,0	1,8	21	3,7	3,4	0,5	1,0	1,1	0,0	99,4	9,1	11,5	0	22,0	
101 Chine	87,4	11,9	7 032	5,3	4,7	1,5	5,1	21,9	31,6	19,5	12,1	56,2	1	9,0	
102 Turkménistan	100,7	0,0	48	9,7	..	6,7	..	8,8	0,0	100,8	8,4	69,4	..	11,0	
103 Thaïlande	79,4	20,5	286	4,2	6,3	1,6	2,4	37,1	-3,0	13,1	12,5	38,7	2	17,0	
104 Maldives	..	..	1	3,0	..	..	0,0	3,0	0,0	15,7	9,1	26,7	0	..
105 Suriname	..	..	2	4,7	0,2	..	..	94,6	-0,1	0,5	3,5	0,5	2	..
106 Gabon	33,9	66,1	2	1,7	-2,2	6,4	33,1	85,4	0,0	0,1	5,9	19,9	0	..	
107 El Salvador	37,8	62,0	6	1,0	2,6	0,8	0,4	13,9	-23,9	5,5	3,8	74,5	7	6,0	
108 Bolivie (État plurinational de)	79,1	20,9	13	1,3	2,2	4,9	12,3	52,7	-8,9	0,3	4,7	34,1	5	2,0	
108 Mongolie	96,4	3,2	11	4,1	1,6	3,7	32,3	7,0	-13,1	1,4	6,4	74,5	4	31,0	
110 Palestine (État de)	..	..	2	0,5	..	..	..	1,5	1,0	49,9	6,2	61,0	0	..
111 Paraguay	28,5	153,2	4	0,7	2,1	4,1	0,0	44,3	-16,9	0,1	3,9	52,6	0	1,0	
112 Égypte	96,3	3,8	210	2,7	4,0	0,9	7,1	0,1	59,1	119,0	8,9	3,7	0	25,0	
113 Moldova (République de)	91,3	3,1	5	1,3	..	1,1	0,2	11,7	21,0	16,4	6,7	75,2	1	22,0	
114 Philippines	57,0	43,0	83	0,9	0,7	0,8	2,1	25,7	16,7	17,0	16,8	40,1	9	2,0	
114 Ouzbékistan	98,4	1,6	125	4,6	..	1,9	19,2	7,7	7,6	118,3	7,9	62,6	0	27,0	
116 République arabe syrienne	99,3	0,7	72	3,6	3,3	0,9	11,9	2,7	32,0	99,8	10,9	75,7	1	33,0	
117 Micronésie (États fédérés de)	..	..	0	0,6	..	..	..	91,7	0,9	..	13,7	31,4	45	..
118 Guyana	..	..	2	2,0	-0,2	..	6,0	77,2	0,0	0,7	3,8	8,5	4	..

TABLEAU 13 ENVIRONNEMENT

Classement à l'IDH	APPROVISIONNEMENT		ÉMISSIONS				RESSOURCES NATURELLES					IMPACTS		
	Combustibles fossiles	Combustibles renouvelables	Dioxyde de carbone		Gaz à effet de serre	Épuisement des ressources naturelles	Surface forestière		Prélèvements d'eau douce	Espèces menacées	Agricultural land	Nombre de décès dus aux catastrophes naturelles	Population vivant sur des terres dégradées	
			Total	Par habitant			Per capita	(tonnes équivalent dioxyde de carbone)						(% de la surface des sols)	(Évolution de la surface %)
	(% du total)	(méгатонnes)	(tonnes)	(Croissance annuelle moyenne %)	(2005)	(% of GNI)	(% de la surface des sols)	(Évolution de la surface %)	(% du total des sources renouvelables d'eau)	(% de l'ensemble des espèces)	(% de la surface des sols)	(moyenne annuelle pour un million de personnes)	(%)	
2009	2009	2008	2008	1970/2008	2005	2010	2010	1990/2010	2003-2012*	2011	2009	2005/2011	2010	
119 Botswana	64,3	23,6	5	2,5	..	4,1	3,4	20,0	-17,3	1,6	2,0	45,6	0	22,0
120 Honduras	50,3	49,8	9	1,2	2,2	1,2	0,5	46,4	-36,2	1,2	8,3	28,5	4	15,0
121 Indonésie	65,6	34,4	406	1,7	4,7	1,5	6,6	52,1	-20,3	5,6	14,3	29,6	2	3,0
121 Kiribati	..	..	0	0,3	-1,0	..	..	15,0	0,0	..	12,4	42,0	0	..
121 Afrique du Sud	87,8	10,0	436	8,9	0,7	1,9	6,1	7,6	0,0	25,0	14,1	81,7	1	17,0
124 Vanuatu	..	..	0	0,4	-0,4	..	0,0	36,1	0,0	..	12,0	15,3	0	..
125 Kirghizistan	72,5	28,4	6	1,2	..	1,0	6,9	5,0	14,0	43,7	5,9	55,4	2	10,0
125 Tadjikistan	41,2	58,6	3	0,5	..	0,9	0,8	2,9	0,5	74,8	6,4	33,9	3	10,0
127 Viet Nam	56,2	43,3	127	1,5	2,2	1,3	9,4	44,5	47,4	9,3	12,1	33,1	3	8,0
128 Namibie	70,5	19,2	4	1,8	..	4,4	0,7	8,9	-16,8	1,7	5,6	47,1	7	28,0
129 Nicaragua	44,7	55,3	4	0,8	0,7	1,7	1,6	25,7	-31,0	0,7	4,8	42,8	7	14,0
130 Maroc	92,5	4,9	48	1,5	3,1	0,5	1,6	11,5	1,6	43,4	15,2	67,3	1	39,0
131 Irak	97,6	0,9	103	3,4	0,9	0,7	45,7	1,9	2,6	87,3	8,2	20,1	0	5,0
132 Cap-Vert	..	..	0	0,6	4,2	..	0,1	21,1	47,3	6,8	12,5	21,8	0	..
133 Guatemala	46,1	53,9	12	0,9	1,9	1,1	1,7	33,7	-23,0	2,6	9,3	41,0	14	9,0
134 Timor-Leste	..	..	0	0,2	..	..	..	49,9	-23,2	..	5,2	25,2	1	..
135 Ghana	24,3	76,2	9	0,4	0,5	0,6	8,0	21,7	-33,7	1,8	5,7	68,1	1	1,0
136 Guinée équatoriale	..	..	5	7,3	11,3	..	49,4	58,0	-12,6	0,1	6,4	10,9	..	..
136 Inde	73,0	26,1	1 743	1,5	3,8	0,7	4,4	23,0	7,0	39,8	14,0	60,5	2	10,0
138 Cambodge	27,8	70,8	5	0,3	1,8	1,9	0,1	57,2	-22,0	0,5	12,1	31,5	1	39,0
138 Rép. Démocratique populaire lao	..	..	2	0,3	0,5	..	8,3	68,2	-9,0	1,3	10,5	10,2	0	4,0
140 Bhoutan	..	..	1	1,0	12,4	..	3,6	69,1	7,1	0,4	6,8	13,2	1	..
141 Swaziland	..	..	1	1,1	0,7	..	0,1	32,7	19,3	23,1	2,7	71,0	0	..
DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE														
142 Congo	44,2	53,1	2	0,5	0,4	2,7	59,6	65,6	-1,4	0,0	4,4	30,9	0	..
143 Îles Salomon	..	..	0	0,4	1,1	..	15,6	79,1	-4,8	..	14,8	3,0	4	..
144 Sao Tomé-et-Principe	..	..	0	0,8	3,7	..	0,8	28,1	0,0	0,3	14,9	58,3	..	..
145 Kenya	16,8	83,2	10	0,3	0,0	0,9	1,1	6,1	-6,5	8,9	8,4	48,1	2	31,0
146 Bangladesh	69,8	30,2	47	0,3	..	0,7	2,3	11,1	-3,5	2,9	8,6	70,3	6	11,0
146 Pakistan	61,8	37,4	163	1,0	2,3	1,1	2,8	2,2	-33,2	79,5	8,6	34,1	3	4,0
148 Angola	37,6	62,4	24	1,4	2,1	5,1	35,1	46,9	-4,1	0,4	4,6	46,8	2	3,0
149 Myanmar	27,7	72,3	13	0,3	1,1	2,2	..	48,3	-19,0	2,8	7,9	19,0	287	19,0
150 Cameroun	30,9	69,1	5	0,3	3,0	1,6	4,8	42,1	-18,1	0,3	10,9	19,8	0	15,0
151 Madagascar	..	..	2	0,1	-1,1	..	1,0	21,6	-8,3	4,4	21,0	70,2	5	..
152 Tanzanie (République-Unie de)	11,1	88,9	6	0,2	0,4	1,4	3,2	37,7	-19,4	5,4	12,3	40,1	0	25,0
153 Nigéria	14,7	85,3	96	0,6	1,4	1,1	22,0	9,9	-47,5	3,6	6,6	81,8	0	12,0
154 Sénégal	57,8	41,8	5	0,4	0,7	1,0	0,8	44,0	-9,4	5,7	6,9	49,4	0	16,0
155 Mauritanie	..	..	2	0,6	1,2	..	34,3	0,2	-41,7	14,0	8,1	38,5	1	24,0
156 Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	..	2	0,3	0,3	..	22,2	63,4	-8,9	0,0	11,4	2,5	4	..
157 Népal	11,1	88,5	4	0,1	5,0	1,0	2,5	25,4	-24,5	4,7	6,1	29,6	6	2,0
158 Lesotho	..	..	..	..	..	..	1,0	1,4	10,0	1,7	3,0	77,0	0	64,0
159 Togo	14,4	83,4	1	0,2	1,7	0,8	3,4	5,3	-58,1	1,2	4,2	62,1	1	5,0
160 Yémen	98,7	1,3	23	1,0	2,5	0,5	14,5	1,0	0,0	168,6	9,3	44,4	2	32,0
161 Haïti	28,1	71,9	2	0,3	3,0	0,6	..	3,7	-12,9	8,6	19,4	66,8	65	15,0
161 Ouganda	..	..	4	0,1	-0,6	..	4,5	15,2	-37,1	0,5	7,6	69,9	2	23,0
163 Zambie	7,6	92,2	2	0,2	-4,6	3,8	18,9	66,5	-6,3	1,7	3,3	31,5	1	5,0
164 Djibouti	..	..	1	0,6	-0,9	..	..	0,2	0,0	6,3	8,2	73,4	6	8,0
165 Gambie	..	..	0	0,3	2,3	..	0,8	48,0	8,6	0,9	4,9	66,5	1	18,0
166 Bénin	40,4	57,4	4	0,5	4,3	0,9	0,3	41,2	-20,8	0,5	4,5	29,8	1	2,0
167 Rwanda	..	..	1	0,1	4,0	..	3,1	17,6	36,8	1,6	5,7	81,1	1	10,0
168 Côte d'Ivoire	23,5	76,9	7	0,4	-0,5	1,0	3,9	32,7	1,8	1,7	6,7	63,8	0	1,0
169 Comores	..	..	0	0,2	1,0	..	1,1	1,6	-75,0	0,8	11,7	83,3	0	..
170 Malawi	..	..	1	0,1	-0,4	..	1,8	34,4	-16,9	5,6	8,6	59,1	4	19,0
171 Soudan	30,2	69,8	14	0,3	0,1	3,0	12,9	29,4	-8,4	57,6	4,8	57,5	1	40,0
172 Zimbabwe	25,7	69,4	9	0,7	-2,0	1,3	2,7	40,4	-29,5	21,0	3,3	42,4	0	29,0
173 Éthiopie	7,1	92,9	7	0,1	1,2	1,1	4,2	11,2	-18,6	4,6	6,7	35,0	2	72,0
174 Libéria	..	..	1	0,2	-4,6	..	6,4	44,9	-12,2	0,1	8,4	27,1	0	..
175 Afghanistan	..	..	1	0,0	-4,4	..	2,6	2,1	0,0	35,6	5,8	58,1	11	11,0
176 Guinée-Bissau	..	..	0	0,2	1,4	..	0,5	71,9	-8,8	0,6	5,7	58,0	1	1,0

Classement à l'IDH	APPROVISIONNEMENT		ÉMISSIONS					RESSOURCES NATURELLES					IMPACTS	
	Combustibles fossiles	Combustibles renouvelables	Dioxyde de carbone			Gaz à effet de serre	Épuisement des ressources naturelles	Surface forestière	Prélèvements d'eau douce	Espèces menacées	Agricultural land	Nombre de décès dus aux catastrophes naturelles	Population vivant sur des terres dégradées	
			Total	Par habitant	Per capita									Surface forestière	Prélèvements d'eau douce	Espèces menacées	Agricultural land
	(% du total)	(% du total)	(mégatonnes)	(tonnes)	(Croissance annuelle moyenne %)	(tonnes équivalent dioxyde de carbone)	(% of GNI)	(% de la surface des sols)	(Évolution de la surface %)	(% du total des sources renouvelables d'eau)	(% de l'ensemble des espèces)	(% de la surface des sols)	(moyenne annuelle pour un million de personnes)	(%)
2009	2009	2008	2008	1970/2008	2005	2010	2010	1990/2010	2003-2012 ^a	2011	2009	2005/2011	2010	
177 Sierra Leone	..	..	1	0,2	-0,9	..	2,1	38,1	-12,6	0,3	6,5	47,7	3	..
178 Burundi	..	..	0	0,0	0,6	..	12,7	6,7	-40,5	2,3	4,5	83,7	2	19,0
178 Guinée	..	..	1	0,1	-0,7	..	14,3	26,6	-9,9	0,7	7,3	58,0	0	1,0
180 République centrafricaine	..	..	0	0,1	-1,6	..	0,0	36,3	-2,6	0,0	1,6	8,4	0	..
181 Érythrée	22,6	77,4	0	0,1	..	0,8	0,0	15,2	-5,5	9,2	7,4	75,2	0	59,0
182 Mali	..	..	1	0,0	0,5	..	9,8	10,2	-11,2	6,5	2,8	33,7	0	60,0
183 Burkina Faso	..	..	2	0,1	4,2	..	4,3	20,6	-17,5	7,9	2,7	43,7	0	73,0
184 Tchad	..	..	0	0,0	0,8	..	29,0	9,2	-12,1	0,9	3,7	39,2	2	45,0
185 Mozambique	7,7	96,7	2	0,1	-2,9	1,1	3,3	49,6	-10,0	0,3	7,0	62,7	1	2,0
186 Congo (République démocratique du)	3,7	96,6	3	0,0	-2,8	1,9	13,7	68,0	-3,9	0,0	6,4	9,9	0	..
186 Niger	..	..	1	0,1	0,5	..	2,4	1,0	-38,1	7,0	3,6	34,6	0	25,0
AUTRES PAYS OU TERRITOIRES														
Corée (Rép. populaire démocratique de)	81,7	0,7	78	3,2	..	1,0	..	47,1	-30,9	11,2	8,6	24,1	5	3,0
Îles Marshall	..	..	0	1,9	..	..	..	70,2	0,0	..	11,0	72,2	0	..
Monaco	..	..	..	..	..	..	..	0,0	0,0	..	6,8	..	..	..
Nauru	..	..	..	3,9	..	..	..	0,0	0,0	..	12,1	20,0	..	..
Saint-Marin	..	..	..	..	..	..	..	0,0	0,0	..	0,0	16,7	..	..
Somalie	..	..	1	0,1	0,5	..	..	10,8	-18,5	22,4	6,8	70,2	2	26,0
Soudan du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	33,3	0,0	..	13,0	60,0	..	..
Catégories d'IDH														
Développement humain très élevé	81,0	7,5	12,643	11,4	-0,2	2,7	0,9	29,1	1,1	8,2	13,6	42,6	8	..
Développement humain élevé	86,7	9,5	5,765	5,8	1,0	2,8	..	38,0	-4,1	2,8	11,4	26,5	7	8,4
Développement humain moyen	..	..	10,877	3,2	3,8	..	5,3	24,6	1,3	16,4	12,8	60,9	2	..
Développement humain faible	..	..	473	0,4	0,5	..	9,5	28,8	-10,6	4,4	7,6	45,8	14	20,2
Régions														
États arabes	96,7	3,1	1 509	4,6	1,1	1,5	..	7,1	-7,8	87,4	9,4	63,1	1	24,9
Asie de l'Est et Pacifique	..	..	8 255	4,3	4,5	..	..	29,4	2,1	..	12,5	44,9	9	..
Europe et Asie Centrale	88,3	4,7	3 723	7,9	..	3,0	7,3	38,5	0,7	5,8	9,6	20,5	13	8,5
Amérique latine et Caraïbes	72,6	26,3	1 637	2,9	1,2	2,7	5,7	47,2	-8,9	1,5	11,5	37,5	3	5,4
Asie du Sud	76,7	22,6	2 509	1,5	3,2	0,8	4,0	14,5	2,4	28,6	12,5	33,9	2	10,1
Afrique subsaharienne	..	..	670	0,9	0,4	..	11,6	28,4	-10,2	1,6	7,5	54,7	1	25,0
Pays moins développés														
Petits États insulaires en développement	..	..	191	0,2	-0,5	..	9,0	29,6	-9,4	2,8	7,6	47,1	20	26,0
Monde	80,7	13,1	29 837	4,5	0,4	1,7	3,3	31,1	-3,3	7,3	11,7	38,6	6	10,6

NOTE

a Données relatives à l'année la plus récente disponible pour la période mentionnée.

DÉFINITIONS

Combustibles fossiles : pourcentage de l'approvisionnement total en énergie provenant de ressources naturelles formées au cours des âges géologiques à partir de la biomasse (notamment le charbon, le pétrole et le gaz naturel).

Énergies renouvelables : pourcentage de l'approvisionnement total en énergie provenant de processus naturels constamment renouvelés tels que le soleil, le vent, la biomasse, la géothermie, l'énergie hydraulique, les ressources océaniques et certains déchets. L'énergie nucléaire est exclue.

Émissions de dioxyde de carbone : émissions de dioxyde de carbone d'origine humaine provenant de l'utilisation de combustibles fossiles, du torçage de gaz et de la production de ciment, ce qui inclut le dioxyde de carbone émis par la biomasse des forêts à travers la réduction des surfaces forestières.

Émissions de dioxyde de carbone par habitant : émissions de dioxyde de carbone divisées par la population en milieu d'année.

Émissions de gaz à effet de serre par habitant : émissions de méthane, d'oxyde nitreux et d'autres gaz

à effet de serre tels que les hydrofluorocarbones, les hydrocarbures perfluorés et l'hexafluorure de soufre, divisées par la population en milieu d'année. Les émissions de dioxyde de carbone ne sont pas incluses.

Épuisement des ressources naturelles : valeur monétaire de l'épuisement énergétique, minéral et forestier, exprimé en pourcentage du Revenu national brut (RNB).

Surface forestière : surface de sols s'étendant sur plus d'un demi-hectare, comprenant des arbres de plus de cinq mètres de hauteur et un couvert forestier de plus de 10 % ou des arbres capable d'atteindre ce seuil. Sont exclus les sols dédiés principalement à un usage agricole ou urbain, les bosquets d'arbre intégrés dans les unités de production agricole (comme dans les vergers et les systèmes agroforestiers) et les arbres incorporés aux parcs et jardins en milieu urbain. Les zones en cours de reboisement qui devraient atteindre, même si ce n'est pas encore le cas, un couvert forestier égal à 10 % et une hauteur d'arbres de cinq mètres sont incluses, comme par exemple les zones temporairement dégarimées en raison d'activités humaines ou de phénomènes naturels et qui devraient pouvoir se régénérer.

Prélèvements d'eau douce : total d'eau douce prélevé au cours d'une année donnée, exprimé en pourcentage du total des ressources renouvelables d'eau.

Espèces menacées : pourcentage d'espèces animales (mammifères, oiseaux, reptiles, amphibiens, poissons et invertébrés) classées dans la catégorie des espèces en danger critique d'extinction, en danger ou vulnérables par l'Union internationale pour la conservation de la nature.

Terres agricoles : total des terres arables (terres affectées aux cultures temporaires ; les terres à récoltes multiples ne sont comptées qu'une fois), prairies temporaires à faucher ou à pâturer, jardins maraîchers ou potagers et terres en jachère temporaire (moins de cinq ans), exprimé en pourcentage de la surface totale des sols. Les terres abandonnées résultant de cultures itinérantes sont exclues.

Nombre de décès dus aux catastrophes naturelles : nombre de personnes mortes ou portées disparues et présumées mortes, en conséquence de catastrophes naturelles. Ces dernières sont classées dans les catégories suivantes : climatologique, hydrologique et météorologique, ce qui inclut la sécheresse, les températures extrêmes, les inondations, les mouvements de terrain, les tempêtes et les incendies de forêt.

Population vivant sur des terres dégradées : pourcentage de la population vivant sur des terres sévèrement dégradées ou très sévèrement

dégradées. Les estimations concernant la dégradation de la terre prennent en compte la biomasse, l'état de sols, la quantité d'eau, la biodiversité et le degré de sévérité.

PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES

Colonnes 1 et 2 : calculs du BRDH basés sur les données relatives à l'approvisionnement en énergie fournies par l'AIE (2012).

Colonnes 3 et 4 : Banque mondiale (2012a).

Colonne 5 et 7 : calculs du BRDH basés sur les données de la Banque mondiale (2012a).

Colonne 6 : calculs du BRDH basés sur les données de la Banque mondiale (2012a) et de l'UNDESA (2011).

Colonnes 8 et 9 : calculs du BRDH basés sur des données de la FAO sur la surface forestière et l'ensemble de la surface des sols (2012).

Colonne 10 : FAO (2011).

Colonne 11 : UICN (2012).

Colonne 12 : calculs du BRDH basés sur les données de la FAO (2012).

Colonne 13 : CRED EM-DAT (2012) et UNDESA 2011.

Colonne 14 : FAO (2012).

Évolution de la population

Classement à l'IDH	Population														
	Total ^a		Croissance annuelle		Urbaine		Âge médian		Rapport total de dépendance		Taux global de fertilité		Rapport de masculinité à la naissance ^b		
	(millions)		(%)		(% du total)		(années)		(pour 100 personnes de 15 à 64 ans)		(naissances par femme)		(rapport naissances masculines/féminines)		
	2012	2030	2000/2005	2010/2015 ^{a,c}	2000	2012	2000	2010	2000	2012	2000	2012 ^{a,c}	2000 ^d	2012	
DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ															
1	Norvège	5,0 ^e	5,6 ^e	0,6 ^e	0,7 ^e	76,1	79,7	36,9	38,7	54,2	51,5	1,8	2,0	1,05	1,06
2	Australie	22,9 ^f	27,8 ^f	1,3 ^f	1,3 ^f	87,2	89,4	35,4	36,9	49,6	49,3	1,7	2,0	1,06	1,06
3	États-Unis	315,8	361,7	1,0	0,9	79,1	82,6	35,3	36,9	51,0	50,7	2,0	2,1	1,05	1,05
4	Pays-Bas	16,7	17,3	0,6	0,3	76,8	83,6	37,3	40,7	47,3	50,6	1,7	1,8	1,06	1,06
5	Allemagne	82,0	79,5	0,0	-0,2	73,1	74,1	39,9	44,3	47,0	51,7	1,3	1,4	1,06	1,06
6	Nouvelle-Zélande	4,5	5,2	1,4	1,0	85,7	86,3	34,3	36,6	52,7	51,4	1,9	2,1	1,05	1,06
7	Irlande	4,6	5,4	1,8	1,1	59,1	62,5	32,5	34,7	49,2	50,8	1,9	2,1	1,07	1,07
7	Suède	9,5	10,4	0,4	0,6	84,0	85,4	39,4	40,7	55,3	55,5	1,6	1,9	1,06	1,06
9	Suisse	7,7	8,1	0,7	0,4	73,3	73,8	38,6	41,4	48,7	47,9	1,4	1,5	1,05	1,05
10	Japon	126,4	120,2	0,1	-0,1	78,6	91,9	41,3	44,7	46,6	59,6	1,3	1,4	1,06	1,06
11	Canada	34,7	39,8	1,0	0,9	79,5	80,8	36,8	39,9	46,3	45,1	1,5	1,7	1,05	1,06
12	Corée (République de)	48,6	50,3	0,5	0,4	79,6	83,5	32,1	37,9	39,5	38,0	1,3	1,4	1,10	1,10
13	Hong Kong, Chine (RAS)	7,2	8,5	0,1	1,0	100,0	100,0	36,5	41,8	39,3	32,3	0,8	1,1	1,07	1,07
13	Islande	0,3	0,4	1,1	1,2	92,4	93,8	32,8	34,8	53,5	49,6	2,0	2,1	1,04	1,05
15	Danemark	5,6	5,9	0,3	0,3	85,1	87,1	38,4	40,6	50,0	54,1	1,8	1,9	1,06	1,06
16	Israël	7,7	9,8	1,9	1,7	91,2	91,9	28,0	30,1	61,6	61,6	2,9	2,9	1,05	1,05
17	Belgique	10,8	11,2	0,5	0,3	97,1	97,5	39,1	41,2	51,6	53,3	1,6	1,8	1,05	1,05
18	Autriche	8,4	8,6	0,6	0,2	65,8	67,9	38,2	41,8	48,0	48,1	1,4	1,3	1,06	1,06
18	Singapour	5,3	6,0	1,7	1,1	100,0	100,0	34,1	37,6	40,5	35,4	1,4	1,3	1,07	1,07
20	France	63,5	68,5	0,6	0,5	76,9	86,4	37,7	39,9	53,6	55,7	1,8	2,0	1,05	1,05
21	Finlande	5,4	5,6	0,3	0,3	82,2	83,8	39,3	42,0	49,3	53,5	1,7	1,9	1,05	1,05
21	Slovénie	2,0	2,1	0,2	0,2	50,8	49,8	38,0	41,7	42,7	45,0	1,2	1,5	1,05	1,05
23	Espagne	46,8 ^g	50,0 ^g	1,5 ^g	0,6 ^g	76,3	77,6	37,6	40,1	46,3	48,4	1,2	1,5	1,06	1,06
24	Liechtenstein	0,0	0,0	1,1	0,8	15,1	14,3	..	..	..	..	..	..	..	..
25	Italie	61,0	60,9	0,6	0,2	67,2	68,5	40,2	43,2	48,3	53,8	1,2	1,5	1,06	1,06
26	Luxembourg	0,5	0,6	1,0	1,4	83,8	85,7	37,3	38,9	49,1	46,1	1,7	1,7	1,06	1,06
26	Royaume-Uni	62,8	69,3	0,4	0,6	78,7	79,7	37,7	39,8	53,4	52,7	1,7	1,9	1,05	1,05
28	République tchèque	10,6	10,8	0,0	0,3	74,0	73,4	37,4	39,4	43,7	42,9	1,1	1,5	1,06	1,06
29	Grèce	11,4	11,6	0,4	0,2	59,7	61,7	38,3	41,4	47,1	50,6	1,3	1,5	1,07	1,07
30	Brunéi Darussalam	0,4	0,5	2,1	1,7	71,2	76,4	25,8	28,9	49,8	41,6	2,4	2,0	1,06	1,06
31	Chypre	1,1	1,3	1,8	1,1	68,6	70,7	31,8	34,2	48,4	41,4	1,7	1,5	1,07	1,07
32	Malte	0,4	0,4	0,6	0,3	92,4	95,0	36,1	39,5	46,6	42,1	1,6	1,3	1,06	1,06
33	Andorre	0,1	0,1	3,7	1,5	92,4	86,7	..	..	..	..	..	..	..	..
33	Estonie	1,3	1,3	-0,4	-0,1	69,4	69,5	37,9	39,7	49,8	50,0	1,3	1,7	1,06	1,06
35	Slovaquie	5,5	5,5	0,0	0,2	56,2	54,7	33,6	36,9	45,4	37,9	1,3	1,4	1,05	1,05
36	Qatar	1,9	2,4	6,6	2,9	96,3	98,9	30,3	31,6	38,4	18,3	3,1	2,2	1,05	1,04
37	Hongrie	9,9	9,6	-0,2	-0,2	64,6	69,9	38,5	39,8	46,8	46,2	1,3	1,4	1,06	1,06
38	Barbade	0,3	0,3	0,2	0,2	38,3	44,9	33,6	37,5	50,3	40,0	1,6	1,6	1,04	1,04
39	Pologne	38,3	37,8	-0,1	0,0	61,7	60,8	35,3	38,0	46,3	40,5	1,3	1,4	1,06	1,06
40	Chili	17,4	19,5	1,1	0,9	85,9	89,4	28,8	32,1	54,0	45,2	2,1	1,8	1,04	1,04
41	Lituanie	3,3	3,1	-0,5	-0,4	67,0	67,2	35,9	39,3	51,2	44,9	1,3	1,5	1,06	1,05
41	Émirats arabes unis	8,1	10,5	5,9	2,2	80,2	84,7	28,1	30,1	36,3	20,9	2,6	1,7	1,05	1,05
43	Portugal	10,7	10,3	0,4	0,0	54,4	61,6	37,7	41,0	47,8	50,0	1,5	1,3	1,06	1,06
44	Lettonie	2,2	2,1	-0,7	-0,4	68,1	67,7	38,1	40,2	49,9	47,3	1,2	1,5	1,05	1,06
45	Argentine	41,1	46,8	0,9	0,9	90,1	92,7	27,9	30,4	60,7	54,4	2,5	2,2	1,04	1,04
46	Seychelles	0,1	0,1	1,2	0,3	50,4	54,0	..	..	..	..	..	..	..	..
47	Croatie	4,4	4,2	-0,3	-0,2	55,6	58,1	39,1	41,5	48,4	47,9	1,4	1,5	1,06	1,06
DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ															
48	Bahrein	1,4	1,7	2,5	2,1	88,4	88,7	27,4	30,1	44,1	29,2	2,7	2,5	1,05	1,05
49	Bahamas	0,4	0,4	1,4	1,1	82,0	84,5	27,0	30,9	52,9	40,9	2,1	1,9	1,06	1,06
50	Bélarus	9,5	8,9	-0,5	-0,3	70,0	75,5	36,3	38,3	47,5	40,5	1,2	1,5	1,06	1,06
51	Uruguay	3,4	3,6	0,0	0,3	91,3	92,6	31,6	33,7	60,2	56,2	2,2	2,0	1,05	1,05
52	Monténégro	0,6	0,6	-0,2	0,1	58,5	63,5	33,5	35,9	47,1	46,5	1,8	1,6	1,08	1,08
52	Palaos	0,0	0,0	0,8	0,8	70,0	85,1	..	..	..	..	..	..	..	..
54	Koweït	2,9	4,0	3,1	2,4	98,1	98,3	28,3	28,2	42,3	41,1	2,6	2,3	1,03	1,03
55	Fédération de Russie	142,7	136,4	-0,4	-0,1	73,4	74,0	36,5	37,9	44,1	39,8	1,2	1,5	1,06	1,06
56	Roumaine	21,4	20,3	-0,4	-0,2	53,0	52,8	34,7	38,5	46,7	43,6	1,3	1,4	1,06	1,06
57	Bulgarie	7,4	6,5	-0,7	-0,7	68,9	73,7	39,7	41,6	47,7	47,3	1,2	1,5	1,06	1,06
57	Arabie saoudite	28,7	38,5	3,6	2,1	79,8	82,5	20,9	25,9	72,5	49,0	4,0	2,7	1,03	1,03
59	Cuba	11,2	11,0	0,3	0,0	75,6	75,1	32,8	38,4	45,8	41,8	1,6	1,4	1,06	1,06

Classement à l'IDH	Population												Rapport de masculinité à la naissance ^a	
	Total ^a		Croissance annuelle		Urbaine		Âge médian		Rapport total de dépendance		Taux global de fertilité		(rapport naissances masculines/féminines)	
	(millions)		(%)		(% du total)		(années)		(pour 100 personnes de 15 à 64 ans)		(naissances par femme)			
	2012	2030	2000/2005	2010/2015 ^{a,c}	2000	2012	2000	2010	2000	2012	2000	2012 ^{a,c}	2000 ^d	2012
59 Panama	3,6	4,5	1,8	1,5	65,8	75,9	24,8	27,3	59,6	54,3	2,7	2,4	1,05	1,05
61 Mexique	116,1	135,4	1,3	1,1	74,7	78,4	23,4	26,6	62,5	53,5	2,6	2,2	1,05	1,05
62 Costa Rica	4,8	5,7	1,9	1,4	59,0	65,1	24,8	28,4	58,5	44,5	2,4	1,8	1,05	1,05
63 Grenade	0,1	0,1	0,2	0,4	35,9	39,5	21,8	25,0	74,9	51,9	2,6	2,2	1,05	1,05
64 Libye	6,5	7,8	2,0	0,8	76,3	77,9	21,9	25,9	55,6	55,0	3,1	2,4	1,06	1,06
64 Malaisie	29,3	37,3	2,2	1,6	62,0	73,5	23,8	26,0	59,1	52,8	3,1	2,6	1,06	1,06
64 Serbie	9,8 ^h	9,5 ^h	-0,6 ^h	-0,1 ^h	53,0	56,7	35,7	37,6	50,5	46,7	1,7	1,6	1,08	1,08
67 Antigua-et-Barbuda	0,1	0,1	1,6	1,0	32,1	29,8	..	..	..	..	..	..	..	..
67 Trinité-et-Tobago	1,4	1,4	0,4	0,3	10,8	14,0	26,9	30,8	47,3	38,6	1,6	1,6	1,04	1,04
69 Kazakhstan	16,4	18,9	0,3	1,0	55,7	53,5	27,7	29,0	52,6	47,2	1,9	2,5	1,07	1,07
70 Albanie	3,2	3,3	0,5	0,3	41,7	54,5	27,4	30,0	59,6	46,1	2,2	1,5	1,07	1,07
71 Venezuela (Rép. bolivarienne du)	29,9	37,0	1,8	1,5	89,9	93,7	23,3	26,1	62,0	53,3	2,8	2,4	1,05	1,05
72 Dominique	0,1	0,1	-0,2	0,0	67,2	67,2	..	..	..	..	..	..	..	..
72 Géorgie	4,3	3,8	-1,2	-0,6	52,6	52,9	34,4	37,3	52,5	44,8	1,6	1,5	1,11	1,11
72 Liban	4,3	4,7	1,6	0,7	86,0	87,4	25,6	29,1	59,4	45,1	2,4	1,8	1,05	1,05
72 Saint-Kitts-et-Nevis	0,1	0,1	1,3	1,2	32,8	32,0	..	..	..	..	..	..	..	..
76 Iran (République islamique d')	75,6	84,4	1,3	1,0	64,0	69,2	20,8	27,1	65,2	38,7	2,2	1,6	1,05	1,05
77 Pérou	29,7	35,5	1,3	1,1	73,0	77,6	23,0	25,6	63,8	54,9	2,9	2,4	1,05	1,05
78 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	2,1	2,0	0,3	0,1	59,4	59,4	32,5	35,9	47,7	41,2	1,7	1,4	1,08	1,08
78 Ukraine	44,9	40,5	-0,8	-0,5	67,1	69,1	37,7	39,3	46,0	42,8	1,1	1,5	1,06	1,06
80 Maurice	1,3	1,4	1,0	0,5	42,7	41,8	28,6	32,4	48,0	39,6	2,0	1,6	1,04	1,04
81 Bosnie-Herzégovine	3,7	3,5	0,5	-0,2	43,0	48,8	35,1	39,4	44,5	40,5	1,4	1,1	1,07	1,07
82 Azerbaïdjan	9,4	10,8	1,1	1,2	51,4	53,9	25,6	29,5	58,1	38,3	2,0	2,2	1,17	1,15
83 Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,1	0,1	0,2	0,0	45,2	49,7	24,2	27,9	62,3	48,3	2,4	2,0	1,03	1,03
84 Oman	2,9	3,6	1,4	1,9	71,6	73,7	21,0	25,3	64,5	42,8	3,6	2,2	1,05	1,05
85 Brésil	198,4	220,5	1,3	0,8	81,2	84,9	25,4	29,1	54,0	46,8	2,4	1,8	1,05	1,05
85 Jamaïque	2,8	2,8	0,8	0,4	51,8	52,1	24,5	27,0	67,0	55,9	2,6	2,3	1,05	1,05
87 Arménie	3,1	3,1	-0,1	0,3	64,7	64,1	30,3	32,1	55,9	45,3	1,7	1,7	1,18	1,14
88 Sainte-Lucie	0,2	0,2	1,0	1,0	28,0	16,8	24,0	27,4	66,5	46,9	2,3	1,9	1,03	1,03
89 Équateur	14,9	17,9	1,7	1,3	60,3	68,0	22,6	25,5	65,1	56,3	3,0	2,4	1,05	1,05
90 Turquie	74,5	86,7	1,4	1,1	64,7	72,5	24,5	28,3	56,0	46,8	2,4	2,0	1,05	1,05
91 Colombie	47,6	56,9	1,6	1,3	72,1	75,6	23,8	26,8	60,1	51,5	2,6	2,3	1,05	1,05
92 Sri Lanka	21,2	23,1	1,1	0,8	15,7	15,2	27,8	30,7	48,9	50,6	2,2	2,3	1,04	1,04
93 Algérie	36,5	43,5	1,5	1,4	60,8	73,8	21,7	26,2	62,2	45,6	2,6	2,2	1,05	1,05
94 Tunisie	10,7	12,2	0,9	1,0	63,4	66,5	24,7	28,9	57,2	43,2	2,1	1,9	1,05	1,05
DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN														
95 Tonga	0,1	0,1	0,6	0,4	23,0	23,5	19,9	21,3	78,9	76,1	4,3	3,8	1,05	1,05
96 Belize	0,3	0,4	2,3	2,0	47,7	44,5	18,8	21,8	83,4	60,8	3,6	2,7	1,03	1,03
96 République dominicaine	10,2	12,1	1,5	1,2	61,7	70,3	22,7	25,1	67,1	58,3	2,9	2,5	1,05	1,05
96 Fidji	0,9	1,0	0,3	0,8	47,9	52,6	22,1	26,4	62,6	51,7	3,1	2,6	1,06	1,06
96 Samoa	0,2	0,2	0,4	0,5	22,0	19,6	19,7	20,9	81,6	72,7	4,6	3,8	1,08	1,08
100 Jordanie	6,5	8,4	2,0	1,9	79,8	83,0	19,4	20,7	75,8	66,9	3,9	2,9	1,05	1,05
101 Chine	1 353,6 ^{ij}	1 393,1 ^{ij}	0,6 ^{ij}	0,4 ^{ij}	35,9 ^{ij}	51,9	29,7	34,5	48,1	37,6	1,7	1,6	1,21	1,18
102 Turkménistan	5,2	6,2	1,1	1,2	45,9	49,0	21,6	24,5	68,4	48,4	2,8	2,3	1,05	1,05
103 Thaïlande	69,9	73,3	1,1	0,5	31,1	34,4	30,2	34,2	44,7	41,1	1,7	1,5	1,06	1,06
104 Maldives	0,3	0,4	1,5	1,3	27,7	42,3	18,8	24,6	79,2	43,6	2,9	1,7	1,06	1,06
105 Suriname	0,5	0,6	1,3	0,9	64,9	70,1	25,7	27,6	57,1	52,3	2,7	2,3	1,08	1,08
106 Gabon	1,6	2,1	2,1	1,9	80,1	86,5	19,3	21,6	84,2	64,0	4,1	3,2	1,03	1,03
107 El Salvador	6,3	7,1	0,4	0,6	58,9	65,3	20,7	23,2	78,2	60,6	2,9	2,2	1,05	1,05
108 Bolivie (État plurinational de)	10,2	13,4	1,9	1,6	61,8	67,2	20,0	21,7	78,1	66,9	4,1	3,2	1,05	1,05
108 Mongolie	2,8	3,5	1,1	1,5	57,1	69,5	21,8	25,4	63,9	46,8	2,2	2,5	1,03	1,03
110 Palestine (État de)	4,3	6,8	2,1	2,8	72,0	74,6	16,2	18,1	98,7	79,5	5,4	4,3	1,05	1,05
111 Paraguay	6,7	8,7	2,0	1,7	55,3	62,5	20,4	23,1	74,0	61,4	3,7	2,9	1,05	1,05
112 Égypte	84,0	106,5	1,9	1,7	42,8	43,6	21,4	24,4	67,9	57,2	3,3	2,7	1,05	1,05
113 Moldova (République de)	3,5	3,1	-1,7	-0,7	44,6	48,4	32,3	35,2	50,8	38,8	1,6	1,5	1,06	1,06
114 Philippines	96,5	126,3	2,0	1,7	48,0	49,1	20,4	22,2	71,5	62,4	3,8	3,1	1,06	1,06
114 Ouzbékistan	28,1	33,4	0,9	1,1	37,4	36,2	20,9	24,2	71,4	48,7	2,7	2,3	1,05	1,05
116 République arabe syrienne	21,1	27,9	2,9	1,7	51,9	56,5	19,1	21,1	77,7	65,2	3,6	2,8	1,05	1,05
117 Micronésie (États fédérés de)	0,1	0,1	0,4	0,5	22,3	22,7	18,9	20,8	78,2	65,1	4,3	3,3	1,07	1,07
118 Guyana	0,8	0,8	0,4	0,2	28,7	28,4	23,0	23,8	66,7	55,8	2,5	2,2	1,05	1,05
119 Botswana	2,1	2,3	1,3	1,1	53,2	62,3	20,0	22,9	69,5	56,7	3,4	2,6	1,03	1,03

TABLEAU 14 ÉVOLUTION DE LA POPULATION

Classement à l'IDH	Population													
	Total ^a		Croissance annuelle		Urbaine		Âge médian		Rapport total de dépendance		Taux global de fertilité		Rapport de masculinité à la naissance ^b	
	(millions)		(%)		(% du total)		(années)		(pour 100 personnes de 15 à 64 ans)		(naissances par femme)		(rapport naissances masculines/féminines)	
	2012	2030	2000/2005	2010/2015 ^{a,c}	2000	2012	2000	2010	2000	2012	2000	2012 ^{a,c}	2000 ^d	2012
120 Honduras	7,9	10,7	2,0	2,0	45,5	52,7	18,4	21,0	86,0	66,9	4,0	3,0	1,05	1,05
121 Indonésie	244,8	279,7	1,3	1,0	42,0	51,5	24,4	27,8	54,7	47,3	2,5	2,1	1,05	1,05
121 Kiribati	0,1	0,1	1,8	1,5	43,0	44,0	..	..	..	..	..	..	..	..
121 Afrique du Sud	50,7	54,7	1,3	0,5	56,9	62,4	22,9	24,9	59,6	52,9	2,9	2,4	1,03	1,03
124 Vanuatu	0,3	0,4	2,6	2,4	21,7	25,2	18,9	20,6	81,3	70,0	4,4	3,8	1,07	1,07
125 Kirghizistan	5,4	6,7	0,4	1,1	35,3	35,4	22,5	23,8	67,9	51,9	2,7	2,6	1,05	1,06
125 Tadjikistan	7,1	9,0	0,9	1,5	26,5	26,5	18,5	20,4	84,9	65,3	4,0	3,2	1,05	1,05
127 Viet Nam	89,7	101,5	1,1	1,0	24,4	31,7	23,8	28,2	60,5	40,9	2,0	1,8	1,05	1,05
128 Namibie	2,4	3,0	1,9	1,7	32,4	39,0	19,5	21,2	77,6	64,8	4,0	3,1	1,03	1,03
129 Nicaragua	6,0	7,2	1,3	1,4	54,7	57,8	18,9	22,1	80,4	61,2	3,3	2,5	1,05	1,05
130 Maroc	32,6	37,5	1,1	1,0	53,3	57,4	22,6	26,3	62,0	49,2	2,7	2,2	1,06	1,06
131 Irak	33,7	55,3	2,7	3,1	67,8	66,4	18,0	18,3	89,5	84,3	5,3	4,6	1,07	1,07
132 Cap-Vert	0,5	0,6	1,6	0,9	53,4	63,4	18,5	22,8	88,9	55,8	3,7	2,3	1,03	1,03
133 Guatemala	15,1	22,7	2,5	2,5	45,1	50,2	17,7	18,9	92,4	82,4	4,8	3,9	1,05	1,05
134 Timor-Leste	1,2	2,0	3,9	2,9	24,3	28,7	15,3	16,6	106,8	93,0	7,1	6,0	1,05	1,05
135 Ghana	25,5	36,5	2,4	2,3	44,0	52,6	19,1	20,5	79,9	73,0	4,7	4,0	1,06	1,06
136 Guinée équatoriale	0,7	1,1	3,1	2,7	38,8	39,6	19,5	20,3	85,9	72,0	5,8	5,0	1,03	1,03
136 Inde	1 258,4	1 523,5	1,6	1,3	27,7	31,6	22,7	25,1	63,8	53,8	3,1	2,6	1,08	1,08
138 Cambodge	14,5	17,4	1,4	1,2	18,6	20,1	18,1	22,9	80,5	53,2	3,8	2,4	1,05	1,05
138 Rép. Démocratique populaire lao	6,4	7,8	1,6	1,3	22,0	35,4	18,6	21,5	85,0	58,4	4,2	2,6	1,05	1,05
140 Bhoutan	0,8	0,9	2,9	1,5	25,4	36,4	19,4	24,6	79,2	49,7	3,7	2,3	1,04	1,04
141 Swaziland	1,2	1,5	0,8	1,4	22,6	21,2	17,2	19,5	90,8	69,4	4,2	3,2	1,03	1,03
DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE														
142 Congo	4,2	6,2	2,4	2,2	58,7	64,1	18,9	19,6	82,7	79,3	4,9	4,5	1,03	1,03
143 Îles Salomon	0,6	0,8	2,8	2,5	15,8	20,9	18,8	19,9	80,6	74,1	4,7	4,1	1,09	1,09
144 Sao Tomé-et-Principe	0,2	0,2	1,6	2,0	53,4	63,4	17,8	19,3	88,3	75,8	4,6	3,5	1,03	1,03
145 Kenya	42,7	65,9	2,6	2,7	19,9	24,4	17,4	18,5	89,0	82,1	5,0	4,6	1,03	1,03
146 Bangladesh	152,4	181,9	1,6	1,3	23,6	28,9	20,8	24,2	70,4	53,0	3,1	2,2	1,05	1,05
146 Pakistan	180,0	234,4	1,9	1,8	33,1	36,5	19,0	21,7	82,8	63,4	4,5	3,2	1,05	1,05
148 Angola	20,2	30,8	3,4	2,7	49,0	60,0	16,1	16,6	100,5	93,9	6,8	5,2	1,03	1,03
149 Myanmar	48,7	54,3	0,6	0,8	27,2	33,2	24,7	28,2	55,2	43,0	2,4	2,0	1,03	1,03
150 Cameroun	20,5	28,8	2,3	2,1	45,5	52,7	18,2	19,3	86,3	78,3	5,0	4,3	1,03	1,03
151 Madagascar	21,9	35,3	3,0	2,8	27,1	33,2	17,4	18,2	93,8	83,7	5,5	4,5	1,02	1,03
152 Tanzanie (République-Unie de)	47,7	81,9	2,6	3,1	22,3	27,2	17,4	17,5	91,0	92,6	5,7	5,5	1,03	1,03
153 Nigéria	166,6	257,8	2,5	2,5	42,4	50,3	18,1	18,5	86,4	86,1	5,9	5,5	1,06	1,06
154 Sénégal	13,1	20,0	2,7	2,6	40,3	42,8	17,0	17,8	92,1	84,3	5,5	4,7	1,03	1,03
155 Mauritanie	3,6	5,2	2,8	2,2	40,0	41,7	18,4	19,8	83,0	73,1	5,2	4,4	1,05	1,05
156 Papouasie-Nouvelle-Guinée	7,2	10,2	2,5	2,2	13,2	12,5	19,6	20,4	74,7	70,3	4,5	3,8	1,08	1,08
157 Népal	31,0	39,9	2,2	1,7	13,4	17,3	19,2	21,4	80,5	64,1	4,1	2,6	1,05	1,05
158 Lesotho	2,2	2,6	1,0	1,0	20,0	28,3	18,6	20,3	84,1	69,1	4,1	3,1	1,03	1,03
159 Togo	6,3	8,7	2,4	2,0	32,9	38,5	18,0	19,7	86,4	73,6	5,1	3,9	1,02	1,02
160 Yémen	25,6	41,3	3,1	3,0	26,3	32,9	15,5	17,4	105,6	86,4	6,5	5,0	1,05	1,05
161 Haïti	10,3	12,5	1,6	1,3	35,6	54,8	19,1	21,5	79,2	65,5	4,3	3,2	1,05	1,05
161 Ouganda	35,6	59,8	3,2	3,1	12,1	16,0	15,6	15,7	106,0	103,1	6,9	6,0	1,03	1,03
163 Zambie	13,9	24,5	2,3	3,0	34,8	39,6	17,1	16,7	93,2	99,0	6,1	6,3	1,03	1,03
164 Djibouti	0,9	1,3	2,0	1,9	76,5	77,1	18,9	21,4	78,8	62,8	4,8	3,6	1,04	1,04
165 Gambie	1,8	2,8	3,0	2,7	48,8	57,9	16,9	17,8	92,1	83,8	5,6	4,7	1,03	1,03
166 Bénin	9,4	14,6	3,2	2,7	38,3	45,6	17,1	17,9	94,5	86,9	6,0	5,1	1,04	1,04
167 Rwanda	11,3	17,6	2,6	2,9	13,8	19,4	16,9	18,7	92,4	84,2	5,8	5,3	1,01	1,01
168 Côte d'Ivoire	20,6	29,8	1,7	2,2	43,5	52,0	18,7	19,2	81,6	79,3	5,2	4,3	1,02	1,02
169 Comores	0,8	1,2	2,7	2,5	28,1	28,1	18,5	18,9	79,2	82,8	5,3	4,8	1,05	1,05
170 Malawi	15,9	28,2	2,7	3,2	14,6	15,8	17,0	16,9	95,6	96,3	6,1	6,0	1,03	1,03
171 Soudan	35,0	50,8	2,3	2,4	32,5	33,3	18,6 ^k	19,7 ^k	83,7 ^k	76,0 ^k	5,5 ^k	..	1,05 ^k	1,05 ^k
172 Zimbabwe	13,0	17,6	0,1	2,2	33,8	39,1	18,2	19,3	82,3	71,6	3,9	3,1	1,02	1,02
173 Éthiopie	86,5	118,5	2,5	2,1	14,7	17,2	17,0	18,7	95,7	77,3	6,1	3,9	1,03	1,03
174 Libéria	4,2	6,5	2,2	2,6	44,3	48,5	17,9	18,2	85,9	86,0	5,8	5,1	1,06	1,06
175 Afghanistan	33,4	53,3	3,8	3,1	20,6	23,8	15,9	16,6	101,3	92,6	7,7	6,0	1,06	1,06
176 Guinée-Bissau	1,6	2,3	2,0	2,1	35,9	44,6	18,2	19,0	86,7	79,7	5,8	4,9	1,03	1,03
177 Sierra Leone	6,1	8,5	4,4	2,1	35,8	39,6	18,5	18,4	80,2	80,8	5,7	4,8	1,02	1,02
178 Burundi	8,7	11,4	2,6	1,9	8,2	11,2	16,7	20,2	96,5	67,7	5,8	4,1	1,03	1,03

	Population												Rapport de masculinité à la naissance ^a	
	Total ^a		Croissance annuelle		Urbaine		Âge médian		Rapport total de dépendance		Taux global de fertilité			
	(millions)		(%)		(% du total)		(années)		(pour 100 personnes de 15 à 64 ans)		(naissances par femme)		(rapport naissances masculines/féminines)	
	2012	2030	2000/2005	2010/2015 ^{a-c}	2000	2012	2000	2010	2000	2012	2000	2012 ^{a-c}	2000 ^d	2012
Classement à l'IDH														
178 Guinée	10,5	15,9	1,6	2,5	31,0	35,9	17,7	18,3	90,7	85,0	6,0	5,1	1,06	1,06
180 République centrafricaine	4,6	6,4	1,6	2,0	37,6	39,3	18,7	19,4	85,1	78,0	5,4	4,5	1,03	1,03
181 Érythrée	5,6	8,4	4,0	2,9	17,6	21,8	17,1	19,0	89,7	78,9	5,4	4,3	1,03	1,03
182 Mali	16,3	26,8	3,1	3,0	28,1	35,6	16,3	16,3	98,8	97,3	6,8	6,2	1,05	1,05
183 Burkina Faso	17,5	29,1	2,9	3,0	17,8	27,4	16,5	17,1	95,3	90,5	6,3	5,8	1,05	1,05
184 Tchad	11,8	18,4	3,5	2,6	21,5	21,9	16,9	17,1	96,2	92,6	6,6	5,8	1,03	1,03
185 Mozambique	24,5	35,9	2,6	2,2	29,1	31,4	17,9	17,8	88,8	89,1	5,7	4,8	1,03	1,03
186 Congo (République démocratique du)	69,6	106,0	2,9	2,6	29,3	34,8	16,0	16,7	102,6	94,0	6,9	5,5	1,03	1,03
186 Niger	16,6	30,8	3,5	3,5	16,2	18,1	15,8	15,5	102,3	104,8	7,5	7,0	1,05	1,05
AUTRES PAYS OU TERRITOIRES														
Corée (Rép. populaire démocratique de)	24,6	26,2	0,7	0,4	59,4	60,4	29,9	32,9	49,5	47,0	2,1	2,0	1,05	1,05
Îles Marshall	0,1	0,1	0,0	1,6	68,4	72,2	..	..	..	..	..	..	..	..
Monaco	0,0	0,0	0,1	0,0	100,0	100,0	..	..	..	..	..	..	..	..
Nauru	0,0	0,0	0,1	0,6	100,0	100,0	..	..	..	..	..	..	..	..
Saint-Marin	0,0	0,0	2,3	0,6	93,4	94,1	..	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	9,8	16,4	2,4	2,6	33,2	38,2	18,0	17,5	88,3	91,0	6,5	6,3	1,03	1,03
Soudan du Sud	10,7	16,1	2,8	3,2	16,5	18,2	..	..	..	..	..	..	..	..
Tuvalu	0,0	0,0	0,6	0,2	46,0	51,0	..	..	..	..	..	..	..	..
Catégories d'IDH														
Développement humain très élevé	1 134,3	1 216,9	0,7	0,5	77,0	81,2	36,8	39,3	49,1	50,3	1,6	1,8	1,05	1,06
Développement humain élevé	1 039,2	1 150,1	0,9	0,8	70,1	74,1	27,6	30,4	54,7	46,4	2,2	1,9	1,05	1,05
Développement humain moyen	3 520,5	4 017,4	1,2	1,0	34,8	43,7	25,6	28,9	56,8	47,0	2,5	2,1	1,10	1,10
Développement humain faible	1 280,7	1 845,3	2,3	2,2	28,6	33,6	18,4	19,8	85,2	75,5	5,1	4,2	1,04	1,04
Régions														
États arabes	357,3	480,8	2,2	2,0	53,2	57,2	20,6	23,3	72,3	59,7	3,9	3,0	1,05	1,05
Asie de l'Est et Pacifique	1 991,4	2 135,3	0,8	0,6	36,7	49,7	28,1	32,3	50,8	40,9	2,0	1,8	1,14	1,12
Europe et Asie Centrale	481,6	491,3	0,0	0,2	63,2	64,8	32,9	34,9	49,5	43,4	1,6	1,7	1,06	1,06
Amérique latine et Caraïbes	597,7	696,0	1,3	1,1	75,3	79,3	24,4	27,5	60,3	52,1	2,6	2,2	1,05	1,05
Asie du Sud	1 753,0	2 141,8	1,6	1,4	29,0	32,9	22,0	24,6	66,7	54,6	3,3	2,6	1,07	1,07
Afrique subsaharienne	852,5	1 284,0	2,5	2,5	32,0	37,0	17,8	18,5	88,6	83,4	5,6	4,8	1,04	1,04
Pays moins développés	870,4 ^T	1 256,8 ^T	2,2 ^T	2,2 ^T	24,3 ^T	28,9 ^T	18,3 ^T	19,7 ^T	85,5 ^T	75,5 ^T	5,1 ^T	4,1 ^T	1,04 ^T	1,04 ^T
Petits États insulaires en développement	53,8	63,8	1,3	1,1	48,2	52,6	24,0	26,6	64,6	57,3	3,1	2,7	1,06	1,06
Monde	7 052,1^T	8 321,3^T	1,2^T	1,2^T	46,7^T	52,6^T	26,7^T	29,2^T	59,0^T	52,0^T	2,7^T	2,5^T	1,07^T	1,07^T

NOTES

- a Projections basées sur la variante moyenne de fertilité.
- b Le rapport de masculinité à la naissance, généralement présumé et confirmé de manière empirique, est de 105 garçons pour 100 filles.
- c Les données utilisées sont la moyenne annuelle des valeurs projetées pour la période 2010-2015.
- d Les données utilisées sont la moyenne annuelle estimée pour la période 2000-2005.
- e Comprend les îles Svalbard et Jan Mayen.
- f Comprend l'île Christmas, les îles Cocos (Keeling) et l'île Norfolk.
- g Comprend les îles Canaries, Ceuta et Melilla.
- h Comprend le Kosovo.

- i Comprend Taïwan, la Chine, mais pas les régions administratives spéciales de Hong Kong et de Macao.
- j Exclut les régions administratives spéciales de Hong Kong et de Macao.
- k Estimations uniquement relatives au Soudan, pas le Soudan du Sud.
- l Calculs du BRDH basés sur les données sur la population de l'UNDESA (2012b).
- T Agrégé à partir de la source originale de données.

DÉFINITIONS

Population : population de fait d'un pays, d'une zone ou d'une région, au 1er juillet de l'année indiquée.

Taux de croissance annuel de la population : croissance exponentielle annuelle moyenne pour la période indiquée.

Population urbaine : population de fait vivant dans des zones classées comme urbaines selon les critères utilisés par chaque zone ou pays, au 1er juillet de l'année indiquée.

Âge médian : âge permettant de diviser la population en deux parties égales, de façon à obtenir 50 % de la population au-dessus de cet âge et 50 % de la population en dessous de cet âge.

Rapport total de dépendance : rapport entre la somme de la population âgée de 0 à 14 ans et de la population âgée de 65 ans et plus d'une part, et la population âgée de 15 à 64 ans d'autre part.

Taux global de fertilité : nombre d'enfants que mettrait au monde chaque femme si elle vivait jusqu'à la fin des années de procréation et si elle avait un nombre d'enfants correspondant aux taux de fécondité par âge actuels.

Rapport de masculinité à la naissance : nombre de naissances masculines par rapport à une naissance féminine.

PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES

Colonnes 1, 2, 13 et 14 : UNDESA (2012b).

Colonnes 3, 4 et 7 à 12 : UNDESA (2011).

Colonnes 5 et 6 : UNDESA (2012 a).

Régions

États arabes (20 pays/territoires)

Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, État de Palestine, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Somalie, Soudan, Tunisie, Yémen

Asie de l'Est et Pacifique (24 pays)

Cambodge, Chine, États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Kiribati, Malaisie, Mongolie, Myanmar, Nauru, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Viet Nam

Europe et Asie centrale¹ (31 pays)

Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre, Estonie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Géorgie, Hongrie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Malte, Monténégro, Ouzbékistan, Pologne, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Tadjikistan, Turquie, Turkménistan, Ukraine

Amérique latine et Caraïbes (33 pays)

Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Équateur, État plurinational de Bolivie, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République bolivarienne du Venezuela, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay

Asie du Sud (9 pays)

Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, République islamique d'Iran, Sri Lanka

Afrique subsaharienne (46 pays)

Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Soudan du Sud, Swaziland, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe

Remarque : la liste des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement suit la classification de l'ONU, disponible à l'adresse suivante : www.unohrrls.org.
1. Anciens pays socialistes d'Europe et d'Asie centrale ayant connu une transformation politique et économique depuis 1989-1991, ainsi que Chypre, Malte et la Turquie.

Références statistiques

- ADB (Banque asiatique de développement). 2012.** *Asian Development Outlook 2012: Confronting Rising Inequality in Asia*. www.adb.org/sites/default/files/pub/2012/ado2012.pdf. Consulté le 30 avril 2012.
- Aguna, C., et M. Kovacevic 2011.** « Uncertainty and Sensitivity Analysis of the Human Development Index. » PNUD Human Development Research Paper 2010/11. PNUD–BRDH, New York. http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2010/papers/HDRP_2010_47.pdf.
- Alkire, S., A. Conconi, et J.M. Roche. 2012.** « Multi-dimensional Poverty Index 2012: Brief Methodological Note and Results. » University of Oxford, Department of International Development, Oxford Poverty and Human Development Initiative, Oxford, Royaume-Uni.
- Alkire, S., et J. Foster. 2010.** « Designing the Inequality-Adjusted Human Development Index (HDI). » Human Development Research Paper 2010/28. PNUD–BRDH, New York. http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2010/papers/HDRP_2010_28.pdf.
- Alkire, S., J.M. Roche, M.E. Santos, et S. Seth. 2011.** « Multidimensional Poverty Index 2011: Brief Methodological Note. » University of Oxford, Department of International Development, Oxford Poverty and Human Development Initiative, Oxford, Royaume-Uni. www.ophi.org.uk/multidimensional-poverty-index-2011-brief-methodological-note/. Consulté le 15 février 2012.
- Anan, S., et A. Sen. 2000.** « The Income Component of the Human Development Index. » *Journal of Human Development and Capabilities* 1(1) : 83–106.
- Athukorala, Prema-chandra. 2012.** « Asian Trade Flows: Trends, Patterns and Prospects. » *Japan and the World Economy* 24 : 150–62.
- Banque mondiale. 2011.** *Migration and Remittances Factbook*. 2nd Edition. Washington, DC. <http://siteresources.worldbank.org/INTLAC/Resources/Factbook2011-Ebook.pdf>. Consulté le 15 avril 2012.
- . **2012a.** *World Development Indicators 2012*. Washington, DC. <http://data.worldbank.org>. Consulté le 15 octobre 2012.
- . **2012b.** International Income Distribution Database. [Not publicly available]. 15 avril 2012.
- . **2012c.** Correspondence on personal computers data. 15 avril 2012.
- Barro, R. J., et J. W. Lee. 2010.** *A New Data Set of Educational Attainment in the World, 1950–2010*. Working Paper 15902. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research. www.nber.org/papers/w15902. Consulté le 15 avril 2012.
- . **2011.** Dataset of educational attainment. www.barrolee.com. Consulté le 15 avril 2012.
- CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes). 2012.** *Preliminary Overview of the Economies of Latin America and the Caribbean*. Santiago. www.eclac.org/cgi-bin/getProd.asp?xml=/publicaciones/xml/4/41974/P41974.xml&xsl=/. Consulté le 30 avril 2012.
- CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). 2012.** Statistics. http://unctadstat.unctad.org/ReportFolders/reportFolders.aspx?sCS_referer=&sCS_ChosenLang=en. Consulté le 1er mai 2012.
- CRED EM-DAT (Centre for Research on the Epidemiology of Disasters). 2012.** The International Disaster Database. www.emdat.be. Consulté le 30 mars 2012.
- Eurostat. 2012.** « European Union Statistics on Income and Living Conditions (EUSILC). » Bruxelles. http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/microdata/eu_silc. Consulté le 15 avril 2012.
- FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). 2011.** AQUASTAT database. www.fao.org/nr/water/aquastat/data. Consulté le 15 avril 2012.
- . **2012.** Statistics Division Database. www.fao.org/corp/statistics/en/. Consulté le 15 avril 2012.
- FMI (Fonds monétaire international). 2012.** World Economic Outlook database, April 2012. www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2012/01/weodata/index.aspx. Consulté le 15 octobre 2012.
- Gallup. 2012.** Gallup World Poll database. <https://worldview.gallup.com>. Consulté le 30 avril 2012.
- Høyland, B., K. Moene, et F. Willumsen. 2011.** « The Tyranny of International Rankings. » *Journal of Development Economics* 97(1) : 1–14.
- ICF Macro. 2012.** Measure DHS (Demographic and Health Survey). www.measuredhs.com.
- IEA (Agence internationale de l'énergie). 2012.** *World Energy Outlook 2011*. Paris. www.iea.org/weo/electricity.asp. Consulté le 30 mars 2012.
- Institut de statistique de l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture). 2012.** Data Centre. <http://stats.uis.unesco.org>. Consulté le 15 octobre 2012.
- Inter-agency Group for Child Mortality Estimation. 2012.** Database on child mortality. www.childinfo.org/mortality_igme.html. Consulté le 15 octobre 2012.
- LIS (Luxembourg Income Study). 2012.** « Luxembourg Income Study Project. » www.lisproject.org/techdoc.htm. Consulté le 15 mai 2012.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). 2010.** Programme for International Student Assessment. www.oecd.org/edu/pisa/2009. Consulté le 30 mars 2012.
- OIT (Organisation internationale du travail). 2012.** *Key Indicators of the Labour Market*. 7th edition. Geneva. www.ilo.org/empelm/what/WCMS_114240/lang-en/index.htm. Consulté le 15 octobre 2012.
- OMPI (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle). 2012.** Intellectual Property Statistics. www.wipo.int/ipstats/en/. Consulté le 22 mars 2012.
- OMS (Organisation mondiale de la santé). 2012a.** *World Health Statistics 2011*. Genève. www.who.int/gho/publications/world_health_statistics/EN_WHS2011_Full.pdf. Consulté le 30 mars 2012.
- . **2012b.** Global Health Observatory. www.apps.who.int/ghodata. Consulté le 30 mars 2012.
- . **2012c.** Mental Health. www.who.int/mental_health/en. Consulté le 30 avril 2012.
- OMS (Organisation mondiale de la santé), UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance), UNFPA (Fonds des Nations Unies pour la population) et la Banque mondiale. 2012.** « Trends in Estimates of Maternal Mortality Ratio. » www.childinfo.org/maternal_mortality_ratio.php. Consulté le 15 mai 2012.
- OMT (Organisation mondiale du tourisme). 2012.** Compendium of Tourism Statistics database. <http://statistics.unwto.org/en/content/compendium-tourism-statistics>. Consulté le 30 avril 2012.
- SIPR (Institut international de recherche sur la paix de Stockholm). 2012.** SIPRI Military Expenditure Database. www.sipri.org. Consulté le 30 mars 2012.
- UICN (Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles). 2012.** IUCN Red List of Threatened Species. Version 2011.2. www.iucnredlist.org. Consulté le 15 avril 2012.
- UIP (Union interparlementaire). 2012.** PARLINE database. www.ipu.org/wmn-e/classif.htm. Consulté le 15 mai 2012.
- UIT (Union internationale des télécommunications). 2012.** World Telecommunication/ICT Indicators database. www.itu.int/ITU-D/ict/statistics/. Consulté le 30 octobre 2012.
- UNDESA (Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies). 2011.** *World Population Prospects: The 2010 Revision*. New York. <http://esa.un.org/unpd/wpp/index.htm>. Consulté le 15 avril 2012.
- . **2012a.** *World Urbanization Prospects: The 2011 Revision*. New York. <http://esa.un.org/unpd/wup/index.htm>. Consulté le 30 avril 2012.
- . **2012b.** Population Division Database. Detailed Indicators. <http://esa.un.org/unpd/wpp/unpp/>. Consulté le 1er mai 2012.
- . **2012c.** *World Economic Situation and Prospects: Mid-2012 Update*. New York. www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/. Consulté le 30 avril 2012.
- UNESCWA (Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale). 2012.** « Summary of the Survey of Economic and Social Developments in Western Asia, 2011–2012. » Beirut. www.escwa.un.org/information/publications/edit/upload/E_ESCWA_EDGD_12_1_e.pdf. Consulté le 30 avril 2012.
- UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance). 2012.** *The State of the World's Children 2012*. New York. www.unicef.org/sowc2012/. Consulté le 15 octobre 2012.
- . **Diverses années.** Multiple Indicator Cluster Surveys. New York. www.unicef.org/statistics/index_24302.html. Consulté le 1er mai 2012.
- UNODC (Office des Nations Unies contre la drogue et le crime). 2012.** *2011 Global Study on Homicide: Trends, Contexts, Data*. www.unodc.org/documents/data-and-analysis/statistics/Homicide/Globa_study_on_homicide_2011_web.pdf. Consulté le 30 mai 2012.
- UNSD (Division de statistiques des Nations Unies). 2012a.** National Accounts Main Aggregate Database. <http://unstats.un.org/unsd/snaama>. Consulté le 1er mai 2012.
- . **2012b.** International Merchandise Trade Statistics. Comtrade Database. <http://comtrade.un.org/>. Consulté le 15 octobre 2012.

Annexe technique : note explicative pour les exercices de projection

Cette annexe technique résume les deux projections évoquées au chapitre 4.

[Lutz et K.C. \(2013\) Modèle pour la démographie, l'éducation et le développement humain](#)

Le Modèle de Lutz et K.C. (2013) est utilisé pour projeter les tendances démographiques jusqu'en 2050. Il est basé sur l'hypothèse selon laquelle les tendances démographiques sont influencées par l'amélioration qualitative et quantitative de l'éducation. Le présent Rapport emploie un ensemble de données sur 120 pays, couvrant la population de chaque pays classée par âge, par sexe et par niveau d'instruction.

Cette technique de modélisation de la population dans différents pays de Lutz et K.C. a été mise au point dans les années 1970 en Autriche par l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués et est largement employée par les spécialistes des techniques démographiques. L'idée derrière la projection est simple : en partant de l'année 2000 (la dernière année pour laquelle des données comparables à l'échelon international sont disponibles pour la plupart des pays) et en supposant que le niveau d'éducation ne varie pas après un certain âge, la part de femmes dans la tranche d'âge 50-54 sans aucune instruction formelle en 2005 peut être tirée directement de celle des femmes dans la tranche d'âge 45-49 sans aucune éducation formelle en 2000.

En assumant que cette part reste constante tout au long de la pyramide, la proportion de chaque catégorie d'instruction dans chaque tranche d'âge pour les hommes et les femmes peut tout simplement être reportée à la tranche suivante à mesure qu'on évolue dans le temps par intervalle de cinq années. Seules la mortalité et la migration pouvant modifier la taille d'une génération qui vieillit, ces proportions seraient correctes uniquement si aucun individu ne passait à la catégorie d'éducation primaire après l'âge de 15 ans et si la mortalité et la migration ne différaient pas selon le niveau d'éducation. Cependant, il existe réellement un lien étroit entre le niveau d'éducation et les taux de mortalité, de fertilité et de migration. L'approche doit donc être adaptée pour corriger ces effets. La dimension de la cohorte de naissance dépend du niveau de scolarité des femmes en âge de procréer : on observe traditionnellement un rapport négatif entre ces deux aspects. Lors de la projection de ces cohortes dans le temps, des taux de survie différentiels sont appliqués aux groupes d'éducation sur la base d'une analyse exhaustive des publications existantes ainsi que des exercices de modélisation fondés sur des données passées.

Dans les faits, la probabilité qu'un individu effectue la transition d'un niveau d'études donné au suivant dépend fortement du niveau d'instruction des parents. Ce mécanisme d'héritage éducatif n'est toutefois pas explicitement modélisé ici. Au contraire, les hypothèses concernant les taux de transition et leur évolution future sont dérivées statistiquement du comportement global des systèmes éducatifs par le passé. Étant donné que cette expansion est en partie le résultat du mécanisme d'héritage, c'est-à-dire le fait que de nombreux parents aspirent à ce que leurs enfants atteignent un niveau d'études au moins aussi élevé que le leur, cet héritage est implicitement pris en compte dans la projection, même s'il

ne fait officiellement pas partie du modèle. Une telle méthode semble préférable à ce stade puisque les données sur les modèles de croissance cumulée des systèmes d'éducation, sur lesquelles les hypothèses concernant la trajectoire future peuvent être établies, sont beaucoup plus facilement accessibles que des données fiables sur le microprocessus d'héritage éducatif.

La procédure suivie pour chaque pays peut être résumée comme suit :

- La répartition de base de la population, par tranches d'âge de cinq ans, par sexe et par niveau d'études correspond à des données de l'an 2000.
- Après chaque période de cinq ans, les cohortes sont reportées à la tranche d'âge suivante.
- Le taux de mortalité est pris en compte, en fonction de l'âge, du sexe et du niveau d'études, et ce pour chaque période.
- Un taux de transition quant au niveau d'études, spécifique à l'âge et au sexe, est pris en compte.
- Le nombre net de migrants, en fonction de l'âge, du sexe et du niveau d'études est ajouté à la population ou en est soustrait. Dans les prévisions présentées ici, les hypothèses de migration correspondent à celles employées dans les projections de population de l'ONU.
- Le taux de fertilité est pris en compte, spécifique à chaque tranche d'âge, sexe et niveau d'études, ainsi qu'à chaque période, pour déterminer la taille de nouveau groupe des 0-5 ans.
- La nouvelle répartition de la population par âge, par sexe et par niveau d'études est consignée, puis les étapes précédentes sont répétées pour la période de cinq années suivante.

La projection vise à fournir un ensemble de données dans lequel la population est répartie par tranches d'âge de cinq ans (à partir de 15-20 et jusqu'à 100 ans et plus), par sexe et selon quatre niveaux d'études achevés, le tout sur une période de 50 ans allant de 2000 (année de départ) à 2050, par plages de cinq ans.

[Modèle de Pardee Center for International Futures \(2013\) pour les perspectives de développement humain et les scénarios politiques](#)

Le présent Rapport utilise le modèle d'International Futures pour réaliser des projections de développement humain sur le long terme, reposant sur des aspects stratégiques étroitement liés les uns aux autres, dont les revenus, la santé, l'éducation, la pauvreté, le genre, le changement social (l'instabilité et les risques) et l'environnement durable. Pour en savoir plus sur la manière dont le modèle a été conçu, voir Pardee Center for International Futures (2013) et le site Web de la Denver Korb School à l'Université de Denver (www.ifs.du.edu/introduction).

Le modèle d'International Futures est un système de modélisation mondial à grande échelle, à long terme et intégré qui comprend des sous-modèles démographiques, économiques, éducatifs, de santé, d'énergie, agricoles, sociopolitiques,

infrastructurels, technologiques et environnementaux pour 183 pays interagissant dans le système mondial.

Le modèle avait déjà été utilisé dans le Rapport sur le développement humain 2011 pour projeter les scénarios d'évolution de l'environnement à long terme et évaluer leur impact sur le développement humain.

Parmi les principales caractéristiques du modèle utiles à l'analyse du développement humain figurent :

- Une fonction de production qui établit des paramètres de productivité divisés en quatre catégories principales : ressources humaines, capital social, capital physique et connaissances.
- Un modèle de population comprenant 22 cohortes âge/sexe dans une structure qui tient compte des changements du taux de fertilité, avec un modèle de santé complet pour appliquer le taux de mortalité (et de morbidité) lié à 13 catégories de cause.
- Un modèle économique cherchant à atteindre l'équilibre dans six secteurs. Loin d'envisager un équilibre exact pour une année donnée, il emploie plutôt des réserves en tant que stocks tampons et pour fournir des signaux-prix pour faire en sorte que le modèle tende à l'équilibre au fil du temps.
- Un modèle éducatif représentant l'enseignement officiel au niveau primaire, secondaire (en séparant le premier et le second cycle) et supérieur.
- Un modèle de santé s'inspirant à la fois de la charge mondiale de morbidité de l'Organisation mondiale de la santé pour définir les principales causes de décès et d'incapacité, et de la méthode de l'évaluation comparative des risques sur les risques relatifs pour représenter des facteurs clés pour la santé tels que la malnutrition, l'obésité et le tabagisme.

- Un modèle sociopolitique représentant la politique fiscale à travers les décisions en matière de fiscalité et de dépenses ainsi que d'autres éléments liés à la gouvernance, dont les niveaux de corruption et les types de régime.

Il existe également des modèles concernant les politiques internationales (axés sur le commerce, l'investissement étranger, les transferts intergouvernementaux et les améliorations technologiques), les infrastructures (axés sur le niveau d'accès aux principaux équipements d'infrastructure) et l'environnement (axés sur l'utilisation des ressources, comme l'eau et la terre par exemple, ainsi que sur les émissions de carbone). Les modèles relatifs à l'agriculture et à l'énergie font référence à des systèmes d'équilibre partiel sur le plan matériel et leur dynamique modèle les représentations du secteur financier au sein du modèle économique.

La projection met en lumière des interventions stratégiques agressives mais raisonnables pour élaborer un scénario de progression accélérée, qui consiste en une combinaison d'interventions dans douze groupes d'initiatives stratégiques (voir tableau A1) et analyse leur impact par rapport aux prévisions du scénario de base. Le coût de l'inaction est l'écart constaté entre le résultat du scénario de base et celui du scénario de progression accélérée. La définition de « agressives mais raisonnables » repose sur l'analyse des publications « Patterns of Potential Human Progress » du Pardee Center for International Futures et sur les fonctions transversales associant la variable cible au niveau de développement et employant la fonction en elle-même, ou un certain nombre d'écarts-types au-dessus de celle-ci.

TABLEAU A1

Douze domaines d'intervention stratégique faisant office de leviers pour l'analyse comparative

Leviers essentiellement nationaux	Leviers essentiellement internationaux
1. Démographie Taux de fertilité Taux de présence des femmes sur le marché du travail	7. Capital social et gouvernance Probabilité de conflit interne Recettes publiques et corruption Démocratie et inclusion
2. Épargne et investissement Taux d'épargne et d'investissement	8. Commerce Barrières commerciales Promotion des exportations
3. Transferts nationaux Transferts vers les ménages non qualifiés	9. Investissement étranger Investissement direct étranger Flux de portefeuille
4. Capital humain Objectifs de participation à l'éducation et dépenses en éducation Objectifs de dépenses en santé et objectifs relatifs à certains facteurs de risques pour la santé	10. Transferts aux ménages Transferts de fonds
5. Capital d'infrastructure Accès à l'infrastructure	11. Transferts intergouvernementaux Aide étrangère Flux des institutions financières internationales
6. Capital de connaissances Recherche et développement	12. Technologie Améliorations technologiques

Source : adapté de Pardee Center for International Futures (2013).

Le scénario de base

Le scénario de base se fonde sur la continuité des tendances historiques (y compris des politiques de développement entreprises au cours des dernières décennies). Toutefois, la dynamique complexe du modèle, y compris un large éventail de relations non linéaires, fournit une structure pouvant également générer des modèles futurs non linéaires qui diffèrent considérablement des trajectoires historiques.

Le scénario de progression accélérée

Dans ce scénario, les ressources et l'ambition politique augmentent substantiellement par rapport au scénario de base. Le tableau A2 répertorie les choix et les objectifs pour une portée appropriée (agressive mais raisonnable) des interventions dans les domaines de la réduction de la pauvreté, des infrastructures et de la gouvernance, entre autres. Les changements sont relatifs aux valeurs sous-jacentes pour chaque pays dans le scénario de base et, par conséquent, prennent en compte les différents points de départ et modèles nationaux.

TABLEAU A2

Objectifs pour les portées d'intervention appropriées, par rapport au scénario de base

Domaine politique	Sur 10 ans	Sur 20 ans	Sur 30 ans	Sur 40 ans
Niveau global				
Réduction de la pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> • Doublement des prêts concédés par les institutions financières internationales • L'aide étrangère provenant de pays développés a augmenté d'au moins 0,5 % du PIB 	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de 30 % de l'investissement direct étranger • Augmentation de 50 % des flux d'investissement de portefeuille • Augmentation de 20 % des dépenses consacrées à la recherche et au développement • Augmentation de 50 % de la migration 		
Infrastructure ^a		<ul style="list-style-type: none"> • Réduction de moitié ou passage sous le seuil des 10 % (selon l'hypothèse qui se réalise en premier) du taux de population rurale vivant à plus de 2 kilomètres d'une route praticable en toute saison • Accès universel à l'électricité • Élimination des combustibles solides en tant que principale source d'énergie des foyers pour se réchauffer et cuisiner 	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de 20 % des infrastructures • Accès universel à une source d'eau et un assainissement améliorés (après avoir doublé de 1990 à 2015) • Accès universel à la téléphonie mobile et aux services à haut débit 	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de 50 % de la production d'énergie renouvelable
Gouvernance ^b	<ul style="list-style-type: none"> • Diminution de la corruption et amélioration de l'efficacité de la gouvernance et de la qualité des réglementations à l'échelle mondiale à une erreur type au-dessus des valeurs types du niveau de PIB par habitant de chaque pays • Progression des mesures démocratiques et d'autonomisation des femmes pour atteindre une erreur type au-dessus des valeurs types du niveau de PIB par habitant de chaque pays 	<ul style="list-style-type: none"> • Probabilité de conflit interne réduite à 0 • Augmentation de 10 % (environ 3 points de pourcentage du PIB) des recettes publiques dans les pays hors Organisation de coopération et de développement économiques 		
Aux échelons régional et national ^c	<ul style="list-style-type: none"> • Pour les pays en développement, augmentation de 20 % des dépenses de santé, amélioration de 20 % de l'efficacité de la gouvernance sur l'échelle de la Banque mondiale, augmentation de 20 % de la liberté économique sur l'échelle du Fraser Institute et augmentation de 0,2 % de la productivité fondée sur la technologie 	<ul style="list-style-type: none"> • Diminution de 30 % de la corruption sur l'échelle de Transparency International 		

a. Inclut le transport, l'électricité, l'eau et l'assainissement et la TIC. Les objectifs mondiaux sont une combinaison d'objectifs réglementaires (tels que les cibles découlant des objectifs du Millénaire pour le développement) et, en tenant compte des possibilités d'accomplissement des objectifs dans tous les pays, d'un taux de 97,5 % d'objectifs véritablement universels.

b. La gouvernance est conceptualisée en trois dimensions : la sécurité, la capacité et la participation. La dimension relative à la sécurité se traduit par deux mesures généralement complémentaires de la probabilité de conflit interne et de la vulnérabilité face aux conflits. La dimension relative à la capacité se traduit par la capacité du gouvernement à mobiliser les recettes (jusqu'à 30 % du PIB) et à les utiliser de manière efficace (notamment pour réduire le niveau de corruption). La dimension relative à la participation se traduit pas la nature démocratique des institutions ainsi qu'une plus grande ouverture, telle que représentée par l'indicateur de la participation des femmes créé par le Bureau du Rapport sur le développement humain.

c. Les objectifs régionaux spécifiques sont disponibles dans Pardee Center for International Futures (2013).

Guide du lecteur

Les 14 tableaux statistiques offrent un aperçu des principaux aspects du développement humain. Ces tableaux comprennent des indices composites estimés par le Bureau du Rapport sur le développement humain (BRDH), à l'aide des données dont disposait le Bureau au 15 octobre 2012. Tous les indicateurs, ainsi que les notes techniques relatives au calcul des indices composites et les sources d'information supplémentaires, sont disponibles à l'adresse <http://hdr.undp.org/en/statistics>.

Les pays et les régions sont classés en fonction de la valeur de leur IDH en 2012. Une analyse de robustesse et de fiabilité a montré que pour la plupart des pays, l'IDH n'est pas significatif en termes statistiques après la troisième décimale (voir Aguna and Kovacevic, 2011 et Høyland, Moene and Willumsen, 2011). C'est la raison pour laquelle les pays avec la même troisième décimale de l'IDH sont classés ex-æquo.

Source et définitions

Le BRDH utilise des données fournies par des organismes statistiques internationaux dotés du savoir-faire, des ressources et de l'expertise nécessaires à la collecte de données nationales relatives à des indicateurs spécifiques (sauf indication contraire).

La définition des indicateurs et les sources des composantes originales des données sont indiquées à la suite de chaque tableau, et les références complètes sont précisées dans les *Références statistiques*.

Comparaisons temporelles et entre les éditions du Rapport

Dans la mesure où les organismes statistiques internationaux améliorent en permanence leurs séries de données, les données présentées dans ce Rapport, y compris les valeurs de l'IDH et les classements, ne peuvent être comparées à celles publiées dans les éditions précédentes. Pour l'IDH, les tendances calculées, selon des données cohérentes, à des intervalles de cinq ans entre 1980 et 2012 sont présentées dans le Tableau 2.

Différences entre les estimations nationales et internationales

Les organismes internationaux harmonisent les données nationales afin de faciliter la comparaison entre les pays, réalisent des estimations de données absentes ou n'intègrent

pas les données nationales les plus récentes, ce qui peut donner lieu à des différences entre les données nationales et internationales. Lorsque le Bureau du Rapport découvre des divergences, il les porte à l'attention des autorités statistiques nationales et internationales.

Groupes de pays et agrégats

Les tableaux présentent plusieurs agrégats pondérés. En règle générale, un agrégat n'est fourni que lorsque des données sont disponibles pour plus de la moitié des pays et qu'elles représentent au moins les deux tiers de la population considérée dans cette rubrique. Les agrégats indiqués pour chaque catégorie représentent uniquement des pays pour lesquels des données sont disponibles.

Classement en fonction du niveau de développement humain

Les classements en fonction de l'indice de développement humain sont relatifs : ils dépendent des quartiles de répartition selon les 187 pays inclus et traduisent un indice très élevé, élevé, moyen ou faible. Les trois premiers quartiles comprennent 47 pays et le dernier quartile, 46.

Classifications des régions

Les régions sont classées par groupes en fonction du classement régional du Programme des Nations Unies pour le développement. Les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement sont classés selon des classifications des Nations Unies.

Remarques sur les pays

Sauf indication contraire, les données relatives à la Chine ne tiennent pas compte des Régions administratives spéciales de Hong Kong et Macao et de la province chinoise de Taiwan. Les données concernant le Soudan englobent le Soudan du Sud, sauf indication contraire.

Symboles

Un tiret entre deux dates, comme dans 2005 – 2012, indique que les données sont celles de l'année la plus récente pour la période spécifiée. Une barre oblique entre deux années, comme dans 2005/2012, indique qu'il s'agit d'une moyenne pour les années mentionnées. Les taux de croissance correspondent habituellement aux taux de croissance annuels moyens entre la première et la dernière année de la période considérée.

Les symboles suivants sont utilisés dans les tableaux :

..	Non disponible
0 ou 0,0	Zéro
—	Non pertinent

Données statistiques

Les indices composites et les ressources statistiques du présent Rapport s'appuient sur diverses sources internationales parmi les plus respectées dans leurs domaines de spécialité.

Nous tenons à remercier tout particulièrement le Carbon Dioxide Information Analysis Center du Ministère américain de l'énergie, le Centre de recherches sur l'épidémiologie des catastrophes, Eurostat, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Gallup, ICF Macro, l'Agence internationale de l'énergie, l'Organisation internationale du travail, le Fonds monétaire international, l'Union internationale des télécommunications, l'Union internationale pour la conservation de la nature, l'Union interparlementaire, le Luxembourg Income Study, l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'Organisation mondiale du tourisme, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. La base de données mondiale sur l'éducation tenue par Robert Barro (Université de Harvard) et Jong-Wha Lee (Université de Corée) a également constitué une source inestimable pour le calcul des indices du Rapport.

Tableaux statistiques

Les cinq premiers tableaux présentent les indices composites du développement humain et leurs composantes ; les neuf tableaux suivants présentent une large gamme d'indicateurs liés au développement humain. Depuis la *Rapport sur le développement humain* de 2010, quatre indices composites du développement humain sont présentés : l'indice de développement humain (IDH), l'indice de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI), l'indice des inégalités de genre (IIG) et l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM). L'IIG et l'IPM restent des indices expérimentaux.

Les valeurs de l'IDH et celles des quatre indicateurs des composants relatifs à la longévité, l'éducation et les revenus sont présentées dans le **Tableau 1**. Les pays sont classés en fonction de la valeur de l'IDH. La différence entre la classification en fonction du revenu national brut et l'IDH indique si un pays utilise efficacement son revenu pour la progression dans les deux dimensions non monétaires de l'IDH. L'IDH non monétaire est calculé dans le but de fournir un moyen supplémentaire de comparaison entre pays et de classer ces derniers en fonction du niveau atteint dans les dimensions non monétaires.

Le **Tableau 2** présente les valeurs de l'IDH basées sur les données disponibles pour la période 2012, à l'aide de la méthode et des données historiques révisées les plus récentes. Il s'agit du seul moyen permettant de comparer les valeurs de l'IDH pour l'année 2012 avec celles des années précédentes. Les changements au niveau du classement à l'IDH au cours des cinq dernières années et entre 2011 et 2012, ainsi que les taux de croissance annuels moyens de l'IDH pour quatre périodes temporelles, permettent une évaluation aisée de la tendance et de la vitesse des changements au niveau de l'IDH.

L'IDHI (**Tableau 3**) va au-delà du niveau de développement humain atteint dans un pays en termes de santé, d'éducation et de revenus pour montrer la répartition des réalisations entre la population, en réduisant la valeur de chaque dimension en fonction du niveau d'inégalité qu'elle présente. L'IDHI peut être interprété comme le niveau réel du développement humain (tenant compte des inégalités), tandis que l'on peut considérer l'IDH comme le développement humain potentiel qu'il serait possible d'atteindre en l'absence de toute inégalité. La différence entre l'IDH et l'IDHI, exprimée sous forme de pourcentage, indique la perte subie par le développement humain potentiel en raison des inégalités. La différence entre le classement selon l'IDH et l'IDHI montre que la prise en compte des inégalités est susceptible de faire reculer (valeur négative) ou progresser (positive) un pays dans le classement.

Le **Tableau 4**, l'indice d'inégalité de genre, présente une mesure composite expérimentale d'inégalité dans les réalisations des hommes et des femmes dans trois dimensions :

santé reproductive, autonomisation et marché du travail. L'IIG est censé fournir une base empirique aux analyses des politiques et aux efforts de mobilisation. Une valeur élevée indique une forte inégalité entre les hommes et les femmes.

Le **Tableau 5**, l'indice de pauvreté multidimensionnelle, une mesure expérimentale conçue pour déterminer le cumul de privations auxquelles les personnes sont confrontées dans les domaines de l'éducation, de la santé et des niveaux de vie. L'IPM fournit l'incidence d'une pauvreté multidimensionnelle non monétaire (dénombrement de ceux se trouvant dans la pauvreté multidimensionnelle) et son intensité (le nombre relatif de privations subies simultanément par des personnes). L'inclusion de la part des privations à chaque dimension dans la pauvreté globale est destinée à fournir un tableau exhaustif de la situation des personnes vivant dans la pauvreté. Les pays sont présentés par ordre alphabétique en deux groupes, selon l'année de l'enquête utilisée pour évaluer l'IPM.

Le **Tableau 6**, contrôle des ressources, associe des indicateurs macroéconomiques, comme le produit intérieur brut (PIB), la formation brute de capital fixe et l'indice des prix à la consommation avec des indicateurs de dépenses publiques. Pendant les périodes d'incertitude ou de récession économique, la formation brute de capital fixe tend à décliner. L'indice des prix à la consommation est présenté comme une mesure de l'inflation. Afin d'analyser les changements relatifs aux dépenses, les indicateurs des dépenses publiques se rapportent à deux moments. Ces indicateurs peuvent servir à étudier les priorités en matière de dépenses publiques, ainsi que la structure des dépenses et la façon dont elles sont liées aux résultats issus du développement humain.

Plusieurs indicateurs concernant la santé des enfants, des jeunes et des adultes sont présentés dans le **Tableau 7**. Les indicateurs du niveau d'éducation, ainsi que ceux relatifs à la qualité de l'éducation, notamment les résultats moyens obtenus (et les écarts par rapport aux résultats moyens) en lecture, mathématiques et sciences, sont présentés dans le **Tableau 8**. Les indicateurs de la qualité de l'éducation s'appuient sur des tests normalisés réalisés par des étudiants d'une quinzaine d'années, dans le cadre du Programme international pour le suivi des acquis des élèves dirigé par l'OCDE, à l'aide des ensembles de données de 2009 pour 63 États membres de l'ONU. Deux indicateurs supplémentaires concernant la qualité de l'éducation viennent compléter ces indicateurs de qualité basés sur les tests : les enseignants du primaire formés pour enseigner et un indicateur de satisfaction basé sur la perception de la qualité de l'éducation.

Les données sur l'intégration sociale, **Tableau 9**, indiquent si une société est inclusive et intégrée. Les indicateurs montrent en particulier l'étendue de l'égalité des droits et des opportunités en matière d'emploi, des inégalités globales, de la sécurité humaine et la confiance et la satisfaction dans

la communauté. Les indicateurs objectifs supplémentaires et ceux fondés sur la perception permettent d'obtenir une image plus nuancée de l'intégration sociale. La vie, la liberté et la satisfaction professionnelle sont fondées sur la perception qu'à chaque individu de sa condition personnelle, alors que la confiance à l'égard des personnes et du gouvernement, outre la satisfaction de la communauté, offre un aperçu de la satisfaction des personnes à l'égard d'une société étendue.

Le **Tableau 10** reflète le degré d'intégration d'un pays à l'économie globale. Une distinction est établie entre le commerce de biens finaux et le commerce de pièces détachées et de composants, afin d'obtenir une image claire du phénomène de valeur ajoutée globale et du partage de la production, dont les implications politiques sont cruciales pour la croissance du commerce mondial et pour le développement économique des pays du Sud.

Indicateurs relatifs à deux aspects de la globalisation : les flux de capitaux et la mobilité humaine sont présentés dans le **Tableau 11**. L'augmentation des investissements étrangers constitue une mesure de la globalisation croissante de l'économie. La migration offre l'opportunité de trouver du travail et d'envoyer de l'argent chez soi, tout en enrichissant la force de travail des pays récepteurs. La mobilité humaine, sous toutes ses formes, constitue également un facteur potentiel de compréhension entre les cultures.

Le **Tableau 12**, innovation et technologie, montre l'importance des investissements dans la recherche et le développement pour la progression du développement humain et offrir aux pays la capacité d'adopter et d'utiliser les technologies de manière efficace.

Le **Tableau 13** jette un coup de projecteur sur la durabilité environnementale. Il montre la part des combustibles fossiles et des énergies renouvelables dans la fourniture d'énergie et présente trois façons de considérer les données concernant les émissions de dioxyde de carbone et de gaz à effet de serre, ainsi que des mesures importantes pour les écosystèmes et les ressources naturelles. Le tableau présente également des indicateurs concernant l'impact humain direct sur le changement de l'environnement physique.

Des indicateurs majeurs concernant la population, nécessaires pour une compréhension de la situation réelle de cette dernière et de l'orientation des changements, sont présentés dans le **Tableau 14**. Les statistiques relatives à l'âge médian de la population, aux taux de dépendance et aux taux de fertilité totale peuvent être comparées pour évaluer les charges pesant sur la main-d'œuvre et la capacité des sociétés à subvenir à leurs besoins. Les divergences par rapport au ratio de masculinité naturel à la naissance ont des implications sur les taux de reproduction et signalent les questions liées à la discrimination sexuelle et les problèmes sociaux et économiques à venir.

Légendes des pays et des classements IDH, 2012

Afghanistan	175	Finlande	21	Nigéria	153
Afrique du Sud	121	France	20	Norvège	1
Albanie	70	Gabon	106	Nouvelle-Zélande	6
Algérie	93	Gambie	165	Oman	84
Allemagne	5	Géorgie	72	Ouganda	161
Andorre	33	Ghana	135	Ouzbékistan	114
Angola	148	Grèce	29	Pakistan	146
Antigua-et-Barbuda	67	Grenade	63	Palaos	52
Arabie saoudite	57	Guatemala	133	Palestine (État de)	110
Argentine	45	Guinée	178	Panama	59
Arménie	87	Guinée équatoriale	136	Papouasie-Nouvelle-Guinée	156
Australie	2	Guinée-Bissau	176	Paraguay	111
Autriche	18	Guyana	118	Pays-Bas	4
Azerbaïdjan	82	Haïti	161	Pérou	77
Bahamas	49	Honduras	120	Philippines	114
Bahreïn	48	Hong Kong, Chine (RAS)	13	Pologne	39
Bangladesh	146	Hongrie	37	Portugal	43
Barbade	38	Îles Salomon	143	Qatar	36
Bélarus	50	Inde	136	République arabe syrienne	116
Belgique	17	Indonésie	121	République centrafricaine	180
Belize	96	Irak	131	République démocratique populaire lao	138
Bénin	166	Iran (République islamique d')	76	République dominicaine	96
Bhoutan	140	Irlande	7	République tchèque	28
Bolivie (État plurinational de)	108	Islande	13	Roumanie	56
Bosnie-Herzégovine	81	Israël	16	Royaume-Uni	26
Botswana	119	Italie	25	Rwanda	167
Bésil	85	Jamaïque	85	Saint-Kitts-et-Nevis	72
Brunéi Darussalam	30	Japon	10	Saint-Vincent-et-les Grenadines	83
Bulgarie	57	Jordanie	100	Sainte-Lucie	88
Burkina Faso	183	Kazakhstan	69	Samoa	96
Burundi	178	Kenya	145	Sao Tomé-et-Principe	144
Cambodge	138	Kirghizistan	125	Sénégal	154
Cameroun	150	Kiribati	121	Serbie	64
Canada	11	Koweït	54	Seychelles	46
Cap-Vert	132	Lesotho	158	Sierra Leone	177
Chili	40	Lettonie	44	Singapour	18
Chine	101	Liban	72	Slovaquie	35
Chypre	31	Libéria	174	Slovénie	21
Colombie	91	Libye	64	Soudan	171
Comores	169	Liechtenstein	24	Sri Lanka	92
Congo	142	Lituanie	41	Suède	7
Congo (République démocratique du)	186	Luxembourg	26	Suisse	9
Corée (République de)	12	Madagascar	151	Suriname	105
Costa Rica	62	Malaisie	64	Swaziland	141
Côte d'Ivoire	168	Malawi	170	Tadjikistan	125
Croatie	47	Maldives	104	Tanzanie (République-Unie de)	152
Cuba	59	Mali	182	Tchad	184
Danemark	15	Malte	32	Thaïlande	103
Djibouti	164	Maroc	130	Timor-Leste	134
Dominique	72	Maurice	80	Togo	159
Égypte	112	Mauritanie	155	Tonga	95
El Salvador	107	México	61	Trinité-et-Tobago	67
Émirats arabes unis	41	Micronésie (États fédérés de)	117	Tunisie	94
Équateur	89	Moldova (République de)	113	Turkménistan	102
Érythrée	181	Mongolie	108	Turquie	90
Espagne	23	Monténégro	52	Ukraine	78
Estonie	33	Mozambique	185	Uruguay	51
États-Unis	3	Myanmar	149	Vanuatu	124
Éthiopie	173	Namibie	128	Venezuela (République bolivarienne du)	71
Ex-République yougoslave de Macédoine	78	Népal	157	Viet Nam	127
Fédération de Russie	55	Nicaragua	129	Yémen	160
Fidji	96	Niger	186	Zambie	163
				Zimbabwe	172

Indice de développement humain et ses composantes

Classement à l'IDH	Valeur de l'indice de développement humain (IDH)	Espérance de vie à la naissance	Durée moyenne de scolarisation	Durée attendue de scolarisation	RNB (Revenu national brut) par habitant	Classement selon le RNB par habitant moins classement à l'IDH	IDH non monétaire	
	Valeur	(en années)	(en années)	(en années)	(\$PPA constant 2005)		Valeur	
Classement à l'IDH	2012	2012	2010 ^a	2011 ^b	2012	2012	2012	
DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ								
1	Norvège	0,955	81,3	12,6	17,5	48 688	4	0,977
2	Australie	0,938	82,0	12,0 ^c	19,6 ^d	34 340	15	0,978
2	États-Unis	0,937	78,7	13,3	16,8	43 480	6	0,958
4	Pays-Bas	0,921	80,8	11,6 ^c	16,9	37 282	8	0,945
5	Allemagne	0,920	80,6	12,2	16,4 ^e	35 431	10	0,948
6	Nouvelle-Zélande	0,919	80,8	12,5	19,7 ^d	24 358	26	0,978
7	Irlande	0,916	80,7	11,6	18,3 ^d	28 671	19	0,960
7	Suède	0,916	81,6	11,7 ^c	16,0	36 143	6	0,940
9	Suisse	0,913	82,5	11,0 ^c	15,7	40 527	2	0,926
10	Japon	0,912	83,6	11,6 ^c	15,3	32 545	11	0,942
11	Canada	0,911	81,1	12,3	15,1	35 369	5	0,934
12	Corée (République de)	0,909	80,7	11,6	17,2	28 231	15	0,949
13	Hong Kong, Chine (RAS)	0,906	83,0	10,0	15,5	45 598	-6	0,907
13	Islande	0,906	81,9	10,4	18,3 ^d	29 176	12	0,943
15	Danemark	0,901	79,0	11,4 ^c	16,8	33 518	4	0,924
16	Israël	0,900	81,9	11,9	15,7	26 224	13	0,942
17	Belgique	0,897	80,0	10,9 ^c	16,4	33 429	3	0,917
18	Autriche	0,895	81,0	10,8	15,3	36 438	-5	0,908
18	Singapour	0,895	81,2	10,1 ^c	14,4 ^f	52 613	-15	0,880
20	France	0,893	81,7	10,6 ^c	16,1	30 277	4	0,919
21	Finlande	0,892	80,1	10,3	16,9	32 510	2	0,912
21	Slovénie	0,892	79,5	11,7	16,9	23 999	12	0,936
23	Espagne	0,885	81,6	10,4 ^c	16,4	25 947	8	0,919
24	Liechtenstein	0,883	79,8	10,3 ^g	11,9	84 880	-22	0,832
25	Italie	0,881	82,0	10,1 ^c	16,2	26 158	5	0,911
26	Luxembourg	0,875	80,1	10,1	13,5	48 285	-20	0,858
26	Royaume-Uni	0,875	80,3	9,4	16,4	32 538	-5	0,886
28	République tchèque	0,873	77,8	12,3	15,3	22 067	10	0,913
29	Grèce	0,860	80,0	10,1	16,3	20 511	13	0,899
30	Brunéi Darussalam	0,855	78,1	8,6	15,0	45 690	-23	0,832
31	Chypre	0,848	79,8	9,8	14,9	23 825	4	0,869
32	Malte	0,847	79,8	9,9	15,1	21 184	9	0,876
33	Andorre	0,846	81,1	10,4 ⁱ	11,7	33 918 ^j	-15	0,839
33	Estonie	0,846	75,0	12,0	15,8	17 402	13	0,892
35	Slovaquie	0,840	75,6	11,6	14,7	19 696	9	0,872
36	Qatar	0,834	78,5	7,3	12,2	87 478 ^k	-35	0,761
37	Hongrie	0,831	74,6	11,7	15,3	16 088	13	0,874
38	Barbade	0,825	77,0	9,3	16,3	17 308	10	0,859
39	Pologne	0,821	76,3	10,0	15,2	17 776	7	0,851
40	Chili	0,819	79,3	9,7	14,7	14 987	13	0,863
41	Lituanie	0,818	72,5	10,9	15,7	16 858	7	0,850
41	Émirats arabes unis	0,818	76,7	8,9	12,0	42 716	-31	0,783
43	Portugal	0,816	79,7	7,7	16,0	19 907	0	0,835
44	Lettonie	0,814	73,6	11,5 ^c	14,8	14 724	10	0,856
44	Argentine	0,811	76,1	9,3	16,1	15 347	7	0,848
46	Seychelles	0,806	73,8	9,4 ^l	14,3	22 615	-9	0,808
47	Croatie	0,805	76,8	9,8 ^c	14,1	15 419	4	0,837
DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ								
48	Bahreïn	0,796	75,2	9,4	13,4 ^o	19 154	-3	0,806
49	Bahamas	0,794	75,9	8,5	12,6	27 401	-21	0,777
50	Bélarus	0,793	70,6	11,5 ^l	14,7	13 385	11	0,830
51	Uruguay	0,792	77,2	8,5 ^c	15,5	13 333	11	0,829
52	Monténégro	0,791	74,8	10,5 ^l	15,0	10 471	24	0,850
52	Palaos	0,791	72,1	12,2	13,7 ^e	11 463 ^m	18	0,840
54	Koweït	0,790	74,7	6,1	14,2	52 793	-51	0,730
55	Fédération de Russie	0,788	69,1	11,7	14,3	14 461	0	0,816
56	Roumaine	0,786	74,2	10,4	14,5	11 011	16	0,836
57	Bulgarie	0,782	73,6	10,6 ^c	14,0	11 474	12	0,826
57	Arabie saoudite	0,782	74,1	7,8	14,3	22 616	-21	0,774
59	Cuba	0,780	79,3	10,2	16,2	5 539 ^m	44	0,894
59	Panama	0,780	76,3	9,4	13,2	13 519	1	0,810
61	Mexique	0,775	77,1	8,5	13,7	12 947	4	0,805

Classement à l'IDH	Valeur de l'indice de développement humain (IDH)	Espérance de vie à la naissance	Durée moyenne de scolarisation	Durée attendue de scolarisation	RNB (Revenu national brut) par habitant	Classement selon le RNB par habitant moins classé à l'IDH	IDH non monétaire
	Valeur	(en années)	(en années)	(en années)	(\$PPA constant 2005)		Valeur
	2012	2012	2010 ^a	2011 ^b	2012	2012	2012
62 Costa Rica	0,773	79,4	8,4	13,7	10 863	12	0,816
63 Grenade	0,770	76,1	8,6 ^e	15,8	9 257	21	0,827
64 Libye	0,769	75,0	7,3	16,2	13 765	-8	0,791
64 Malaisie	0,769	74,5	9,5	12,6	13 676	-7	0,791
64 Serbie	0,769	74,7	10,2 ^c	13,6	9 533	16	0,823
67 Antigua-et-Barbuda	0,760	72,8	8,9	13,3	13 883	-12	0,776
67 Trinité-et-Tobago	0,760	70,3	9,2	11,9	21 941	-28	0,743
69 Kazakhstan	0,754	67,4	10,4	15,3	10 451	8	0,791
70 Albanie	0,749	77,1	10,4	11,4	7 822	21	0,807
71 Venezuela (Rép.bolivarienne du)	0,748	74,6	7,6 ^c	14,4	11 475	-2	0,774
72 Dominique	0,745	77,6	7,7 ^l	12,7	10 977	-1	0,771
72 Géorgie	0,745	73,9	12,1 ^o	13,2	5 005	37	0,845
72 Liban	0,745	72,8	7,9 ^l	13,9	12 364	-5	0,762
72 Saint-Kitts-et-Nevis	0,745	73,3	8,4 ^e	12,9	12 460	-5	0,763
76 Iran (République islamique d')	0,742	73,2	7,8	14,4	10 695	-1	0,769
77 Pérou	0,741	74,2	8,7	13,2	9 306	6	0,780
78 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	0,740	75,0	8,2 ^o	13,4	9 377	2	0,777
78 Ukraine	0,740	68,8	11,3	14,8	6 428	22	0,813
80 Maurice	0,737	73,5	7,2	13,6	13 300	-17	0,745
81 Bosnie-Herzégovine	0,735	75,8	8,3 ^l	13,4	7 713	13	0,787
82 Azerbaïdjan	0,734	70,9	11,2 ^l	11,7	8 153	5	0,780
83 Saint-Vincent-et-les-Grenadines	0,733	72,5	8,6 ^e	13,3	9 367	-1	0,767
84 Oman	0,731	73,2	5,5 ^l	13,5	24 092	-51	0,694
85 Brésil	0,730	73,8	7,2	14,2	10 152	-8	0,755
85 Jamaïque	0,730	73,3	9,6	13,1	6 701	14	0,792
87 Arménie	0,729	74,4	10,8	12,2	5 540	16	0,808
88 Sainte-Lucie	0,725	74,8	8,3 ^e	12,7	7 971	1	0,768
89 Équateur	0,724	75,8	7,6	13,7	7 471	7	0,772
90 Turquie	0,722	74,2	6,5	12,9	13 710	-32	0,720
91 Colombie	0,719	73,9	7,3	13,6	8 711	-6	0,751
92 Sri Lanka	0,715	75,1	9,3 ^e	12,7	5 170	18	0,792
93 Algérie	0,713	73,4	7,6	13,6	7 418	4	0,755
94 Tunisie	0,712	74,7	6,5	14,5	8 103	-6	0,746
DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN							
95 Tonga	0,710	72,5	10,3 ^c	13,7	4 153	26	0,807
96 Belize	0,702	76,3	8,0 ^e	12,5	5 327	8	0,767
96 République dominicaine	0,702	73,6	7,2 ^c	12,3	8 506	-11	0,726
96 Fidji	0,702	69,4	10,7 ^c	13,9	4 087	24	0,794
96 Samoa	0,702	72,7	10,3 ^l	13,0	3 928	28	0,800
100 Jordanie	0,700	73,5	8,6	12,7	5 272	8	0,766
101 Chine	0,699	73,7	7,5	11,7	7 945	-11	0,728
102 Turkménistan	0,698	65,2	9,9 ^o	12,6 ^e	7 782	-10	0,727
103 Thaïlande	0,690	74,3	6,6	12,3	7 722	-10	0,715
104 Maldives	0,688	77,1	5,8 ^c	12,5	7 478	-9	0,715
105 Suriname	0,684	70,8	7,2 ^o	12,4	7 327	-7	0,710
106 Gabon	0,683	63,1	7,5	13,0	12 521	-40	0,668
107 El Salvador	0,680	72,4	7,5	12,0	5 915	-5	0,723
108 Bolivie (État plurinational de)	0,675	66,9	9,2	13,5	4 444	7	0,740
108 Mongolie	0,675	68,8	8,3	14,3	4 245	10	0,746
110 Palestine (État de)	0,670	73,0	8,0 ^l	13,5	3 359 ^q	20	0,761
111 Paraguay	0,669	72,7	7,7	12,1	4 497	4	0,730
112 Égypte	0,662	73,5	6,4	12,1	5 401	-6	0,702
113 Moldova (République de)	0,660	69,6	9,7	11,8	3 319	19	0,747
114 Philippines	0,654	69,0	8,9 ^c	11,7	3 752	11	0,724
114 Ouzbékistan	0,654	68,6	10,0 ^o	11,6	3 201	19	0,740
116 République arabe syrienne	0,648	76,0	5,7 ^c	11,7 ^e	4 674 ^r	-2	0,692
117 Micronésie (États fédérés de)	0,645	69,2	8,8 ^o	11,4 ^e	3 352 ^m	14	0,719
118 Guyana	0,636	70,2	8,5	10,3	3 387	11	0,703
119 Botswana	0,634	53,0	8,9	11,8	13 102	-55	0,596
120 Honduras	0,632	73,4	6,5	11,4	3 426	8	0,695
121 Indonésie	0,629	69,8	5,8	12,9	4 154	-3	0,672
121 Kiribati	0,629	68,4	7,8 ^e	12,0	3 079	13	0,701
122 Afrique du Sud	0,629	53,4	8,5 ^c	13,1 ^e	9 594	-42	0,608

TABLEAU 1 INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET SES COMPOSANTES

	Valeur de l'indice de développement humain (IDH)	Espérance de vie à la naissance	Durée moyenne de scolarisation	Durée attendue de scolarisation	RNB (Revenu national brut) par habitant	Classement selon le RNB par habitant moins classement à l'IDH	IDH non monétaire
	Valeur	(en années)	(en années)	(en années)	(\$PPA constant 2005)		Valeur
Classement à l'IDH	2012	2012	2010 ^a	2011 ^b	2012	2012	2012
124 Vanuatu	0,626	71,3	6,7 ^e	10,6	3 960	-1	0,672
125 Kirghizistan	0,622	68,0	9,3	12,6	2 009	24	0,738
126 Tadjikistan	0,622	67,8	9,8	11,5	2 119	19	0,731
127 Viet Nam	0,617	75,4	5,5	11,9	2 970	9	0,686
128 Namibie	0,608	62,6	6,2	11,3	5 973	-27	0,611
129 Nicaragua	0,599	74,3	5,8	10,8	2 551	10	0,671
130 Maroc	0,591	72,4	4,4	10,4	4 384	-13	0,608
131 Irak	0,590	69,6	5,6	10,0	3 557	-4	0,623
132 Cap-Vert	0,586	74,3	3,5 ^e	12,7	3 609	-6	0,617
133 Guatemala	0,581	71,4	4,1	10,7	4 235	-14	0,596
134 Timor-Leste	0,576	62,9	4,4 ^s	11,7	5 446	-29	0,569
135 Ghana	0,558	64,6	7,0	11,4	1 684	22	0,646
136 Guinée équatoriale	0,554	51,4	5,4 ^o	7,9	21 715	-97	0,463
136 Inde	0,554	65,8	4,4	10,7	3 285	-3	0,575
138 Cambodge	0,543	63,6	5,8	10,5	2 095	9	0,597
138 Rép., démocratique populaire lao	0,543	67,8	4,6	10,1	2 435	2	0,584
140 Bhoutan	0,538	67,6	2,3 ^s	12,4	5 246	-31	0,516
141 Swaziland	0,536	48,9	7,1	10,7	5 104	-30	0,515
DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE							
142 Congo	0,534	57,8	5,9	10,1	2 934	-5	0,553
143 Îles Salomon	0,530	68,2	4,5 ^p	9,3	2 172	1	0,572
144 Sao Tomé-et-Principe	0,525	64,9	4,7 ^s	10,8	1 864	7	0,579
145 Kenya	0,519	57,7	7,0	11,1	1 541	15	0,588
146 Bangladesh	0,515	69,2	4,8	8,1	1 785	9	0,567
146 Pakistan	0,515	65,7	4,9	7,3	2 566	-9	0,534
148 Angola	0,508	51,5	4,7 ^s	10,2	4 812	-35	0,479
149 Myanmar	0,498	65,7	3,9	9,4	1 817	5	0,537
150 Cameroun	0,495	52,1	5,9	10,9	2 114	-4	0,520
151 Madagascar	0,483	66,9	5,2 ^p	10,4	828	28	0,601
152 Tanzanie (République-Unie de)	0,476	58,9	5,1	9,1	1 383	10	0,527
153 Nigéria	0,471	52,3	5,2 ^s	9,0	2 102	-6	0,482
154 Sénégal	0,470	59,6	4,5	8,2	1 653	4	0,501
155 Mauritanie	0,467	58,9	3,7	8,1	2 174	-12	0,473
156 Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,466	63,1	3,9	5,8 ^e	2 386	-15	0,464
157 Népal	0,463	69,1	3,2	8,9	1 137	11	0,526
158 Lesotho	0,461	48,7	5,9 ^c	9,6	1 879	-8	0,476
159 Togo	0,459	57,5	5,3	10,6	928	16	0,542
160 Yémen	0,458	65,9	2,5	8,7	1 820	-7	0,474
161 Haïti	0,456	62,4	4,9	7,6 ^e	1 070	7	0,521
161 Ouganda	0,456	54,5	4,7	11,1	1 168	5	0,511
163 Zambie	0,448	49,4	6,7	8,5	1 358	0	0,483
164 Djibouti	0,445	58,3	3,8 ^o	5,7	2 350	-22	0,435
165 Gambie	0,439	58,8	2,8	8,7	1 731	-9	0,448
166 Bénin	0,436	56,5	3,2	9,4	1 439	-5	0,459
167 Rwanda	0,434	55,7	3,3	10,9	1 147	0	0,476
168 Côte d'Ivoire	0,432	56,0	4,2	6,5	1 593	-9	0,444
169 Comores	0,429	61,5	2,8 ^p	10,2	986	4	0,484
170 Malawi	0,418	54,8	4,2	10,4	774	10	0,492
171 Soudan	0,414	61,8	3,1	4,5	1 848	-19	0,405
172 Zimbabwe	0,397	52,7	7,2	10,1	424 ¹	14	0,542
173 Éthiopie	0,396	59,7	2,2 ^s	8,7	1 017	-2	0,425
174 Libéria	0,388	57,3	3,9	10,5 ^e	480	11	0,502
175 Afghanistan	0,374	49,1	3,1	8,1	1 000	-3	0,393
176 Guinée-Bissau	0,364	48,6	2,3 ^o	9,5	1 042	-6	0,373
177 Sierra Leone	0,359	48,1	3,3	7,3 ^e	881	0	0,380
178 Burundi	0,355	50,9	2,7	11,3	544	4	0,423
178 Guinée	0,355	54,5	1,6 ^s	8,8	941	-4	0,368
180 République centrafricaine	0,352	49,1	3,5	6,8	722	1	0,386
181 Érythrée	0,351	62,0	3,4 ^e	4,6	531	3	0,418
182 Mali	0,344	51,9	2,0 ^c	7,5	853	-4	0,359
183 Burkina Faso	0,343	55,9	1,3 ^o	6,9	1 202	-18	0,332
184 Tchad	0,340	49,9	1,5 ^p	7,4	1 258	-20	0,324

	Valeur de l'indice de développement humain (IDH)	Espérance de vie à la naissance	Durée moyenne de scolarisation	Durée attendue de scolarisation	RNB (Revenu national brut) par habitant	Classement selon le RNB par habitant moins classement à l'IDH	IDH non monétaire
	Valeur	(en années)	(en années)	(en années)	(\$PPA constant 2005)		Valeur
Classement à l'IDH	2012	2012	2010 ^a	2011 ^b	2012	2012	2012
185 Mozambique	0,327	50,7	1,2	9,2	906	-9	0,327
186 Congo (République démocratique du)	0,304	48,7	3,5	8,5	319	0	0,404
187 Niger	0,304	55,1	1,4	4,9	701	-4	0,313
AUTRES PAYS OU TERRITOIRES							
Corée (Rép, populaire démocratique de)	..	69,0	..	..	..	..	..
Îles Marshall	..	72,3	..	11,7	..	..	..
Monaco	..	82,3	..	..	..	..	..
Nauru	..	80,0	..	9,3	..	..	..
Saint-Marin	..	81,9	..	12,5	..	..	..
Somalie	..	51,5	..	2,4	..	..	..
Soudan du Sud	..	..	..	..	..	..	..
Tuvalu	..	67,5	..	10,8	..	..	..
Catégories d'IDH							
Développement humain très élevé	0,905	80,1	11,5	16,3	33 384	—	0,927
Développement humain élevé	0,757	73,4	8,8	13,9	11 579	—	0,781
Développement humain moyen	0,639	69,9	6,3	11,4	5 479	—	0,661
Développement humain faible	0,466	59,1	4,2	8,5	1 651	—	0,487
Régions							
États arabes	0,652	71,0	6,0	10,6	8 373	—	0,658
Asie de l'Est et Pacifique	0,682	72,7	7,2	11,8	6 894	—	0,712
Europe et Asie Centrale	0,771	71,5	10,4	13,7	12 424	—	0,801
Amérique latine et Caraïbes	0,740	74,7	7,8	13,7	10 311	—	0,770
Asie du Sud	0,558	66,2	4,7	10,2	3 419	—	0,577
Afrique subsaharienne	0,475	54,9	4,7	9,3	2 035	—	0,479
Pays moins développés	0,449	59,5	3,7	8,5	1 398	—	0,475
Petits États insulaires en développement	0,647	69,8	7,3	10,7	5 394	—	0,673
Monde	0,693	70,1	7,5	11,6	10 223	—	0,690

NOTES

- a** Données relatives à l'année 2010 ou à l'année la plus récente disponible,
- b** Données relatives à l'année 2011 ou à l'année la plus récente disponible,
- c** Données mises à jour par le BRDH d'après l'Institut de statistique de l'UNESCO (2012),
- d** Pour le calcul de l'IDH, cette valeur est limitée à 18 ans,
- e** Calculs basés sur la régression entre les pays,
- f** Calcul réalisé par le ministère de l'Éducation de Singapour,
- g** Selon une durée moyenne de scolarisation des adultes identique à celle de la Suisse avant la dernière mise à jour,
- h** Estimation basée sur la parité de pouvoir d'achat (PPA) et sur le taux de croissance prévu pour la Suisse,
- i** Selon une durée moyenne de scolarisation des adultes identique à celle de l'Espagne avant la dernière mise à jour,
- j** Estimation basée sur la PPA et sur le taux de croissance prévu pour l'Espagne,
- k** Selon les facteurs de conversions PPA implicites du FMI (2012),
- l** Données basées sur les estimations de l'UNESCO (2012) concernant la répartition du niveau d'éducation,

- m** Données basées sur les prévisions de taux de croissance de la BASD (2012),
- n** Estimation de PPA basée sur la régression entre les pays ; prévision de taux de croissance basée sur les données de la CEPALC (2012) et l'UNDESA (2012c),
- o** Données basées sur les enquêtes en grappe indicateurs multiples de l'UNICEF (2002–2012),
- p** Calculs basés sur les données relatives à la durée moyenne de scolarisation des adultes, issues d'enquêtes réalisées auprès des ménages de la base de données sur la répartition internationale des revenus de la Banque mondiale,
- q** Données basées sur des estimations non publiées du taux de conversion en PPA de la Banque mondiale et des taux de croissance prévus par la CESA0 (2012) et l'UNDESA (2012c),
- r** Données basées sur les prévisions de taux de croissance de l'UNDESA (2012c),
- s** Données basées sur les chiffres d'ICF Macro (2012),
- t** Données basées sur la PPA calculée par le FMI (2012),

DÉFINITIONS

Indice de développement humain (IDH) : indice composite mesurant le niveau moyen atteint dans trois dimensions essentielles du développement humain : santé et longévité, accès à l'éducation et niveau de vie décent, Consultez la Fiche technique n°1 sur http://hdr.undp.org/en_media_HDR_2013_EN_

TechNotes.pdf, pour connaître les modalités de calcul de l'IDH,

Espérance de vie à la naissance : nombre d'années qu'un nouveau-né peut espérer vivre si les taux de mortalité par âge ayant prévalu au moment de sa naissance demeurent inchangés tout au long de sa vie,

Durée moyenne de scolarisation : nombre moyen d'années d'éducation dispensées aux personnes âgées de 25 ans et plus, d'après les niveaux d'éducation de la population convertis en années de scolarisation sur la base des durées théoriques de chaque niveau d'enseignement suivi,

Durée attendue de scolarisation : nombre d'années de scolarisation dont un enfant en âge d'entrer à l'école peut espérer bénéficier si les taux de scolarisation par âge devaient rester inchangés tout au long de la vie de l'enfant,

Revenu national brut (RNB) par habitant : revenu total d'une économie généré par sa production et les facteurs de production qu'elle détient, soustraction faite du revenu versé pour l'utilisation des facteurs de production détenus par le reste du monde, converti en dollars internationaux à l'aide de parité de pouvoir d'achat (PPA) et divisé par la population en milieu d'année,

Classement selon le RNB par habitant moins classement à l'IDH : différence entre

le classement selon le RNB par habitant et le classement à l'IDH. Une valeur négative indique que le pays est mieux classé selon le RNB qu'en fonction de l'IDH,

IDH non monétaire : valeur de l'IDH calculée uniquement à partir des indices d'espérance de vie et d'éducation,

PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES

Colonne 1 : calculs du BRDH basés sur les données de l'UNDESA (2011), de Barro et Lee (2011), de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2012), de la Banque mondiale (2012a) et du FMI (2012),

Colonne 2 : UNDESA (2011),

Colonne 3 : données mises à jour par Barro et Lee (2011) et le BRDH sur la base de chiffres de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2012) concernant le niveau d'éducation et de la méthodologie de Barro et Lee (2010),

Colonne 4 : Institut de statistique de l'UNESCO (2012),

Colonne 5 : calculs du BRDH basés sur les données de la Banque mondiale (2012a), du FMI (2012) et de l'UNSD (2012a),

Colonne 6 : calculs basés sur les données des colonnes 1 et 5,

Colonne 7 : calculs basés sur les données des colonnes 2, 3 et 4,

Évolution de l'indice de développement humain, 1980-2012

Classement à l'IDH	Indice de développement humain (IDH)								Classement à l'IDH		Croissance annuelle moyenne de l'IDH			
	Valeur								Évolution		(%)			
	1980	1990	2000	2005	2007	2010	2011	2012	2007-2012 ^a	2011-2012 ^a	1980/1990	1990/2000	2000/2010	2000/2012
DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ														
1 Norvège	0,804	0,852	0,922	0,948	0,952	0,952	0,953	0,955	0	0	0,59	0,79	0,32	0,29
2 Australie	0,857	0,880	0,914	0,927	0,931	0,935	0,936	0,938	0	0	0,27	0,37	0,23	0,22
3 États-Unis	0,843	0,878	0,907	0,923	0,929	0,934	0,936	0,937	0	-1	0,40	0,33	0,29	0,27
4 Pays-Bas	0,799	0,842	0,891	0,899	0,911	0,919	0,921	0,921	2	0	0,52	0,56	0,31	0,28
5 Allemagne	0,738	0,803	0,870	0,901	0,907	0,916	0,919	0,920	5	0	0,85	0,81	0,53	0,47
6 Nouvelle-Zélande	0,807	0,835	0,887	0,908	0,912	0,917	0,918	0,919	-1	0	0,34	0,60	0,33	0,29
7 Irlande	0,745	0,793	0,879	0,907	0,918	0,916	0,915	0,916	-3	0	0,62	1,04	0,42	0,35
7 Suède	0,792	0,823	0,903	0,905	0,909	0,913	0,915	0,916	0	0	0,38	0,93	0,11	0,12
9 Suisse	0,818	0,840	0,882	0,898	0,901	0,912	0,912	0,913	3	0	0,27	0,49	0,33	0,29
10 Japon	0,788	0,837	0,878	0,896	0,903	0,909	0,910	0,912	1	0	0,61	0,48	0,35	0,32
11 Canada	0,825	0,865	0,887	0,906	0,909	0,909	0,910	0,911	-4	-1	0,48	0,25	0,24	0,22
12 Corée (République de)	0,640	0,749	0,839	0,875	0,890	0,905	0,907	0,909	4	0	1,58	1,14	0,76	0,67
13 Hong Kong, Chine (RAS)	0,712	0,788	0,815	0,857	0,877	0,900	0,904	0,906	10	1	1,02	0,34	1,00	0,89
13 Islande	0,769	0,815	0,871	0,901	0,908	0,901	0,905	0,906	-4	0	0,58	0,67	0,34	0,33
15 Danemark	0,790	0,816	0,869	0,893	0,898	0,899	0,901	0,901	-2	0	0,33	0,63	0,34	0,30
16 Israël	0,773	0,809	0,865	0,885	0,892	0,896	0,899	0,900	-2	0	0,45	0,68	0,34	0,33
17 Belgique	0,764	0,817	0,884	0,884	0,891	0,896	0,897	0,897	-2	0	0,67	0,79	0,14	0,12
18 Autriche	0,747	0,797	0,848	0,867	0,879	0,892	0,894	0,895	2	0	0,66	0,62	0,51	0,46
18 Singapour	..	0,756	0,826	0,852	..	0,892	0,894	0,895	7	0	..	0,89	0,77	0,67
20 France	0,728	0,784	0,853	0,877	0,885	0,891	0,893	0,893	-1	0	0,75	0,85	0,44	0,38
21 Finlande	0,766	0,801	0,845	0,882	0,890	0,890	0,892	0,892	-5	0	0,45	0,54	0,52	0,45
21 Slovaquie	..	..	0,842	0,876	0,888	0,892	0,892	0,892	-3	0	..	..	0,58	0,48
23 Espagne	0,698	0,756	0,847	0,865	0,874	0,884	0,885	0,885	1	0	0,80	1,15	0,43	0,37
24 Liechtenstein	..	..	..	..	..	0,882	0,883	0,883	..	0	..	..	..	..
25 Italie	0,723	0,771	0,833	0,869	0,878	0,881	0,881	0,881	-2	0	0,64	0,78	0,56	0,46
26 Luxembourg	0,735	0,796	0,861	0,875	0,879	0,875	0,875	0,875	-5	0	0,81	0,78	0,16	0,14
26 Royaume-Uni	0,748	0,784	0,841	0,865	0,867	0,874	0,875	0,875	2	0	0,47	0,70	0,39	0,33
28 République tchèque	..	..	0,824	0,862	0,869	0,871	0,872	0,873	-1	0	..	..	0,56	0,48
29 Grèce	0,726	0,772	0,810	0,862	0,865	0,866	0,862	0,860	0	0	0,62	0,48	0,67	0,50
30 Brunéi Darussalam	0,765	0,782	0,830	0,848	0,853	0,854	0,854	0,855	0	0	0,22	0,59	0,28	0,25
31 Chypre	0,715	0,779	0,808	0,817	0,827	0,849	0,849	0,848	4	0	0,86	0,36	0,50	0,41
32 Malte	0,713	0,757	0,801	0,827	0,829	0,844	0,846	0,847	2	1	0,59	0,57	0,52	0,46
33 Andorre	..	..	..	..	..	0,846	0,847	0,846	..	-1	..	..	..	..
33 Estonie	..	0,728	0,786	0,830	0,841	0,839	0,844	0,846	-2	1	..	0,76	0,65	0,62
35 Slovaquie	..	0,754	0,785	0,814	0,830	0,836	0,838	0,840	-1	0	..	0,40	0,64	0,57
36 Qatar	0,729	0,743	0,801	0,828	0,833	0,827	0,832	0,834	-3	0	0,18	0,76	0,32	0,33
37 Hongrie	0,709	0,714	0,790	0,820	0,826	0,829	0,830	0,831	1	0	0,07	1,02	0,48	0,42
38 Barbade	0,706	0,760	0,790	0,798	0,808	0,823	0,824	0,825	2	0	0,73	0,38	0,41	0,37
39 Pologne	..	..	0,778	0,798	0,806	0,817	0,819	0,821	3	0	..	..	0,49	0,46
40 Chili	0,638	0,702	0,759	0,789	0,800	0,813	0,817	0,819	5	0	0,96	0,78	0,68	0,64
41 Lituanie	..	0,732	0,756	0,802	0,810	0,810	0,814	0,818	-2	2	..	0,32	0,68	0,65
41 Émirats arabes unis	..	..	..	0,831	0,827	0,816	0,817	0,818	-5	-1	..	..	..	..
43 Portugal	0,644	0,714	0,783	0,796	0,806	0,817	0,817	0,816	-1	-3	1,04	0,93	0,43	0,35
44 Lettonie	0,675	0,699	0,738	0,792	0,808	0,805	0,809	0,814	-4	1	0,35	0,55	0,87	0,82
45 Argentine	0,675	0,701	0,755	0,771	0,787	0,805	0,810	0,811	4	-1	0,38	0,74	0,64	0,60
46 Seychelles	..	..	0,774	0,781	0,792	0,799	0,804	0,806	1	0	..	..	0,31	0,33
47 Croatie	..	0,716	0,755	0,787	0,798	0,804	0,804	0,805	-1	-1	..	0,52	0,63	0,54
DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ														
48 Bahreïn	0,644	0,713	0,781	0,802	0,802	0,794	0,795	0,796	-4	0	1,02	0,92	0,16	0,15
49 Bahamas	..	..	..	..	..	0,791	0,792	0,794	..	0	..	..	..	..
50 Bélarus	..	..	..	0,730	0,756	0,785	0,789	0,793	12	1	..	..	..	..
51 Uruguay	0,664	0,693	0,741	0,744	0,771	0,785	0,789	0,792	3	0	0,42	0,68	0,58	0,55
52 Monténégro	..	..	..	0,756	0,775	0,787	0,791	0,791	0	-2	..	..	..	..
52 Palaos	..	..	0,765	0,786	0,792	0,779	0,786	0,791	-4	2	..	..	0,18	0,27
54 Koweït	0,695	0,712	0,781	0,784	0,787	0,786	0,788	0,790	-4	-1	0,25	0,92	0,06	0,10
55 Fédération de Russie	..	0,730	0,713	0,753	0,770	0,782	0,784	0,788	0	0	..	-0,23	0,93	0,84
56 Roumaine	..	0,706	0,709	0,756	0,772	0,783	0,784	0,786	-3	-1	..	0,05	0,99	0,86
57 Bulgarie	0,673	0,704	0,721	0,756	0,766	0,778	0,780	0,782	0	0	0,45	0,24	0,77	0,67
57 Arabie saoudite	0,575	0,653	0,717	0,748	0,756	0,777	0,780	0,782	5	0	1,29	0,93	0,81	0,74
59 Cuba	0,626	0,681	0,690	0,735	0,770	0,775	0,777	0,780	-4	0	0,83	0,14	1,17	1,02
59 Panama	0,634	0,666	0,724	0,746	0,758	0,770	0,776	0,780	1	1	0,49	0,85	0,62	0,62
61 Mexique	0,598	0,654	0,723	0,745	0,758	0,770	0,773	0,775	-1	0	0,89	1,00	0,64	0,59
62 Costa Rica	0,621	0,663	0,705	0,732	0,744	0,768	0,770	0,773	4	0	0,65	0,62	0,85	0,76

Classement à l'IDH	Indice de développement humain (IDH)								Classement à l'IDH		Croissance annuelle moyenne de l'IDH			
	Valeur								Évolution		(%)			
	1980	1990	2000	2005	2007	2010	2011	2012	2007-2012 ^a	2011-2012 ^a	1980/1990	1990/2000	2000/2010	2000/2012
63 Grenade	..	..	..	..	..	0,768	0,770	0,770	..	-1	..	..	..	..
64 Libye	..	..	..	0,746	0,760	0,773	0,725	0,769	-5	23 ^b	..	..	..	..
64 Malaisie	0,563	0,635	0,712	0,742	0,753	0,763	0,766	0,769	1	1	1,21	1,15	0,69	0,64
64 Serbie	..	..	0,726	0,751	0,760	0,767	0,769	0,769	-5	0	..	..	0,56	0,49
67 Antigua-et-Barbuda	..	..	..	..	..	0,761	0,759	0,760	..	-1	..	..	..	..
67 Trinité-et-Tobago	0,680	0,685	0,707	0,741	0,752	0,758	0,759	0,760	-1	-1	0,08	0,32	0,70	0,60
69 Kazakhstan	..	..	0,663	0,721	0,734	0,744	0,750	0,754	2	-1	..	..	1,15	1,08
70 Albanie	..	0,661	0,698	0,729	0,737	0,746	0,748	0,749	0	-1	..	0,54	0,66	0,59
71 Venezuela (Rép.bolivarienne du)	0,629	0,635	0,662	0,694	0,712	0,744	0,746	0,748	9	-1	0,11	0,41	1,17	1,03
72 Dominique	..	..	0,722	0,732	0,739	0,743	0,744	0,745	-3	0	..	..	0,28	0,26
72 Géorgie	..	..	..	0,713	0,732	0,735	0,740	0,745	0	3	..	..	..	..
72 Liban	..	..	..	0,714	0,728	0,743	0,744	0,745	3	0	..	..	..	..
72 Saint-Kitts-et-Nevis	..	..	..	..	..	0,745	0,745	0,745	..	-1	..	..	..	..
76 Iran (République islamique d')	0,443	0,540	0,654	0,685	0,706	0,740	0,742	0,742	7	-2	1,99	1,94	1,25	1,05
77 Pérou	0,580	0,619	0,679	0,699	0,716	0,733	0,738	0,741	3	-1	0,65	0,93	0,78	0,73
78 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	..	..	..	0,711	0,719	0,736	0,738	0,740	1	-2	..	..	..	..
78 Ukraine	..	0,714	0,673	0,718	0,732	0,733	0,737	0,740	-5	0	..	-0,58	0,85	0,80
80 Maurice	0,551	0,626	0,676	0,708	0,720	0,732	0,735	0,737	-2	-1	1,28	0,77	0,81	0,73
81 Bosnie-Herzégovine	..	..	..	0,724	0,729	0,733	0,734	0,735	-6	-1	..	..	..	..
82 Azerbaïdjan	..	..	..	..	..	0,734	0,732	0,734	..	-1	..	..	..	..
83 Saint-Vincent-et-les Grenadines	..	..	..	..	..	0,731	0,732	0,733	..	-2	..	..	..	..
84 Oman	..	..	..	..	..	0,728	0,729	0,731	..	-1	..	..	..	..
85 Brésil	0,522	0,590	0,669	0,699	0,710	0,726	0,728	0,730	0	0	1,23	1,26	0,82	0,73
85 Jamaïque	0,612	0,642	0,679	0,695	0,701	0,727	0,729	0,730	4	-2	0,47	0,57	0,69	0,61
87 Arménie	..	0,628	0,648	0,695	0,723	0,722	0,726	0,729	-7	-1	..	0,33	1,08	0,98
88 Sainte-Lucie	..	..	..	..	..	0,723	0,724	0,725	..	0	..	..	..	..
89 Équateur	0,596	0,635	0,659	0,682	0,688	0,719	0,722	0,724	10	0	0,63	0,37	0,89	0,79
90 Turquie	0,474	0,569	0,645	0,684	0,702	0,715	0,720	0,722	-1	0	1,85	1,26	1,04	0,95
91 Colombie	0,556	0,600	0,658	0,681	0,698	0,714	0,717	0,719	0	0	0,76	0,93	0,82	0,75
92 Sri Lanka	0,557	0,608	0,653	0,683	0,693	0,705	0,711	0,715	5	0	0,88	0,72	0,78	0,76
93 Algérie	0,461	0,562	0,625	0,680	0,691	0,710	0,711	0,713	5	-1	2,01	1,07	1,28	1,10
94 Tunisie	0,459	0,553	0,642	0,679	0,694	0,710	0,710	0,712	2	0	1,87	1,51	1,01	0,86
DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN														
95 Tonga	..	0,656	0,689	0,704	0,705	0,709	0,709	0,710	-7	0	..	0,49	0,28	0,25
96 Belize	0,621	0,653	0,672	0,694	0,696	0,700	0,701	0,702	-4	0	0,51	0,29	0,40	0,35
96 République dominicaine	0,525	0,584	0,641	0,669	0,683	0,697	0,700	0,702	4	2	1,07	0,93	0,85	0,76
96 Fidji	0,572	0,614	0,670	0,693	0,695	0,699	0,700	0,702	-3	2	0,71	0,87	0,43	0,39
96 Samoa	..	..	0,663	0,689	0,695	0,699	0,701	0,702	-3	0	..	..	0,52	0,48
100 Jordanie	0,545	0,592	0,650	0,684	0,695	0,699	0,699	0,700	-7	0	0,83	0,95	0,72	0,62
101 Chine	0,407	0,495	0,590	0,637	0,662	0,689	0,695	0,699	4	0	1,96	1,78	1,55	1,42
102 Turkménistan	..	..	..	..	..	0,688	0,693	0,698	..	0	..	..	..	..
103 Thaïlande	0,490	0,569	0,625	0,662	0,676	0,686	0,686	0,690	-1	1	1,50	0,94	0,93	0,82
104 Maldives	..	..	0,592	0,639	0,663	0,683	0,687	0,688	1	-1	..	..	1,43	1,26
105 Suriname	..	..	..	0,666	0,672	0,679	0,681	0,684	-2	0	..	..	..	..
106 Gabon	0,526	0,610	0,627	0,653	0,662	0,676	0,679	0,683	0	0	1,49	0,27	0,75	0,72
107 El Salvador	0,471	0,528	0,620	0,655	0,671	0,678	0,679	0,680	-3	-1	1,14	1,62	0,90	0,78
108 Bolivie (État plurinational de)	0,489	0,557	0,620	0,647	0,652	0,668	0,671	0,675	0	0	1,31	1,08	0,75	0,71
108 Mongolie	..	0,559	0,564	0,622	0,638	0,657	0,668	0,675	4	2	..	0,08	1,54	1,51
110 Palestine (État de)	..	..	..	..	..	0,662	0,666	0,670	..	1	..	..	..	..
111 Paraguay	0,549	0,578	0,617	0,641	0,650	0,668	0,670	0,669	-1	-2	0,52	0,66	0,79	0,67
112 Égypte	0,407	0,502	0,593	0,625	0,640	0,661	0,661	0,662	0	0	2,12	1,68	1,08	0,92
113 Moldova (République de)	..	0,650	0,592	0,636	0,644	0,652	0,657	0,660	-2	0	..	-0,93	0,96	0,91
114 Philippines	0,561	0,581	0,610	0,630	0,636	0,649	0,651	0,654	0	0	0,35	0,49	0,61	0,58
114 Ouzbékistan	..	..	..	0,617	0,630	0,644	0,649	0,654	1	1	..	..	..	..
116 République arabe syrienne	0,501	0,557	0,596	0,618	0,623	0,646	0,646	0,648	0	0	1,07	0,67	0,80	0,70
117 Micronésie (États fédérés de)	..	..	..	..	..	0,639	0,640	0,645	..	0	..	..	..	..
118 Guyana	0,513	0,502	0,578	0,610	0,617	0,628	0,632	0,636	1	1	-0,21	1,41	0,83	0,79
119 Botswana	0,449	0,586	0,587	0,604	0,619	0,633	0,634	0,634	-1	-1	2,71	0,00	0,77	0,66
120 Honduras	0,456	0,520	0,563	0,582	0,594	0,629	0,630	0,632	3	0	1,33	0,79	1,12	0,97
121 Indonésie	0,422	0,479	0,540	0,575	0,595	0,620	0,624	0,629	1	3	1,26	1,21	1,39	1,28
121 Kiribati	..	..	..	..	..	0,628	0,627	0,629	..	0	..	..	..	..
121 Afrique du Sud	0,570	0,621	0,622	0,604	0,609	0,621	0,625	0,629	0	1	0,87	0,01	-0,01	0,11
124 Vanuatu	..	..	..	..	..	0,623	0,625	0,626	..	-2	..	..	..	..
125 Kirghizistan	..	0,609	0,582	0,601	0,612	0,615	0,621	0,622	-3	0	..	-0,45	0,54	0,56

TABEAU 2 ÉVOLUTION DE L'INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN, 1980-2012

Classement à l'IDH	Indice de développement humain (IDH)								Classement à l'IDH		Croissance annuelle moyenne de l'IDH			
	Valeur								Évolution		(%)			
	1980	1990	2000	2005	2007	2010	2011	2012	2007-2012*	2011-2012*	1980/1990	1990/2000	2000/2010	2000/2012
125 Tadjikistan	..	0,615	0,529	0,582	0,587	0,612	0,618	0,622	3	1	..	-1,50	1,47	1,36
127 Viet Nam	..	0,439	0,534	0,573	0,590	0,611	0,614	0,617	0	0	..	1,98	1,37	1,22
128 Namibie	..	0,569	0,564	0,579	0,592	0,604	0,606	0,608	-2	0	..	-0,10	0,69	0,64
129 Nicaragua	0,461	0,479	0,529	0,572	0,583	0,593	0,597	0,599	0	0	0,37	1,01	1,15	1,04
130 Maroc	0,371	0,440	0,512	0,558	0,571	0,586	0,589	0,591	0	0	1,71	1,54	1,35	1,20
131 Irak	..	..	..	0,564	0,567	0,578	0,583	0,590	1	1	..	..	..	..
132 Cap-Vert	..	..	0,532	..	..	0,581	0,584	0,586	..	-1	..	..	0,88	0,81
133 Guatemala	0,432	0,464	0,523	0,551	0,570	0,579	0,580	0,581	-1	0	0,72	1,20	1,02	0,89
134 Timor-Leste	..	..	0,418	0,461	0,519	0,565	0,571	0,576	5	0	..	..	3,06	2,71
135 Ghana	0,391	0,427	0,461	0,491	0,506	0,540	0,553	0,558	7	0	0,90	0,77	1,58	1,60
136 Guinée équatoriale	..	..	0,498	0,523	0,533	0,547	0,551	0,554	-2	0	..	..	0,96	0,90
136 Inde	0,345	0,410	0,463	0,507	0,525	0,547	0,551	0,554	-1	0	1,75	1,23	1,67	1,50
138 Cambodge	..	..	0,444	0,501	0,520	0,532	0,538	0,543	-1	0	..	..	1,82	1,68
138 Rép. démocratique populaire lao	..	0,379	0,453	0,494	0,510	0,534	0,538	0,543	3	0	..	1,80	1,66	1,53
140 Bhoutan	..	..	..	..	..	0,525	0,532	0,538	..	1	..	..	..	..
141 Swaziland	..	0,533	0,502	0,504	0,520	0,532	0,536	0,536	-3	-1	..	-0,59	0,58	0,55
DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE														
142 Congo	0,470	0,510	0,482	0,506	0,511	0,529	0,531	0,534	-1	0	0,82	-0,56	0,94	0,86
143 Îles Salomon	..	..	0,486	0,510	0,522	0,522	0,526	0,530	-6	0	..	..	0,70	0,71
144 Sao Tomé-et-Principe	..	..	..	0,488	0,503	0,520	0,522	0,525	0	0	..	..	..	..
145 Kenya	0,424	0,463	0,447	0,472	0,491	0,511	0,515	0,519	1	0	0,88	-0,33	1,34	1,24
146 Bangladesh	0,312	0,361	0,433	0,472	0,488	0,508	0,511	0,515	1	1	1,49	1,83	1,61	1,46
146 Pakistan	0,337	0,383	0,419	0,485	0,498	0,512	0,513	0,515	-1	0	1,29	0,89	2,03	1,74
148 Angola	..	..	0,375	0,406	0,472	0,502	0,504	0,508	1	0	..	..	2,97	2,56
149 Myanmar	0,281	0,305	0,382	0,435	0,464	0,490	0,494	0,498	1	0	0,83	2,27	2,52	2,23
150 Cameroun	0,373	0,431	0,429	0,453	0,459	0,488	0,492	0,495	1	0	1,46	-0,05	1,29	1,20
151 Madagascar	..	..	0,428	0,467	0,478	0,484	0,483	0,483	-3	0	..	..	1,24	1,02
152 Tanzanie (République-Unie de)	..	0,353	0,369	0,395	0,408	0,466	0,470	0,476	15	1	..	0,43	2,36	2,15
153 Nigéria	..	..	..	0,434	0,448	0,462	0,467	0,471	1	1	..	..	..	..
154 Sénégal	0,322	0,368	0,405	0,441	0,454	0,470	0,471	0,470	-2	-2	1,32	0,97	1,50	1,25
155 Mauritanie	0,340	0,357	0,418	0,441	0,454	0,464	0,464	0,467	-3	0	0,48	1,61	1,04	0,92
156 Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,324	0,368	0,415	0,429	..	0,458	0,462	0,466	1	0	1,29	1,22	0,99	0,96
157 Népal	0,234	0,341	0,401	0,429	0,440	0,458	0,460	0,463	2	0	3,85	1,62	1,35	1,21
158 Lesotho	0,422	0,474	0,429	0,425	0,431	0,452	0,456	0,461	2	1	1,18	-0,99	0,53	0,61
159 Togo	0,357	0,382	0,426	0,436	0,442	0,452	0,455	0,459	-2	1	0,67	1,11	0,60	0,62
160 Yémen	..	0,286	0,376	0,428	0,444	0,466	0,459	0,458	-4	-2	..	2,78	2,16	1,66
161 Haïti	0,335	0,399	0,422	0,437	..	0,450	0,453	0,456	-6	1	1,77	0,56	0,64	0,65
161 Ouganda	..	0,306	0,375	0,408	0,427	0,450	0,454	0,456	0	0	..	2,06	1,84	1,65
163 Zambie	0,405	0,398	0,376	0,399	0,411	0,438	0,443	0,448	3	0	-0,18	-0,56	1,52	1,46
164 Djibouti	..	..	..	0,405	0,419	0,431	0,442	0,445	0	0	..	..	..	..
165 Gambie	0,279	0,323	0,360	0,375	0,383	0,437	0,440	0,439	5	0	1,47	1,09	1,95	1,65
166 Bénin	0,253	0,314	0,380	0,414	0,420	0,432	0,434	0,436	-3	0	2,16	1,95	1,28	1,14
167 Rwanda	0,277	0,233	0,314	0,377	0,400	0,425	0,429	0,434	2	0	-1,74	3,05	3,07	2,73
168 Côte d'Ivoire	0,348	0,360	0,392	0,405	0,412	0,427	0,426	0,432	-3	1	0,34	0,85	0,86	0,81
169 Comores	..	..	..	0,425	0,425	0,426	0,428	0,429	-7	-1	..	..	..	..
170 Malawi	0,272	0,295	0,352	0,363	0,381	0,413	0,415	0,418	1	1	0,83	1,78	1,61	1,44
171 Soudan	0,269	0,301	0,364	0,390	0,401	0,411	0,419	0,414	-3	-1	1,15	1,89	1,22	1,08
172 Zimbabwe	0,367	0,427	0,376	0,352	0,355	0,374	0,387	0,397	0	1	1,53	-1,26	-0,04	0,46
173 Éthiopie	..	..	0,275	0,316	0,350	0,387	0,392	0,396	1	-1	..	..	3,49	3,09
174 Libéria	0,298	..	0,304	0,301	0,334	0,367	0,381	0,388	3	0	..	..	1,88	2,04
175 Afghanistan	0,209	0,246	0,236	0,322	0,346	0,368	0,371	0,374	0	0	1,63	-0,41	4,54	3,91
176 Guinée-Bissau	..	..	..	0,348	0,355	0,361	0,364	0,364	-4	0	..	..	..	..
177 Sierra Leone	0,255	0,247	0,244	0,315	0,331	0,346	0,348	0,359	1	2	-0,28	-0,15	3,58	3,29
178 Burundi	0,217	0,272	0,270	0,298	0,323	0,348	0,352	0,355	2	-1	2,26	-0,07	2,59	2,31
178 Guinée	..	..	..	0,331	0,342	0,349	0,352	0,355	-2	-1	..	..	..	..
180 République centrafricaine	0,285	0,312	0,294	0,308	0,316	0,344	0,348	0,352	2	-1	0,94	-0,59	1,59	1,50
181 Érythrée	..	..	..	..	..	0,342	0,346	0,351	..	1	..	..	..	..
182 Mali	0,176	0,204	0,270	0,312	0,328	0,344	0,347	0,344	-2	-1	1,50	2,86	2,45	2,04
183 Burkina Faso	..	..	..	0,301	0,314	0,334	0,340	0,343	1	0	..	..	..	..
184 Tchad	..	..	0,290	0,317	0,319	0,336	0,336	0,340	-2	0	..	..	1,47	1,32
185 Mozambique	0,217	0,202	0,247	0,287	0,301	0,318	0,322	0,327	0	0	-0,70	2,00	2,57	2,37
186 Congo (République démocratique du)	0,286	0,297	0,234	0,258	0,280	0,295	0,299	0,304	0	0	0,37	-2,34	2,35	2,19
186 Niger	0,179	0,198	0,234	0,269	0,278	0,298	0,297	0,304	1	1	0,98	1,72	2,42	2,20

Classement à l'IDH	Indice de développement humain (IDH)								Classement à l'IDH		Croissance annuelle moyenne de l'IDH			
	Valeur								Évolution		(%)			
	1980	1990	2000	2005	2007	2010	2011	2012	2007–2012 ^a	2011–2012 ^a	1980/1990	1990/2000	2000/2010	2000/2012
AUTRES PAYS OU TERRITOIRES														
Corée (Rép. populaire démocratique de)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Îles Marshall	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Monaco	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nauru	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Saint-Marin	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Catégories d'IDH														
Développement humain très élevé	0,773	0,817	0,867	0,889	0,896	0,902	0,904	0,905	—	—	0,56	0,59	0,40	0,36
Développement humain élevé	0,605 ^c	0,656 ^c	0,695	0,725	0,738	0,753	0,755	0,758	—	—	0,81	0,58	0,80	0,72
Développement humain moyen	0,419 ^c	0,481	0,549	0,589	0,609	0,631	0,636	0,640	—	—	1,38	1,32	1,41	1,29
Développement humain faible	0,315	0,350	0,385	0,424	0,442	0,461	0,464	0,466	—	—	1,05	0,95	1,82	1,62
Régions														
États arabes	0,443	0,517	0,583	0,622	0,633	0,648	0,650	0,652	—	—	1,56	1,21	1,07	0,94
Asie de l'Est et Pacifique	0,432 ^c	0,502 ^c	0,584	0,626	0,649	0,673	0,678	0,683	—	—	1,51	1,51	1,43	1,31
Europe et Asie Centrale	0,651 ^c	0,701 ^c	0,709	0,743	0,757	0,766	0,769	0,771	—	—	0,74	0,12	0,77	0,70
Amérique latine et Caraïbes	0,574	0,623	0,683	0,708	0,722	0,736	0,739	0,741	—	—	0,83	0,93	0,74	0,67
Asie du Sud	0,357	0,418	0,470	0,514	0,531	0,552	0,555	0,558	—	—	1,58	1,19	1,60	1,43
Afrique subsaharienne	0,366	0,387	0,405	0,432	0,449	0,468	0,472	0,475	—	—	0,58	0,44	1,47	1,34
Pays moins développés	0,290 ^c	0,327 ^c	0,367	0,401	0,421	0,443	0,446	0,449	—	—	1,22	1,15	1,91	1,70
Petits États insulaires en développement	0,530 ^c	0,571 ^c	0,600 ^c	0,623	0,658	0,645	0,647	0,648	—	—	0,75	0,50	0,73	0,65
Monde	0,561^c	0,600	0,639	0,666	0,678	0,690	0,692	0,694	—	—	0,68	0,64	0,77	0,68

NOTES

- a** Une valeur positive indique une amélioration du classement.
- b** Le changement significatif dans le classement correspond à une estimation de la croissance du RNB libyen mise à jour par le FMI pour 2011.
- c** Données basées sur moins de la moitié des pays du groupe ou de la région.

DÉFINITIONS

Indice de développement humain (IDH) : indice composite mesurant le niveau moyen atteint dans trois dimensions essentielles du développement humain : santé et longévité, accès à l'éducation et niveau de vie décent. Consultez la Fiche technique n°1 sur http://hdr.undp.org/en_media_HDR_2013_EN_TechNotes.pdf, pour connaître les modalités de calcul de l'IDH.

Croissance annuelle moyenne de l'IDH : une croissance annualisée lissée de l'IDH sur une période donnée calculée comme le taux de croissance annuel moyen.

PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES

Colonnes 1-8 : calculs du BRDH basés sur les données de l'UNDESA (2011), de Barro et Lee (2011), de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2012), de la Banque mondiale (2012a) et du FMI (2012).

Colonnes 9-14 : calculs basés sur la valeur de l'indice de développement humain pour les années concernées.

Indice de développement humain ajusté aux inégalités

Classement à l'IDH	Indice de développement humain (IDH)				Indice d'espérance de vie ajusté aux inégalités		Indice d'éducation ajusté aux inégalités		Indice de revenu ajusté aux inégalités		Rapport des quintiles de revenu		Indice de Gini, revenu
	IDH ajusté aux inégalités (IDHI)		Perte globale (%)	Évolution du classement ^a	Valeur	Perte (%)	Valeur	Perte (%)	Valeur	Perte (%)	2000-2010 ^c	2000-2010 ^c	
	Valeur	Valeur											
	2012	2012	2012	2012	2012	2012	2012 ^b	2012	2012 ^b	2012	2000-2010 ^c	2000-2010 ^c	
DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ													
1	Norvège	0,955	0,894	6,4	0	0,928	3,7	0,968	2,2	0,797	12,8	3,9	25,8
2	Australie	0,938	0,864	7,9	0	0,930	4,7	0,965	1,7	0,719	16,6	..	..
2	États-Unis	0,937	0,821	12,4	-13	0,863	6,6	0,941	5,3	0,681	24,1 ^d	8,4	40,8
4	Pays-Bas	0,921	0,857	6,9	0	0,916	4,3	0,897	3,9	0,766	12,3	..	..
5	Allemagne	0,920	0,856	6,9	0	0,915	4,0	0,927	1,8	0,741	14,5	4,3	28,3
6	Nouvelle-Zélande	0,919	..	..	..	0,907	5,2	..	..	..	..	..	..
7	Irlande	0,916	0,850	7,2	0	0,915	4,3	0,933	3,2	0,720	13,8	5,7	34,3
7	Suède	0,916	0,859	6,2	3	0,937	3,3	0,878	3,8	0,772	11,2	4,0	25,0
9	Suisse	0,913	0,849	7,0	1	0,942	4,1	0,856	2,0	0,760	14,3	5,5	33,7
10	Japon	0,912	..	..	..	0,965	3,5	..	..	..	..	..	..
11	Canada	0,911	0,832	8,7	-4	0,913	5,0	0,879	3,2	0,718	17,1	5,5	32,6
12	Corée (République de)	0,909	0,758	16,5	-18	0,915	4,3	0,702	25,5	0,679	18,4	..	..
13	Hong Kong, Chine (RAS)	0,906	..	..	..	0,962	2,9	..	..	..	..	..	..
13	Islande	0,906	0,848	6,4	3	0,945	3,0	0,889	2,5	0,727	13,2	..	..
15	Danemark	0,901	0,845	6,2	3	0,887	4,4	0,891	3,1	0,764	11,0	..	..
16	Israël	0,900	0,790	12,3	-8	0,935	3,9	0,840	7,9	0,627	23,7	7,9	39,2
17	Belgique	0,897	0,825	8,0	-1	0,903	4,4	0,822	7,6	0,756	11,9	4,9	33,0
18	Autriche	0,895	0,837	6,6	3	0,919	4,2	0,838	2,5	0,760	12,7	4,4	29,2
18	Singapour	0,895	..	..	..	0,935	2,9	..	..	..	..	..	..
20	France	0,893	0,812	9,0	-2	0,930	4,2	0,788	9,4	0,732	13,3	..	..
21	Finlande	0,892	0,839	6,0	6	0,909	3,9	0,859	2,4	0,757	11,3	3,8	26,9
21	Slovénie	0,892	0,840	5,8	7	0,898	4,1	0,905	3,3	0,729	9,9	4,8	31,2
23	Espagne	0,885	0,796	10,1	-1	0,930	4,1	0,823	5,5	0,659	19,7	6,0	34,7
24	Liechtenstein	0,883	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
25	Italie	0,881	0,776	11,9	-4	0,937	3,9	0,740	13,1	0,673	18,1	6,5	36,0
26	Luxembourg	0,875	0,813	7,2	4	0,913	3,5	0,729	6,3	0,807	11,6	4,6	30,8
26	Royaume-Uni	0,875	0,802	8,3	2	0,903	4,8	0,806	2,6	0,709	16,9	..	..
28	République tchèque	0,873	0,826	5,4	9	0,874	3,9	0,904	1,3	0,712	10,7	..	..
29	Grèce	0,860	0,760	11,5	-3	0,899	4,8	0,759	11,3	0,644	18,1	6,2	34,3
30	Brunéi Darussalam	0,855	..	..	..	0,862	5,8	..	..	..	..	..	..
31	Chypre	0,848	0,751	11,5	-4	0,901	4,1	0,672	16,3	0,698	13,6	..	..
32	Malte	0,847	0,778	8,2	3	0,893	5,1	0,771	5,5	0,683	13,6	..	..
33	Andorre	0,846	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
33	Estonie	0,846	0,770	9,0	2	0,813	6,0	0,894	2,6	0,627	17,7	6,4	36,0
35	Slovaquie	0,840	0,788	6,3	6	0,825	5,7	0,856	1,5	0,692	11,3	3,6	26,0
36	Qatar	0,834	..	..	..	0,854	7,2	..	..	..	13,3	41,1	..
37	Hongrie	0,831	0,769	7,4	3	0,810	5,7	0,854	4,1	0,658	12,2	4,8	31,2
38	Barbade	0,825	..	..	..	0,814	9,2	..	..	..	..	..	..
39	Pologne	0,821	0,740	9,9	0	0,834	5,8	0,767	6,3	0,634	17,1	5,5	34,1
40	Chili	0,819	0,664	19,0	-10	0,871	6,6	0,689	13,7	0,488	34,1	13,5	52,1
41	Lituanie	0,818	0,727	11,0	-1	0,767	7,2	0,830	5,0	0,605	20,1	6,7	37,6
41	Émirats arabes unis	0,818	..	..	..	0,836	6,3	..	..	..	..	..	..
43	Portugal	0,816	0,729	10,8	1	0,893	4,9	0,700	5,6	0,619	20,8	..	..
44	Lettonie	0,814	0,726	10,9	-1	0,784	7,1	0,837	3,6	0,583	20,9	6,6	36,6
45	Argentine	0,811	0,653	19,5	-8	0,796	9,7	0,716	12,1	0,487	34,4	11,3	44,5
46	Seychelles	0,806	..	..	..	..	..	..	..	..	18,8	65,8	..
47	Croatie	0,805	0,683	15,1	-3	0,845	5,5	0,703	10,4	0,537	27,8	5,2	33,7
DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ													
48	Bahreïn	0,796	..	..	..	0,815	6,2	..	..	..	..	..	..
49	Bahamas	0,794	..	..	..	0,783	10,9	..	..	..	..	..	..
50	Bélarus	0,793	0,727	8,3	3	0,737	7,4	0,819	5,4	0,636	12,1	4,0	27,2
51	Uruguay	0,792	0,662	16,4	-4	0,815	9,3	0,682	10,8	0,521	27,9	10,3	45,3
52	Monténégro	0,791	0,733	7,4	8	0,803	6,8	0,817	2,5	0,600	12,6	4,6	30,0
52	Palaos	0,791	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
54	Koweït	0,790	..	..	..	0,803	6,7	..	..	..	..	..	..
55	Fédération de Russie	0,788	..	..	..	0,689	10,8	..	..	0,647	11,9	7,3	40,1
56	Roumanie	0,786	0,687	12,6	2	0,770	9,6	0,779	5,0	0,540	22,2	4,6	30,0
57	Bulgarie	0,782	0,704	9,9	5	0,776	7,8	0,760	6,1	0,592	15,4	4,3	28,2
57	Arabie saoudite	0,782	..	..	..	0,754	11,5	..	..	..	..	..	..
59	Cuba	0,780	..	..	..	0,882	5,4	..	..	..	..	..	..
59	Panama	0,780	0,588	24,6	-15	0,776	12,4	0,609	17,8	0,431	40,5	17,1	51,9

Classement à l'IDH	Indice de développement humain (IDH)				Indice d'espérance de vie ajusté aux inégalités		Indice d'éducation ajusté aux inégalités		Indice de revenu ajusté aux inégalités		Rapport des quintiles de revenu		Indice de Gini, revenu
	IDH ajusté aux inégalités (IDHI)				Valeur	Perte (%)	Valeur	Perte (%)	Valeur	Perte (%)	2000-2010 ^c	2000-2010 ^c	
	Valeur	Valeur	Perte globale (%)	Évolution du classement ^a									
	2012	2012	2012	2012	2012	2012	2012 ^b	2012	2012 ^b	2012	2000-2010 ^c	2000-2010 ^c	
61 Mexique	0,775	0,593	23,4	-12	0,801	10,9	0,564	21,9	0,463	35,6	11,3	48,3	
62 Costa Rica	0,773	0,606	21,5	-10	0,862	7,8	0,601	15,7	0,430	37,9	14,5	50,7	
63 Grenade	0,770	..	..	..	0,798	9,6	..	..	..	..	..	..
64 Libye	0,769	..	..	..	0,782	9,7	..	..	..	..	..	..
64 Malaisie	0,769	..	..	..	0,799	6,7	..	..	..	..	11,3	46,2
64 Serbie	0,769	0,696	9,5	8	0,788	8,3	0,709	9,9	0,603	10,3	4,2	27,8	
67 Antigua-et-Barbuda	0,760	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
67 Trinité-et-Tobago	0,760	0,644	15,3	-3	0,660	16,6	0,652	6,6	0,621	21,9	..	..
69 Kazakhstan	0,754	0,652	13,6	3	0,624	16,2	0,781	6,9	0,567	17,3	4,2	29,0	
70 Albanie	0,749	0,645	13,9	0	0,797	11,2	0,640	11,9	0,526	18,3	5,3	34,5	
71 Venezuela (Rép.bolivarienne du)	0,748	0,549	26,6	-17	0,754	12,2	0,571	18,1	0,385	44,9	11,5	44,8	
72 Dominique	0,745	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
72 Géorgie	0,745	0,631	15,3	-2	0,720	15,1	0,814	3,3	0,428	25,9	8,9	41,3	
72 Liban	0,745	0,575	22,8	-9	0,718	13,5	0,531	24,1	0,498	30,0	..	..
72 Saint-Kitts-et-Nevis	0,745	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
76 Iran (République islamique d')	0,742	..	..	..	0,703	16,1	..	..	..	..	7,0	38,3
77 Pérou	0,741	0,561	24,3	-10	0,727	14,8	0,538	24,6	0,452	32,5	13,5	48,1	
78 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	0,740	0,631	14,7	2	0,784	9,4	0,612	12,3	0,524	21,8	9,5	43,2	
78 Ukraine	0,740	0,672	9,2	13	0,687	10,5	0,808	6,1	0,548	10,9	3,8	26,4	
80 Maurice	0,737	0,639	13,3	5	0,760	9,8	0,570	13,5	0,602	16,6	..	..
81 Bosnie-Herzégovine	0,735	0,650	11,5	11	0,794	9,6	0,668	5,2	0,518	19,2	6,5	36,2	
82 Azerbaïdjan	0,734	0,650	11,4	11	0,636	20,6	0,697	8,3	0,620	4,5	5,3	33,7	
83 Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,733	..	..	..	0,710	14,0	..	..	..	..	..	..
84 Oman	0,731	..	..	..	0,777	7,2	..	..	..	..	..	..
85 Brésil	0,730	0,531	27,2	-12	0,725	14,4	0,503	25,3	0,411	39,7	20,6	54,7	
85 Jamaïque	0,730	0,591	19,1	2	0,710	15,3	0,669	10,6	0,434	30,1	9,6	45,5	
87 Arménie	0,729	0,649	10,9	13	0,728	14,9	0,735	3,7	0,510	13,9	4,5	30,9	
88 Sainte-Lucie	0,725	..	..	..	0,773	10,4	..	..	..	..	..	..
89 Équateur	0,724	0,537	25,8	-8	0,754	14,1	0,529	22,1	0,390	38,8	12,5	49,3	
90 Turquie	0,722	0,560	22,5	-1	0,743	12,8	0,442	27,4	0,534	26,5	7,9	39,0	
91 Colombie	0,719	0,519	27,8	-11	0,732	13,7	0,523	21,5	0,366	44,5	20,1	55,9	
92 Sri Lanka	0,715	0,607	15,1	11	0,786	9,4	0,618	14,6	0,461	20,8	6,9	40,3	
93 Algérie	0,713	..	..	..	0,717	14,5	..	..	..	..	..	..
94 Tunisie	0,712	..	..	..	0,752	12,6	..	..	..	..	8,1	41,4
DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN													
95 Tonga	0,710	..	..	..	0,712	13,8	..	..	..	..	..	..
96 Belize	0,702	..	..	..	0,777	12,2	..	..	..	..	..	..
96 République dominicaine	0,702	0,510	27,3	-15	0,708	16,0	0,458	26,8	0,410	37,6	11,3	47,2	
96 Fidji	0,702	..	..	..	0,676	13,0	..	..	..	..	8,0	42,8
96 Samoa	0,702	..	..	..	0,718	13,4	..	..	..	..	..	..
100 Jordanie	0,700	0,568	19,0	5	0,732	13,1	0,541	22,4	0,462	21,1	5,7	35,4	
101 Chine	0,699	0,543	22,4	0	0,731	13,5	0,481	23,2	0,455	29,5	9,6	42,5	
102 Turkménistan	0,698	..	..	..	0,521	26,7	..	..	..	..	..	..
103 Thaïlande	0,690	0,543	21,3	0	0,768	10,1	0,491	18,0	0,424	34,0	7,1	40,0	
104 Maldives	0,688	0,515	25,2	-8	0,834	7,3	0,335	41,2	0,489	23,2	6,8	37,4	
105 Suriname	0,684	0,526	23,0	-2	0,680	15,0	0,504	20,1	0,426	32,8	..	..
106 Gabon	0,683	0,550	19,5	6	0,489	27,8	0,611	7,3	0,556	22,1	7,8	41,5	
107 El Salvador	0,680	0,499	26,6	-11	0,699	15,2	0,429	32,4	0,415	31,1	14,3	48,3	
108 Bolivie (État plurinational de)	0,675	0,444	34,2	-12	0,553	25,1	0,537	27,6	0,294	47,4	27,8	56,3	
108 Mongolie	0,675	0,568	15,9	13	0,623	18,8	0,661	8,9	0,444	19,7	6,2	36,5	
110 Palestine (État de)	0,670	..	..	..	0,725	13,1	..	..	..	..	5,8	35,5
111 Paraguay	0,669	..	..	..	0,681	17,8	..	..	0,374	33,4	17,3	52,4
112 Égypte	0,662	0,503	24,1	-7	0,724	13,9	0,347	40,9	0,505	14,2	4,4	30,8	
113 Moldova (République de)	0,660	0,584	11,6	18	0,693	11,2	0,670	6,1	0,429	17,0	5,3	33,0	
114 Philippines	0,654	0,524	19,9	4	0,654	15,2	0,587	13,5	0,375	30,0	8,3	43,0	
114 Ouzbékistan	0,654	0,551	15,8	13	0,578	24,3	0,706	1,4	0,409	20,1	6,2	36,7	
116 République arabe syrienne	0,648	0,515	20,4	3	0,793	10,0	0,372	31,5	0,464	18,3	5,7	35,8	
117 Micronésie (États fédérés de)	0,645	..	..	..	0,625	19,2	..	..	..	..	40,2	61,1
118 Guyana	0,636	0,514	19,1	2	0,618	21,7	0,559	10,5	0,393	24,4	..	..
119 Botswana	0,634	..	..	..	0,394	24,3	..	..	..	..	..	..
120 Honduras	0,632	0,458	27,5	-3	0,694	17,4	0,413	28,2	0,335	35,8	29,7	57,0	

TABLEAU 3 INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN AJUSTÉ AUX INÉGALITÉS

Classement à l'IDH	Indice de développement humain (IDH)				Indice d'espérance de vie ajusté aux inégalités		Indice d'éducation ajusté aux inégalités		Indice de revenu ajusté aux inégalités		Rapport des quintiles de revenu		Indice de Gini, revenu	
	IDH		IDH ajusté aux inégalités (IDHI)		IDHI		IDHI		IDHI		IDHI			
	Valeur		Valeur	Perte globale (%)	Valeur	Perte (%)	Valeur	Perte (%)	Valeur	Perte (%)	Valeur	Perte (%)		2000-2010 ^e	2000-2010^{e}
121 Indonésie	0,629	0,514	18,3	3	0,652	16,8	0,459	20,4	0,453	17,7	5,1	34,0		
121 Kiribati	0,629	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
121 Afrique du Sud	0,629	..	..	..	0,376	28,4	0,558	20,8	..	..	25,3	63,1		
124 Vanuatu	0,626	..	..	..	0,681	15,6	..	..	..	..	..	..
125 Kirghizistan	0,622	0,516	17,1	8	0,606	19,8	0,674	6,5	0,336	24,1	6,4	36,2		
125 Tadjikistan	0,622	0,507	18,4	2	0,548	27,2	0,623	12,2	0,383	15,0	4,7	30,8		
127 Viet Nam	0,617	0,531	14,0	14	0,755	13,4	0,447	17,1	0,444	11,4	5,9	35,6		
128 Namibie	0,608	0,344	43,5	-16	0,528	21,1	0,402	27,8	0,191	68,3	21,8	63,9		
129 Nicaragua	0,599	0,434	27,5	1	0,735	13,9	0,351	33,3	0,317	33,6	7,6	40,5		
130 Maroc	0,591	0,415	29,7	0	0,686	16,7	0,243	45,8	0,430	23,0	7,3	40,9		
131 Irak	0,590	..	..	..	0,622	20,3	0,334	33,0	..	..	4,6	30,9		
132 Cap-Vert	0,586	..	..	..	0,746	12,7	..	..	..	..	12,3	50,5		
133 Guatemala	0,581	0,389	33,1	-3	0,659	18,6	0,280	36,1	0,318	42,5	19,6	55,9		
134 Timor-Leste	0,576	0,386	33,0	-3	0,471	30,2	0,251	47,6	0,485	17,8	4,6	31,9		
135 Ghana	0,558	0,379	32,2	-3	0,508	27,5	0,352	40,9	0,303	27,2	9,3	42,8		
136 Guinée équatoriale	0,554	..	..	..	0,270	45,4	..	..	..	..	..	..
136 Inde	0,554	0,392	29,3	1	0,525	27,1	0,264	42,4	0,434	15,8	4,9	33,4		
138 Cambodge	0,543	0,402	25,9	3	0,488	28,8	0,372	28,3	0,358	20,3	6,1	37,9		
138 Rép. démocratique populaire lao	0,543	0,409	24,7	4	0,589	21,7	0,311	31,2	0,374	20,6	5,9	36,7		
140 Bhoutan	0,538	0,430	20,0	8	0,568	24,1	0,312	12,2	0,450	23,1	6,8	38,1		
141 Swaziland	0,536	0,346	35,4	-3	0,296	35,0	0,409	29,8	0,343	40,9	14,0	51,5		
DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE														
142 Congo	0,534	0,368	31,1	1	0,374	37,0	0,384	25,4	0,348	30,3	10,7	47,3		
143 Îles Salomon	0,530	..	..	..	0,602	20,7	..	..	..	..	..	..
144 Sao Tomé-et-Principe	0,525	0,358	31,7	1	0,503	28,8	0,379	20,0	0,241	44,2	10,8	50,8		
145 Kenya	0,519	0,344	33,6	-2	0,390	34,1	0,405	30,7	0,259	36,0	11,0	47,7		
146 Bangladesh	0,515	0,374	27,4	5	0,595	23,2	0,252	39,4	0,350	17,7	4,7	32,1		
146 Pakistan	0,515	0,356	30,9	2	0,487	32,3	0,217	45,2	0,426	11,0	4,2	30,0		
148 Angola	0,508	0,285	43,9	-12	0,267	46,1	0,303	34,6	0,286	50,0	30,9	58,6		
149 Myanmar	0,498	..	..	..	0,537	25,3	..	..	..	..	..	..
150 Cameroun	0,495	0,330	33,4	-1	0,288	43,0	0,346	35,3	0,361	19,9	6,9	38,9		
151 Madagascar	0,483	0,335	30,7	1	0,549	25,6	0,342	30,1	0,199	36,1	9,3	44,1		
152 Tanzanie (République-Unie de)	0,476	0,346	27,3	5	0,414	32,4	0,326	28,3	0,307	20,9	6,6	37,6		
153 Nigéria	0,471	0,276	41,4	-13	0,286	43,8	0,250	45,2	0,295	34,5	12,2	48,8		
154 Sénégal	0,470	0,315	33,0	2	0,432	30,7	0,223	44,6	0,325	21,6	7,4	39,2		
155 Mauritanie	0,467	0,306	34,4	1	0,391	36,2	0,212	42,1	0,346	23,8	7,8	40,5		
156 Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,466	..	..	..	0,508	25,2	..	..	..	..	..	..
157 Népal	0,463	0,304	34,2	0	0,622	19,5	0,202	43,6	0,225	37,4	5,0	32,8		
158 Lesotho	0,461	0,296	35,9	-1	0,297	34,3	0,379	24,3	0,229	47,0	19,0	52,5		
159 Togo	0,459	0,305	33,5	3	0,371	37,2	0,291	41,5	0,263	20,0	5,6	34,4		
160 Yémen	0,458	0,310	32,3	6	0,541	25,1	0,156	49,8	0,353	17,6	6,3	37,7		
161 Haïti	0,456	0,273	40,2	-7	0,461	30,9	0,241	40,7	0,182	47,9	26,6	59,2		
161 Ouganda	0,456	0,303	33,6	3	0,331	39,1	0,327	32,2	0,257	29,1	8,7	44,3		
163 Zambie	0,448	0,283	36,7	-2	0,269	41,9	0,383	23,8	0,221	42,6 ^e	16,6	54,6		
164 Djibouti	0,445	0,285	36,0	1	0,380	36,9	0,166	47,0	0,365	21,7	7,7	40,0		
165 Gambie	0,439	..	..	..	0,404	33,9	..	..	..	..	11,0	47,3		
166 Bénin	0,436	0,280	35,8	-1	0,343	40,3	0,213	42,0	0,301	23,6	6,6	38,6		
167 Rwanda	0,434	0,287	33,9	6	0,330	41,3	0,285	29,4	0,251	30,2	12,7	53,1		
168 Côte d'Ivoire	0,432	0,265	38,6	-3	0,352	37,8	0,197	43,2	0,268	34,4	8,5	41,5		
169 Comores	0,429	..	..	..	0,440	32,6	0,189	47,4	..	..	26,7	64,3		
170 Malawi	0,418	0,287	31,4	7	0,329	39,9	0,309	30,2	0,232	23,1	6,6	39,0		
171 Soudan	0,414	..	..	..	0,440	33,0	..	..	..	..	6,2	35,3		
172 Zimbabwe	0,397	0,284	28,5	5	0,357	30,6	0,469	17,8	0,137	35,8	..	..
173 Éthiopie	0,396	0,269	31,9	1	0,404	35,4	0,179	38,3	0,271	20,8	4,3	29,8		
174 Libéria	0,388	0,251	35,3	0	0,367	37,6	0,230	46,4	0,188	19,0	7,0	38,2		
175 Afghanistan	0,374	..	..	..	0,225	50,9	0,205	39,3	..	..	4,0	27,8		
176 Guinée-Bissau	0,364	0,213	41,4	-3	0,224	50,1	0,185	40,3	0,234	32,5	5,9	35,5		
177 Sierra Leone	0,359	0,210	41,6	-3	0,242	45,3	0,171	47,4	0,222	31,0	8,1	42,5		
178 Burundi	0,355	..	..	..	0,264	45,6	..	..	..	..	4,8	33,3		
178 Guinée	0,355	0,217	38,8	0	0,311	42,7	0,145	42,0	0,228	31,1	7,3	39,4		
180 République centrafricaine	0,352	0,209	40,5	-2	0,247	46,0	0,176	45,9	0,210	28,1	18,0	56,3		
181 Érythrée	0,351	..	..	..	0,485	26,6	..	..	..	..	..	..

Classement à l'IDH	Indice de développement humain (IDH)	IDH ajusté aux inégalités (IDHI)			Indice d'espérance de vie ajusté aux inégalités		Indice d'éducation ajusté aux inégalités		Indice de revenu ajusté aux inégalités		Rapport des quintiles de revenu	Indice de Gini, revenu
	Valeur	Valeur	Perte globale (%)	Évolution du classement ^a	Valeur	Perte (%)	Valeur	Perte (%)	Valeur	Perte (%)	2000-2010 ^c	2000-2010 ^c
	2012	2012	2012	2012	2012	2012	2012 ^b	2012	2012 ^b	2012	2000-2010 ^c	2000-2010 ^c
182 Mali	0,344	..	..	..	0,269	46,3	0,162	36,9	..	..	5,2	33,0
183 Burkina Faso	0,343	0,226	34,2	4	0,329	41,7	0,125	36,2	0,281	23,4	7,0	39,8
184 Tchad	0,340	0,203	40,1	-1	0,226	52,0	0,126	43,4	0,295	21,0	7,4	39,8
185 Mozambique	0,327	0,220	32,7	5	0,286	40,8	0,182	18,2	0,205	37,0 ^f	9,8	45,7
186 Congo, (République démocratique du)	0,304	0,183	39,9	-1	0,226	50,0	0,249	31,2	0,108	36,8	9,3	44,4
186 Niger	0,304	0,200	34,2	0	0,317	42,6	0,107	39,5	0,236	17,9	5,3	34,6
AUTRES PAYS OU TERRITOIRES												
Corée (Rép. populaire démocratique de)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Îles Marshall	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Monaco	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nauru	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Saint-Marin	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	45,5
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Catégorie d'IDH												
Développement humain très élevé	0,905	0,807	10,8	—	0,897	5,2	0,851	6,8	0,688	19,8	—	—
Développement humain élevé	0,758	0,602	20,6	—	0,736	12,4	0,592	19,9	0,500	28,6	—	—
Développement humain moyen	0,640	0,485	24,2	—	0,633	19,3	0,395	30,2	0,456	22,7	—	—
Développement humain faible	0,466	0,310	33,5	—	0,395	35,7	0,246	38,7	0,307	25,6	—	—
Régions												
États arabes	0,652	0,486	25,4	—	0,669	16,7	0,320	39,6	0,538	17,5	—	—
Asie de l'Est et Pacifique	0,683	0,537	21,3	—	0,711	14,2	0,480	21,9	0,455	27,2	—	—
Europe et Asie Centrale	0,771	0,672	12,9	—	0,716	11,7	0,713	10,5	0,594	16,3	—	—
Amérique latine et Caraïbes	0,741	0,550	25,7	—	0,744	13,4	0,532	23,0	0,421	38,5	—	—
Asie du Sud	0,558	0,395	29,1	—	0,531	27,0	0,267	42,0	0,436	15,9	—	—
Afrique subsaharienne	0,475	0,309	35,0	—	0,335	39,0	0,285	35,3	0,308	30,4	—	—
Pays moins développés	0,449	0,303	32,5	—	0,406	34,6	0,240	36,2	0,287	26,1	—	—
Petits États insulaires en développement	0,648	0,459	29,2	—	0,633	19,2	0,412	30,1	0,370	37,2	—	—
Monde	0,694	0,532	23,3	—	0,638	19,0	0,453	27,0	0,522	23,5	—	—

NOTES

- a Basée sur les pays pour lesquels l'indice de développement humain ajusté aux inégalités est calculé.
- b La liste des enquêtes utilisées pour l'estimation des inégalités est disponible à l'adresse <http://hdr.undp.org>.
- c Données relatives à l'année la plus récente disponible pour la période mentionnée.
- d Données basées sur l'enquête annuelle sur la population (2010) (d'après la base de données de l'étude sur le revenu du Luxembourg). L'inégalité des revenus figurant dans le Rapport sur le développement humain 2011 était basée sur l'enquête de l'American Community Survey en 2005 (de la base de données sur la répartition internationale des revenus de la Banque mondiale). Les deux sources ne semblaient pas concorder.
- e Based on simulated income distribution from the 2007 Demographic and Health Survey. In the 2011 *Human Development Report* inequality in consumption was based on the 2002-2003 Living Conditions Monitoring Survey.
- f Based on simulated income distribution from the 2009 Demographic and Health Survey. In the 2011 *Human Development Report* inequality in consumption was based on the 2003 National Household Survey on Living Conditions.

DÉFINITIONS

Indice de développement humain (IDH) : indice composite mesurant le niveau moyen atteint dans trois dimensions essentielles du développement humain : santé et longévité, accès à l'éducation et niveau de vie décent. Consulter la Fiche technique n°1 à l'adresse http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2013_EN_TechNotes.pdf, pour connaître les modalités de calcul de l'IDH.

IDH ajusté aux inégalités (IDHI) : valeur de l'Indice de développement humain (IDH) ajusté aux inégalités dans les trois dimensions essentielles du développement humain. Consulter la Fiche technique n° 2 à l'adresse http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2013_EN_TechNotes.pdf pour en savoir plus sur la méthode de calcul de l'IDHI.

Perte globale : perte de développement humain potentiel due aux inégalités, correspondant au pourcentage de différence entre l'IDH et l'IDHI.

Indice d'espérance de vie ajusté aux inégalités : indice d'espérance de vie de l'IDH ajusté aux inégalités dans la répartition de la durée de vie attendue, sur la base des données des tables de mortalité répertoriées dans la section Principales sources de données.

Indice d'éducation ajusté aux inégalités : indice d'éducation de l'IDH ajusté aux inégalités dans la

répartition de la durée de scolarisation, sur la base des données des enquêtes auprès des ménages répertoriées dans la section Principales sources de données.

Indice de revenu ajusté aux inégalités : valeur de l'indice de revenu de l'IDH ajusté aux inégalités dans la répartition des revenus. Calculs basés sur les données des enquêtes auprès des ménages répertoriées dans la section Principales sources de données.

Rapport des quintiles de revenu : rapport entre le revenu moyen des 20 % les plus riches de la population et le revenu moyen des 20 % les plus pauvres de la population.

Indice de Gini, revenu : mesure de l'écart entre la répartition des revenus (ou de la consommation) entre les personnes ou les ménages observée au sein d'un pays et une répartition parfaitement équitable. Une valeur nulle indique une égalité absolue, une valeur égale à 100 une inégalité absolue.

PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES

Colonne 1 : calculs du BRDH basés sur les données de l'UNDESA (2011), de Barro et Lee (2011), de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2012), de la Banque mondiale (2012a) et du FMI (2012).

Colonne 2 : moyenne géométrique des valeurs des colonnes 5, 7 et 9 calculée selon la méthodologie de la Fiche technique n° 2.

Colonne 3 : calculs basés sur les données des colonnes 1 et 2.

Colonne 4 : calculs basés sur les données de la colonne 2 et les classements à l'IDH recalculés pour les pays avec l'IDHI.

Colonne 5 : calculs basés sur les tables de mortalité abrégées fournies par l'UNDESA (2011).

Colonne 6 : calculs basés sur les données de la colonne 5 et sur l'indice d'espérance de vie ajusté.

Colonnes 7 et 9 : calculs basés sur des données du LIS (2012), d'Eurostat (2012), de la Banque mondiale (2012b), de l'UNICEF (2002-2012) et d'ICF Macro (2012) selon la méthodologie de la Fiche technique n°2.

Colonne 8 : calculs basés sur les données de la colonne 7 et sur l'indice d'éducation non ajusté.

Colonne 10 : calculs basés sur les données de la colonne 9 et sur l'indice de revenu non ajusté.

Colonnes 11 et 12 : Banque mondiale (2012a).

Indice d'inégalité de genre

Classement à l'IDH	Indice d'inégalité de genre		Taux de mortalité maternelle ^a	Taux de fertilité des adolescentes ^b	Sièges au parlement national ^c	Population ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur		Taux d'activité de la population active		
	Classement	Valeur	(décès pour 100 000 naissances vivantes)	(naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans)	(% de femmes)	(% des 25 ans et plus)		(% des 15 ans et plus)		
			Femmes	Hommes	Femmes	Hommes				
	2012	2012	2010	2012 ^d	2012	2006-2010 ^e	2006-2010 ^e	2011	2011	
DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ										
1	Norvège	5	0,065	7	7,4	39,6	95,6	94,7	61,7	70,1
2	Australie	17	0,115	7	12,5	29,2	92,2	92,2	58,8	72,3
3	États-Unis	42	0,256	21	27,4	17,0 ^f	94,7	94,3	57,5	70,1
4	Pays-Bas	1	0,045	6	4,3	37,8	87,5	90,4	58,3	71,3
5	Allemagne	6	0,075	7	6,8	32,4	96,2	96,9	53,0	66,5
6	Nouvelle-Zélande	31	0,164	15	18,6	32,2	82,8	84,7	61,6	74,1
7	Irlande	19	0,121	6	8,8	19,0	74,8	73,0	52,6	68,5
7	Suède	2	0,055	4	6,5	44,7	84,4	85,5	59,4	68,1
9	Suisse	3	0,057	8	3,9	26,8	95,1	96,6	60,6	75,0
10	Japon	21	0,131	5	6,0	13,4	80,0 ^g	82,3 ^g	49,4	71,7
11	Canada	18	0,119	12	11,3	28,0	100,0	100,0	61,9	71,4
12	Corée (République de)	27	0,153	16	5,8	15,7	79,4 ^g	91,7 ^g	49,2	71,4
13	Hong Kong, Chine (RAS)	..	..	..	4,2	..	68,7	76,4	51,0	68,1
13	Islande	10	0,089	5	11,6	39,7	91,0	91,6	70,8	78,4
15	Danemark	3	0,057	12	5,1	39,1	99,3	99,4	59,8	69,1
16	Israël	25	0,144	7	14,0	20,0	82,7	85,5	52,5	62,4
17	Belgique	12	0,098	8	11,2	38,9	76,4	82,7	47,7	60,6
18	Autriche	14	0,102	4	9,7	28,7	100,0	100,0	53,9	67,6
18	Singapour	13	0,101	3	6,7	23,5	71,3	78,9	56,5	76,6
20	France	9	0,083	8	6,0	25,1	75,9	81,3	51,1	61,9
21	Finlande	6	0,075	5	9,3	42,5	100,0	100,0	55,9	64,2
21	Slovénie	8	0,080	12	4,5	23,1	94,2	97,1	53,1	65,1
23	Espagne	15	0,103	6	10,7	34,9	63,3	69,7	51,6	67,4
24	Liechtenstein	..	..	..	6,0	24,0	..	..	..	..
25	Italie	11	0,094	4	4,0	20,7	68,0	78,1	37,9	59,6
26	Luxembourg	26	0,149	20	8,4	25,0	77,1	78,7	49,2	65,2
26	Royaume-Uni	34	0,205	12	29,7	22,1	99,6	99,8	55,6	68,5
28	République tchèque	20	0,122	5	9,2	21,0	99,8	99,8	49,6	68,2
29	Grèce	23	0,136	3	9,6	21,0	57,7	66,6	44,8	65,0
30	Brunéi Darussalam	..	..	24	22,7	..	66,6 ^g	61,2 ^g	55,5	76,5
31	Chypre	22	0,134	10	5,5	10,7	71,0	78,1	57,2	71,5
32	Malte	39	0,236	8	11,8	8,7	58,0	67,3	35,2	67,4
33	Andorre	..	..	..	7,3	50,0	49,5	49,3	..	..
33	Estonie	29	0,158	2	17,2	19,8	94,4 ^g	94,6 ^g	56,7	68,2
35	Slovaquie	32	0,171	6	16,7	17,3	98,6	99,1	51,2	68,1
36	Qatar	117	0,546	7	15,5	0,1	70,1	62,1	51,8	95,2
37	Hongrie	42	0,256	21	13,6	8,8	93,2 ^g	96,7 ^g	43,8	58,4
38	Barbade	61	0,343	51	40,8	19,6	89,5 ^g	87,6 ^g	64,8	76,2
39	Pologne	24	0,140	5	12,2	21,8	76,9	83,5	48,2	64,3
40	Chili	66	0,360	25	56,0	13,9	72,1	75,9	47,1	74,2
41	Lituanie	28	0,157	8	16,1	19,1	87,9	93,1	54,1	63,9
41	Émirats arabes unis	40	0,241	12	23,4	17,5	73,1 ^g	61,3 ^g	43,5	92,3
43	Portugal	16	0,114	8	12,5	28,7	40,9	40,2	56,5	68,0
44	Lettonie	36	0,216	34	12,8	23,0	98,6	98,2	55,2	67,2
45	Argentine	71	0,380	77	54,2	37,7	57,0 ^g	54,9 ^g	47,3	74,9
46	Seychelles	..	..	..	47,6	43,8	66,9	66,6	..	..
47	Croatie	33	0,179	17	12,8	23,8	57,4 ^g	72,3 ^g	46,0	59,7
DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ										
48	Bahreïn	45	0,258	20	14,8	18,8	74,4 ^g	80,4 ^g	39,4	87,3
49	Bahamas	53	0,316	47	28,3	16,7	91,2	87,6	69,3	79,3
50	Bélarus	..	..	4	20,5	29,7	..	..	50,2	62,6
51	Uruguay	69	0,367	29	59,0	12,3	50,6	48,8	55,6	76,5
52	Monténégro	..	..	8	14,8	12,3	97,5	98,8	..	..
52	Palaos	..	..	..	12,7	6,9	..	..	..	..
54	Koweït	47	0,274	14	14,4	6,3	53,7	46,6	43,4	82,3
55	Fédération de Russie	51	0,312	34	23,2	11,1	93,5 ^g	96,2 ^g	56,3	71,0
56	Roumaine	55	0,327	27	28,8	9,7	83,4	90,5	48,6	64,9
57	Bulgarie	38	0,219	11	36,2	20,8	90,9	94,4	48,6	60,3
57	Arabie saoudite	145	0,682	24	22,1	0,1 ^h	50,3 ^g	57,9 ^g	17,7	74,1
59	Cuba	63	0,356	73	43,9	45,2	73,9 ^g	80,4 ^g	43,3	69,9
59	Panama	108	0,503	92	75,9	8,5	63,5 ^g	60,7 ^g	49,6	82,5

	Indice d'inégalité de genre		Taux de mortalité maternelle ^a	Taux de fertilité des adolescentes ^b	Sièges au parlement national ^c	Population ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur		Taux d'activité de la population active	
	Classement	Valeur	(décès pour 100 000 naissances vivantes)	(naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans)	(% de femmes)	(% des 25 ans et plus)		(% des 15 ans et plus)	
			2010	2012 ^d	2012	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Classement à l'IDH	2012	2012	2010	2012 ^d	2012	2006-2010 ^e	2006-2010 ^e	2011	2011
61 Mexique	72	0,382	50	65,5	36,0	51,2	57,0	44,3	80,5
62 Costa Rica	62	0,346	40	61,9	38,6	54,4 ^g	52,8 ^g	46,4	78,9
63 Grenade	..	..	24	35,4	17,9	..	..	..	..
64 Libye	36	0,216	58	2,6	16,5	55,6 ^g	44,0 ^g	30,1	76,8
64 Malaisie	42	0,256	29	9,8	13,2	66,0 ^g	72,8 ^g	43,8	76,9
64 Serbie	..	..	12	19,2	32,4	80,1	90,7	..	..
67 Antigua-et-Barbuda	..	..	..	49,1	19,4	..	..	..	..
67 Trinité-et-Tobago	50	0,311	46	31,6	27,4	59,4	59,2	54,9	78,3
69 Kazakhstan	51	0,312	51	25,5	18,2	99,3	99,4	66,6	77,2
70 Albanie	41	0,251	27	14,9	15,7	78,8	85,0	49,6	71,3
71 Venezuela (Rép.bolivarienne du)	93	0,466	92	87,3	17,0	55,1	49,8	52,1	80,2
72 Dominique	..	..	..	18,9	12,5	29,7	23,2	..	..
72 Géorgie	81	0,438	67	39,5	6,6	89,7	92,7	55,8	74,2
72 Liban	78	0,433	25	15,4	3,1	53,0	55,4	22,6	70,8
72 Saint-Kitts-et-Nevis	..	..	..	33,2	6,7	..	..	..	..
76 Iran (République islamique d')	107	0,496	21	25,0	3,1	62,1	69,1	16,4	72,5
77 Pérou	73	0,387	67	48,7	21,5	47,3	59,1	67,8	84,7
78 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	30	0,162	10	17,8	30,9	72,0	85,3	42,9	68,9
78 Ukraine	57	0,338	32	26,1	8,0	91,5 ^g	96,1 ^g	53,3	66,6
80 Maurice	70	0,377	60	31,8	18,8	45,2 ^g	52,9 ^g	44,1	75,5
81 Bosnie-Herzégovine	..	..	8	13,4	19,3	..	..	35,2	58,6
82 Azerbaïdjan	54	0,323	43	31,4	16,0	90,0	95,7	61,6	68,5
83 Saint-Vincent-et-les Grenadines	..	..	48	54,1	17,4	..	..	55,7	78,4
84 Oman	59	0,340	32	9,3	9,6	47,2	57,1	28,3	81,6
85 Brésil	85	0,447	56	76,0	9,6	50,5	48,5	59,6	80,9
85 Jamaïque	87	0,458	110	69,7	15,5	74,0 ^g	71,1 ^g	56,0	71,8
87 Arménie	59	0,340	30	33,2	10,7	94,1 ^g	94,8 ^g	49,4	70,2
88 Sainte-Lucie	..	..	35	55,9	17,2	..	..	64,2	77,3
89 Équateur	83	0,442	110	80,6	32,3	36,6	36,6	54,3	82,7
90 Turquie	68	0,366	20	30,5	14,2	26,7	42,4	28,1	71,4
91 Colombie	88	0,459	92	68,1	13,6	43,8	42,4	55,8	79,7
92 Sri Lanka	75	0,402	35	22,1	5,8	72,6	75,5	34,7	76,3
93 Algérie	74	0,391	97	6,1	25,6	20,9	27,3	15,0	71,9
94 Tunisie	46	0,261	56	4,4	26,7	29,9	44,4	25,5	70,0
DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN									
95 Tonga	90	0,462	110	18,0	3,6 ⁱ	71,6 ^g	76,7 ^g	53,6	75,0
96 Belize	79	0,435	53	70,8	13,3	35,2 ^g	32,8 ^g	48,3	81,8
96 République dominicaine	109	0,508	150	103,6	19,1	43,3	41,7	51,0	78,6
96 Fidji	..	..	26	42,8	..	57,5	58,1	39,3	79,5
96 Samoa	..	..	..	25,5	4,1	64,3	60,0	42,8	77,8
100 Jordanie	99	0,482	63	23,7	11,1	68,9	77,7	15,6	65,9
101 Chine	35	0,213	37	9,1	21,3	54,8 ^g	70,4 ^g	67,7	80,1
102 Turkménistan	..	..	67	16,9	16,8	..	..	46,4	76,0
103 Thaïlande	66	0,360	48	37,0	15,7	29,0	35,6	63,8	80,0
104 Maldives	64	0,357	60	10,2	6,5	20,7	30,1	55,7	76,8
105 Suriname	94	0,467	130	34,9	11,8	40,5	47,1	40,5	68,7
106 Gabon	105	0,492	230	81,0	16,7	53,8 ^g	34,7 ^g	56,3	65,0
107 El Salvador	82	0,441	81	76,2	26,2	34,8	40,8	47,4	78,6
108 Bolivie (État plurinational de)	97	0,474	190	74,7	30,1	39,8	49,7	64,1	80,9
108 Mongolie	56	0,328	63	18,7	12,7	83,0 ^g	81,8 ^g	54,3	65,5
110 Palestine (État de)	..	..	64	48,3	..	48,0	56,2	15,1	66,3
111 Paraguay	95	0,472	99	66,7	13,6	35,0	39,0	57,9	86,3
112 Égypte	126	0,590	66	40,6	2,2	43,4 ^g	59,3 ^g	23,7	74,3
113 Moldova (République de)	49	0,303	41	29,1	19,8	91,6	95,3	38,4	45,1
114 Philippines	77	0,418	99	46,5	22,1	65,9 ^g	63,7 ^g	49,7	79,4
114 Ouzbékistan	..	..	28	12,8	19,2	..	..	47,7	74,7
116 République arabe syrienne	118	0,551	70	36,5	12,0	27,4	38,2	13,1	71,6
117 Micronésie (États fédérés de)	..	..	100	18,5	0,1	..	..	..	..
118 Guyana	104	0,490	280	53,9	31,3	61,5 ^g	48,8 ^g	41,8	79,1
119 Botswana	102	0,485	160	43,8	7,9	73,6 ^g	77,5 ^g	71,7	81,6
120 Honduras	100	0,483	100	85,9	19,5	20,7	18,8	42,3	82,8
121 Indonésie	106	0,494	220	42,3	18,2	36,2	46,8	51,2	84,2

TABLEAU 4 INDICE D'INÉGALITÉ DE GENRE

	Indice d'inégalité de genre		Taux de mortalité maternelle ^a	Taux de fertilité des adolescentes ^b	Sièges au parlement national ^c	Population ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur		Taux d'activité de la population active	
	Classement	Valeur	(décès pour 100 000 naissances vivantes)	(naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans)	(% de femmes)	(% des 25 ans et plus)		(% des 15 ans et plus)	
			2012	2012	2010	2012 ^d	2012	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Classement à l'IDH	2012	2012	2010	2012 ^d	2012	2006-2010 ^e	2006-2010 ^e	2011	2011
121 Kiribati	..	..	..	16,4	8,7	..	..	..	..
121 Afrique du Sud	90	0,462	300	50,4	41,1 ⁱ	68,9	72,2	44,0	60,8
124 Vanuatu	..	..	110	50,6	1,9	..	..	61,3	79,7
125 Kirghizistan	64	0,357	71	33,0	23,3	81,0 ^g	81,2 ^g	55,5	78,6
125 Tadjikistan	57	0,338	65	25,7	17,5	93,2 ^g	85,8 ^g	57,4	75,1
127 Viet Nam	48	0,299	59	22,7	24,4	24,7 ^g	28,0 ^g	73,2	81,2
128 Namibie	86	0,455	200	54,4	25,0	33,0 ^g	34,0 ^g	58,6	69,9
129 Nicaragua	89	0,461	95	104,9	40,2	30,8 ^g	44,7 ^g	46,7	80,0
130 Maroc	84	0,444	100	10,8	11,0	20,1 ^g	36,3 ^g	26,2	74,7
131 Irak	120	0,557	63	85,9	25,2	22,0 ^g	42,7 ^g	14,5	69,3
132 Cap-Vert	..	..	79	69,2	20,8	..	..	50,8	83,3
133 Guatemala	114	0,539	120	102,4	13,3	12,6	17,4	49,0	88,3
134 Timor-Leste	..	..	300	52,3	38,5	..	..	38,4	74,1
135 Ghana	121	0,565	350	62,4	8,3	45,7 ^g	61,8 ^g	66,9	71,8
136 Guinée équatoriale	..	..	240	114,6	10,0	..	..	80,6	92,3
136 Inde	132	0,610	200	74,7	10,9	26,6 ^g	50,4 ^g	29,0	80,7
138 Cambodge	96	0,473	250	32,9	18,1	11,6	20,6	79,2	86,7
138 Rép. démocratique populaire lao	100	0,483	470	30,1	25,0	22,9 ^g	36,8 ^g	76,5	79,5
140 Bhoutan	92	0,464	180	44,9	13,9	34,0	34,5	65,8	76,5
141 Swaziland	112	0,525	320	67,9	21,9	49,9 ^g	46,1 ^g	43,6	70,8
DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE									
142 Congo	132	0,610	560	112,6	9,6	43,8 ^g	48,7 ^g	68,4	72,9
143 Îles Salomon	..	..	93	64,6	..	..	..	53,2	79,9
144 Sao Tomé-et-Principe	..	..	70	55,4	18,2	..	..	43,7	76,6
145 Kenya	130	0,608	360	98,1	9,8	25,3	52,3	61,5	71,8
146 Bangladesh	111	0,518	240	68,2	19,7	30,8 ^g	39,3 ^g	57,2	84,3
146 Pakistan	123	0,567	260	28,1	21,1	18,3	43,1	22,7	83,3
148 Angola	..	..	450	148,1	38,2 ^k	..	..	62,9	77,1
149 Myanmar	80	0,437	200	12,0	4,6	18,0 ^g	17,6 ^g	75,0	82,1
150 Cameroun	137	0,628	690	115,1	13,9	21,1 ^g	34,9 ^g	64,2	77,4
151 Madagascar	..	..	240	122,7	15,9	..	..	83,4	88,7
152 Tanzanie (République-Unie de)	119	0,556	460	128,7	36,0	5,6 ^g	9,2 ^g	88,2	90,3
153 Nigéria	..	..	630	111,3	6,7	..	..	47,9	63,3
154 Sénégal	115	0,540	370	89,7	41,6	4,6	11,0	66,1	88,4
155 Mauritanie	139	0,643	510	71,3	19,2	8,0 ^g	20,8 ^g	28,7	79,2
156 Papouasie-Nouvelle-Guinée	134	0,617	230	62,0	2,7	6,8 ^g	14,1 ^g	70,6	74,1
157 Népal	102	0,485	170	86,2	33,2	17,9 ^g	39,9 ^g	80,4	87,6
158 Lesotho	113	0,534	620	60,8	26,1	21,9	19,8	58,9	73,4
159 Togo	122	0,566	300	54,3	11,1	15,3 ^g	45,1 ^g	80,4	81,4
160 Yémen	148	0,747	200	66,1	0,7	7,6 ^g	24,4 ^g	25,2	72,0
161 Haïti	127	0,592	350	41,3	4,0	22,5 ^g	36,3 ^g	60,1	70,6
161 Ouganda	110	0,517	310	126,4	35,0	23,0	23,9	76,0	79,5
163 Zambie	136	0,623	440	138,5	11,5	25,7	44,2	73,2	85,6
164 Djibouti	..	..	200	19,5	13,8	..	..	36,0	67,2
165 Gambie	128	0,594	360	66,9	7,5	16,9 ^g	31,4 ^g	72,4	83,1
166 Bénin	135	0,618	350	97,0	8,4	11,2 ^g	25,6 ^g	67,4	78,2
167 Rwanda	76	0,414	340	35,5	51,9	7,4 ^g	8,0 ^g	86,4	85,4
168 Côte d'Ivoire	138	0,632	400	105,7	11,0	13,7 ^g	29,9 ^g	51,8	81,2
169 Comores	..	..	280	51,1	3,0	..	..	35,1	80,4
170 Malawi	124	0,573	460	105,6	22,3	10,4 ^g	20,4 ^g	84,8	81,3
171 Soudan	129	0,604	730	53,0	24,1	12,8 ^g	18,2 ^g	30,9	76,5
172 Zimbabwe	116	0,544	570	53,4	17,9	48,8 ^g	62,0 ^g	83,0	89,5
173 Éthiopie	..	..	350	48,3	25,5	..	..	78,4	89,8
174 Libéria	143	0,658	770	123,0	11,7	15,7 ^g	39,2 ^g	57,9	64,4
175 Afghanistan	147	0,712	460	99,6	27,6	5,8 ^g	34,0 ^g	15,7	80,3
176 Guinée-Bissau	..	..	790	96,2	10,0	..	..	68,0	78,2
177 Sierra Leone	139	0,643	890	104,2	12,9	9,5 ^g	20,4 ^g	66,3	69,1
178 Burundi	98	0,476	800	20,9	34,9	5,2 ^g	9,2 ^g	83,7	82,1
178 Guinée	..	..	610	133,7	.. ⁱ	..	..	65,4	78,3
180 République centrafricaine	142	0,654	890	98,6	12,5	10,3 ^g	26,2 ^g	72,5	85,1
181 Érythrée	..	..	240	53,7	22,0	..	..	79,8	90,0

	Indice d'inégalité de genre		Taux de mortalité maternelle ^a	Taux de fécondité des adolescentes ^b	Sièges au parlement national ^c	Population ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur		Taux d'activité de la population active	
	Classement	Valeur	(décès pour 100 000 naissances vivantes)	(naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans)	(% de femmes)	(% des 25 ans et plus)		(% des 15 ans et plus)	
			Femmes	Hommes	Femmes	Hommes			
Classement à l'IDH	2012	2012	2010	2012 ^d	2012	2006-2010 ^e	2006-2010 ^e	2011	2011
182 Mali	141	0,649	540	168,9	10,2	11,3	9,2	36,8	70,0
183 Burkina Faso	131	0,609	300	117,4	15,3	0,9	3,2	77,5	90,4
184 Tchad	1,100	138,1	12,8	..	..	64,4	80,2
185 Mozambique	125	0,582	490	124,4	39,2	1,5 ^g	6,0 ^g	86,0	82,9
186 Congo, (République démocratique du)	144	0,681	540	170,6	8,2	10,7 ^g	36,2 ^g	70,2	72,5
186 Niger	146	0,707	590	193,6	13,3	2,5 ^g	7,6 ^g	39,9	89,9
AUTRES PAYS OU TERRITOIRES									
Corée (Rép, populaire démocratique de)	81	0,6	15,6	..	..	71,6	83,7
Îles Marshall	37,7	3,0	..	..	..	..
Monaco	1,5	19,0	..	..	..	..
Nauru	23,0	0,1	..	..	..	..
Saint-Marin	2,5	18,3	..	..	..	..
Somalie	1,000	68,0	13,8	..	..	37,7	76,8
Soudan du Sud	24,3	..	..	..	..
Tuvalu	21,5	6,7	..	..	..	..
Catégories d'IDH									
Développement humain très élevé	..	0,193	15	18,7	25,0	84,7	87,1	52,7	68,7
Développement humain élevé	..	0,376	47	45,9	18,5	62,9	65,2	46,8	75,3
Développement humain moyen	..	0,457	121	44,7	18,2	42,1	58,8	50,5	79,9
Développement humain faible	..	0,578	405	86,0	19,2	18,0	32,0	56,4	79,9
Régions									
États arabes	..	0,555	176	39,2	13,0	31,8	44,7	22,8	74,1
Asie de l'Est et Pacifique	..	0,333	73	18,5	17,7	49,6	63,0	65,2	80,6
Europe et Asie Centrale	..	0,280	28	23,1	16,7	81,4	85,8	49,6	69,0
Amérique latine et Caraïbes	..	0,419	74	70,6	24,4	49,8	51,1	53,7	79,9
Asie du Sud	..	0,568	203	66,9	18,5	28,3	49,7	31,3	81,0
Afrique subsaharienne	..	0,577	475	105,2	20,9	23,7	35,1	64,7	76,2
Pays moins développés	..	0,566	394	90,9	20,3	16,9	27,1	64,8	82,4
Petits États insulaires en développement	..	0,481	193	61,1	22,0	48,0	53,0	53,0	73,9
Monde	..	0,463	145	51,2	20,3	52,3	62,9	51,3	77,2

NOTES

- a** Les données ont été calculées pour garantir la comparabilité entre les pays et ne correspondent pas nécessairement aux statistiques officielles des pays, lesquelles peuvent être basées sur des méthodes rigoureuses différentes. Les données sont arrondies de la façon suivante : moins de 100, non arrondies ; 100-999, arrondies à la 10 la plus proche ; et supérieures à 1 000, arrondies à la 100 la plus proche.
- b** Données basées sur la variante moyenne de fertilité.
- c** Pour les pays dotés d'un système législatif bicaméral, la répartition des sièges au Parlement national est calculée en tenant compte des deux chambres.
- d** Les données sont des valeurs de moyenne annuelle prévues pour 2010-2015.
- e** Données relatives à l'année la plus récente disponible pour la période mentionnée.
- f** Calcul basé uniquement sur les membres votants de la Chambre des représentants.

g Estimations de Barro et Lee (2011) pour 2010.

h Pour calculer l'indice d'inégalité de genre, une valeur de 0,1 % a été utilisée.

i Aucune femme n'était élue en 2010. Cependant, une femme avait été nommée ministre.

j Les 36 délégués nommés sur une base *ad hoc* ne sont pas inclus.

k L'estimation concerne la période antérieure aux élections du 31 août 2012.

l Le Parlement a été dissous suite au coup d'État de décembre 2008.

DÉFINITIONS

Indice d'inégalité de genre : indice composite mesurant le déficit de progrès dans trois dimensions du développement humain : santé reproductive, autonomisation et marché du travail, résultant d'inégalités de genre. Consulter la Fiche technique n° 3 à l'adresse http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2013_EN_TechNotes.pdf pour en savoir plus

sur la méthode de calcul de l'Indice d'inégalité de genre.

Taux de mortalité maternelle : rapport entre le nombre de décès maternels et le nombre de naissances vivantes au cours d'une année donnée, exprimé pour 100 000 naissances vivantes.

Taux de fécondité des adolescentes : nombre de naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans.

Sièges au Parlement national : proportion de sièges occupés par des femmes au sein de la chambre unique, de la chambre basse ou de la chambre haute du Parlement (Sénat), exprimée en pourcentage du nombre total de sièges.

Population ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur : pourcentage de la population âgée de 25 ans et plus ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur.

Taux d'activité de la population active : proportion de la population en âge de travailler d'un

pays qui joue un rôle actif sur le marché du travail, soit en travaillant, soit en recherchant activement un emploi, exprimée en pourcentage de la population active totale.

PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES

Colonnes 1 et 2 : calculs du BRDH basés sur les données de l'OMS et autres (2012), de l'UNDESA (2011), de l'UIP (2012), de Barro et Lee (2010), de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2012) et de l'OIT (2012).

Colonne 3 : OMS et autres (2012).

Colonne 4 : UNDESA (2011).

Colonne 5 : UIP (2012).

Colonnes 6 et 7 : Institut de statistique de l'UNESCO (2012).

Colonnes 8 et 9 : OIT (2012).

Indice de pauvreté multidimensionnelle

	Population vivant dans une pauvreté multidimensionnelle ^a										Population dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté (%)	
	Indice de pauvreté multidimensionnelle		Incidence		Degré de privation	Population exposée à la pauvreté	Population vivant dans une extrême pauvreté	Part des privations dans la pauvreté globale (%)			1,25\$ par jour (PPA)	Seuil de pauvreté national
	Année ^b	Valeur ^a	(%)	(milliers)	(%)	(%)	(%)	Éducation	Santé	Niveaux de vie	2002–2011 ^c	2002–2012 ^c
ESTIMATIONS BASÉES SUR DES ENQUÊTES RÉALISÉES ENTRE 2007 ET 2011												
Afrique du Sud	2008 (N)	0,057	13,4	6,609	42,3	22,2	2,4	7,5	50,5	42,0	13,8	23,0
Albanie	2008/2009 (D)	0,005	1,4	45	37,7	7,4	0,1	32,0	44,9	23,0	0,6	12,4
Arménie	2010 (D)	0,001	0,3	6	35,2	3,0	0,0	25,8	64,8	9,4	1,3	35,8
Bangladesh	2007 (D)	0,292	57,8	83,207	50,4	21,2	26,2	18,7	34,5	46,8	43,3	31,5
Bhoutan	2010 (M)	0,119	27,2	198	43,9	17,2	8,5	40,4	21,2	38,4	10,2	23,2
Bolivie (État plurinational de)	2008 (D)	0,089	20,5	1,972	43,7	18,7	5,8	19,8	27,5	52,6	15,6	60,1
Burkina Faso	2010 (D)	0,535	84,0	13,834	63,7	7,1	65,7	36,2	27,9	35,9	44,6	
Cambodge	2010 (D)	0,212	45,9	6,415	46,1	21,4	17,0	22,1	32,7	45,1	22,8	30,1
Colombie	2010 (D)	0,022	5,4	2,500	40,9	6,4	1,1	31,8	33,5	34,7	8,2	37,2
Congo	2009 (D)	0,208	40,6	1,600	51,2	17,7	22,9	10,4	45,6	44,0	54,1	50,1
Congo (République démocratique du)	2010 (M)	0,392	74,0	48,815	53,0	15,1	45,9	18,0	25,1	56,9	87,7	71,3
Égypte	2008 (D)	0,024	6,0	4,699	40,7	7,2	1,0	48,1	37,3	14,5	1,7	22,0
Éthiopie	2011 (D)	0,564	87,3	72,415	64,6	6,8	71,1	25,9	27,6	46,5	39,0	38,9
Ghana	2008 (D)	0,144	31,2	7,258	46,2	21,6	11,4	32,1	19,5	48,4	28,6	28,5
Guyana	2009 (D)	0,030	7,7	58	39,2	12,3	1,0	17,4	50,4	32,2	..	..
Indonésie	2007 (D)	0,095	20,8	48,352	45,9	12,2	7,6	15,7	50,6	33,8	18,1	12,5
Jordanie	2009 (D)	0,008	2,4	145	34,4	1,3	0,1	49,6	47,4	3,1	0,1	13,3
Kenya	2008/2009 (D)	0,229	47,8	18,863	48,0	27,4	19,8	12,7	30,1	57,2	43,4	45,9
Lesotho	2009 (D)	0,156	35,3	759	44,1	26,7	11,1	21,9	18,9	59,2	43,4	56,6
Libéria	2007 (D)	0,485	83,9	3,218	57,7	9,7	57,5	29,7	25,0	45,3	83,8	63,8
Madagascar	2008/2009 (D)	0,357	66,9	13,463	53,3	17,9	35,4	34,3	16,7	49,1	81,3	68,7
Malawi	2010 (D)	0,334	66,7	9,633	50,1	23,4	31,4	19,5	27,1	53,3	73,9	52,4
Maldives	2009 (D)	0,018	5,2	16	35,6	4,8	0,3	13,6	81,1	5,3	..	..
Maroc	2007 (N)	0,048 ^d	10,6 ^d	3,287 ^d	45,3 ^d	12,3 ^d	3,3 ^d	35,5	27,5	37,0	2,5	9,0
Mauritanie	2007 (M)	0,352 ^d	61,7 ^d	1,982 ^d	57,1 ^d	15,1 ^d	40,7 ^d	32,0	21,6	46,5	23,4	42,0
Mozambique	2009 (D)	0,512	79,3	18,127	64,6	9,5	60,7	23,9	36,2	39,9	59,6	54,7
Namibie	2006/2007 (D)	0,187	39,6	855	47,2	23,6	14,7	15,1	31,0	53,9	31,9	38,0
Népal	2011 (D)	0,217	44,2	13,242	49,0	17,4	20,8	21,8	33,7	44,4	24,8	25,2
Nigéria	2008 (D)	0,310	54,1	83,578	57,3	17,8	33,9	27,0	32,2	40,8	68,0	54,7
Ouganda	2011 (D)	0,367	69,9	24,122	52,5	19,0	31,2	15,6	34,1	50,4	51,5	31,1
Pakistan	2006/2007 (D)	0,264 ^d	49,4 ^d	81,236 ^d	53,4 ^d	11,0 ^d	27,4 ^d	30,8	37,9	31,2	21,0	22,3
Palestine (État de)	2006/2007 (N)	0,005	1,4	52	37,3	8,8	0,1	33,9	55,3	10,8	0,0	21,9
Pérou	2008 (D)	0,066	15,7	4,422	42,2	14,9	3,9	18,6	20,8	60,6	4,9	31,3
Philippines	2008 (D)	0,064	13,4	12,083	47,4	9,1	5,7	15,8	56,5	27,7	18,4	26,5
Republique dominicaine	2007 (D)	0,018	4,6	439	39,4	8,6	0,7	39,1	22,6	38,2	2,2	34,4
Rwanda	2010 (D)	0,350	69,0	6,900	50,8	19,4	34,7	19,5	30,9	49,6	63,2	44,9
Sao Tomé-et-Principe	2008/2009 (D)	0,154	34,5	56	44,7	24,3	10,7	28,8	27,5	43,6	..	66,2
Sénégal	2010/2011 (D)	0,439	74,4	7,642	58,9	11,7	50,6	31,8	40,6	27,6	33,5	50,8
Sierra Leone	2008 (D)	0,439	77,0	4,321	57,0	13,1	53,2	31,5	19,3	49,2	53,4	66,4
Swaziland	2010 (M)	0,086	20,4	242	41,9	23,1	3,3	16,7	29,9	53,4	40,6	69,2
Tanzani (République-Unie de)	2010 (D)	0,332	65,6	28,552	50,7	21,0	33,4	18,3	26,4	55,3	67,9	33,4
Timor-Leste	2009/2010 (D)	0,360	68,1	749	52,9	18,2	38,7	21,3	31,0	47,7	37,4	49,9
Ukraine	2007 (D)	0,008	2,2	1,018	35,5	1,0	0,2	4,7	91,1	4,2	0,1	2,9
Vanuatu	2007 (M)	0,129	30,1	67	42,7	33,5	6,5	29,7	17,3	53,0	..	..
Viet Nam	2010/2011 (M)	0,017	4,2	3,690	39,5	7,9	0,7	32,8	25,1	42,1	40,1	28,9
Zambie	2007 (D)	0,328	64,2	7,740	51,2	17,2	34,8	17,5	27,9	54,7	68,5	59,3
Zimbabwe	2010/2011 (D)	0,172	39,1	4,877	44,0	25,1	11,5	10,2	33,6	56,3	..	72,0
ESTIMATIONS BASÉES SUR DES ENQUÊTES RÉALISÉES ENTRE 2002 ET 2006												
Argentine	2005 (N)	0,011 ^f	2,9 ^f	1,160 ^f	37,6 ^f	5,8 ^f	0,2 ^f	41,9	12,9	45,2	0,9	..
Azerbaïdjan	2006 (D)	0,021	5,3	461	39,4	12,5	0,6	24,4	49,4	26,2	0,4	15,8
Bélarus	2005 (M)	0,000	0,0	0	35,1	0,8	0,0	16,6	61,8	21,7	0,1	5,4
Belize	2006 (M)	0,024	5,6	16	42,6	7,6	1,1	22,8	35,8	41,4	..	33,5
Bénin	2006 (D)	0,412	71,8	5,652	57,4	13,2	47,2	33,6	25,1	41,3	47,3	39,0
Bosnie-Herzégovine	2006 (M)	0,003	0,8	30	37,2	7,0	0,1	29,2	51,8	19,0	0,0	14,0
Brésil	2006 (N)	0,011	2,7	5,075	39,3	7,0	0,2	39,0	40,2	20,7	6,1	21,4
Burundi	2005 (M)	0,530	84,5	6,128	62,7	12,2	61,9	31,5	22,4	46,1	81,3	66,9
Cameroun	2004 (D)	0,287	53,3	9,149	53,9	19,3	30,4	25,7	24,5	49,8	9,6	39,9
Chine	2002 (W)	0,056	12,5	161,675	44,9	6,3	4,5	64,8	9,9	25,2	13,1	2,8
Côte d'Ivoire	2005 (D)	0,353	61,5	11,083	57,4	15,3	39,3	32,0	38,7	29,3	23,8	42,7
Croatie	2003 (W)	0,016	4,4	196	36,3	0,1	0,3	45,0	46,7	8,3	0,1	11,1
Djibouti	2006 (M)	0,139	29,3	241	47,3	16,1	12,5	38,3	24,6	37,1	18,8	..

	Population vivant dans une pauvreté multidimensionnelle ^a								Population dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté (%)			
	Indice de pauvreté multidimensionnelle	Incidence			Degré de privation	Population exposée à la pauvreté	Population vivant dans une extrême pauvreté	Part des privations dans la pauvreté globale (%)			1,25\$ par jour (PPA)	Seuil de pauvreté national
		Année ^b	Valeur ^a	(%)				(milliers)	(%)	(%)		
Émirats arabes unis	2003 (W)	0,002	0,6	20	35,3	2,0	0,0	94,4	0,4	5,2	..	..
Équateur	2003 (W)	0,009	2,2	286	41,6	2,1	0,6	78,6	3,3	18,1	4,6	32,8
Estonie	2003 (W)	0,026	7,2	97	36,5	1,3	0,2	91,2	1,2	7,6	0,5	..
Ex-République yougoslave de Macédoine	2005 (M)	0,008	1,9	39	40,9	6,7	0,3	59,9	12,8	27,3	0,0	19,0
Fédération de Russie	2003 (W)	0,005 ^d	1,3 ^d	1,883 ^d	38,9 ^d	0,8 ^d	0,2 ^d	84,2	2,5	13,3	0,0	11,1
Gambie	2005/2006 (M)	0,324	60,4	935	53,6	17,6	35,5	33,5	30,7	35,8	33,6	48,4
Géorgie	2005 (M)	0,003	0,8	36	35,2	5,3	0,0	23,2	33,8	43,0	15,3	24,7
Guatemala	2003 (W)	0,127 ^d	25,9 ^d	3,134 ^d	49,1 ^d	9,8 ^d	14,5 ^d	57,2	10,0	32,8	13,5	51,0
Guinée	2005 (D)	0,506	82,5	7,459	61,3	9,3	62,3	35,5	23,0	41,5	43,3	53,0
Haïti	2005/2006 (D)	0,299	56,4	5,346	53,0	18,8	32,3	27,0	21,5	51,5	..	..
Honduras	2005/2006 (D)	0,159	32,5	2,281	48,9	22,0	11,3	38,0	18,5	43,6	17,9	60,0
Hongrie	2003 (W)	0,016	4,6	466	34,3	0,0	0,0	1,8	95,6	2,7	0,2	..
Inde	2005/2006 (D)	0,283	53,7	612,203	52,7	16,4	28,6	21,8	35,7	42,5	32,7	29,8
Irak	2006 (M)	0,059	14,2	3,996	41,3	14,3	3,1	47,5	32,1	20,4	2,8	22,9
Kazakhstan	2006 (M)	0,002	0,6	92	36,9	5,0	0,0	14,6	56,8	28,7	0,1	8,2
Kirghizistan	2005/2006 (M)	0,019	4,9	249	38,8	9,2	0,9	36,6	36,9	26,4	6,2	33,7
Lettonie	2003 (W)	0,006 ^d	1,6 ^d	37 ^d	37,9 ^d	0,0 ^d	0,0 ^d	0,0	88,0	12,0	0,1	5,9
Mali	2006 (D)	0,558	86,6	11,771	64,4	7,6	68,4	34,5	26,2	39,3	50,4	47,4
México	2006 (N)	0,015	4,0	4,313	38,9	5,8	0,5	38,6	23,9	37,5	1,2	51,3
Moldova (République de)	2005 (D)	0,007	1,9	72	36,7	6,4	0,1	24,7	34,3	41,1	0,4	21,9
Mongolie	2005 (M)	0,065	15,8	403	41,0	20,6	3,2	15,4	27,9	56,6	..	35,2
Monténégro	2005/2006 (M)	0,006	1,5	9	41,6	1,9	0,3	37,5	47,6	14,9	0,1	6,6
Nicaragua	2006/2007 (D)	0,128	28,0	1,538	45,7	17,4	11,2	27,9	13,6	58,5	11,9	46,2
Niger	2006 (D)	0,642	92,4	12,437	69,4	4,0	81,8	35,4	21,5	43,2	43,6	59,5
Ouzbékistan	2006 (M)	0,008	2,3	603	36,2	8,1	0,1	23,2	55,7	21,1	..	..
Paraguay	2002/2003 (W)	0,064	13,3	755	48,5	15,0	6,1	35,1	19,0	45,9	7,2	34,7
Rép. Démocratique populaire lao	2006 (M)	0,267	47,2	2,757	56,5	14,1	28,1	33,1	27,9	39,0	33,9	27,6
République arabe syrienne	2006 (M)	0,021 ^e	5,5 ^e	1,041 ^e	37,5 ^e	7,1 ^e	0,5 ^e	45,4	42,7	11,8	1,7	..
République tchèque	2002/2003 (W)	0,010	3,1	316	33,4	0,0	0,0	0,0	99,9	0,1	..	..
Serbie	2005/2006 (M)	0,003	0,8	79	40,0	3,6	0,1	30,5	40,1	29,4	0,3	9,2
Slovaquie	2003 (W)	0,000 ^e	0,0 ^e	0 ^e	0,0 ^e	0,0 ^e	0,0 ^e	0,0	0,0	0,0	0,1	..
Slovénie	2003 (W)	0,000 ^e	0,0 ^e	0 ^e	0,0 ^e	0,4 ^e	0,0 ^e	0,0	0,0	0,0	0,1	..
Somalie	2006 (M)	0,514	81,2	6,941	63,3	9,5	65,6	34,2	18,6	47,2	..	..
Sri Lanka	2003 (W)	0,021 ^d	5,3 ^d	1,027 ^d	38,7 ^d	14,4 ^d	0,6 ^d	6,3	35,4	58,3	7,0	8,9
Suriname	2006 (M)	0,039	8,2	41	47,2	6,7	3,3	36,1	18,8	45,1	..	..
Tadjikistan	2005 (M)	0,068	17,1	1,104	40,0	23,0	3,1	18,7	45,0	36,3	6,6	46,7
Tchad	2003 (W)	0,344	62,9	5,758	54,7	28,2	44,1	40,9	4,6	54,5	61,9	55,0
Thaïlande	2005/2006 (M)	0,006	1,6	1,067	38,5	9,9	0,2	40,7	31,2	28,1	0,4	8,1
Togo	2006 (M)	0,284	54,3	3,003	52,4	21,6	28,7	28,3	25,4	46,3	38,7	61,7
Trinité-et-Tobago	2006 (M)	0,020	5,6	74	35,1	0,4	0,3	1,3	94,3	4,4	..	..
Tunisie	2003 (W)	0,010 ^d	2,8 ^d	272 ^d	37,1 ^d	4,9 ^d	0,2 ^d	25,0	47,3	27,6	1,4	3,8
Turquie	2003 (D)	0,028	6,6	4,378	42,0	7,3	1,3	42,3	38,4	19,2	0,0	18,1
Uruguay	2002/2003 (W)	0,006	1,7	57	34,7	0,1	0,0	96,0	0,6	3,4	0,2	18,6
Yémen	2006 (M)	0,283	52,5	11,176	53,9	13,0	31,9	27,0	40,5	32,4	17,5	34,8

NOTES

- a** Tous les indicateurs ne sont pas disponibles pour tous les pays. Les comparaisons transnationales doivent donc être abordées avec prudence. En l'absence de certaines données, les indicateurs sont pondérés sur un total de 100 %. Pour connaître les données manquantes par pays, consulter Alkire et al. (2011) et Alkire, Conconi et Roche (2012).
- b** La lettre *D* indique que les données sont issues d'enquêtes démographiques et sanitaires ; la lettre *M* indique que les données sont issues d'enquêtes en grappes à indicateurs multiples ; la lettre *W* indique que les données sont issues d'enquêtes sur la santé dans le monde et la lettre *N* indique que les données sont issues d'enquêtes nationales.
- c** Données relatives à l'année la plus récente disponible pour la période mentionnée.
- d** Estimation à considérer comme une limite inférieure.
- e** Estimation à considérer comme une limite supérieure.
- f** Estimations concernant uniquement une partie du pays.

DÉFINITIONS

Indice de pauvreté multidimensionnelle : pourcentage de la population vivant dans une pauvreté multidimensionnelle, ajusté au degré de privation. Consulter la Fiche technique n°4 à l'adresse http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2013_EN_TechNotes.pdf pour en savoir plus sur la méthode de calcul de l'Indice de pauvreté multidimensionnelle.

Incidence de la pauvreté multidimensionnelle : pourcentage de la population présentant un degré de privation pondéré de 33 % ou plus.

Degré de privation de la population vivant dans une pauvreté multidimensionnelle : degré moyen de privation subi par les personnes vivant dans une pauvreté multidimensionnelle.

Population exposée à la pauvreté : pourcentage de la population exposée au risque de privations multiples, à savoir les personnes dont le degré de privation atteint 20 à 33 %.

Population vivant dans une extrême pauvreté :

pourcentage de la population vivant dans une extrême pauvreté multidimensionnelle, à savoir les personnes dont le degré de privation atteint ou dépasse 50 %.

Part des privations dans la pauvreté globale :

pourcentage de l'Indice de pauvreté multidimensionnelle attribué aux privations dans chaque dimension.

Population vivant avec moins de 1,25\$ par jour (PPA) :

pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté internationale de 1,25\$ par jour (en parité de pouvoir d'achat).

Population vivant sous le seuil de pauvreté national :

pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté national jugé adapté à un pays par ses autorités. Les estimations nationales sont basées sur des estimations des sous-groupes pondérés (population) à partir d'enquêtes auprès des ménages.

PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES

Colonnes 1 et 2 : calculs basés sur différentes enquêtes auprès des ménages, notamment les enquêtes démographiques et sanitaires d'ICF Macro, les enquêtes en grappes à indicateurs multiples du fonds des Nations Unies pour l'enfance et les enquêtes sur la santé dans le monde de l'Organisation mondiale de la Santé réalisées entre 2000 et 2010.

Colonnes 3 à 10 : calculs basés sur les données de différentes enquêtes auprès des ménages répertoriés dans la colonne 1 concernant les privations des ménages en matière d'éducation, de santé et de niveau de vie.

Colonnes 11 et 12 : Banque mondiale (2012a).

Classement à l'IDH	ÉCONOMIE				DÉPENSES PUBLIQUES										
	PIB	PIB par habitant	Formation brute de capital fixe	Indice des prix à la consommation	Dépenses de consommation finales des administrations publiques		Santé		Éducation		Armée*		Total du service de la dette		
	(2005 en milliards \$PPA)	(2005 \$PPA)	(% du PIB)	(2005 = 100)	(% du PIB)		(% du PIB)		(% du PIB)		(% du PIB)		(% du PIB)		
	2011	2011	2011	2010	2000	2011	2000	2010	2000	2005-2010 ^a	2000	2010	2000	2009	
DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ															
1	Norvège	232,7	46 982	20,2	112	19,3	21,5	6,4	8,0	6,6	7,3	1,7	1,5	..	..
2	Australie	781,5	34 548	27,1	116	17,6	18,0	5,4	5,9	4,7	5,1	1,8	1,9	..	..
3	États-Unis	13 238,3	42 486	14,7 ^c	112	14,3	17,5 ^c	5,8	9,5	..	5,4	3,0	4,8	..	..
4	Pays-Bas	621,9	37 251	18,6	108	22,0	28,1	5,0	9,4	5,0	5,9	1,5	1,4	..	..
5	Allemagne	2 814,4	34 437	18,2	108	19,0	19,5	8,2	9,0	..	4,6	1,5	1,4	..	..
6	Nouvelle-Zélande	108,4 ^c	24 818 ^c	18,9 ^c	115	17,3	20,3 ^c	6,0	8,4	..	7,2	1,2	1,2	..	..
7	Irlande	159,9	35 640	11,5 ^c	107	14,2	18,9 ^c	4,6	6,4	4,2	5,7	0,7	0,6	..	..
7	Suède	331,3	35 048	18,4	108	25,8	26,6	7,0	7,8	7,2	7,3	2,0	1,3	..	..
9	Suisse	300,3	37 979	20,9 ^c	104	11,1	11,5 ^c	5,6	6,8	5,2	5,4	1,1	0,8	..	..
10	Japon	3 918,9	30 660	20,1 ^c	100	16,9	19,8	6,2	7,8	3,7	3,8	1,0	1,0	..	..
11	Canada	1 231,6	35 716	22,1 ^c	109	18,6	21,8 ^c	6,2	8,0	5,6	4,8	1,1	1,5	..	..
12	Corée (République de)	1 371,0	27 541	28,6 ^c	116	12,0	15,3 ^c	2,2	4,1	..	5,0	2,6	2,7	..	..
13	Hong Kong, Chine (RAS)	310,0	43 844	21,5 ^c	112	9,1	8,4 ^c	..	..	..	3,6	..	..	..	..
13	Islande	10,7	33 618	14,1	149	23,4	25,2	7,7	7,6	6,7	7,8	0,0	0,1	..	..
15	Danemark	180,6	32 399	17,2	111	25,1	28,6	6,8	9,7	8,3	8,7	1,5	1,5	..	..
16	Israël	207,5	26 720	18,7	114	25,8	23,9	4,7	4,6	6,5	5,8	8,0	6,5	..	..
17	Belgique	364,7	33 127	20,9	111	21,3	24,1	6,1	8,0	..	6,4	1,4	1,1	..	..
18	Autriche	306,1	36 353	21,1	109	19,0	19,3	7,6	8,5	5,7	5,5	1,0	0,9	..	..
18	Singapour	277,8	53 591	23,4	114	10,9	10,3	1,3	1,4	3,4	3,3	4,6	3,7	..	..
20	France	1 951,2	29 819	20,1	108	22,9	24,5	8,0	9,3	5,7	5,9	2,5	2,3	..	..
21	Finlande	173,8	32 254	19,2	110	20,6	23,9	5,1	6,7	5,9	6,8	1,3	1,4	..	..
21	Slovénie	51,2	24 967	19,5	115	18,7	20,6	6,1	6,9	..	5,7	1,1	1,6	..	..
23	Espagne	1 251,3	27 063	21,7	112	17,1	20,3	5,2	6,9	4,3	5,0	1,2	1,0	..	..
24	Liechtenstein	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2,1	..	..	..	..
25	Italie	1 645,0	27 069	19,5	110	18,3	20,5	5,8	7,4	4,4	4,7	2,0	1,7	..	..
26	Luxembourg	35,4	68 459	19,0	111	15,1	16,5	5,2	6,6	..	..	0,6	0,6	..	..
26	Royaume-Uni	2 034,2	32 474	14,3	114	18,6	22,5	5,6	8,1	4,5	5,6	2,4	2,6	..	..
28	République tchèque	252,8	23 967	23,9	115	20,3	20,9	5,9	6,6	4,0	4,5	2,0	1,3	..	..
29	Grèce	255,0	22 558	14,0	117	18,9	17,5	4,7	6,1	3,4	4,1	3,6	2,3	..	..
30	Brunéi Darussalam	18,2 ^c	45 507 ^c	15,9 ^c	105	25,8	22,4 ^c	2,6	2,4	3,7	2,0	5,7	3,2	..	..
31	Chypre	21,0	26 045	18,4 ^c	113	16,0	19,7 ^c	2,4	2,5	5,3	7,9	3,0	2,1	..	..
32	Malte	9,6	23 007	15,0	112	18,2	21,1	4,9	5,7	..	5,8	0,7	0,7	..	..
33	Andorre	..	..	..	..	..	..	4,9	5,3	..	2,9	..	..	..	..
33	Estonie	24,0	17 885	21,5	126	19,8	19,5	4,1	4,7	5,4	5,7	1,4	1,7	..	..
35	Slovaquie	112,9	20 757	22,4	115	20,1	18,1	5,6	5,8	3,9	4,1	1,7	1,3	..	..
36	Qatar	145,8	77 987	39,6 ^d	136	19,7	24,8 ^d	1,6	1,4	..	2,4	..	2,3	..	..
37	Hongrie	172,5	17 295	16,7	130	21,5	10,0	5,0	5,1	5,0	5,1	1,7	1,0	..	..
38	Barbade	4,8 ^d	17 564 ^d	14,6 ^c	132	21,2	20,3 ^c	4,1	5,2	5,6	6,7	..	..	..	..
39	Pologne	691,2	18 087	19,9 ^c	115	17,4	18,9 ^c	3,9	5,4	5,0	5,1	1,8	1,9	..	..
40	Chili	263,7	15 272	23,2	101	12,5	11,8	3,4	3,8	3,9	4,5	3,8	3,2	8,2	6,2
41	Lituanie	54,1	16 877	17,6	129	22,8	18,9	4,5	5,2	..	5,7	1,7	1,1	9,7	24,3
41	Émirats arabes unis	333,7	42 293	23,8 ^c	115	..	8,2 ^c	2,5	2,7	1,3	1,0	9,4	6,9	..	..
43	Portugal	226,8	21 317	18,1	109	19,0	20,1	6,4	7,5	5,2	5,8	1,9	2,1	..	..
44	Lettonie	30,6	13 773	22,4	139	20,8	15,6	3,2	4,1	5,4	5,6	0,9	1,1	7,7	43,9
45	Argentine	631,9	15 501	22,6	154	13,8	15,1	5,0	4,4	4,6	6,0	1,1	0,9	9,4	3,8
46	Seychelles	2,0	23 172	22,0 ^d	185	24,2	11,1 ^d	4,0	3,1	..	5,0	1,7	1,3	3,4	5,0
47	Croatie	71,2	16 162	21,9	117	23,8	21,2	6,7	6,6	..	4,3	3,1	1,7	..	..
DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ															
48	Bahreïn	26,9 ^c	21 345 ^c	26,6 ^d	114	17,6	15,5 ^d	2,7	3,6	..	2,9	4,0	3,4	..	..
49	Bahamas	9,8	28 239	26,0	113	10,8	15,0	2,8	3,6	2,8	..	..	..	..	..
50	Bélarus	125,0	13 191	37,6	162	19,5	13,5	4,9	4,4	6,2	4,5	1,3	1,4	2,9	2,6
51	Uruguay	44,9	13 315	19,0	142	12,4	13,0	6,1	5,6	2,4	2,9	2,8	2,0	5,3	3,5
52	Monténégro	6,6	10 402	22,1	122	21,9	18,2	5,4	6,1	..	..	..	1,9	..	2,4
52	Palaos	0,3	13 176	..	..	..	..	8,5	7,9	9,8	..	..	..	..	..
54	Koweït	135,1	47 935	17,8 ^d	130	21,5	13,5	1,9	2,1	..	3,8	7,2	3,6	..	..
55	Fédération de Russie	2 101,8	14 808	23,1	163	15,1	16,9	3,2	3,2	2,9	4,1	3,7	3,9	4,6	4,2
56	Roumanie	233,3	10 905	32,2	135	7,2	15,8	3,5	4,4	2,9	4,3	2,5	1,3	6,7	11,5
57	Bulgarie	88,2	11 799	23,3	138	19,0	15,4	3,6	3,7	..	4,4	2,7	1,9	10,0	8,4
57	Arabie saoudite	601,8	21 430	19,0	129	26,0	19,8	3,1	2,7	5,9	5,6	10,6	10,1	..	..

Classement à l'IDH	ÉCONOMIE				DÉPENSES PUBLIQUES											
	PIB	PIB par habitant	Formation brute de capital fixe	Indice des prix à la consommation	Dépenses de consommation finales des administrations publiques				Santé		Éducation		Armée*		Total du service de la dette	
	(2005 en milliards \$PPA)	(2005 \$PPA)	(% du PIB)	(2005 = 100)	(% du PIB)				(% du PIB)		(% du PIB)		(% du PIB)		(% du PIB)	
	2011	2011	2011	2010	2000	2011	2000	2010	2000	2005-2010 ^a	2000	2010	2000	2009		
59 Cuba	..	..	9,9 ^c	..	29,6	37,9 ^c	6,1	9,7	7,7	12,9	..	..	..	..
59 Panama	49,2	13 766	27,5 ^c	123	13,2	11,2 ^c	5,3	6,1	5,0	3,8	0,0	0,0	7,6	4,0		
61 Mexique	1 466,6	12 776	20,4	124	11,1	12,0	2,4	3,1	4,9	5,3	0,6	0,5	10,1	3,0		
62 Costa Rica	50,7	10 732	19,8	158	13,3	17,6 ^d	5,0	7,4	4,4	6,3	0,0	0,0	4,1	3,0		
63 Grenade	1,0	9 806	23,1 ^d	121	11,7	15,6 ^d	4,2	2,6	..	..	..	..	2,8	3,3
64 Libye	96,2 ^d	15 361 ^d	..	125	20,8	..	1,9	2,7	..	..	3,1	1,2 ^e	..	..
64 Malaisie	394,6	13 672	20,3 ^c	114	10,2	12,7 ^c	1,7	2,4	6,0	5,8	1,6	1,6	6,9	5,6		
64 Serbie	71,2	9 809	25,3	153	19,6	18,2	5,2	6,4	..	5,0	5,5	2,2	2,0	11,2		
67 Antigua-et-Barbuda	1,3	14 139	18,3 ^d	112	19,0	17,6 ^d	3,3	4,3	..	2,5	..	..	..	..
67 Trinité-et-Tobago	30,6	22 761	..	155	9,3	..	1,7	3,4	3,8	..	..	..	..	..
69 Kazakhstan	191,5	11 568	23,9	162	12,1	9,8	2,1	2,5	3,3	3,1	0,8	1,1	18,4	32,3		
70 Albanie	25,3	7 861	24,9	115	8,9	9,3	2,3	2,6	..	..	1,2	1,6	0,8	3,9
71 Venezuela (Rép.bolivarienne du)	329,6	11 258	17,0	163	12,4	10,4	2,4	1,7	..	3,7	1,5	0,9	5,4	1,5		
72 Dominique	0,8	11 120	22,3 ^c	116	18,5	17,2 ^c	4,1	5,2	..	3,6	..	..	3,3	3,3
72 Géorgie	21,6	4 826	17,2	143	8,5	9,4	1,2	2,4	2,2	3,2	0,6	3,9	3,9	7,0		
72 Liban	54,9	12 900	30,0	105	17,3	12,3	3,2	2,8	1,9	1,8	5,4	4,2	8,6	10,9		
72 Saint-Kitts-et-Nevis	0,7	13 291	30,3 ^d	122	17,6	16,0 ^d	3,3	4,0	5,2	4,5	..	..	5,1	6,7
76 Iran (République islamique d')	765,2 ^d	10 462 ^d	..	206	13,9	..	1,9	2,2	4,4	4,7	3,7	1,8 ^e	2,9	..		
77 Pérou	266,0	9 049	23,8	115	10,6	9,8	2,8	2,7	..	2,7	1,8	1,3	4,8	4,4		
78 Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	19,5	9 451	21,5	115	18,2	18,0	4,9	4,5	..	..	1,9	1,4	3,9	7,3
78 Ukraine	290,6	6 359	19,3	195	20,9	18,8	2,9	4,4	4,2	5,3	3,6	2,7	11,7	22,1		
80 Maurice	16,4	12 737	24,4	137	14,1	14,0	2,0	2,5	3,8	3,1	0,2	0,1	9,9	1,3		
81 Bosnie-Herzégovine	28,5	7 607	20,7	118	..	22,1	4,1	6,8	..	..	..	1,2	5,8	8,2
82 Azerbaïdjan	81,5	8 890	17,2	164	9,5	11,8	0,9	1,2	3,9	3,2	2,3	2,9	2,5	0,8		
83 Saint-Vincent-et-les Grenadines	1,0	9 482	23,5 ^d	124	16,4	19,5 ^d	3,6	3,9	7,9	4,9	..	..	3,3	4,7
84 Oman	72,1 ^c	25 330 ^d	..	131	20,7	19,9 ^d	2,5	2,2	3,1	4,3	10,8	8,5	..	..
85 Brésil	2 021,3	10 278	19,3	126	19,2	20,7	2,9	4,2	4,0	5,7	1,8	1,6	10,1	2,1		
85 Jamaïque	19,2	7 074	22,9	179	14,3	17,7	2,9	2,6	5,0	6,1	0,5	0,8	7,8	8,5		
87 Arménie	15,8	5 112	30,9	131	11,8	11,8	1,1	1,8	2,8	3,2	3,6	4,2	2,4	10,3		
88 Sainte-Lucie	1,4	8 231	33,5 ^c	115	18,2	16,0 ^c	3,2	5,3	7,1	4,4	..	..	4,2	3,6
89 Équateur	109,2	7 443	24,2	124	9,8	15,8	1,3	3,0	1,3	..	1,6	3,6	11,8	3,2		
90 Turquie	991,7	13 466	20,0	153	11,7	8,1	3,1	5,1	2,6	2,9	3,7	2,4	7,8	8,0		
91 Colombie	415,8	8 861	21,9	126	16,7	10,6	5,5	5,5	3,5	4,8	3,0	3,6	5,1	3,4		
92 Sri Lanka	102,9	4 929	34,6	172	10,5	7,5	1,8	1,3	..	2,1	5,0	3,0	4,8	2,9		
93 Algérie	275,0	7 643	38,3 ^d	122	13,6	14,2 ^d	2,6	3,2	..	4,3	3,4	3,6	8,2	0,4		
94 Tunisie	88,1	8 258	24,0	123	16,7	13,4	3,3	3,4	6,2	6,3	1,8	1,4	8,9	5,3		
DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN																
95 Tonga	0,4	4 092	24,3 ^c	131	18,2	18,9 ^c	4,0	4,1	4,9	..	..	..	2,4	1,4
96 Belize	2,1	5 896	..	113	12,9	..	2,2	3,3	5,0	6,1	0,9	1,1	9,2	7,2		
96 République dominicaine	87,0	8 651	16,7	136	7,8	5,2	2,2	2,7	1,9	2,2	1,0	0,7	2,2	2,6		
96 Fidji	3,6	4 199	..	127	17,2	..	3,2	3,4	5,9	4,5	1,9	1,6	1,5	0,7		
96 Samoa	0,7	4 008	..	131	..	..	4,0	5,7	4,0	5,3	..	..	2,2	1,8
100 Jordanie	32,6	5 269	21,3	134	23,7	18,9	4,7	5,4	..	..	6,3	5,0	8,7	2,5
101 Chine	9 970,6	7 418	45,5	115	15,8	13,1	1,8	2,7	..	..	1,9	2,1	2,2	1,0
102 Turkménistan	41,1	8 055	60,0	..	14,2	11,1	3,2	1,5	..	..	..	..	16,1	0,8
103 Thaïlande	530,6	7 633	25,8	116	11,3	13,3	1,9	2,9	5,4	3,8	1,5	1,5	11,4	3,5		
104 Maldives	2,5	7 834	..	138	22,9	..	4,1	3,8	..	8,7	..	..	3,2	9,8
105 Suriname	3,7 ^c	7 110 ^c	..	145	37,5	..	3,9	3,4	..	..	..	..	..	..
106 Gabon	21,5	13 998	25,1	113	9,6	8,8	1,0	1,8	3,8	..	1,8	0,9	6,9	3,4		
107 El Salvador	37,6	6 032	14,2	119	10,2	11,1	3,6	4,3	2,5	3,2	1,3	1,1	2,8	5,0		
108 Bolivie (État plurinational de)	45,4	4 499	16,6 ^c	137	14,5	13,2	3,7	3,0	5,5	6,3	2,1	1,7	7,6	3,3		
108 Mongolie	11,7	4 178	48,6	168	15,3	14,0	3,9	3,0	5,6	5,4	2,1	1,1	3,4	2,8		
110 Palestine (État de)	..	..	..	..	27,0	..	..	..	..	..	..	..	..	..
111 Paraguay	31,2	4 752	21,3	140	12,7	10,4	3,7	2,1	5,3	4,0	1,1	0,9	5,0	2,5		
112 Égypte	457,8	5 547	19,4	173	11,2	11,3	2,2	1,7	..	3,8	3,2	2,0	1,8	1,4		
113 Moldova (République de)	10,6	2 975	23,9	153	10,3	22,7	3,2	5,4	4,5	9,1	0,4	0,3	11,6	6,7		
114 Philippines	344,4	3 631	15,8	127	11,4	10,2	1,6	1,3	3,3	2,7	1,6	1,2	8,7	6,5		
114 Ouzbékistan	85,2	2 903	23,5	..	18,7	16,6	2,5	2,8	..	..	1,2	..	6,4	1,5
116 République arabe syrienne	96,9 ^c	4 741 ^c	18,8 ^c	142	12,4	10,1 ^c	2,0	1,6	..	4,9	5,5	4,1	2,5	1,1		
117 Micronésie (États fédérés de)	0,3	3 017	..	..	..	..	7,7	12,9	6,7	..	..	..	..	..

TABLE 6 COMMAND OVER RESOURCES

Classement à l'IDH	ÉCONOMIE				DÉPENSES PUBLIQUES										
	PIB	PIB par habitant	Formation brute de capital fixe	Indice des prix à la consommation	Dépenses de consommation finales des administrations publiques		Santé		Éducation		Armée ^a		Total du service de la dette		
	(2005 en milliards \$PPA)	(2005 \$PPA)	(% du PIB)	(2005 = 100)	(% du PIB)		(% du PIB)		(% du PIB)		(% du PIB)		(% du PIB)		
	2011	2011	2011	2010	2000	2011	2000	2010	2000	2005-2010 ^b	2000	2010	2000	2009	
118	Guyana	2,3 ^c	3 104 ^c	26,3 ^c	136	24,7	15,1 ^c	4,6	5,1	8,5	3,7	1,5	2,1	9,7	1,4
119	Botswana	26,3	12 939	27,9	156	25,4	19,9	2,9	6,0	..	7,8	3,3	2,4	1,2	0,5
120	Honduras	27,7	3 566	22,2	139	13,4	17,1	3,0	4,4	..	..	0,7	1,1	5,5	3,4
121	Indonésie	992,1	4 094	32,4	146	6,5	4,5	0,7	1,3	..	3,0	..	0,7	10,1	4,1
121	Kiribati	0,2	2 220	..	..	..	..	7,5	9,3	11,0	..	..	..	..	..
121	Afrique du Sud	489,6	9 678	18,9	140	18,1	21,5	3,4	3,9	5,6	6,0	1,5	1,3	2,9	1,4
124	Vanuatu	1,0	4 062	..	119	20,8	..	2,7	4,8	7,0	5,2	..	..	0,7	0,9
125	Kirghizistan	11,7	2 126	24,8	167	20,0	19,1	2,1	3,5	3,5	6,2	2,9	4,4	12,6	11,6
125	Tadjikistan	14,3	2 052	18,7	170	8,3	28,9	0,9	1,6	2,3	4,0	1,2	..	7,3	12,1
127	Viet Nam	264,6	3 013	31,9	167	6,4	5,7	1,6	2,6	..	5,3	..	2,5	4,2	1,3
128	Namibie	13,9	5 986	26,5	141	23,5	21,6	4,2	4,0	7,9	8,1	2,7	3,9	..	..
129	Nicaragua	15,1	2 579	29,7	159	12,2	10,1	3,7	4,9	3,9	..	0,8	0,7	7,3	7,9
130	Maroc	143,5	4 373	30,6	111	18,4	15,4	1,2	2,0	5,8	5,4	2,3	3,5	7,3	3,6
131	Irak	112,5	3 412	..	171	..	..	0,4	6,8	..	..	..	2,4	..	..
132	Cap-Vert	1,8	3 616	36,5	121	30,7	20,7	3,4	3,1	..	5,6	1,3	0,5	3,0	2,2
133	Guatemala	64,2	4 351	14,6	134	7,0	10,5	2,2	2,5	..	3,2	0,8	0,4	2,0	3,8
134	Timor-Leste	1,6	1 393	..	134	35,2	..	6,3	5,1	..	14,0	..	4,9	..	..
135	Ghana	41,3	1 652	21,8	189	10,2	8,5	3,0	3,1	..	5,5	0,7	0,4	7,8	1,0
136	Guinée équatoriale	23,1	32 026	60,1 ^d	129	4,6	3,9 ^d	1,0	3,4	0,7	..	..	..	..	..
136	Inde	3 976,5	3 203	29,5	152	12,6	11,7	1,3	1,2	4,4	3,1	3,1	2,7	2,3	1,2
138	Cambodge	29,8	2 080	16,2 ^c	148	5,2	6,3 ^c	1,3	2,1	1,7	2,6	2,2	1,6	0,9	0,6
138	Rép. démocratique populaire lao	15,5	2 464	27,4	127	6,7	9,8	1,0	1,5	1,5	3,3	0,8	0,3	2,3	4,3
140	Bhoutan	3,8	5 096	41,3 ^d	134	20,4	21,4 ^d	5,3	4,5	5,8	4,0	..	..	1,6	5,6
141	Swaziland	5,7	5 349	10,4	144	18,2	19,4	3,3	4,2	5,5	7,4	1,5	3,0	2,0	1,1
DÉVELOPPEMENT HUMAIN FAIBLE															
142	Congo	16,1	3 885	23,4	130	11,6	9,7	1,2	1,1	..	6,2	..	1,1	1,4	1,6
143	Îles Salomon	1,4	2 581	..	152	25,2	..	4,8	8,0	..	6,1	..	..	2,1	3,0
144	Sao Tomé-et-Principe	0,3	1 805	..	260	..	..	3,6	2,7	..	..	..	..	..	0,8
145	Kenya	62,7	1 507	24,3	180	15,1	13,3	1,9	2,1	5,2	6,7	1,3	1,9	4,7	1,2
146	Bangladesh	236,0	1 568	24,7	145	4,6	5,5	1,1	1,2	2,4	2,2	1,3	1,1	1,6	1,0
146	Pakistan	428,4	2 424	11,8	181	8,6	8,2	0,6	0,8	1,8	2,4	3,7	2,8	3,9	2,5
148	Angola	102,0	5 201	10,7	186	..	17,7	1,9	2,4	2,6	3,4	6,4	4,2	18,7	2,8
149	Myanmar	..	..	..	225	..	..	0,3	0,2	0,6	..	2,3	..	..	..
150	Cameroun	41,9	2 090	..	117	9,5	..	1,0	1,5	1,9	3,5	1,3	1,6	5,5	0,9
151	Madagascar	18,2	853	33,0 ^d	159	9,0	11,6 ^d	2,5	2,3	2,9	3,2	1,2	0,7	3,0	0,6
152	Tanzanie (République-Unie de)	59,8	1 334	28,1	151	11,7	18,2	1,6	4,0	..	6,2	1,5	1,2	1,6	0,9
153	Nigéria	360,8	2 221	..	161	..	..	1,5	1,9	..	..	0,8	1,0	4,0	0,2
154	Sénégal	22,2	1 737	30,7	115	12,8	8,8	1,6	3,1	3,2	5,6	1,3	1,6	4,8	2,3
155	Mauritanie	8,0	2 255	25,9	133	20,2	12,3	3,1	2,3	..	4,3	3,5	3,8	6,4	3,0
156	Papouasie-Nouvelle-Guinée	16,6	2 363	14,8	130	16,6	8,4	3,3	2,6	..	..	0,9	0,4	8,6	8,6
157	Népal	33,6	1 102	21,2	155	8,9	9,6	1,3	1,8	3,0	4,7	0,8	1,4	1,9	1,2
158	Lesotho	3,3	1 504	34,9	141	41,7	32,6	3,4	8,5	11,8	13,0	4,0	3,1	8,2	1,6
159	Togo	5,6	914	19,4	116	10,5	..	1,4	3,4	4,4	4,5	..	1,7	2,3	1,1
160	Yémen	51,1	2 060	11,7 ^c	167	13,6	11,8 ^c	2,4	1,3	9,7	5,2	4,4	3,9 ^e	2,5	0,8
161	Haïti	10,5	1 034	..	150	7,8	..	1,7	1,5	..	..	0,0	0,0	..	2,0
161	Ouganda	41,0	1 188	24,4	150	14,5	11,3	1,8	2,0	2,5	3,2	2,5	1,6	1,2	0,4
163	Zambie	19,2	1 423	21,3	167	9,5	11,6	2,9	3,6	2,0	1,3	..	1,7	5,7	0,9
164	Djibouti	..	2 087 ^d	..	129	29,7	..	3,9	4,7	9,7	8,4	5,1	3,7 ^e	2,4	..
165	Gambie	3,3	1 873	17,5	123	11,2	9,9	1,9	2,9	2,7	5,0	1,0	0,6	2,7	1,9
166	Bénin	13,0	1 428	27,4	119	11,6	..	1,9	2,0	3,3	4,5	0,6	1,0 ^e	3,3	0,6
167	Rwanda	12,0	1 097	21,0 ^c	155	11,0	15,5 ^c	1,7	5,2	4,1	4,7	3,5	1,3	2,1	0,3
168	Côte d'Ivoire	31,9	1 581	16,4	114	7,2	9,1	1,3	1,1	3,8	4,6	..	1,6	9,8	1,7
169	Comores	0,7	980	12,4 ^d	118	11,7	15,3 ^d	1,5	3,0	..	7,6	..	..	1,6	0,8
170	Malawi	12,4	805	20,8	156	14,6	15,7	2,8	4,0	5,2	5,7	0,7	1,1	3,6	0,4
171	Soudan	83,8	1 878	24,7	166	7,6	17,7	0,9	1,9	..	..	4,5	3,4	2,0	0,7
172	Zimbabwe	..	..	6,5	..	24,3	18,3	0,0	..	..	2,5	4,7	1,3	6,3	1,5
173	Éthiopie	83,0	979	19,0	223	17,9	9,0	2,3	2,6	3,9	4,7	7,5	0,9	1,7	0,6
174	Libéria	2,1	506	33,3	162	7,5	20,2	1,3	3,9	..	2,8	..	0,9	0,1	0,6
175	Afghanistan	37,2 ^c	1 083 ^c	16,3 ^c	141	..	10,7 ^c	2,3	0,9	..	..	..	3,8	..	0,1
176	Guinée-Bissau	1,7	1 097	..	119	14,0	..	1,0	0,9	..	..	4,4	..	2,4	2,1
177	Sierra Leone	4,6	769	14,9	163	14,3	11,1	1,1	1,5	4,9	4,3	3,7	1,2	7,3	0,6
178	Burundi	4,6	533	18,4	163	15,5	26,3	2,1	4,4	3,2	9,2	6,0	3,8 ^e	2,6	0,2
178	Guinée	10,1	990	20,0 ^c	237	6,8	7,5 ^c	0,7	0,6	2,5	2,4	1,5	..	5,0	1,8

Catégories d'IDH en 2012 et changements de catégorie de 2011 à 2012

Afghanistan	175		
Afrique du Sud	121	1	
Albanie	70	-1	
Algérie	93	-1	
Allemagne	5		
Andorre	33	-1	
Angola	148		
Antigua-et-Barbuda	67	-1	
Saudi Arabia	57		
Argentine	45	-1	
Arménie	87	-1	
Australie	2		
Autriche	18		
Azerbaïdjan	82	-1	
Bahamas	49		
Bahreïn	48		
Bangladesh	146	1	
Barbade	38		
Bélarus	50	1	
Belgique	17		
Belize	96		
Bénin	166		
Bhoutan	140	1	
Bolivia (État plurinational de)	108		
Bosnie-Herzégovine	81	-1	
Botswana	119	-1	
Brésil	85		
Brunéï Darussalam	30		
Bulgarie	57		
Burkina Faso	183		
Burundi	178	-1	
Cambodge	138		
Cameroun	150		
Canada	11	-1	
Cap-Vert	132	-1	
Tchad	184		
Chili	40		
Chine	101		
Chypre	31		
Colombie	91		
Comores	169	-1	
Congo	142		
Congo (République démocratique du)	186		
Corée (République de)	12		
Costa Rica	62		
Côte d'Ivoire	168	1	
Croatie	47	-1	
Cuba	59		
Danemark	15		
Djibouti	164		
Dominique	72		
Égypte	112		
El Salvador	107	-1	
Émirats arabes unis	41	-1	
Équateur	89		
Érythrée	181	1	
Estonie	33	1	
Espagne	23		
États-Unis	3	-1	
Éthiopie	173	-1	
Ex-République yougoslave de Macédoine	78	-2	
Fédération de Russie	55		
Fidji	96	2	
Finlande	21		
France	20		
Gabon	106		
Gambie	165		
Géorgie	72	3	
Ghana	135		
Grèce	29		
Grenade	63	-1	
Guatemala	133		
Guinée	178	-1	
Guinée équatoriale	136		
Guinée-Bissau	176		
Guyana	118	1	
Haiti	161	1	
Honduras	120		
Hong Kong, Chine (RAS)	13	1	
Hongrie	37		
Îles Salomon	143		
Indie	136		
Indonésie	121	3	
Irak	131	1	
Iran (République islamique d')	76	-2	
Irlande	7		
Islande	13		
Israël	16		
Italie	25		
Jamaïca	85	-2	
Japon	10		
Jordanie	100		
Kazakhstan	69	-1	
Kenya	145		
Kirghizistan	125		
Kiribati	121		
Koweït	54	-1	
Lesotho	158	1	
Lettonie	44	1	
Liban	72		
Liberia	174		
Libye	64	23	
Liechtenstein	24		
Lituanie	41	2	
Luxembourg	26		
Madagascar	151		
Malaisie	64	1	
Malawi	170	1	
Maldives	104	-1	
Mali	182	-1	
Malte	32	1	
Maroc	130		
Maurice	80	-1	
Mauritanie	155		
México	61		
Micronésie (États fédérés de)	117		
Moldova (République de)	113		
Mongolie	108	2	
Monténégro	52	-2	
Mozambique	185		
Myanmar	149		
Namibie	128		
Népal	157		
Nicaragua	129		
Niger	186	1	
Nigéria	153	1	
Norvège	1		
Nouvelle-Zélande	6		
Oman	84	-1	
Ouganda	161		
Ouzbékistan	114	1	
Pakistan	146		
Palaos	52	2	
Palestine (État de)	110	1	
Panama	59	1	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	156		
Paraguay	111	-2	
Pays-Bas	4		
Pérou	77	-1	
Philippines	114		
Pologne	39		
Portugal	43	-3	
Qatar	36		
République arabe syrienne	116		
République centrafricaine	180	-1	
République démocratique populaire lao	138		
République dominicaine	96	2	
République tchèque	28		
Roumanie	56	-1	
Royaume-Uni	26		
Rwanda	167		
Saint-Kitts-et-Nevis	72	-1	
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	83	-2	
Sainte-Lucie	88		
Samoa	96		
Sao Tomé-et-Principe	144		
Sénégal	154	-2	
Serbie	64		
Seychelles	46		
Sierra Leone	177	2	
Singapour	18		
Slovaquie	35		
Slovénie	21		
Soudan	171	-1	
Sri Lanka	92		
Suède	7		
Suisse	9		
Suriname	105		
Swaziland	141	-1	
Tadjikistan	125	1	
Tanzanie (République-Unie de)	152	1	
Tchad	184		
Thaïlande	103	1	
Timor-Leste	134		
Togo	159	1	
Tonga	95		
Trinité-et-Tobago	67	-1	
Tunisie	94		
Turkménistan	102		
Turquie	90		
Ukraine	78		
Uruguay	51		
Vanuatu	124	-2	
Venezuela (République bolivarienne du)	71	-1	
Viet Nam	127		
Yémen	160	-2	
Zambie	163		
Zimbabwe	172	1	

Remarque : les valeurs positives ou négatives et les flèches montantes ou descendantes indiquent le nombre de positions que la catégorie d'un pays a gagné ou perdu de 2011 à 2012 en utilisant à cette fin des données et une méthodologie uniformes ; un blanc indique qu'il n'y a aucun changement.



Programme des Nations Unies pour le développement

One United Nations Plaza

New York, NY 10017

www.undp.org

USD 30

ISBN 978-92-1-126340-4



En ce XXI^e siècle, les dynamiques mondiales connaissent de profondes mutations, entraînées par l'essor rapide de nouveaux centres de pouvoir dans le monde en développement. La Chine a déjà dépassé le Japon en tant que deuxième plus grande puissance économique mondiale, en faisant sortir des centaines de millions de personnes de la pauvreté par la même occasion. L'Inde est bien décidée à redéfinir son avenir en faisant preuve d'un grand dynamisme au niveau de la création d'entreprises et d'innovation en matière de politique sociale. Au Brésil, le niveau de vie s'améliore à mesure que les partenariats internationaux s'élargissent et que les programmes de lutte contre la pauvreté, copiés dans le monde entier, démontrent leur efficacité.

Mais « l'essor du Sud » est un phénomène bien plus large. La Turquie, le Mexique, la Thaïlande, l'Afrique du Sud, l'Indonésie et d'autres pays en développement sont devenus des acteurs clés sur la scène mondiale. Le Rapport sur le développement humain 2013 constate qu'une quarantaine de pays en développement ont dépassé les attentes en termes de développement humain au cours des dernières décennies, avec un progrès particulièrement marqué ces dix dernières années.

Ces pays possèdent tous une histoire unique et ont choisi une voie de développement qui leur est propre.

Cependant, ils ont tous d'importantes caractéristiques en commun et sont confrontés à des enjeux similaires. Ils sont aussi de plus en plus interdépendants. Par ailleurs, les habitants des pays en développement font de plus en plus entendre leur voix. Ils partagent désormais des idées et opinions à travers les nouveaux moyens de communication et exigent une plus grande redevabilité des gouvernements et des institutions internationales.

Le *Rapport sur le développement humain 2013* analyse les causes et les conséquences de l'essor graduel des pays du Sud, tout en identifiant des politiques ancrées dans cette nouvelle réalité, qui sont en mesure d'accentuer les progrès dans les années à venir. Le présent Rapport appelle à instaurer une plus grande représentation des pays du Sud dans les mécanismes de gouvernance mondiale et met en exergue de nouvelles sources potentielles de financement au sein même du Sud pour la mise à disposition des biens publics élémentaires. En offrant de nouvelles analyses et des propositions claires de réforme stratégique, le Rapport 2013 contribue à tracer le chemin à suivre pour les peuples de toutes les régions en vue de relever ensemble les défis partagés du développement humain, de manière juste et efficace.

« Le Rapport jette un nouveau regard sur la situation actuelle du développement mondial et démontre à quel point la progression rapide d'un grand nombre de pays du Sud en matière de développement peut servir d'exemple. »

—Helen Clark, Administratrice du PNUD, extrait de l'avant-propos

« L'approche du développement humain constitue une avancée majeure dans le périlleux exercice consistant à comprendre les réussites et les privations de la vie humaine, et à apprécier l'importance de la réflexion et du dialogue, grâce auxquels il est possible de créer un monde plus équitable et plus juste. »

—Amartya Sen, prix Nobel d'économie, extrait du chapitre 1

« Personne n'a le monopole des bonnes idées, c'est pourquoi New York continuera de s'enrichir des meilleures pratiques d'autres villes et pays. »

—New York City Mayor Michael Bloomberg, from chapter 3

« Un examen attentif des différentes voies empruntées par les pays en développement pour atteindre leurs objectifs nous permet d'enrichir l'éventail d'options politiques disponible pour toutes les nations et les régions. »

—Khalid Malik, auteur principal du rapport, extrait de l'introduction